

UNIVERSIDAD DE SALAMANCA



FACULTAD DE TRADUCCIÓN Y DOCUMENTACIÓN

DEPARTAMENTO DE TRADUCCIÓN E INTERPRETACIÓN

Tesis Doctoral

*L'Evolution du langage à travers les discours politiques en Côte d'Ivoire des
présidents Félix Houphouët-Boigny et Laurent Gbagbo de 1960 à 2010*

Presentada por:

AHIA JULIETTE AKA BROU

Director : Dr. JESÚS BAIGORRI JALÓN

UNIVERSIDAD DE SALAMANCA



FACULTAD DE TRADUCCIÓN Y DOCUMENTACIÓN

DEPARTAMENTO DE TRADUCCIÓN E INTERPRETACIÓN

Tesis Doctoral

*L'Evolution du langage à travers les discours politiques en Côte d'Ivoire des
présidents Félix Houphouët-Boigny et Laurent Gbagbo de 1960 à 2010*

Presentada por:

AHIA JULIETTE AKA BROU

Director : Dr. JESÚS BAIGORRI JALÓN

V°B°

À ma famille

Index

Table des matières.....	3
Remerciements	13
Abréviations	15
Introduction.....	17
1. La pertinence des recherches.....	17
2. L'objectif de la présente étude.....	22
3. Les limites de l'objet d'étude.....	24
4. La méthodologie.....	25
5. Les hypothèses.....	26
6. Les structures de la thèse.....	26

Première Partie

Le contexte historico-géopolitique de la Côte d'Ivoire

I.	Introduction.....	28
I. 1.	La conquête française en Afrique Noire.....	29
I.1.1	La colonisation française en Afrique Noire.....	29
I.1.2	La conquête française en Côte d'Ivoire.....	37
I.1.3	L'organisation de la colonie de Côte d'Ivoire.....	41
I.1.3.1	La création des plantations.....	43
I.1.3.2	Les problèmes migratoires.....	46
I.2	Vers l'Indépendance.....	52
I.2.1	La création du Syndicat Agricole Africain.....	52
I.2.2	Le mouvement culturel d'émancipation.....	55
I.2.3	Le combat politique.....	65
I.2.3.1	Naissance des partis politiques pendant la colonisation en Côte d'Ivoire.....	66
I.2.3.2	Naissance du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire.....	73
I.2.3.3	Naissance et évolution du Rassemblement Démocratique Africain.....	78
I.2.3.3.1	Naissance du Rassemblement Démocratique Africain.....	78

I.2.3.3.2 Evolution du Rassemblement Démocratique Africain.....	83
I.3 Le rôle de la religion dans le combat pour l'Indépendance....	86
I.4 L'Indépendance des colonies.....	95
I.4.1 Le contexte historique de l'Indépendance.....	95
I.4.2 L'Indépendance.....	98
I.5 Le fonctionnement sociopolitique des groupes ethniques de la Côte d'Ivoire.....	104
I.5.1 Le fonctionnement sociopolitique des Akans.....	105
I.5.2 Le fonctionnement sociopolitique des Krous.....	107
I.6 Le contexte historique de la période d'étude.....	109

Deuxième partie

Evolution du langage à travers les discours présidentiels en Côte d'Ivoire112

II.1 Les discours politiques de Félix Houphouët-Boigny..... 112

II.1.1 Analyse critique d'un discours du président Félix Houphouët-Boigny.....114

II.1.1.1 Présentation du locuteur du discours..... 115

II.1.1.2 **La macrostructure du texte.....117**

II.1.1.2.1 Contexte historique et contenu du discours.....117

II.1.1.2.2 La structure thématique..... 120

II.1.1.2.3 **Définition et origines du néocolonialisme français en Côte d'Ivoire.....120**

II.1.1.2.3.1 Définition du néocolonialisme..... 121

II.1.1.2.3.2 Les origines du néocolonialisme français en Côte d'Ivoire..... 123

II.1.1.2.4 La langue au service de la politique néocoloniale... 126

II.1.1.2.5 La langue au service de l'économie néocoloniale... 137

II.1.1.2.6 La langue au service du néocolonialisme sur le plan militaire..... 144

II.1.1.2.7 La langue au service du néocolonialisme culturel.....148

II.1.1.3 **La microstructure du texte.....152**

II.1.1.3.1 La cohésion lexicale et cohérence..... 153

II.1.1.3.1.1	La cohésion lexicale.....	153
II.1.1.3.1.2	La cohérence.....	154
II.1.1.3.2	La Transindividualité.....	156
II.1.1.3.3	Le mode/médium.....	158
II.1.1.3.4	Le principe de coopération.....	160
II.1.1.3.5	L'intentionnalité.....	161
II.1.1.3.6	La syntaxe.....	163
II.1.1.3.7	L'intertextualité.....	165
II.1.1.3.8	Les conjonctions de coordination.....	166
II.1.1.3.9	Le lexique.....	170
II.1.1.4	Expressions grammaticales qui reflètent le caractère manichéen du discours.....	174
II.1.1.4.1	Les pronoms personnels.....	174
II.1.1.4.1.1	Cas du pronom personnel NOUS.....	175
II.1.1.4.1.1.1	Tableau récapitulatif du pronom personnel Nous.....	198
II.1.1.4.1.2	Cas du pronom personnel JE.....	202
II.1.1.4.1.2.1	Tableau récapitulatif du pronom personnel JE.....	209
II.1.1.4.2	Les pronoms possessifs.....	210
II.1.1.4.2.1	Cas des pronoms possessifs notre/nos.....	210
II.1.1.4.2.2	Cas des pronoms possessifs mon/mes.....	211

II.1.1.5 Le lexique manichéen du discours.....	212
II.1.1.5.1 Unités lexicales qui déterminent les partisans (groupe A) de Félix Houphouët-Boigny.....	213
II.1.1.5.1.1 Tableau récapitulatif des partisans de Félix Houphouët-Boigny.....	214
II.1.1.5.2 Unités lexicales qui déterminent les adversaires (groupe B) de Félix Houphouët-Boigny.....	214
II.1.1.5.2.1 Les adversaires externes.....	215
II.1.1.5.2.2 Les adversaires internes	217
II.1.1.5.2.2.1 Tableau récapitulatif des adversaires (groupe B) de Félix Houphouët-Boigny.....	218
 II.1.1.6 Les influences culturelles dans les discours de Félix Houphouët-Boigny.....	218
II.1.1.6.1 L'influence du monde occidental dans les discours de Félix Houphouët-Boigny.....	219
II.1.1.6.1.1 L'influence de la culture européenne.....	219
II.1.1.6.1.2 L'influence de la culture française.....	228
II.1.1.6.1.2.1 L'influence de la personnalité de de Gaulle sur la politique de Félix Houphouët-Boigny.....	239
II.1.1.6.2 L'influence de la culture africaine dans les discours de Félix Houphouët-Boigny.....	258
 II.1.1.7 L'influence de la religion dans les discours de Félix Houphouët-Boigny.....	284
 II.1.1. 8 Le langage de la presse sous le parti unique.....	289

II.2 Evolution du langage à travers les discours politiques en Côte d'Ivoire du président Laurent Gbagbo.....294

II.2.1 Analyse critique du discours d'investiture (26 octobre 2000) de Laurent Gbagbo.....294

II.2.1.1 Présentation du locuteur du discours.....295

II.2.1.2 La macrostructure du texte.....296

II.2.1.2.1 Contexte historique et contenu du discours.....296

II.2.1.2.2 La structure thématique: la rupture du néocolonialisme.....298

II.2.1.2.3 Définition et origines de la rupture.....299

II.2.1.2.3.1 Définition.....299

II.2.1.2.3.2 Origines de la rupture.....300

II.2.1.2.4 La langue au service de la rupture politique.....302

II.2.1.2.5 La langue au service de la rupture économique.....305

II.2.1.2.6 La langue au service de la rupture militaire.....310

II.2.1.2.7 La langue au service de la rupture néocoloniale sur le plan culturel.....312

II.2.1.3 La microstructure du texte.....313

II.2.1.3.1 La cohésion lexicale et la cohésion lexicale.....313

II.2.1.3.1.1 La cohésion lexicale.....313

II.2.1.3.1.2 La cohérence.....315

II.2.1.3.2 Le seuil de l'incommunicabilité.....319

II.2.1.3.3 Le quiproquo et l'allusion.....	322
II.2.1.3.3.1 Le quiproquo.....	323
II.2.1.3.3.2 L'allusion.....	329
II.2.1.3.4 Le principe de coopération.....	333
II.2.1.3.5 L'intentionnalité.....	333
II.2.1.3.6 La syntaxe.....	334
II.2.1.3.7 L'intertextualité.....	338
II.2.1.3.8 Les conjonctions de coordination.....	339
II.2.1.3.9 Le lexique.....	340
II.2.1.4 Expressions grammaticales qui reflètent le caractère manichéen du discours.....	343
II.2.1.4.1 Les pronoms personnels.....	343
II.2.1.4.1.1 Cas du pronom personnel Nous.....	343
II.2.1.4.1.1.1 Tableau récapitulatif de Nous dans le discours de Laurent Gbagbo.....	352
II.2.1.4.1.2 Cas du pronom personnel JE.....	353
II.2.1.4.1.2.1 Tableau récapitulatif du pronom personnel JE.....	356
II.2.1.4.1.3 Cas particulier du Vous.....	356
II.2.1.5 Le lexique manichéen du discours.....	360
II.2.1.5.1 Unités lexicales qui déterminent les partisans de Laurent Gbagbo (groupe A).....	361
II.2.1.5.1.1 Tableau récapitulatif des partisans de Laurent Gbagbo.....	361

II.2.1.5.2 Unités lexicales qui déterminent les adversaires de Laurent Gbagbo (groupe B).....	361
II.2.1.5.2.1 Les adversaires externes.....	362
II.2.1.5.2.2 Les adversaires internes.....	362
II.2.1.5.2.2.1 Tableau récapitulatif regroupant les adversaires de Laurent Gbagbo (groupe B).....	362
II.2.1.6 Les influences dans les discours de Laurent Gbagbo.....	363
II.2.1.6.1 L'influence du monde occidental dans les discours de Laurent Gbagbo.....	363
II.2.1.6.1.1 L'influence de la culture américaine dans les discours de Laurent Gbagbo.....	363
II.2.1.6.1.2 L'influence de la culturelle française dans les discours de Laurent Gbagbo.....	366
II.2.1.6.1.2.1 L'influence de la personnalité du président de Gaulle.....	368
II.2.1.6.2 L'influence de la culture africaine dans les discours de Laurent Gbagbo.....	376
II.2.1.7 L'influence de la religion dans les discours de Laurent Gbagbo.....	388
II.2.1.7.1 L'influence de la religion protestante dans la vie politique en Côte d'Ivoire depuis 1990 à 2010.....	388
II.2.1.7.2 L'influence de Dieu dans les discours de Laurent Gbagbo.....	390
II.2.1.8 Le langage de la presse ivoirienne à l'ère du multipartisme.....	398

Troisième partie

III Convergences et divergences entre le langage des discours des présidents Félix Houphouët-Boigny et Laurent Gbagbo de 1960 à 2010.....404

III.1 Convergences entre le langage des discours des présidents Félix Houphouët-Boigny et Laurent Gbagbo.....404

III.1.1 La langue au service du syndicalisme militant.....404

III.1.2 La langue au service d'une vision politique commune continentale.....406

III.1.3 L'usage de la langue à travers le courage politique.....411

III.1.4 Le langage religieux à travers le discours politique.....415

III.2 Divergences entre le langage des discours des présidents Félix Houphouët-Boigny et Laurent Gbagbo.....417

III.2.1 Le rapport à la langue française.....417

III.2.2 Différence de terminologie concernant leurs politiques de développement respectives.....421

III.2.3 La langue au service d'une idéologie.....423

III.2.4 Le registre de la langue selon le positionnement du locuteur.....440

Conclusion partielle.....448

Conclusion générale.....451

Bibliographie.....456

Annexes463

Discours.....482

Les remerciements

Je veux exprimer ma profonde gratitude à Monsieur Jesús Baigorri pour avoir partagé avec moi ses connaissances dans le domaine de la traduction. Mais surtout, pour m'avoir apporté un soutien matériel et moral chaque fois que j'en avais besoin. Je garde en souvenir sa grande disponibilité et son aide précieuse notamment lors de mes déplacements à Salamanque, et à travers les mails, dans lesquelles il me transmettait son enthousiasme et son énergie. Il m'a soutenu non seulement par ses conseils et ses encouragements mais il m'a également facilité l'accès à des documents tout au long de cette période jalonnée de difficultés.

Mes remerciements vont également aux enseignants du Département de Traduction et d'Interprétation et à son Directeur, M. Joaquín García Palacios. Je remercie la secrétaire du Département Teresa del Arco pour les services rendus.

Je remercie la prestigieuse Université de Salamanque qui me permet de réaliser mes études.

Merci également au personnel du service de doctorat pour leur attention.

Je remercie toutes les personnes que j'ai rencontrées en Europe et en Côte d'Ivoire et qui, d'une manière ou d'une autre, ont contribué à rendre mes recherches possibles.

Mes remerciements à MM Usher Assouan (ex ministre des Affaires Etrangères de Côte d'Ivoire), Kouakou Koffi Désiré professeur d'Espagnol à l'université d'Abidjan et Niangoran Eugène qui m'ont aidée à réunir les discours du président Félix Houphouët-Boigny (une partie de mon corpus). Maître Zadi Zaourou Bernard, écrivain, metteur en scène (ex ministre de la Culture et professeur de Droit à l'université d'Abidjan), merci pour ces cours sur la gestuelle dans le discours politique de Félix Houphouët-Boigny à Laurent Gbagbo, avec en prime des prêts de DVD à ce sujet. Paix à leur âme.

Merci aux enseignants du Collège des Châteaux de Châtenois en Alsace (France) pour leur soutien. Merci particulièrement à Mme Nathalie Heinrich responsable du Centre de Documentation et d'Information (CDI) et à M. Daniel Cuenot professeur d'Histoire et Géographie pour la relecture de ma Thèse et leurs remarques judicieuses. À Mme Vanina Camarasa, professeur d'Anglais, pour ses traductions de l'anglais vers le français de certains de mes documents. Merci aux professeurs de langues : à Liliane Jacob, à Catherine Lefebvre, à Monique Mongin, à Andrée Soller pour les moments de partage. Merci à vous tous du Collège de Châtenois et bien sûr au premier responsable de l'établissement en la personne de M. Mathis pour votre accueil tout simplement. Je me suis sentie au collège comme en famille.

Je veux remercier mes amis (es) Kangah Akissi Agnès (enseignante à l'université d'Abidjan), Ehui Ernest et Pedro María Pérez de Cárcamo en Espagne, Montemin Laurent, Eunice Béal et famille en France, Jesús et José-María en Belgique pour leurs encouragements.

Mes remerciements vont également aux journalistes et à la presse écrite de Côte d'Ivoire : Fraternité-Matin, La Voie, Le Patriote, le journal Hebdo entre autres, pour les interviews et l'accès aux discours des présidents Félix Houphouët-Boigny et Laurent Gbagbo.

Merci à ma famille : mes frères et sœurs, ma mère et mon cousin Aka Marcel pour leurs encouragements et leur affection.

Merci à Jean-Luc Desombre mon mari, pour son aide constante et aux formes multiples tout au long de mes recherches.

Enfin, éternel merci à mon père Baptiste qui, au ciel, avec mon grand frère bien-aimé André, m'ont rendu forte par leur Amour. Grâce à votre exemple de persévérance et d'abnégation, jamais je n'ai baissé les bras, au contraire, j'ai su faire preuve d'optimisme et de détermination. J'ai foi qu'aujourd'hui vous vous réjouissez dans le ciel de me voir présenter le troisième doctorat de la famille. Je vous aime très fort et je garde jalousement les valeurs que vous m'avez inculquées.

Enfin, je remercie les membres du jury qui ont bien voulu m'honorer de leur présence.

Abréviations

ACD : Analyse Critique du Discours

ACPA : Assemblée Consultative Provisoire d'Alger

AEF : Afrique Equatoriale Française

AOF : Afrique Occidentale Française

BDE : Bloc Démocratique Eburnéen

CAPACI : Comité d'Action Patriotique de la Côte d'Ivoire

CCCI : Compagnie de Cultures de la Côte d'Ivoire.

CEDEAO : Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest

CFLN : Comité Français de Libération Nationale

CFTC : Confédération Française des Travailleurs Chrétiens

CICA : Société Commerciale et Industrielle de la Côte d'Afrique

CNP : Conseil National de Presse

FANCI : Force Armée Nationale de Côte d'Ivoire

FCFA : Franc de la Communauté Française d'Afrique

FESCI : Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire

FN : Forces Nouvelles

FPI : Front Populaire Ivoirien

GEC : Groupe d'Etude Communiste

GVC : Groupement à Vocation Coopérative

IHAAA : Institut d'Histoire, d'Art et d'Archéologie Africaine.

IRHO : Institut de Recherches sur les Oléagineux

NAACP : Association Nationale pour le progrès des gens de couleur

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

ONU : Organisation des Nations Unies

OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

PCF : Parti Communiste Français

PDCI : Parti Démocratique de Côte d'Ivoire

PDE : Parti Démocratique Eburnéen

POSR : Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire

PP : Parti Progressiste

PSR : Parti Socialiste Révolutionnaire

PUICI : Parti de l'Union des Indépendants de Côte d'Ivoire

RDA : Rassemblement Démocratique Africain

RDA : République Démocratique Allemande

RDR : Rassemblement Des Républicains

RFA : République Fédérale d'Allemagne

SAA : Syndicat Agricole Africain

SACI : Syndicat Agricole de la Côte d'Ivoire

SADC : Southern African Development Community.

SFIO : Syndicat Français de l'International Ouvrier

SPAO : Société des Plantations de l'Afrique de l'Ouest

SPROA : Société des Plantations Réunies de l'Ouest Africain

UA : Union Africaine

UDSR : Union Démocratique Socialiste et Résistance

UE : Union Européenne

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest-Africain

UMA : Union du Maghreb Arabe

UFOCI : Union Fraternelle des Originaires de la Côte d'Ivoire.

WANS : West African National Secretariat.

Introduction

1. La pertinence des recherches

Parmi les matières étudiées dans le cadre du programme du département de Traduction et d'Interprétariat, celle qui a suscité en nous un intérêt tout particulier est *Le langage politico-diplomatique dans les organismes internationaux* pour son importance dans l'organisation de la société et la communication entre les communautés humaines. Ce langage est également proche de celui utilisé dans l'exercice du pouvoir politique, langage qui est l'objet de notre étude.

La politique, du mot grec polis désignant la cité, c'est donc l'art et l'organisation de la cité, c'est-à-dire de la Communauté humaine, de la Société et de l'État. Le but de la politique est le bien commun par l'exercice du pouvoir, l'établissement et l'application des règles et des lois (y compris le droit international) et la mise en œuvre de la justice. Au cours de l'Histoire, le discours politique a ainsi joué un rôle primordial dans l'organisation des sociétés humaines. L'idéologie qui est un ensemble des idées, des croyances et des doctrines propres à une époque, à une société ou à une classe se transmet à travers le langage dont le discours politique est la forme d'expression la plus utilisée. Selon Theo Van Leeuwen (1993: 193) *le discours est un instrument de pouvoir et de contrôle* de même qu'il est un *instrument de la construction sociale de la réalité*. Il cherche à savoir comment les acteurs sociaux sont représentés dans le discours car pour lui :

Les pratiques discursives ont donc des influences idéologiques majeures dans la mesure où les représentations des hommes, des femmes, des différents groupes ethniques, culturels et sociaux (minoritaires ou majoritaires) qui y sont véhiculées contribuent à produire et à reproduire les différentes relations de pouvoir et les différents positionnements sociaux entre ces groupes. Le discours est ainsi conceptualisé comme le lieu majeur des luttes de pouvoir sociales.¹

La vie sociale est réflexive, les hommes interprètent et représentent ce qu'ils font eux-mêmes, les entités sociales sont donc d'une certaine façon des effets du discours.

¹ [Http://semen.revues.org/8540](http://semen.revues.org/8540)

[Consulté le 5 juillet 2015].

L'Analyse Critique du Discours (ACD) dont l'objet est le discours, le définit comme l'usage du langage, oral ou écrit, dans la société, et comme une forme de pratique sociale (Fairclough & Wodak, 1997 :258-284).

Le discours selon Norman Fairclough est *socialement constitutif* mais aussi socialement constitué, c'est-à-dire que le discours constitue des pratiques sociales et des situations tout autant qu'il est constitué par elles. De ce point de vue le discours joue un double rôle, celui qui consiste à participer au maintien du *statu quo* dans la société et celui qui contribue à la transformer.

Le langage vu comme phénomène social et lieu de lutte de pouvoir permet de voir l'analyse du discours comme un moyen d'émancipation de l'idéologie dominante des groupes sociaux.

L'ACD insiste sur le fait qu'il faut dévoiler au plus grand nombre, les aspects idéologiques des discours qui sont implicites. C'est pourquoi, comme l'indique Carmen Caldas-Coulthard que :

Une analyse critique de discours déconstruit les textes en les plaçant dans les contextes sociaux et en essayant d'expliquer les forces sociales derrière le discours. Une lecture critique permet les connections entre le langage et les relations de pouvoir et de contrôle. (Caldas-Coulthard 1997: 13)

L'idée selon laquelle différentes forces sociales seraient à l'œuvre implicitement derrière le discours est largement partagée par les chercheurs de l'ACD. Il est donc nécessaire voire indispensable que l'analyste porte *un regard critique* sur le discours car malgré l'existence des différentes méthodologies, il y a consensus sur comment *porter ce critique*. Ruth Wodak indique que:

Critique doit être compris comme prenant de la hauteur par rapport aux données, incluant ces données dans le social, assumant une posture politique explicite et une focalisation sur une réflexion sur la position d'universitaires faisant de la recherche. (Wodak 2001: 9)

L'Analyse Critique du Discours (ACD), selon Raymond Williams, est basée sur une conception de toutes les évolutions du matériel social:

We can see social life as interconnected networks of social practices of diverse sorts (economic, political, cultural, family, etc). The reason for centering the concept of « social practice » is that

it allows an oscillation between the perspective of social structure and the perspective of social action and agency. (Williams 1977: 124)

Nous pouvons voir la vie sociale comme un réseau interconnecté de pratiques sociales de différentes catégories: économique, politique, culturelle, familiale, etc.

Chaque pratique inclut des éléments tels que les activités, les sujets et leurs relations sociales, les instruments, les objets, le temps et le lieu, les formes de conscience, les valeurs et le discours. Ce sont des éléments qui sont dialectalement reliés, et il y a un sens dans lequel chacun internalise les autres sans leur être réductible (Harvey 1996 : 58).

L'ACD est une analyse des relations dialectiques entre le discours qui inclut le langage écrit ou oral et aussi d'autres formes sémiotiques comme le langage corporel ou les images visuelles et d'autres éléments de pratique sociale. Son objet particulier selon

[...], le langage est un processus social, influencé en partie par les interactions avec d'autres processus sociaux. En ce sens, les activités langagières font partie intégrante –au même titre que les autres pratiques et les autres processus qui eux-mêmes peuvent comporter une part de langagier- des contextes sociaux dans lesquels elles se produisent. Ayant posé ce point en préalable, N. Fairclough donne sa définition du discours qui inclut en son sein le social, et donc le contexte. Le discours se compose de différents éléments s'imbriquant les uns dans les autres, il est défini comme une activité sociale résultant de la somme de l'ensemble des processus sociaux mis en œuvre pour sa production, sa diffusion et sa réception. (Fairclough 2001: 19)

Fairclough souhaite *rendre visible l'interconnexion entre les choses*, notamment grâce à son *regard critique*.

Enfin, nous dirons qu'il y a également le cas où le discours figure dans les façons d'être et la constitution d'identités. Par exemple, l'identité d'un leader politique est en partie une façon d'être venant ou issue du discours, c'est-à-dire que c'est dans une certaine mesure le discours qui fait l'homme (Chouliaraki et Fairclough 1999: 6).

Le discours en tant que part de l'activité sociale constitue des genres qui sont différentes façons d'agir, de produire de la vie sociale dans le mode sémiotique.

Le rôle fondamental du discours politique a été progressivement reconnu en démontrant qu'il joue un rôle incontournable au cours de l'histoire, aussi bien dans la société démocratique que dans la vie des Hommes.

Intéressés par ces champs d'étude, nous nous sommes penchés sur le cas de la Côte d'Ivoire pour plusieurs raisons. Le pays qui était depuis son indépendance un État stable économiquement et politiquement parmi les pays du continent africain et particulièrement dans la sous-région ouest africaine, a cessé de l'être.

Le spectre de l'embrasement régional a frappé à la porte ivoirienne. Déclenchée en 1989, la guerre civile du Liberia n'a cessé d'essaimer ses métastases. À Abidjan (capitale économique de la Côte d'Ivoire), la guerre était d'emblée très proche, avec l'essor de la délinquance, corollaire de l'afflux d'armes à feu :

En ce qui concerne la Côte d'Ivoire, la force ouest africaine ECOMOG, voulant frapper les positions des hommes de Charles Taylor, a à deux reprises (le 27 février et le 27 mai 1993) bombardé des villages ivoiriens situés près de la frontière libérienne. En juin 1995, des affrontements avaient eu lieu entre réfugiés libériens et autochtones ivoiriens toujours en Côte d'Ivoire. Le bilan de ces violences faisait état de trente personnes tuées dont une vingtaine d'Ivoiriens. Outre les armes qui circulent facilement et de façon très illicite dans la sous-région ouest africaine du fait de la guerre civile libérienne, la partie occidentale du continent est confrontée à d'autres trafics notamment, le trafic d'enfants et de la drogue. Plusieurs enfants sont soit enlevés soit trafiqués par les parties en conflit. Tous drogués, ils sont envoyés sur les différents fronts pour combattre. D'autres par contre, notamment les jeunes filles sont utilisées comme des objets sexuels. (Mahounon 2009: 12)

Le pays avait l'honorable réputation de havre de paix, bien que plus de 30% de la population étaient d'origines diverses. Certains étrangers sont venus des pays voisins comme le Burkina-Faso, le Mali, la Guinée et le Sénégal, à la recherche d'emploi. D'autres y sont venus fuyant la guerre : le Nigeria pour la guerre du Biafra (du 6 juillet 1967 au 15 janvier 1970), la guerre du Liban (du 13 avril 1975 au 13 octobre 1990), la guerre de Sierra Léone (du 23 mai 1991 au 18 janvier 2002) et les deux guerres du Liberia (de 1989 à 1997 et 1997 à 2003). La Côte d'Ivoire compte aussi de nombreux expatriés envoyés par les entreprises de leurs pays d'origine ou venus créer des entreprises (cas des Européens et surtout des Français). Aujourd'hui, la Côte d'Ivoire a perdu les moyens économiques et politiques pour maintenir son rayonnement et son statut de pays d'accueil. Au contraire, elle est absorbée par la nécessité de gérer les migrations internes de réfugiés résultant de sa déstabilisation.

En écoutant les conversations des gens de la rue, en considérant l'importance accordée aux discours politiques à la télévision, à la radio, dans les journaux des différents partis

politiques ivoiriens ou sur Internet, nous avons été convaincus de la pertinence du sujet de notre travail.

Comme il était nécessaire de limiter le champ de recherche tout en faisant porter l'étude sur des documents ayant une valeur de témoignage de la vie politique ivoirienne, nous avons décidé de sélectionner une série de discours politiques. Ils ont la singularité d'avoir marqué leur période tout en se prêtant à un travail d'analyse critique des éléments sociaux, idéologiques, historiques et identitaires qui sont exprimés à travers le langage.

« L'évolution du langage à travers les discours politiques en Côte d'Ivoire des présidents Félix Houphouët-Boigny et Laurent Gbagbo de 1960 à 2010 » nous est apparue intéressante pour plusieurs raisons : en effet, des changements de tous ordres se sont opérés dans le pays: changement d'ordre politico-social (passage de la 1^{ère} à la 2^{ème} République) où le pouvoir bascule de la droite conservatrice jugée soumise à la France (l'ancienne puissance coloniale) vers la gauche (socialiste) de Laurent Gbagbo qui se positionne comme adepte de la rupture avec la politique néocoloniale.

Nous avons le cas de deux partis nationaux de premier plan en Côte d'Ivoire :

-Le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) de Félix Houphouët-Boigny né pendant l'ère coloniale. Ce parti à tendance communiste avérée au départ est aujourd'hui positionné à droite. Le PDCI est né le 9 avril 1946 par la volonté d'Houphouët-Boigny de créer un parti politique en faisant fusionner ses comités de soutien pendant les élections à l'Assemblée Constituante française d'octobre et novembre 1945. À ces comités s'ajoutent les membres du Syndicat Agricole Africain qu'il dirige depuis sa création en 1944. Mais le soutien logistique des communistes par l'intermédiaire de l'association GEC (Groupe d'Études Communiste) influence l'orientation politique du jeune parti. En Afrique occidentale et équatoriale françaises, le Parti Communiste Français (PCF) était présent par le truchement de l'association culturelle GEC. Les communistes ont apporté leur aide politico-culturel aux mouvements d'émancipation de l'Afrique Noire. Ils ont apporté aussi leur expertise de l'action politique en s'occupant de former les militants des différents partis politiques créés dans les colonies.

Ce parti ayant connu différentes évolutions, il est aujourd'hui positionné à droite.

-Le Front populaire ivoirien (FPI), un parti d'obédience socialiste né dans la clandestinité en 1982, quelques décennies après l'indépendance. Il sort de cette clandestinité en 1990, aux lendemains de la fin de la guerre froide où la Côte d'Ivoire renoue avec le pluralisme politique. Il est positionné à gauche et appartient à l'International socialiste. Dès l'origine, Laurent Gbagbo est son premier secrétaire général. Affi N'guessan lui succède en 2000 à ce poste après son élection à la présidence de la République.

Ces deux leaders de leurs formations politiques respectives sont parvenus à diriger tour à tour le pays. Pour des raisons évoquées plus haut, c'est donc une période d'étude idéale.

Des origines à nos jours, la politique ivoirienne a produit une masse considérable de discours politiques. C'est aussi un des pays d'Afrique subsaharienne où l'expression démocratique de la politique a joué un rôle déterminant dans la création et l'évolution du pays. En dépit du rôle central du discours politique dans l'histoire récente de la Côte d'Ivoire, peu d'études analytiques de ce discours sont parues à ce jour. Les discours des grands leaders politiques ivoiriens et des présidents n'ayant pas fait objet de nombreuses études, le contenu et la forme de notre étude seront une source d'inspiration pour d'autres travaux de recherche qui pourraient être réalisés dans les universités de Côte d'Ivoire qui ont rapport à ce sujet.

Le contenu de notre Thèse, à savoir l'usage de la langue par les politiques et son évolution de l'indépendance à 2010, est non seulement pertinent pour les étudiants et les enseignants, mais il l'est aussi pour les Hommes politiques comme pour les citoyens qui désirent s'intéresser au langage du discours de ceux qui nous gouvernent.

Le choix d'étudier la langue française à travers les discours politiques relève d'un intérêt personnel qui s'ajoute à une volonté d'alimenter et de satisfaire une curiosité qui tourne autour de ce thème.

D'autre part, nous avons voulu apporter notre contribution à l'analyse du discours politique ivoirien qui n'est pas beaucoup étudiée à notre connaissance.

Enfin, nous disons que la Côte d'Ivoire ne peut trouver que des avantages auprès de ses partenaires étrangers à ce que l'expression de ses discours politiques soit comprise sans ambiguïtés.

2. L'objectif de la présente étude

Contrairement à de nombreux pays d'Afrique subsaharienne où l'histoire politique depuis les indépendances est marquée par une succession de coups d'état et de guerres civiles récurrentes, en Côte d'Ivoire, et en dépit des derniers événements, c'est le débat politique qui est au cœur de l'histoire récente du pays. Le discours politique est un élément pivot de l'évolution du pays et de sa façon d'aborder ses problèmes et de chercher à les résoudre. Nous sommes convaincus que le discours politique ivoirien a été un lien entre le pouvoir et la population et a permis de réduire les tentations de confrontations violentes. Ce rôle important du discours et ses conséquences sur l'histoire appellent à l'étudier pour en comprendre les mécanismes et l'évolution au fil du temps.

Si le discours politique ivoirien a été aussi central et a souvent permis de désamorcer des situations potentiellement violentes, c'est qu'il est un discours de qualité, comparable à celui des grandes démocraties du monde. Même s'il est marqué de particularismes africains à l'instar des discours d'autres pays, tout autant marqués par leurs particularismes respectifs, le discours politique ivoirien peut être soumis aux méthodes d'analyse utilisées pour les discours politiques de pays développés comme par exemple ceux d'Europe Occidentale. Il faut cependant, et c'est ce que nous avons fait dans la présente étude, tenir compte du contexte historique propre à la Côte d'Ivoire, de ses cultures et de son appropriation progressive de la langue française. Nous avons également tenu compte de l'identité et du parcours personnel des locuteurs.

Donc notre étude permettra de mieux comprendre les formes d'expressions langagières françaises du discours politique ivoirien, la situation politique et historique du pays. Il pourra servir de guide auprès des hispanophones en général et des Espagnols en particulier qui voudraient traduire des textes politiques ivoiriens ou des textes en langue espagnole en français mais destinés à la Côte d'Ivoire. Par exemple, dans une traduction faisant appel à des techniques de destruction et de reconstruction des textes, il est indispensable de comprendre la pensée, l'histoire, les sensibilités et le contexte politique ivoiriens pour pouvoir utiliser cette technique sans aboutir à des contresens tout en respectant la sensibilité des auteurs aussi bien que celle des lecteurs.

Aussi l'objet de ce travail a-t'il consisté de donner plus grand accès au langage politique des présidents ivoiriens. Nous voulons étudier dans quelle mesure la formulation du discours politique présidentiel ivoirien est différente ou non de celle faite en France dans le même temps, car nous savons que les traducteurs de langue française ont pour habitude de se baser, de par leurs formations, sur le discours politique tel qu'il est exprimé dans l'Hexagone. Ils pourraient ainsi commettre des erreurs d'interprétation préjudiciables à la compréhension des positions politiques de la Côte d'Ivoire.

Si ce travail doit être d'une utilité majeure, ce sera de faciliter pour des non francophones et pour des francophones non Ivoiriens, la compréhension du discours politique ivoirien dans sa formulation.

Nous étudions le cas de l'usage du français à travers les discours politiques de deux hommes qui ont marqué l'Histoire de la Côte d'Ivoire, chacun à sa manière et à son temps. Nous voulons étudier les emprunts linguistiques, la signification des termes employés par les deux hommes et les résultats nous permettraient d'établir une relation entre vocabulaire, sémantique et idéologie politique.

3. Les limites de l'objet d'étude

Nous ne sommes pas dans une démarche de thèse de sciences politiques mais d'étude linguistique qui de ce fait se concentre sur la langue française, son usage dans les discours politiques de deux présidents en fonction dans un pays africain francophone: cas de la Côte d'Ivoire. Il est donc question de l'emploi du français comme moyen de communication de nos sujets d'étude dans l'exercice du pouvoir politique de 1960 à 2010.

Dans cette optique, l'étude des discours présidentiels est, en effet, un choix de champ d'investigation obligatoirement limité mais ouvrant des possibilités de compréhension du discours politique ivoirien, voire du discours politique de l'Afrique francophone en général. C'est pour nous une période pertinente en raison des événements vécus par ce pays au bout de cinquante années d'indépendance.

Les deux présidents dont les discours font l'objet de notre étude appartiennent à des partis politiques différents et n'ont pas la même idéologie. Le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) de feu Félix Houphouët-Boigny (droite) et le Front Populaire Ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo (socialiste), sont devenus des partis importants sur le territoire national et leurs leaders ont occupé le fauteuil présidentiel. Cependant, certains partis d'importance secondaire ont joué un rôle considérable dans la vie politique ivoirienne aussi bien avant qu'après l'indépendance.

Le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire est le plus vieux parti politique du pays qui a lutté avec d'autres à l'époque contre la politique coloniale avant que le leader du PDCI ne les rassemble tous dans son parti à la veille de l'indépendance. Au nom de la construction nationale et à force de nombreuses heures de dialogue (des palabres « à l'africaine », sa marque de fabrique), Houphouët-Boigny réussit pour le coup à imposer en douceur son parti comme l'unique formation politique à l'indépendance.

4. La méthodologie

Notre but est de montrer comment l'un et l'autre président exercent le pouvoir à travers le langage :

Relation de communication entre un émetteur et un récepteur, fondée sur le chiffrement et le déchiffrement, donc sur la mise en œuvre d'un code, ou d'une compétence génératrice, l'échange linguistique est aussi un échange économique, qui s'établit dans un certain rapport de forces symbolique entre un producteur, pourvu d'un certain capital linguistique, et un

consommateur (ou un marché), et qui est propre à procurer un certain profit matériel ou symbolique. Autrement dit, les discours ne sont pas seulement (ou seulement par exception) des signes destinés à être compris, déchiffrés ; ce sont aussi des signes de richesse destinés à être évalués, appréciés et des signes d'autorité, destinés à être crus et obéis. (Bourdieu 2004: 59-60)

Nous voulons démontrer les arguments auxquels ils ont recours et qui ont favorisé leur popularité: le reflet de l'idéologie d'Houphouët et de celle de Gbagbo à travers les textes. Nous voulons montrer aussi comment la formulation de l'expression du discours politique a été influencée par les vicissitudes de la pensée politique internationale et nationale.

La méthode proposée par l'analyse critique du discours (ACD) étudie le discours dans son contexte, ce qui l'amène à analyser les différents facteurs du langage qui peuvent influencer l'idéologie, l'histoire, l'identité du locuteur. L'Analyse Critique du Discours selon Fairclough et Wodak voit *le langage comme une pratique sociale*, et considère le *contexte de l'usage de la langue* crucial:

CDA sees discourse –language use in speech and writing– as a form of « social practice ». Describing discourse as social practice implies a dialectal relationship between a particular discursive event and the situation(s), institution(s) and social structure(s), which frame it : The discourse is socially constitutive as well as socially conditioned –it constitutes situations, objects of knowledge, and the social identities of and relationships between people and groups of people. It is constitutive both in the sense that it helps to sustain and reproduce the social status quo, and in the sense that it contributes to transforming it. Since discourse is so socially consequential, it gives rise to important issues of power. Discursive practices may have major ideological effects –that is, they can help produce and reproduce unequal power relations between (for instance) social classes, women and men, and ethnic/cultural majorities and minorities through the ways in which they represent things and position people. (Fairclough and Wodak 1997: 258)

Dans cette optique, nous nous sommes basés sur l'étude du contexte historique de la production des discours en tenant compte autant des aspects socio-culturels que du parcours de chaque président. Nous nous sommes aussi intéressés d'abord à l'étude faite par Annie Geoffroy sur les valeurs du « nous » dans « Les nous de Robespierre ou le territoire de l'impossible » paru en 1985 puis celle faite Emile Benveniste sur le « je » dans « Les problèmes de linguistique générale » paru en 1966. La présence pléthorique de ces deux pronoms personnels ayant suscité

notre intérêt, nous avons voulu déterminer dans quelle mesure leurs études pourraient être appliquées à notre corpus. Enfin, nous avons mené des enquêtes en Côte d'Ivoire et en France pour une raison : nous voulons savoir si l'expression des discours de 1960 à 2010 sont-ils peu, moyennement ou bien compris en Côte d'Ivoire ? Et quelle était le cas en France ? Pour enfin conclure comment évolue le français en Côte d'Ivoire.

5. Les hypothèses

Dans quelle mesure pouvons-nous parler d'évolution dans la formulation de l'expression du discours politique présidentiel en Côte d'Ivoire ?

Sachant que le français est une langue vivante, nous voudrions connaître les circonstances d'une probable évolution de l'expression du discours politique ivoirien.

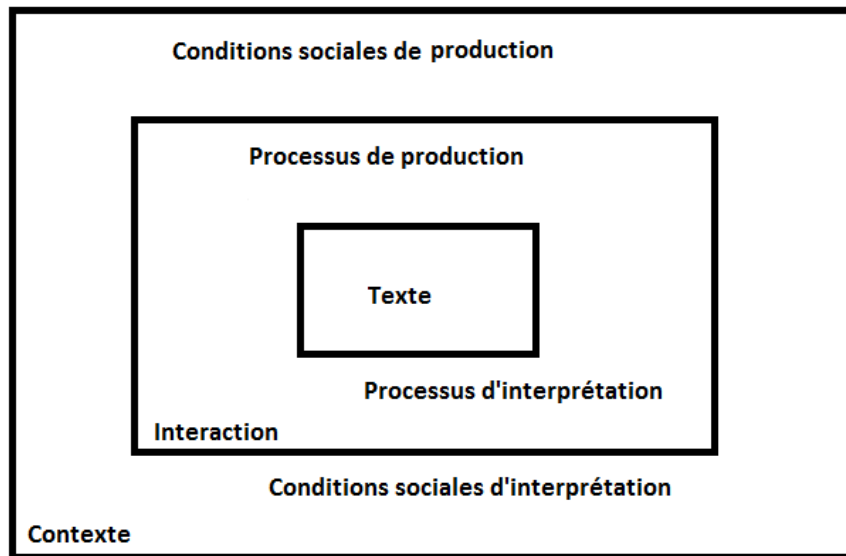
Ferait-elle plutôt suite au passage du parti unique au multipartisme ? Où proviendrait-elle de celui de la I^{ère} à la II^{ème} République ? Ou encore, est-ce pour un même président au cours de sa fonction ?

Nous essayerons de montrer dans notre étude l'impact de l'usage que font les deux personnages de la langue française au cours des cinquante premières années d'indépendance.

Cette démarche nous permettrait d'établir la connexion entre lexicologie et pensée politique. De même, le niveau lexico-sémantique entre les discours des deux hommes nous amènerait à établir les points de convergence et de divergence qui pourraient exister entre le langage à travers les discours.

6. Les structures de la thèse

Dans une première partie que nous consacrerons à l'histoire de la Côte d'Ivoire, nous chercherons à faire connaître pour mieux apprécier le contexte historique dans lequel ont été produits les discours présidentiels qui constituent notre corpus. Pour Norman Fairclough, le langage est indissociable à la société, poser la question de l'existence d'une relation entre langage et société, supposerait qu'ils soient deux éléments extérieurs l'un à l'autre et *qui ne se rencontreraient qu'occasionnellement* (Fairclough 2001: 19).



Composition du discours selon N. Fairclough (2001: 21, fig.2.1)

Puis dans une seconde partie nous étudierons l'expression du discours chez chaque président au cours de sa fonction tout en nous centrant sur les unités lexicales qui, pour nous, définissent le mieux le fond et la forme de la formulation de l'expression des discours.

Enfin, nous essayerons d'étudier les similitudes et les points de divergence entre le langage du discours des deux hommes.

Première partie

I. Le contexte historico-géopolitique de la Côte d'Ivoire

I.0 Introduction

Nous voudrions faire connaître l'histoire de la Côte d'Ivoire qui à juste titre permettra de mieux comprendre le contexte social dans lequel est produit le discours politique car le langage est une activité sociale. Selon Fairclough, dans la notion de contexte, langage et société sont intimement liés :

Or, le langage est un processus social, influencé en partie par les interactions avec d'autres processus sociaux. En ce sens, les activités langagières font partie intégrante -au même titre que les autres pratiques et les autres processus qui eux-mêmes peuvent comporter une part de langagier- des contextes sociaux dans lesquelles elles se produisent. (Fairclough 2001: 19)

Le territoire de Côte d'Ivoire devient officiellement colonie française le 10 mars 1893. La langue française s'est vite imposée dans la colonie ivoirienne face à la multiplicité des dialectes locaux. La mise en valeur de la colonie passa aussi par la création des écoles. Les élèves des colonies constitueront plus tard l'élite locale qui va lutter pour l'amélioration des conditions de vie et de travail de leurs populations. L'usage du français comme moyen de communication a côtoyé la lutte politique jusqu'à l'accession de l'indépendance et continue de l'être de nos jours.

Sur le territoire ivoirien des cités-États faisaient le lien entre la savane et la forêt. Toutefois, les populations ne connaissant pas la propriété privée, ne cherchaient pas à délimiter leurs territoires. Leur culture était marquée par des traditions théâtrales, orales, musicales, chorégraphiques et par la croyance à la magie. D'après les textes écrits par les premiers explorateurs Européens, des mouvements migratoires se seraient poursuivis jusqu'au 18^{ème} siècle. À la fin du 17^{ème} siècle, de nombreux Akans venus du Ghana (dont le peuple Agni), migrèrent en Côte d'Ivoire pour fuir les chasseurs d'esclaves, mais aussi pour rechercher de l'or. Rapidement, ils s'organisèrent en royaumes et certains parmi eux tirèrent meilleur profit des relations avec les Européens. Les derniers Akans à émigrer en Côte d'Ivoire furent les Baoulé (peuple auquel appartient Félix Houphouët-Boigny) et dont le mot signifie : l'enfant est

mort. Ils prirent une place importante dans le centre du pays et étendirent leur influence au cours du temps. Ils furent d'abord dirigés par la reine Abla Pokou, puis par sa nièce Akoua Boni :

Vers les années 1750, la reine Pokou quitte le cœur du pays agni (situé dans l'actuel Ghana). Elle s'enfuit après la mort de son oncle le roi de Koumassi afin d'éviter les sanglantes rivalités opposant les prétendants à la succession. (Grah Mel 2003: 24)

C'est ainsi que nous avons: *Côte des males gens* (ou mauvaises gens), *Côte des graines et de la malaguettes* (nom donné au poivre de la Guinée), *Côte des dents*, *Côte du marfil* (nom donné à l'ivoire) et enfin Côte d'ivoire. Ainsi le commerce basé sur le troc des produits locaux, par exemple l'ivoire contre des produits européens, au premier rang desquels figuraient les armes se mit rapidement en place pour déboucher finalement sur la traite négrière. Le rôle fondateur des Portugais est conservé dans la toponymie des villes portuaires comme *San Pedro*, *Sassandra* ou encore *Fresco* en Côte d'Ivoire (villes dont les noms proviennent de ceux de marins Portugais). À la suite des Portugais, les Anglais s'engagèrent également dans la traite suivis des Français.

I.1 La conquête française en Afrique Noire

À la fin du 18^{ème} siècle, il n'y avait de souveraineté étrangère que sur quelques points de la côte de l'Angola et du Mozambique, sous domination portugaise, dans la Gambie britannique et du Sénégal français. La situation n'évolua que lentement au cours des deux premiers tiers du 19^{ème} siècle. La traite négrière interdite par l'Angleterre à partir de 1807, fut progressivement remplacée par le commerce de produits appelés licites par opposition aux esclaves, dont le commerce était interdit et réprimé par la *Royal Navy*, mais dont la contrebande continuait activement.

I.1.1 La colonisation française en Afrique Noire

Au cours de la décennie de 1870 à 1880, la France devint favorable à la colonisation. Cette période correspondit à une valorisation du continent et ce n'était plus seulement les humanistes, les savants et les commerçants Britanniques qui s'intéressaient au continent noir mais d'autres Européens qui en découvraient les potentialités. Dans la première moitié du XIX^{ème} siècle, de

profondes transformations intervinrent dans le commerce africain, comme l'élaboration des nouvelles techniques d'échange.

D'une part, les capitaines de navires se mirent à concéder des avances, une sorte de crédit aux courtiers africains qui leur permettait de négocier de plus en plus loin à l'intérieur du continent des marchandises ensuite rapportées sur la côte. D'autre part, les anciennes monnaies, comme les coquillages, les croisettes de cuivre ou de fer ou encore les pièces de tissus, furent remplacées progressivement par les monnaies européennes pièces d'or et d'argent, billets de banque et lettres de change, même si le troc traditionnel se pratiquait encore largement.

Dans cette même décennie, les Européens trouvèrent donc en Afrique un continent dynamique en plein essor, économiquement plus avancé, plus résistant et plus développé politiquement qu'ils ne l'auraient pensé lorsqu'ils entreprirent d'établir leur domination coloniale:

Quasi inconnue en 1870, l'Afrique provoque la curiosité puis les convoitises des puissances européennes. Quinze ans plus tard, la conférence de Berlin aplanit les rivalités et aboutit à un partage du continent. [...]. Le cardinal Lavigerie crée l'ordre missionnaire des Pères blancs pour l'évangélisation et la lutte contre l'esclavage².

La France envisageait une théorie de colonisation particulière et paradoxale. Elle voulait une colonisation adaptée à ses particularités : la population, relativement stationnaire avait déjà démontré par le passé (cas de la Nouvelle France en Amérique du Nord) qu'elle n'émigrerait pas et rendait ainsi une colonisation de peuplement impossible. Cela suppose d'une part qu'ils ignoraient totalement les structures sociales et mentales des indigènes qu'on imaginait prêts à collaborer démontrant ainsi la naïve conviction que la seule civilisation était celle de l'Occident, et d'autre part que « les races inférieures » ne pouvaient qu'aspérer à s'élever pour jouir aussi de ses bienfaits. Ces idées étaient répandues dans le reste des pays d'Europe comme notamment en Angleterre et en Belgique à la seule différence que ces deux pays avaient les moyens financiers supérieurs pour développer une telle politique.

Gouverneur français au Sénégal (première colonie en Afrique noire en 1854) Louis Faidherbe, reconnâtra plus tard que les expressions :

² L'histoire du monde, de l'Angleterre victorienne à la Grande Guerre de 1862 à 1918, Larousse, Tome 8, 1994: 374. Ouvrage collectif sous la direction de Anne-Marie Lelorrain

Peuples conquérants et peuples conquis avait au moins autant une signification proprement hexagonale, rappelant que, sans les Germains, la France ne serait pas devenue elle-même une nation forte et conquérante. (Dozon 2003: 109-110)

Convaincu de cette mentalité hexagonale et de l'idée qu'il avait du système républicain comme forme supérieure d'organisation humaine, et que la France avait su bien incarner, Faidherbe autorisait à considérer que des institutions politiques, qui étaient avantageusement façonnées par l'islam, ne pouvaient que s'en approcher. Par ailleurs, la République, respectueuse du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes était hostile évidemment à une conquête strictement militaire. Elle était pour une colonisation aux objectifs humanitaires, même si les détracteurs du projet colonial ne voulaient pas que leur pays se détournât de la reconquête de ses provinces perdues en 1871.

Bismarck, chancelier de Prusse depuis 1862 avait le projet ambitieux d'unifier les États allemands autour du Royaume de Prusse. Pour le réaliser et créer ainsi un nouvel Empire Allemand, il devait militairement soumettre les puissances européennes pouvant s'y opposer comme le Danemark, l'Autriche et enfin et surtout la France.

En 1868, la reine Isabelle d'Espagne fut renversée et l'Espagne se chercha un nouveau roi. Bismarck soutint la candidature à la couronne d'Espagne de Léopold de Hohenzollern - Sigmaringen, cousin du roi Guillaume Ier de Prusse. Le risque d'une alliance prusso-espagnole inquiéta Napoléon III (président de la II^{ème} République française de 1848 à 1852, puis empereur des Français de 1852 à 1870). L'approbation officielle, le 20 juin 1870 par le roi Guillaume Ier la candidature de son cousin au trône d'Espagne et son refus d'y renoncer officiellement à plusieurs reprises suite aux demandes répétées de la France amena Paris à se considérer comme en état de guerre le 19 juillet 1870. La France sorti perdante de cette guerre et en vertu du traité de Francfort, signé le 10 mai 1871, l'Alsace et une partie de la Lorraine furent annexées par l'Allemagne :

En fait, l'annexion ne concerne pas l'intégralité du territoire Lorrain, mais elle ampute la France des trois quarts du département de la Moselle, d'un quart de celui de la Meurthe (divisions administratives de l'époque) et de quelques communes situées à l'est du département des Vosges. Bien qu'une petite partie de l'Alsace, l'arrondissement devenu Territoire de Belfort et une grande partie de la Lorraine soient restées françaises, un grand

*nombre de rues, avenues, boulevards, places et cours d'Alsace-Lorraine ont vu le jour en France, pour que l'on n'oublie pas les régions perdues.*³

En France, les remords, l'indignation et la honte d'avoir perdu l'Alsace et une partie de la Lorraine en 1871 gagnèrent tous les esprits. Tous souhaitaient laver cet affront par la conquête de territoires. Les Français voulaient compenser cette défaite et prouver au monde que la France pouvait reprendre son rang de grande puissance. Sachant qu'elle ne pouvait pas le gagner en Europe, l'opinion publique dorénavant, approuva l'expédition coloniale sans savoir pour autant comment mener la politique coloniale :

Régénération, dégénérescence, tels étaient au milieu du 19^{ème} siècle, les termes d'un débat raciologique (sic) qui concernait non seulement l'évolution intrinsèque de la nation française mais aussi et surtout ses velléités d'expansion coloniale. S'ajoutant à d'autres disputes sur les coûts et avantages de nouvelles conquêtes ou sur les difficultés que soulevaient respectivement l'assimilation et l'association, il s'insinuait ainsi dans la confrontation de plus en plus vive entre partisans et adversaires de la colonisation. (Dozon 2003: 97)

C'est dans ce contexte idéologique où s'opposaient les principes républicains et le désir de bâtir un empire colonial, où la question des races, de leur profil et de leur confrontation dominait les débats, que la France, suivant ainsi sa puissante rivale britannique manifesta précisément de plus en plus clairement son intérêt pour l'Afrique.

L'intérêt fut d'abord d'ordre économique et mercantile, car le souci de la France était de ne pas compromettre la politique d'entente cordiale avec les Anglais, préoccupation qui se relâcha sous la pression des armateurs et des négociants réclamant des expansions ultramarines qui s'avéraient indispensables.

Ainsi la monarchie de juillet (régime de la France sous le roi Louis-Philippe de 1830 à 1848) et sa Marine multiplièrent les expéditions et les traités avec les autorités indigènes en les justifiant par la doctrine dite des *points d'appui* (ce sont plusieurs bases politico-militaires dans l'Atlantique Sud permettant l'établissement de comptoirs et de quelques maisons de commerce, notamment marseillaises).

³ <http://fr.wikipedia.org/wiki/Alsace-Lorraine>

[Consulté le 10 mai 2014].

Toutefois, une sorte de lobby colonial se développa vers la fin du règne de Louis-Philippe qui dépassait les liens entre les acteurs économiques et acteurs politico-militaires. Ce fut le réveil de la mission chrétienne soutenue financièrement par le milieu d'affaires marseillais. La volonté missionnaire connut un rebond d'activités : création de nouveaux établissements érigés sur les côtes de l'Afrique noire, continent à la triste réputation médiévale:

Ainsi, bien que l'Afrique noire, depuis le haut Moyen Âge, eût acquis la funeste réputation d'incarner la descendance de Cham (fils maudit de Noé) et de représenter peu ou prou le règne du Mal (ce qui ne manqua pas de justifier en Europe chrétienne la traite et l'esclavage), le milieu catholique français, soutenu financièrement par le milieu d'affaires marseillais, fut pris d'une fièvre missionnaire en direction des nouveaux établissements érigés sur les côtes africaines. (Dozon 2003: 100)

D'un côté, la France trouvait ainsi justifiée son action de colonisation en Afrique, de sorte que sur le plan économique, elle était en train de passer d'un besoin d'Afrique à un autre, d'une captation massive de main-d'œuvre servile à une recherche de nouveaux produits tropicaux et de nouveaux débouchés. De l'autre, l'église catholique française, tout aussi insensiblement, modifia progressivement ses idées et les images qui lui avaient servi à justifier le commerce du bois d'ébène pour se conformer à l'intérêt de la patrie et à ses capacités à civiliser.

Divers courants de pensées contribuèrent à définir la politique coloniale de la France. Il y eut d'emblée le mouvement abolitionniste qui, de plus en plus important, traversait plusieurs milieux politiques et intellectuels, libéraux, francs-maçons, républicains, protestants, saint-simoniens, etc. Ceux-ci tissaient d'autres réseaux favorables à des projets de colonisation en Afrique. Ils furent rejoints par la Société des amis des Noirs et des colonies, relayée par la Société de la morale chrétienne puis par la Société française pour l'abolition de l'esclavage, des républicains et des prosocialistes, qui tous condamnèrent la traite et l'esclavage. À ce milieu politico-intellectuel s'étaient ajoutés des créoles Antillais et Guyanais qui, tels Bissette et Urbain, jouèrent un rôle de premier plan dans la redéfinition du projet colonial français.

Dans ce processus de mise en débat dans l'espace public de la question coloniale, la figure de Victor Schœlcher occupa une place centrale. Il était connu pour son combat d'abolitionniste.

Devenu secrétaire d'État aux colonies en 1848 au commencement de la II^{ème} République (régime politique de la France du 25 février 1848 au 2 décembre 1852), Schœlcher

œuvra avec plus de détermination que son maître l'abbé Grégoire jusqu'à obtenir des résultats extraordinaires comme la présence à l'Assemblée Constituante des députés noirs et métisses:

Événement hautement symbolique qui fit siéger ressortissant à deux histoires coloniales différentes mais organiquement liées par la traite négrière: le créole Durand Valentin, héritier d'une riche famille de traitants, qui avait été élu par l'ensemble des résidents de Saint-Louis et de Gorée, côtoyant en toute égalité de droit et préséance des Antillais issus de l'esclavage. Mais l'événement fut d'autant plus emblématique que son inspirateur, Victor Schœlcher, se retrouva lui-même sur les bancs de l'Assemblée au titre de député de la Martinique, à côté donc de son collègue descendant d'esclaves, prenant en quelque sorte à son compte cette situation d'égalité formelle entre le Noir, le Métis et le Blanc. (Dozon 2003: 103)

Franc-maçon, membre de la Société des amis des Noirs et des colonies sous la Restauration (régime politique de la France sous Louis XVIII et Charles X, de la chute de l'Empire en 1814 à la révolution de juillet 1830), son combat opiniâtre contre la traite et l'esclavage fut, comme chez l'abbé Grégoire (Vého 1750-Paris 1831, ecclésiastique français député à la convention de 1792, il fit voter l'abolition de l'esclavage et contribua à la formation de l'institut et du Conservatoire des arts et métiers), associé à une volonté de réhabiliter la civilisation africaine.

L'Angleterre qui fut la première nation européenne à lutter contre la traite négrière et ensuite contre l'esclavage depuis la fin du XVIII^{ème} siècle et l'avait définitivement aboli en 1833, n'avait pas songé à faire élire des députés noirs ni à engager dans ses colonies les plus anciennes, un processus d'assimilation politique. Malheureusement, ce moment d'exception ne dura pas car si Louis Napoléon Bonaparte (Napoléon III, président de la II^{ème} République de 1848 à 1852, puis empereur des Français de 1852 à 1870) ne rétablit pas l'esclavage comme son oncle Napoléon Ier (empereur des Français de 1804 à 1815) l'avait fait, il mit rapidement fin, en même temps qu'à la République, à la représentation des colonies au sein du Corps législatif. Au contraire, il se plut à favoriser l'élan missionnaire catholique que la monarchie de juillet avait appelé de toutes ses forces. Les abolitionnistes ainsi que tous ceux qui s'opposaient à l'expansion coloniale ne se sentirent plus en sécurité et beaucoup optèrent pour l'exil:

[...], le rhabillage impérial de la nation française fut plutôt propice à une idéologie coloniale qui emprunta à des doctrines, comme celle des saint-simoniens, paraissant davantage s'accorder avec les idéaux d'une France républicaine, même si, par ailleurs, Napoléon III se plut à renforcer l'élan missionnaire catholique que la monarchie de juillet avait déjà bien amorcé. En fait, bien qu'elle obligeât nombre d'opposants républicains à

entrer en clandestinité ou à s'abriter sous le secret des loges maçonniques, et qu'elle suscité de nombreux exils, à l'exemple de Schœlcher parti vivre en Angleterre, la période du second empire fut un véritable laboratoire du renouveau de l'expansion coloniale française.
(Dozon 2003: 104)

Le renouveau de l'idéologie coloniale française, qui avait commencé depuis l'avènement de la première République (régime politique de la France de 1792 à 1804, proclamée par la Convention le 21 septembre 1792), ne cessa d'être très singulière en ce qu'elle fut animée par ceux-là même qui ne s'intéressaient pas au colonialisme de l'Ancien Régime (gouvernement qui existait en France avant la révolution de 1789) ni à ses corollaires, la traite et l'esclavage. Le renouveau dont il est question, s'accomplit essentiellement au nom d'idéaux républicains susceptibles de régénérer des races meurtries par l'esclavage, et d'une nation française à laquelle était tout particulièrement attribuée la capacité de déceler en Afrique noire la présence plus ou moins marquée d'authentiques civilisations.

C'est l'image que nous connaissons de la France à la veille de la colonisation véritable du Continent Noir. C'est le tableau singulier de la France de l'époque où l'attrait de l'Afrique ne semblait concerner que ses figures et ses symboles de domination les plus manifestes, le Trône et l'Autel, le bourgeois affairiste et le militaire nostalgique du prestige national. En Allemagne, Bismarck ne voulait pas de colonies, car il ne voulait pas une flotte de guerre coûteuse pour les protéger ; de plus, ses objectifs restaient exclusivement européens.

L'intention de l'Allemagne était exclusivement de prendre sous sa protection des entreprises commerciales ou industrielles privées qui, de par leur développement, finiraient par acquérir la souveraineté, qui serait ensuite appuyée par le Reich allemand. L'Allemagne serait alors chargée de la protéger contre les attaques des populations locales comme celles venant d'autres nations européennes.

Rien dans l'activité passée du chancelier allemand Bismarck ne l'avait orienté vers l'expansion coloniale. Tous les projets d'intervention outre-mer qui lui avaient été soumis auparavant avaient été rejetés. En 1884, nous assistons à un revirement du chancelier allemand dû à des considérations de politique intérieure (Brunschwig, 1999: 55-59).

Le but de toutes les puissances colonisatrices en général, était d'apporter aux populations dites primitives les bienfaits de leur civilisation. Les Européens étaient animés par une mission civilisatrice:

Mais les partisans et les détracteurs de la colonisation s'affrontent d'abord à propos de la mission civilisatrice dont l'Europe, fière de ses réussites techniques, se croit volontiers investie : conduire l'humanité entière sur la voie de la vérité, c'est-à-dire de la religion, des valeurs et du mode de vie européens. Pour cela, les pays européens doivent évangéliser et instruire, au besoin par la force⁴.

Le roi des Belges Léopold II, homme d'affaires habile à gérer sa fortune personnelle, était au courant de toutes les explorations sur tous les continents grâce à sa passion de la géographie. Après diverses tentatives aux Philippines et au Transvaal, le roi qui rêvait d'utiliser sa fortune à la mise en valeur d'un pays neuf, jeta son dévolu sur cette partie de l'Afrique Centrale dans le but d'ouvrir à la civilisation la seule partie du globe où elle n'avait point encore pénétrée. L'État Belge ne voulant ni colonies, ni territoires, le roi fit alors de ses territoires africains sa propriété privée. Pour lui, il s'agissait de créer un État africain de type nouveau, dont il serait le chef, puisqu'il rêvait de cumuler avec son titre de roi des Belges celui de souverain d'un État africain.

La rivalité entre les grandes puissances au sujet de l'annexion des territoires africains conditionna la tenue de la conférence de Berlin (15 novembre 1884 au 26 février 1885), conférence dirigée par le chancelier Bismarck. Pour la plupart des quatorze puissances représentées, l'Afrique n'y était qu'un enjeu plus ou moins convoité dans cette partie arbitrée par Bismarck, en face de qui l'Afrique de Kieffer était accrochée.

⁴ L'histoire du monde, de l'Angleterre victorienne à la Grande Guerre de 1862 à 1918, Larousse, Tome 8, 1994: 376

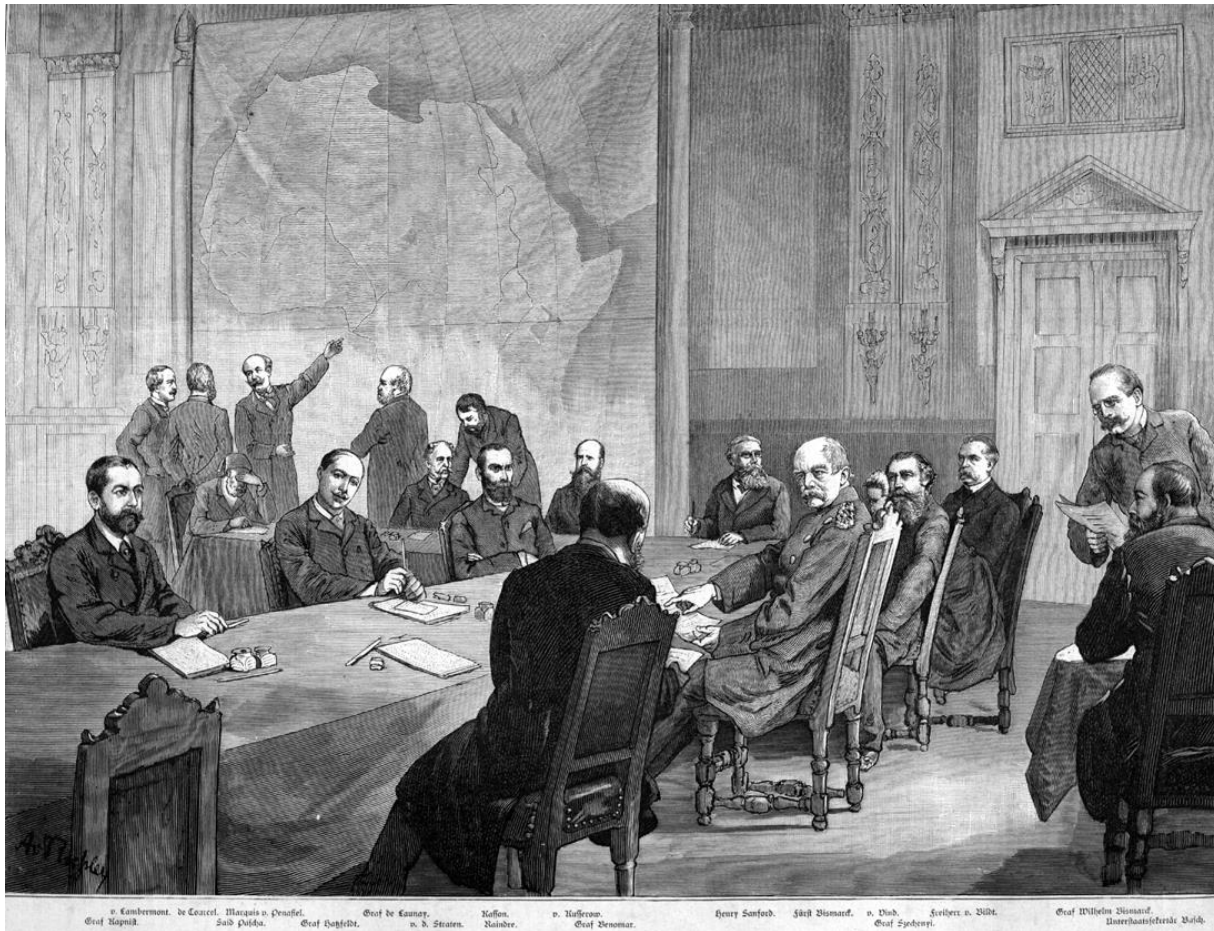


Photo de la conférence de Berlin du 15 novembre 1884 au 26 février 1885 (voir 40 ans du RDA du coordinateur Loucou 1986, Tome 1: 57).

Le partage ayant été écarté, le principe de notification fut admis et c'est sur ce principe qu'on procéda à l'occupation effective de l'Afrique (Brunschwig 1999: 60-65). L'Angleterre était de loin la nation européenne la plus implantée sur les côtes africaines.

I.1.2 La conquête française en Côte d'Ivoire

Sous la conduite de Louis Faidherbe nommé gouverneur du Sénégal en 1854, avait commencé la première grande conquête coloniale française en Afrique de l'Ouest. Dix ans plus tard, Faidherbe quitta son poste avec la satisfaction d'avoir réussi à placer au tout premier plan *l'imperium* français en Afrique. Il avait entrepris tout un ensemble de projets coloniaux qui en

plus de ses succès militaires et politiques firent de lui, le père quasiment inimitable de tous ceux qui 30 ans plus tard, fondèrent sous la 3^{ème} République, l'empire français d'Afrique Noire.

À partir de 1887, Treich-Laplène, commis d'Arthur Verdier, remonte vers le nord de la Côte d'Ivoire en signant des traités au nom de la France avec les populations de Bettié (est du pays) les Agnis et avec celles du nord-est les Abrons. Il arrive ensuite à Kong (nord) et s'y installe. De 1887 à 1889, Louis Binger part du Sénégal, parcourt 4000km et rejoint Grand-Bassam (sud-est). Il est le premier à faire la jonction entre le Sénégal et la Côte d'Ivoire.

Au cours de cette période, Samory Touré, un guerrier Guinéen, arrive en Côte d'Ivoire à la recherche de nouveaux territoires. Il s'attaque d'abord aux sénoufo (nord) puis aux Lobis (nord-est) où il réduisit en esclavage et vendit aux musulmans tous ceux qui refusaient de se convertir à l'Islam. En 1890, Grand-Lahou (sud-ouest) fut à nouveau officiellement occupé par les Français et le pouvoir effectif de la France s'imposait progressivement face aux autres comptoirs toujours présents.

La fondation du Sénégal comme première colonie française en Afrique Noire dont Dakar fondée en 1857 fut la première capitale, marque sur le plan idéologique la création d'un monde franco-africain. La France semblait d'autant plus disposée à coloniser l'Afrique du sud du Sahara qu'elle opte officiellement pour une politique d'assimilation. Les ethnographes sur le terrain, furent par contre plus attentifs à distinguer les races indigènes car pour eux le monde africain n'était pas pensable en bloc : il y avait des races supérieures aux autres. Plus qu'une ambivalence, la politique coloniale vacille entre assimilation et association.

Avec son nouveau projet impérial, la France avait l'occasion de prendre sa revanche sur l'histoire tout en revendiquant pour elle, des aptitudes à coloniser différentes de celles des autres puissances européennes. Mais bien que l'ébauche d'un nouveau besoin d'Afrique se précisât de plus en plus nettement, elle n'était de loin qu'une composante d'un mouvement général largement dominé par l'Angleterre.

La France se lança depuis le Sénégal et sa vieille cité créole dans une grande politique d'expansion coloniale en Afrique noire où les indigènes allaient être traités d'abord et avant tout en sujets, à savoir en colonisés largement exclus des lois courantes de la République ou ayant vis-à-vis d'elle bien des devoirs et peu de droits.

Dans les colonies, les indigènes étaient considérés comme sujets français mais non comme citoyens, à l'exception des Antilles, de la Réunion, des comptoirs de l'Inde ou des *quatre communes* (Saint-Louis, Dakar, Gorée, Rufisque) du Sénégal. Ces derniers élisaient des députés à la chambre, ils avaient donc des droits civiques réels avec toutefois une faible

participation à l'administration de leur région. La France opta prioritairement pour un système d'association dans les colonies, qui, en réalité assujettissait le colonisé:

Tout paraissait donc indiquer que la colonisation française en Afrique, comme sa grande rivale britannique, s'était finalement placée, autant par indigénisme que par pragmatisme, sous la bannière de l'association. Mais s'il y avait à l'évidence de cela, l'État français, en réalité, était en train de tisser, plus sûrement encore que par le passé, un écheveau d'ambivalences et de chassés croisés avec ses colonies qui dépassait de beaucoup les débats doctrinaux entre assimilation et association.

D'abord, bien qu'elle en fût sans conteste l'actrice, la IIIème République n'en éprouvait pas moins quelques difficultés à se reconnaître entièrement dans ce système d'assujettissement que représentait le Code de l'indigénat. (Dozon 2003: 142)

Des Européens avaient sillonné les côtes ivoiriennes sans tentatives sérieuses d'installation avant 1842. La conquête qu'entreprit la France se démarqua quelque peu des pratiques de protectorat de la Grande-Bretagne. Par exemple en Gold Coast (actuel Ghana), elle eut une politique essentiellement commerciale et hésita encore à s'engager dans la conquête des territoires intérieurs dans sa colonie du Cap, malgré la menace de l'expansion des Boers et de la forte migration anglaise.

La colonisation du Sénégal fut d'abord une série d'escarmouches mettant aux prises les troupes françaises avec les émirs maures, dont le plus farouche, El-Hadj Omar, calife à la tête d'une armée de disciples musulmans (laTidjanya), avait commencé à se former un empire dans le Haut-Niger et le Haut-Sénégal. Il était un adversaire de taille, capable d'imposer aux populations indigènes encore païennes, sa puissance musulmane, entreprise qui facilita quelque peu la tâche des colonisateurs Français. Ce dernier profita de cette situation pour constituer et unifier la colonie du Sénégal dont il était si fier. Il amorça sa politique de grands travaux, notamment le réaménagement de Saint-Louis et la création de Dakar, soutint la culture d'arachides qui unissait, dans une même filière, des intérêts locaux à ceux des commerçants Bordelais et à ceux de l'industrie métropolitaine. La création d'écoles visait un double but : local d'abord, grâce à la formation des jeunes, y compris musulmans, pour servir plus tard comme auxiliaires de *l'imperium* français.

Nous voyons que la politique indigène entreprise par Faidherbe fut de nature à accentuer les ambivalences et les contradictions:

Car au-delà de ce que l'hagiographie dit de ses talents d'organisateur, instaurant l'espace sénégalais comme unité tout à la fois territoriale, administrative et morale, Faidherbe ne conçut en effet son action qu'éclairée par une connaissance approfondie des populations locales et par de savants développements sur ce qui fonde leur différences et leur nécessaire hiérarchisation [...]. Il incarna ainsi au Sénégal la figure de l'administrateur-ethnographe déjà esquissé par le baron Roger.

Des émirats maures à l'empire toucouleur d'El-Hadj Omar, en passant par les mondes wolof, serer et mandingue, tout (physionomie, langue, mœurs, religion) devait être passé au crible d'une analyse globale et comparatiste dans laquelle les notions de race et de mélange des races lui servirent tout à la fois à les classer et à les hiérarchiser pour en imaginer l'inéluctable métamorphose sous la bannière française. (Dozon 2003: 108)

Cette forme de penser de Faidherbe, entre l'administrateur républicain soucieux de civiliser et d'assimiler, et l'ethnographe attentif à discriminer les races indigènes, ne cessa d'alimenter la colonisation française en Afrique.

Des côtes sénégalaises, les explorateurs Français pénétrèrent à l'intérieur des terres et petit à petit, s'installèrent sur toute la côte ivoirienne jusqu'à ce qu'ils en soient chassés par les Anglais en 1870.

Toutefois, Arthur Verdier s'obstine et reste en Côte d'Ivoire, tenant ainsi tête aux Anglais. Ses navires étant régulièrement pillés par ces derniers, il décide de planter du café dans la région d'Assinie (sud-est) de la Côte d'Ivoire. Cette décision se révéla d'une importance capitale pour ce territoire car plus tard, le café devient la principale culture de rente du pays avec le cacao.

L'officier et explorateur Français Louis Gustave Binger (Strasbourg 1856-l'Isle-Adam 1936) nommé résident aux établissements de Côte d'Ivoire, il représente, à ce titre la France auprès des rois locaux. En 1878, il obtint la restauration des ouvrages militaires d'Assinie et de Grand-Bassam pour protéger les installations commerciales contre les Anglais. En 1882, il fonda la compagnie de Kong pour gérer une plantation de caféiers. Preuve était maintenant faite du potentiel agricole de la Côte d'Ivoire et de l'Afrique en général. À l'époque révolue de la traite et aux comptoirs commerciaux côtiers pouvait succéder une nouvelle forme d'exploitation des richesses de l'Afrique par l'entremise de la colonisation rendue acceptable par des motivations civilisatrices dont la générosité s'affichait. La France pense à la politique de mise en valeur de ses colonies.

I.1.3 L'organisation de la colonie de Côte d'Ivoire



Binger 1er gouverneur de la colonie de Côte d'Ivoire en 1893 (photo internet 10 mai 2014)

La création officielle d'une colonie française de la Côte d'Ivoire était liée au décret du 10 mars 1893 avec Grand-Bassam (Sud-est) pour capitale. Louis Gustave Binger, premier gouverneur et le colonel Monteil n'auront pas la tâche facile. La soumission de l'ensemble du pays est loin d'être acquise et il fallut plus de vingt ans à la France pour réellement s'imposer. Outre les difficultés des Français à vivre sous un tel climat, de nombreux conflits survinrent car les différentes ethnies qu'ils rencontraient ne comprenaient pas bon nombre de décisions arbitraires des autorités françaises. De plus, il leur restait à vaincre Samory Touré qui demeura maître des savanes de 1893 à 1898.

En 1893, les Français lancèrent une armée contre Samory Touré qui, voyant sa défaite se rapprocher, prit la fuite. Une véritable chasse à l'homme débuta alors et ne prit fin qu'en 1898 lorsqu'il fut capturé et déporté dans une autre de leurs colonies:

*De 1891 à 1894, Samory se retourne contre les Français; forcé d'évacuer ses terres, il conquiert le nord de la Côte d'Ivoire et une fraction du Ghana (1895). Traqué par les troupes du Soudan français, il est arrêté en 1898 et exilé au Gabon.*⁵

Une fois l'installation effective faite, les colons commencèrent par la mise en valeur des territoires ivoiriens. La Côte d'Ivoire fut intégrée en 1902 à l'AOF (l'Afrique Occidentale Française créée en 1895). Son gouverneur résidait à Dakar. L'*imperium* français en Afrique fonctionnait sous l'instauration d'un système fédéral, d'abord en Afrique Occidentale Française (AOF) en 1895, puis en Afrique Équatoriale Française (AEF) en 1910, toutes deux, fédérations bien vivantes jusqu'à l'indépendance. De 1904 à 1958, le territoire ivoirien fit partie intégrante de la fédération de l'ouest africain francophone.

À partir de 1908, le gouverneur Angoulvant élaborait un plan de «pacification» définitive, mais les autorités coloniales durent réprimer les révoltes des Baoulés (au Centre) et des Bétés (à l'Ouest) jusqu'en 1915 avant de les soumettre à leur autorité.

Dès la fin de la première guerre mondiale, les mentalités évoluèrent à l'égard de l'enseignement qui s'était étendu jusque dans les campagnes, permettant même aux élèves de l'intérieur de faire des études à l'étranger. De jeunes élèves africains des différents pays de l'AOF parmi lesquels le jeune Ouffoué purent ainsi se rendre au Sénégal pour suivre leurs études au cours de l'année scolaire 1918-1919:

[...]Journal Officiel de l'Afrique Occidentale Française du 3 août 1918. Sur une liste de cette publication donnant les noms des élèves de toute l'AOF admis à entrer cette année-là à l'École normale William Ponty, on note la présence d'un certain Ouffoué Dia de la Côte d'Ivoire, 20^{ème} sur 100 lauréats. Il est cependant le premier des 14 admis de son pays. (Grah Mel 2003: 102)

La formation des médecins africains durait à l'époque quatre ans et elle était précédée par un passage de trois années à l'École normale William Ponty de Gorée (Sénégal) :

⁵ Dictionnaire encyclopédique Larousse, Paris, 1979 : 1263

Un second élément atteste que le président était bel et bien à Gorée durant l'année scolaire 1918-1919: c'est le nom Houphouët Félix qu'on trouve à la tête de la promotion de 1925 de l'École africaine de médecine et de pharmacie Jules Carde de Dakar. (Grah Mel 2003: 102)

À la sortie de l'école, ces étudiants se firent les porte-parole de tous leurs frères qui, comme eux souffraient des abus de la colonisation. Jusqu'à la période suivant la Seconde Guerre mondiale, les affaires gouvernementales furent caractérisées par l'*association* qui faisait des habitants des colonies, des *sujets* français sans droit de représentation.

Bingerville devint capitale de la colonie de Côte d'Ivoire après Grand-Bassam jusqu'en 1933, puis Abidjan à partir de 1934. Après son séjour dans la petite localité de Guiglo (à l'ouest du pays), le médecin Houphouët partit en septembre 1929 à Abengourou, capitale du royaume de l'Indénié (Est du pays) pour occuper le poste vacant après le départ du médecin Callot le 27 avril 1929. C'était une localité où il faisait bon vivre, la population locale bénéficiait d'un meilleur niveau de vie: bonne hygiène et alimentation saine et variée. Houphouët ressentit cette affectation comme une promotion car le poste avait toujours été réservé aux colons. À cette époque, les plus grandes sociétés de commerce de la colonie parmi lesquelles la maison Origet et la Teyssière étaient déjà présentes à Abengourou.

L'administrateur Ludovic Tauxier parlait du « *progrès naturel des exportations* ». Effectivement, l'activité économique s'accompagne d'une amélioration considérable de la qualité de vie, selon Tauxier:

La base de la nourriture est végétale (banane, taro, ignames, maïs) mais elle est additionnée de viande (chasse et élevage) et de poisson (pêche). Même dans les campagnes, le mode de vie de la population bénéficie des bienfaits de cette prospérité: L'hygiène des habitants est bonne, écrit-il. Les villages sont assez propres et quant aux Agni ils se baignent tous les jours et sont très soigneux de leur personne, comme les premiers voyageurs (Binger, etc) l'avaient du reste remarqué. Ils aiment beaucoup les parfums européens et en usent immodérément. Ceci est sans importance et n'a rien de nuisible. (Grah Mel 2003: 123)

I.1.3.1 La création des plantations

La culture du café, introduite en Côte d'Ivoire par les colonisateurs, se développa rapidement et une classe de petits planteurs Ivoiriens aisés apparut. Mais la nette amélioration du niveau de

vie de quelques populations ne fit pas oublier les exactions des colons qui chaque jour prenaient de l'ampleur, augmentant ainsi la souffrance des planteurs locaux.

Dans l'Indénié, l'une des deux plus prestigieuses régions en pays Agni, en 1932 Félix Houphouët-Boigny alors jeune médecin, prit la défense des planteurs de cacao contre l'appropriation des terres par les grands propriétaires coloniaux et contre la politique économique qui pénalisait les planteurs autochtones. Révolté, Houphouët écrivit un article intitulé « *on nous a trop volés* », article qu'il aurait adressé à un imprimeur antillais résidant à Grand-Bassam et qui défendait la cause de ses frères de race:

Nous nous sommes créés (sic) d'importantes plantations dont les produits doivent assurer notre bien-être. Pour justifier leurs spéculations, certaines personnes affirment cyniquement que nous avons peu de besoins à satisfaire. Si les conditions dans lesquelles nous vivions il y a vingt ans sont jugés satisfaisantes, la France n'aura pas de raison d'être dans cette colonie. Or si nous avons la paix, nous n'avons pas encore le bien-être. Nous avons des maisons à construire pour remplacer les taudis, nos femmes et nos enfants à habiller, à nourrir d'un aliment de plus en plus riche, nos enfants à élever. Nous n'avons d'autre ressource que le produit de nos plantations [...]. Or, depuis dix ans, une bonne partie de nos revenus est détournée par les agents malhonnêtes qui fraternisent avec des traitants dont la plupart, vieux employés licenciés, n'ont pour tout capital que l'amitié, la complaisance de leurs anciens camarades. (Grah Mel 2003: 131-132)

L'article lui aurait valu d'être convoqué chez le gouverneur intérimaire Maurice-Léon Bourguine à Bingerville, mais contre toute attente, ce dernier alla jusqu'à le féliciter de son action, geste qui encouragea Houphouët dans son combat politique.

Le gouverneur titulaire Dieudonné-François Reste, précédemment en poste au Dahomey (actuel Bénin) et arrivé à Abidjan en novembre 1930 avait dû s'absenter de mai 1931 à janvier 1933. Son intérimaire Bourguine fut fidèle à lui-même : auparavant secrétaire général du gouverneur de la Côte d'Ivoire de mars 1927 à juin 1929, Bourguine avait été un soutien pour Houphouët, son protecteur dans l'administration coloniale au grand dam des autres colons qui par dénigrement réussirent à le faire rappeler. C'était un humaniste, qui voyait dans la colonisation un moyen d'élever le niveau de vie des populations indigènes. Il plaidait la cause de l'aide aux colonisés et refusait systématiquement leur exploitation. Il était profondément humain dans ses faits et gestes envers les colonisés et n'était pas fier des agissements de ses collègues et autres colons, lui qui n'était pas d'origine métropolitaine était rejeté par les siens

pour ses actes en faveur des indigènes. Peut-être ses origines réunionnaises l'avaient-elles sensibilisé à un devoir d'assistance envers les couches sociales défavorisées?

Le royaume de l'Indénié était la région la plus prospère grâce à la culture de cacao puis de café. Abengourou était devenu le premier centre producteur de cacao et de café du pays. Cependant les planteurs Africains ne bénéficiaient pas suffisamment du fruit de leur travail, car les prix d'achat aux planteurs étaient fixés par la chambre de commerce d'Abidjan, tenue par les commerçants Français qui étaient également planteurs. Leur politique consistait à racheter les produits de leurs collègues Africains à bas prix pour les revendre cinq ou six fois plus chères. Le jeune médecin mena donc une action contre l'injustice faite aux planteurs locaux, action bien soutenue par ces derniers. Ainsi, en avril 1933, il parvint à déclencher la première grève des ventes de cacao jamais enregistrée en Côte d'Ivoire:

La production de cacao dans l'Indénié n'avait cessé de croître au cours des vingt précédentes années. À la campagne 1915-1916, elle ne s'élevait qu'à 1 tonne. Dès 1918-1919 elle passe à 75 tonnes. Elle atteint 1100 tonnes en 1922-1923, 2125 tonnes en 1923-1924, 3250 tonnes en 1924-1925. Chaque année, la récolte, le traitement et l'écoulement de ces quantités représentant une activité considérable, qui tient tout le cercle en haleine pendant plusieurs mois. C'est cette animation qu'Houphouët vient de casser à partir de ce mois d'avril 1933. (Grah Mel 2003: 134)

Bourguine fut rappelé et remplacé par le gouverneur Reste qui, de retour, consacra à Abengourou sa première visite à l'intérieur du territoire. Il manifesta son mécontentement à Houphouët et lui rappela sa mission dans cette localité qui n'avait rien à voir avec la grève des ventes de cacao.



Plantation de caféiers (voir 40 ans du RDA du coordinateur Loucou 1986 Tome 1: 291).

Entre 1932 et 1947, les grosses compagnies incitèrent le gouvernement français à intégrer à la colonie de Côte d'Ivoire, les régions très peuplées du centre et du sud de la Haute-Volta (l'actuel Burkina-Faso). Ces habitants furent recrutés pour le travail dans les plantations et constituèrent le gros des contingents de tirailleurs sénégalais envoyés sur le front européen durant les deux guerres mondiales. Le recours au travail forcé, pour la construction de la voie ferrée entre Abidjan (capitale de Côte d'Ivoire) et Ouagadougou (capitale de l'actuel Burkina-Faso) destinée à parfaire l'intégration économique de ces territoires, renforça l'opposition anticoloniale.

1.1.3.2 Les problèmes migratoires

Au début de la colonisation, le territoire de Côte d'Ivoire n'était pas une destination qui attirait les ressortissants des autres contrées de l'AOF. Pendant longtemps, il a été faiblement mis en

valeur et son climat était jugé plus rude qu'à ailleurs. La population jouissait d'une odieuse réputation de *mal gens*, due au fait qu'elle ne se laissait pas dominer. Il ne s'agissait pas que d'une réputation et la résistance à la conquête coloniale ne s'acheva que par une *pacification* douloureuse. Les fonctionnaires qui étaient affectés en Côte d'Ivoire écrivaient à leurs parents des lettres qui attestaient le sentiment de personnes punies par l'administration. Ils préféraient des territoires comme le Sénégal, la Guinée ou celui du Dahomey (actuel Bénin). Mais la situation allait progressivement s'inverser:

En 1925, la part de la Côte d'Ivoire dans les exportations de l'Afrique occidentale française ne représente rien de très remarquable: 14,8%.

C'est l'époque où le territoire passe pour être la benjamine de la fédération. Les fonctionnaires des autres colonies se sentent brimés quand ils y sont affectés, quand ils ont raté les territoires plus attrayants du Sénégal, de la Guinée ou du Dahomey. Trente ans plus tard, l'évolution économique de la benjamine la destine à des commentaires autrement plus flatteurs: sa part dans les exportations du groupe se trouve multipliée par 3; elle représente une moyenne de 44,8% entre 1950 et 1954, année où elle atteint le pic de 46,9%. (Grah Mel 2003: 195)

L'essor de cette économie était dû à la multiplicité des produits d'exportation. Auparavant paradis des exploitants forestiers, la Côte d'Ivoire avait atteint dès 1925 des volumes grandissants avec la culture du cacao. Certes, les plantations des autochtones ne s'étendaient alors que sur des petites parcelles éparpillées dans la forêt. Elles n'occupaient que des surfaces très limitées par rapport au territoire disponible dans le pays et avaient des rendements encore modestes. La main-d'œuvre locale était suffisante même dans les importantes plantations des riches planteurs indigènes d'Abengourou et d'Aboisso. Il n'était pas nécessaire de recourir à la main-d'œuvre étrangère.

Quant aux planteurs colons, ils trouvaient la main-d'œuvre à travers le système de *travail prestataire*. L'administration coloniale soumettait les indigènes à des prestations de travail gratuites, qui tenaient lieu d'impôt sur un territoire totalement étranger à la monnaie. Ce système concernait certaines catégories de personnes dont l'âge variait entre 18 et 60 ans à l'exception des chefs chargés de surveiller les chantiers, des militaires, des douaniers, des gardes-forestiers, des élèves et des handicapés.

Dans certaines colonies comme le Sénégal, le Dahomey (actuel Bénin) et la Côte d'Ivoire, la politique de l'administration coloniale avait un caractère de type *territorialiste*, qui

consistait à maintenir les populations sur place afin de mieux les contrôler. Dès les années 30, les colons, secondés par l'administration, s'adonnèrent massivement à l'agriculture. Ils possédaient d'importantes exploitations dans l'arrière-pays des villes portuaires de Grand-Bassam, d'Abidjan, de Grand-Lahou et de Sassandra. Ils étaient également présents tout le long des voies ferrées, notamment à Agboville et Dimbokro dans la zone forestière et à Bouaké, à Katiola et à Korhogo. De plus, des colons isolés et de grosses entreprises agricoles dotées de moyens financiers importants étaient également installés sur le territoire ivoirien à titre privé:

Les plus connues sont la Société des plantations réunies de l'Ouest africain (SPROA), la plus importante de toutes, la Compagnie des cultures de la Côte D'Ivoire (CCCI) créée par l'armateur Delmas-Vieljeux, la Société commerciale et industrielle de la Côte d'Afrique (CICA), la Société des plantations de l'Afrique Occidentale (SPAO), l'Union tropicale des plantations (STP), et la société à statut semi administratif IRHO (institut de recherches sur les huiles et les oléagineux). Il existe une quinzaine de ces entreprises dans les années 40.

(Grah Mel 2003: 197)

Dans les années 1930 le problème de main-d'œuvre se posa du fait de l'ampleur prise par l'agriculture conjuguée à la faible densité de la population en Côte d'Ivoire. De plus, dans le pays, les travailleurs agricoles indigènes n'acceptaient que peu la nécessaire mobilité qui perturbait leurs modes de vie et leurs liens aussi bien familiaux que tribaux. Le paradoxe entre les colonies du sud, fertiles mais peu peuplées, et celles du nord, pauvres mais fortement peuplées et qui avaient des difficultés à s'acquitter de leurs impôts, engendra la migration des travailleurs saisonniers de la Haute-Volta en Gold-Coast (actuel Ghana) pour gagner de l'argent et payer leurs impôts:

La densité démographique de la Haute-Volta dans les années 30 s'élevait à 13,09 habitants au kilomètre carré, soit plus du double de celle de la Côte d'Ivoire. Or l'économie du territoire, desservie par un climat aride, une absence stupéfiante de ressources commercialisables, l'éloignement de la Côte d'Ivoire et des débouchés portuaires, était réduite à demeurer médiocre. (Grah Mel 2003: 200)

Ce constat étant fait, les planteurs Européens défendirent la thèse selon laquelle, les populations pauvres du nord, n'avaient pas d'autre choix que de rester pauvres dans des régions économiquement défavorisées, ou d'aller *faire de l'argent* ailleurs. Et cet ailleurs devait être en Côte d'Ivoire où ces populations devaient être déplacées, au besoin par la force. Ils étaient

d'autant plus à l'aise pour défendre un tel point de vue qu'ils savaient les habitants de la Haute-Volta (actuel Burkina-Faso) et du Soudan (actuel Mali) traditionnellement mobiles, les voyant déjà affluer en masse vers la colonie britannique voisine de la Gold-Coast (actuel Ghana).

Les planteurs français, voyant leurs entreprises desservies par ces migrations vers une colonie étrangère, manifestèrent leur mécontentement à leurs autorités. Ils se plaignirent des tracasseries administratives dans les territoires du nord qui empêchaient le déplacement massif des indigènes de la Haute-Volta vers le sud. Ils alimentèrent une campagne de presse virulente contre la fiscalité tracassière de la Côte d'Ivoire, aussi bien en Afrique qu'en France et contre les barrières fiscales qui empêchaient ces déplacements. Ils combattirent le comportement arbitraire des administrateurs coloniaux locaux et obtinrent la suppression de la Haute-Volta en 1932 et l'adjonction *des huit des douze cercles* à la Côte d'Ivoire. Les planteurs purent alors se flatter d'avoir mis fin, par leur action, à la migration des travailleurs saisonniers vers le territoire de la colonie anglophone. Des décrets encadrant ces mouvements furent pris, dont ceux instituant le travail forcé indigène dans les colonies de l'Afrique occidentale française:

Ce sont ces développements qui ont abouti à l'institution de ce qu'on devait appeler (les recrutements par voie de contrainte administrative). Ceux-ci sont réglementés par deux textes majeurs : le décret du 22 octobre 1925 du président Gaston Doumergue (réglementant le travail indigène en Afrique Occidentale Française), et l'arrêté du 29 mars 1926 du gouverneur général Carde (fixant les conditions d'exécution du décret du 22 octobre 1925). [...]. Ils encouragent vivement les employeurs qui veulent solliciter le concours de l'administration à délivrer à leurs nouvelles recrues des contrats assortis de la durée et des conditions de l'engagement. Ils instituent des offices du travail chargés, entre autres, de limiter ou d'interdire le recrutement dans les cercles où cela peut compromettre l'entretien des plantations et l'exécution des travaux publics. Ils établissent, sous le contrôle de l'administration, des autorisations de recrutement, qui doivent en principe permettre aux employeurs de disposer des quantités de manœuvres voulus. (Grah Mel 2003: 202-203)

Les travailleurs venus de la Haute-Volta constituèrent avec les populations de Côte d'Ivoire le gros des contingents de *tirailleurs sénégalais* envoyés sur le front européen durant les deux guerres mondiales. Le recours au travail forcé, pour la construction de la voie ferrée entre Abidjan (actuellement capitale économique de la Côte d'Ivoire) et Ouagadougou (capitale de l'ex Haute-Volta) destinée à parfaire l'intégration économique des territoires coloniaux français, renforça l'opposition anticoloniale.

De nombreux travailleurs saisonniers ou permanents allèrent vers le sud où les conditions de travail étaient en général difficiles à cause des maltraitances que leur infligeaient les planteurs Européens dans leur majorité. Les engagés célibataires étaient logés par groupes de vingt, dans des cases rectangulaires et les travailleurs mariés dans une petite pièce. Ils touchaient des salaires dérisoires qui variaient selon le sexe et la classe d'âge : 2 francs par jour pour les hommes, 1 franc par jour pour les jeunes et les femmes pendant les trois premiers mois du contrat. Passé ce délai, les salaires étaient majorés de 50 centimes de franc pour les hommes et 25 centimes pour les jeunes et les femmes (législation sur le travail du 15 mars 1927). Tous les ouvriers en général étaient maltraités, même au su des autorités administratives, partagées entre leur souci d'enrichir la colonie et la crainte de la réaction des planteurs européens dont la campagne de presse faite lors de la pénurie de main-d'œuvre avait métamorphosé la politique coloniale en Côte d'Ivoire.

Chaque année, des indigènes du nord, des Mossis, des Gourounsis (ex Haute-Volta), et des Sénoufos (nord de la Côte d'Ivoire) étaient réquisitionnés pour le travail obligatoire, loin de leurs régions et de leurs proches, voyageant dans des conditions déplorables. Les mauvais traitements infligés aux manœuvres étaient courants, les ouvriers les moins dociles, subissaient des châtiments corporels, simples coups de poing le plus souvent, aux cas extrêmes de supplices barbares pouvant entraîner la mort. Certains travailleurs du nord retournèrent chez eux à la fin de la saison des travaux, d'autres au contraire s'installèrent définitivement dans le sud, constituant de nos jours une grande partie de la population ivoirienne.

Les employeurs furent plutôt contrariés par les retours saisonniers et même souvent définitifs des ouvriers dont le mauvais traitement était, de loin, le facteur de désaffection le plus profond sans pour autant négliger d'autres facteurs d'ordre personnel, moral ou culturel:

Il y avait les manœuvres minés par le mal du pays, et qui, plongés dans l'obsession de leur retour, disparaissaient à la première occasion. Il y avait ceux qui, sahétiens jusqu'à la moelle, avaient du mal à s'accoutumer à la forêt. La ville en fascinait une troisième catégorie plus que les campagnes où ils devaient louer leur force de travail. Il y avait ceux qui ignoraient [...] la notion du travail régulier chez un employeur comme garant d'un salaire sûr et permanent. Il y avait ceux qui n'avaient en Côte d'Ivoire qu'avec l'idée de réunir [...] l'argent nécessaire à la réalisation de certains projets personnels, comme la dot de leur femme ou l'achat d'une bicyclette, et de rentrer chez eux dès que possible. (Grah Mel 2003: 205)

Face à ces retours au pays des travailleurs migrants et à la désertion de ceux qui avaient connaissance des salaires plus élevés au Gold-Coast, le recrutement se fit de plus en plus obligatoire chaque année, dans l'intérêt exclusif du patronat, malgré les actes de barbarie dont il se rendait régulièrement coupables à l'égard de ces ouvriers.

Les planteurs européens bénéficiaient des aides et des encouragements des administrateurs envoyés par la métropole aux dépens de leurs collègues planteurs africains dont les plaintes n'avaient aucun poids. Devant ces injustices, ces derniers cherchèrent à constituer une force pour se défendre ensemble, les mêmes maux les accablant tous. Les Africains planteurs avaient l'avantage d'exercer une profession qui était l'une des rares à leur permettre de se mettre sur un pied d'égalité avec les Européens, même si cela ne s'exprimait pas dans les faits de tous les jours. Certains d'ailleurs militaient ensemble avec les Européens au syndicat agricole de la Côte d'Ivoire (SACI). Mais les planteurs africains dans cette association étaient, là aussi, les subalternes des Européens. Plusieurs jours par an, ils étaient mobilisés de force avec leurs femmes et enfants sur le modèle des anciennes corvées seigneuriales médiévales, ce qui les amenait à négliger leurs propres plantations.

Ni le statut de collègue ni la camaraderie syndicale n'affranchissaient ces planteurs des servitudes dont étaient victimes l'ensemble des indigènes. L'association de planteurs européens et africains était donc riche en anomalies et injustices:

Leur association était d'autant plus fragile qu'en plus de ce premier paradoxe, elle était marquée par mille autres anomalies, [...]. Par exemple ceux-ci, tout membres du SACI qu'ils étaient, pouvaient ne pas être bénéficiaires du service de la main-d'œuvre forcée, livrée chaque année aux planteurs selon les dispositions du décret du 22 octobre 1925. Cette faveur était en effet soumise à une condition qui excluait 99% des exploitants africains : le planteur ne pouvait y être éligible que s'il était propriétaire d'une superficie minimum de 25 hectares d'un seul tenant. Le SACI savait bien que les Africains qui exploitaient de telles surfaces étaient plutôt rares. Or son président, Jean Rose, avait voulu que la superficie minimum permettant d'avoir droit à la main-d'œuvre forcée fût portée à 100 hectares, ce qui aurait exclu de la faveur la totalité des planteurs africains. A 25 hectares, seuls 50 d'entre eux pouvaient en être bénéficiaires, et tous les membres africains du SACI ne figuraient pas parmi ces privilégiés. (Grah Mel 2003: 220)

Leur production n'avait pas la même dénomination que celle des colons: produits de culture pour ces derniers, ils devenaient produits de cueillette pour les Africains, sous seul prétexte que les arbres plantés n'étaient pas alignés (donc considérés comme plantations

sauvages). La valeur marchande des produits de cueillette était inférieure à celle des produits des colons qui se chargeaient de les acheter aux Africains pour après les revendre en tant que produits de culture aux autorités compétentes. De même, les 50 planteurs africains sont privés de travailleurs et comme eux, tous les planteurs locaux sont désormais obligés de passer par des intermédiaires pour vendre leurs produits.

Cette situation allait encore s'accroître avec l'arrivée de deux gouverneurs successifs envoyés par le gouvernement vichyste à partir du 1^{er} janvier 1941 (Hubert Deschamps et Georges Pierre Rey). Cette mainmise prit une tournure qui reflétait les positions racistes et les tristes méthodes de Vichy en France. Sous leur gouvernement, seuls les planteurs européens reçurent les denrées de premières nécessités (les tissus, le sel, le pétrole, les boîtes de conserve, les cartouches de chasse). Les Africains, en plus d'être exclus de l'accès à ces produits de première nécessité, ne pouvaient plus habiter dans les quartiers réservés aux Européens. Ce ne fut cependant pas la politique du gouverneur Latrille, fervent défenseur de la politique de l'assimilation, nommé le 26 août 1943 qui mit fin définitivement à cette situation. Il réforma cependant certaines mesures prises par ses prédécesseurs comme celle qui consistait à discriminer les voyageurs dans les trains:

Je citerai encore une mesure discriminatoire raciste que je me suis employé à faire disparaître, [...], sur le chemin de fer Abidjan-Niger, se trouvaient des wagons spéciaux pour Africains, qui payaient le même prix que les voyageurs européens, étaient entassés dans les wagons sans confort, quelle que soit la classe. (Grah Mel 2003: 214)

I.2 Vers l'Indépendance

Par manque d'une force fédératrice ou d'un rassembleur, les indigènes de la colonie ivoirienne mirent du temps à organiser leur propre défense, laissant les planteurs devenir le fer de lance de l'anticolonialisme ivoirien.

I.2.1 La création du Syndicat agricole africain (SAA)

Les planteurs africains formaient l'une des rares couches professionnelles dont le statut se rapprochait de celui des Européens, du moins en apparence, car dans l'Empire de la plus grande France existaient deux catégories d'hommes obéissant au même drapeau français. D'une part, les citoyens, essentiellement les Européens, avaient tous les droits mais bien peu de

devoirs. D'autre part, les indigènes, les biens nommés, natifs des colonies, étaient corvéables et imposables à merci, victimes du code de l'indigénat.

Suite à l'armistice de juin 1940, l'État français du maréchal Pétain institua la loi constitutionnelle du 10 juillet 1940. Cependant dès le 18 juin 1940, le général de Gaulle et sa France libre disputèrent à Vichy la légitimité républicaine tant en métropole que dans l'empire colonial. Il écarta habilement ses rivaux pour prendre seul la tête du Comité français de libération nationale (CFLN) basé à Alger. Ce fut de cette ville qu'il contrôla la Côte d'Ivoire en la personne du gouverneur Jean François Toby (gouverneur du 3 au 26 août 1943) en remplacement de son collègue Pierre Rey qui avait été mal accepté par les colons qui le firent savoir aux autorités compétentes. De Gaulle créa avec le général Henri Giraud, coprésident du CFLN en Algérie en mai 1943, l'embryon du futur gouvernement provisoire de la République française qui termina la guerre aux côtés des alliés en mai 1945 sous sa présidence.

Toutes les colonies devaient se lancer dans les *cultures obligatoires* demandées dans le cadre de l'effort de guerre: ces exigences variaient selon les besoins de la métropole et en fonction des zones des résidents. La zone forestière devait respecter des quotas d'huile et des quantités de gomme, alors qu'en Côte d'Ivoire, la culture du coton et du kapokier était imposée aux villages:

Depuis la première guerre mondiale, le recrutement forcé des travailleurs se doublait d'une injonction à tous les villages de se lancer dans ce qu'on appelait « les cultures obligatoires ». C'était une des formes prises par l'effort de guerre exigé des populations. Dans la zone forestière, les chefs de canton devaient fournir des quotas d'huile de palme ou des quantités déterminées de gomme, à recueillir sur des lianes de latex, s'est souvenu que, « même dans des régions où ne poussait pas le palmier à huile, on demandait aux gens de fournir des graines de palme. Si bien que les gens étaient obligés d'aller acheter ces graines qu'ils devaient fournir à vil prix dans les régions où pousse le palmier. (Grah Mel 2003: 223-224)

C'était une exigence de trop pour les gros planteurs africains qui avaient déjà créé un réseau de relations personnelles, en partie grâce à leur nombre restreint. Certains d'entre eux tels que Gabriel Dadié d'Agboville et Brou Fulgence d'Aboisso, encore membres du Saci, décidèrent de rejoindre les autres Africains non syndiqués parmi lesquels le planteur et chef de canton Félix Houphouët-Boigny, Amoakon Dihyé d'Abengourou (frère utérin de Khady Sow, 1^{ère} épouse d'Houphouët) et de Kouamé Adingra, héritier de grosses plantations dans le canton de Siendi (dans la subdivision de Bondoukou, nord-est du pays) pour créer une nouvelle

structure purement africaine. Ce fut ainsi qu'en juillet 1944 le Syndicat agricole africain (SAA) vit le jour grâce à la détermination des planteurs, renforcée par un contexte politique favorable.

Fin 1943, le CFLN réclama un rapport sur les colonies à son Assemblée Consultative. L'Assemblée donna carte blanche au CFLN pour réaliser des réformes appropriées en France d'Outre-mer. René Pleven, commissaire aux colonies du CFLN, fit donc préparer une conférence devant se tenir à Brazzaville du 30 janvier au 8 février 1944:

Les organismes centraux de la France libre y étaient représentés, ministres et membres de l'Assemblée consultative provisoire d'Alger, CFTC, politiciens de la SFIO et radicaux-socialistes, sans compter les gouverneurs des colonies de l'AOF et de l'AEF accompagnés de leurs conseillers techniques.

De délégués africains des secteurs publics et privés, il n'y eut aucun, ni de représentants des peuples. (Loucou 1986 Tome I: 36)

Les planteurs exerçaient sur le reste du corps social une véritable influence, sachant qu'en Côte d'Ivoire, l'agriculture servait de pont entre intellectuels et agriculteurs. La terre rapprochait ainsi l'élite de la masse paysanne. Le nouveau syndicat marqua le début d'une vie associative intense qui, très vite donna naissance à la vie politique nécessaire à la lutte émancipatrice.

En métropole comme dans les colonies, les intellectuels Noirs victimes de la discrimination raciale, luttèrent ensemble pour défendre leur dignité, celle de leur race et de tout leur peuple. Ils furent sensibles au discours du général de Gaulle prononcé à Brazzaville le 30 janvier 1944, discours qui suscita d'immenses espérances dans l'empire colonial français:

[...]. Il n'y aurait aucun progrès qui soit un progrès si les hommes, sur leur terre natale, n'en profitaient pas moralement et matériellement, s'ils ne pouvaient s'élever peu à peu au niveau où ils seront capables de participer chez eux à la gestion de leurs propres affaires. [...].

Les fins de l'œuvre de civilisation accomplie par la France dans les colonies écartent toute idée d'autonomie, toute possibilité d'évolution hors du bloc français de l'empire. La constitution éventuelle même lointaine de self-government dans les colonies est à écarter. (Loucou 1986 Tome I: 37)



De Gaulle à Brazzaville, capitale de la France libre le 30 janvier 1944 (voir 40 ans du RDA du coordinateur Loucou, Tome 1: 71).

À cette conférence de Brazzaville où toute idée de constitution éventuelle, même lointaine de *self-government* dans les colonies, était écartée, le général Charles de Gaulle souligne la nécessité d'amener les Africains à participer à la gestion de leurs propres affaires. Malgré l'absence notable des premiers concernés à ce discours, il n'en demeure pas moins historique et marque le départ de la décolonisation en Afrique Noire. Ce sur les bases de cette nouvelle communauté, esquissées lors de la conférence de Brazzaville, qui apportent une amélioration au statut des Africains. Par ce message, il réussit à rallier l'Afrique toute entière à la France libre.

De Gaulle tint au maintien de l'empire colonial français sur lequel il compta lors de son appel historique à la résistance le 18 juin 1940 à la BBC à Londres. Il appela la France à poursuivre le combat aux côtés de l'Angleterre, et préconisa pour ce faire un repli sur son empire colonial:

Le dernier mot est-il dit? L'espérance doit-elle disparaître? La défaite est-elle définitive? Non! Car la France n'est pas seule, elle a un vaste empire derrière elle, elle peut faire bloc avec l'empire britannique qui tient la mer et continue la lutte. (Loucou 1986 Tome I: 36)

I.2.2 Le mouvement culturel d'émancipation

À la fin des années 1930, un groupe de jeunes intellectuels noirs de grande valeur parmi lesquels le Guyanais Léon-Gontran Damas, les Antillais Aimé Césaire, Léonard Sainville et

Aristide Maugrée, les Sénégalais Birago Diop et Léopold Sédar Senghor se rencontrèrent pour mener ensemble un combat d'une grande importance culturelle qui partait d'un constat commun.

À cause de la couleur de leur peau, tous étaient victimes de discrimination dans les territoires français car la société française baignait largement dans des sentiments colonialistes et paternalistes dans le cadre desquels les Noirs étaient considérés au mieux comme des enfants ou des sauvages ou au pire, comme des sous-hommes. Les intellectuels noirs se voyaient aussi investis d'une mission: ils étaient les défenseurs et porte-paroles de leurs frères et parents qui dans les colonies, aux Antilles comme en Afrique, souffraient des effets pervers de la colonisation.

L'écrivain Blaise Cendrars publia en 1921 son *Anthologie nègre*, le prix Goncourt couronna *Batouala* de René Maran, le sentiment d'une personnalité africaine était déjà vif chez ces premiers écrivains noirs de langue française des Antilles et d'Haïti:

Mais son expression reste très conventionnelle, et les poètes antillais s'affirment encore comme des héritiers de Villon et de Vigny. Cependant l'africanisme prend corps chez les étudiants antillais et africains de Paris, grâce à la revue Légitime Défense en 1932, puis au journal l'Étudiant noir en 1934 qui rassemble le Guyanais Léon Damas, le Martiniquais Aimé Césaire, le Sénégalais Léopold Sédar Senghor⁶.

À travers le personnage de Batouala, chef de tribu, René Maran dénonçait sévèrement la condition des colonisés. Il passe d'ailleurs pour le précurseur de la négritude:

Nous ne sommes que des chairs à impôts. Nous ne sommes que des bêtes de portage. Des bêtes? Même pas. Un chien? Ils le nourrissent, et soignent leur cheval. Nous ? Nous sommes moins que ces animaux, nous sommes plus bas que les plus bas. Ils nous tuent lentement.
(Bourges 2006: 68)

Ces pages furent considérées comme un exemple de révolte littéraire pour la génération suivante, qui vit, au-delà du talent d'un écrivain réaliste et soucieux de dénoncer l'inhumanité du système colonial, l'audace d'un précurseur. En juin 1932, dans une brochure, apparut à Paris, sous le titre de *Légitime Défense*, un manifeste de quelques jeunes Martiniquais noirs qui

⁶ Dictionnaire encyclopédique Larousse, Paris, 1979: 967

dénonçaient avec véhémence *cet abominable système de contraintes et de restrictions, d'extermination de l'amour et de limitation du rêve, généralement désigné sous le nom de civilisation occidentale*. Ce fut une révolte de génération, la prise de conscience sociale de jeunes bourgeois, d'autant moins enclins à composer qu'ils se sentaient porteurs d'une part de culpabilité dans les comportements qu'ils dénonçaient. Parmi les *immondes conventions bourgeoises*, ils condamnèrent particulièrement l'hypocrisie humanitaire dont ils étaient eux-mêmes victimes. La rhétorique employée était celle de jeunes étudiants littéraires de l'entre-deux-guerres.

Légitime Défense fut vite connu du milieu des étudiants noirs parisiens et provoqua une prise de conscience générale. Cette brochure brisa progressivement les tabous de la société antillaise en particulier, invitant tous les étudiants de la métropole à réfléchir à leur condition et à celle de leurs frères restés dans les colonies et qui leur rendaient compte des injustices coloniales constamment subies:

Plus qu'une revue, plus qu'un groupement littéraire, Légitime Défense fut un mouvement culturel. Partant de l'analyse marxiste de la société des «Isles» (sic), il découvrait en l'Antillais le descendant d'esclaves négro-africains maintenus, trois siècles durant, dans l'abêtissante condition du prolétaire. Il affirmait que seul le surréalisme pourrait le délivrer de ses tabous et l'exprimer dans son intégralité. (Bourges 2006: 70)

Parallèlement à cette agitation intellectuelle propre aux milieux parisiens, Senghor fit connaître les origines de sa prise de conscience en revenant sur l'importance du mouvement noir américain: «c'est de là qu'a jailli la source de la Négritude». Ce mouvement avait organisé en 1919 pendant la conférence du Traité de Versailles, le premier congrès panafricaniste à Paris. Il fut reconnu, lors du cinquième jour de ce congrès, organisé à Manchester en octobre 1945, comme le père du panafricanisme. C'était à cette occasion que le panafricanisme changea de contenu: les Africains réussirent à lui imprimer leur empreinte, en obtenant qu'il devînt à la fois un instrument de lutte contre le colonialisme et un levier pour la promotion du nationalisme sur leur continent. Ainsi naquit, comme émanation de ces assises, le West African National Secretariat (WANS), allant dans le sens de son combat d'origine:

William Edward Burghart Du Bois (W.E.B. Du Bois), écrivain et éditeur américain, militant au sein des mouvements noirs américains et du panafricanisme, fonda dans les années 1930, l'Association nationale pour le progrès des gens de couleur (NAACP). (Bourges 2006: 71)

Cette association avait pour but d'effacer, aussi bien dans l'esprit des Blancs que dans celui des Noirs, l'image du «*Nègre-enfant-taré*», en lui substituant celle, authentique, d'une Afrique classique, ayant sa propre civilisation d'une part, et de l'autre visant à supprimer la discrimination raciale dans tous les domaines: économiques et politiques, culturels et sociaux, discrimination qui reléguait les Noirs au rang de citoyens de seconde zone.

Senghor étendit cette influence d'outre-Atlantique, partant des réflexions et des thèses de Marcus Garvey (né en 1887 en Jamaïque mort en 1940 à Londres, considéré comme un prophète par les adeptes du rastafari au 20^{ème} siècle, il est surtout connu pour être précurseur du panafricanisme. Il se fait le chantre de l'union des Noirs du monde entier à travers son journal *The negro World*, il est également le promoteur obstiné du retour des descendant d'esclaves vers l'Afrique: *Black to Africa*) et de la Négro-Renaissance. L'accent fut mis sur l'Afrique, une Afrique redéfinie par ces thèses. Le combat de Senghor agit sur les masses noires et non pas seulement sur les seuls intellectuels, donnant ainsi un retentissement mondial à son combat.

Ce combat fut bien accueilli à Paris où des recherches nouvelles en histoire, en ethnologie et en sciences de l'homme valorisèrent enfin le continent africain dans ces domaines:

Quel ne fut pas mon éblouissement, tel Paul sur le chemin de Damas, lorsque je découvris la traduction des ouvrages de Léo Frobenius intitulés Histoire de la civilisation africaine et le Destin des civilisations. Toutes les idées diffuses, confuses, qui circulaient dans nos têtes, à nous, militants de la Négritude avant la lettre, trouvèrent, soudain, une colonne vertébrale. Les doutes qui nous habitaient s'évanouirent instantanément. Donc, un grand savant de l'Occident, homme de savoir et de pensée, au moment où l'on déniait aux Négro-africains toute culture, voire toute civilisation, déclarait que les Nègres «étaient civilisés jusqu'à la moelle des os» ! Loin d'établir une hiérarchie, contestable, entre les civilisations des différents peuples, Frobenius contribuait à substituer un sentiment de différence à l'ancien complexe de supériorité des Albo-Européens. Nous sommes autres: ni plus ni moins civilisés que les Blancs. (Bourges 2006: 73)

Les publications de Leo Viktor Frobenius (Berlin 1873, Biganzalo 1938), explorateur et anthropologue allemand, eurent une large répercussion dans le milieu intellectuel noir vivant en métropole. Professeur à l'Université de Francfort, il fut l'un des premiers à développer les grands thèmes de l'hyperdiffusionnisme, attribuant une origine commune aux cultures de l'Océanie et de l'Afrique de l'Ouest. Au-delà du travail de Frobenius, la recherche scientifique moderne reconstitua patiemment l'évolution du tissu culturel, social, politique des anciens

royaumes africains. Le continent noir se vit reconnaître progressivement ce qu'il avait perdu, c'est-à-dire ses valeurs, son histoire, ses courants philosophiques métaphysiques, une pensée aussi digne de valeur que celle venant d'Europe ou de l'Asie, dont les héritiers de ces anciens royaumes pouvaient être fiers.

Ce fut la somme de ces différentes influences qui amenèrent les étudiants noirs de Paris, Aimé Césaire avec d'autres étudiants antillo-guyanais et africains (parmi lesquels Léon-Gontran Damas, le Guadeloupéen Guy Tirolien, les Sénégalais Léopold Sédar Senghor et Birago Diop) à pousser plus loin la démarche intellectuelle de leurs jeunes aînés de *Légitime Défense* en créant en septembre 1934, la nouvelle revue *L'étudiant noir*.



Le premier numéro du journal en mars 1935 (image prise sur internet le 14 juillet 2014)

L'Étudiant noir

Journal de l'Association des Étudiants Martiniquais en France

Administration et Rédaction :
55, Boulevard Jourdan — Paris-14

ABONNEMENTS : FRANCE et COLONIES 12 fr.
ÉTRANGER 15 fr.

SOMMAIRE

<p>I. — Questions Corporatives</p> <p>LA QUESTION DES BOURSES, p. 1. par A. MAUGÉE</p> <p>COMMUNIQUÉ</p> <p>Puisse-t-on nous entendre !... par A. CHARPENTIER.</p> <p>VEU :</p> <p>Est-ce bien l'homme qu'il nous faut ? par R. SAUPHANOR.</p> <p>A PROPOS DE L'ASSOCIATION. par G. MIDAS.</p>	<p>Réflexions sur une réunion d'Étudiants Martiniquais.</p> <p>II. — Les Idées et les Lettres</p> <p>NEGRERIES.</p> <p>Jeunesse noire et assimilation, par A. CESAIRE.</p> <p>L'HUMANISME ET NOUS : R. Moran par L. SEDAR SENGHOR.</p> <p>Langage et Musique chez les Nègres du Congo, par H. EBOUÉ.</p> <p>GUIGNOL OUOLOF, par FAULETTE NARDAL.</p>	<p>Littérature antillaise. Un livre sur la Martinique, par L. SAINVILLE</p> <p>MULATRES... POUR LE BIEN ET LE MAL, par G. GRATIANT.</p> <p>III. — Avez-vous lu ceci ?</p> <p>« Simples questions à « Je Suis Partout », par L. SAINVILLE.</p> <p>SPORTS, par C. BRANCHI.</p> <p>Sortisier.</p>
---	---	---

QUESTIONS CORPORATIVES

La Question des Bourses

La pétition que nous avons soumise à l'administration, par l'intermédiaire de nos représentants, a enfin attiré l'attention des services autorisés sur la question des bourses.

À vrai dire, si la réaction a été tardive, du moins elle a été vigoureuse : nous n'avons point manqué d'appels et nous remercions bien sincèrement ceux qui ne nous ont point ménagé leurs concours.

Dès le 6 février 1935, M. Lémery nous donna communication d'une lettre qu'il a adressée au Ministre des Colonies, le sénateur de la Martinique, y protestant contre la suppression des bourses, en termes énergiques.

« Un décret d'un conseil d'administration et un avertissement solennel aurait dû être donné à tous les étudiants pour observer rigoureusement les dispositions de l'article du 19 juillet 1934, sur les bourses, à compter de juillet 1935. »

M. Lagrosillière, de son côté, n'était pas moins pressant :

« Je vous prie instamment en ma qualité de Président du Conseil général de la Martinique, d'inviter le chef de la Colonie, à procéder de toute urgence à la révision de tous les dossiers des étudiants. »

Ainsi les représentants de la Martinique ont-ils compris que le décret de juillet 1934 compromettait gravement l'avenir intellectuel de notre pays et ils ont étendu leurs efforts pour faire aboutir nos justes revendications.

Disons tout de suite que ces efforts n'ont pas été vains.

Dès le 16 février 1935, M. Défont nous écrivait :

« M. Alfassa vient de céder au Ministre, pour lui faire connaître qu'il peut maintenir jusqu'en mai, les bourses de tous les étudiants en cours d'études... L'ordonnement des mandats a été immédiatement commencé. Les paiements seront faits dans le courant de cette semaine. »

M. Lagrosillière de son côté commentait :

« En somme, un grand pas a été fait à tous les sacrifices obtenus une réparation, tout au moins provisoire et l'exercice d'un droit d'appel des décisions prises trop hâtivement à leur encontre. »

Bien, dit-on, dit et on nous répète que le sort des étudiants est provisoirement réglé.

Nos espoirs ont été tant de fois déçus, que nous ne pouvons nous défendre d'un certain scepticisme.

Tous ceux qui connaissent la malveillance même des bureaux administratifs nous comprennent. Ce matin en effet, on nous disait, au Ministère des Colonies, que les mandats ne seraient délivrés aux boursiers que si le gouvernement Alfassa s'élevait pas de contre-ordre dans les quatre jours.

Il y a pire : ne seront payés que ceux qui pourront présenter un certificat de scolarité.

Comment exiger que des étudiants sans ressources, voyant tous les jours la misère face à face, accomplissent une telle formalité ?

M. Ferjus, secrétaire politique du sénateur de la Martinique s'est ému de cette situation, et en a informé M. Lémery.

M. Lémery est intervenu une fois de plus près du Ministre.

Aurons-nous satisfaction ?

D'ailleurs, que l'on rétablisse ou non toutes les bourses, on ne doit pas se cacher le caractère de demi-mesure du nouvel arrêté : on rétablit les bourses jusqu'en mai, c'est-à-dire juste au moment où commencent les examens.

Ne risquons-nous pas de voir longtemps encore à Paris, de jeunes martiniquais, mourant de faim, victimes d'un affreux égoïsme et d'une complète incompréhension ?

Aristide MAUGÉE.

Communiqué

Dans sa lettre du 19 février 1935, le député de la Martinique, J. Lagrosillière nous écrit :

« Je vous serais reconnaissant de demander à tous les réclamants de rédiger des lettres individuelles au Ministre des Colonies, où leurs cas soient exposés en détail, et de m'envoyer ces demandes, afin que je les recommande et que le Ministre les recommande, à son tour, au Gouvernement. »

Nous attirons l'attention des étudiants sur la nécessité de remplir vite ces formalités.

Puisse-t-on nous entendre !...

Il est inévitable que je lance une fusée, car le péril est grand. Mes camarades du lycée Saint-Louis et moi, sommes sans la moindre ressource depuis deux mois. Nous avions espéré, au mieux, un nous avait donné de l'espoir, mais nous attendons encore des réalisations.

Et quoi ? Il est décidé que nous autres, instituteurs, devons toucher 150 francs par mois. Bienheureux sont ceux qui ont pu toucher cette somme : pour nous, depuis décembre, nous n'avons rien reçu. Par ailleurs, les arriérés ne prévoient pas les vacances de Noël et de Pâques, soit un mois pendant lequel nous devons vivre « en elle », car le lycée nous ferme ses portes. Souffrir le ventre creux et les nuits d'insomnie qui assurément le succès à nos concours ? Car n'oublions pas que la condition nécessaire pour que la bourse soit maintenue est que succès, il y ait.

Ainsi avons-nous adressé au Gouvernement et au Conseil général de la Martinique une lettre de réclamations dont nous attendons vaivement la réponse.

Ce mouvement fut rendu possible par l'amitié entre deux grands poètes noirs, amitié née comme un coup de foudre dans les couloirs du lycée Louis-le-Grand où Aimé Césaire fit la rencontre de Léopold Sédar Senghor. Les deux hommes ne se quittèrent plus, luttant ensemble pour la dignité de l'homme noir. Aimé Césaire a résumé ainsi le mouvement qui se dessina autour de *L'étudiant noir* :

Nous, hommes de couleur [...] avons dans notre conscience pris possession de tout le champ de notre singularité. [...].

Singularité de notre «situation dans le monde» qui ne se confond avec nulle autre [...] de nos problèmes qui ne se ramènent à nul autre problème, [...] de notre histoire, coupée de terribles avatars qui n'appartiennent qu'à elle. [...].

Cette prise de conscience s'élabore dans un dialogue actif et permanent entre Senghor, Césaire et Damas. C'est ainsi qu'eux-mêmes rapportent à de nombreuses reprises la genèse d'une idée puissante, celle de la négritude. (Bourges 2006: 75)

L'étudiant noir, qui était un journal corporatif et de combat, avait pour objectif de mettre fin au tribalisme, au système clanique en vigueur au quartier Latin! Les étudiants oubliaient leurs identités individuelles pour se fondre dans le groupe, dès lors, il n'y avait plus de Martiniquais, Guadeloupéen, Guyanais, Africain, Malgache mais que des Noirs. Ce fut ainsi que dans *L'étudiant noir* apparut pour la première fois le concept de négritude.

Le mot négritude avait un caractère, une histoire, une réalité de l'homme noir qui le distinguait culturellement de l'homme blanc. Il fut possible de penser la fraternité entre les humains, mais en respectant la personnalité de chacun des humains. L'homme noir était à jamais irréductible à l'homme blanc, et l'homme blanc à l'homme noir. En outre, les héritages africain et l'europpéen étaient distincts et ne pouvaient être confondus: les épisodes communs à ces deux héritages révélaient deux lectures inverses des mêmes phénomènes: *Accession à la civilisation [...] Aliénation se dit libération [...] Acculturation se dit éducation.*

Le choix du mot négritude revint à Aimé Césaire, concept en réaction à l'oppression culturelle du système colonial et à la dévalorisation de l'identité noire par le racisme issu de l'idéologie colonialiste. Construit contre l'idéologie coloniale française de l'époque, le projet de la Négritude était plus culturel que politique. Il s'agissait, au-delà d'une vision partisane et raciale du monde, d'un humanisme actif et concret, à destination de tous les opprimés de la planète. Césaire déclara en effet: *Je suis de la race de ceux qu'on opprime.*

Dans les pages de la revue contestataire *L'étudiant noir*, Césaire employa pour la première fois en 1934 le mot négritude, à travers un texte intitulé *Nègrerie*. Pour Césaire:

La Négritude, est la simple reconnaissance du fait d'être noir; et l'acceptation de ce fait, de notre destin de Noir, de notre histoire et de notre culture», ou encore «Ce mot désigne en premier lieu le rejet. Le rejet de l'assimilation culturelle ; le rejet d'une certaine image du Noir paisible, incapable de construire une civilisation. La culturelle prime sur le politique⁷.

Mais Senghor va développer et lui donner son sens le plus élargi et profond à la définition assez ramassée de son ami Aimé Césaire:

Objectivement, la Négritude est un fait: une culture. C'est l'ensemble des valeurs économiques et politiques, intellectuelles et morales, artistiques et sociales -non seulement des peuples d'Afrique noire, mais encore des minorités noires d'Amérique, voire d'Asie et d'Océanie. Je parle des peuples d'Afrique noire qui bâtirent des civilisations, élaborèrent les arts qu'historiens, spécialistes des sciences humaines, critiques d'art découvrirent et commencèrent d'exalter au début du siècle [...].

Subjectivement, la Négritude, c'est l'acceptation de ce fait » de civilisation et sa projection, [...]. C'est en somme la tâche que se sont fixée les militants de la Négritude : assumer les valeurs de civilisation du monde noir; les actualiser et féconder, au besoin avec les apports étrangers, pour les vivre par soi-même et pour soi, mais aussi pour les faire vivre par et pour les autres, apportant ainsi la contribution des Nègres nouveaux à la civilisation de l'universel. (Bourges 2006: 77)

Bien évidemment, chaque poète se réclamant de la négritude enrichit de sa propre veine cette définition initiale. Mais le rejet des valeurs rationalistes les plus étroites au profit d'une approche du monde à la fois directe, sensuelle, intuitive demeura toujours au cœur de leur démarche poétique: parce que cette poétique était aussi une politique et qui détermina un rejet plus important encore, celui du colonialisme.

En affirmant le primat de la culture sur la politique, Senghor entama une offensive plus radicale que s'il avait été seulement mû par une volonté de libération qui s'exprimerait dans la lutte armée. Le combat culturel était fondamental, parce qu'il vida de sens les concepts au nom desquels l'opresseur justifiait la colonisation. En soulignant l'enracinement africain de la

⁷ <http://fr.wikipedia.org/wiki/N%C3%A9gritude> [Consulté le 10 mai 2014].

négritude, il redonna une énergie patriotique et des référents identitaires à des peuples auxquels ces racines étaient déniées au profit des valeurs et des cadres historiques occidentaux. Désormais, il neutralisait la colonisation qui n'avait plus de sens. C'est cette révolte que chantèrent inlassablement les premiers poèmes publiés de Senghor que nous retrouvons dans le livre de Bourges (Bourges 2006: 84) *Léopold Sédar Senghor, lumière noire* où le poète parle de sa *réserve de haine* contre les mains blanches qui tirèrent les coups de fusil.

Qui croulèrent les empires

Les mains qui flagellèrent les esclaves. [...].

Privée de sa légitimité culturelle, sans l'excuse de l'apport de *civilisation*, la colonisation n'était plus qu'une violence insupportable. Et c'est le tour d'Aimé Ferdinand David Césaire de la décrire dans un extrait du Discours sur le colonialisme :

L'auteur dénonce avec force la barbarie interne à la civilisation occidentale, qui trouva un exutoire en dehors de l'Europe, avec l'implantation coloniale. A des territoires européens de droits et de libertés, Césaire oppose des territoires extra-européens colonisés, soumis à l'oppression et à la haine, au racisme et au fascisme. A des pratiques démocratiques et policées en Europe, il oppose des actions violentes et criminelles commises dans les colonies.

Marxiste, Césaire critique violemment la position de la classe bourgeoise qu'il qualifie de décadente, car ne connaissant plus de limite dans le mal qu'elle commet au travers du système économique capitaliste⁸.

À la fin des années 1930, la négritude était donc un concept révolutionnaire, non pas seulement parce qu'il donnait une expression et une légitimité à ceux qui n'avaient pas le droit de revendiquer leur identité, mais aussi parce que cette affirmation nouvelle ouvrait un combat nouveau: celui de la libération des peuples noirs de la domination politique des États blancs. L'efficacité de la remise en cause culturelle de cette domination, cette résistance à l'oppression idéologique et culturelle du monde blanc était de tous les instants et de tous les modes de représentation, d'où le célèbre *Discours sur le colonialisme* de Césaire:

Il faudrait d'abord étudier comment la colonisation travaille à déciviliser le colonisateur, à l'abrutir au sens propre du mot, à le dégrader, à le réveiller aux instincts enfouis, à la convoitise, à la violence, à la haine raciale, au relativisme moral, et montrer que, chaque fois

⁸ http://fr.wikipedia.org/wiki/Discours_sur_le_colonialisme [Consulté le 10 mai 2014].

*qu'il y a au Vietnam une tête coupée et un œil crevé et qu'en France on accepte, une fillette violée et qu'en France on accepte, un Malgache supplicié et qu'en France on accepte, il y a un acquis de la civilisation qui pèse de son poids mort, une régression universelle qui s'opère, une gangrène qui s'installe, un foyer d'infection qui s'étend et qu'au bout de tous ces traitements violés, de tous ces mensonges propagés, de toutes ces expéditions punitives tolérées. De tous ces prisonniers ficelés et interrogés, de tous ces patriotes torturés, au bout de cet orgueil racial encouragé, de cette jactance étalée, il y a le poison instillé dans les veines de l'Europe, et le progrès lent, mais sûr, de l'ensauvagement du continent.*⁹

Ce terme connu de nombreuses acceptions, pour l'écrivain Sénégalais Alioune Diop, la négritude apparaît comme: *Le génie nègre et en même temps la volonté d'en révéler la dignité.* La négritude selon le Dictionnaire Encyclopédique Larousse dans son édition de 1979 est: *L'appartenance à la race noire; ensemble des valeurs culturelles et spirituelles du monde noir.* Au vu de toutes ces acceptions, nous pourrions définir la négritude comme étant un courant littéraire, créé avant la Seconde Guerre mondiale, rassemblant des écrivains noirs francophones, dont Aimé Césaire, Léopold Sédar Senghor, Léon Gontran Damas etc. La puissance du concept de négritude tint justement à son ouverture: avant toute chose, il fut l'expression d'un peuple opprimé à laquelle des personnes de tous horizons pouvaient se joindre au-delà des clivages politiques. Lorsque Césaire parlait de la *négritude* mesurée au compas de la souffrance dans ses œuvres *Cahier d'un retour au pays natal*, et *Discours sur le colonialisme*, il revendiquait l'identité noire et sa culture, d'abord face à une francité perçue comme oppressante et instrument de l'administration coloniale française. Senghor, quant à lui, exprima dans ses vers l'amertume de la ségrégation coloniale :

*Vous ignorez les restaurants et les piscines,
Et la noblesse au sang noir interdite
Et la Science et l'Humanité, dressant leurs cordons
De police aux frontières de la négritude...
Faut-il crier plus fort? Ou m'entendez-vous, dites?
Je ne reconnais plus les hommes blancs, mes frères
Comme ce soir au cinéma, perdus qu'ils étaient
Au-delà du vide fait autour de ma peau. (Bourges 2006: 78)*

⁹ http://fr.wikipedia.org/wiki/Discours_sur_le_colonialisme [Consulté le 10 mai 2014].

La singularité de l'expérience *nègre* nourrit une esthétique qui est une poétique nouvelle du monde que les surréalistes viennent de donner à l'art nègre ses lettres de noblesse. Senghor montre avec talent que *Les précurseurs, les révolutionnaires eux-mêmes, en tournant le dos au «stupide XIX siècle», au scientisme, au réalisme, voire à l'exotisme, ont rencontré les Nègres aux sources de l'intuition, de l'imaginaire* (Bourges 2006: 80-81). Pour Senghor, *la révolution culturelle de 1889* est profondément déterminée par la redécouverte de l'art africain.

Il y a peu d'exemples d'école ou de mouvements littéraires qui ont à ce point liés à une affirmation politique. Dès les premiers numéros de l'Étudiant noir, le ton est donné, «revendicatif et insolent». La jeunesse noire veut se détourner de l'asservissement et de l'assimilation et chercher les voies de l'émancipation. À travers le militantisme culturel que représente la négritude, la lutte tend à devenir politique.

Le mouvement culturel, poétique et politique que constitue la négritude, se développe progressivement au début de l'après-guerre. Le développement de ce concept et la création de la revue, *Présence africaine*, qui parut simultanément à Dakar et à Paris en 1947, font l'effet d'une déflagration. Elle devient un des phares de la pensée africaine et fait placée sous l'égide de quelques *contemporains capitaux*. Senghor convoque ainsi tous les créateurs capitaux, y compris les peintres, au banquet de l'Afrique: *Je me rappelle Picasso dans son appartement du quartier Saint-Germain, qui en me reconduisant, me disait: Il nous faut rester des sauvages*. En filigrane, dans les déclarations du peintre, transparaisaient les proclamations de Rimbaud se revendiquant *nègre*. Ce n'est pas par hasard qu'Emmanuel Berl parle de *révolution nègre* pour décrire cette nouvelle esthétique qui, au vingtième siècle, s'empare de toutes les disciplines artistiques. Elle rassemble des Noirs de tous les horizons du monde, ainsi que des intellectuels Français comme André Gide, Albert Camus et Sartre. Celui-ci définit alors la négritude comme: *La négation de la négation de l'homme noir*.

Fille de la négritude, *Présence africaine* porte plus largement encore le flambeau de la pensée noire, en s'assignant un objectif majeur: propager l'expression des intellectuels noirs dans tous les domaines afin de leur donner toute leur place dans les débats de l'époque. Après la 2^{ème} guerre mondiale, la négritude inaugure une autre phase de son combat. Les deux poètes sont les principaux fondateurs de ce grand mouvement. Senghor et Aimé Césaire, entament le combat politique.

I.2.3 Le combat politique

I.2.3.1 Naissance des partis politiques pendant la colonisation en Côte d'Ivoire

Si plusieurs partis politiques existaient sur le territoire ivoirien, en dehors du Syndicat français de l'international ouvrier (SFIO), présent dans les années 30, la plupart des partis furent créés aux lendemains de la fin de la 2^{ème} guerre mondiale. La SFIO ou Parti socialiste naquit en France métropolitaine en avril 1905, de l'appel à l'union au congrès de la IIème Internationale en août 1904 où les socialistes du monde entier tout en condamnant nettement les tendances révisionnistes, recommandent aux Français Guesde et Jaurès de rassembler leurs troupes. L'émiettement et les scissions caractérisèrent les forces socialistes françaises. Le journaliste Jules Guesde, de son vrai nom Jules Bazire (homme politique Français, Paris 1845-Saint-Mandé 1922), entre en politique en 1876 à son retour d'exil. Journaliste jacobin (partisan républicain d'une démocratie centralisée), il a dû s'exiler en Suisse pour avoir fait l'apologie de la Commune (tentative révolutionnaire, faite par des milieux ouvriers, à Paris principalement, pour assurer, dans un cadre municipal et sans recours à l'État, la gestion des affaires publiques). De sa visite à Karl Marx (militant et théoricien socialiste Allemand né à Trèves 1818 il meurt à Londres en 1883) à Londres en 1880, il oriente son combat politique réitérant la conviction obstinée que rien ne peut être fait sans la prise du pouvoir par le prolétariat:

En 1893, il est à la tête, avec Paul Lafargue, gendre de Marx, du Parti ouvrier français, (POF) un mouvement structuré et discipliné mais dont les effectifs et l'emprise sur les masses sont réduits. Son journal, Le Socialiste, est confidentiel¹⁰.

L'autre tendance socialiste du nom de la Fédération des travailleurs socialistes, née en 1882, était constituée d'anciens membres du POF (Parti Ouvrier Français) et regroupait les partisans du médecin Paul Brousse (homme politique Français, Montpellier 1844-Paris 1912) membre de l'Internationale et partisan de la Commune. Brousse vécut en exil de 1871 à 1880, il fut anarchiste puis socialiste réformiste. Il était fondateur de ce parti socialiste dit de *broussiste* ou *possibiliste* dont l'objectif était la transformation non violente de la société. Leur combat consistait à mettre l'accent sur les revendications immédiates et possibles, notamment au niveau municipal. Le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (POSR) de Jean Allemane (socialiste français né à Sauveterre dans la Haute-Garonne en 1843 est mort à Herblay

¹⁰ Historia n° 700 avril 2005: 37

en 1935) naquit en 1890 de la Fédération des travailleurs socialistes. Jean Allemane était un typographe déporté en Nouvelle-Calédonie après la Commune.

À l'extrême gauche, se trouvait Édouard Vaillant (Vierzon 1840-Paris 1915), membre de l'Internationale, il participa à la Commune de Paris puis se réfugia en Angleterre. Père du Parti socialiste révolutionnaire (PSR), il se montra hostile à la collaboration avec les partis bourgeois mais finit par se rallier à l'Union Sacrée en 1914. Élu député de la Seine à partir de 1893, Vaillant resta jusqu'à sa mort en 1915 le plus populaire des socialistes Parisiens. La Fédération des socialistes indépendants réunit de grandes figures telles que Jean Jaurès (Castres 1859-Paris 1914), professeur, agrégé de philosophie. Adeptes d'un socialisme ouvert, élu député en 1893, il fut un des grands animateurs de la gauche. Aristide Briand (Nantes 1862-Paris 1932), vingt-cinq fois ministre, dont dix-sept fois ministre des Affaires étrangères, à partir de 1906 puis onze fois président du Conseil, à partir de 1909, marqua la vie politique de la France. Militant socialiste, député de 1902 à sa mort, il fut rapporteur en 1905 de la loi de séparation des Églises et de l'État et obtint le prix Nobel de la paix en 1926. À ceux-là s'ajoutèrent René Viviani (Sidi-Bel-Abbès 1863-le Plessis Robinson 1925), député socialiste puis ministre du travail (1906-1910) qui dirigea le gouvernement de juin 1914 à octobre 1915 ainsi qu'Alexandre Millerand (Paris 1859- Versailles 1943), député radical à partir de 1885, puis socialiste qui accomplit, comme ministre du Commerce et de l'Industrie (1899-1902), d'importantes réformes sociales. À partir de 1905, Millerand s'éloigna progressivement des socialistes et devint chef du bloc national de droite en 1919 et président du Conseil en 1920 date à laquelle il dirigera le pays jusqu'à sa démission en 1924. Ces divisions à l'infini du socialisme français constituaient des obstacles à son épanouissement sur le territoire politique comme lors des élections législatives de 1893. Face à cette situation, les socialistes des autres pays appelèrent leurs camarades Français à s'unir comme en témoigne le texte du socialiste Belge Émile Vandervelde, selon lequel:

*Tous les militants et toutes les fractions ou organisations qui se réclament du socialisme ont le plus impérieux devoir de travailler de toutes leurs forces à la réalisation de l'unité socialiste sur la base des principes établis par les congrès internationaux dans l'intérêt du prolétariat international, vis-à-vis de qui ils sont responsables des conséquences funestes de la continuation de leurs divisions.*¹¹

¹¹ Historia n° 700 avril 2005: 38-39.

La SFIO vit le jour au cours du congrès tenu à Paris du 23 au 25 avril 1905. Devenu le Parti Socialiste Section française de l'Internationale ouvrière, il fut connu sous le sigle SFIO de 1905 à 1969 avant d'adopter l'appellation tout court de Parti socialiste par l'unification avec le renouveau de la gauche qui eut lieu à cette époque.

La fédération ivoirienne de la SFIO s'implanta dans la colonie le 17 juillet 1937, dans le sillage du Front Populaire (coalition des partis de gauche, communistes, socialistes et radicaux) qui accéda au pouvoir en France en 1936. La coalition de gauche recommanda la création de sections socialistes dans différents territoires d'outre-mer comme la Guadeloupe, la Martinique, en Cochinchine Extrême-Orient (ancien nom de l'Indochine) et au Sénégal.

Ce principe de création de sections coloniales mixtes adopté en 1937 permit d'étendre dans les territoires d'Outre-mer l'implantation du parti et d'intégrer quelques indigènes. La section ivoirienne du parti socialiste vit le jour quelques mois après celle du Sénégal décembre 1936. Elle regroupa en son sein des fonctionnaires coloniaux, des planteurs, des journalistes, des employés européens ainsi que des Africains citoyens français dont la plupart étaient Sénégalais.

Dissoute par le régime de Vichy, l'armistice de 1940 divisa la France en deux zones : zone occupée par les Allemands et zone libre, à l'abri de la ligne de démarcation, le maréchal Pétain reçut les pleins pouvoirs de la Chambre des députés pour présider aux destinées de l'État français né à Vichy, le 10 juillet 1940. Les Allemands exercèrent le pouvoir au nord, représentant les deux tiers du pays, ils y rattachèrent l'Alsace et la Moselle au Reich. La Fédération ivoirienne de la SFIO se reconstitua en juillet 1945, soutenue par des Européens et des Sénégalais résidant à Abidjan et à Grand-Bassam (en Côte d'Ivoire). Elle bénéficia d'emblée d'une audience en pays Bété grâce à la présence en son sein de Dignan Bailly, publiciste originaire de Gagnoa (ouest de la Côte d'Ivoire), qui devint rapidement un de ses membres de premier plan. Il avait fait des études à l'école primaire supérieure de Bingerville (sud de Côte d'Ivoire) puis s'était rendu en Algérie où il effectua le service militaire avant son séjour en France où il s'inscrivit à l'Institut des sciences administratives et à la Faculté de Droit de l'université de Lyon:

Dissoute par le régime de Vichy, la fédération ne fut reconstituée qu'en juillet 1945. Elle était encore aux mains de quelques militants européens, bien qu'elle fût mixte. C'est avec l'arrivée en 1946 de Dignan Bailly qu'un Africain put accéder au Secrétariat général de la section. Dignan Bailly, Amadou Diop, N'diaye Guirandou et Gogoua Lambert furent

les principaux animateurs de la fédération ivoirienne, qui avait notamment des sections à Abidjan, Grand-Bassam, Gagnoa et Daloa. (Loucou 1986 Tome I: 122)

L'idéologie du parti était définie par la SFIO métropolitaine qui, au sujet de la colonisation, s'en tenait à la critique des abus et à la politique d'assimilation. Elle pâtissait de l'hostilité des colons européens qui ne voulaient pas que ce parti combattît l'ordre colonial ou soutînt l'introduction de réformes sociales et l'émancipation des indigènes:

Les militants socialistes eux-mêmes, que ce soit en Côte d'Ivoire ou dans les autres colonies, sont en majorité des petits Blancs qui ne souhaitent pas la fin de la colonisation et qui voient plutôt d'un mauvais œil l'émancipation des indigènes. Ceux-ci doivent, d'ailleurs, être citoyens ou assimilés pour être admis dans les filiales coloniales de la SFIO. Ils y sont souvent marginalisés voire méprisés. (Loucou 1992: 30)

En cela, elle se rattachait à l'esprit assimilateur issu de la révolution française de 1789 et à la tradition de Jean Jaurès (1859-1914, homme politique français, socialiste, fondateur du journal *L'humanité*) qui ne s'opposait pas systématiquement à l'expansion coloniale, mais seulement à certains aspects militaires et mercantiles. Évidemment l'idéologie de la SFIO n'était pas à galvaniser les masses africaines colonisées et cela Adrien Dignan Bailly le comprit bien plus tard. La présence dans le parti du publiciste Bété draina cependant massivement les populations de sa région, ce qui fit du parti socialiste ivoirien, non le parti d'une doctrine sociale hardie mais le parti des Bétés. De ce fait, la SFIO ivoirienne n'eut qu'une base composée de Sénégalais, de Bétés et de quelques Européens, déchirée de l'intérieur par des rivalités de personnes et de tendances contradictoires. Les Européens étaient opposés aux Africains qui à leur tour s'opposaient entre eux:

L'évolution des effectifs du parti révèle cette prépondérance nouvelle des Bété. En 1945, on compte 8453 adhérents, répartis en 213 Français et Européens, 4735 Sénégalais, 2104 Bété et 1401 autres. En 1948, la seule section de Gagnoa groupe 3500 membres. En 1951, la SFIO revendique 34 327 membres dont 10549 Bété des cercles de Daloa et Gagnoa [...]. Les rivalités opposent Européens et Africains, Sénégalais et Bété, jeunes et vieux Sénégalais. De même, Adrien Dignan Bailly, Louis Tavernier, Amadou Diop, N'diaye Guirandou vont se disputer constamment le leadership de la SFIO. (Loucou 1992: 31)

Ainsi, le parti souffrait d'une faible implantation due d'abord à son idéologie colonialiste, à son implantation parcellaire et au manque de charisme de son leader. Ce dernier finit par se rallier au parti dominant qu'était le Parti démocratique de Côte d'Ivoire de Félix Houphouët-Boigny. La section ivoirienne de la SFIO s'était dotée d'un organe de presse hebdomadaire *L'écho de la Côte d'Ivoire*, lancé en octobre 1955. Il eut une existence éphémère mais fut alimenté en informations par le journal l'AOF, édité à Dakar pour toutes les sections SFIO de l'Afrique occidentale française. La SFIO fit partie du paysage politique de la Côte d'Ivoire à la veille et surtout au lendemain de la seconde Guerre Mondiale où d'autres partis se créèrent et connurent des destins divers:

-Le Comité d'Action Patriotique de la Côte d'Ivoire (CAPACI), constitué par les partisans de l'avocat Me Kouamé Binzème aux élections à l'Assemblée constituante de 1945, évolua pour devenir le Parti Progressiste de la Côte d'Ivoire. Ce parti avait ses sections les plus importantes dans plusieurs villes: Aboisso, Abengourou et Bondoukou (sud-est et est), Bouaké au centre, Abidjan et Grand-Bassam au sud et Korhogo au nord de la colonie ivoirienne.

-Le Parti Progressiste dont la base était constituée par la petite bourgeoisie intellectuelle des fonctionnaires et des employés de commerce et quelques notables ruraux issus, pour la plupart des régions du Sud, Sud-est (pays Agni):

Les adhérents sont essentiellement des évolués et des notables ruraux du Sud et de l'Est. Parmi ces derniers on peut citer le chef ébrié Antonin Dioulo et le roi de l'Indénié Essey Bonzou, le roi du Sanwi Amon N'douffou III et les gros et moyens planteurs Agni. (Loucou 1992: 63-64)

Contrairement à celui de Félix Houphouët-Boigny, considéré comme communiste à sa naissance, ce parti affirmait n'avoir ni idéologie, ni doctrine. Il laissait la priorité à l'action, les membres voulant l'amélioration des conditions matérielles des indigènes avant toute réforme politique. S'adonner à des discussions philosophiques et théoriques était une perte de temps et d'énergie et une démarche:

Quelle doctrine vous faut-il pour comprendre que la Côte d'Ivoire, comme une grande partie de l'Afrique, est la terre de la misère, de l'ignorance et des maladies, et que toute réforme est vaine si elle ne tend pas à nous libérer de ces chaînes? Quelle doctrine vous faut-il pour comprendre que les droits politiques qu'on nous a collés n'émancipent personne [...]. (Loucou 1992: 64)

L'organe mensuel de ce parti, *Le Progressiste* faisait suite à *Pachibo*, premier journal lancé par les Progressistes en 1946. *Le Progressiste* créé en octobre 1947 était animé par de brillants intellectuels parmi lesquels Jean-Baptiste Boa (médecin africain et membre de la famille royale d'Abengourou qui assura une implantation du parti dans l'Indénié). Les progressistes comptaient en leur sein d'autres fonctionnaires remarquables et hommes de plumes combatives comme Léon Yapobi (fonctionnaire des services de santé), François-Joseph Amon d'Aby (commis d'administration générale et homme de plume), Jean Yapobi (brigadier des douanes qui apporte la clientèle abouré), Kakou Aoulou (instituteur), Clément Porquet (directeur du journal *Le Progressiste*). L'homme d'affaires Cyprien Brou Quoiho apporta beaucoup sur le plan financier. Tous trouvaient une excellente tribune dans cet organe où ils défendaient leur position face aux doctrines politiques:

Quant au programme du parti, il était relativement imprécis: rejet de toute doctrine, du marxisme en particulier [...], refus de la revendication d'une nation indépendante, acceptation de l'assimilation culturelle et d'une évolution progressive dans le cadre de l'Union française. Les objectifs d'action sont ainsi présentés:

Dénoncer et combattre toute manœuvre tendant à aliéner nos libertés, à limiter nos droits et à saboter notre progrès; organiser le travail des masses laborieuses pour un rendement optimal, inciter les lettrés à perfectionner leur culture et lutter contre l'analphabétisme, favoriser l'indépendance individuelle pour armer chaque citoyen contre l'oppression, contre toute forme d'exploitation, qu'elle soit blanche ou noire; préparer les cadres de la société de demain. (Loucou 1986 Tome I: 125)

Les membres du Parti progressiste étaient tous originaires des régions qui comptaient des chefferies. Elles étaient des cités-États et des royaumes, bénéficiant d'une tradition étatique traditionnelle. En outre, la proximité avec le Ghana rendit les membres très réceptifs aux initiatives des populations de la colonie anglophone qui se fondaient sur la communauté ethnique akan et les liens historiques établis par le royaume ashanti.

L'idéologie et le programme du Parti progressiste furent jugés individualistes et les classes n'appartenant pas à celle des *évolués* ne s'y retrouvèrent pas. Voilà pourquoi il ne réussit pas à s'implanter véritablement, faute de mobilisation populaire. Dans l'ordre politique, le Parti progressiste comme les autres partis ivoiriens en général, réclamait l'égalité des droits dans le cadre de l'Union française et préconisait la création d'assemblées locales et la rénovation de

l'administration coloniale. Leurs attentes dans l'Union française étaient résumées en quelques lignes:

Sur le plan constitutionnel et politique, nous réclamons d'abord l'égalité des droits politiques et juridiques avec tous les membres de l'Union française. Cette revendication est essentielle, en ce sens qu'au cours des dernières élections à l'Assemblée Nationale constituante, tous les électeurs africains se sont élevés contre la discrimination raciale, entre citoyens français, jouissant de tous les droits et libertés essentiels de la personne humaine, et indigènes ou sujets français soumis à la capitis diminutio romaine; ils sont condamnés avec raison la scandaleuse distinction de citoyens de plein exercice, de citoyens d'exercice local et de citoyens à statut [...]. Nous demandons qu'il n'y ait qu'une seule citoyenneté, la citoyenneté française pour tous, comme ce fut le cas en 1848, afin de simplifier les choses et d'obtenir une réalité vivante. (Loucou 1992: 67)

Le Parti Démocratique Éburnéen (PDE) aussi appelé Bloc Démocratique Éburnéen (BDE) fut créé en novembre 1948 par le député M. Djaument pour combattre le « RDA communiste ». Il reçut l'appui du gouverneur Péchoux qui comptait sur son ancienne appartenance politique pour détacher une large fraction de militants du RDA. Le BDE créa un journal bimensuel, *La Vérité*, qui ne parut que pendant l'année 1949. Le programme politique du parti fût très limité:

Un mouvement loyal d'union sincère, de collaboration honnête entre tous les Français de Côte d'Ivoire, Noirs et Blancs; il vise la réalisation rapide du progrès économique, social et politique de notre territoire dans le cadre des intérêts français et de ceux de l'Union française. (Loucou 1986 Tome I: 127)

En fait, l'action de ce parti artificiel resta circonscrite aux cercles de Tabou et de Sassandra (sud ivoirien) dont était originaire M. Djaument. Le Parti de l'Union des Indépendants de la Côte d'Ivoire, créé en juin 1949 et qui recrutait ses adhérents dans les cercles de Bouaké et de Dimbokro (au centre). Animée par des Baoulés comme le chef coutumier Koba Kouamé et MM. N'Dia Koffi, Oka Niangouin et Ando Pascal, cette union avait pour but de limiter l'influence d'Houphouët-Boigny en pays Baoulé. Finalement toute une série de partis politiques aux programmes souvent indéfinis et aux origines floues s'unirent pour affaiblir les actions menées par Houphouët-Boigny et son parti. Le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) fut

combattu par une médiocre coalition électorale « soutenue sinon suscitée » par l'administration coloniale.

I.2.3.2. Naissance du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI)

Pendant la colonisation, les partis politiques apparurent d'abord sous forme de comités électoraux comme le Parti progressiste de Côte d'Ivoire (PPCI) et eurent un double objectif : assurer à un candidat le patronage d'un certain nombre de notables et réunir les fonds nécessaires à sa campagne.

Le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) apparut comme une fédération organique de toutes les associations aussi bien traditionnelles que modernes qui s'étaient créées dans la colonie ivoirienne entre 1944 et 1946. Après l'expérience difficile vécue par le candidat Félix Houphouët-Boigny lors des élections à l'Assemblée Constituante d'octobre et de novembre 1945, la nécessité de mieux coordonner l'activité de ces différentes associations au sein d'une organisation politique structurée et anticoloniale devint indispensable pour son avenir politique. La préoccupation majeure de Félix Houphouët-Boigny fut d'impulser la création d'un parti politique. Pour la réaliser, il réunit tous ses partisans en une formation politique qui devait soutenir sa candidature sur l'ensemble du territoire, en vue des prochaines échéances électorales:

Le deuxième tour de scrutin se déroula le 18 novembre 1945 dans des conditions encore plus difficiles, du moins pour Félix Houphouët. Ses partisans furent victimes d'intimidations, de provocations, de brutalités. On coupa les ponts qu'ils devaient emprunter lors de leurs tournées électorales, on interdit la vente de l'essence. Malgré cette hostilité déclarée de l'administration coloniale, F. Houphouët, candidat du peuple, fut élu avec 12980 voix, le Baloum Naba recueillant pour sa part 11 621 voix. (Loucou 1986 Tome I: 266)

Le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire, créé le 9 avril 1946 à Abidjan-Treichville, résultat donc de la fusion des comités de soutien à la candidature de Félix Houphouët-Boigny aux élections à l'Assemblée Constituante française d'octobre et novembre 1945. Alors président du Syndicat Agricole Africain (SAA), personnage déjà influent, Houphouët réussit par ses relations personnelles à créer un parti politique avec le soutien d'associations culturelles et de syndicats parmi lesquels l'influent Groupe d'Études Communiste (GEC):

Outre le SAA et le CEFA, le fleuve du PDCI est grossi par un troisième affluent, l'Union fraternelle des originaires de la Côte d'Ivoire, plus connue sous son sigle de l'UFOCI. Association très ancienne, dont la création remonte en effet en 1929, elle regroupait des cadres d'origines diverses pourvu qu'ils fussent, comme on disait à l'époque, des «côte-d'ivoiriens». L'UFOCI fait partie des groupes rares, qui avaient tenu la flamme de l'animation culturelle en Côte d'Ivoire tout au long des années 30. (Grah Mel 2003: 338)

Dans la nouvelle formation politique s'engagèrent également des comités électoraux non ivoiriens qui représentaient une masse de gens assez importante en Côte d'Ivoire compte tenu du système d'affectation du personnel administratif indigène en vigueur à l'époque coloniale. En outre, par ses richesses, cette colonie attirait de nombreux opérateurs privés de la région, on y comptait des ressortissants de tous les territoires de l'AOF: l'association des Daho-Togolais, de Sénégalais, de Guinéens et de Soudanais.

Le PDCI reçut l'aide du Groupe d'Études Communistes (GEC) d'Abidjan, groupe qui représentait l'influence communiste en Afrique occidentale et équatoriale française depuis 1943. Sous le gouvernement de Vichy, les communistes furent représentés par quelques adhérents ou des sympathisants isolés, en général des expatriés avec lesquels correspondait la section coloniale, c'est-à-dire le groupe de travail du Parti Communiste Français (PCF) spécialisé dans les affaires coloniales.

Leur soutien au PDCI influença l'orientation politique du jeune parti aussi bien sur la forme que sur le fond. En effet le PCF, conformément à la ligne du stalinisme, n'apporta pas son aide à la constitution de partis de type prolétarien. Ses militants mirent sur pied dans les capitales des colonies de l'AOF des Groupes d'études communistes. Ce furent des groupements politico-culturels qui jouèrent un rôle important dans la genèse et l'animation des mouvements d'émancipation en Afrique Noire:

Des quatre organisations qui ont donné naissance au PDCI, deux semblent avoir joué un rôle de premier plan : le Syndicat agricole africain (SAA) et le Groupe d'études communistes (GEC). La première représente la force organisée de la bourgeoisie locale naissante ; la seconde, une force d'inspiration idéologique et intellectuelle. Comme le montre le procès-verbal de la réunion constitutive du PDCI, c'est au principal responsable et animateur du GEC, Franceschi, qu'est revenue la responsabilité d'exposer le but de la réunion puis le programme permanent du parti qui est celui du CNR, à savoir l'extension des droits politiques, sociaux et économiques des populations des colonies. Dans son intervention,

Franceschi précisa que le parti est essentiellement africain et dirigé par des Africains, les Européens ne devant être que des conseillers et des guides. (Loucou 1986 Tome I: 435-436)

Ce fait est révélateur du rôle des communistes dans la genèse et l'affirmation du PDCI qui hérita d'eux l'inspiration partisane, l'organisation, l'orientation politique et la formation de ses militants, facilitant son rapide succès. Un comité directeur fut mis sur pied à Abidjan, composé de ses responsables afin de créer des organismes à l'intérieur des différentes sous-sections, lesquelles progressivement organisèrent les comités de village.

Le PDCI était un parti essentiellement frontiste qui, tout en utilisant les structures ethniques pour l'organisation des comités de base afin de diffuser ses mots d'ordre, s'était acquis une notoriété nationale par son recrutement et son implantation. Il réunissait toutes les forces sociales opprimées par le colonialisme, des représentants de la bourgeoisie naissante aux militants ouvriers, en passant par la petite bourgeoisie constituée de fonctionnaires de l'administration coloniale.

L'idéologie apparut comme une forme originale de nationalisme africain, expression de la prise de conscience d'une communauté qui voulait défendre ses valeurs de civilisation et accéder à sa véritable personnalité politique. Le parti ne se posa pas le problème de la question nationale et de l'indépendance, s'inscrivant ainsi dans la même ligne que celle suivie par le député Houphouët-Boigny. En matière d'objectifs politiques, le parti se limita à la revendication d'une égalité des droits et devoirs dans le cadre de l'Union française rénovée et au refus d'une indépendance immédiate:

La mission de grouper les hommes et les femmes d'origine européenne et africaine luttant pour l'Union des autochtones de la Côte d'Ivoire avec le peuple français, pour le progrès politique, économique et social des populations de ce pays suivant un programme de revendications démocratiques. (Loucou 1986 Tome I: 436)

Par ce geste, les communistes de Côte d'Ivoire posèrent les bases d'un large parti démocratique qui permit d'éviter que le seul syndicat des planteurs (SAA) contrôla exclusivement la vie politique ivoirienne. Ils firent plus car ils attachèrent un vif intérêt à susciter l'éveil des consciences et à la vie politique des masses africaines.



Félix Houphouët-Boigny s'adressant à la foule du balcon de la maison Porquet à Treichville en 1946 (voir 40 ans du RDA du coordinateur Loucou, Tome 2: 19).

Les communistes, érigés en formateurs politiques des membres du PDCI, appliquèrent à la lettre les recommandations faites par Staline (homme d'État soviétique, Géorgie 1879, Moscou 1953) dans son discours à l'Université communistes des Travailleurs d'Orient:

Pour les pays qui ne possèdent pas ou presque pas de prolétariat propre et ne sont pas du tout développés sous le rapport industriel. Pour les pays [...]. Où la bourgeoisie n'a pas encore lieu de se scinder en partis révolutionnaire ou conservateur, la tâche des éléments communistes est de prendre toutes les mesures pour créer un front national unique contre l'impérialisme. (Loucou 1986 Tome I: 442)

Les responsables du PDCI semblèrent ignorer l'intention véritable des communistes car ils se justifiaient auprès de tous ceux qui les traitaient de communistes en déclarant que leur parti avait un idéal qui allait au-delà de l'idéologie communiste pure et dure. L'organisation du nouveau parti était calquée sur le modèle du Parti Communiste par pure nécessité: c'était l'unique modèle qui était à sa portée à l'époque coloniale et qui, étant opposé à la colonisation

lui apportait l'indispensable assistance. Malgré la rhétorique marxisante des débuts, l'idéologie du PDCI différait grandement de celle véhiculée par le Parti Communiste: revendiquant une culture africaine et une personnalité politique, il voulait la transformation et l'amélioration du niveau de vie des colonisés ce qui passait par la réforme des structures politiques, économiques et sociales imposées par la colonisation française.

Créé lors de la réunion constitutive à Abidjan-Treichville le 9 avril 1946, le PDCI intégra le Rassemblement Démocratique Africain (RDA) lors de la création de ce dernier le 18 octobre 1946 à Bamako (Mali). Cette intégration conféra au PDCI une ligne politique et des moyens d'action ainsi qu'une dimension panafricaine, enrichie et renforcée par l'appui financier et organisationnel du RDA aux autres sections du mouvement. Cela explique son originalité car malgré ses tendances marxistes, il comptait en son sein le soutien massif de la bourgeoisie africaine, en particulier celle constituée par les planteurs et leur principal groupe d'intérêts, le Syndicat Agricole Africain fondé en 1944. L'essentiel du PDCI-RDA provenait dudit syndicat qui reflétait les aspirations profondes des masses africaines et ivoiriennes. La mission de la nouvelle formation politique était d'affirmer au niveau de la Côte d'Ivoire, la personnalité africaine dans le cadre du Rassemblement Démocratique Africain.

En clair, le PDCI-RDA tira profit du marxisme, ou plus précisément de l'efficacité de son organisation qu'il s'était appropriée comme un bien légitime. De même, à la fin du dur combat colonial, le parti se transforma complètement, donnant une nouvelle orientation à son action. Cette période capitale fut marquée par sa sortie du groupe parlementaire communiste en 1951. Le PDCI put alors donner une orientation plus modérée à sa propagande qui insistait dorénavant sur l'oubli des offenses passées pour promouvoir l'union et la fraternité, la paix et la concorde pour le bien de la Côte d'Ivoire. Son leader réussit ainsi, par la négociation ou par la force, à transformer son parti en parti unique de fait. Ses mesures de séduction tournèrent autour d'incitations financières diverses et de propositions de postes politiques. Le ralliement final de son collègue socialiste Adrien Dignan Bailly consacra la réussite définitive du nouveau langage politique du leader du RDA:

Militant dans différentes formations politiques, nous avons suivi des voies différentes mais nous sommes arrivés au même but: la France nous a donné maintenant la plénitude de la gestion de nos affaires. L'heure de la réconciliation et de la trêve politique est venue. C'est pourquoi, mes chers compatriotes, et amis, qui m'avez toujours fait confiance, qui m'avez toujours suivi, je vous demande de vous rallier comme moi au grand mouvement RDA pour

partager demain, tous ensemble, la responsabilité du pouvoir et travailler dans l'union et la paix pour le progrès de notre cher pays: la Côte d'Ivoire. (Loucou 1992: 118)

Sans chefs véritables, sans grands desseins, l'opposition ivoirienne ne survécut pas au pouvoir de conviction d'Houphouët-Boigny. Il en fut ainsi parce que le colonisateur, pour pérenniser sa domination, n'hésita pas à se servir des multiples partis qu'il avait lui-même initiés pour affaiblir son véritable adversaire politique en la personne de Félix Houphouët-Boigny, la marquant ainsi du sceau indélébile du colonialisme.

Le multipartisme souffrit également des oppositions entre les partis qui avaient engendré des haines vives, des inimitiés préjudiciables qui, dans l'intérêt du pays, devaient être apaisées. Houphouët-Boigny eut l'intelligence politique d'entreprendre cette démarche de réconciliation et d'unité, à son avantage certes, avant l'accession à l'indépendance. Pendant trois décennies, la Côte d'Ivoire vécut sous le régime de parti unique dirigé de main de maître par le président Houphouët-Boigny. Comme tout pouvoir unique, même puissant à l'image de son chef, le parti ne put éviter les dissensions et en 1963, à la faveur des «*complots*», crises politiques qui secouèrent le pays, des décisions furent prises pour mettre fin à l'existence de tout parti d'opposition:

C'est dans ce contexte que les autorités ivoiriennes révèlent, le 14 janvier 1963, la découverte de «menées subversives» et «la mise hors-la-loi du Parti communiste en Côte d'Ivoire». Trois jours auparavant, l'Assemblée nationale a voté une loi instituant une Cour de sûreté de l'État. Celle-ci jugera, du 5 au 9 avril 1963, 126 personnes accusées de conspiration et emprisonnées à Yamoussoukro 40 personnes bénéficieront d'un non-lieu, 22 seront acquittées et 64 condamnées. (Loucou 1992: 139)

I.2.3.3. Naissance et évolution du Rassemblement Démocratique Africain (RDA)

I.2.3.3.1. Naissance du Rassemblement Démocratique Africain

La seconde guerre mondiale ébranla tant l'Europe que le reste du monde et, par voie de conséquence, les empires coloniaux. Les troupes coloniales indigènes africaines avaient loyalement participé au combat de la France libre. De Gaulle leur avait fait des promesses d'autonomie qui ne furent pas tenues par la suite. Ces troupes coloniales s'étaient déjà senties

oubliées après la première guerre mondiale lorsque les pays intégrés aux empires allemand et ottoman accédèrent à la souveraineté:

Quant aux colonies du Tiers Monde, ils ne virent nullement bouger leur statut de dominés. Seuls ceux intégrés aux empires allemand et ottoman ont senti leur sort intéressé la Conférence de la paix. Ils ne connurent certes pas l'enviable destinée de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie ou de l'Albanie, nouveau-nés à la souveraineté externe, mais furent redistribués dans une opération de restructuration coloniale que constitua le système des mandats patronné par la Société des Nations.
(Loucou 1992: 32)

Cependant le séisme géopolitique provoqué par le second conflit mondial secoua, fissura puis disloqua les empires coloniaux partout dans le monde. La colonisation française n'échappa pas aux conséquences de ce bouleversement universel. La guerre affecta sérieusement l'empire colonial français: défaite militaire en Europe, dissensions et combats entre Vichy et la France Libre, affaire de Syrie, destruction d'une grande partie de la Flotte, occupation de l'Indochine par les Japonais, brève occupation allemande en Tunisie, utilisation massive et décisive de troupes indigènes coloniales.

Les dirigeants indépendantistes, les *élites indigènes*, reprirent à leur compte les valeurs proclamées durant la guerre (la Charte de l'Atlantique, août 1941, avait posé comme principe fondamental le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes). La seconde guerre mondiale fut le déclic, une étincelle qui mit le feu au tonneau de poudre colonial. Elle joua un rôle d'accélérateur déterminant dans la politique de décolonisation. Avec la victoire des démocraties sur le fascisme et l'impérialisme japonais en 1945, un vent nouveau souffla sur les relations internationales, poussant vers un respect planétaire des Droits de l'Homme:

Les origines immédiates de ce texte nous dit Michel de la Fournière, se trouvent dans les deux guerres mondiales du XXème siècle, et la volonté des États, épouvantés par l'ampleur de la catastrophe matérielle et morale, de fonder sur le droit une vie internationale et nouvelle.
(Loucou 1992: 60)

La guerre en Indochine, la révolte malgache de 1947, des remous politiques appuyés par le terrorisme dans les deux protectorats de l'Afrique française du Nord, la Toussaint rouge en Algérie (la guerre d'Algérie, 1^{er} novembre 1954, insurrection dans les Aurès et en Grande Kabylie, création de l'Armée de libération nationale) marquent les étapes cruelles de la

décolonisation violente dans l'après-guerre. Des territoires sous tutelle qui cherchaient leur voie de sortie dans le *trusteeship* (régime de tutelle) de l'Organisation des Nations Unies (ONU) aux tentatives de réformes politico-administratives étaient des plus manifestes. C'était aussi la recherche de voies de décolonisation pacifique passant par la négociation. L'ONU devient alors une tribune pour les campagnes anticoloniales où les peuples colonisés se firent entendre.

Les pays africains figuraient au second rang des préoccupations des mouvements anticolonialistes en France, qui de temps à autre protestaient contre les injustices ou les abus. Au-delà des militants, l'opinion retient d'abord les zones où il y avait les luttes armées, les manifestations incessantes, les envois de troupes, les appels à l'aide extérieure. Ces faits entrèrent dans le domaine de la politique intérieure de la France et donc dans les préoccupations quotidiennes des Français de métropole.

Les mouvements nationalistes qui existaient dans certaines colonies du monde se durcirent avec et après la 2^{ème} guerre mondiale :

En effet, les mouvements de libération nationale y sont déjà anciens et ont reçu une nouvelle impulsion pendant la guerre : le Japon, après avoir ravi de nombreux territoires aux puissances occidentales, a su quelquefois s'allier les nationalistes, comme en Indonésie, et appeler les peuples asiatiques à les soutenir contre les colonisateurs blancs. Avant de partir, en août 1945, les Japonais font proclamer l'indépendance de nombreux pays, notamment du Cambodge. Les métropoles qui veulent reconquérir leurs colonies se heurtent alors à des nationalistes déterminés.¹²

La France, établissant ses priorités, oublia l'Afrique Noire, tandis que les colonies françaises du Maghreb connaissaient des sorts différents. Au Maroc et en Tunisie, devant la pression accentuée des mouvements nationalistes après 1945, la France tergiversa. Elle procéda d'abord à une répression vigoureuse et parfois même sanglante, puis s'orienta vers une solution politique : elle remplaça le sultan du Maroc, Mohamed V, sur son trône en 1955 et reconnut l'indépendance du pays l'année suivante. En Tunisie, la France libéra le leader nationaliste du Néo Destour, Habib Bourguiba et négocia avec lui l'indépendance du pays en 1956.

¹² Le Monde entre guerre et paix, Découvertes Junior Gallimard-Larousse : 1626.

Le cas de l'Algérie était différent, donc plus complexe à résoudre du fait de son statut de colonie de peuplement qui avait entraîné une forte présence de plus d'un million de colons européens.

L'Afrique subsaharienne s'organisa et, rappelant à son tour à la France qu'ayant versé son sang en Europe dans les deux guerres mondiales pour l'indépendance de la métropole, exigea des réparations au nom du sacrifice consenti. Le continent noir avait épousé les principes républicains français et réclamait plus de liberté, d'égalité et de fraternité dans le cadre de la France, mais les colons ne le comprirent pas, et dans la période où naquit le RDA, il était évident qu'il n'y aurait pas d'avancées sans lutte. De Douala (Cameroun), à Thiaroye (Sénégal), comme et un peu partout, éclata déjà la volonté d'émancipation des peuples africains. Ce fut alors qu'en France, tout le monde, en dehors des ultras conservateurs, admit qu'il fallait apporter des réformes dans ce qui était encore dénommé l'Empire franco-africain en 1945. La colonisation devenant progressivement le produit de l'impérialisme financier, son cortège de contraintes exaspéra les populations colonisées.

Conscients de l'urgence de créer une organisation de masse pour être en mesure de se faire entendre, pour se défendre contre les colonisateurs, les élus africains en métropole se réunirent en Afrique pour jeter les bases d'un grand mouvement unitaire inter territorial, passant par-dessus tous les clivages:

En septembre 1946, Félix Houphouët-Boigny, député de la Côte d'Ivoire, Lamine Gueye, député du Sénégal-Mauritanie, Jean-Félix Tchicaya, député du Gabon-Moyen-Congo, Sourou Migan Apithy, député du Dahomey-Togo, Fily Dabo Sissoko, député du Soudan -Niger, Yacine Diallo, député de la Guinée, Gabriel d'Arboussier, ancien député du Gabon-Moyen-Congo [...], invitent l'ensemble des Territoires de l'Afrique noire sous autorité française à se faire représenter [...].

Dès que cette initiative fut connue, les manœuvres des États généraux de la colonisation, de la SFIO, du MRP et des administrations locales, se combinèrent pour la faire échouer.

Lamine Gueye, Yacine Diallo et Léopold Sédar Senghor n'iront pas à Bamako (Senghor confessa, vingt-cinq ans plus tard, son regret d'avoir manqué ce rendez-vous historique), mais Fily Dabo Sissoko y sera dépêché avec mission de faire échec à l'union. (Loucou 1986 Tome I: 84)

Dès l'appel pour ce rassemblement, des difficultés surgirent en métropole venant du ministre socialiste de la France d'outre-mer, Marius Moutet, qui redoutait de voir récupérer le mouvement populaire africain par le parti communiste, seule formation politique métropolitaine

connue pour la constance de son soutien à la cause des territoires d'outre-mer. Il obtint de son parti l'autorisation d'endiguer la dynamique et procéda par toutes les méthodes possibles, y comprises les plus immorales, parmi lesquelles la corruption et la subordination de certains élus africains pour étouffer le mouvement:

Que ce soit la démarche grossière de Marius Moutet ou d'autres facteurs, les manœuvres de division ne manquent pas d'efficacité puisqu'elles parviennent à fissurer effectivement le front des signataires du Manifeste. Fily Dabo, qui prétend avoir accepté l'argent du gouvernement sans se croire obligé, à une conduite qui dément totalement cette annonce. Les deux députés SFIO du Sénégal-Mauritanie, Lamine Gueye et Léopold Senghor, et leur collègue de Guinée Yacine Diallo boycottent purement et simplement la réunion. Douala Manga Bell, que l'on n'avait pas vu à l'adoption du Manifeste, maintient ses distances. Seul Apithy, pourtant député SFIO, comprend la nécessité de se joindre aux élus apparentés communistes. (Grah Mel 2003: 388)

Dans la lutte contre le colonialisme et son système d'exploitation, le hiatus existant entre le pouvoir politique (métropolitain) et le pouvoir économique et financier (colonat) fut le plus grand défi lancé aux nationalistes africains, au RDA. Les grands principes de *Liberté, Égalité, Fraternité*, le *Suffrage universel* valables partout à partir de 1848 rencontrèrent plus d'entraves en Afrique Noire et en particulier dans la colonie de Côte d'Ivoire où les enjeux économiques étaient les plus importants.

Ce fut vers l'Afrique que les élus africains à l'Assemblée métropolitaine se tournèrent pour chercher l'appui d'une base populaire à leur action. Une semaine après avoir décidé de la rencontre à Bamako, Houphouët, député de la Côte d'Ivoire, et Gabriel d'Arboussier, ancien député du Gabon-Moyen-Congo, signèrent pour les populations du continent la lettre suivante:

Paris 18 septembre 1946

Chers Amis,

Nous vous adressons ci-joint, le texte du Manifeste du Rassemblement africain que le comité d'organisation comprenant tous les signataires a décidé de convoquer. [...].

Nous vous demandons donc de tout mettre en œuvre pour faire de cette manifestation un témoignage éclatant d'union des Africains et un acte de foi dans les destinées de l'Afrique noire.[...].

À leur arrivée à Bamako, les délégués seront reçus par le Comité d'organisation local [...].

Nous comptons sur le dévouement de tous et vous adressons au nom du Comité, nos salutations fraternelles.

Pour le Comité:

Houphouët, d'Arboussier. (Loucou 1986 Tome I: 386)

Le congrès constitutif de 1946 à Bamako, malgré les consignes fermes des colons pour empêcher sa tenue, permit de découvrir des nationalistes parmi les leaders africains qui voulaient que l'Afrique soit restituée aux Africains de même qu'ils trouvaient les frontières politiques nées de la colonisation absurdes:

Union au sein d'une organisation politique large et admettant toutes les conceptions idéologiques, toutes les ethnies, toutes les situations sociales, tous les territoires;

Constitution d'un groupe parlementaire africain;

Solidarité concrète de tous les peuples de l'Union française et des forces démocratiques mondiales. (Loucou 1986 Tome I: 85)

Ainsi naquit sur les bords du fleuve Niger du 18 au 21 octobre 1946, le Rassemblement Démocratique Africain (RDA), union de toutes les couches sociales de l'Afrique Noire (du manoeuvre au chef indigène, en passant par les fonctionnaires ou les intellectuels) exploitées, brimées, outragées par le colonialisme. Le congrès constitutif choisit Félix Houphouët-Boigny comme président, fixa le siège du mouvement à Abidjan et organisa la direction en Comité de coordination.

1.2.3.3.2. Évolution du Rassemblement Démocratique Africain (RDA)

Mais aussitôt après la naissance du mouvement panafricain, son apparentement au Parti communiste français à l'Assemblée Nationale déclencha l'hostilité des pouvoirs publics locaux obéissant aux ordres des autorités gouvernementales métropolitaines, sous la pression de certaines formations politiques. Pour ces formations politiques, le RDA n'était qu'un prolongement de l'impérialisme soviétique avec la formation en Côte d'Ivoire, en Guinée et au Soudan français (actuel Mali), de Groupes d'études communistes susceptibles d'avoir sur ses leaders l'influence que celle exercée sur les nationalistes malgaches.

Les rapports entre le PCF et le RDA avaient commencé dans les années 40 avec la création des syndicats et politiques (voir 1.3.3.2 : Naissance du PDCI) avant de se renforcer en

métropole au grand dam de leurs adversaires politiques. La France redoutait la présence communiste dans ses colonies car elle ne voulait pas de partis nationalistes dans ses colonies africaines. Il fallait bouter hors des frontières des Territoires d'Outre-mer la présence communiste, diviser le mouvement panafricain et faire échec sur tous les fronts à ses activités politiques. Pour empêcher les candidats RDA d'être élus, les autorités françaises soutinrent des candidats africains pour faire barrage à ceux du RDA.

Pour Félix Houphouët-Boigny et ses amis, l'apparementement des élus africains au groupe parlementaire communiste ne fut que stratégique car il répondait essentiellement à un souci d'efficacité au sein des assemblées métropolitaines. Tous les députés du RDA rejoignirent le même groupe parlementaire qui avait apporté son soutien et qui comprenait leur combat. En effet, le Parti communiste français (PCF), grâce à ses militants dans les colonies, joua un grand rôle dans la genèse des partis politiques ou groupements de militants qui avaient permis de créer et d'animer le RDA.

Les communistes ne manquèrent pas d'attacher le plus vif intérêt à l'éveil à la vie politique des masses africaines. Ils discernèrent immédiatement tout le profit qu'ils pourraient tirer du développement sous leur égide du jeune RDA. Les communistes disséminés en Afrique virent dans le RDA un moyen pour mettre en pratique leur stratégie, laquelle consistait à promouvoir un vaste front unique contre l'impérialiste. Ils prirent le mouvement panafricaniste africain pour un instrument idéal de cette démarche, et s'investirent aussi bien dans le succès du congrès constitutif du mouvement que dans son évolution. L'administration coloniale ne vit pas d'un bon œil la collaboration RDA-PCF qui s'étendait au-delà de l'activité parlementaire. Partout sur le terrain, des conférences furent organisées pour lutter contre le capitalisme, la diffusion des tracts appelant les travailleurs à revendiquer des droits divers dans les colonies. La section PDCI-RDA fut très efficace car très soutenu par les élèves boursiers en France, également par l'animation d'écoles de culture politique. À Man (un des cercles à l'Ouest de la Côte d'Ivoire, nous avons le rapport politique de l'exemple des activités du PDCI-RDA de 1946):

La section locale (du PDCI-RDA) inculque aux habitants toutes sortes d'idées plus ou moins subversives et fantaisistes qui ont pour effet de leur faire croire qu'il n'y avait plus d'autorité, ni de règlement, ni de contrainte. Elle se mêle de tout, à tout propos et hors de propos : impôt, recrutement, convocation. Et comme elle a partout des hommes dont c'est le métier d'être représentants du parti à un degré plus ou moins différent, elle est partout sur place et exerce une influence de chaque instant et sur tout un chacun. Elle veut contrôler l'administration à

qui elle rend visite par ses membres du bureau, dépose des demandes de renseignements et d'explications qui frisent ou exercent effectivement le contrôle. Il faut avouer que le parti a réussi à envoûter complètement le pays. (Grah Mel 2003: 495)

Le départ des communistes du gouvernement en mai 1947 affaiblit politiquement et de façon considérable la position du RDA c'est alors que l'administration coloniale profita de ce moment pour en découdre définitivement avec le RDA et sa section ivoirienne, le PDCI.

Le RDA, une fois rôdé, dû repenser le problème d'orientation, non pas en faveur d'une philosophie politique, certes durement combattue, mais en faveur des seuls intérêts de la personne africaine:

Le désappointement (sic) fut douloureux pour certains intellectuels et cadres, pas seulement du RDA mais également des adversaires de celui-ci, qui avaient misé toute leur carrière politique pour être des instruments de la répression.

Tandis que nous, nous recommencions à maîtriser notre capacité d'initiative, notre dignité d'hommes dans la liberté. Ce qui nous identifiait parfaitement au discours du Président Félix Houphouët-Boigny que le congrès du PCF à Gennevilliers en 1950 a approuvé unanimement et debout. Si nos anciens apparentés parlementaires n'acceptent notre dignité, notre capacité d'initiative, notre liberté de choix que par leur intermédiaire, c'est par leur ignorance de l'homme africain véritable. (Grah Mel 2003: 427)

En 1950, René Pleven, partisan d'une union franco-africaine où les territoires d'outre-mer pourraient jouir d'une autonomie négociée et librement consentie, nomma François Mitterrand comme ministre de l'outre-mer. Leur volonté d'améliorer le sort des Africains, encore soumis à un régime très dur amena les élus africains à rejoindre leur parti politique. L'Union Démocratique Socialiste et Résistance (UDSR), était un groupe charnière d'une trentaine de membres, qui devint l'UDSR-RDA en 1951:

Il participe aux négociations entamées par René Pleven pour légaliser le Rassemblement démocratique africain et apparenter les députés RDA à l'UDSR. Afin de consolider cette politique libérale, François Mitterrand relève le gouverneur Laurent Péchoux, qui avait été nommé par son prédécesseur Paul Coste-Floret pour démanteler le RDA¹³.

¹³ http://fr.wikipedia.org/wiki/Fran%C3%A7ois_Mitterrand [Consulté le 10 mai 2014].

Alors que le nouveau tournant n'étant rien d'autre qu'une réorientation de la trajectoire initiale pour les mêmes objectifs: évoluer dans l'ensemble français en s'inscrivant dans le jeu des institutions, la rupture entraîna des problèmes internes au sein du RDA. Les conséquences furent l'exclusion de certains membres influents (comme le secrétaire général du RDA, Gabriel d'Arboussier) et de deux sections territoriales du Sénégal (l'Union Démocratique Sénégalais) et du Cameroun (l'Union des Populations du Cameroun).

Le Rassemblement Démocratique Africain a voulu mettre fin à l'omnipotence des trusts coloniaux, à l'arrogance du colonat et au pillage des sociétés concessionnaires et des comptoirs de traite. Les objectifs n'ayant pas changé, le RDA chercha à contourner l'ostracisme, les foudres de l'administration et du lobby colonial dont il était victime:

En juin 1951 eurent lieu les élections pour le renouvellement des députés à l'Assemblée nationale française [...] malgré le désappareillement (sic), l'administration coloniale mena une dure campagne contre le RDA, en falsifiant les listes électorales, en intimidant les militants du RDA, et en soutenant les candidatures de leurs adversaires. (Grah Mel 2003: 266-267)

En s'inscrivant dans les institutions, le RDA entreprit des perspectives d'évolution qui l'amèneront à l'indépendance.

I.3 Le rôle de la religion dans le combat pour l'indépendance

Les peuples occupants le territoire Côte d'Ivoire étaient polythéistes avant l'arrivée de l'islam et de celle de la religion catholique avec la colonisation française. Samory Touré dirigeait les troupes qui convertissaient les habitants à l'Islam par la force s'ils s'y opposaient. Conquérant originaire du territoire voisin à l'ouest du pays (la Guinée), il arrive en Côte d'Ivoire par les régions du nord, aujourd'hui représentées par le Mali et le Burkina-Faso. Les conquêtes de ce dernier furent interrompues par l'armée coloniale française (voir I.2.2 conquête française).

De ce fait, le nord du pays est majoritairement de prédominance mahométane alors que le sud animiste fut converti à la religion chrétienne. Les colons entrèrent par les côtes du sud avant de s'étendre à l'intérieur des terres du territoire ivoirien.

À partir de 1895 le Gouverneur Binger, administrateur de la colonie, fit appel à des missionnaires français pour l'enseignement des indigènes:

C'est le Lieutenant-gouverneur Binger qui appelle les missionnaires en Côte d'Ivoire en 1895; non pas dans un but d'évangélisation (la France de l'époque est déjà laïque et républicaine), mais en qualité d'instituteurs. Parce qu'il a besoin d'Africains scolarisés pour devenir télégraphistes ou douaniers, afin de mettre en valeur le pays et le rendre viable sur le plan économique. Les missionnaires recevront même un salaire, ce qu'il réjouit le préfet apostolique qui voit sa mission à l'abri du besoin. Sept missions (et sept écoles) sont ouvertes en trois ans. Les élèves accueillent, avec le même empressement, formation scolaire et formation religieuse, couronnée par le même baptême. Un départ en fanfare.¹⁴

Le succès inattendu de la christianisation par l'enseignement fut de courte durée car en 1904 l'État français se sépare de l'Église. Cette décision se répercute sur les colonies et a pour conséquence le retrait des salaires des missionnaires et la fermeture des écoles. La population n'est plus attirée par les missionnaires mais la christianisation du sud de la Côte d'Ivoire continue. Elle ne se fait plus seulement à l'initiative des Européens. Des Africains ont un rôle capital dans la conversion à la religion chrétienne des populations de cette partie de la Côte d'Ivoire. William Wade Harris (Libérien 1865 et meurt en 1928) fut le pionnier. Ce prédicateur protestant libérien charismatique parcourt le rivage ivoirien et prêche un Jésus-Christ plus fort que les fétiches. Succès fulgurant! Il ne fonde pas d'Église mais dirige ses convertis vers « *les Blancs qui viendront avec la Bible* ». Son message prophétique change les mœurs et coutumes de la population lors de son passage entre 1913-1915. Né d'une famille animiste, William Harris fut à l'école de la mission méthodiste et fut baptisé dans cette confession protestante au Liberia. Malgré un long endoctrinement et acculturation missionnaire occidentale, les racines du prédicateur libérien et sa spiritualité africaines l'amènèrent à s'identifier et à s'approprier le message de la Bible. Sa spiritualité prémoderne et son récit globalisant d'espérance et de libération couronne sa mission d'évangélisation avec un succès remarquable.

Son succès reposait sur une conjoncture historique favorable et un contexte culturel adapté car il représentait la volonté africaine d'originalité culturelle, religieuse et par le fait même politique. Grâce à son message, il réussit à implanter dans le sud de la Côte d'Ivoire, l'Église harriste dont il est un de ses plus grands prédicateurs au début du XXe siècle. Son œuvre contribue à l'expansion du pentecôtisme en Afrique de l'Ouest aujourd'hui car il a rapidement un grand impact sur les populations qu'il évangélisa:

¹⁴ http://www.missions-africaines.net/index.php?id=article&cHash=f540be0f&tx_ttnews%5Btt_news%5D=113
[Consulté le 10 mai 2014].

En l'espace de dix-huit mois, William Wade Harris a baptisé entre 100 et 200000 personnes sur le littoral de la Côte d'Ivoire et du Ghana. [...].

Il n'est pas indifférent de souligner que Harris appartenait à une nation indépendante depuis 1847: le Liberia, à une ethnie particulièrement remuante et indocile: les Grebo, à une confession religieuse particulièrement ouverte aux Noirs: l'épiscopalisme américain. L'American Colonisation Society est fondée en 1816 en Virginie dans le but de déclencher un mouvement d'immigration en Afrique de la population de couleur et de freiner par le fait l'accroissement des citoyens noirs libres dans le sud-est des États-Unis. L'état de Maryland suit bientôt le mouvement et lève une taxe spéciale pour la réalisation du projet d'immigration. [...].

Leur devise était une citation de la Bible: L'Éthiopie tendra bientôt les mains vers Dieu.¹⁵

William Wade Harris est un nationaliste libérien, passionné de culture et de politique nourri d'anglophile. Il appartenait à la «Protestant Episcopal Church». Pour son combat politique dans son pays contre l'oligarchie dirigeante d'origine afro-américaine il fit de la prison. Libéré en 1913, l'ancien catéchiste méthodiste déambulait le long des côtes ivoiriennes en s'autoproclamant prophète des «Temps modernes». Il prétendit convertir ses «frères africains» au christianisme et leur faire abandonner leurs pratiques fétichistes et de sorcelleries en leur promettant un avenir meilleur : ils seront bientôt les égaux des colons français s'ils obéissent à la parole de Dieu. Contrastant avec le message des missionnaires catholiques français, William Harris conquit vite une large audience, spécialement dans le sud et sud-est (les côtes ivoiriennes) de la colonie là où la présence française était plus importante. Il détruisait au passage les sites et les objets culturels traditionnels avec l'assentiment des populations locales. Celles-ci se firent baptisées massivement, ce qui surprit les autorités coloniales françaises de l'époque. Le préfet apostolique ironisa sur les agissements du « faux prophète » mais les colonisateurs s'accordèrent un temps d'observation pour voir en lui une « divine providence » car réussissant là où leurs compatriotes missionnaires obtinrent des résultats mitigés. Le prophète Harris encouragea les populations à accepter l'instruction et réussit à rendre l'école plus attractive aux autochtones mieux qu'elle ne le fût auparavant.

Il réussit ce qu'aucun prédicateur européen n'avait pu obtenir à l'époque, un tel résultat pour la simple raison que seul un africain pouvait exhorter ses frères à abandonner les fétiches sans pour autant nier leur existence et leur pouvoir. Pour les habitants de la colonie, il était dans

¹⁵ <http://www.reseauivoire.net/africain/article34/William-wade-harris-et-le-harrisme.html> [Consulté le 12 mai 2014].

le vrai et les populations s'identifièrent rapidement à lui. Le prophète Harris prêchait le christianisme, il était suffisamment tolérant et souple avec les nouveaux convertis. Plus lucide dans l'exercice de sa mission que ses collègues catholiques français car il comprenait mieux l'attachement des populations à leurs traditions.

L'église protestante pentecôtiste est perçue comme la première religion chrétienne des Noirs en Côte d'Ivoire, elle comptait plus d'adeptes que la catholique. Il leur prêchait la bénédiction de la Côte d'Ivoire dans la sous-région. Ses fidèles qui ont vu réaliser ses prophéties par le développement que connut ce pays un moment de son histoire en témoignèrent:

Harris nous a recommandé de prier pour nos aînés de la race blanche. Ce que Dieu leur a donné, un jour nous l'aurons aussi, et déjà nous l'avons. [...]. Harris a prédit aussi que si nous adorons Dieu, nos frères de race viendront travailler chez nous et nous les payerons. Cela se fait aujourd'hui : « il y a plus de deux cents manœuvres dans le village d'Abobo. [...]. Suivez ma loi dans vos prières jusqu'à sept ans, vos enfants qui viendront après vous, avec l'évolution du pays, vont connaître l'alphabet français. Ces hommes-là vous liront la Sainte Parole de Dieu qui se trouve dans cette Sainte Bible que j'ai en main. Vos souffrances de captivité, de travaux forcés seront abaissées. Allez travailler pendant six jours et le septième jour qui est le jour de repos de Dieu, célébrez vos trois messes. Si vous m'écoutez, vous mangerez un jour à table avec les Blancs. Vous serez habillés de leur façon, vous aurez de belles maison, il arrivera un jour qu'un Noir sera à la tête de tous les hommes.¹⁶

Dans sa prédication, le prophète Harris ordonna à ses fidèles de servir le Seigneur dans l'obéissance, dans la prière et d'avoir toujours de l'espérance en Dieu qui leur enverra en son temps un libérateur à la tête de la Côte d'Ivoire et qui sera comme eux, un Noir. Après son passage dans chaque village, l'esprit de développement prit le dessus de même que l'instruction des enfants et cette ampleur s'étendit sur les côtes et à l'intérieur des terres.

Les populations refusaient d'accomplir les travaux que leur imposait l'administration coloniale. Elles ne voulaient plus livrer leurs produits agricoles à la métropole ni s'empressaient d'assumer les prestations de travail pour l'aménagement de la colonie. La présence du prophète fut jugée gênante par les autorités coloniales françaises. Pendant la première Guerre mondiale les colons eurent du mal à participer à l'effort de guerre demandé par les autorités de la métropole parce que les habitants étaient occupés à observer les recommandations de leur

¹⁶ <http://www.google.fr/Search?hl=fr&q=William+wade+harris&aq=o&oq=William+Wade> [Consulté le 12 mai 2014].

prophète. Celui qui fut surnommé «fils de Dieu» par ses frères et fidèles était plus écouté car ils veillaient à la scolarisation de leurs enfants, à travailler 6 jours par semaine et à observer les 3 cultes le dimanche, jour du Seigneur. Les populations ne voulurent plus livrer leurs produits agricoles à la métropole mais plus préoccupées à travailler pour leur bien-être:

Il est donc expulsé manu militari en 1915, mais à l'évidence les deux ans de prosélytisme de W.W. Harris s'étaient traduits par un mouvement de grand ampleur qui avait signifié, non sans quelques accents messianiques, une manifestation d'autonomie des sociétés colonisées du Sud ivoirien, celles-ci obéissant bien davantage aux prescriptions religieuses du prophète qu'aux commandements des autorités coloniales, même si elles allaient très fortement dans le sens de la puissance que ces autorités représentaient.[...]»¹⁷

Malgré son expulsion de la colonie ivoirienne le message du prophète demeurait fortement présent dans la mémoire de ses fidèles. Ses méthodes qui consistaient à encourager l'instruction des enfants et le travail des adultes, seuls moyens capables de permettre aux populations de se comparer aux Blancs furent suivies à la lettre. Par l'entremise du harrisme, puis du travail d'autres prophètes qui lui succédèrent la société ivoirienne fut plus sensible au développement personnel ce qui la fit durablement tourner vers une modernité enchantée.

Comme leur aîné Harris, les prophètes ivoiriens encouragèrent les populations à s'instruire, à développer les cultures d'exportation, le commerce et à participer à la construction des routes et des villes dans le seul but de supplanter les colons au plus vite.

Un accord international dénommé «Protocole de Saint-Germain-en-Laye» signé en 1919 autorisa les écoles catholiques à reprendre leurs activités. Les missionnaires coloniaux (hommes et femmes) se rendirent massivement en Côte d'Ivoire et permirent aux responsables de l'Église catholique de quadriller le territoire et d'ouvrir des missions dans les centres les plus importants entre 1919 et 1940.

Cependant, des exigences de plus en plus draconiennes de diplômes pour les enseignants et de sécurité pour les bâtiments scolaires freinèrent la multiplication de celles-ci. Un réseau routier performant fut mis en place qui incita les ruraux à produire davantage pour accéder à un nouveau mode de vie et des idées nouvelles dont le christianisme en faisait partie. La civilisation traditionnelle recula face à ce nouveau contexte de vie que seul le nord du pays connut moins bien. C'est à Katiola (centre-nord) que des religieuses tenaient un dispensaire d'où des nouveau-

¹⁷ <http://socio-anthropologie.revues.org/document449.html> [Consulté le 12 mai 2014].

nés furent baptisés. D'autres outils de formation chrétienne apparurent à partir de 1935 parmi lesquels la JOC (Jeunesse Ouvrière Catholique) à Abidjan. Plus tard, dans les années 1950 la JEC (Jeunesse Estudiantine Catholique) et la JAC (Jeunesse Action Catholique) firent leur apparition. Dans les missions qui étaient dirigées soit par un prêtre soit par une religieuse, les mouvements d'Action catholique apportèrent le voir-juger-agir qui fournit une grille d'études pour discerner les besoins et amorcer des réponses suscitées par la foi. Une méthode qui aida bien des chrétiens catholiques à s'intéresser au bien commun et à prendre en main la vie de leur village ou collège, ce qui les motiva à s'insérer dans le tissu communautaire.

La mobilisation faite par les leaders chrétiens du sud et sud-est pour inciter leurs populations à s'intéresser à l'école afin d'acquérir les bienfaits de la colonisation s'étendit sur presque tout le territoire de la colonie. La transmission du message du prophète continuait jusqu'à l'instauration d'un État ivoirien souverain comme résultat de l'accomplissement des prophéties.

L'ethnologie africaniste s'intéressa en particulier dans les années 60 à l'un des successeurs ivoiriens le plus illustre du prophète Harris en la personne d'Albert Atcho. Membre éminent de l'Église harriste, il fut prophète à part entière, dirigeant sa propre communauté. Ce fut lui qui donna une version exemplaire de la modernité enchantée que la colonie Côte d'Ivoire attendait:

Pour lui, la puissance blanche, telle qu'elle s'est donnée à voir depuis les débuts de la colonisation et telle que les Ivoiriens ont pu quelque peu se l'approprier, ne saurait se comprendre autrement que comme un dispositif simultanément technique, scientifique, administratif et magico-religieux. Les Écritures saintes, le baptême, la figure du Christ [...], n'étant jamais que l'aiguillon en forme de «bonne sorcellerie» grâce auquel les blancs ont été capables d'inventer toutes sortes de machines et de faire advenir rapidement des mondes nouveaux et désirables. Autrement dit, à ses yeux, comme à ceux de beaucoup d'autres prophètes ivoiriens et africains de cette époque, [...], la modernité, c'est-à-dire ce qui s'est concrètement rendu visible, palpable, par de constantes innovations matérielles, ne peut être ultimement saisissable, tant sur le plan intellectuel que pratique, que par la présence d'une arrière-scène, invisible mais particulièrement performante.¹⁸

Les régions forestières de la colonie s'engagèrent dans l'économie des plantations caféière et cacaoyère et leurs populations firent fortune, de même, la scolarisation, le domaine

¹⁸ <http://socio-anthropologie.revues.org/document449.html> [Consulté le 12 mai 2014].

du salariat et de l'urbanisation se développèrent. Tout ce qui incarna la modernité et promut l'argent se faisait de plus en plus visible chez les habitants. Le monde des marchandises et la mobilité sociale suivirent. Le colonisateur français le perçut car le mouvement qui présida à la diffusion des plantations révéla la précocité d'une société ivoirienne qui eut envie de se prendre en charge.

Quand dans les années 1940, apparurent les revendications syndicales et les premières manifestations de volonté d'émancipation politique, les fidèles harristes et beaucoup d'Ivoiriens virent en la personne de Félix Houphouët-Boigny, porte-parole du syndicat agricole africain le libérateur annoncé par leur prophète. Tant les successeurs de William Harris que leurs fidèles puis l'ensemble de tous les croyants confondus (fervents croyants et animistes) vivant en Côte d'Ivoire virent en Houphouët-Boigny, le libérateur tant attendu. C'est dans cette ferveur qu'animistes, musulmans et chrétiens soutinrent l'homme dans sa tâche. De plus, les prophètes ivoiriens lui prédirent la dimension extra-ivoirienne et africaine de son combat politique:

[...]. Dieu décida d'envoyer trois de ses meilleurs anges sur la terre pour s'occuper du peuple noir. Sept anges se présentèrent à l'examen; quatre furent éliminés, trois furent reçus et sur la terre: Houphouët-Boigny (le 1^{er} président de la Côte d'Ivoire), chargé de s'occuper des relations de l'Afrique avec le reste du monde, l'homme du Niger (Diori Hamani, le 1^{er} président de ce pays), chargé de s'occuper des relations intérieures de l'Afrique, et Albert Atcho, chargé de s'occuper des malades du corps et de l'esprit.

L'action d'Atcho participera d'un ample mouvement historique. Sous ses diverses formes, ce mouvement anima la recherche de nouvelles bases culturelles et religieuses. (Piault 1975: 35)

Une fois l'indépendance acquise, le premier responsable ivoirien de l'église catholique s'éloigna du pouvoir politique pour mieux préserver l'indépendance des institutions religieuses.

Obéissant à sa logique, Monseigneur Yago refusa les manifestations d'attention du président Houphouët-Boigny à son égard. Ce fut ainsi qu'il constitua en quelque sorte le véritable contrepoids au pouvoir de Félix Houphouët-Boigny, une sorte de quatrième pouvoir (mais deuxième dans les faits puisque les trois autres étaient sous l'autorité du chef de l'État). Fervent catholique, le président Houphouët respecta malgré lui la volonté de l'église d'afficher son indépendance vis-à-vis du pouvoir politique. Ne disait-il pas souvent que « les institutions religieuses ne devaient pas être dans les bottes du pouvoir politique? »

C'est cet archevêque libre d'esprit, président du conseil épiscopal de Côte d'Ivoire qui va signifier à Houphouët-Boigny son envie d'exercer son sacerdoce avec liberté et conscience professionnelle:

[...]. Houphouët-Boigny se contente de le présenter comme un «fétichiste en tiare» après avoir renoncé à l'expulser. De quoi accusait-on l'ancien archevêque d'Abidjan ? D'avoir accepté de prier pour Ernest Boka, ancien ministre de l'Education nationale et premier président de la Cour suprême du pays. Celui-ci, selon la thèse officielle, s'était donné la mort en 1963 dans la prison d'Assabou (Yamoussoukro) où il avait été jeté avec d'autres Ivoiriens [...], sous le fallacieux prétexte qu'ils avaient fomenté un complot visant à assassiner Houphouët. L'Eglise catholique ne prévoyant pas d'office religieux pour les personnes qui se sont donné la mort, la prière près du corps de Boka, aux yeux du pouvoir, signifiait que Mgr Yago ne souscrivait pas à la thèse de suicide et, donc, qu'il rendait le régime responsable de la mort de Boka. [...]. Ce geste, affirme-t-il, fut d'autant plus mal accueilli par le président Houphouët que, quelques semaines auparavant, Mgr Yago avait refusé des obsèques religieuses pour un neveu d'Houphouët (Jacques Aka) qui était divorcé remarié. (Djereke 2001: 255-256)

Cette *mésentente cordiale* affichée entre l'autorité ecclésiastique et le pouvoir politique ivoiriens a contribué à rendre la mission de l'église catholique en Côte d'Ivoire peu prophétique avant 1990. Comme l'indique Djereke dans son livre *L'engagement politique du clergé catholique en Afrique noire*, la mission de l'église en Afrique a été inhibée dans sa grande majorité par une certaine ambiguïté du rôle du prêtre avec le pouvoir politique:

Le rôle peu prophétique de la hiérarchie catholique avant 1990 s'expliquerait ainsi par la collusion de certains hommes d'Eglise avec les hommes au pouvoir. Une collusion qui a certainement permis à ces hommes d'Eglise de bénéficier de certains avantages et privilèges matériels mais, revers de la médaille, les a empêchés de dénoncer injustices et abus de pouvoir. La conférence épiscopale ivoirienne le reconnaissait explicitement dans sa lettre pastorale du 18 juillet 1990 quand elle se demandait:

Nous, les responsables religieux [...], avons-nous su prêcher à temps et à contretemps la parole de Dieu? Et avons-nous aidé suffisamment et à propos, les dirigeants et les autres par nos conseils judicieux et nos exemples?». (Djereke 2001: 55)

Ce n'est qu'en 1990 que l'église va sortir de sa réserve suite à une crise sociétale sans précédent aux lendemains de la chute du mur de Berlin, le vent de la démocratie venu des territoires de l'Est souffle partout sur le continent. Comme l'indique Djereke, les évêques de Côte d'Ivoire, renoncent au langage diplomatique pour mettre le doigt sur les maux de la société ivoirienne et invite tout le monde à se refaire une santé morale:

Nous avons parfois géré avec beaucoup de légèreté et de malhonnêteté les immenses richesses que la Providence a mises à notre disposition. A tous les niveaux, le gaspillage, la corruption, le détournement du denier public se sont profondément ancrés dans les mœurs [...]. Le citoyen n'est plus objectivement protégé par la loi mais par les relations qu'il a avec tel ou tel; pire encore, le coupable reste trop souvent impuni à cause des appuis dont il dispose [...]. Il est temps de redonner aux valeurs morales leur importance et leur place dans la vie de la nation. Nous prions les autorités administratives et politiques de lancer une vraie campagne dans l'opinion publique pour supprimer ce dangereux courant de malversations qui prévaut dans notre pays et faire naître et régner une tradition de rigueur et d'honnêteté. Le respect du bien public doit entrer dans les mœurs. On se gardera donc d'inquiéter ou de poursuivre ceux qui honnêtement réagissent contre les infractions. Cette santé morale nationale doit être l'affaire de tous. C'est pour l'avoir trop souvent négligée que nous nous trouvons dans la situation que nous connaissons. (Djereke 2001: 219)

Nous constatons que le travail préliminaire fait par la mission des prophètes des lagunes prépara la population de la colonie de Côte d'Ivoire à s'approprier des bienfaits de la colonisation tout en la conditionnant à s'affranchir de ses méfaits. Houphouët-Boigny, étant en contact avec tous ces chrétiens s'est peut-être laissé influencer par ces prophéties?

Cela a sans doute contribué à l'orientation qu'il donne à la lutte pour l'émancipation de l'Afrique noire? C'est sur la foi que le combat politique va se reposer, un combat pacifique mais efficace et si le nom de la Côte d'Ivoire est connu dans le monde, c'est que Dieu est avec les Ivoiriens, car le diable ne veut pas de l'évolution d'un pays. Les revendications de l'«autochtonie» et de l'autonomie vont de pair dans le pays ayant en plus un caractère divin : Dieu veut que le pouvoir politique appartienne à un Ivoirien, de même qu'il a prévu la présence des étrangers sur son sol, attirés par la prospérité du pays. L'anticipation de cette modernité enchantée, donc conçue d'abord par le prophète libérien William Wade Harris, puis par d'autres après lui, tous ivoiriens, montre que le résultat du combat «victorieux», est mené par une puissance bienfaisante contre des forces malfaisantes. Cela fut d'autant plus vrai que, sous cette forme, l'on voit son déroulement s'intensifier dans les années 1960-1970, années du « miracle

ivoirien ». L'essor économique que connut le pays avec le développement des villes, des services de l'État, des mobilités sociales et de la consommation confortèrent les populations dans leur foi. Houphouët-Boigny apporta la paix à son pays comme le prophète l'avait annoncé. De plus, il respecta toutes les croyances africaines tout en demeurant profondément catholique. Les autres religions emboîtèrent le pas à l'église catholique après l'indépendance en s'éloignant toutes du pouvoir politique.

I.4 L'Indépendance des colonies.

I.4.1 Le contexte historique de l'indépendance.

Un an après la fin de la deuxième guerre mondiale, aucune des deux grandes puissances colonisatrices (la Grande-Bretagne et la France) ne préconisait la décolonisation rapide de l'Afrique:

Les Britanniques ne faisaient que de vagues projections d'éventuelles indépendances octroyées dans peut être un siècle, et les Français étaient toujours certains qu'une Union française, bien sûr renouvelée, pourrait rester un cadre politique viable, sinon pour l'éternité, du moins pour très longtemps. (Loucou 1986 Tome I: 11)

Trois éléments fondamentaux étaient à l'origine de la structure globale dans le monde aux lendemains du second conflit international. Le continent européen étant affaibli par la 2^{ème} Guerre Mondiale, ce sont désormais les États-Unis et l'URSS les nouveaux maîtres du monde. Des raisons personnelles à chaque Etat voulaient mettre fin au colonialisme. Les Russes caressèrent le rêve de construire un empire communiste qui serait réalisable par l'indépendance des pays colonisés. Ils firent de leur mieux pour encourager les politiques d'indépendance, notamment la preuve en Égypte avec Nasser, à Cuba et plus tard au-delà de Cuba l'Angola; à cela s'ajouta l'essor de l'esprit de Bandoeng en Indonésie en 1955.



Vue de la conférence de Bandoeng avril 1955 (photo internet prise le 10 juin 2014)

La conférence qui réunit 29 pays africains et asiatiques fut présidée par Sukarno. Elle avait pour but de mettre définitivement un terme à la colonisation. De là naquit sous la plume de l'économiste Français Alfred Sauvy en 1952, l'expression Tiers-Monde, en référence au Tiers État désignant les plus nombreux, les moins puissants et les plus démunis. Le Tiers-Monde permit aux pays anciennement colonisés de s'unir pour se renforcer et apporter de l'espoir à ses pays pauvres:

Tiers-Monde: ainsi désigne-t-on les pays en voie de développement. La formule, forgée dès 1952 par l'économiste Alfred Sauvy, s'offre comme une allusion au Tiers État de la France de l'Ancien Régime. Elle entend rappeler la pauvreté des pays soumis à la tutelle économique des États industrialisés et dénoncer cette situation de sujétion. Mais elle marque aussi l'origine la possibilité d'une troisième voie entre capitalisme et communisme. Celle-là même que certains leaders vont s'efforcer de définir: ainsi de Tito (Yougoslavie), de Nasser

(Égypte) et de Nehru (Inde), instigateurs de la conférence de Bandung (1955), et créateurs du mouvement des pays non alignés¹⁹.

Dans cette politique dominée par les intérêts géostratégiques, la France finit par accorder l'indépendance à ses colonies pour maintenir les îles qui étaient en fait ses points d'attache. Les îles représentaient des relais pour ses flottes de guerre: c'était encore l'époque de la politique de la canonnière, cas de Djibouti où la France avait une importante base militaire.

À ces trois éléments fondamentaux, il faudrait ajouter que le monde entier, à l'exception des deux grandes puissances colonisatrices, était favorable à l'indépendance des colonies. La Résolution de l'ONU sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (1952) en est la preuve. Ses membres s'engagèrent à:

a/ Asegurar, con el debido respecto a la cultura de los pueblos respectivos, su adelanto político, económico, social y educativo, el justo tratamiento de dichos pueblos y su protección contra todo abuso;

b/ a desarrollar el gobierno propio, a tener debidamente en cuenta las aspiraciones políticas de los pueblos, y a ayudarlos en el desenvolvimiento progresivo de sus libres instituciones políticas, de acuerdo con las circunstancias especiales de cada territorio, de sus pueblos y de sus distintos grados de adelanto; [...];

d/ a promover medidas constructivas de desarrollo, estimular la investigación, y cooperar unos con otros y, cuando y donde fuere el caso, con organismos internacionales especializados, para conseguir la realización práctica de los propósitos de carácter social, económico y científico expresados en este Artículo; [...].²⁰

Les États-Unis étaient contre la colonisation par principe (ex colonies britanniques), de ce fait, ils œuvrent pour la disparition des empires coloniaux. Cette politique américaine est initiée par le président Woodrow Wilson (1912-1921) qui s'affichait comme fervent défenseur de l'autodétermination des peuples (à condition que ceux-ci ne s'orientent pas vers le camp communiste mais deviennent plutôt partisans de la démocratie). Le président des États-Unis, également créateur de la Société des Nations en 1919, s'intéresse à l'indépendance des colonies pendant son mandat. Dans son discours sur l'état de l'Union en janvier 1918, il consacre le point 5 au projet de décolonisation au détriment de ses alliés:

¹⁹ DE LA COLONISATION À L'EMERGENCE DU TIERS-MONDE, la Documentation par l'image - n° 100, Éditions Nathan/HER, Paris, Septembre 2000 : Poster n°5

²⁰ Extracto del Artículo 73 del Capítulo XI « Declaración relativa a territorios no autónomos » en la Carta de las Naciones Unidas y Estatuto de la Corte Internacional de Justicia, Nueva York, Departamento de Información Pública de las Naciones Unidas, DPI/511 Reimpresión-Junio 1998-10M : 48-49.

Toutefois, leurs alliés objectifs dans le conflit, la France et l'Angleterre, n'ont prévu la décolonisation que pour les pays européens asservis dans les empires centraux et ottomans [...]. Ces dernières s'entendirent comme larrons en foire et contournèrent les vœux décolonisateurs de Wilson sur leurs propres empires coloniaux. (Loucou 1986 Tome I: 35)

La politique de décolonisation menée par l'Union Soviétique date d'après le renversement de la dynastie des Romanov (dynastie des tsars, puis des empereurs à partir de 1721 qui a régné sur la Russie de 1613 à 1917). Ainsi nous l'apprend Emmanuel Karl maître-assistant en Histoire contemporaine de l'Ecole Normale de Porto-Novo (Bénin) dans son intervention que nous retrouvons dans le livre sur les 40 ans du RDA du coordinateur Loucou (Loucou 1986 Tome 1: 35) comment Lénine lutte contre la colonisation, *il créa le Komintern pour réunir régulièrement les partis anti-impérialistes du monde, les endoctriner et les préparer au renversement des empires coloniaux. Dans ce Komintern Lénine inscrit la lutte anti-impérialiste au programme de l'URSS en plus des théories de Marx et Engels.*

L'URSS continua la lutte anticolonialiste jusqu'au deuxième conflit mondial, où de nouveau, les deux grands portèrent le même message d'émancipation pour les peuples dominés.

En France, le gouvernement fut mis en minorité en janvier 1956 et dans l'intervalle, plusieurs décisions furent prises qui allaient dans la bonne direction pour le continent africain tout en demeurant insuffisantes:

Ainsi du retour de Bourguiba en Tunisie et de Mohammed V au Maroc, décisions qui accompagnent un traitement négocié de l'accession de ces deux pays à l'indépendance.

Le premier projet de loi accordant plus largement l'autonomie aux territoires d'outre-mer a certes été mis sur le métier, mais il est encore inachevé. Edgar Faure le déplorera, la fresque générale ne fut pas mise à l'ordre du jour. (Bourges 2006: 123)

I.4.2 L'Indépendance

Dans la course à l'indépendance, deux grandes personnalités de l'Afrique Noire vont s'opposer, chacune voyant un intérêt différent pour son pays. Cela détermine d'ores et déjà leur rôle à jouer sur le continent. Léopold Sédar Senghor et Félix Houphouët-Boigny sont deux personnalités que l'histoire de la colonisation et le combat émancipateur divisent.

Senghor manœuvre pour imposer sa vision doublement fédérale de l'Union française : deux fédérations africaines (une fédération de l'Afrique de l'ouest et une de l'Afrique équatoriale) entrant avec la France dans une Union française à caractère confédéral.

Senghor pense en effet que la transformation des deux fédérations coloniales africaines en une douzaine d'États séparés, la plupart sans ressources financières et politiquement faibles, équivaut à *une balkanisation de cette partie de l'Afrique*. Il développe son projet pour l'évolution de l'Union française *pour une union des États confédérés de France et d'Outre-mer* à partir de février 1955 lorsqu'il est appelé par Edgar Faure, président du Conseil pour assurer le poste de secrétaire d'État.

Mais la poursuite du travail se fait sous l'influence grandissante de Félix Houphouët-Boigny dont les idées sur la forme de l'émancipation de l'Afrique, sont largement différentes de celles de Senghor. Député de Côte d'Ivoire, Houphouët-Boigny voit la colère des habitants de sa colonie qui accusent Dakar de profiter du fruit de leurs efforts au détriment d'Abidjan. De ce fait, la Fédération de l'Afrique occidentale que souhaite Senghor et dont le maintien de Dakar pour capitale comme l'a été en période coloniale suscite la méfiance d'Houphouët qui craint que son pays devienne la *vache à lait* de celle-ci. Leader du RDA, il se rapproche de son ami François Mitterrand et des socialistes pour corriger cette injustice. La *Loi cadre* qui est votée à la suite de cette collaboration en 1956 préconise:

De remettre dans une première phase une partie des pouvoirs entre les mains des gouvernements africains, dans chacun des douze territoires, tout en laissant les finances, la loi, l'ordre et les affaires militaires et de police aux représentants de la France. [...]. Général de Gaulle, revenu au pouvoir en 1958, [...]: place tous les territoires concernés devant une alternative claire : soit ils adhèrent à la Communauté, soit ils font sécession. Mais alors ils deviennent indépendants, et doivent renoncer dans l'instant à toute assistance de la part de la France. Le choix de Sékou Touré, suivi par la Guinée, sera celui de l'Indépendance.
(Bourges 2006: 124)

La position défendue par le chef de file du RDA a l'avantage du réalisme: le peuple de Côte d'Ivoire a souffert de l'exécutif fédéral de Dakar, lequel jouissait plus de la richesse de son pays que les Ivoiriens eux-mêmes. Houphouët s'oppose alors au projet fédéral, parce qu'il ne voit pas celui-ci s'organiser dans le *cadre élargit* des territoires.

La fédération dont il entend parler n'est pas celle qu'il a sous les yeux, celle installée par les colons et dont le maintien est défendu par son collègue du Sénégal. Il voit de

l'égoïsme dans la proposition de Senghor qui sait pertinemment que les richesses de la Fédération de l'Afrique Occidentale profitent d'une façon médiocre à son plus important contributeur car elles vont à la métropole et à l'exécutif fédéral de Dakar. Comme Houphouët, Léon M'ba, député du Gabon, est contre le projet de Senghor et refuse l'exécutif de Brazzaville, capitale de l'Afrique Équatoriale Française pour les mêmes raisons.

Houphouët-Boigny reste certes favorable à la constitution d'un État fédéral, mais celui-ci doit être unifié, de manière à ce que les territoires soient en relation directe avec Paris et non avec un intermédiaire, en l'occurrence Dakar et Brazzaville. Houphouët en veut à son adversaire africain pour d'autres raisons aussi. Il a encore en mémoire l'absence du Sénégalais au grand projet pour l'émancipation du continent noir africain. Senghor, en refusant de se rendre à Bamako en octobre 1946 après avoir confirmé sa participation pour la création du RDA pour obéir aux recommandations des socialistes Français de la SFIO perd la confiance de certains leaders africains comme Houphouët et surtout la possibilité d'être à la tête des leaders politiques africains. Cependant, Houphouët n'est pas insensible à ses arguments car l'Afrique a besoin de s'unir, mais ce sont les idées du leader ivoirien qui furent retenues :

Quand on ne considère que l'intérêt des masses, expliquait-il dans une interview au quotidien Le Monde, on se demande s'il ne vaut pas mieux traiter les problèmes non pas à la périphérie mais à la tête. Le problème des investissements sera mieux réglé dans le cadre fédéral élargi, et ce d'autant plus que pour le moment c'est la métropole qui reste le grand bailleur de fonds ; dans ce système, la solidarité économique jouera à plein, l'État français unitaire répartissant les ressources comme il le fait entre les départements du Haut-Rhin et de la Creuse par exemple. (Grah Mel 2003: 681-682)

Il voit dans l'élégance des idées de son collègue du Sénégal, l'habileté avec laquelle il tente de faire passer son projet de fédération et son obstination à maintenir les avantages de la colonisation, de l'astuce. Devant le refus des Ivoiriens de se soumettre à l'autorité de Dakar après celle de Paris, Houphouët-Boigny étant convaincu qu'une *hirondelle ne faisant pas le printemps*, refuse de se soumettre aux ambitions fédéralistes dans ces conditions. L'échec de son projet fâche énormément Senghor qui rend Houphouët responsable de la *balkanisation* de l'Afrique. Sur cette même lancée, tous les leaders africains du « **oui** » devaient accuser Sékou Touré de la Guinée de l'échec de la Communauté proposée par le général de Gaulle.

L'Afrique Noire est ainsi divisée à la veille de son indépendance. Cette division se matérialise sous la forme de deux groupes opposés dont les divergences empêchent la véritable

unité du continent. Nous avons le groupe de Casablanca, formé par l'ensemble des progressistes (les progressistes opposés aux modérés estiment qu'il faut rompre avec l'occident, ils sont composés de la Guinée, du Mali, du Ghana et des pays du nord de l'Afrique), et celui de Monrovia (les modérés sont composés de la majorité des pays du Conseil de l'Entente, le Liberia, le Nigeria, le Sénégal, etc.). Félix Houphouët-Boigny estime être le chef des modérés. En réponse aux visées africaines du leader Senghor, le chef de file de la colonie de Côte d'Ivoire entré au gouvernement métropolitain, combat les propositions de son adversaire politique. Il fait prévaloir ses idées confédérales par le projet de la Loi-cadre de 1956 qui préconise pour l'Afrique francophone un régime d'autonomie interne, en perspective de l'indépendance accordée à chaque État africain et non aux fédérations. Il veut la juste répartition des richesses des colonies et opte pour le développement des territoires tout en restant dans une fédération qui exclue l'inégalité des chances.

L'expérience du fonctionnement de l'AOF n'a pas laissé de bons souvenirs ainsi le constate amèrement le représentant de la Côte d'Ivoire en 1959 à la lecture d'un rapport sur la dévolution des biens de l'ancienne AOF:

Nous avons constaté avec beaucoup de peine que tout au long de la période qui s'étend de 1930 à 1958 pour ne pas dire 1959, sur 15 milliards consentis par les États africains de l'ancienne AOF en vue d'une entraide efficace, sur le plan immobilier, 8 milliards ont été dépensés dans la seule ville de Dakar. Moins de 800 millions pour le Sénégal. 200 millions en 30 ans pour la Mauritanie. Voilà ce que nous avons constaté ! Nous avons constaté pire encore. Qu'après 30 ans, avec un budget annuel d'au moins 25 milliards, la Caisse de Réserve, au moment où nous nous séparons, contient moins de 3 milliards ! Nous constatons que l'effort de coordination a coûté à ces territoires pauvres des sacrifices énormes qui auraient pu s'investir plus utilement à l'intérieur même de ces États. (Grah Mel 2003: 680-681)

Cette expérience se montre désastreuse à cause du sort scandaleux réservé aux territoires les plus pauvres du groupe. Celui du territoire le plus riche n'est guère plus tolérable car en Côte d'Ivoire le déséquilibre persiste entre la richesse générée et les dépôts reçus d'année en année pour son développement. L'union pour l'Afrique, si nécessaire est-elle, doit se réaliser en dehors des cadres AOF et AEF.

Le maire de Libreville, Léon M'ba, renchérit les propos de son collègue ivoirien en déclarant en ces termes :

Pour préparer une Fédération franco-africaine où la France doit être un territoire parmi ceux de la Communauté, nous devons sauter l'étape trop étroite et restrictive de l'exécutif fédéral à Dakar et à Brazzaville, ce qui bien entendu, dans le présent, n'exclut pas du tout les ententes souhaitables entre les territoires voisins. Si nous devons résumer, dans un raccourci parlant, notre position sur cette question, nous dirions : la loi-cadre, toute la loi-cadre et pour le moment au moins, rien que la loi-cadre. (Grah Mel 2003: 684)

Par ailleurs, un autre grand leader africain, le Premier ministre du Ghana, Francis Kwamé Nkrumah, partage son projet panafricain au chef du RDA sans succès, chacun affichant ses spécificités au cours de leur rencontre à Abidjan le 5 avril 1957. Leurs divergences permettent plus tard aux analystes de n'évoquer les deux hommes qu'en opposant le neveu de chef au fils de forgeron, le paysan mais aussi le pragmatique à l'intellectuel, le francophone à l'anglophone mais parlant le même dialecte :

En effet, par-delà les apparences, tous les deux sont les produits d'une même géographie et d'une même culture traditionnelle. Ce que ces deux moules leur ont donné est-il plus négligeable que les acquis ultérieurs ?

La colonisation a-t-elle plus façonné leur vision du monde que ne l'a fait l'héritage de leurs ancêtres ? Houphouët ne faisait-il que badiner, quand il assurait que : Kwamé et moi, nous sommes les deux seuls chefs d'État africains à nous entretenir en dialecte africain ? (Grah Mel 2003: 687-688)

Kwamé Nkrumah expose à Houphouët-Boigny l'idée de la création d'un parti politique commun aux territoires d'expression française et anglaise, en vue de lutter ensemble pour la libération de l'Afrique. Son projet d'États-Unis d'Afrique a l'avantage d'être neutre d'intérêt personnel mais arrive trop tard. Le ministre ivoirien s'est déjà engagé dans la politique africaine de l'Union française. Il défend énergiquement pour le coup la Loi-cadre, celle qui permet la primauté des territoires sur les exécutifs fédéraux de l'Afrique Noire française.

Rappelé aux affaires pour apaiser la crise algérienne, de Gaulle trouve l'occasion d'apporter dans son projet de la nouvelle Constitution à soumettre aux Français, des réponses aux revendications de l'Afrique Noire. Le nouveau président du Conseil ne pense guère que le fait de laisser les territoires se gouverner eux-mêmes revienne à les *brader, loin de nos yeux et de notre cœur*. En raison de leur rattachement prolongé à la France, de Gaulle engage la métropole à voir en eux des partenaires privilégiés. Il veut que les territoires africains ne soient pas des clients idéologiques des pays *rivaux* comme les États-Unis et la Russie qui, par des

promesses, cherchent comme appât les territoires africains. La France propose une Communauté de pays disposant d'eux-mêmes et pratiquant la coopération avec elle en leur garantissant son aide.



Le général de Gaulle à Abidjan, le 26 août 1960 (voir 40 ans du RDA du coordinateur Loucou 1986 Tome 1: 505)

Le référendum pour l'adoption de la nouvelle Constitution fut fixé au 28 septembre 1958 et enregistré, à part le non de Sékou Touré pour la Guinée, le oui massif des autres territoires de l'Afrique Noire française. Le non de la Guinée est mal accepté par les élus du RDA et son chef et fidèle défenseur de la Communauté ne dissimule pas sa déception à ce sujet :

Je confesse pour le RDA une tâche sombre au tableau: la défection de notre jeune ami Sékou Touré. Ou bien Sékou Touré a pris la décision de faire voter Non à la dernière heure, décision contraire à la ligne constante du RDA depuis 1946 à laquelle Sékou Touré a toujours adhéré, et

nous regrettons une improvisation malheureuse, qui engage l'avenir de nos frères guinéens. Ou bien cette décision correspond à une finalité politique: alors Sékou Touré aura abusé de la confiance de ses amis du RDA, et notamment de celle du président du mouvement dont le soutien et les conseils d'aîné ne lui ont jamais été ménagés. (Grah Mel 2003: 737)

Ces quelques divergences persistantes ont raison du projet de fédération en Afrique et en dehors de la Guinée de Sékou Touré, tous les territoires de l'empire français prennent individuellement leur indépendance, demeurant chacun uni à la France.

Le jeudi 4 décembre 1958, soit deux mois après la promulgation de la Constitution, la Côte d'Ivoire fait le choix du statut d'État membre de la Communauté qui fait long feu pour deux raisons fondamentales: la volonté de certains Africains à accéder à l'indépendance et surtout le repli tactique du général de Gaulle. Dans la foulée, une révision constitutionnelle s'avère nécessaire pour normaliser le fait accompli. Le Palais-Bourbon vote cette dernière le 10 mai 1960, pour autoriser les États membres de la Communauté à être indépendants sans être pour autant exclus de ladite Communauté. C'est dans cette atmosphère aménagée que le 7 août 1960, la Côte d'Ivoire accéda à la souveraineté nationale avec pour premier président Félix Houphouët-Boigny.

I.5 Le fonctionnement socio-politique des groupes ethniques de Côte d'Ivoire

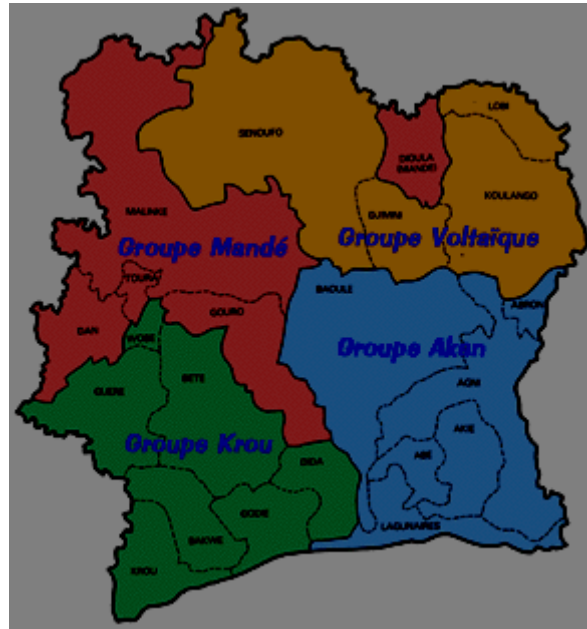
La Côte d'Ivoire comporte quatre grands ensembles ethnolinguistiques : les Krou (sud et sud-ouest), les Mandés, divisés en Mandés Nord (Malinké, Dioula, Bambara) et en Mandé Sud (Gagou, Gouro, Mona, Nguen, Ouan, Toura, Yacouba), les Voltaïques ou Gour (Sénoufo, Koulango, Lobi) au nord et nord-est et les Akans (Abbron, Agni, Baoulé) au sud-est, est et au centre auxquels sont rattachés les lagunaires appelés aussi Akans du sud.

Dans le cadre de notre étude nous proposons d'étudier deux des quatre grands ensembles ethniques notamment les Akans et les Krous d'où sont issus successivement les présidents Félix Houphouët-Boigny et Laurent Gbagbo.

Les discours en tant que part de l'activité sociale constituent des genres qui sont en fait différentes façons d'agir, de penser, de voir le monde. Partant du principe que les facteurs socioculturels et situationnels peuvent influencer notre discours parce que chaque communauté linguistique organise et distribue son espace textuel selon ses propres caractéristiques et nécessités. Nos discours sont également influencés par nos connaissances acquises durant notre

vécu, notre idéologie, notre perception du monde, notre façon d'être et de voir, enfin notre identité peuvent orienter, guider notre façon de parler, d'agir, de penser.

Nous avons jugé intéressant d'étudier le fonctionnement sociopolitique des Akans et celui des Krous pour mieux cerner nos deux personnages.



Carte représentant les 4 groupes ethniques de la Côte d'Ivoire (image prise sur internet le 10 juin 2014).

I.5.1 Le fonctionnement socio-politique des Akans

La société Akan regroupe les États créés par les Abrons, les Agnis, les Baoulés répartis dans le Sud-est, l'Est et le Centre de la Côte d'Ivoire. C'est une société qui relève du modèle monarchique qui centralise le pouvoir quoique limité en une personne, le roi. Phrase mal construite. Ce dernier rayonne sur des communautés villageoises autonomes qui sont relativement égalitaires, regroupées en ensembles provinciaux.

Le roi est choisi héréditairement et bien qu'il ne soit pas un monarque de droit divin, il est censé renfermer comme tout être qu'il est, une force vitale transcendante. Le roi est l'héritier du trône représenté par la « chaise royale » ou *bia*, symbole de l'autorité politique par lequel il est en relation avec une force laquelle lui confère sacralité et autorité.

La légitimité du pouvoir du roi est héréditaire et se transmet par le mode matrilineage royal.

Elle est aussi conférée par l'initiation royale, une forme d'apprentissage au cours de laquelle l'élu est préparé à une meilleure compréhension des réalités du monde visible et invisible, à son intégration à l'élite de la société. Le roi akan doit être un homme réfléchi, intelligent et sage.

Le pouvoir a également des fondements juridiques et politiques qui relèvent de la volonté de ses sujets de l'accepter parce que sa légitimité repose aussi sur le consentement général de ceux-ci :

La légitimité est d'abord fondée sur la transmission héréditaire du pouvoir dans le seul matrilignage royal. La succession se transmet de frère à frère et d'oncle à neveu dans l'ordre de primogéniture. Mais elle doit respecter le principe de l'alternance entre les différents segments du matrilignage royal. D'autre part, elle doit revenir au candidat le plus légitime par rapport à tous les critères conventionnels : aptitudes physiques (santé, intégrité corporelle, beauté), capacités intellectuelles (intelligence, sagesse), qualités morales (courage, générosité, honnêteté, etc.). [...]. Elle repose enfin sur le consentement général des sujets. (Loucou 1992: 21)

Dans l'exercice de ses fonctions, le roi est assisté d'un conseil privé composé de chefs de famille proches du royaume, puis d'un conseil de gouvernement, représentant de chaque grande famille. À cela, il faut ajouter la présence d'une femme généralement appelée « *reine mère* », qui n'est autre qu'une femme choisie parmi les femmes influentes du matrilignage royal. Elle peut être une tante, une cousine ou même une sœur du roi et joue le rôle d'une cosouveraine qui exerce des prérogatives politiques, juridiques et religieuses. La « *reine mère* » assure l'intérim en cas de vacance du pouvoir, propose le nom du candidat à la succession ; rend la justice, et est, enfin, la grande prêtresse du royaume. Dotée d'une grande connaissance des us et coutumes du royaume, personne digne de respect, son action symbolise le rôle important que joue la femme dans la société akan.

Au niveau local, les autorités provinciales et villageoises sont régies par les mêmes principes généraux. Les chefs bénéficient d'une certaine autonomie car l'autorité supérieure n'intervient qu'en cas de recours. Elles peuvent faire sécession pour s'ériger en entités autonomes à part entière et les circonstances historiques de l'installation des clans et lignages déterminent leurs droits fonciers et politiques.

Nous pouvons conclure en disant que la monarchie akan n'est pas absolue et que le royaume a un système fédéral dans lequel le roi a un pouvoir limité à double légitimité : le lignage matrilineaire et le consentement général des sujets. Le roi est l'incarnation physique de

la personne morale du royaume (aptitudes physiques, capacités intellectuelles, qualités morales).

Le royaume baoulé auquel appartient le président Félix Houphouët-Boigny fonctionne à quelques nuances près, selon le modèle akan ci-dessus décrit. La société baoulé repose sur une hiérarchie d'autorité plus décentralisée :

À la base se trouve le village (klô), à l'échelon intermédiaire, le groupe de village (akpasua) gouverné par un chef issu du village le plus ancien ; puis la tribu (mé) avec à sa tête un chef choisi dans une des grandes familles de l'exode des Baoulé ; enfin le royaume (men) gouverné par un monarque choisi dans le clan royal des Agoua de Sakassou. (Loucou 1992: 23)

Avant de prendre une décision importante, le chef réunit son conseil qui constitue un véritable contrepoids à son pouvoir. En matière judiciaire, les procès sont publics et les citoyens peuvent participer. C'est après que les jurés se retirent pour délibérer. Le pouvoir du chef devient moins rayonnant au contact d'autres peuples, la noblesse de sang perd sa prééminence politique. L'hérédité cède le pas à la richesse ou au mérite et on assiste à un déclin de l'autorité centrale.

I.5.2 Le fonctionnement socio-politique des Krous

Les sociétés de l'ouest de la Côte d'Ivoire reposent sur les structures familiales ou lignagères, aucune unité n'est supérieure aux autres. La souveraineté appartient à l'ensemble des lignages avec souvent une priorité d'honneur au lignage des fondateurs du village. Le conseil du village est constitué par l'ensemble des chefs de lignage au sein duquel est choisi le chef qui va coordonner les activités du conseil. Il fait partie du lignage le plus ancien et doit réunir les qualités d'homme intelligent, vaillant guerrier, détenant le savoir et la richesse. Les institutions tribales sont identiques dans leur principe et leur fonctionnement à celles du village :

Le conseil de la tribu n'est pas toujours une institution permanente. Il ne se réunit qu'en cas de nécessité et peut s'adjoindre, selon les cas, d'autres membres issus de la tribu ou de tribus voisines (notamment des médiateurs). La tribu a, par contre, à sa tête un chef qui est choisi pour ses vertus guerrières, ses qualités de conciliateur, son sens de l'intérêt collectif, et la sagesse de son jugement. (Loucou 1992: 17-18)

Le chef n'étant pas choisi de façon héréditaire, peut être destitué à tout moment, si ses décisions ne concordent pas avec l'intérêt de la tribu.

Par leurs caractères, leur mode de fonctionnement et leurs cadres d'exercice, nous pourrions qualifier les systèmes politiques des sociétés de l'ouest de *démocraties villageoises et tribales*.

Les Bété, peuple auquel appartient le président Laurent Gbagbo, sont un composant de l'ensemble ethnique des Krous. Les Bété sont localisés au centre-ouest de la Côte d'Ivoire et répartis sur une centaine de tribus environ. Cette société est de type patrilinéaire, avec des lignages qui se regroupent en villages lesquels représentent à leur tour les espaces où se développent les activités politiques. Dans la société bété, l'unité politique est le village et la tribu est plus une aire judiciaire et militaire qu'une institution politique formelle et manifeste. Les institutions politiques de la tribu fonctionnent selon le schéma général classique des Krous. Le chef est élu, investi donc par la volonté populaire et peut être destitué à tout moment, si ses décisions ne concordent pas avec l'intérêt général:

La société bété ne connaît ni monarchie, ni chefferie. Il n'existe en son sein aucun pouvoir centralisateur s'étendant sur plusieurs dizaines de kilomètres carrés et exerçant son autorité sur des centaines de milliers d'individus. Ici, l'unité politique est le village. Conçu comme lieu bâti et habité, le village est constitué d'un gbémé (place publique), d'un pi (fortification), d'un gbékéi, que Louis André Dacoury-Tabley traduit par faubourg, et de plusieurs swuè (cours), qui abritent la vie familiale des patrilignages. (Gbagbo 2002: 13-14)

Chaque village bété est gouverné démocratiquement par une assemblée composée des délégués des différents lignages. Cette assemblée se réunit selon deux modalités: une assemblée regroupant les chefs de lignage les plus influents et une autre assemblée plus élargie, dite d'assemblée générale avec tous les chefs de lignage. En cas de nécessité, d'autres membres issus de la tribu (nous pourrions citer le grand prêtre ou *gbeugba-lowouli*, le crieur public ou le *wozewozégnon*, le chroniqueur public ou *yébéssagnon* et le bel homme ou le *bagnon* qui représente l'idéal de la beauté physique et morale bété et joue le rôle d'une sorte d'ambassadeur itinérant du village) ou de tribus voisines (notamment les médiateurs) peuvent se joindre à cette assemblée. Les délégués sont placés sur un même pied d'égalité pour éviter l'abus d'autorité et sont tous responsables devant l'assemblée du village.

Le village ainsi décrit est une communauté politique et religieuse qui est par ailleurs autonome et se suffit sur tous les plans. Le village, comme communauté sociopolitique est fondé sur les institutions suivantes:

Le gligbèbégnon, le responsable du lignage ; le gboblégnon, celui qui dit le droit ; le dodobégnon, le maître de la terre ; le kanégnon, le laveur d'affront, le héros de guerre ; le combattant ; le gwléyou, sorte d'intermédiaire entre le village paternel, son village donc, et le village maternel ; le gnakponognon, le médecin ; le klogbognon, citoyen riche qui n'hésite pas à mettre ses biens au service de la communauté ; le bagnon, symbole vivant de l'esthétique bété ; le sességnon, l'artiste. (Gbagbo 2002: 14-15)

Nous retrouvons presque partout un chef de guerre désigné par l'ensemble des guerriers ou par le conseil du village, un responsable de la loi et de l'ordre ; des hérauts, agents de transmission des messages et des traditions, des oracles et de la protection religieuse du village.

I.6. Le contexte historique de la période d'étude

Une fois l'indépendance de la Côte d'Ivoire acquise, le chef de l'État ivoirien qui a toujours soutenu la thèse de l'interdépendance des peuples, ne veut pas se complaire dans l'isolement. À partir de la reconnaissance de la souveraineté internationale et dans une certaine égalité, la Côte d'Ivoire veut engager une politique d'ouverture avec tous les États qui voudraient bien l'aider. Avec la France, elle entreprit des négociations en vue de la réalisation de nouveaux accords de coopération. Ainsi Houphouët noua des relations d'amitié avec d'autres pays tout en demeurant fidèle aux premiers.

Sur le plan national, le Président de la République avait un projet ambitieux qui passait par la construction d'une nation unie et solidaire pour atteindre le plein développement. Il se fixa des objectifs clairs: obtenir rapidement l'autosuffisance alimentaire, diversifier les cultures afin d'être moins dépendant du café et du cacao, former la jeunesse et enfin lancer la construction de barrages permettant l'implantation de centrales hydroélectriques.

Dans les années 70, le pays connut, ainsi, une très forte croissance économique soutenue par les cours du café et du cacao, ce qui permit au président de la République de lancer un plan important d'industrialisation et de développement des infrastructures:

Il ne se passe pas de mois sans que çà et là, un nouveau chantier s'anime, sans qu'une nouvelle école ou qu'un nouveau chantier s'anime, sans qu'une nouvelle localité ne se transforme. Oui, le progrès est partout, dans tous les domaines, [...], la toute prochaine réalisation de deux grands projets : le barrage de Kossou et le port de San-Pedro, [...]. La Côte d'Ivoire, depuis ce 7 août 1960 que nous fêtons aujourd'hui, n'a cessé de grandir: elle

n'a cessé de devenir plus accueillante et plus douce à chacun de nous, Ivoiriens et Ivoiriennes. (Houphouët-Boigny, 7 août 1968 à Abengourou)

Ce succès s'estompa dans la deuxième moitié des années 80 suite aux différentes crises économiques que connurent le pays, crises consécutives à la chute brutale des prix des principaux produits d'exportation de 82 à 84 puis en 89 et qui entraînaient entre autres, des troubles sociopolitiques :

M. Amani a utilisé les fonds du cacao pour soutenir, en faveur de nos frères du Nord et du Centre, le prix du coton : 24 milliards de francs CFA la première année, 19 milliards la 2^{ème} année, 12 milliards cette année. [...]. Mais le cacao qui permettait de soutenir les autres produits, a été atteint durement. Rien ne justifiait cette baisse brutale. Aucun pays développé ne pourrait accepter ce qu'on nous a infligé : 70 à 80% de baisse sur nos produits essentiels. (Houphouët-Boigny, 12 juillet 1989)

En mars 90, la baisse de la masse salariale dans le public et le prélèvement d'une contribution de solidarité dans le secteur privé provoquèrent des mouvements de protestation dans le pays où l'implication de plus en plus importante de l'opposition favorisée par la fin de la froide, permit le retour du multipartisme en Côte d'Ivoire en mai 1990.

À la mort de Félix Houphouët-Boigny le 7 décembre 1993, le Président de l'Assemblée Nationale, Henri Konan Bédié, assura l'intérim de la présidence jusqu'en octobre 1995.

Élu président de la République le 22 octobre 1995, Henri Konan Bédié mena une politique d'« ivoirité » qui fut en soi un concept nouveau, mal perçu par tous en dehors de son concepteur. L'incompréhension suscitée par le terme de l'« ivoirité » envenima la scène politique nationale qui s'acheva par un coup d'État militaire en décembre 1999. Dès lors, le pays auparavant stable, plongea dans des difficultés d'ordre politico-militaire, économique et social qui perdurent de nos jours.

Laurent Gbagbo, comme véritable et unique opposant officiel au régime de Félix Houphouët-Boigny, prit les rênes du pouvoir suite aux élections d'octobre 2000 avec pour objectif la révision de la politique franco-ivoirienne.

C'est aujourd'hui l'homme politique qui a le plus souffert de la perte de l'unité nationale dont son prédécesseur avait fait son cheval de bataille. Après moins de deux ans à la tête du pays, au moment où il était de plain-pied dans l'application de son programme de campagne, intervint une rébellion armée qui finit par scinder le pays en deux. Des tentatives de résolutions

entreprises en Afrique, en France puis de nouveau en Afrique sur l'initiative des différents personnages de la vie politique ivoirienne n'ont pas ramené la paix.

La population aspire à cette paix à laquelle elle s'était habituée pendant des décennies et que les différents partis politiques semblent vouloir rechercher afin de permettre la tenue de nouvelles élections. Pour parvenir à une véritable paix, les acteurs politiques ivoiriens avec à leur tête le président de la République ont d'une même voix entrepris des démarches auprès du président Burkinabé, Blaise Compaoré pour aboutir à une solution de paix. Depuis, les accords d'Ouagadougou, signés au premier trimestre de 2007, ont fait des progrès nettement visibles sur le territoire ivoirien.

Deuxième partie :

II Évolution du langage à travers les discours des présidents Félix Houphouët-Boigny et Laurent Gbagbo

Pour constituer notre corpus nous avons sélectionné six discours nationaux, trois des six appartiennent à chaque président. Notre choix s'est porté sur des discours qui ont une valeur symbolique dans l'histoire du pays et qui marquent des moments clés des mandats des deux présidents: discours programmes, ses résultats et enfin discours bilans.

II.1 Les discours de Félix Houphouët-Boigny

Dans la deuxième partie que nous consacrerons d'abord à l'analyse d'un des trois discours de notre corpus prononcés par le président Félix Houphouët-Boigny :

L'analyse du discours reçoit des définitions variées. Il existe en effet des définitions très larges : « l'analyse de l'usage de la langue » (Brown et Yule, 1983:1), « l'étude de l'usage réel du langage, par des locuteurs réels dans des situations réelles (Van Dijk, 1985: tome 4, 2). (Maingueneau 2009: 18)

Nous voudrions à travers l'étude de l'usage de la langue dans le domaine de la politique déceler les mécanismes linguistiques. Notre choix se porte sur le premier des trois, celui de la proclamation de l'indépendance de la Côte d'Ivoire le 7 août 1960. C'est un texte qui englobe des réalités sociales, politiques et historiques de grande complexité que doit faire face le jeune Etat indépendant. La Côte d'Ivoire n'est pas une exception tant ces réalités sont similaires à l'ensemble des pays africains de langue française aux lendemains des indépendances et qui conditionnent leur langage politique.

Nous observons l'habileté des premiers chefs d'Etat africains à manier les mots sans pour autant entreprendre d'actions effectives. Leurs discours sont d'ordinaires « fleuves » pour séduire et faire leur propre propagande pour se maintenir au pouvoir. Comme le dit Le Bart, la pratique des « beaux discours » discrédite le discours politique dont le sens des mots s'éloigne de la réalité :

Le discours politique n'a pas bonne réputation. Stigmatisé aussi bien pour ses lourdeurs formelles que pour son caractère mensonger (il suffit de penser à la fortune de l'expression « langue de bois »), il semble aujourd'hui condamné au mépris, sinon à l'insignifiance. «Vide», «creux», « prévisible », il cumule les handicaps au point d'apparaître comme l'attribut le moins honorable de ceux qui se livrent à l'activité politique. (Le Bart 1998: 3)

Leader du plus grand mouvement pour l'amélioration des conditions des populations noires africaines, Houphouët-Boigny subit les clauses du « contrat » d'indépendance de son pays. Le locuteur pourtant pragmatique et lucide, ne se prive pas d'introduire dans son discours des passages en parfait décalage avec la réalité.

Grand stratège et homme d'expérience en politique, le futur président ivoirien ne se laisse pas démonter : il est le héros de l'indépendance de son pays et veut que son peuple le sache et tient à préserver si possible (par-delà les indépendances) son rôle de leader africain. Il a une certaine idée de la Côte d'Ivoire mais sa réalisation passe par une bonne entente avec l'ex puissance coloniale. La question est de comment ménager la chèvre et le chou sur le plan linguistique. C'est ainsi que va se développer la *langue de bois* dans le discours politique présidentiel ivoirien. Les discours sont codifiés car le locuteur cache la vérité à son auditeur dans un flot de paroles inutiles :

La langue de bois est un langage à part entière, parmi ses nombreuses « utilités », il permet de cacher la vérité, de répondre à côté de la question ou de noyer une absence de pensée ou de connaissance d'un sujet sous un déluge de paroles creuses.

La langue de bois peut aussi servir à faire croire à quelqu'un qu'on ne lui est pas hostile alors qu'on le manipule pour l'amener à ses propres fins. [...].

À l'origine, ce sont les Russes qui, avant leur révolution, utilisent l'expression « langue de chêne » pour se moquer du style administratif employé dans leur bureaucratie tsariste étouffante. L'ère bolchéviste n'améliore pas véritablement ce style ; les manières de parler et d'écrire y sont codifiées et pleines de clichés ; la locution continue donc à être utilisée mais le « chêne » se fait progressivement remplacer par le « bois », tout simplement.

L'expression aurait transité par la Pologne avant d'arriver chez nous.²¹

Compte tenu de la longévité du régime de notre premier personnage d'une part, et de la situation de crise que traverse la Côte d'Ivoire d'autre part, la période de notre étude est par conséquent

²¹ www.expression.fr/expressions/langue-de-bois.php [Consulté le 19 juillet 2015].

assez longue (de 1960 à 2010). À travers les discours de notre corpus se définissent les identités sociales, les relations entre les individus, entre les États, en même temps qu'ils présentent les systèmes de connaissance et des croyances (Fairclough 1992: 64)

Les textes, en tant qu'expression de la réalité sociale, sont conditionnés par la période durant laquelle ils sont produits et quant à l'idéologie, elle repose sur les mots et expressions prononcés au cours des discours. L'utilisation fréquente de ces derniers détermine le lexique le plus représentatif de la pensée du leader politique qui les prononce.

L'analyse textuelle d'un des discours de notre corpus nous permettra de déceler les mécanismes d'interaction entre le langage et la pensée qui pourraient être à l'origine de la formulation de l'expression des discours.

Les discours internationaux semblant être essentiellement régis par un système protocolaire largement préétabli, nous avons plutôt choisi d'analyser des discours nationaux, fondamentaux dans l'histoire du pays et plus libres et donc aussi plus originaux dans leur expression. Pour Félix Houphouët-Boigny alors encore Premier Ministre de la Côte d'Ivoire, c'est le discours fondateur de l'Etat Ivoirien prononcé le 7 août 1960 qui a été retenu pour son caractère hautement symbolique et pour son contexte historique qui marque la vie politique, économique, sociale et culturelle du pays.

C'est un choix qui nous permettra de voir l'évolution idéologique à travers l'expression des discours durant les trente années d'un pouvoir sans partage sous le parti unique car nous savons qu'en politique, bien souvent, le style et le fond des débuts préfigurent les orientations du mandat (sauf cas de crise exceptionnelle).

II.1.1 Analyse critique du discours de l'Indépendance (7 août 1960)

Pour cette analyse, nous nous sommes intéressés aussi bien à l'étude faite par Ruth Wodak que celle de Norman Fairclough car nous voulons étudier la partie historique du discours et l'influence des changements socio-culturels exprimés par l'acte linguistique à travers l'Analyse Critique du Discours (ACD).

Les chercheurs de l'ACD, notamment Ruth Wodak et Norman Fairclough s'accordent à dire que *Les théories critiques ont pour but de rendre les « agents » conscients d'une coercition cachée et de les mettre en position de déterminer où leurs véritables intérêts résident* (Wodak 2001: 13) et que l'ACD ne fait pas exception à la règle.

II. 1.1.1 Présentation du locuteur du discours

Né le 18 octobre 1905 à Yamoussoukro, au centre de la Côte d'Ivoire, dans une famille aisée de chefs coutumiers, Félix Houphouët-Boigny est, à l'âge de dix ans, chef de famille seul enfant masculin suite à de nombreux décès dans sa famille. Inscrit à l'école coloniale, il côtoie les missionnaires catholiques dans une région où l'animisme était encore prévalent. Houphouët-Boigny se convertit au catholicisme à l'âge de onze ans et adopte le prénom de Félix :

[...] C'était en 1916 à Bingerville. Je venais de quitter Yamoussoukro pour l'E.P.S. J'avais perdu les miens ; mon père, mon oncle ; à dix ans, j'étais chef de famille, animiste. J'avais la garde des modestes biens qu'ils m'ont laissés, mais aussi la garde de tous les fétiches qui accompagnent la chefferie. J'arrive à Bingerville. Le père Gorju m'entreprend et il me convainc. Et j'abandonne l'animisme, les fétiches et me fait baptiser, un an plus tard. (Houphouët-Boigny dans Loucou 1986 Tome 2: 21)

Il demeurera catholique pratiquant jusqu'à sa mort. Des études à l'école primaire de Bingerville (Sud Côte d'Ivoire), puis à l'École normale et à l'École de médecine de Dakar (actuelle capitale du Sénégal) le conduisent à une carrière de médecin. C'est pendant l'exercice de sa fonction de médecin indigène à Abengourou (Est Côte d'Ivoire, région de planteurs) qu'il prend, dès 1932, la défense des planteurs de cacao soumis au travail forcé et à l'injustice de leurs collègues coloniaux. En 1944 il fonde le Syndicat Agricole Africain, un mouvement de planteurs Ivoiriens et Africains hostile aux grands propriétaires blancs et à la politique économique du colonisateur qui les favorise.

La Côte d'Ivoire obtient, à l'instar des autres colonies, sa représentation à l'Assemblée Constituante française en 1945 en la personne de Félix Houphouët-Boigny élu député, il exerce ce mandat jusqu'en 1959. Il fait adopter la loi concernant la suppression du travail forcé dans les colonies d'Afrique et fonde, en avril 1946, le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), qui devient la section ivoirienne du Rassemblement Démocratique Africain (RDA), lequel est créé en octobre 1946 à Bamako. Il le préside de main de maître. Il est ministre du gouvernement français à cinq reprises entre février 1956 et juillet 1959. La présidence du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française (AOF) qu'il prend en 1957 lui offre une tribune idéale pour déclarer sa volonté de voir la Côte d'Ivoire évoluer progressivement vers son indépendance

définitive. Premier ministre de son pays en 1959, il le conduit jusqu'à l'indépendance le 7 août 1960 et est élu président le 27 novembre de la même année.

Félix Houphouët-Boigny est successivement médecin, chef traditionnel, planteur, leader syndical, député ivoirien en France, ministre des gouvernements français de 1956 à 1959, Président de l'Assemblée Nationale ivoirienne, maire d'Abidjan, Premier ministre ivoirien puis premier Président de la Côte d'Ivoire de 1960 à 1993. Il joue un rôle de premier ordre dans le processus de décolonisation de l'Afrique et domine jusqu'à la fin de sa vie, la scène politique africaine et ivoirienne.

Partisan de la françafrique, (étroite collaboration avec l'ancienne puissance coloniale), Houphouët-Boigny réalise que la françafrique est en réalité loin de ses atteintes. Mais il parvient, selon la marge de manœuvre que lui offre un tel système de relation entre les deux pays, à développer économiquement la Côte d'Ivoire de façon remarquable dans les années 70 dans un continent où la pauvreté est le mal le plus répandu :

[...]. Notamment dans le secteur agricole, faisant de son pays un îlot de prospérité dans un continent miné par la pauvreté ; on parle alors du « miracle ivoirien ». Mais si l'exportation de cacao et de café a fait la richesse de la Côte d'Ivoire, elle provoque également ses difficultés dans les années 80, après la chute brutale des cours des matières premières. Dès lors, son régime [...] miné par une corruption endémique, devient de plus en plus insupportable pour la population touchée de plein fouet par la crise économique dont les impacts se font encore sentir, aujourd'hui, dans le pays.²²

Constamment réélu de 1965 à 1990, Félix Houphouët-Boigny parvient à maintenir la stabilité d'une nation formée de plus d'une soixantaine d'ethnies. Il est l'habile régulateur de la « démocratie » dans son pays, aussi appelée la « démocratie à l'ivoirienne » en 1980 :

[...]. Le parti de feu Houphouët-Boigny s'est toujours vanté d'être un parti démocratique. On parla même de démocratie à l'ivoirienne en 1980 parce que, pour la première fois, les candidats à la députation n'étaient plus imposés par le parti mais devaient se faire élire par le peuple. (Djereke 2001: 218-219)

²² http://www.jesuismort.com/biographie_celebrite_chercher/biographie-felix_houphouet [Consulté le 15 mai 2014].

En 1990 les manifestations de rue favorisent le retour au multipartisme en Côte d'Ivoire. Sans réelle volonté de résoudre le problème de sa succession, Houphouët, surnommé affectueusement le « *Vieux* » par son peuple, laisse à sa mort le 7 décembre 1993 un pays orphelin que les querelles d'héritage au sommet finirent par propulser dans le chaos politique. Ses différents successeurs, loin d'avoir l'autorité et la clairvoyance politiques dont avait fait preuve le père de la nation, cherchent encore dans des débats politiques à redonner au pays, en manque de repères, la paix et la prospérité perdues.

II.1.1.2. La macrostructure du texte.

Comme l'indique Van Dijk, la macrostructure d'un texte est le résumé du texte, il en exprime donc le sens global. Son élaboration comprend entre autres les titres, les sous-titres, et s'organise sous la forme de poupées gigognes ou de boîtes chinoises :

[...], un texte s'organise structurellement comme une espèce de jeu de poupées gigognes ou de boîtes chinoises. Le théoricien néerlandais distingue, en premier lieu, le concept de macrostructure qui est une abstraction du contenu ordonné d'un texte, lequel coïncide en partie avec les schémas préalables à la rédaction. Le titre et les divers alinéas d'un texte constituent des macro-propositions qui forment la macrostructure, auxquels viennent s'ajouter les paragraphes et, en définitive, tout ce qui englobe une signification unique pour un ensemble d'éléments significatifs.²³

II.1.1.2.1 Contexte historique et contenu du discours du 7 août 1960 (voir annexe III, discours du corpus)

Ce discours fut prononcé le 7 août 1960, jour de la proclamation de l'indépendance de la Côte d'Ivoire. Dorénavant pays souverain, la Côte d'Ivoire s'exprime à travers son leader politique et Premier ministre Félix Houphouët-Boigny. Fier d'avoir été colonisé par la France, il entend préserver sa relation privilégiée avec l'ex puissance coloniale et s'ouvrir à d'autres nations. Enfin, les lignes directrices du futur gouvernement ivoirien sont fixées. Après s'être adressé à son pays, à son peuple puis à ses pairs africains, Houphouët trace les lignes de la politique qu'il

²³ [Http://meticebeta.univ-montp3.fr/litteratureepicaresque/lazarillo/page_02.htm](http://meticebeta.univ-montp3.fr/litteratureepicaresque/lazarillo/page_02.htm)

[Consulté le 20 juillet 2014].

entend mener et les conditions dans lesquelles elle va être réalisée en Côte d'Ivoire et en Afrique :

Voici arrivée, pour Toi, ô mon pays, mon Pays bien-aimé, l'heure tant attendue où ton destin t'appartient entièrement.

Peuple de mon pays, laisse éclater ta joie, tu mérites cette joie, [...]. Tu es libre, et, avec fierté, tu entres dans la grande famille des Nations [...].

Mais pour que la « Table Ronde » que nous souhaitons entre Africains aboutisse à des résultats concrets et déterminants, nous le disons avec force, il conviendra que toute idée d'expansionnisme soit bannie de notre entreprise. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960).

Félix Houphouët-Boigny s'éloigne de l'idéologie victimaire de la post colonisation, invite les Africains à surpasser le complexe d'avoir été colonisés. Houphouët exhorte les peuples africains anciennement colonisés à ne pas devenir, jeunes comme vieux, victimes de leur propre drame, mais plutôt acteurs et témoins de leur progrès car comme eux d'autres peuples ont été colonisés:

Aussi, mes chers frères, n'y a-t-il pas de honte à avoir été colonisés. Nous n'avons plus à nous attarder dans des plaintes inutiles. Nous devons aller de l'avant car, nous aussi, nous devons apporter au monde notre contribution décisive.

Oh ! Certes, notre jeunesse ardente et fière, intelligente, poursuivra et obtiendra, dans tous les domaines, des progrès sensibles qui puissent faire envie.

Ne nous attardons plus à de vaines lamentations, tous les peuples sont passés par-là où nous sommes passés». (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

Le système de parti unique en Afrique Noire a suscité de nombreuses études qui en ont révélé les forces et les faiblesses. Sous l'apparence de *démocratie*, toute l'organisation juridique et institutionnelle du parti est souvent une forme déguisée qui permet d'asseoir l'autorité d'un homme, une véritable monocratie.

Le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire a certes des particularités : nous reconnaissons volontiers ses succès indéniables qui ont fait de son président un bâtisseur hors pair en Afrique. Mais dans l'ensemble, l'œuvre d'Houphouët-Boigny demeure dans la logique du parti unique. Ayant mené la lutte anticolonialiste jusqu'à l'indépendance, Houphouët-Boigny est arrivé à imposer son parti comme l'unique sur la scène politique par stratégie politique, d'aucuns l'appelleraient par manipulation et enfin par négociation, sa véritable arme de combat. Une fois l'indépendance accordée, Houphouët-Boigny devient le patron incontesté qui contrôle tout.

C'est en véritable *gardien du temple* qu'il veille sur les hommes, sur les structures de son parti et sur le pays.

Ne perdons pas de vue que nous sommes dans la catégorie des discours politiques et que les objectifs principaux de ces discours consistent à faire adhérer au message le plus grand nombre d'assistants. Ce discours a un caractère exceptionnel car prononcé au cours d'une cérémonie solennelle de proclamation de l'indépendance du pays, où les aspects nationaux et internationaux sont réunis. Il est cependant à noter que quel que soit l'auditoire et le sujet général, la stature internationale de Félix Houphouët-Boigny est toujours présente dans tous ses discours, même ceux plus particulièrement adressés à la nation ivoirienne:

Pour nous, depuis quelques mois, un problème a pris le pas sur beaucoup d'autres : puisqu'il s'agit d'un problème africain, parce qu'il touche des peuples qui sont presque nos voisins et qui sont nos frères, et parce que ce problème biafrais nous a vu évoluer, en un an à peine, de l'intérêt à l'inquiétude, et de l'inquiétude à l'angoisse [...]. N'ayant aucune part ou intérêt, direct ou indirect, présent ou futur dans ce massacre aux allures de conflit, la Côte d'Ivoire continuera à éveiller la conscience universelle et d'abord la conscience africaine, puisqu'il s'agit de nos frères et qu'il y va de la dignité et de la liberté de l'Afrique.
(Houphouët-Boigny, à Abengourou, le 7 août 1968)

À travers le premier discours d'indépendance, devant un parterre de personnalités politiques venues d'Europe, d'Amérique, d'Afrique et de l'intérieur du pays, Houphouët trace les orientations politiques internes qu'il entend suivre dans l'union avec les Ivoiriens et les étrangers installés dans son pays.

Pour ce qui est de la politique en Afrique, il demande à ses partenaires africains l'union sincère dans la coopération sur des projets réalistes, sans esprit de concurrence ou d'expansionnisme:

[...] Il conviendra que toute idée d'expansionnisme soit bannie de notre entreprise. Au contraire, la seule préoccupation que nous devons avoir dans l'esprit, c'est le progrès constant des populations africaines qui ont un long retard à rattraper, qui vivent dans des régions insuffisamment développées et équipées. Ne visons pas des buts irréalisables, du moins dans un délai rapproché. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960).

Le deuxième volet de ce discours est un message de reconnaissance envers la France et son président, à travers la délégation conduite par son Ministre d'État Louis Jacquinot. C'est aussi un message de réconciliation avec l'ex puissance coloniale à laquelle adresse un message complice. Houphouët-Boigny rend hommage à la grande nation qu'est la France, à laquelle il reste attaché. La souveraineté au prix d'une rupture totale avec la France n'aurait pas pu être assumée par la Côte d'Ivoire, notamment sur le plan économique et Houphouët-Boigny n'ignorait pas cette impossibilité. C'est donc pour le bien de leurs deux peuples que l'indépendance est accordée dans un climat de paix. Cette indépendance doit être perçue comme une volonté ivoirienne d'accéder à la souveraineté nationale sans rupture avec la France et surtout sans rancœur, malgré ce que ce pays représente de négatif aux yeux du peuple Ivoirien : la colonisation. Au contraire, il reste un modèle à partir duquel la Côte d'Ivoire va être bâtie:

Je voudrais vous rappeler, car il faut que l'Assemblée le sache, il faut que le pays le sache, qu'au moment où, devenus majeurs, nous allons quitter la maison familiale, où nous avons été souvent gâtés, parfois aussi réprimandés-qui aime châtie bien, affirme un dicton-pour aller fonder notre maison à nous, notre foyer à nous, je voudrais vous dire, Monsieur le Ministre d'Etat, qu'en quittant la famille française, nous n'avons pas le sentiment d'oublier tout ce que nous avons reçu d'elle. Nous voulons, au contraire, développer, enrichir le lourd patrimoine qu'elle nous a légué et ce, au bénéfice de notre peuple. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

Nous sommes totalement dans un discours néocolonialiste où le Premier ministre Houphouët-Boigny dévoile son programme politique selon la marge de liberté que lui accorde un tel système. Là où il y a visibilité et lisibilité, nous nous apercevons que les actions que compte mener le locuteur tournent autour de trois axes majeurs qui définissent l'idéologie du régime qui sera mis en place en Côte d'Ivoire sur le plan politique, économique et militaire.

II.1.1.2.2 La structure thématique.

Le message véhiculé a un objectif principal bien précis sur lequel peuvent se greffer d'autres objectifs secondaires. Dans notre texte, il est question d'une future politique néocoloniale qui est celle qu'entend mener l'auteur du discours. La langue de bois est l'outil privilégié de ce système qui consiste à dissimuler aux Ivoiriens, les dessous d'une telle politique. La politique néocoloniale fait du président africain (quel que soit son statut), un homme docile plus enclin à répondre aux sollicitations de ceux à qui il doit la survie de son régime, (les autorités de l'ex puissance coloniale) qu'à satisfaire les besoins de son propre peuple.

II.1.1.2.3 Définition et origines du néocolonialisme français en Côte d'Ivoire.

II.1.1.2.3.1 Définition du néocolonialisme

Si nous voulons mieux percevoir le sens des mots contenus dans les premiers discours après les indépendances des pays africains, nous pensons qu'il est nécessaire d'expliquer le système néocolonialiste. Pour ce qui nous concerne, nous mettrons l'accent sur les pays d'Afrique francophone en général et sur la Côte d'Ivoire en particulier, objet de notre étude.

Le néocolonialisme décrit une politique propre aux anciennes puissances coloniales vis-à-vis de leurs anciennes colonies. Les anciens pays colonisateurs et d'autres États économiquement forts, continuent de maintenir leur présence dans les économies des anciennes colonies, particulièrement pour ce qui concerne les matières premières. Comme nous découvrons dans le dictionnaire (LE ROBERT 1989 : 1264), *le néocolonialisme est une nouvelle forme de colonialisme qui impose la domination économique à une ancienne colonie ayant accédé à l'indépendance.*

Certains critiques soulignent que le colonialisme permet à des cartels, telle la Banque Mondiale, de contrôler et d'exploiter des pays qui sont moins développés (PMD) à travers le contrôle de leur endettement. Les dirigeants des pays du tiers monde accordent des concessions et des monopoles aux entreprises privées étrangères qui s'installent dans leurs pays en échange de la consolidation de leur pouvoir personnel et de pots-de-vin. Dans la plupart des cas, comme il est de coutume en Afrique Noire, une grande partie de l'argent prêté aux ex pays colonisés, est retournée sous forme de contrats aux sociétés privilégiées appartenant aux pays des ex puissances coloniales. Ces prêts étrangers sont, dans la réalité, des subventions à ces sociétés qui sont liées d'amitié avec les nouveaux dirigeants de l'État emprunteur. Cette connivence est parfois désignée sous le nom de *corporatocratie*.

Les organismes accusés de participer au néocolonialisme incluent la Banque Mondiale, l'Organisation Mondiale du Commerce, le Groupe des Huit (G8) et le Forum Economique Mondial. Non seulement les ex puissances coloniales mais aussi les États les plus riches (notamment les États-Unis d'Amérique) de la planète font partie de ce qui peut être qualifié de *corporatocratie*. Une description de première main de cette *corporatocratie*, faite par un initié, figure dans le livre *Les Confessions d'un tueur à gages économique* écrit par l'économiste américain John Perkins (né le 28 Janvier 1945 dans le New Hampshire). Celui-ci soutient qu'une certaine élite américaine dont les présidents *Lyndon Johnson* (président des États-Unis

de 1963 à 1969) et *Richard Nixon* (président des États-Unis de 1969 à 1974) souhaitent construire un empire global. Pour ce faire, ces derniers auraient constitué un groupe de consultants utilisant les organisations financières internationales pour créer les conditions permettant d'assujettir des nations à cet empire par l'endettement économique auprès d'organismes comme le FMI (Fond Monétaire International) et la BM (Banque Mondiale). L'écrivain, John Perkins décrit ainsi ce système tout en invitant le monde entier à s'élever contre sa réalisation :

Ce que ces hommes voulaient : une Amérique qui contrôlerait le monde et toutes ses ressources, un monde qui obéirait aux ordres de cette Amérique, une force militaire américaine qui ferait appliquer les règlements définis par l'Amérique, et un système bancaire et commercial international qui soutiendrait l'Amérique comme PDG de l'empire global. [...]. John Perkins, Les Confessions d'un assassin financier. La subtilité des moyens utilisés pour créer cet empire moderne ferait rougir de honte les centurions romains, les conquistadors espagnols et les puissances coloniales européennes [...]. Aujourd'hui on ne porte plus l'épée. On ne porte ni armure ni costume distinctif. [...], c'est ainsi que le système fonctionne. Ils commettent rarement des actes illégaux, car le système lui-même repose sur le subterfuge et est légitime par définition.²⁴

John Perkins s'oppose à l'idéologie de la destinée manifeste visant à justifier l'expansionnisme américain mais le département d'État américain affirme que ses thèses n'ont aucun fondement et qu'il n'est qu'un théoricien de la conspiration de plus, ce qui ne l'empêche pas de décrier ce qu'il juge abominable à ses yeux. Il ne se contente pas de condamner les hommes politiques et les institutions internationales, mais tente d'appliquer ses théories à la politique de son époque.

Perkins soutient la vision politique du président américain James Carter (président des États-Unis de 1977 à 1981) considéré comme le président américain le plus proche des idéaux des insurgés de 1776 aux États-Unis et raille celle de Ronald Reagan (président des États-Unis de 1981 à 1989) qu'il qualifie d'*acteur habitué à se faire diriger*. Perkins dénonce Robert McNamara (homme d'affaires et homme politique américain président de la Banque Mondiale de 1968 à 1981) comme étant l'homme qui a permis de transformer la Banque Mondiale en un moyen d'asservissement du Tiers-monde à l'empire global.

²⁴ http://fr.wikipedia.org/wiki/John_Perkins [Consulté le 10 mai 2014].

II.1.1.2.3.2 Les origines du néocolonialisme français en Côte d'Ivoire.

Le néocolonialisme français en Côte d'Ivoire trouve ses origines dans la politique de décolonisation mise en place par la France en Afrique Noire par la conférence de Brazzaville de janvier 1944 à l'initiative du général de Gaulle, chef de la France Libre et de René Pleven, commissaire aux colonies.

Pour ne pas être en retrait par rapport aux promesses anglo-saxonnes et pour reconnaître la *dette de sang* envers les soldats d'Afrique Noire sacrifiés dans les combats de la France Libre de Gaulle veut se montrer attentive aux aspirations des peuples colonisés. L'intransigeance des colons locaux conservateurs fait de cette conférence un succès en demi-teinte. Malgré tout, Brazzaville demeure synonyme de première étape sur le chemin conduisant à la décolonisation progressive et pacifique de l'Afrique Noire française.

Dans les années d'après-guerre, la défaite en Indochine avait déjà ébranlé les fondements du système colonial et la guerre d'Algérie, avec ses menaces de détruire les institutions républicaines en métropole, fait réaliser qu'il faut trouver une voie de substitution à l'empire colonial. Cette voie de substitution doit éviter les conflits tout en permettant à la France de continuer de s'appuyer sur son ancien empire pour demeurer une grande puissance. Dès son retour au pouvoir en 1958, le général de Gaulle s'engage résolument dans cette voie :

Indochine, 7 mai 1954. Après deux mois de combats et de bombardements, Diên Biên Phu est tombé aux mains des soldats vietnamiens [...]. Les Français ont largement sous-estimé la puissance de feu des Vietnamiens dotés de canons chinois. La France déplore 4000 morts ou blessés et 8000 prisonniers. Il y a un mois, le général de Gaulle, tirant les leçons de l'implication des Chinois et des Soviétiques et du refus d'intervenir des Américains, ne considérait plus qu'un seul moyen pour restaurer la puissance militaire de la France : se doter de l'arme atomique. (Legrand sur De Gaulle 1997: 47)

Un autre fait déterminant est le mouvement d'indépendance des colonies dans l'empire britannique, commencé en Inde et qui s'étendit à l'Afrique subsaharienne dans les années 50. La France ne veut pas rester en marge de ce courant qui lui permet d'instaurer un système de contrôle de ses colonies acceptable par la Communauté Internationale. C'est une raison, parmi d'autres, pour laquelle la décolonisation en Afrique Noire française se fait sur la base de concessions nécessaires à l'instauration du néocolonialisme. Les pays nouvellement souverains ne sont guère en situation de pouvoir couper le cordon ombilical qui les lie à l'ancienne

métropole. Ne pouvant pas se suffire, ni militairement (présence de l'armée française) ni économiquement (des accords de coopération mal définis les assujettissent), les nouveaux pays indépendants se laissent écraser littéralement par l'ex puissance coloniale. Aujourd'hui nous sommes tentés de nous demander si la décolonisation telle qu'elle fut planifiée par le général de Gaulle ne fut-elle pas un « lâchage » planifié et calculé dans l'intérêt économique, politique, militaire et culturel de la France ?

Pour comprendre les origines du néocolonialisme français en Afrique subsaharienne, il est capital à notre sens de nous arrêter à l'année 1958. À partir de cette date, une évolution décisive commence avec la mise sur pied de la Communauté franco-africaine par la France, laquelle est acceptée par l'ensemble des pays africains à l'exception de la Guinée de Sékou Touré (voir I.2.3.3.2 évolution du RDA). Cette institution donne un cadre légal aux rapports franco-africains, la Communauté étant en effet le seul moyen « légitime » dont dispose la France pour conserver son emprise sur ces pays, privés de pouvoirs régaliens de leur propre gré, puisqu'ils avaient choisi contrairement à la Guinée qui a voulu son indépendance immédiate en 1958, d'adhérer à cette institution franco-africaine:

Paris, 19 décembre. Les ordonnances signées ce jour par le président du Conseil mettent en place les organes qui doivent permettre à la Communauté des États francophones d'Afrique de fonctionner. Il s'agit du Conseil exécutif qui doit se réunir deux fois par an avec les ministres communs, les chefs de gouvernement et le chef de l'État français, du Sénat et de la cour arbitrale de la Communauté. Quatre ministres conseillers, issus des anciennes colonies, vont être chargés des Affaires africaines au sein du gouvernement français. La Communauté devient une véritable fédération, très proche dans l'esprit de de Gaulle du Commonwealth. Madagascar a été le premier pays à la rejoindre le 14 octobre, suivi du Soudan français le 24 novembre (Mali) ; du Sénégal le 24 ; du Congo, du Gabon, de la Mauritanie et du Tchad le 28 ; de l'Oubangui-Chari le 1^{er} décembre (République centrafricaine) ; du Dahomey et de la Côte d'Ivoire le 4 ; de la Haute-Volta le 11 ; et du Niger hier. (Legrand sur De Gaulle 1997: 54)

L'Indépendance qui s'en suit n'est pas synonyme de rupture avec la France, qui parvient à conserver des liens privilégiés et particuliers avec ses anciennes colonies africaines. Les relations étroites qui se mettent en place suite à l'octroi de l'indépendance par de Gaulle sont la continuation de celles déjà existantes, permettant à la France de garder discrètement son influence. Officiellement, c'est la célébration de la liberté retrouvée, car la « maturité » ayant été atteinte, les nouveaux États peuvent se gouverner tout en prétendant se défendre de toute ingérence. De Gaulle ne disait-il pas au président Félix Houphouët-Boigny : « Mon cher

Président, il faut savoir exister, exister en tant qu'homme indépendant, exister en tant que nation indépendante » (Loucou 1986 Tome 2 : 61).

Du côté ivoirien, cette même ambivalence s'observe chez Houphouët-Boigny : il est convaincu de l'incapacité de survie de son pays sans l'aide française, qu'il sollicite dans plusieurs domaines. Dans les normes néocolonialistes, la France s'impose aisément comme puissance dominatrice dans ses rapports avec la Côte d'Ivoire comme d'ailleurs avec la quasi-totalité des pays de l'Afrique francophone qui n'ont d'autre choix de survie que de se plier aux volontés françaises. Il convient de préciser que l'esprit de la politique africaine française est le même à l'égard de toutes ses ex colonies d'Afrique. Même si les rapports varient légèrement dans la forme selon les États, il n'en est rien sur le fond. Le pouvoir décisionnel en matière de politique africaine relève en premier lieu du président de la République française, preuve de l'importance accordée au *pré-carré* face à la Communauté Internationale:

En décembre 1959, à leur tour, le Mali et Madagascar sont poussés à l'indépendance mais comme États membres de la Communauté ; la Constitution est modifiée pour créer des « accords de Communauté ». À la suite, les États africains et Madagascar sont poussés à une apparence indépendance entière. En sous-main naît la Françafrique au service du grand patronat français, fille de Jacques Foccart (Afrique subsaharienne) et de Paul Delouvrier (Algérie) [...]. Alors que la Constitution impose que l'éventuelle indépendance d'un État membre de la Communauté, résulte d'un référendum, aucun n'est organisé.

Ainsi, le Premier ministre Michel Debré peut constater, par un échange de lettres avec le président du Sénat de la Communauté, la caducité des dispositions constitutionnelles du titre XII (16 mars 1961). Ces dernières sont formellement abrogées lors de la révision constitutionnelle de 1995.²⁵

La décolonisation pacifique en Afrique noire permet à la France de s'appuyer sur les mouvements modérés que compte la majorité de ces pays. Les accords de coopération signés aux lendemains des indépendances s'en ressentent, certains accords incluent des clauses secrètes. Se débarrasser du *boulet* par une indépendance fictive permet à la démocratie française de se faire une cure de morale. La décolonisation gaullienne traduit alors au moins autant le refus d'intégration des *indigènes* et l'échec de l'assimilation menée par la France (cas

²⁵ [http://fr.wikipedia.org/wiki/Communaut%C3%A9_fran%C3%A7aise_\(f%C3%A9d%C3%A9ration\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/Communaut%C3%A9_fran%C3%A7aise_(f%C3%A9d%C3%A9ration)) [Consulté le 10 mai 2014].

de l'Algérie) que l'aspiration des peuples et de certains leaders à une indépendance progressive dans l'Union française.

Les circonstances des indépendances enserrant les anciennes colonies dans un réseau complexe de dépendances envers la France. Cette situation est à l'origine de la langue de bois que les premiers dirigeants africains emploient pour dissimuler cette réalité à leurs peuples lorsqu'ils s'adressent à eux.

Ce langage tourne autour des contradictions entre les changements liés à l'indépendance et la continuité des liens de soumission. Sur le plan international, par le biais des accords bilatéraux avec l'ex pays colonisateur, les nouveaux États ont un *parrain* sur la scène mondiale où ils font leur entrée. La France, de par ses multiples assistances à ces pays, dispose d'un certain magister moral et de moyens de pression sur les dirigeants africains. Cette influence est un élément de sa puissance internationale effective et participe au maintien de sa grandeur dans le cadre d'une certaine idée gaullienne de la France. Bien qu'au regard du droit international, la France et ses ex colonies sont désormais égales, l'inégalité de fait des partenaires et leurs divergences d'intérêts sont évidentes. Ces contradictions sont aussi à l'origine d'une forme de langue de bois au niveau international que nous voyons évoluer au cours du temps dans les discours politiques de Félix Houphouët-Boigny.

II.1.1.2. 4. La langue au service de la politique néocoloniale

À l'indépendance, tous les pays africains glissent vers le régime du parti unique, une évolution qui est perçue par les opposants d'Houphouët-Boigny comme découlant d'une complicité des autorités françaises qui, soit ferment les yeux sur cette forme de gouvernance, soit la soutiennent. La complaisance de la France à l'égard des déficits de démocratie dans ses anciennes colonies contraste avec ses combats contre des dictatures dans d'autres parties du monde.

Le contrôle de la Côte d'Ivoire aussi appelée *filles aînée de la France* en dit long car nous savons que c'est le Sénégal a été la première colonie française en Afrique Noire. Ce contrôle, déjà commencé à partir de 1950, prend de l'ampleur à partir de 1958 et va crescendo pour atteindre son pic en 1960 où il se maintient pendant plusieurs décennies:

Cela se passe en 1981, plus de vingt ans après l'indépendance ! En Côte d'Ivoire, note un observateur pointu, il n'y a de pouvoir que de la « Présidence » mais Houphouët est le seul citoyen ivoirien qui en fasse partie »

Il s'est laissé littéralement circonvenir. De 1958 jusqu'à l'ultime maladie, en 1993, il va garder un contact téléphonique quasi quotidien avec Jacques Foccart, devenu un ami très proche. De son côté, Foccart était, « aussi souvent que nécessaire, en relation avec Guy Nairay », et voyait « fréquemment aussi Alain Belkiri [...], qui veillait à l'application des décisions. Ce lien avec Paris, ou plutôt ce câble, aura tenu quarante ans, surplombant au passage l'indépendance formelle de 1960. (Verschave 2003: 129)

La manipulation du discours politique par le président Félix Houphouët-Boigny a contribué à faire accepter le néocolonialisme à son peuple afin d'assurer le succès du parti unique.

Les principes sacrés du néocolonialisme ne tolèrent aucune dérive de la part de ces dirigeants car le développement ne se décide pas et il ne peut y avoir remise en question des dépendances néocoloniales. Les barons de la *françafrique* n'hésitent pas à réprimer les velléités de résistance en douceur mais ceux qui s'obstinent dans l'opposition au système en payent le prix fort :

*L'expression (françafricaine) a jadis servi dans la bouche de grands amis de la France et de Jacques Foccart, tels Félix Houphouët en 1955 ou Omar Bongo : c'était une sorte d'invitation à une Communauté néocoloniale idéale. On ne sait s'ils en percevaient la signification homophone : **France-à-fric**. Nous avons détourné leur trouvaille : le terme désigne si bien le mélange des genres caractéristique du foccartisme, et ses doubles fonds [...]. Depuis, il a fait fortune. (Verschave 2003:176)*

La Côte d'Ivoire est rapidement verrouillée compte tenu de l'intérêt que lui accorde la métropole pendant la colonisation. Houphouët-Boigny s'est-il fait prendre au piège de la Françafrique par le biais de son admiration de la vie et de la culture françaises ? Ou a-t-il tout simplement sous-estimé les conséquences de sa nouvelle orientation politique ?

C'est dès les années 50 que le député de la colonie ivoirienne adopte un discours plus francophile. Une fois l'indépendance acquise, il nomme des collaborateurs français à des postes clefs et ses détracteurs ne vont pas le ménager. L'entourage français de la présidence ivoirienne perdurera sous Bédié, son successeur immédiat.

Parce qu'il se sent menacé, parce qu'il sera pris au piège de son nouveau discours francophile, Houphouët devient l'homme des Français [...]. Son ascension politique, de 1952 au tournant de l'indépendance, ira de pair avec un consentement : être exclusivement entourée de conseillers politiques, financiers et militaires français.

L'ancien administrateur colonial est resté à ce poste jusqu'au décès d'Houphouët en 1993 et même au-delà, auprès du successeur Konan Bédié ! [...]. Nonobstant l'indépendance, il est demeuré la cheville ouvrière de l'exécutif ivoirien.²⁶

Ayant été précocement initié aux rouages du système, il en sait la « monstruosité », et malgré son combat initial pour le développement de l'Afrique et de la Côte d'Ivoire, il agit soit par impuissance, soit par précaution ou soit par sagesse dans le jeu de l'ex-puissance coloniale mais en aucun cas par inconscience. Au fond de lui-même, Houphouët-Boigny ne veut pas de cette indépendance de façade et de ses termes gardés secrets pour le grand public africain mais *la mésentente cordiale* entre leaders africains à la veille de l'indépendance fait échouer ses aspirations à arriver à l'égalité des pays membres au sein de la Communauté française, afin de parvenir à une indépendance progressive :

Je me dois, avant de nous séparer, de vous faire une confession : au soir de notre lutte commune pour l'émancipation de l'Afrique, le rang solide, compact que nous formions s'est quelque peu désagrégé. Car certains des nôtres, impatientes, n'ont pas compris la patience calculée de ceux qui veulent s'armer davantage d'efficacité pour assurer le meilleur devenir de leur pays. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

Pour échapper à une indépendance vide de sens, Houphouët compte sur le projet de Communauté. Mais une Communauté franco-africaine sur la base de l'égalité et de fraternité n'est pas possible dans les faits sans la volonté effective de la France.

Il a déjà connu l'échec du projet de l'Union Française pour laquelle il a ardemment milité, projet qui prévoyait d'ériger les colonies en départements et territoires français. Ce sont les parlementaires métropolitains qui, craignant de voir la *France devenir la colonie de ses colonies*, font capoter l'Union. La réalisation de ce projet permettrait à leur collègue ivoirien de mettre fin à la double politique menée par la France :

À l'heure actuelle, aucun risque pour que les Africains submergent les parlementaires européens, mais qu'en revanche, une telle union permettrait de stopper la double politique menée par la France: l'une, métropolitaine et démocratique et l'autre, coloniale et réactionnaire.²⁷

²⁶ <http://fusionnisme.blogspot.com/> [Consulté le 10 mai 2014].

²⁷ <http://fr.wikipedia.org/wiki/Indig%C3%A9nat> [Consulté le 10 mai 2014].

Quand vient le projet de la Communauté, il devient son grand défenseur aux côtés du général de Gaulle. Houphouët-Boigny veut une indépendance par paliers pour mieux préparer la destinée des colonies. Alors ministre d'État du général, le député de la colonie de Côte d'Ivoire mène une campagne très active auprès de ses pairs africains pour un « OUI » massif au projet voulu par le président français, isolant ainsi le « NON » du leader guinéen Ahmed Sékou Touré. L'indépendance totale n'est pas sa priorité immédiate, mais il veut plutôt gagner une plus grande marge de manœuvre pour présider à la gestion des colonies. Nous voulons signaler que la décolonisation de l'Afrique au sud du Sahara ne se fait pas comme de Gaulle l'avait prévue dans les années 40. À l'époque, lors de sa conférence en janvier 1944 à Brazzaville, toute autonomie hors cadre français était interdite, désir réaffirmé dans le projet de la Communauté franco-africaine en 1958. Des imprévus internes à l'Empire franco-africain surgissent : des courants politiques français qui craignent que la France soit submergée par son empire prennent de l'ampleur. Puis il y a le « NON » à la Communauté de Sékou Touré. Finalement, l'idée d'indépendance immédiate prend le dessus parce que de Gaulle change de stratégie politique au regard de l'Afrique. Il se rallie de fait aux courants de pensée politiques opposés à son projet de Communauté pour créer des États indépendants reconnus par la Communauté Internationale et représentés à l'ONU en tant que tels mais contrôlés en sous-main par la France pour son plus grand avantage. Nous le découvrons dans une confidence faite par de Gaulle à un proche :

Le général de Gaulle pouvait ainsi expliquer à Alain Peyrefitte: Nous ne pouvons pas tenir à bout de bras cette population prolifère comme des lapins [...]. Nos comptoirs, nos escales, nos petits territoires d'outre-mer, ça va, ce sont des poussières.

Le reste est lourd. [...].

Cette conviction, de Gaulle la partageait avec la majorité des hommes politiques métropolitains, qui redoutaient tous, les conséquences d'une égalité politique accordée aux Africains.²⁸

Houphouët-Boigny son fidèle collaborateur, sent le danger et cherche à éviter l'indépendance immédiate contrairement à certains de ses pairs africains. Il préfère plutôt militer pour une transition en douceur au sein de l'«ensemble français». C'est pourquoi, Il est très déçu du dénouement que connaît la Communauté malgré le succès massif du «OUI». Ce fait scelle la

²⁸ <http://fusionnisme.blogspot.com/> [Consulté le 10 mai 2014].

fin de sa vision d'indépendance. Elle ne sera plus progressive et vraie mais immédiate et contraignante:

Houphouët ne voulait pas de cette indépendance. Il reprocha amèrement à de Gaulle de l'avoir imposée, d'avoir abandonné le projet d'une Communauté francophone sous hégémonie française officielle. Mais, avait compris le Général, un tel Empire new-look serait intenable, du moins en gestion directe. Houphouët ne s'y est jamais fait : J'ai attendu en vain sur le parvis de l'église, avec mon bouquet de fleurs fanées à la main [...]. Faute de mariage, va pour le concubinage ! (Verschave 2003: 130)

L'Union française est créée par la Constitution du 27 octobre 1946 (fondatrice de la Quatrième République française, octobre 1946 à octobre 1958) qui modifie le statut des colonies. L'Empire colonial français devient l'Union française, et les colonies, des départements et territoire d'outre-mer. Ce cadre juridique abolit le Code de l'indigénat imposé par le gouvernement français à l'ensemble de ses colonies et leur donne un statut proche de celui de Commonwealth.

Le *Commonwealth of nations* est l'association, créée en 1926, des pays ayant fait partie de l'Empire britannique (anciennes colonies ou protectorats). Dirigé par le souverain du Royaume-Uni, son originalité provient de son organisation : les pays membres sont unis par leurs intérêts communs, mais sont autonomes. Ils ne sont liés par aucun traité et peuvent rester neutres lorsqu'un conflit engage un ou plusieurs d'entre eux. À ce jour, le Commonwealth compte cinquante-trois États membres.

Houphouët réaffirme sa vision d'indépendance, une expérience à laquelle il croit et qu'il veut vivre. C'est ce qu'il explique au chef du gouvernement ghanéen Kwamé Nkrumah lors de sa visite officielle le 7 avril 1957 en Côte d'Ivoire, visite au cours de laquelle il appelle toutes les colonies d'Afrique à prendre leur indépendance :

Votre expérience est fort séduisante [...]. Mais en raison des rapports humains qu'entretiennent entre eux Français et Africains et compte tenu de l'impératif du siècle, l'interdépendance des peuples, nous avons estimé qu'il était peut-être plus intéressant de tenter une expérience différente de la vôtre et unique en son genre, celle d'une communauté franco-africaine à base d'égalité et de fraternité.²⁹

²⁹http://www.jesuismort.com/biographie_celebrite_chercher/biographie-felix_houphoue [Consulté le 10 mai 2014].

À l'instar du général de Gaulle qui refuse toujours une Europe intégrée, Houphouët-Boigny s'oppose à l'idée des États-Unis d'Afrique proposée par Kwamé Nkrumah qui remet en cause les souverainetés nationales récemment acquises à la conférence de l'O.U.A. Le 25 mai 1963 à Addis-Abeba (Ethiopie) Houphouët-Boigny donne ses raisons, et il n'est pas le seul à avoir refusé une Afrique supranationale :

[...]. Il y avait deux thèses en présence : la nôtre, très souple, [...], une unité qui ne tienne pas compte du chiffre de la population, de l'importance économique, même d' l'expérience politique de certains d'entre nous, mais qui mette les uns et les autres à égalité, avec une présidence tournante ; et il y avait l'autre thèse, chère à feu Kwamé Nkrumah, membre du groupe de Casablanca, à savoir un seul gouvernement et une seule assemblée. Il est clair que nous ne pouvions accepter cela. Il y a eu suspension de séance.

À la reprise, c'est feu Tafawa Balewa qui a pris la parole pour dire que le Nigéria n'accepterait jamais la supranationalité, refusant donc ainsi la thèse de Kwamé Nkrumah [...]. (Loucou 1986 Tome 2: 80)



Le président du Conseil de l'Entente sur le perron de l'Élysée le 24 juin 1960.

De gauche à droite : MM. Hubert Maga, Maurice Yaméogo, Félix Houphouët-Boigny, Hamani Diori (voir 40 ans du RDA du coordinateur Loucou 1986 Tome 1: 519)

Toutefois, le dirigeant ivoirien n'était pas opposé à l'unité africaine mais il la voyait sous la forme d'une coopération au cas par cas pour plus d'efficacité. C'est le cas pour le Conseil de l'Entente qu'il a créé avec ses plus fidèles amis. Il s'agit d'une organisation régionale créée le

29 mai 1959 en coopération avec d'autres leaders politiques africains dont Hamani Diori du Niger, Maurice Yaméogo de la Haute-Volta (actuel Burkina-Faso) et Hubert Maga du Dahomey (actuel Bénin). Ensemble, ils créent une organisation régionale très souple, qui doit assurer trois fonctions essentielles :

Elle permet la gestion commune de certains services publics tels que le port d'Abidjan institué en établissement public ou la ligne du chemin de fer Abidjan-Niger.

Elle garantit un fonds de solidarité entre les pays membres, alimenté à plus de 90% par la Côte d'Ivoire.

Elle assure le financement de divers projets de développement au moyen de prêts consentis aux États membres à des faibles taux d'intérêts, prêts alimentés à 70% par la Côte d'Ivoire [...].³⁰

Le Conseil de l'Entente, bien que connaissant un succès relatif, démontre les limites de la coopération entre États africains. Les transferts de moyens d'un pays vers un autre entraînent des difficultés internes du fait même de la relative pauvreté des États, même ceux considérés comme les plus « riches ». Cet écueil a déjà provoqué des mécontentements à l'époque coloniale lorsque les autorités coloniales avaient entrepris de prélever plus de moyens dans une région pour en aider une autre. Un système de coopération inter africain trop ambitieux ou trop contraignant risque de déstabiliser ses membres.

Ambitieux, le leader ivoirien conçoit pourtant de plus grands desseins pour l'espace francophone d'Afrique et des accords sont signés pour resserrer les liens de solidarité entre les États francophones, notamment dans les domaines économique, militaire et des postes et télécommunications.

Houphouët défend le principe de respect des frontières hérité de la colonisation et tous les projets qu'il a pour l'Afrique respectent la *personnalité de chaque État*. Dans son discours, le locuteur invite les autres leaders à faire l'union dans leurs pays respectifs car l'union interne n'est pas incompatible avec la solidarité à l'extérieur des États:

Nous devons arriver à une unité complète à l'intérieur de nos frontières, car c'est cette unité qui témoignera de notre force, nous permettra de jouer notre rôle dans le concert des nations [...]. Dans une même famille, bien que chacun concoure à la prospérité générale, chaque

³⁰ http://www.jesuismort.com/biographie_celebrite_chercher/biographie-felix_houphoue [Consulté le 10 mai 2014].

membre s'efforce de garder sa personnalité, et, si, demain, se réalise, comme nous le souhaitons tous, l'union des continents, cette union ne sera pas pour autant la perte de la personnalité de chacun d'eux. (Houphouët-Boigny, discours du 7 août 1960)

Dans son allocution de déclaration d'indépendance, le Premier ministre de Côte d'Ivoire exprime sa méfiance envers les leaders africains avec lesquels il ne partage pas la même vision politique de l'avenir de l'Afrique. Deux d'entre eux le préoccupent particulièrement car leurs querelles politiques persistent: Kwamé Nkrumah du Ghana et Léopold Sédar Senghor du Sénégal. Il soupçonne le Ghanéen, le théoricien du panafricanisme, de vouloir déstabiliser son régime par le soutien que son gouvernement apporte aux sécessionnistes Sanwi (sud-est de la Côte d'Ivoire et région frontalière du Ghana). Dans la lutte pour le leadership ouest africain, le problème du Sanwi constitue un obstacle au régime d'Houphouët qui peine à faire l'union interne. La « Principauté du Sanwi » créée le 3 mai 1959 n'est reconnue par aucun État mais la menace reste permanente jusqu'en 1966 date du renversement et de l'assassinat de Kwamé Nkrumah dont le gouvernement soutenait « la Principauté du Sanwi » :

*Se fondant sur le traité de protectorat signé en 1843 par le roi Amon N'douffou et le lieutenant de vaisseau Fleuriot de Langle, les Agni du Sanwi refusent en 1959 de faire partie de la jeune République de Côte d'Ivoire qui se prépare à accéder à l'indépendance. Mettant en avant une souveraineté politique qui s'était pourtant accommodée de l'administration directe française, ils érigent le 3 mai 1959 leur région en « **Principauté du Sanwi** » et forment un gouvernement provisoire dans lequel figurent quelques intellectuels qui animèrent l'ancien Parti progressiste de la Côte d'Ivoire [...]. De nombreux Agni Sanwi se réfugient au Ghana avec leurs dirigeants qui y constituent un « **gouvernement en exil** ». De 1960 à 1966, ces émigrés vont entretenir une agitation intermittente dans le Sanwi, avec le soutien du gouvernement ghanéen de Kwamé Nkrumah. (Loucou 1992: 133)*

D'autre part, avec le leader sénégalais, en dehors du désaccord formel sur la forme d'indépendance, existe un problème d'intérêt personnel portant sur la volonté de chacun des deux politiciens de faire bénéficier son pays des richesses de l'Afrique Occidentale Française et de la majorité des aides françaises. La place de leader politique de l'Afrique de l'Ouest est aussi en jeu. Pour soutenir ses positions, Houphouët-Boigny aimait rappeler le long contentieux qui l'opposait Senghor :

Quoi qu'il advienne, la Côte d'Ivoire adhèrera à la communauté franco-africaine. Pour les autres territoires, libre à eux de se grouper entre eux avant de donner leur propre adhésion. La Côte d'Ivoire accède à la souveraineté nationale. Houphouët-Boigny remporte, ainsi, une première victoire face aux tenants du fédéralisme ; victoire qui, d'ailleurs, est le terreau du futur « miracle ivoirien » puisque, entre 1957 et 1959, les recettes du budget ivoirien progressent de 158% atteignant 21 723 000 000 francs CFA. Malgré cette « réussite », Houphouët-Boigny est bien décidé à enrayer définitivement l'hégémonie du Sénégal en Afrique de l'Ouest ; un véritable affrontement politique s'engage entre les leaders ivoirien et sénégalais. Houphouët-Boigny refuse de participer à la conférence interafricaine de Dakar du 31 décembre 1958 qui doit poser les bases de la fédération des États d'Afrique francophone.³¹

La stratégie d'Houphouët, en marge de ce discours programme, est d'entraîner son auditoire sur le terrain de la politique africaine et internationale où il excelle. Il démontre qu'il souhaite, non seulement diriger son pays mais aussi l'Afrique de l'Ouest comme au temps du RDA. De ce fait, il s'attarde très peu sur l'aspect national où les décisions dépendront de toute façon de son bon vouloir. Sa politique externe est basée sur le dialogue autour d'une *Table Ronde* avec ses pairs africains pour parvenir à l'union par la concertation. Les termes d'une union sincère dans la paix et la fraternité reviennent sans cesse dans son discours :

Ce que nous voulons rechercher tous ensemble, et que nous devons obtenir tous ensemble, c'est la paix entre nous, la paix entre nous, Africains, pendant que ceux qui se disent grands, parce qu'ils ont la faculté de détruire, s'ils le veulent, le genre humain, cherchent, sans y croire, à désarmer. (Houphouët-Boigny, discours du 7 août 1960)

Chacun est invité à faire l'union à l'intérieur de son État et avec ses voisins. C'est en assurant la paix civile entre les États africains que l'Afrique pourra donner des leçons de paix aux grandes nations durant cette période de guerre froide:

Ayant simplement, en ce jour, la sensation aiguë d'une prise de toutes nos responsabilités, nous voulons considérer notre indépendance comme une contribution à la cause de la paix entre les hommes, et les nations. Nous ce qu'elle comporte pour nous de responsabilités, mais nous les assumerons avec enthousiasme, car nous le répétons, c'est à la cause de la paix que nous souhaitons la consacrer. (Houphouët-Boigny, discours du 7 août 1960)

³¹ http://www.jesuismort.com/biographie_celebrite_chercher/biographie-felix_houphoue [Consulté le 10 mai 2014].

Le volet qui porte sur la réconciliation est symptomatique de la relation inéquitable entre la France et ses anciennes colonies. Aucune excuse ni compensation ne sont réclamées pour l'exploitation pendant des décennies du pays et de ses habitants, pas plus que pour les souffrances endurées, en particulier lors de l'enrôlement des troupes locales pendant les deux guerres mondiales. Injustices, vexations et racismes sont oubliés comme par enchantement.

Étrangement, cette partie du discours ressemble étroitement à d'autres discours d'indépendance prononcés par des leaders de pays nés de l'Empire Colonial Français. Parmi ces discours, nous avons pu retrouver le texte exact de celui du président du Togo. En dehors de différences de style mineures et de l'évocation de l'Allemagne, première puissance colonisatrice du pays avant 1918, le discours du Togolais semble inspiré par une même influence, plus que probablement française.

Ces similitudes ressortent des textes, d'abord l'exemple ivoirien :

[...]. Aussi vivons-nous ce jour sacré sans que le mot d'indépendance, qui répond à notre besoin de dignité, à notre besoin d'exister en tant que Nation souveraine, contienne un germe de haine à l'égard de qui que ce soit [...]. Aussi, mes chers frères, n'y a-t-il pas de honte à avoir été colonisés. Nous n'avons plus à nous attarder dans des plaintes inutiles. Nous devons aller de l'avant car, nous aussi, nous devons apporter au monde notre contribution décisive. (Houphouët-Boigny, discours du 7 août 1960)

Le discours du président Togolais Sylvanus Olympio est composé sur le même modèle:

[...]. Il n'y a place dans notre cœur pour aucune haine, aucun ressentiment. [...]. Nous n'éprouvons que de la reconnaissance envers les puissances qui ont administré nos affaires. Reconnaissance envers l'Allemagne [...]. Reconnaissance envers la France qui n'a pas failli à ses traditions de libéralisme et de générosité. [...]. Jamais le Togo ne fut confondu avec aucun pays voisin et notre personnalité fut toujours respectée. [...] La France a eu à cœur d'investir de très importants capitaux pour assurer notre développement économique et social. [...] Elle nous a donné les moyens de préparer notre indépendance. [...]. (Sylvanus Olympio, discours du 27 avril 1960)

II. 1.1.2. 5 La langue au service de l'économie néocoloniale

La françafrique est un ensemble hétérogène à l'intérieur duquel des pays relativement importants ou ayant des leaders influents pouvaient réaliser quelques projets économiques nationaux sans que Paris n'en décide.

À la lumière de ce discours de proclamation d'indépendance dont le contenu est inspiré du néocolonialisme pur et dur, nous voyons que le locuteur évite au maximum les sujets qui pourraient contrarier la *maison paternelle* dirigée par le général de Gaulle et son gouvernement.

Le volet économique de l'indépendance est relégué à un futur lointain et vague c'est-à-dire, à au moins la génération suivante et encore sans aucun objectif clairement défini. Comme par-delà la Côte d'Ivoire, il s'adresse aux autres pays d'Afrique francophone, c'est un avenir économique indéfini qu'il propose à la jeunesse africaine. Comme pour le volet de la réconciliation, s'agit-il de vues imposées par Paris ? Y a-t-il une zone interdite dans laquelle il est dangereux de s'aventurer ? Autrement, comment pouvons-nous comprendre cette impasse sur d'éventuelles demandes de compensations et d'engagements économiques fermes du futur chef d'Etat? Ce silence assourdissant ouvre un boulevard à une nouvelle exploitation inéquitable du pays par l'ancienne puissance coloniale et ses acteurs économiques:

Oh ! Certes, notre jeunesse ardente et fière, intelligente, poursuivra et obtiendra, dans tous les domaines, des progrès sensibles qui puissent faire envie.

Mais ce que nous devons apporter de plus à ce monde déchiré, c'est notre amour sincère de la Paix et de la justice. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

Il apparaît évident que celui qui veut se maintenir au pouvoir se doit d'afficher un attachement indéfectible à la France et une fidélité aveugle aux *principes sacrés* liés au pacte néocolonial.

Le discours économique continue par une envolée dont le caractère très *littéraire* ne parvient pas à dissimuler la vacuité mais ancre le pays dans le camp capitaliste:

Les destinées de notre pays seront donc conduites, les fenêtres largement ouvertes sur le monde. [...] Aussi envisageons-nous non seulement des contacts mais aussi des échanges entre peuples de races, de civilisations différentes, car ces contacts et ces échanges nous ont toujours paru indispensables à améliorer la condition matérielle et morale de nos populations. (Houphouët-Boigny, discours du 7 août 1960)

La position du leader ivoirien est de loin plus nuancée que celle qu'adopte le président Togolais, laquelle est jugée trop indépendante au goût de Paris. Sylvanus Olympio, même s'il est un cadre international de très haut niveau et un militant chevronné de l'émancipation africaine, se montre encore novice dans l'art de la langue de bois.

Parlant plusieurs langues dont l'anglais, Olympio est diplômé de la prestigieuse London School of Economics. En 1936, il devient directeur d'Unilever au Togo à 34 ans, fait rarissime en Afrique coloniale. Très ouvert sur l'extérieur, il l'est aussi au débat politique. S'inspirant d'autres expériences et de découvertes faites lors de sa carrière universitaire en Europe, Olympio veut une vraie indépendance pour son pays et pour l'Afrique. Il peut mieux apprécier les conséquences dramatiques de l'aspect économique du néocolonialisme et a des idées pour s'en défaire :

Il voulait desserrer le carcan franco-togolais en s'appuyant sur le modèle de développement allemand et celui de la Grande-Bretagne, en comptant sur plusieurs pays africains [...]. Il préparait un crime inexpiable, le lancement d'une monnaie qui lui aurait permis de sortir de la zone franc. Une monnaie qui, espérait-il, serait gagée sur le deutschemark ! Il avait retardé l'inauguration du Centre culturel français, de telle sorte qu'elle fût précédée par celle du Goethe Institut. (Loucou 1992: 122)

Il exprime clairement ses orientations économiques sur le plan national d'abord puis africain. Réfléchissant à une proposition pour l'Afrique, il veut manifester aux leaders africains présents ce jour, son impatience lors de la proclamation de l'indépendance de son pays:

L'idée de l'Unité africaine a fait du chemin [...]. Il est temps qu'une proposition concrète et pratique soit présentée dans le domaine de la Coopération économique. C'est par la coopération économique que nous pourrons [...] contribuer [...] au bien être des habitants de l'Afrique Occidentale [...]. Pour des raisons peut-être faciles à comprendre, les puissances administrantes (sic) et européennes de l'Afrique Occidentale ont peu fait dans le passé pour promouvoir une politique de coopération entre leurs différents territoires. [...]. La responsabilité de cette tâche audacieuse doit désormais incomber aux Africains eux-mêmes. [...]. Vive le Togo indépendant ! (Loucou 1992: 122)

Olympio est soit trop en avance sur son temps, soit aveuglé par l'amour de son pays et de l'Afrique, soit mal initié aux *principes sacrés* de la françafrique et à ses contraintes. En outre, il doit avoir surestimé la situation politique de l'Allemagne, miracle économique mais

politiquement enchaînée aux vainqueurs de 1945, dont la France. Dans tous les cas, il se permet, aux yeux de Paris, des excès d'indépendantisme et de régionalisme. Outre son ouverture sur l'extérieur et au débat politique, il sera jugé bien plus tard, après sa mort, *trop proche des Anglo-saxons*.

Aucun leader de ces ex colonies n'a le droit de promouvoir une autre dynamique sur le continent en dehors de celle tracée par le décolonisateur, c'est-à-dire, une dynamique néocoloniale. Mais les projets de Sylvanus Olympio ne laissent pas ses pairs africains indifférents. La preuve, le Premier Ministre ivoirien les invite à son tour à travailler sur la formule « Olympio » ou celle qu'il a mise en place avec d'autres africains au sein du Conseil de l'Entente, sans vraiment rentrer dans les détails de l'une comme de l'autre :

Dans ce dessein, ne pourrions-nous envisager une union entre peuples africains suivant la formule du Conseil de l'Entente ou celle du Président Sylvanus Olympio ? (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

La forme interrogative dont se sert Houphouët-Boigny pour évoquer cette voie sans s'y engager n'est que le résultat des accords économiques signés avec la France à l'indépendance et qui le lient totalement. Tout le volet économique du discours, ainsi que d'autres volets d'ailleurs, sont conditionnés par le carcan du pacte colonial dont voici un exemple :

C'est à ce niveau que Foccart eut à jouer un rôle essentiel, celui d'un architecte d'une série d'accords de Coopération avec chacun des nouveaux États dans les secteurs des finances et de l'Économie, de la culture et de l'éducation, et de l'armée [...].

La clé de tout ceci était l'accord signé entre la France et ses colonies nouvellement libérées d'Afrique qui embrigadèrent ces colonies dans l'étreinte économique et militaire de la France. Ce pacte colonial non seulement créa l'institution du franc CFA, mais aussi, il créa un mécanisme légal sous lequel la France obtint une place de choix dans la vie économique et politique de ses colonies.³²

Le système de dépendance économique est une conséquence directe des politiques néocoloniales du gouvernement français. L'aspect militaire, que nous étudierons plus loin, est aussi une composante du système économique néocolonial en ce qu'il représente le bras armé

³² <http://matchafa.quebecblogue.com/category/afrique-africa/cote-divoire/> [Consulté le 10 mai 2014].

qui doit servir aussi bien à la protection des intérêts économiques de l'ex métropole qu'à soutenir, par la force si nécessaire, les régimes ayant accepté l'assujettissement économique de leur pays.

L'une des institutions qui relie économiquement les pays d'Afrique Noire avec la France est l'instauration de la monnaie de ces pays : le franc CFA qui est indexé sur le franc français (aujourd'hui indexé sur l'Euro). Si dans un premier temps, ce système apporte une stabilité monétaire aux pays africains, il fait également subir à l'Afrique les contrecoups des périodes de faiblesse du franc français alors que celles-ci ne sont aucunement liées à l'économie de ces pays. En conclusion, le franc français apporte à la monnaie africaine une stabilité toute relative, notamment parce que les fluctuations du franc français sont liées aux conditions économiques de la France et non pas à celles des pays africains. L'origine de l'instauration du franc CFA (Communauté Francophone d'Afrique) remonte à la période immédiate d'après-guerre, où le nouveau système donne une place primordiale au dollar. Les autres monnaies, surtout celles d'Europe, voient leurs taux de change indexés sur le dollar. La France a alors recours aux monnaies de ses colonies pour faire face à ses rivaux Américains et Britanniques :

Dans la période immédiate d'après-guerre, après la signature des accords de Bretton Woods en juillet 1944, l'économie Française avait besoin de se relever de toute urgence. Pour l'aider dans ce processus, elle créa le franc CFA au sein de ses colonies d'Afrique afin de garantir un marché captif pour ces produits [...]. Pour cette raison, la France avait besoin des monnaies de ses colonies pour soutenir sa Compétitivité avec ses rivaux Américains et Britanniques.

De Gaulle et Pierre Mendès, son principal conseiller économique, rencontrèrent des dirigeants africains et développèrent un pacte colonial qui garantirait que ceci dans un traité (avec des clauses publiques et des clauses secrètes). Le génie derrière tout cela c'était Jacques Foccart, le « Mister Africa » Français.³³

C'est dans ce contexte économique déplorable que, bénéficiant de quelques *atouts précieux*, Houphouët-Boigny développe sa propre politique économique.

Toute politique économique en Afrique dépend de la bénédiction de Paris, seuls quelques « amis » dirigeants africains de la France ayant droit à des faveurs. A l'inverse, certains pays ne bénéficient d'aucun appui. Nous en voulons pour exemple le cas du Burkina-

³³ <http://matchafa.quebecblogue.com/category/afrique-africa/cote-divoire/>. [Consulté le 10 mai 2014].

Faso (ancienne Haute-Volta) : suite à un prétendu écart de conduite de l'un de ses dirigeants, Thomas Sankara qui avait agi sans l'accord de Paris, ce pays est étrangement victime d'un coup d'état. Enfant pauvre du pré-carré et dépourvu de ces quelques *atouts précieux*, il souffrira longtemps d'instabilité politique :

Prêchant d'exemple, il tente une large mobilisation populaire contre le sous-développement: l'espérance de vie est de quarante-trois ans [...]. Il mise à fond sur l'éducation, ce qui lui vaut l'enthousiasme des jeunes. Mais il rencontre le même genre de difficultés que, deux décennies plus tôt, le Tanzanien Julius Nyerere. Le développement ne se décrète pas. Dans des domaines particuliers (sanitaire, écologique, culturel, [...]), la mobilisation obtient de beaux succès : elle correspondait à des attentes précises et des modes d'organisation compréhensibles ; elle produit des résultats qui durent encore. Tout cela malgré la cessation de l'aide budgétaire française, puis des financements de la Banque mondiale. (Verschave 2003: 181)

En fait, les avantages auxquels Félix Houphouët-Boigny a droit se résument à quelques marges de manœuvre qui lui permettent d'aborder le chapitre du développement économique et industriel de son pays et de celui de l'Afrique avec une certaine dose de réalisme plutôt qu'en se conformant strictement à une l'idéologie pure et dure. En premier lieu, il mentionne la construction d'une Nation ivoirienne basée sur l'unité et, pour y parvenir, propose la création d'institutions, d'un appareil administratif et d'organes de gouvernement qui devront lui servir à assurer la stabilité de son régime malgré les évolutions et les changements inévitables au cours de ses multiples mandats. Il a su préserver son pays de la guerre en lui assurant la paix civile en dépit des graves secousses qui secouèrent son régime dans ses premières et dernières années de pouvoir.

Il réaffirme son éloignement des exigences communistes en affichant son projet de société libérale, cependant tempéré par le respect des traditions africaines. Il opte pour une forme de libéralisme économique sous le contrôle de l'État, sensé en corriger les travers et les excès ; une formule qui doit inspirer confiance à de nombreux investisseurs étrangers, notamment français. Il prend également garde de rester dans les limites des accords économiques signés avec les autorités françaises, accords dont la notion de réciprocité ou d'égalité entre les signataires demeure exclue. Le régime des échanges va d'ailleurs refléter la dominance de la puissance coloniale sur ses anciennes colonies, basée sur les termes du processus organisé en 1960 et mis en vigueur en 1961:

*En résumé, le pacte colonial maintenait le contrôle de la France sur les économies des États Africains : il prit possession des réserves de monnaie étrangères ; il contrôla les matières premières stratégiques de pays, [...]. Il exigea que les hommes d'affaire français soient autorisés à avoir le monopole des entreprises dans des secteurs clés (Eau, Électricité, Ports, Transports, Énergies, etc.). La France non seulement imposa des restrictions sur les importations de quantités de produits en dehors de la zone franc, mais aussi elle imposa des quantités minima d'importations de la France. Ces traités sont encore en vigueur et opérationnels.*³⁴

Le premier responsable politique ivoirien conditionne son action dans l'union de toute la nation dans le travail. Car l'Ivoirien doit d'abord compter sur lui-même et sur ses efforts pour mettre en valeur les ressources potentielles de son pays. L'accent est mis avec emphase sur cette union qui est le but premier à atteindre parce qu'elle est synonyme de force, de paix et de stabilité, éléments considérés comme d'incontournables préalables:

Nous devons arriver à une unité complète à l'intérieur de nos frontières, car c'est cette unité intérieure qui témoignera de notre force, nous permettra de jouer notre rôle dans le concert des nations. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

Le thème de l'unité s'adresse aussi à l'Afrique d'expression française, puis à l'Afrique en général. Ce qui est valable aux yeux d'Houphouët-Boigny au niveau national l'est aussi aux niveaux régional et continental. Pour y parvenir, il invite l'ensemble des Africains à tisser des relations sincères entre frères, sans discrimination entre eux.

La Côte d'Ivoire, indépendante, réaffirme son attachement indéfectible à la France et à la personne du premier citoyen de ce pays, le général de Gaulle. Notre locuteur n'oublie pas de signaler que son pays, bien qu'il veuille assumer son destin et exister en tant que Nation souveraine, n'entretient vis-à-vis de l'ex puissance coloniale aucun sentiment de haine. Bien au contraire il serait plutôt reconnaissant à la France et en fait un modèle qu'il s'efforcera de copier :

³⁴ <http://matchafa.quebecblogue.com/category/afrique-africa/cote-divoire/> [Consulté le 10 mai 2014].

C'est la Côte d'Ivoire qui veut aujourd'hui s'en aller, non pas à l'aventure, mais bâtir sa maison à elle. Je voudrais dire au bon peuple de France, pour le rassurer, qu'instruite par votre exemple, ayant été à l'école de vos vertus, la jeune Afrique indépendante saura se construire un avenir qui soit digne du vôtre. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

Nous voyons qu'en politique interne, tout est subordonné à l'union sans faille de la nation ivoirienne pour la construction du pays. C'est une politique nationaliste, ferme, autoritaire et totalement centraliste à la façon des jacobins, excluant toute possibilité d'un partage des pouvoirs dans une organisation régionaliste qualifiée de *pas intelligente*:

Notre ami Hubert Maga de ce vieux et cher Dahomey, qui a su concilier le régionalisme plus séculaire, auquel le Dahoméen demeure jaloux, à la volonté d'unité que portent ses enfants intelligents. Maga qui a une mission délicate, difficile à remplir, n'a pas hésité à se joindre à nous dans la croisade pour la liberté des peuples. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

Les pays africains accèdent à l'indépendance politique en pleine guerre froide (période allant de 1945 à 1990). Dans le cadre du système international de l'époque, dominé par les grandes puissances antagonistes, la Côte d'Ivoire d'Houphouët-Boigny joue à fond la carte de la prudence et de l'habileté en fonction de l'étroite marge de manœuvre laissée aux petites nations en voie de développement. Elle élabore ainsi une politique extérieure spécifique dans le but de préserver ses intérêts diplomatiques avec de nombreux pays et soutenir ses ambitions de leadership en Afrique de l'Ouest, politique qui fonctionne relativement bien, grâce aux rapports personnels qu'Houphouët-Boigny entretient avec les différents chefs de l'état français. La Côte d'Ivoire base sa politique d'ouverture au monde sur le respect de son autonomie, sur le dialogue et sur la paix.

S'adressant aux Africains d'expression française et à tous les Africains en général, Houphouët-Boigny précise que leurs relations doivent se baser sur l'union, la paix et de bons sentiments. Doivent en être bannies toute compétition entre les États et toute idée d'expansionnisme. C'est dans ces conditions qu'il entend collaborer avec ses frères africains, collaboration qu'il a d'ailleurs déjà commencée avec la mise en place du Conseil de l'Entente créé en 1959 qui regroupe le Bénin, le Niger, La Haute-Volta (actuel Burkina-Faso) et la Côte d'Ivoire.

L'Afrique étant très en retard dans son développement, les préoccupations de ses dirigeants doivent passer par l'abandon de toute politique de domination des uns sur les autres

pour s'atteler à subvenir aux besoins des populations africaines dans leur ensemble tout en préservant cependant leurs identités nationales. Les africains doivent donc se mettre au travail sans tarder et en ayant pour souci premier:

D'élever le niveau de vie des populations qui veulent, à bon droit, se sentir les égales des populations les mieux pourvues et plus évoluées [...]. Dans une même famille, bien que chacun concoure à la prospérité générale, chaque membre s'efforce de garder sa personnalité, et, si, demain, se réalise, comme nous le souhaitons tous, l'union des continents, cette union ne sera pas pour autant la perte de la personnalité de chacun d'eux.
(Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

L'action du président Houphouët se révèle par la suite déterminante dans le maintien de la paix sociale et civile. Le pays et son parti unique lui doivent également la constance et la cohérence de ses choix politiques, de son programme de gouvernement, qui vont permettre à la Côte d'Ivoire de connaître un réel décollage économique.

II.1.1.2. 6. La langue au service du néocolonialisme sur le plan militaire

Après les indépendances, la France signe des accords de coopération militaire et de défense avec une quinzaine d'États africains, qui la lient aujourd'hui encore par de nombreux engagements. Pour exemple, il existe actuellement cinq bases militaires françaises en Afrique qui sont des forces pré-positionnées situées au Sénégal, au Tchad, au Gabon, à Djibouti et en Côte d'Ivoire. Ces accords sont de nos jours problématiques voire inadmissibles parce que souvent complétés par des volets spéciaux, tenus secret. Ils organisent le contenu de la coopération militaire, l'instruction des troupes, l'encadrement des écoles de formation locales, la formation en France, la fourniture d'armes et d'équipements, l'assistance conseil, la maintenance et le soutien logistique en cas de crise ainsi que le statut, avec ses privilèges et immunités, des coopérants. Le Ministère français de la Coopération, plus précisément sa section Mission Militaire de Coopération, est normalement la première interlocutrice des pays africains en la matière.

À côté des accords de coopération existent des accords de défense. Ils créent entre les deux États des liens très étroits, impliquant une large dépendance de la Côte d'Ivoire à l'égard de la France. Au-delà d'une simple alliance militaire, ils introduisent des limitations importantes de la souveraineté nationale de la Côte d'Ivoire, incluant le stationnement de

troupes françaises et permettant une ingérence constante de la France dans les affaires politiques africaines:

Le premier était l'accord militaire ouvert sur la coopération militaire ou les accords d'Aide Militaire Technique (AMT), qui n'étaient pas légalement contraignantes, et pouvaient être suspendus selon les circonstances. Ils couvraient l'Éducation, la formation des soldats et des forces de sécurité Africaines. Le second type, secret et contraignant, consistait en des accords de défense supervisés et conduits par le Ministère de la Défense Français, qui servait de base légale pour des interventions françaises. Ces accords permettent à la France d'avoir des troupes pré-déployées en Afrique ; en d'autres termes, les Unités de l'armée française présentes de façon permanente sur une base rotative dans des bases et des camps militaires en Afrique, entièrement gérées par les Français.³⁵

Ceci explique certaines incursions même dans des domaines relevant strictement de la stabilité et du maintien de l'ordre intérieur. Ces clauses par lesquelles la France peut participer à des opérations de maintien d'ordre si un État en fait la demande n'apparaissent nulle part et ne sont bien sûr pas publiées au Journal Officiel. La conséquence est que le gouvernement français va bien au-delà de la simple assistance militaire, ainsi:

La République gabonaise à la responsabilité de sa défense intérieure, mais elle peut demander à la République française une aide dans les conditions définies par les accords spéciaux secrets. Lors des émeutes de Libreville et Port-Gentil, la France a donc pu légalement intervenir sous le prétexte de protéger ses ressortissants. L'accord de Défense autorise aussi l'armée française à utiliser les infrastructures gabonaises, à faire usage des balisages nécessaires sur le territoire et dans les eaux territoriales de la République gabonaise, les postes de télécommunications locaux [...]. L'armée française est pour ainsi dire chez elle au Gabon comme dans tous les pays avec lesquels elle a signé des accords de Défense. Moyennant quelles contreparties ? Les textes n'en parlent guère, mais on les imagine à l'usage. Cette perméabilité favorise en tout cas, pour le moins, une osmose politico-économico-militaire [...].³⁶

³⁵ <http://matchafa.quebecblogue.com/category/afrique-africa/cote-divoire/> [Consulté le 10 mai 2014].

³⁶ <http://survie-france.org> [Consulté le 10 mai 2014].

Au même titre que le Gabon, les autres pays africains signataires subissent le même triste sort. C'est le cas de l'armée ivoirienne qui est quasiment réduite au rôle de corps supplétif de son homologue française qui la tient en étroite tutelle.

Ces accords *Secret Défense* vont perdurer et sont aussi efficaces aujourd'hui que lors des signatures, à tel point que, quasiment un quart de siècle plus tard, le Burkina-Faso (ancienne Haute-Volta) en fera les frais pour s'être soulevé sans la bénédiction préalable de Paris. En effet, la « révolution burkinabé » est une des rares en son genre, d'autant plus que ses origines ne viennent pas de Paris :

La révolution burkinabé annoncée à la radio est en phase avec les partis et mouvements de gauche. Elle affiche une ligne anti-impérialiste avec un vocabulaire emprunté au marxisme. Voilà bien longtemps qu'un coup d'État dans le pré carré francophone n'avait pu se produire sans le feu vert ou orange de Paris. Il faudra expier ce péché originel. Pour Foccart, pas question de laisser passer ces coups d'État marxistes libyens de type Sankara comme il dit au Figaro-Magazine en faisant l'apologie de l'ami gabonais Bongo. (Verschave 2003: 180)

Dans ce contexte de pacte militaire colonial, en dépit de la période de guerre froide qui prévaut au moment de l'acquisition de l'indépendance, tenir un discours moralisateur du genre *ne pas vouloir s'armer en Côte d'Ivoire* relève d'une véritable langue de bois. La sécurité du pays est confiée à l'ex-métropole, ce qui permet à la Côte d'Ivoire de se construire et de faire certes des économies afin de satisfaire ses besoins immédiats, mais à quel prix ? Un pays qui n'a pas d'armée est-il un pays souverain ?

Le principe qui veut que la liberté ne se donne pas mais se prend trouve ici son illustration. L'indépendance, obtenue de la France dans un contexte apparent de bonne volonté commune, cache de nombreuses limitations à la liberté des pays ainsi émancipés. Un vieux proverbe français ne dit-il pas qu'« à vaincre sans péril, on triomphe sans gloire » ?

Bien entendu le domaine militaire participe de ce principe au premier chef, le recours à la force étant l'ultime moyen de répression de toute velléité d'opposition aux volontés françaises. Jusqu'à ce jour, toutes les tentatives de coup de force ont été réprimées militairement par la France qui intervient pour rétablir ou supprimer le pouvoir de tel ou tel chef d'État. Ceux-ci sont alors amenés à faire la politique de la France pour se garantir de multiples mandats. C'est pourquoi, assurant en sous-main et par la force si nécessaire, la pérennité du pouvoir en

place, la France exige en contrepartie la fidélité indéfectible du régime « aux principes sacrés », c'est-à-dire, la mainmise de l'ex-puissance coloniale sur l'économie ivoirienne.

Dans son discours, Houphouët-Boigny présente sa renonciation à la souveraineté militaire en la parant d'accents pacifistes et moralisateurs. Il s'agit de dissimuler la réalité aux Africains en général et aux Ivoiriens en particulier, surtout aux non-initiés pour qu'ils ne puissent percevoir le contenu d'accords si compromettants et limitatifs de leur indépendance toute neuve :

Au surplus, en acceptant de ne pas nous armer, nous donnerons un exemple unique au monde qui comprendra l'inutilité de la course aux armements. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

En dépit de leur terminologie, les « accords de défense » recouvrent en réalité non seulement une assistance *automatique* en cas d'agression extérieure mais tous les aspects d'une mainmise militaire sur le pays. Trois types de mise en œuvre peuvent être envisagés : le rétablissement de la situation interne, la résistance aux mouvements de rébellion soutenus de l'extérieur ou la défense contre un agresseur étatique. Comme dans le pacte colonial, l'ex-métropole est la seule à apprécier la mise en œuvre de ces accords en Côte d'Ivoire, tout comme dans les autres pays africains signataires:

Lors de son audition devant la Commission, le chef d'état-major des armées, le général Henri Bentégeat a souligné que la mise en œuvre de ces accords n'avait pas un caractère automatique et restait, dans tous les cas, soumise à l'appréciation de la France.³⁷

Les interventions militaires en Afrique étaient à l'initiative de la seule France, il ressort donc le caractère de dépendance des chefs d'État africains pour obtenir sa protection et conserver leur position. Les accords de Défense laissent en effet une large part à l'interprétation des événements par la France : en cas de coup d'État ou de soulèvement, quel leader va-t-elle favoriser et dans le cas d'un conflit entre pays signataires, lequel va-t-elle soutenir ?

A la fin de la guerre froide, le gouvernement français va modifier le contenu de ces accords, à nouveau de façon unilatérale. Dès juin 1990, lors du XVI^{ème} sommet franco-africain de la Baule, le Président François Mitterrand précise clairement la façon dont la France entend désormais cette garantie :

³⁷ <http://www.senat.fr/rap/r05-450/r05-4501.html> [Consulté le 10 mai 2014].

Il existe des conventions de caractère militaire. Je répète le principe qui s'imposa à la politique française: chaque fois qu'une menace extérieure poindra, qui pourrait attenter à votre indépendance, la France sera présente à vos côtés mais notre rôle à nous, pays étranger; fût-il ami, n'est pas d'intervenir dans des conflits intérieurs. Dans ce cas-là, la France, en accord avec les dirigeants, veillera à protéger ses concitoyens, ses ressortissants, mais elle n'entend pas abriter les conflits³⁸

II.1.1.2.7. L'usage de la langue dans le néocolonialisme culturel

À l'indépendance en 1960, le français, langue de l'administration durant l'époque coloniale est adoptée comme langue officielle de la Côte d'Ivoire. La langue du colonisateur a été ainsi adoptée par presque tous les pays africains à quelques exceptions près:

L'accession à l'indépendance de pays anciennement colonisés a ainsi catalysé la réflexion sur un certain nombre de questions relevant de la politique linguistique. Fallait-il conserver la langue de l'ancien colonisateur comme langue de gestion de l'Etat (ce qui a été le choix des pays africains, qu'ils soient anglophones, francophones ou lusophones? Fallait-il revenir à une langue identitaire (ce qui a été le choix des pays du Maghreb, se lançant dans une politique d'arabisation, [...]). (Calvet 2002: 15)

Dans les premières décennies de l'indépendance, la culture occupe la quatrième place des priorités de la politique du père de la Nation ivoirienne comme si le pacte colonial impliquait de la reléguer à l'arrière-plan. Dans l'ex-empire colonial français ne doit-il exister que la culture française?

Il reste un fidèle défenseur de la langue française dans son pays, établissant la langue de l'unité linguistique ivoirienne par excellence, reléguant au second plan les langues locales. Cette politique culturelle donnera plus tard des arguments à l'opposition ivoirienne et à d'autres citoyens sensibles à ce problème linguistique pour critiquer son régime.

A ce sujet, nous avons approché Monsieur Avo Vauguy, journaliste ivoirien :

³⁸ <http://www.senat.fr/rap/r05-450/r05-4501.html> [Consulté le 10 mai 2014].

Doctorante : *M. Avo Vauguy, que pensez-vous de l'avenir du nouveau langage ivoirien à travers les discours politiques présidentiels ?*

Journaliste : *Cette démarche dépend de la volonté politique. En Côte d'Ivoire, des enseignants en linguistique appliquée ont mis au point l'utilisation des langues ivoiriennes depuis très longtemps. Mais la volonté politique ne suit pas. On ignore certainement la valeur de la langue comme véhicule de civilisation.*³⁹

Dans le discours de la fondation de l'Etat ivoirien, aucune allusion n'est faite à la question linguistique. Il est clair que cette politique est conforme aux vœux de Paris. Ne pas aborder le sujet relève tout simplement d'une volonté de Félix Houphouët-Boigny de passer sous silence ce volet culturel afin de ne pas le rajouter à une longue liste de points de soumission à la France.

Par ailleurs, ce silence révèle aussi que la culture n'est pas une priorité dans ce pays où tout reste à construire :

Au ministère de la Culture confié, peut-être par dérision, au plus illustre des écrivains ivoiriens, qui fut aussi l'une des premières victimes de la répression colonialiste d'après la Deuxième Guerre mondiale, n'échoit qu'une portion symbolique du budget de l'État. Ni à Abidjan, ni même à Yamoussoukro, il n'existe un lieu culturel digne de ce nom, sauf le centre culturel de l'Ambassade de France. Cette absence n'est qu'une forme de censure qui n'ose pas dire son nom. Ainsi, toute manifestation culturelle indépendante peut être aussitôt taxée de subversion. Ainsi s'explique la pauvreté de la création artistique ivoirienne. (Amondji 1984: 313-314)

Au Togo, le président Sylvanus Olympio, assassiné en 1963, a provoqué la colère des autorités françaises de l'époque pour avoir voulu pour son pays et pour l'Afrique une politique d'indépendance économique mais aussi culturelle. Il a ainsi procédé à l'inauguration du centre culturel allemand « Goethe Institut » avant celui de la France.

Presqu'un quart de siècle plus tard, un cas similaire se reproduit au Burkina-Faso, ce qui laisse penser que la françafrique continue sa politique d'hégémonie par tous les moyens. Le président Thomas Sankara du Burkina-Faso est assassiné par son entourage le plus rapproché

³⁹ Interview réalisée en Côte d'Ivoire par nos soins le 15 décembre 2014.

en 1987. À l'instar de son aîné togolais, Sylvanus Olympio, il avait manifesté les mêmes volontés politiques après la « révolution burkinabé » :

*En attendant, le nouveau pouvoir adopte un style conforme à son souci de bien public: Sankara roule en Renault 5 et vend toutes les limousines de l'État, il impose à ses ministres le même train de vie modeste qu'il s'applique à lui-même. **Il parle fréquemment en langue africaine** « encore une incongruité en Françafrique ». Et il instaure des modes de décision collective, qu'il préservera jusqu'à la fin. (Verschave 2003: 180-181)*

Ces exemples montrent que souvent les vellétés d'indépendance économique vis-à-vis de la France s'accompagnent de politiques culturelles favorisant les langues autochtones. C'est donc l'ensemble qui est réprimé par la France.

Dans l'Histoire de l'humanité, les dominations militaires, économiques et culturelles ont toujours été les trois piliers de la domination d'un Etat sur d'autres. La politique culturelle de la France en Afrique n'est donc que l'application de principes multiséculaires et généraux.

Félix Houphouët est un grand défenseur de la francophonie, allant jusqu'à militer pour que le nom de son pays, la Côte d'Ivoire, soit uniquement utilisé dans sa forme française (sans traduction) dans les institutions internationales comme les Nations Unies. Le français pour lui est aussi un élément clef de l'unification de son pays qui est composé de plus d'une soixantaine de tribus ayant des langues différentes, comme il l'a lui-même rappelé au cours du quarantième anniversaire du Rassemblement Démocratique Africain à Yamoussoukro :

Je prends notre petite Côte-d'Ivoire. Nous avons soixante tribus, nous ne nous comprenions pas. Ils avaient des langues différentes. Ce sont eux qui nous ont regroupés, pour faciliter leur administration, peut-être pas dans notre intérêt, mais le résultat est bénéfique, [...]. (Loucou 1986 Tome 2: 83)

En Afrique francophone, la Côte d'Ivoire est l'un des rares pays qui n'a pas de langue nationale autochtone qui côtoie le français. Il n'y a pas eu de volonté politique pour promouvoir les langues autochtones car l'association d'idées établie entre langues régionales et forces centrifuges reste présente dans le débat politique ivoirien tout au long du régime du premier président. Les langues autochtones sont aussi vues comme des vectrices d'arriération dans tous les domaines et donc comme un obstacle majeur à la construction d'une nation moderne et unie.

Houphouët-Boigny applique le modèle jacobin parce qu'il pense que le français est la langue de l'unité nationale par excellence. C'est la langue de l'administration donc celle de l'Etat.

La politique de francisation s'appuie aussi sur le réseau de la francophonie qui cherche à délimiter la zone d'influence française en Afrique. La paternité du concept de francophonie est généralement attribuée à Onésime Reclus, un géographe social français du 19^{ème} siècle qui par ce thème faisait référence aux pays francophones de l'époque, principalement l'Empire Colonial. L'idée de la francophonie reprit de l'ampleur au moment de l'indépendance lorsque Léopold Sédar Senghor (poète, président du Sénégal de 1960 à 1980) la relança comme concept politique :

*However, **Francophonie** was re-launched in 1960 as a political concept by Leopold Sédar Senghor (poet and president of Senegal from 1960 till 1980, who had studied in Paris). He "rightly" assumed that the former French colonies would have a hard time adapting to their new situation. Therefore, he proposed a **Francophonie** interstate network as an opportunity to give a diplomatic start to the new states, where French had a certain role. It is probably the rather unique combination of political and literary-cultural authority and intense personal contacts with French writers and thinkers that made Senghor's launch of the Francophonie concept successful. (De Cock 2004: 389)*

Forts de tous ces arguments, nous pouvons affirmer que la politique de francisation fut imposée aux pays de l'ex empire colonial français. Comme l'affirme la Première Dame de Côte d'Ivoire (2000 à 2010) Simone E. Gbagbo, des mesures de répression à l'égard des langues autochtones furent instaurées sous la colonisation :

Pendant la période coloniale, la culture de notre pays avait été victime de multiples tentatives d'étouffement. Je me souviens encore, comme d'hier, de ces colliers que le maître ou la maîtresse nous mettait autour du cou à l'école, parce que nous avions osé parler notre langue maternelle dans l'enceinte de l'école. En signe de punition, l'élève en faute devait garder ce collier plusieurs jours de suite : c'était le collier de la honte, on l'appelait le « symbole ». Fait de corde et d'objets dérisoires, il signalait à toute l'assemblée que vous étiez objet d'opprobre et frappé d'interdit. L'objectif était de faire disparaître l'usage des langues locales au profit du français, la langue du colonisateur. (E. Gbagbo 2007: 236)

L'école est un des domaines où cette politique linguistique est appliquée sans ménagements même après l'indépendance. Des méthodes de coercitions, bien que moins violentes, ont été

utilisées à la même époque en France dans le système scolaire à l'encontre des locuteurs de dialectes régionaux en particulier en Alsace. En fait, la francophonie représente une sorte de totalitarisme culturel partout où elle peut s'imposer.

Le système touche aussi tous les niveaux de l'enseignement qui doit, lui aussi, rester à la remorque de l'éducation française. Cette situation amène les syndicats d'enseignants ivoiriens à mettre en cause en 1980 l'impérialisme culturel durant un congrès au cours duquel ils critiquent vivement la politique du gouvernement en matière de recherche scientifique. La convocation par le chef d'État Félix Houphouët-Boigny d'une réunion générale des enseignants leur permet de mettre en exergue le malaise qui existe dans le système éducatif ivoirien :

En avril 1981 Houphouët convoque au palais de la présidence tous les enseignants du secondaire et du supérieur pour les entendre. Ceux-ci critiquent le manque de politique cohérente en matière de recherche et de formation, dénoncent les surfacturations en matière de construction de bâtiments scolaires, demandent et obtiennent la suppression de la télévision scolaire, si coûteuse et si inefficace [...]. En juin 1981, le SYNARES réunit un conseil d'administration (C.A.) extraordinaire ; après avoir repris les mêmes critiques, le C.A. demande qu'on décroche le système éducatif ivoirien du modèle français ; il propose notamment l'unification du cursus universitaire pour la majeure partie des disciplines, la création d'un doctorat unique au lieu de deux, la suppression du concours d'agrégation pour les Sciences économiques et le Droit, la dénonciation du traité instituant le Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (C.A.M.E.S.) et la création d'une commission nationale d'évaluation des travaux de recherche, [...]. (Gbagbo 1983: 104)

II.1.1.3. La microstructure du texte

L'auteur d'un texte procède par l'expansion de macrostructures, qui partent du sens abstrait et général, pour déboucher en fin de compte sur la microstructure, c'est-à-dire, le détail de la phrase et du mot. L'étude de la microstructure du texte revient donc à étudier l'ordre grammatical des phrases :

Así, el análisis del discurso se mueve permanentemente entre el micro y el macronivel de la conversación, del texto, del contexto o de la sociedad y viceversa. Puede hacer un análisis descendente, comenzando por esquemas generales abstractos, o ascendente, empezando por los elementos esenciales de los sonidos, las palabras, los gestos, los sentidos o las estrategias concretamente utilizados. (Van Dijk 1983: 62)

II.1.1.3.1. La cohésion lexicale et cohérence

II.1.1.3.1.1 La cohésion lexicale

Dans le discours en étude apparaissent des répétitions, des synonymes, des généralités et enfin différents liens cohésifs qui donnent au texte sa cohérence.

Cette étude a été faite par Halliday et Hasan qui élaborent en 1976 une théorie qui touche la cohérence et la cohésion dans les textes. Alors que la cohérence définit le texte, la cohésion structurale consiste à l'aménagement de la structure sémantique. Lorsqu'elle se retrouve dans la structure lexico-grammaticale (information ou message des ensembles des dispositifs), la cohésion est non structurale. Halliday et Hasan décrivent plusieurs types de réitérations lexicales que l'on peut trouver dans un texte et qui ont pour objectif de rendre celui-ci plus cohérent aux lecteurs.

Dans le discours programme que nous analysons, Houphouët-Boigny situe ses priorités et fait comprendre sa position par des questions-réponses. Il fait la lumière sur sa politique africaine et ivoirienne. Sa préoccupation première, c'est de satisfaire les besoins immédiats, avant de passer aux grands projets dont la réalisation peut être lointaine, voire aléatoire :

Ne visons pas des buts irréalisables, du moins dans un délai rapproché. [...].

Nos populations demandent des satisfactions immédiates. Or, de quoi avons-nous besoin dans l'immédiat, notre dignité satisfaite dans l'acquisition de notre indépendance ? C'est d'élever le niveau de vie des populations qui veulent, à bon droit, se sentir les égales des populations les mieux pourvues et les plus évoluées. [...]. De quoi avons-nous besoin dans l'immédiat ?

N'est-ce pas de paix pour que l'indispensable union s'établisse entre nous ? N'est-ce pas de paix que nous avons besoin en Afrique pour permettre le développement de nos richesses qui sont grandes et dont certaines ne sont pas encore ou sont peu exploitées ? [...]. Pensez-vous, peuples africains indépendants, qu'il puisse y avoir pour nous de plus grand dessein à réaliser pour le bonheur de l'homme ? (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

II.1.1.3.1.2 La cohérence

La cohérence est un ensemble d'énoncés qui se tiennent et qui permettent de percevoir un texte comme tel. Elle est à la base de la définition du texte. Un texte obéit à des lois particulières

d'organisation interne. Comme l'indique Norman Fairclough, la compréhension globale du texte est aussi valable de bas en haut et vice-versa. (Fairclough, 1992: 81)

Comme l'indique M. Charolles, la distinction entre ces deux notions (cohésion et cohérence) est bien établie depuis la fin des années 70:

[...] tout le monde est à peu près d'accord pour opposer d'un côté la cohérence, qui a à voir avec l'interprétabilité des textes, et, de l'autre les marques de relation entre énoncés ou constituants d'énoncés. Concernant ces marques depuis M.A.K. Halliday et R. Hasan (1976), on tend à les regrouper sous le nom générique de cohésion. (M. Charolles 1988: 53)

Nous retrouvons de la cohérence dans le discours de Félix Houphouët-Boigny. L'exemple suivant nous le démontre :

Aussi, mes chers frères, n'y a-t-il pas de honte à avoir été colonisés. Nous n'avons plus à nous attarder dans des plaintes inutiles. Nous devons aller de l'avant car, nous aussi, nous devons apporter au monde notre contribution décisive. [...]. Il est naturel, nous le croyons, que nous portions un soin attentif et particulier à nos rapports avec les États africains frères.

Trop de problèmes nous sont, en effet, communs, pour que nous ne tentions pas de les résoudre en frères [...].

Armons-nous contre la misère, contre les incompréhensions, mais de grâce, ne portions aucune arme contre notre prochain, parce que c'est notre frère. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

Nous pouvons dire que la cohérence est caractéristique du style d'Houphouët-Boigny car il est cohérent aussi bien dans ses propos oraux que dans les discours écrits. En dehors du caractère conventionnel que revêtent certaines parties du discours, il n'en demeure pas moins un émetteur compris de tous, étrangers comme Ivoiriens. Dans cette allocution, le locuteur parle comme président du RDA, ce grand mouvement de libération politique de l'Afrique francophone, sa parole acquiert ainsi une valeur de symbole. Pierre Bourdieu appelle ce phénomène *langage et pouvoir symbolique* dans son livre « Ce que parler veut dire » :

Le mystère de la magie performative se résout ainsi dans le mystère du ministère (selon le jeu des mots cher aux canonistes), c'est-à-dire dans l'alchimie de la représentation (aux différents sens du terme) par laquelle le représentant fait le groupe qui le fait: le porte-parole doté du plein pouvoir de parler et d'agir au nom du groupe, et d'abord sur le groupe par la magie du mot d'ordre, est le substitut du groupe qui existe seulement par cette

procuration. Groupe fait homme, il personnifie une personne fictive, qu'il arrache à l'état de simple agrégat d'individus séparés, lui permettant d'agir et de parler, à travers lui, « comme un seul homme ». En contrepartie, il reçoit le droit de parler et d'agir au nom du groupe, de « se prendre pour » le groupe qu'il incarne, de s'identifier à la fonction à laquelle il « se donne corps et âme », donnant ainsi un corps biologique à un corps constitué. (Bourdieu 2004: 101)

Ses discours sont d'autant plus franco-français qu'ils dépassent le cadre même de la Côte d'Ivoire pour épouser le français tel qu'il est parlé par les hommes politiques en France et à l'international à cette époque (les années 60). Le registre du langage y est châtié, recherché. Houphouët-Boigny bénéficie d'un capital symbolique, c'est-à-dire de la reconnaissance institutionnalisée qu'il reçoit de ses amis du Conseil de l'Entente. Il a la compétence linguistique pour s'exprimer en tant que tel et Houphouët ne s'en prive pas:

La compétence proprement linguistique –le latin des médecins d'autrefois ou l'éloquence des porte-parole– est aussi une des manifestations de la compétence au sens de droit à la parole et au pouvoir par la parole. Tout un aspect du langage autorisé, de sa rhétorique, de sa syntaxe, de son lexique, de sa prononciation même, n'a d'autre raison d'être que de rappeler l'autorité de son auteur et la confiance qu'il exige : le style est en ce cas un élément de l'appareil, au sens de Pascal, par lequel le langage vise à produire et à imposer la représentation de sa propre importance et contribue ainsi et à assurer sa propre crédibilité. L'efficacité symbolique du discours d'autorité dépend toujours pour une part de la compétence linguistique de celui qui le tient. D'autant plus, évidemment, que l'autorité du locuteur est moins clairement institutionnalisée. Il s'ensuit que l'exercice d'un pouvoir symbolique s'accompagne d'un travail sur la forme qui, comme cela se voit bien dans le cas des poètes des sociétés archaïques, est destiné à attester la maîtrise de l'orateur et à lui acquérir la reconnaissance du groupe [...].

(Bourdieu 2004: 74)

À ceux qui le traitent de « balkanisateur » de l'Afrique pour avoir refusé les propos « intéressés » des uns et des autres, Félix Houphouët-Boigny oppose sa vision de la politique africaine, celle qu'il partage avec quelques leaders africains. La clarté de ses arguments, la teneur de ses propos et le niveau de langue permettent une meilleure compréhension des idées du locuteur au-delà même de la Côte d'Ivoire et de l'Afrique. Quand bien même il choisit un exemple pratique pour étayer ses arguments, la qualité du niveau de langue demeure et il se fait comprendre par les utilisateurs de la langue française qu'ils soient africains, français ou autres:

Nous pensons que l'union indispensable de l'Afrique doit se réaliser dans le respect de la personnalité de chaque État. Dans une même famille, bien que chacun concoure à la prospérité générale, chaque membre s'efforce de garder sa personnalité, et, si, demain, se réalise, comme nous le souhaitons tous, l'union des continents, cette union ne sera pas pour autant la perte de la personnalité de chacun d'eux. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960).

Le locuteur montre sa maîtrise du terrain africain sur lequel va s'appliquer sa vision politique. C'est pourquoi, il oppose à tous ceux qui veulent brûler les étapes, son réalisme qui établit des priorités immédiates et place au second plan les grands projets :

Mais pour que la « Table Ronde » que nous souhaitons entre Africains aboutisse à des résultats concrets et déterminants, nous le disons avec force, il conviendra que toute idée d'expansionnisme soit bannie de notre entreprise.

Au contraire, la seule préoccupation que nous devons avoir dans l'esprit, c'est le progrès constant des populations africaines qui ont un long retard à rattraper, qui vient dans les régions insuffisamment développées et équipées.

Ne visons pas des buts irréalisables, du moins dans un délai rapproché. Certes, dans la vie des peuples, il faut sans cesse considérer l'avenir; même le plus lointain. [...]. Nos populations demandent des satisfactions immédiates [...]. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

II.1.1.3.2 La Transindividualité

Gilbert Simondon nous livre dans son œuvre politique, artistique, culturelle et philosophique multitude d'idées où la pensée « révolutionnaire » est en phase analogique avec l'agir lui-même dans l'histoire (exemple de l'agir contre la colonisation) :

[...]. Mais un état prérévolutionnaire, un état de sursaturation, c'est celui où une structure est toute prête à jaillir ; il suffit que le germe structurel apparaisse et parfois le hasard peut produire l'équilibre du germe structural. [...].

Tout comme la pensée, l'action politique doit se « sourcer » dans ce que Simondon appelle l'énergie humaine, dans ce déploiement des forces portées par les acteurs humains, quand des

*situations des groupes sociaux en appellent à ne plus conserver les mêmes structures, devenues sursaturées.*⁴⁰

Kerbrat-Orecchioni, mentionné dans l'énonciation, nous signale que:

Les individus sont constitués en sujets de leur discours par la formation discursive et le sujet se croit à la source du sens parce que, précisément, il est conduit, sans s'en rendre compte, à s'identifier à la formation discursive. Si les mots n'ont pas de sens fixe, c'est qu'ils changent de sens en passant d'une formation discursive à une autre ; une telle idée qu'illustre Gardin (1976), lorsqu'analysant contrastivement les discours de F. Ceyrac et G. Séguy, il propose de considérer comme leur véritable émetteur une instance collective : le CNPF et la CGT respectivement. Dans une telle perspective, les unités pertinentes qu'il s'agira de traquer seront à considérer, non plus comme les indices d'un sujet individuel, mais comme des « spécificateurs de formation discursive » (Guespin, 1976). Car même si le parleur nourrit constamment l'illusion d'être à la source du sens, le descripteur se doit de démasquer l'existence « d'un discours socialement préformé derrière la « libre » énonciation d'un individu » (Flahault, 1978, p.81). (Kerbrat-Orecchioni 2013: 203-204)

Dans ce premier discours, nous sommes en 1960, en pleine période des indépendances en Afrique noire francophone. Houphouët-Boigny est le chef du grand mouvement politique (RDA) qui a lutté contre la politique coloniale. Les colonies africaines devenues nouvellement indépendantes ont une grande responsabilité : création d'un état, de nouvelles structures et leur future relation avec le pays colonisateur. Comme chef des leaders politiques africains qu'il a été, Houphouët-Boigny continue de penser pour l'ensemble des pays décolonisés. Il est de ces guides qui, ayant une grande conscience de leur tâche, réfléchit pour les autres et cherche à ouvrir la voie à suivre. Houphouët crée toute une idéologie alors qu'il ne se définit pas comme un idéologue. À le suivre, nous nous apercevons qu'il a une idéologie hétérogène qui lui vient de son vécu. Pour sa politique en Afrique comme en Côte d'Ivoire, il ne se met jamais en avant, il se pose en rassembleur. C'est ensemble, avec les citoyens Ivoiriens et tous ceux qui ont choisi de vivre dans son pays, qu'il entend bâtir son projet: une société de paix, d'union et de développement et une société ouverte sur le monde:

⁴⁰ www.multitudes.net/Penser-le-politique-avec-Simondon/

[Consulté le 12 mai 2014].

Ayant simplement, en ce jour, la sensation aiguë d'une prise de toutes nos responsabilités, nous voulons considérer notre indépendance comme une contribution à la cause de la paix entre les hommes, et les nations. [...], c'est à la cause de la paix que nous souhaitons la consacrer. Nous redoublerons de travail, car nous avons à compter d'abord avec nos seules ressources et ce travail, c'est dans une discipline accrue, c'est dans une union totale que nous le réaliserons. C'est tout simplement la devise de notre chère République que nous nous attacherons à avoir devant les yeux : Union-Discipline-Travail. Nous devons arriver à une unité complète à l'intérieur de nos frontières, [...]. Cette recherche de notre unité que je place comme but premier de notre action ne se traduira pas par l'isolement, par un repli sur nous-mêmes. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

II.1.1.3.3. Le mode/médium

Le mode ou le médium fait allusion au support de langage. Selon Dominique Maingueneau, le support n'est pas accessoire, mais d'une grande importance car c'est la manifestation matérielle des discours :

[...], il faut accorder une place importante au mode de manifestation matérielle des discours, à leur support aussi bien qu'à leur transport : énoncés oraux, sur papier, radiophoniques, sur écran informatique, etc. Cette dimension de la communication verbale a été longtemps reléguée au second plan. On s'était habitué, en particulier dans les études littéraires, à envisager les textes comme des suites de phrases douées de sens, indifférentes à leur médium. Aujourd'hui on est de plus en plus conscient que le médium n'est pas un simple moyen de transport pour le discours, mais qu'il contraint ses contenus et commande les usages qu'on peut en faire. Le médium apparaît non comme un simple « moyen », un instrument pour transporter un message stable : une transformation importante du médium modifie l'ensemble d'un genre de discours. (Maingueneau 2009: 49)

Bien qu'il y ait une division fondamentale entre le langage oral et le langage écrit, certains émetteurs peuvent mêler les deux formes et nuire à la compréhension du texte par manque de cohérence alors qu'ils cherchent à le rendre plus compréhensible. C'est le cas dans notre discours quand Félix Houphouët-Boigny, soignant aussi bien le fond que la forme, associe au discours politique qui est d'ordinaire de canal phonique, un canal graphique. En effet, avec Houphouët, le discours est bien planifié, plusieurs informations sont données de façon ordonnée. Nous ne voyons pas dans sa locution cette spontanéité ou improvisation qui jalonnent certains discours politiques récents en Côte d'Ivoire et qui leur donnent un caractère plus

populaire, voire populiste, dans la forme. À cela, s'ajoute le choix minutieux des vocables car l'émetteur ne parle pas comme l'homme de la rue. Il s'exprime dans un langage soutenu à l'occasion de cette cérémonie d'une grande importance:

La France, je l'ai rappelé hier après-midi, après nous avoir colonisés, s'est acquittée avec noblesse de cette dette contractée envers l'humanité. [...].

Oh! Certes, notre jeunesse ardente et fière, intelligente, poursuivra et obtiendra, dans tous les domaines, des progrès sensibles qui puissent faire envie. Mais ce que nous devons apporter de plus à ce monde déchiré, c'est notre amour sincère de la Paix et de la Justice.

Pour cette tâche, tous les Africains d'expression française, tous les Africains se doivent de s'unir, de se concerter afin de soustraire leur pays à de funestes compétitions.

Pour cette tâche, ils doivent s'unir, se concerter afin qu'ensemble ils puissent faire de cette Afrique, vieille et jeune à la fois, la terre de la réconciliation des peuples. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

Le locuteur prononce un discours qui a été écrit pour être lu, ce qui rend la distinction entre l'oral et l'écrit plus compliquée. En 1960, au moment de ce discours, il n'existait pas de télévision en Côte d'Ivoire (elle n'est apparue que 3 ans plus tard). En dehors des personnes présentes au discours, les autres destinataires n'y avaient accès que grâce à la radio. Ce discours est ainsi à cheval entre deux modes de transmissions.

Il est trop simple dit Dominique Maingueneau d'opposer l'oral et l'écrit du discours :

La distinction entre l'oral et l'écrit est la catégorie « médio logique » la plus ancienne et la plus solidement ancrée dans la culture. Mais cette distinction n'est pas si simple qu'on pourrait le penser ; en l'utilisant, on mêle en réalité des oppositions situées sur des plans distincts. [...].

Cette opposition concerne les supports graphiques : l'oral passe par des ondes sonores et le graphique par des signes inscrits sur un support solide : autrefois des tablettes, du papyrus, du parchemin [...], aujourd'hui du papier. Cette distinction oral/graphique est commode mais sommaire [...]. (Maingueneau 2009: 51)

II.1.1.3.4. Le principe de coopération

Le principe de coopération est un mécanisme qui permet d'expliquer l'indirection du langage et tend des ponts entre l'explicite et l'implicite. Il constitue la pierre angulaire de toute

interaction linguistique et permet l'interaction continue entre les processus du haut en bas et vice-versa.

Le philosophe du langage, l'Américano-britannique Herbert Paul Grice (né le 13 mars 1913 à Birmingham, Angleterre et mort le 28 août 1988 à Berkeley, Californie), a élaboré une théorie selon laquelle la signification d'un mot réside dans la communication d'un locuteur avec autrui. Il part du principe selon lequel la compréhension se fonde sur la conversation entre des personnes qui doivent accepter les mêmes règles, car le langage est une activité sociale de caractère conventionnel. Ce qui permet à l'émetteur du message une certaine liberté, telle que la notion d'indirection conversationnelle. Le destinataire est amené à faire des déductions grâce à un ensemble de normes qu'il partage avec l'émetteur du message dont le contenu n'est pas explicitement accessible à tout destinataire car le message contient des zones de sous-entendus :

*Cette problématique a été introduite dans les années 1960 par un philosophe du langage, l'américain Paul Grice, sous le nom de « maximes conversationnelles », qu'on appelle aussi « lois du discours ». Ces « lois » qui jouent un rôle considérable dans l'interprétation des énoncés sont un ensemble de normes auxquelles les participants sont censés se conformer dès qu'ils participent à un acte de communication verbale. Grice les fait dépendre d'une loi supérieure, qu'il appelle **principe de coopération**.⁴¹*

En effet, nous avons constaté dans les discours d'Houphouët, des moments où il s'adresse à une frange bien ciblée de destinataires :

Et c'est avec beaucoup d'émotion que je cherche dans cette salle un homme, un des vôtres, un des nôtres qui, dans sa jeunesse, m'avait enseigné par l'exemple que vivre c'était se donner, et c'est en m'efforçant chaque jour de faire de cet enseignement la loi de mon action, que j'ai pu rendre quelques services à mon beau pays attaché au vôtre à la fois par la raison et par le cœur. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

Quand Houphouët-Boigny, faisant allusion aux accords conclus avec les autorités françaises (sans pour autant entrer dans les détails), a recours à des non-dits que seuls comprennent les différents leaders africains francophones et les autorités de l'ex puissance coloniale, nous sommes dans un cas parfait de principe de coopération:

⁴¹ Grice dans Logique et conversation, trad.fr.in Communication n°30, 1979.

*Et c'est notre ami Maurice Yaméogo, le benjamin des leaders africains d'expression française qui a gravi rapidement les étapes qui conduisent à la maturité politique grâce à son courage, à sa vivacité d'esprit **et aussi et surtout grâce à sa fidélité aux principes sacrés**. Maurice Yaméogo, qui nous rappelle l'irremplaçable Ouezzin Coulibaly, a contribué efficacement à la réussite de l'œuvre d'émancipation que nous fêtons aujourd'hui. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)*

Une fois l'indépendance acquise, le régime du parti unique finit par créer sa classe de privilégiés dans laquelle le principe de coopération est apparent. Eux seuls connaissent les réalités du pays :

*Avec **tous les responsables de la nation**, avec tous les **éléments informés de la situation réelle de notre économie**, avec tous **ceux qui connaissent ou qui devinent la rigueur des lois de la coopération et de la concurrence internationales**, j'affirme à nouveau que, pour le moment du moins, nous ne pouvons aller au-delà sans tarir la source même de notre prospérité, sans compromettre très rapidement le sort de nos travailleurs et, à travers eux, celui de la nation tout entière, et sans réduire à néant les légitimes et hautes ambitions que nous nourrissons pour nos enfants. (Félix Houphouët-Boigny, 7 août 1968).*

II.1.1.3.5. L'intentionnalité

Chez certains spécialistes du langage, l'intention c'est le vouloir dire, un projet d'accomplissement (Benveniste 1973 : 97). Plus clairement encore, l'intention c'est donc ce que le locuteur veut dire, c'est le contenu de sa pensée qui s'actualise en discours sous forme de signifié :

Chez d'autres comme Lecointre et le Galliot définissent la « valeur illocutoire » comme « l'intentionnalité qui préexiste à l'énonciation » (1973 : 67 n°8), et Schmidt considère que pour tout texte, sa structure profonde génératrice n'est autre que « le schéma abstrait, thématique, de l'intention de communion », c'est-à-dire de l'intention de « produire un effet » quelconque : expulsée du discours des sémanticiens, l'intentionnalité fait dans celui des pragmaticiens une réapparition bien peu discrète. (Kerbrat-Orecchioni 2013: 200)

Ici, l'émetteur produit un message qui est en parfaite harmonie avec le contexte politique des années 60 : préserver sa relation avec la France après l'indépendance. Cette reconnaissance vis-à-vis des autorités politiques françaises est feinte quand nous savons la déception d'Houphouët-

Boigny en 1958 après l'échec sur les négociations des conditions du projet de la Communauté franco-africaine voulue et abandonnée par le président de Gaulle:

Mais il faut comprendre cette intervention du premier président de la Côte d'Ivoire au regard du contexte qui est la fin de la colonisation et la façon dont la Côte d'Ivoire a accédé à l'indépendance. Faut-il rappeler que feu Félix Houphouët-Boigny n'était pas pour la rupture avec la France. Et ce discours est une façon de dire à la France que la Côte d'Ivoire demeurait avec elle.⁴²

Le leader politique ivoirien a, au cours d'un témoignage, révélé ce qui s'était vraiment passé à cette période en 1958 lorsqu'il n'est pas parvenu à ce que la Communauté franco-africaine soit établie sur la base de l'égalité et de la fraternité comme convenu:

Nous sommes d'accord pour partir de la Communauté puisqu'elle doit être égalitaire et fraternelle. Et d'autres ne veulent pas qu'elle soit égalitaire et fraternelle. [...]. Et j'ai dit au général de Gaulle [...] : je viens vous dire que nous allons prendre notre indépendance en dehors de la Communauté. [...]. Pour avoir accepté de sortir de la Communauté, comme pays indépendant, [...]. Nos anciens combattants, à la faveur de la loi Debré, perçoivent moins que les anciens combattants des autres pays, encore aujourd'hui considérés comme membres de la Communauté. Tous les autres ! Même moi qui ai passé quinze ans en France comme parlementaire et ensuite comme membre du gouvernement, mes indemnités sont nettement inférieures aux indemnités de Senghor et autres, parce qu'eux ne sont pas sortis de la Communauté. (Loucou 1986 Tome 2: 59-60 et 69)

Félix Houphouët-Boigny accompagné de ses plus proches collaborateurs prennent leur indépendance hors de la Communauté. Quand le locuteur dit que : *C'est la Côte d'Ivoire qui veut aujourd'hui s'en aller, non pas à l'aventure, mais bâtir sa maison à elle*, c'est une contre-vérité vu le contexte ci-dessus évoqué. C'est une forme de langue de bois car Houphouët-Boigny emploie des expressions facilement mémorisables pour frapper l'esprit du peuple ivoirien et préparer la reprise des relations avec l'ex puissance coloniale.

Au nom de la future collaboration avec la France, Félix Houphouët-Boigny adopte une attitude d'homme apaisé, qui a oublié les malentendus et digéré sa déception. Comme il nous le signale lui-même :

⁴² Commentaire fait par le journaliste Armand Bohui, interview réalisée par nos soins, le 15 décembre 2014.

Mais nous avons oublié, parce que nous devons le faire, et nous considérons notre coopération avec la France sous un autre angle. Nous coopérons étroitement avec la France éternelle quels que soient les hôtes éphémères de l'Elysée. (Loucou 1986 Tome 2: 27)

La proclamation de l'indépendance de la Côte d'Ivoire est un événement de la plus haute importance auquel sont conviées des personnalités étrangères et locales. Il est hors de question pour le Premier ministre Houphouët de produire un discours d'un niveau de langage familier. Cela n'est pas dans ses habitudes, il parle comme un homme politique français des années 60 avec une parfaite maîtrise de la langue métropolitaine :

*Je voudrais, Monsieur **le Ministre d'État**, vous demander d'être auprès du **Général de Gaulle** l'interprète des sentiments affectueux que nous nourrissons à son endroit.*

Vous lui direz combien nous sommes attachés à sa personne [...].

C'est la Côte d'Ivoire qui veut aujourd'hui s'en aller, non pas à l'aventure, mais bâtir sa maison à elle. Je voudrais dire au bon peuple de France, pour le rassurer, qu'instruite par votre exemple, ayant été à l'école de vos vertus, la jeune Afrique indépendante saura se construire un avenir qui soit digne du vôtre. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

II.1.1.3.6. La syntaxe

C'est l'étude qui consiste à voir le mode de la combinaison des mots pour la formation des phrases et des énoncés dans une langue. D'après Chomsky c'est :

Le niveau de la syntaxe qui explique comment mettre bout à bout des unités lexicales afin de bâtir des énoncés dont le sens global est plus que simple somme des sens de ces unités. Il constitue la « première articulation » de toute langue naturelle.⁴³

L'énonciateur du discours a dirigé le plus grand mouvement d'émancipation de l'Afrique coloniale. Il entend continuer son œuvre de rassembleur au-delà de l'indépendance. C'est pourquoi, Houphouët ne se mettra jamais en avant mais à travers son discours, il opte pour un langage rassembleur avec l'usage du nous collectif. En réalité, nous savons qu'il s'agit bien de

⁴³ www.lattice.cnrs.fr/sites/itellier/poly_ling_/linguistique006.html [Consulté le 27 juillet 2015].

sa propre personne. Il utilise son niveau de français soutenu comme il l'a toujours fait, même empreint d'humilité:

*Mais la petite **expérience** qu'il **nous** a été donné d'acquérir depuis **15 ans de vie politique** ne **nous** a fourni aucun exemple de peuple isolé se suffisant à lui-même. [...]. **Nous** ne concevons pas, cependant, le destin de **notre** pays dans le seul cadre du continent noir. Qu'on **nous** pardonne d'**entrevoir, en médecin, le destin de notre pays.***

*Toute demeure, pour **la santé physique et morale** de ses habitants, **a besoin d'aération, de courants d'air.*** (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

C'est Houphouët le médecin qui s'exprime à travers le passage ci-dessus car c'est lui qui fut médecin pendant la colonisation et qui ayant été élu député de la colonie de Côte d'Ivoire en 1945 a vécu à Paris jusqu'en 1960 d'où ses 15 ans de vie politique métropolitaine. Fort de cette expérience, il fait des choix pour l'avenir de son pays. Il veut mettre ses connaissances au service de ses frères mais c'est ensemble qu'il souhaite bâtir la nation ivoirienne. C'est pourquoi nous pensons qu'Houphouët-Boigny, qui invite toute la population vivant en Côte d'Ivoire à participer à la construction de la nation, se pose en modèle culturel. Il l'invite à faire comme lui, à bien parler le français. S'il œuvre pour une idéologie, c'est celle de l'effort de chacun pour la construire la société ivoirienne. C'est pourquoi, lorsqu'il reprend les propos d'un tiers, il se substitue à lui et s'exprime comme il l'aurait fait lui-même:

Un de nos amis, le Président Maurice Yaméogo, résumait les sentiments que nous éprouvons tous à l'égard de ce chef illustre, le Général de Gaulle, chargé de tant de gloire, quand il affirmait qu'en libérant les peuples africains d'expression française, le général de Gaulle était entré dans l'immortalité. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

Houphouët-Boigny est un homme de sciences qui n'a rien à envier à un homme de lettres de l'envergure du leader du Sénégal, d'autant plus qu'il s'exprime aussi bien que lui. En 1960, les Africains qui parlent un français aussi châtié, peuvent être comptés sur les doigts de la main, et Houphouët-Boigny appartient à ce petit groupe de privilégiés. Il sait apprécier un beau texte et lorsqu'il parle, fait attention au choix des mots, à la grammaire, à la ponctuation. C'est pourquoi l'humilité du personnage est perçue plutôt dans le choix des mots qui traduit mieux la personnalité même du locuteur que la grandeur des actions accomplies:

*Je veux dire à Monsieur le Ministre d'État Louis Jacquinot, qui préside avec tant de distinction la délégation française, combien je suis touché, combien la Côte d'Ivoire est touchée par les termes de son beau discours. Venant d'un homme comme lui dont tout le **monde se plaît à reconnaître et à louer la probité intellectuelle** et la noblesse de caractères, ces paroles ajoutent à notre confusion.*

*Monsieur le Ministre d'État, vous avez bien voulu rappeler mes quelques rares mérites, **le modeste rôle**, l'action qu'humblement j'ai menée au service à la fois de l'Afrique et de la France.*

*Je n'ai **fait que mon devoir** et si j'ai réussi à faire entendre la voix de mon cher pays, c'est à la France que je le dois. (Félix Houphouët-Boigny, 7 août 1960)*

II.1.1.3. 7. L'intertextualité

L'intertextualité est la présence de textes (soit par citation, soit par allusion, [...]) dans un texte donné. L'intertextualité est manifeste dans notre discours à cause de la présence d'autres textes. Dominique de Maingueneau nous signale que l'intertextualité est une notion de double référence :

Intertextualité renvoie tantôt à une propriété constitutive de tout texte, tantôt à l'ensemble des relations explicites ou implicites qu'un texte déterminé entretient avec d'autres textes. Dans la première acception c'est une variante d'interdiscursivité. Mais si intertextualité et interdiscursivité ont un sens équivalent, ils ne sont cependant pas employés dans les mêmes domaines. C'est plutôt à propos de la littérature, et plus largement de l'écrit, que l'on parle d'intertextualité, quand on a affaire à des textes au sens fort. (Maingueneau 2009: 78)

Le discours s'inscrivant aussi sur le principe de textes historiques, dans certains passages nous voyons Houphouët-Boigny émettre son message en même temps qu'il nous rapporte des moments historiques du combat pour l'indépendance de l'Afrique Noire :

Je me dois, avant de nous séparer, de vous faire une confession : au soir de notre lutte commune pour l'émancipation de l'Afrique, le rang solide, compact que nous formions s'est quelque peu désagrégé. Car certains des nôtres, impatients, n'ont pas compris la patience calculée de ceux qui veulent s'armer davantage d'efficacité pour assurer le meilleur devenir de leur pays.

À un moment donné, je me suis senti presque seul, seul au soir du combat, si près du but. C'est alors que trois admirables combattants m'ont dit : «Tu n'es pas seul, nous sommes à tes côtés et nous t'aiderons pour vaincre tous ensemble».

Et c'est notre ami Maurice Yaméogo, [...]. Notre ami Hubert Maga de ce vieux et cher Dahomey, [...]. Si Yaméogo nous rappelle Ouezzin Coulibaly par son courage, sa lucidité, la vivacité de son esprit, Hamani Diori, notre Président du Conseil de l'Entente, est l'image même de celui que nous avons tous pleuré. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

Au sein de l'intertextualité, l'allusion est une référence non littérale et non explicite qui exige la compétence du lecteur pour être identifiée. L'emploi répétitif du possessif « notre » montre la volonté de rassembler d'Houphouët-Boigny. C'est bien plus tard, au soir de sa vie, qu'il va tout centraliser autour de son unique personne. Ce possessif souligne aussi l'aspect amical, le sens de la fraternité vraie, des notions auxquelles le leader ivoirien tient. La présence de ses amis (Maurice Yaméogo de la Haute-Volta, Hubert Maga du Dahomey et Hamani Diori du Niger) dans ce discours montre toute l'affection qu'il leur porte. Le fait que ses amis viennent de différents pays d'Afrique illustre la dimension internationale du personnage.

II.1.1.3.8 Les conjonctions de coordination

L'étude de ces conjonctions nous paraît intéressante d'autant plus qu'elles sont nombreuses dans notre texte. La conjonction adversative **mais** permet de montrer, comme son nom l'indique, une idée d'opposition entre deux éléments de même nature ou de même fonction. Elle se place souvent devant le second élément:

*Peuple de mon pays, laisse éclater ta joie, tu mérites cette joie. Tu as souffert plus que tout autre, en patience, longtemps. **Mais** ta souffrance n'a pas été vaine. Tu as lutté, **mais** pas inutilement, puisque la victoire, tu la connais aujourd'hui. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)*

Les éléments coordonnés par la conjonction **mais** peuvent être des mots, des groupes de mots, des propositions ou encore des phrases:

*C'est la Côte d'Ivoire qui veut aujourd'hui s'en aller, non pas à l'aventure, **mais** bâtir sa maison à elle. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)*

Parlant de l'indépendance, Houphouët saisit toute la signification de ce mot avant de dissiper tout éventuel pessimisme:

*Nous savons ce qu'elle comporte pour nous de responsabilités, **mais** nous les assumerons avec enthousiasme, [...]. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)*

La conjonction **mais** sert parfois à renchérir ou à renforcer une idée en début de phrase :

***Mais** pour que la « Table Ronde » que nous souhaitons entre Africains aboutisse à des résultats concrets et déterminants, nous disons avec force, il conviendra que toute idée d'expansionnisme soit bannie de notre entreprise. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)*

D'autres conjonctions font leur apparition dans le texte et sont d'une importance capitale pour saisir la profondeur des idées défendues par le locuteur : ce sont les conjonctions **donc** et **car**. La conjonction **donc** apparaît aux yeux de certains grammairiens comme un véritable adverbe de liaison, elle permet d'indiquer une idée de conséquence entre deux éléments de même nature et de même fonction qu'elle coordonne :

*Mais la petite expérience qu'il nous a été donné d'acquérir depuis 15 ans de vie politique ne nous a fourni aucun exemple de peuple isolé se suffisant à lui-même. Les destinées de notre pays seront **donc** conduites, les fenêtres largement ouvertes sur le monde. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)*

Quant à **car**, elle coordonne une idée de cause entre deux éléments de même nature et de même fonction:

*Nous redoublerons de travail, **car** nous avons à compter d'abord avec nos seules ressources et ce travail, c'est dans une discipline accrue, c'est dans une union totale que nous le réaliserons. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)*

Il est facile de noter que la conjonction **car** est le contraire de **donc**. En d'autres termes, si A (**car**) est la cause, c'est que B (**donc**) est la conséquence. Nous pouvons alors avec un même exemple, trouver les deux conjonctions, à savoir, soit A **donc** B, soit B **car** A:

*Nous devons arriver à une unité complète à l'intérieur de nos frontières, **car** c'est cette unité intérieure qui témoignera de notre force, nous permettra de jouer notre rôle dans le concert des nations. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)*

Dans notre texte, l'auteur a suivi l'ordre naturel des choses, c'est-à-dire, la cause **car** puis les conséquences **donc** mais nous pourrions aussi reconstruire la même phrase sous cette forme ci-dessous:

*C'est cette unité intérieure qui témoignera de notre force, nous permettra de jouer notre rôle dans le concert des nations, **donc** nous devons arriver à une unité complète à l'intérieur de nos frontières.* (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

La conjonction **et** revient aussi souvent dans notre discours et permet d'additionner deux éléments de même nature et de même fonction. Ce sont des éléments qui sont multiples et qui peuvent être des pronoms, des noms, des verbes, des phrases:

*Je n'ai fait que mon devoir **et** si j'ai réussi à faire entendre la voix de mon cher pays, c'est à la France que je le dois.* (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

Lorsque la conjonction **et** sert à souligner l'aspect quantitatif, elle se met devant chaque élément, il s'agit alors d'une polysyndète:

*[...]. Venant d'un homme comme lui dont tout le monde se plaît à reconnaître **et** à louer la probité intellectuelle **et** la noblesse de caractères, ces paroles ajoutent à notre confusion.* (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

Ou bien dans l'exemple suivant:

*Comme ce sage (j'ai nommé Mamadou Konaté) Hamani Diori, c'est la probité même, c'est la modestie faite homme. Mais ce qu'il a de plus précieux **et** sur quoi je vais conclure, c'est qu'il a le culte à la fois de la confiance **et** de l'espoir.* (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

Lorsque la conjonction **et** coordonne plus de deux éléments, elle doit être présente avant le dernier élément de la série:

*Monsieur le Ministre d'État, vous avez bien voulu rappeler mes quelques rares mérites, le modeste rôle, l'action qu'humblement j'ai menée au service à la fois de l'Afrique **et** de la France.* (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

Nous constatons qu'Houphouët respecte l'emploi judicieux des conjonctions comme un véritable grammairien, sachant les utiliser quand il le veut. A certains moments il se permet des

libertés comme dans la phrase suivante où il fait l'amalgame de *et* avec sa forme implicite. En effet, dans cet exemple, il omet volontairement cette conjonction de coordination là où elle est attendue. Le locuteur l'utilise comme pour « bluffer » son auditoire car dans le public, seuls quelques individus comprennent l'allusion contenue dans cette phrase:

Et c'est avec beaucoup d'émotion que je cherche dans cette salle un homme, un des vôtres, un des nôtres qui, dans sa jeunesse, m'avait enseigné par l'exemple que vivre c'était se donner, et c'est en me m'efforçant chaque jour de faire de cet enseignement la loi de mon action, que j'ai pu rendre quelques services à mon beau pays attaché au vôtre à la fois par la raison et par le cœur. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

L'usage de la conjonction de coordination *or* quant à elle, est rarissime dans notre texte. *Or* indique généralement une idée d'opposition et s'apparente à la forme adversative *mais* :

Or, de quoi avons-nous besoin dans l'immédiat, notre dignité satisfaite dans l'acquisition de notre indépendance ? (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

Houphouët-Boigny a voulu associer tous les acteurs de la société ivoirienne à la construction de la nation et de l'Afrique. Il se pose en leader certes, mais un leader qui rassemble par son pouvoir de conviction et de dialogue. Il ne se pose pas comme un chef qui se contente de commander, car pour lui le progrès passe par l'action de tous dans la paix. Houphouët prêche par l'exemple et parle, convaincu que le peuple peut apprendre de lui. Il tient à la préservation de son statut intellectuel et s'exprime en conséquence. C'est en tant qu'orateur accompli qu'il a recours à toutes les stratégies de conversation afin d'attirer le maximum de personnes vers la cause qu'il veut défendre, d'où l'usage parfait et créatif des conjonctions ou autres formes grammaticales du langage.

II.1.1.3.9 Le lexique

Du choix des mots dépend la cohésion du texte. Ce choix peut être soit, la répétition des mêmes termes, l'usage de synonymes ou l'emploi des unités d'un champ lexical attractif (Fairclough, 1992: 176). Pour ce qui est du texte que nous avons choisi d'analyser, comme dans notre corpus en général, l'auteur a été constant dans le choix de ses mots tout au long de ses interventions. C'est le signe qu'il est convaincu de ses idées, une logique qui l'a toujours accompagnée. Ainsi,

pour les pays nouvellement indépendants, Houphouët dit qu'ils ont surtout besoin de paix, d'union, de dialogue, de progrès, de coopération et de travail assidu.

La paix est un des concepts clefs du leader ivoirien. La paix va de pair avec l'union car seules les deux réunies peuvent permettre à l'Afrique de se développer. La paix doit être manifeste aussi bien dans les pensées que dans les actes de la vie quotidienne, car la paix *c'est un comportement* pour Houphouët et non *un vain mot*. Pour ce qui est de son pays, il a fait de ce mot son leitmotiv. Autant, sous Houphouët, plusieurs religions cohabitent en harmonie sans qu'aucune ne prétende être au-dessus des autres, autant personne ne doute que la paix est la deuxième « religion » de la Côte d'Ivoire.

L'union est ce qu'il préconise d'abord à l'intérieur des frontières de chaque pays africain puis sur le continent.

Le dialogue est aussi un terme récurrent dans les discours d'Houphouët-Boigny. C'est, dit-il, *l'arme des forts*, car avec le dialogue, des parties antagonistes arrivent à s'entendre et ainsi à éviter les pires catastrophes.

Le progrès et le développement sont les objectifs qu'Houphouët veut atteindre pour son pays et pour l'Afrique. Il invite tous les Ivoiriens puis tous les Africains à se mettre au travail pour y parvenir. La Côte d'Ivoire doit s'attacher à sa devise : Union-Discipline-Travail. Elle doit l'avoir comme repère, afin de redoubler d'efforts pour y parvenir. Quant à l'Afrique, elle doit avant tout éviter les guerres afin de consacrer temps et moyens aux politiques de développement. Les besoins des peuples africains étant immenses, les solutions pour les satisfaire doivent être planifiés: les besoins immédiats, à court terme car les grands projets sont pour lui des besoins à long terme. L'immensité des nécessités pour tous les pays africains nouvellement indépendants impose à ses leaders une bonne dose de réalisme d'autant plus que les moyens dont ils disposent sont des plus limités.

La coopération est pour lui la seule possibilité pour acquérir le savoir indispensable au développement.

La fraternité (ou frère) sont des termes chers à Houphouët pour qui la fraternité s'étend à tous les niveaux. Elle était d'abord interne : celle existant entre les peuples vivant en Côte d'Ivoire.

Puis externe à différents niveaux : celle visant les peuples africains de langue française, la fraternité dans la sous-région ouest-africaine, la fraternité à l'échelle continentale, celle sur laquelle est basée sa relation avec la France et les autres pays occidentaux, enfin la fraternité universelle, celle que recommande Dieu lui-même:

Il importe, ô Africains, de donner l'exemple.

*Armons-nous contre la misère, contre les incompréhensions, mais de grâce, ne portons aucune arme contre notre prochain, parce que c'est notre frère. Chers enfants de chez nous, je vous invite à répondre à l'appel de la **fraternité**. [...].*

*C'est parce que nous avons la conviction sincère qu'en réalisant la paix des justes, [...], ce soir, en nous séparant, après avoir exprimé tous les sentiments qui nous animent à l'égard de la grande nation qui doit être fière de nous comme nous sommes fiers d'elle : la France après avoir remercié du plus profond de mon cœur, tous les honorables représentants étrangers, dire à nos **frère africains**, de quelque expression qu'ils soient, que le moment est venu de nous concerter pour assurer le meilleur devenir de nos pays. Permettez-moi, en terminant, de vous demander, à tous, de partager ma foi inébranlable dans un monde meilleur, **un monde de Paix, un monde de Liberté, un monde de Fraternité**. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)*

L'amour dans le travail, dans la vie quotidienne et entre les Hommes. L'amour est source de paix et de justice, et pour y arriver il faut s'éloigner des termes qui impliquent la haine comme dans notre discours le terme de la colonisation:

*Aussi, mes chers frères, n'y a-t-il pas de honte à avoir été colonisés. Nous n'avons plus à nous attarder dans des plaintes inutiles. Nous devons aller de l'avant car, nous aussi, nous devons apporter au monde notre contribution décisive. [...]. Mais ce que **nous devons apporter de plus à ce monde déchiré**, c'est **notre amour sincère de la Paix et de la Justice**. [...].*

Ne nous attardons plus à de vaines lamentations, tous les peuples sont passés par là où nous sommes passés. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

La misère, la pauvreté et l'injustice sont des maux qui doivent être combattus. C'est cette guerre-là qu'il recommande aux Africains, car c'est celle qui amène le vrai développement:

Armons-nous contre la misère, contre les incompréhensions, mais de grâce, ne portons aucune arme contre notre prochain, parce que c'est notre frère. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

La dignité est acquise à travers l'indépendance mais n'en représente qu'une partie car la vraie dignité sera effective lorsque les pays indépendants pourront se prendre en charge comme les pays occidentaux:

Or, de quoi avons-nous besoin dans l'immédiat, notre dignité satisfaite dans l'acquisition de notre indépendance ?

C'est d'élever le niveau de vie des populations qui veulent, à bon droit, se sentir les égales des populations les mieux pourvues et les plus évoluées. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

Conclusion partielle

Nous pouvons dire après l'analyse, qu'en 1962 il ne reste plus de l'Empire Colonial Français que quelques « confettis » correspondant aux départements et territoires d'Outre-mer (DOM-TOM) situés en Amérique, dans l'Océan Indien et dans le Pacifique, conservés pour des raisons avant tout géostratégiques et où des revendications indépendantistes vont resurgir périodiquement.

L'indépendance est à la fois but suprême et instrument permanent de la politique de la France. L'émancipation de l'Afrique Noire française et de celle du Maghreb ouvrent la voie à une politique concernant l'ensemble du Tiers Monde. Indépendante, la France doit se faire la championne de toutes les indépendances. En dépit des limites de sa puissance, elle a des moyens d'action qui font d'elle la partenaire naturelle de toutes ses anciennes colonies qui accèdent à l'indépendance. Désormais, la nouvelle politique française consiste à préserver ses relations privilégiées avec ces nouveaux Etats pour se défendre des grandes hégémonies de la Guerre Froide.

Ce qui inspire de Gaulle dans son action internationale comme, du reste, dans sa vision du destin historique de la France, c'est la conviction que l'ultime réalité, dans l'histoire et dans les sociétés, c'est la nation. Dès lors, il ne voit dans les idéologies que le masque ou l'instrument des entreprises ou des ambitions nationales. Les intérêts nationaux guident toutes les formes de politiques choisies par les autorités françaises. Poussé alors par ce souci de réaliser la grandeur

de son pays, de Gaulle oriente sa politique étrangère dans ce sens. Toutes ses ouvertures aussi bien vers le bloc communiste, le triptyque « **détente-entente-coopération** », comme vers celui de l'ouest, ne sont inspirées que par des intérêts nationaux. Ayant constaté que la volonté internationale est en faveur de l'indépendance des colonies, le président des français prépare une politique de décolonisation à la française dès son arrivée aux commandes de l'État. Une fois celle-ci achevée, la France va désormais entretenir avec ses anciennes colonies de nouveaux rapports de coopération aux formes multiples basées sur les principes du néo-colonialisme.

-La coopération militaire lui fait jouer le rôle de «gendarme de l'Afrique francophone», avec des bases militaires dans plusieurs pays dont le Tchad, en Centrafrique, en Côte d'Ivoire.

-La coopération monétaire et financière par le maintien de l'institution du franc CFA (franc de la Communauté Française d'Afrique).

-La coopération économique où des privilèges sont offerts aux entreprises françaises installées en Afrique. L'ex métropole devient en même temps le premier client des matières premières agricoles et minérales et fournisseuse pour tous les produits d'importation nécessaires à l'Afrique.

Sur le plan culturel, les nouveaux États africains deviennent le canal par lequel la langue française sera non seulement un vecteur culturel mais un outil de domination. Sa diffusion se développe par les activités dans ces pays de centres culturels français auxquels s'ajouteront des sommets franco-africains et des rencontres ponctuelles de la francophonie.

Le gouvernement français apporte au régime du parti unique un soutien actif. C'est dans ce contexte que se répandent les partis uniques en Afrique francophone.

Pour ce qui est de l'évolution de la langue, notre analyse nous permet d'affirmer que les discours africains des Pères de la Nation sont dictés par Paris, ou du moins le canevas est le même pour tous les discours néocolonialistes. Ils sont donc fondamentalement semblables aux discours français métropolitains de l'époque. Par conséquent, le langage tend à s'assimiler au français de France et à éviter les formes résultant de l'appropriation du français par les populations africaines. Ce n'est que progressivement que la tendance va s'inverser.

II.1.1.4 Expressions grammaticales reflétant le caractère manichéen du discours.

Le constat fait après lecture de notre corpus nous ramène à une réalité : le caractère manichéen des discours se reflète aussi bien au niveau lexical que grammatical.

L'usage des pronoms personnels permet à l'énonciateur du discours de séparer ses partisans que nous allons dénommer groupe **A**, des éventuels opposants dénommés groupe **B**.

Pour distinguer les « bons » des « mauvais » nous allons étudier *l'idéologie houphouëtiste*. Pour réaliser cet objectif, nous serons amenés à expliquer le fonctionnement des pronoms personnels et de leurs correspondants, les pronoms possessifs qui apparaissent dans notre texte.

II.1.1.4.1 Les pronoms personnels

Comme le signale Dominique de Maingueneau les embrayeurs de personne (pronoms personnels) ont une interprétation qui est intimement liée à la scène énonciative du texte où ils apparaissent:

La valeur des marques temporelles des verbes [...], dépend de leur emploi. Il en va de même pour les embrayeurs de première et de deuxième personne, qu'on ne peut interpréter qu'en prenant en compte le mouvement énonciatif du texte où ils figurent. « Nous », « vous », « je ». L'interprétation des embrayeurs de personne est indissociable de la scène énonciative qu'implique chaque texte. (Maingueneau 2009: 101)

Les embrayeurs **je** qui seraient par définition auto-désignatifs et le **nous**, qui inclut le **je** plus les autres, donc collectif, seraient alors auto et hétéro-désignatifs opposés à **tu/vous/ils/elles** qui sont uniquement hétéro-désignatifs et servent à désigner les autres.

Le pronom personnel **nous** est le plus répandu dans le premier discours de Félix Houphouët-Boigny. **Nous** devient, avec **je**, qu'on verra plus tard, les pivots de son énonciation politique.

Après lecture des discours de notre corpus, nous avons constaté que l'usage des pronoms personnels **tu/vous/ils/elles** et leurs correspondants possessifs **ta/ton/tes/votre/vos/leur/leurs** répondent à quelques exceptions près, aux normes de grammaire classique. Notre attention s'est alors portée d'abord sur **nous** et **je**, puis sur leurs correspondants possessifs **notre/nos et mon/mes**. L'utilisation pléthorique faite par Houphouët du **nous** par opposition à l'utilisation du **je** par Gbagbo ne nous semble pas anodine.

Pour aborder ce chapitre, nous allons nous baser sur l'étude faite par Annie Geffroy qui, à partir d'une hypothèse générale sur la désignation, examine l'exception apparente que constitue le **nous**. Il découle de cette étude, faite à partir d'un corpus de discours de Robespierre

pendant la Révolution Française (1789-1794) qui note les différentes valeurs du **nous**, qui en tant que pivot de l'énonciation politique, pourrait s'appliquer à notre travail. Nous verrons dans quelle mesure *Les Nous de Robespierre ou le territoire de l'impossible*, paru en 1985, peut être une œuvre utile à notre étude. Nous essayerons de démontrer la raison de l'intérêt qu'il suscite à travers différents niveaux attribués au **NOUS** d'Annie Geoffroy.

II.1.1.4.1.1 Cas du pronom personnel NOUS

Nous 0

Le **Nous 0** appelé *nous* de modestie ou *nous* politique comme je viens de le souligner est peu fréquent dans notre discours. Son usage n'est en effet que l'expression d'un pouvoir naissant, donc d'un pouvoir hésitant qui cherche à se conforter. Ce pouvoir a besoin de tout le monde car Houphouët-Boigny se pose en rassembleur. Après s'être attaché à la politique d'union avec la France par des mesures de séduction quelques années avant l'indépendance, Houphouët-Boigny se garde d'annoncer tout de suite les prémisses d'un régime fort:

Nous savons ce qu'elle comporte pour nous de responsabilités, mais nous les assumerons avec enthousiasme, car nous le répétons, c'est à la cause de la paix que nous souhaitons la consacrer [...]. Les destinées de notre pays seront donc conduites, les fenêtres largement ouvertes sur le monde. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960).

Le **Nous 0** recouvre sa propre personne. C'est lui, en tant qu'énonciateur et futur président de la République de Côte d'Ivoire, qui annonce le programme de son gouvernement :

Mais la petite expérience qu'il nous a été donné d'acquérir depuis 15 ans de vie politique ne nous a fourni aucun exemple de peuple isolé se suffisant à lui-même [...].

Nous le disons avec force, il conviendra que toute idée d'expansionnisme soit bannie de notre entreprise [...].

Nous ne concevons pas, cependant, le destin de notre pays dans le seul cadre du continent noir. Qu'on nous pardonne d'entrevoir, en médecin, le destin de notre pays. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

Nous savons que l'énonciateur a été médecin, député africain à partir de 1945, puis ministre français avant d'occuper le poste de président de son pays. En définitive, Houphouët-Boigny

nous raconte sa «petite» expérience de médecin «indigène» et d'homme politique africain ayant vécu 15 ans dans l'hexagone. Ce **Nous 0** a valeur de l'auto-désignation **je** qui n'est autre que sa propre personne. Même quand il refuse de se mettre en avant, il y a des cas où, comme dans l'exemple suivant, au-delà de son rôle d'énonciateur, les positions politiques prises par le passé ramènent l'énonciation à sa propre personne:

Mais pour que la-Table Ronde- que nous souhaitons entre Africains aboutisse à des résultats concrets et déterminants, nous le disons avec force, il conviendra que toute idée d'expansionnisme soit bannie de notre entreprise. [...].

Nous pensons que l'union indispensable de l'Afrique doit se réaliser dans le respect de la personnalité de chaque État. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

Nous savons qu'il n'était pas, comme le proposait Léopold Sédar Senghor, pour le maintien des deux organisations africaines héritées de la colonisation : l'AOF (Afrique Occidentale Française) et l'AEF (Afrique Équatoriale Française), mais plutôt pour une union progressive de l'Afrique, seule façon de préserver la personnalité de chaque État. L'usage qu'il fait de ce nous n'est qu'une fausse modestie pour englober tout le monde dans la mission de construction du pays. En effet, une fois son autorité assise, Houphouët-Boigny fait le « nettoyage » autour de lui. Plus tard, sentant son pouvoir renforcé par l'essor économique dans son pays, le président Houphouët laisse tomber le masque et le **Nous 0** devient autoritaire, impératif:

[...]. Notre capital de confiance s'accroît d'année en année, capital de confiance concrétisé par un nombre croissant d'investisseurs, par la toute prochaine réalisation de deux grands projets : le barrage de Kossou et le port de San-Pedro, des emprunts consentis à notre pays et, notamment, et c'est très important pour un pays sous-développé l'emprunt réalisé sur le marché financier international.

Capital de confiance que nous avons tous le devoir de mériter chaque jour davantage par la stabilité et le sérieux dans le travail. (Houphouët-Boigny à Abengourou, 7 août 1968)

Il s'accapare du **Nous 0** qui devient **je** auto défini et tombe aisément dans l'invective de l'adversaire qu'il minimise. Après des semaines de troubles sociaux, le calme revient et Houphouët savoure sa victoire. En cette année 1968, année de perturbations sur le plan international qui marquera à jamais nombre de pays et de grandes personnalités politiques, le président Houphouët-Boigny est épargné contre tous pronostics des journalistes étrangers. Il jubile d'autant plus qu'il s'agit d'un phénomène mondial :

1968 : le début d'une nouvelle époque, la naissance d'une nouvelle société. Dans l'histoire du XXème siècle, il y a un avant et un après 68.

Mais que s'est-il passé cette année-là ? Une guerre dans un petit pays d'Asie, le Vietnam, oppose depuis 1964 des paysans pauvres à la plus grande puissance mondiale, les Etats-Unis. Les protestations contre ce conflit, inégal et injuste, se multiplient dans le monde entier. Au printemps 1968, une partie de la jeunesse profite de ces rassemblements pour crier sa révolte envers la société telle qu'elle est organisée [...]. Elle demande de nouvelles libertés, imagine un monde différent, plus juste, plus juste libre. [...]. La liste des pays touchés par la contestation est longue. Tout commence sur les campus des universités aux Etats-Unis. La contagion gagne rapidement l'Europe, le Japon, l'Amérique latine et l'Afrique. [...].

En France, la contestation étudiante a des conséquences inattendues et originales car elle ouvre une crise sociale et politique. (Grimmer 2008: 9)

C'est l'une des rares fois où l'énonciateur, qui a toujours craint le régionalisme, va lui accorder une valeur positive, voire l'encenser. Nous le découvrons à travers l'usage des formes possessives du nous:

Les agences de presse des pays qui nous témoignent une amitié superficielle se sont empressées d'annoncer des grèves générales en Côte d'Ivoire, avec le triste cortège de désordres que l'on sait.

*On connaît mal **notre** chère Côte d'Ivoire, pays du Dialogue où les pires difficultés peuvent trouver d'heureuses solutions grâce à une franche et fructueuse discussion entre travailleurs et employeurs.*

*La solidité de **nos** institutions, la claire conscience de **nos** responsabilités historiques et, surtout, **notre** sens de l'intérêt général l'ont emporté, durant les semaines écoulées, sur les menées d'une poignée d'irresponsables ou d'inconscients. (Houphouët-Boigny à Abengourou, 7 août 1968)*

Après huit ans d'indépendance durant lesquels la Côte d'Ivoire n'a cessé de progresser économiquement (on parle de « miracle ivoirien »), le gouvernement doit toujours faire face aux revendications d'une tranche de la population. Cette situation est d'autant plus contrariante, voire insupportable pour le chef de l'État que l'aide ne peut plus venir de l'hexagone. Même si Houphouët est sorti des semaines de troubles qui ont secoué son pays, cette victoire n'enlève en rien l'acuité du manque de logements sociaux pour lequel le président, et premier responsable qu'il est, fait un aveu d'impuissance. Au niveau du logement, le bilan est en effet

désastreux. Il se réfugie derrière la mondialisation du phénomène et essaye de rassurer son peuple en expliquant que, dans ce pays comme partout en Afrique, se pose le problème de l'exode rural. En fait la modernisation du modèle de développement ivoirien est déjà à bout de souffle dès la fin des années 1960 :

*Cependant, après avoir tenté ou envisagé toutes les solutions, force **nous** est de reconnaître que **nos** moyens ne sont pas à la mesure de **nos** besoins. Ceux-ci ne cessent de croître sous la double poussée de l'urbanisation, phénomène mondial plus particulièrement sensible en Afrique et d'une croissance économique, qui exige la présence, dans **nos** principales cités, d'une main-d'œuvre importante, [...]. (Houphouët-Boigny à Abengourou, 7 août 1968)*

Le deuxième lieu d'élection de **Nous 0** est dans le cas purement stratégique d'atténuation des fautes commises par l'oligarchie ivoirienne mise en place. Au soir de sa vie politique, Houphouët-Boigny est de nouveau dépassé par les événements. À chaque crise du cacao, le président laisse passer la période de difficultés sans envisager de solutions durables. L'agriculture n'est pas véritablement diversifiée, encore moins mécanisée. La culture vivrière est reléguée au second plan, priorité étant donnée aux productions génératrices de devises étrangères. De ce fait, la chute des prix des produits d'exportation entraîne des problèmes d'ordre divers dans le pays. Le locuteur tente de nouveau de diluer ses responsabilités face à cet échec symbolique tout en recourant au **Nous 0** diffus cette fois, à travers un aveu d'impuissance:

***Nous** avons eu tort d'accepter le chant de sirènes, alors que **nous** étions sortis de l'Accord, avec les déboires que **nous** avons connus. Les Américains ne sont pas dans cet Accord de cacao, et **nous** y sommes revenus pour notre malheur [...].*

*J'ai tenu à m'adresser à vous tous aujourd'hui rassemblés parce que, tous fils et frères de paysans, ce problème **nous** concerne tous. **Nous** y sommes tous intéressés. (Houphouët-Boigny, 12 juillet 1989 à Abidjan)*

La cinquième crise du cacao est singulièrement et profondément grave. Pour n'avoir pas su tirer les leçons des quatre précédentes, Houphouët-Boigny se trouve bien embarrassé. C'est en effet un échec symbolique pour le président ivoirien. C'en est d'autant plus un que le président Houphouët s'est illustré comme véritable défenseur des agriculteurs ivoiriens et africains (voir I.2.3.1, la création des plantations) pendant la colonisation. De plus, le chef de l'État découvre que ses responsables de mission sont tous entachés de corruption:

En 1980, lorsque chutent les cours mondiaux du cacao, les planteurs ivoiriens se tournent avec confiance vers la Caisse de stabilisation.

Cet organisme public achète la production de cacao et la revend à l'étranger. Avec les gains énormes qu'il a réalisés pendant les années de prospérité, il devrait être en mesure de continuer à acheter le cacao aux paysans au même prix quitte à le revendre à perte à l'exportation. Mais l'on s'aperçoit avec consternation que la trésorerie de la Caisse de stabilisation a été pillée par les dirigeants du pays. [...].

C'est que la Côte d'Ivoire n'échappe pas plus que les autres pays d'Afrique au fléau de la corruption, l'un des pires qui soient.⁴⁴

La corruption est facilement entrée dans les mœurs du pays pendant les périodes fastes et s'est répandue à tous les niveaux de responsabilité, et ce jusqu'à la base. Dans ces conditions, le président qui est d'ordinaire peu regardant sur ce fléau est surpris par son ampleur. Il est l'auteur de la fameuse maxime citée par Gbagbo (1991: 91) : « On ne peut pas reprocher à celui qui distribue des arachides d'en mettre quelques grains dans sa bouche ».

Dans son mea-culpa, l'énonciateur a recours au **nous 0** pour se lamenter sur cette situation, toujours sans citer de nom ni chercher à poursuivre les responsables. Lors du VII^{ème} congrès du P.D.C.I. R.D.A. en septembre 1980, le président de la République annonce le montant exorbitant de 34 milliards de F CFA (soit 680 000 000 FF) de surfacturations dans trois des complexes sucriers du pays : « Je citerai un chiffre: ayant fait contrôler trois de ces complexes par des experts il a été constaté 34 milliards de surfacturations. Tout cela a encore contribué au surendettement que **nous** déplorons ». ⁴⁵

Nous 1

L'étape suivante, celle réservée à la dénomination du locuteur collectif **Nous 1**, correspond aux seuls cas où notre premier protagoniste parle au nom d'un groupe «statutaire». Il y a dans ce cas une existence extra-discursive explicitée dans le titre et/ou le courant du discours. Le locuteur acquiert le statut de porte-parole d'un groupe auquel il appartient :

⁴⁴www.herodote.net/7_aout_1960-evenement-19600807.php [Consulté le 30 juillet 2015].

⁴⁵ VII^{ème} congrès du P.D.C.I., Fraternité-Hebdo Éditions, Abidjan, 1980 : 121.

*Je me dois, avant de **nous** séparer, de vous faire une confession: au soir de notre lutte commune pour l'émancipation de l'Afrique, le rang solide, compact que **nous** formions s'est quelque désagrégé. Car certains des nôtres, impatients, n'ont pas compris la patience calculée de ceux qui veulent s'armer davantage d'efficacité pour assurer le meilleur devenir de leur pays. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)*

En tant que président du RDA (Rassemblement Démocratique Africain), le plus grand mouvement noir africain de lutte anticolonialiste, l'énonciateur nous fait, (comme il le dit si bien) une « confession » de l'état de son mouvement à l'aube des indépendances. Le **Nous I** est en quelque sorte la conséquence d'une situation antérieure (ici l'état du mouvement RDA vers la fin de la lutte) que rend possible et légitime l'énonciation d'un *nous* qui a valeur de porte-parole.

Nous I peut aussi être le rapport d'une réunion, élection ou délibération que l'énonciateur communique ou fait connaître à d'autres qui sont en dehors de ce statut. C'est le cas d'un pluriel, puisque les X associés au JE le sont dans un même statut d'énonciateur légitime qui est d'ailleurs ici renforcé par ses possessifs **Notre/Nos**:

*Personne ici ne me le pardonnerait si je ne rendais pas un vibrant hommage à **nos** collègues du Conseil de l'Entente [...] dans le dur combat que **nous** menons pour l'émancipation de **nos** peuples. À un moment donné, je me suis senti presque seul, seul au soir du combat, si près du but.*

*C'est alors que trois admirables combattants m'ont dit : « Tu n'es pas seul, **nous** sommes à tes côtés et **nous** t'aiderons pour vaincre tous ensemble »*

*Et c'est **notre** ami Maurice Yaméogo, le benjamin [...] qui a gravi rapidement les étapes grâce à son courage, [...] et surtout grâce à sa fidélité aux principes sacrés.*

***Notre** ami Hubert Maga de ce vieux et cher Dahomey, [...], n'a pas hésité à se joindre à **nous** [...]. Si Yaméogo **nous** rappelle Ouezzin Coulibaly par son courage, [...], Hamani Diori, **notre** Président du Conseil de l'Entente, est l'image même de celui que **nous** avons tous pleuré. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)*

Après avoir énuméré ses amis membres du Conseil de l'Entente, le locuteur s'érige en porte-parole et propose implicitement aux autres Africains une autre forme d'union, basée sur la solidarité:

*C'est cette solidarité qui est à la base de **notre** action et quand je voulais donner comme exemple de solidarité, le Conseil de l'Entente, je le faisais sans pour autant dénier à d'autres Africains la vertu de rechercher une formule meilleure. Mais **nous** croyons à la vertu de la **nôtre**.* (Félix Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

Nous 2

La troisième étape est celle du **Nous 2** que nous avons dénommée **Nous** à valeur idéologique ou partisane. Dans ce cas présent les X et le JE ont une communauté d'idées. Ils sont liés par un ensemble d'idées qu'ils partagent, un mode de pensée commun et se reconnaissent comme appartenant au même groupe. Ces « nous » s'opposent à des « vous » désignant les adversaires dans le débat politique, et les verbes qui y sont associés sont partagés par le même groupe de personnes.

Notre **Nous 2** regroupe tous ceux qui partagent la conception du régime à parti unique, quoi qu'ici, le **Nous 2** à caractère africain est renforcé par ses correspondants possessifs. Il s'adresse à ses collègues du RDA chacun devenant, par l'indépendance, premier responsable de son pays:

***Nous** devons arriver à une unité complète à l'intérieur de **nos** frontières, car cette unité interne qui témoignera de **notre** force, **nous** permettra de jouer **notre** rôle dans le concert des nations.* (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

Nous 2 acquiert un caractère transnational qui n'est pas très habituel dans les discours politiques. Cela est dû au fait que les pays africains d'expression française commencent à peine à exister en tant que nations indépendantes. Félix Houphouët-Boigny, hier président du RDA, donne des consignes à ses pairs dirigeants qui d'ailleurs vont tous basculer dans le régime du parti unique.

Le mot d'ordre de ces régimes est l'unité nationale d'abord et à tout prix, ce qui va donner un caractère autoritaire à ces États, caractère qui fera passer certains leaders pour des dictateurs. Une fois établis, ces régimes ne vont utiliser tous les moyens pour asseoir leur autorité.

Dans l'exemple qui suit, l'énonciateur annonce déjà les prémisses d'un régime autoritaire, celui qu'il va mettre en place en Côte d'Ivoire et qui sera à l'image de ce que nous pouvons percevoir à travers ses exhortations adressées à ses pairs. Houphouët-Boigny estime

que la seule condition pour que les peuples africains francophones atteignent le bonheur est de passer par des régimes qui n'admettent aucune opposition:

Allons courageux vers notre idéal commun de bonheur, n'hésitons pas en cours de route à piétiner, à écraser, à détruire tout germe de division et de haine qui naîtrait, alors que nous pourrions, nous Africains, avec le concours d'autres frères africains, et avec le concours de tous les hommes de bonne volonté de ce vaste monde, assurer le règne de la justice.
(Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

Quelques années après l'indépendance, **Nous 2** devient national. Il concerne certains privilégiés qui sont d'ailleurs faciles à distinguer dans le pays qui voit naître les différentes classes sociales.

Le **Nous 2** c'est la classe aisée composée des membres du gouvernement, de l'ensemble de ceux qui occupent des postes de responsabilité, des collaborateurs directs du Président de la République et Président du PDCI (Parti Démocratique de Côte d'Ivoire) ainsi que les élites de son parti. Nous pourrions compléter cette énumération en ajoutant l'oligarchie ivoirienne naissante, c'est-à-dire, la cour immédiate du père de la nation:

Avec tous les responsables de la nation, avec tous les éléments informés de la situation réelle de notre économie, avec tous ceux qui connaissent ou qui devinent la rigueur des lois de la coopération et de la concurrence internationales, j'affirme à nouveau que, pour le moment du moins, nous ne pouvons aller au-delà sans tarir la source même de notre prospérité, sans compromettre très rapidement le sort de nos travailleurs, celui de la nation tout entière, et sans réduire à néant les légitimes et hautes ambitions que nous nourrissons pour nos enfants. (Houphouët-Boigny, à Abengourou, 7 août 1968)

Après quelques décennies d'indépendance, le rapprochement qui aurait pu se faire entre les différentes classes sociales n'est plus à l'ordre du jour. La distinction s'impose d'elle-même, s'affirmant clairement. Même si les membres sont tous (ou presque) fils ou parents de planteurs, ce sont eux ou leurs proches qui exploitent les planteurs car ils ne respectent pas le prix que leur fixe la Caisse de stabilisation :

De plus, comme il s'agit de régime libéral, quel est celui d'entre vous, du Gouvernement, de l'Assemblée Nationale, du Conseil Économique, responsable politique ou administratif qui n'ait un frère, un cousin ou un proche qui ne détienne un quota ou une licence lui permettant

*d'acheter du cacao aujourd'hui, demain du café ou du coton? **Nous** sommes donc tous concernés par le problème.*

Il faut que nous fassions l'effort nécessaire pour respecter le différentiel que nous accorde la Caisse. C'est le bénéfice qui couvre nos efforts. Ne prenons pas sur la part des paysans. Ils ont déjà consenti 4/5 de leurs revenus depuis 1960, depuis l'indépendance, pour nous permettre d'avancer, et nous avons avancé dans la voie du progrès. (Houphouët-Boigny, 12 juillet 1989)

Maintenant qu'il n'y a plus de «colons», est-ce l'exploitation des «sous-nègres» paysans par les «nègres» citadins qui sont aux postes de responsabilité?

Nous sommes dans le système néocolonial où une nouvelle classe de dirigeants africains exploite à son tour des masses africaines sans défense. En effet, dans cette hiérarchie, les populations des villes sont moins méprisées car elles ont au moins droit à des logements sociaux. Les travailleurs pauvres des villes font partie des citoyens, même s'ils sont des gens qu'il faut assister. Les paysans, eux, ne font pas partie de ce groupe. Ils restent les plus faibles, le peuple sans voix. Ils sont simplement les oubliés dans la répartition des richesses du pays:

*Il existe un autre problème qui **nous** préoccupe au plus haut point: c'est celui du logement dans les villes et plus particulièrement celui qui affecte les salariés disposant de ressources modestes, manœuvres, ouvriers et petits employés du commerce, de l'industrie et de l'administration.*

Là encore, depuis l'indépendance, des efforts ont été faits et des milliers de logements ont été construits. Mais ils sont insuffisants et trop chers pour des modestes bourses. (Houphouët-Boigny, à Abengourou, 7 août 1968)

Depuis l'indépendance, la situation des uns s'améliore mais celle des planteurs se dégrade progressivement parce qu'ils portent sur leurs épaules le poids du financement du progrès du pays. Ils sont doublement exploités: soumis aux incertitudes et aux rigueurs du marché international d'abord puis à l'appétit de ceux qui les dirigent. Ils ne voient pas le développement dont parle le locuteur. Ils ne font pas partie de ce grand ensemble de citoyens et n'appartiennent ni à la première ni à la seconde zone mais sont simplement oubliés parce qu'infantilisés. La seule assistance à laquelle ils auraient droit, c'est la compassion des fonctionnaires qui sont chargés de les comprendre, de les aimer et de les éduquer :

*Il ne se passe pas de mois sans que çà et là, un nouveau chantier s'anime, sans qu'une nouvelle école ou qu'un dispensaire ne s'ouvre ou ne s'agrandisse, sans qu'une nouvelle localité ne se transforme. Oui, le progrès est partout, dans tous les domaines, au niveau des personnes ou à celui des collectivités, et ce progrès est conçu, préparé, mis en œuvre et exploité avec ce souci d'information, avec cette volonté de dialogue et cette exigence d'adhésion, qui entrent dans les traditions de notre pays, dans celles de notre jeune **Fonction publique**, toujours **plus proche de ce peuple qu'elle s'attache à comprendre, à aimer, à servir et à élever.** (Houphouët-Boigny, à Abengourou, 7 août 1968)*

En ce jour du 7 août 1968, Abengourou, ville d'agriculteurs par excellence, devient capitale d'un jour parce qu'on y célèbre le huitième anniversaire de l'indépendance. On aurait pu penser que la visite du président de la République dans cette région serait l'occasion de rallier tous les Ivoiriens à leur cause, mais non!

L'essentiel de l'effort de développement repose sur le travail des masses rurales, sur leur capacité de production qui est reconnue sans être récompensée. Selon Houphouët le développement de la Côte d'Ivoire se verrait de l'extérieur, par les autres pays d'Afrique, encore plus pauvres. Un pays développé ne se compare-t-il pas avec les autres du même rang que lui tout en cherchant à atteindre le niveau de développement le plus avancé?

*Ici, comme dans toutes les régions de Côte d'Ivoire, **notre développement** économique, dans **la réalité quotidienne**, chacun le perçoit, moins vivement peut-être qu'il ne le souhaiterait, assurément, mais de façon **toujours plus manifeste** cependant et plus nette, qu'en **certains pays d'Afrique.** (Houphouët-Boigny, à Abengourou, 7 août 1968)*

Ici, il y a un problème indéniable: il est question de développement mais la population qui soutient ce développement est oubliée. Abengourou, en plus d'être chef-lieu d'un département prospère, représente un symbole : la population de l'intérieur (les agriculteurs, les commerçants et les éleveurs), « corvéable et taillable à merci ». À ces populations de l'intérieur, le président dit qu'elles doivent continuer à se laisser exploiter parce que sa priorité va aux citoyens de la capitale et aux étudiants. Est-ce par peur de mobilisation sociale de ceux-là contre son régime?

Houphouët-Boigny se fonde peut être sur sa connaissance de l'histoire européenne pour estimer que des populations rurales ne représentent pas un danger pour son régime. En effet, toutes les révoltes paysannes européennes ont été vouées à l'échec alors que nombres de régimes ont été renversés par des révoltes citadines, en particulier celles des capitales souvent précédées d'agitations dans les milieux universitaires.

L'essor économique que connaît la Côte d'Ivoire modifie le mode de vie des Ivoiriens et entraîne l'émergence de nombreux problèmes : une accentuation de l'exode rural, une forte demande de produits d'importation y compris alimentaires et une augmentation inquiétante des besoins en matière de logement. Si les revenus annuels par ménage et le niveau scolaire s'accroissent, ces progrès restent encore insuffisants. Face à tous ces problèmes, des solutions sont envisagées par le chef de l'État mais uniquement en faveur des populations estimées comme pouvant mettre en danger le régime:

*C'est, également, à la **création** progressive de cette **école** et de cette **université** que le gouvernement s'attache. Prochainement, le pays pourra juger qu'en cette matière, il est possible de mettre en place des structures qui seraient à la fois plus humaines et plus efficaces [...].*

J'ai, également, pris la décision d'opérer cette intervention et de dégager au plus tôt les moyens budgétaires nécessaires.

*Peut-être ceux-ci seront-ils fournis par l'instauration d'une taxe spéciale dont le produit serait affecté au loyer de l'argent, ce qui **réduirait d'autant le coût du logement**.*

*Cette action de l'État exprimerait ainsi la solidarité agissante des différentes couches de la nation, en donnant aux plus défavorisées d'entre elles l'occasion de **venir en aide aux travailleurs de nos villes**. (Houphouët-Boigny, à Abengourou, 7 août 1968)*

Dans cette nouvelle société néocoloniale, le père de la Nation s'adresse à tous les citoyens mais tous n'ont pas le même traitement. Le chef de l'État s'adresse d'abord à ses collaborateurs ou représentants, puis à d'autres classes de citoyens qui ne sont pas habituellement conviés aux rencontres avec le président. Ces classes citoyennes pourraient faire partie des opposants parce que ne partageant pas nécessairement les idées du chef de l'Etat:

*C'est pourquoi, aujourd'hui, ayant d'abord invité les cadres, les sous-préfets, les Préfets, les Secrétaires Généraux à aider les paysans à trouver la juste rémunération de leur travail, je voudrais m'adresser dans cette **deuxième partie** de mon exposé aux **représentants des enseignants**, depuis le primaire, le secondaire jusqu'au supérieur, au nom du pays: ils ont de lourdes responsabilités dans la construction nationale. Ils ne doivent pas se contenter d'enseigner mais d'éduquer. (Houphouët-Boigny, 12 juillet 1989)*

Est-ce qu'il n'est pas temps de remettre en question le néocolonialisme économique pratiqué fidèlement avec la France pendant bientôt trois décennies afin de trouver des solutions?

Mais le caractère le plus sacré de cette idéologie est la fidélité à l'ex-puissance coloniale et léguer les sujets qui fâchent aux générations à venir est la seule stratégie pour se maintenir au pouvoir. Face à l'impossibilité de changement du système, Houphouët propose une nouvelle orientation de l'école. Les contours sont flous et personne ne comprend le nouveau rôle imparti à l'Éducation Nationale Ivoirienne. Les enseignants doivent dorénavant non seulement enseigner mais « éduquer » la jeunesse pour qu'elle assume l'indépendance économique. Bien sûr, rien n'est précisé quant au programme ou aux modalités pour parvenir à cet objectif, lui aussi vague.

Enseigner et éduquer, nous ne sommes pas loin de l'analyse de Montaigne (1533-1592): «Une tête bien faite vaut mieux qu'une tête bien pleine». Pour Houphouët-Boigny, un élève doué qui termine ses études bardé de bons diplômes sera utile à la Côte d'Ivoire s'il place l'intérêt de son pays avant ses projets personnels:

Vous devez faire en sorte que, depuis le primaire, l'enfant soit fixé sur l'objectif à atteindre. Bien sûr, il ne doit pas s'oublier, mais il doit penser d'abord à l'État. (Houphouët-Boigny, 12 juillet 1989)

L'enseignement lui donne une tête bien pleine et par l'éducation il doit acquérir une tête bien faite, celle qui correspond au bon fonctionnement de l'État, à sa survie. C'est alors qu'il trouvera facilement du travail, un travail qui doit se dérouler dans le sérieux, dans l'assiduité. Cette éducation spécifique ne se déroule pas dans le cadre familial qui inclut également le cercle d'amis. Ainsi, l'on ne peut pas avoir accès à l'éducation de l'école en dehors du Ministère de l'Éducation Nationale. Un grand-père qui va raconter, mieux qu'un professeur d'histoire, la colonisation française en Côte d'Ivoire parce qu'il l'aura vécue, n'a plus de rôle à jouer dans l'éducation de son petit-fils. Quel paradoxe venant d'un locuteur africain, quand on sait que dans ce continent l'éducation d'un enfant s'étend traditionnellement au noyau familial. Maintenant, dans cette nouvelle optique, les capacités intellectuelles ne suffisent plus et c'est bien là où le bât blesse. Cet enseignement qui devient aux yeux d'Houphouët indispensable n'a plus rien à voir avec une vocation telle qu'on la définissait à l'époque de Montaigne, pour devenir une notion idéologique.

L'enseignement est régi par le Ministère de l'Éducation Nationale qui affiche des besoins de résultats, des règles et des missions de pédagogues au sens noble du terme, tel qu'il existe ailleurs, dans les grandes démocraties occidentales.

Aujourd'hui, sous le parti unique, ce n'est plus le cas car l'enseignement se doit donc de faire part de connaissances mais aussi de l'éducation pour s'adapter à un monde qui bouge. Et ce monde qui bouge dans la Côte d'Ivoire d'Houphouët-Boigny n'a pas été capable de résoudre le problème de sa dépendance économique. Cette tâche revient donc à la jeunesse d'aujourd'hui et à celle de demain:

*Il vous revient, à vous **enseignants**, non seulement d'**enseigner**, mais aussi et surtout d'**éduquer**. Il faut que nos enfants sachent, je viens de le définir, que le défi ne peut être relevé que par ceux qui savent transformer [...].*

*C'est notre travail, dans le sérieux, dans l'assiduité, qui pourrait, demain, **permettre à la Côte d'Ivoire d'échapper** à la douloureuse oppression, l'**oppression économique**. (Houphouët-Boigny, 12 juillet 1989)*

La nouvelle école que propose le chef de l'État ivoirien consiste en un endoctrinement des élèves pour qu'ils n'œuvrent que pour le bien collectif, seul moyen d'échapper à la dépendance économique.

L'enseignement classique qui consistait à apprendre à lire, à écrire et à compter à des gens, a des failles à ses yeux puisqu'il n'a pas été capable de développer le secteur industriel. La véritable pédagogie : « l'art d'exposer systématiquement, progressivement et logiquement, à partir de leurs éléments, des connaissances » a perdu ses lettres de noblesse et place est faite à l'endoctrinement. C'est le rôle qui incombe dorénavant aux enseignants, les bouc-émissaires de l'échec du système scolaire ivoirien. Comme les élèves devaient relever le défi économique, leur incapacité de transformation fait des professeurs, les responsables de la dépendance économique de la Côte d'Ivoire.

Le système économique a connu ses années de gloire ; le « miracle ivoirien », a valu à Houphouët-Boigny l'image de « Sage de l'Afrique » :

Ces progrès, liés pour l'essentiel au domaine économique, font du pays d'Houphouët-Boigny, une réussite rare en matière de décolonisation, un îlot de prospérité dans la région du Golfe de Guinée.

La Côte d'Ivoire devient même un pays d'immigration pour la région. [...]. Le « miracle ivoirien », comme on l'appelle, vaut à Houphouët-Boigny de gagner une image de « Sage de

*l'Afrique », tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Il est, alors, surnommé respectueusement « le vieux ».*⁴⁶

Toutefois, ce système économique basé sur la coopération exclusive avec la France est loin d'être sans défaut. La Côte d'Ivoire connaît une « croissance sans développement » : la croissance dépend essentiellement des capitaux français. Toutes les initiatives de développement émanent de ce pays qui fournit aussi les cadres. C'est donc une croissance qui est engendrée et entretenue de l'extérieur. L'économie ivoirienne n'est pas aut centrée et auto-entretenu mais dépendante de l'ex-métropole. C'est pourquoi l'économie ivoirienne dépend de deux paramètres majeurs.

Premièrement, que la France traverse une période économique favorable.

Deuxièmement, qu'elle veuille bien aider la Côte d'Ivoire à condition que le dirigeant ivoirien lui obéisse au doigt et à l'œil. De plus, pour maintenir des investisseurs étrangers sur son sol, la Côte d'Ivoire leur offre des conditions économiques favorables. Le pays, pratique une économie libérale débridée, multiplie les emprunts extérieurs. Son président s'accroche à son régime de parti unique comme seul moyen de parvenir à la stabilité politique:

Entre la stabilité politique d'un régime démocratique et les jeux intéressés des factions, le peuple ivoirien n'hésite pas.

Pas plus qu'il n'hésite entre une doctrine économique qui permet à notre pays de tirer le meilleur parti de ses ressources loin des rêveries anachroniques qui, sapant la confiance en la Côte d'Ivoire, en éloigneraient les investisseurs, la réduiraient à son seul et insuffisant potentiel, et auraient tôt fait de nous engager sur la voie de la régression.

Pour leur part, dans leur immense majorité, les travailleurs de Côte d'Ivoire savent choisir les avantages et les assurances d'un emploi stable et progressivement amélioré et ils savent repousser les facilités démagogiques qui, en quelques mois engendraient la hausse du coût de la vie, la mévente, le chômage et la fuite des indispensables capitaux extérieurs vers des pays plus accueillants, qui n'attendent, peut-être que nos erreurs pour les attirer. (Houphouët-Boigny, à Abengourou, 7 août 1968)

Nous sommes dans une situation où les paysans sont doublement exploités car ils produisent au moins cher pour le marché international. Puis ils sont fortement ponctionnés par les élites

⁴⁶http://www.jesuismort.com/biographie_celebrite_chercher/biographie-felix_houphoue...
[Consulté le 10 juillet 2014].

noires, leurs propres frères Ivoiriens qui sont installés par l'ex métropole à travers le système nébuleux qu'est le néocolonialisme français en Côte d'Ivoire.

Tout en exploitant les paysans, les dirigeants du pays sont incapables de mener une politique de développement qui améliorerait le niveau de vie de leur peuple. Pire, ils ferment les yeux sur toutes les corruptions de leur entourage. Cette classe de citoyens ayant reçu, comme les dirigeants eux-mêmes, l'onction de protection au-dessus de l'autorité locale, se permet de faire la pluie et le beau temps :

Le président Houphouët, avait, au début des années 1970, engagé une politique tout azimut d'«ivoirisation» des cadres dans l'administration publique et dans le secteur privé. C'est dans ce but, que la direction des sociétés d'État fut confiée à des nationaux. Le président avait pris soin de conserver son Directeur de cabinet français, le Secrétaire général de son gouvernement, également français, sa Secrétaire particulière, une française aussi [...].

C'est ainsi que des hommes ayant la faveur du président et n'ayant aucune notion de rigueur de gestion furent nommés à la tête des entreprises d'État, sans aucun contrôle de l'État qui n'engagera aucune poursuite contre ces gestionnaires véreux.⁴⁷

Le régime compte sur la jeunesse pour relever le défi du développement, mais elle aussi subit les conséquences de la gestion du pays, la conduisant à l'échec. Si le développement économique tant attendu ne peut pas être assuré par la jeunesse sur laquelle le président Houphouët-Boigny avait misé dans un premier temps, il préfère reporter des jours meilleurs à un futur indéterminé. Il est devenu un homme politique jugé souvent passif, car ses années de dialogue avec les occidentaux pour une rétribution juste des produits destinés à l'exportation n'ont pas eu les résultats escomptés. Mais Houphouët pense avoir fait tout ce qui lui était possible. Aux suivants de tendre de nouveau la main, une main pleine d'amour, à ceux qui ont maltraité leurs pères. C'est aussi ça la philosophie d'Houphouët-Boigny.

Ce sont nos enfants, nos arrières petits-enfants qui pourront le faire [...]. Nous tendrons la main, et nos petits-enfants devront tendre une main fraternelle même à ceux qui ont méprisé leurs parents et leurs aînés par égoïsme. (Houphouët-Boigny, 12 juillet 1989)

⁴⁷ <http://www.afriquechos.ch/spip.php?article3768> [Consulté le 30 juillet 2014]. Ce nous qui soulignons.

Dans un tel système, la fonction première des enseignants est détournée. Leur enseignement contribue à former une main d'œuvre qualifiée. Mais il y a une dimension de l'enseignement que l'énonciateur n'explique pas vraiment et qui est l'éducation. Alors que l'enseignement et la formation de la jeunesse peuvent leur permettre de transformer les produits premiers en produits finis, le locuteur privilégie l'éducation. Cette éducation est purement de l'endoctrinement car elle consiste à amener les jeunes à penser à l'État et non pas seulement à eux-mêmes. Cela a comme un relent de communisme. C'est dans ce système qu'on privilégie l'éducation à l'enseignement. Les jeunes des pays communistes, pourtant bien formés, n'accédaient aux postes importants que s'ils étaient membres du parti communiste ou que leur famille l'était.

L'éducation doit intégrer l'endoctrinement des jeunes afin qu'ils acceptent l'exploitation dans le travail, la perception de bas salaires sans se plaindre comme leurs pères dans les campagnes. Un autre *Nous* à caractère idéologique:

***Nous** redoublerons de travail, car **nous** avons à compter d'abord avec nos seules ressources et ce travail, c'est dans une discipline accrue, c'est dans une union totale que **nous** le réaliserons.*

*C'est tout simplement la devise de notre chère République que **nous nous** attacherons à avoir devant les yeux: Union-Discipline-Travail. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)*

La devise de la Côte d'Ivoire: *Union-Discipline-Travail* à laquelle les Ivoiriens devront s'attacher n'a rien de la devise d'un État démocratique. Il est vrai qu'elle est calquée sur le modèle de la France, mais elle ressemble plutôt à la devise du régime de Vichy: *Travail-Famille-Patrie* et non à celle de la république: *Liberté-Égalité-Fraternité*.

Le mot *Union* répond aux craintes du démembrement de la Côte d'Ivoire, nation en construction rassemblant plus d'une soixantaine d'ethnies. Les mots *Discipline* et *Travail* renvoient à des régimes totalitaires comme le régime de Vichy ou le régime de l'ex Union Soviétique, plutôt qu'à des valeurs démocratiques. La propagande autour du travail, reprenant le stakhanovisme soviétique prend une tournure nationale.

Au bout de trois décennies, cette politique de «dumping social», sans véritablement diversifier l'agriculture, encore moins l'industrialiser, a entraîné des conséquences désastreuses.

En exploitant jusqu'au bout le système rentier alimenté par les fluctuations des cours des matières premières, le régime expose son pays à un endettement ingérable:

Nous n'avions, en 1960, que 80000 tonnes de cacao, contre 550000 tonnes au Ghana, 275000 tonnes au Nigeria. Ces deux pays totalisaient dix fois plus de cacao que la Côte d'Ivoire. [...].

Aujourd'hui, les choses ont changé. Notre pays est devenu le plus grand producteur de cacao du monde. Nous atteignons 800000 tonnes. (Houphouët-Boigny, 12 juillet 1989)

La surproduction des produits d'exportation, et plus particulièrement du cacao, a d'abord apporté des bénéfices illusoires et provoqué ensuite l'écroulement subséquent des cours sur le marché mondial. Les conséquences de cette politique à court terme vont progressivement entraîner l'affaiblissement du régime du Père de la Nation.

En général, pour *Nous 1* comme pour *Nous 2*, il est indifférent de savoir si les X associés sont ou non présents (dans le public, ou tout simplement comme allocutaires), s'ils relèvent de VOUS ou de IL. La «diffusion» du JE se voit le long du message du locuteur.

Dans notre corpus, il y a une abondance de *Nous 2*, ou nous idéologique, et plus particulièrement dans les discours où Félix Houphouët-Boigny fustige ses adversaires, voulant absolument l'adhésion totale de tous ceux qui vivent en Côte d'Ivoire à sa volonté de maintenir l'unité nationale.

L'autre aspect particulier de ce Nous, c'est son caractère externe (message adressé à tous les leaders de l'ex-empire franco-africain et à l'ensemble des dirigeants Africains). Puis une fois au pouvoir, son régime crée une classe dirigeante et c'est à ce moment-là que le *Nous 2* devient interne).

Nous 3

Le *Nous 3*, ou la fiction dialogique, n'est pas répandu dans notre corpus. C'est le Nous inclusif habituellement utilisé à l'oral. Un locuteur (JE, *NOUS 0*, *NOUS 1*, *NOUS 2*) et des allocutaires, *NOUS 3* les unit dans un être et/ou un fait communs. C'est le Nous sujet, absent en surface, donnant une valeur injonctive à la phrase. Il s'agit d'un Nous à venir, qui ne deviendra réel que lorsque l'ordre exprimé par le verbe de l'opération sera accompli après l'énonciation.

Alors que *Nous 1* et *Nous 2* sont la conséquence d'un acte qui a déjà eu lieu *Nous 3* n'existe pas en dehors du strict échange oral. En général, *Nous 3* s'identifie facilement parce qu'il unit l'énonciateur et ses allocutaires historiques dans l'action:

Allons courageux vers notre idéal commun de bonheur, n'hésitons pas en cours de route à piétiner, à écraser, à détruire tout germe de division et de haine qui naîtrait, [...].
(Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

Le *Nous 3* se présente assez souvent pour atténuer une critique alors que les valeurs dialogiques du *Nous 1* sont mises à mal. *Nous 3* existe par fiction politique (parce que le locuteur Houphouët s'exclut du groupe constitué par le *Nous 3*). C'est un pseudo-dialogue qui n'admet pas d'échange, mais impose. Personne dans l'assemblée ne va interrompre l'orateur, parce que le discours est en soi une structure inégalitaire par excellence. Donc la présence de *Nous 3* ici stimule l'échange communicatif tout simplement:

On nous a signalé la fuite de trois étrangers qui sont partis après avoir emmagasiné quelque 300000 tonnes de cacao de nos frères.

Cela ne saurait être toléré. Mais balayons d'abord devant notre maison. [...].

Vous ne devez pas permettre que 200, 300 tonnes de produits de ces paysans soient emmagasinés, [...]. Vous avez manqué de vigilance.

Ne prenons pas sur la part des paysans. Ils ont déjà consenti 4/5 de leurs revenus depuis 1960, [...].

Ne soyons pas les complices des autres dans l'exploitation de nos propres frères.

Je vous fais confiance, faites confiance à la Côte d'Ivoire. (Félix Houphouët-Boigny, 12 juillet 1989)

Ici, *JE* est présent dans l'énonciation, mais n'est pas concerné par la référence car on ne peut pas décomposer «ne soyons pas» en «je ne suis pas», «vous n'êtes pas» ou «ne prenons pas» en «je ne prends pas» plus «vous ne prenez pas» ou encore «balayons devant notre maison» en «je balaie devant ma maison» et «vous balayez devant votre maison». C'est plutôt le Je d'identification (locuteur) qui s'érige en moralisateur, en donneur de leçons mais ne s'inclut pas parmi les personnes qui doivent être moralisées.

Nous 4

Nous passons à l'étape dénommée *Nous 4* ou national et son élargissement. Il se réfère à l'ensemble des Ivoiriens, à la nation ivoirienne, au territoire national, un *Nous* qui fait référence au peuple de Côte d'Ivoire:

Je voudrais vous rappeler, car il faut que l'Assemblée le sache, il faut que le pays le sache, qu'au moment où, devenus majeurs, nous allons quitter la maison familiale, où nous avons été souvent gâtés, parfois aussi réprimandés [...], pour aller fonder notre maison à nous, notre foyer à nous, je voudrais vous dire, Monsieur le Ministre d'État, qu'en quittant la famille française, nous n'avons pas le sentiment d'oublier tout ce que nous avons reçu d'elle. Nous voulons, au contraire, développer, enrichir le lourd patrimoine qu'elle nous a légué et ce, au bénéfice de notre peuple. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

Le Nous national se construit prioritairement sous la forme possessive pour déterminer des institutions, un territoire, une histoire commune:

Qui, en ce jour d'allégresse générale, ne se réjouit, enthousiasmé?

La Côte d'Ivoire, depuis ce 7 août 1960 que nous fêtons aujourd'hui, n'a cessé de grandir: elle n'a cessé de devenir plus accueillante et plus douce à chacun de nous, Ivoiriens et Ivoiriennes. [...]. Cependant, notre joie présente se renforce aujourd'hui de sentiments particuliers: du soulagement que nous éprouvons tous en sachant que notre chère Côte d'Ivoire a su éviter les troubles qu'ont connus ces derniers mois maints pays du globe. [...].

La solidité de nos institutions, la claire conscience de nos responsabilités historiques et, surtout, notre sens de l'intérêt général l'ont aisément emporté, durant les semaines écroulées, sur les menées d'une poignée d'irresponsables ou d'inconscients. (Houphouët-Boigny à Abengourou, 7 août 1968)

La politique nationale est maîtrisée, les problèmes gommés, le locuteur affirme mener la politique intérieure ivoirienne de main de maître.

Le peuple de Côte d'Ivoire, par l'intermédiaire de son président, vole même au secours de ses frères Nigériens de la région du Biafra en détresse:

La Côte d'Ivoire a adopté à cet égard une position claire, mûrement réfléchie et démocratiquement arrêtée.

[...], nous pouvons nous féliciter de voir notre attitude partagée par un nombre croissant d'autorités de toutes natures.

Mais nous n'avons que faire d'une satisfaction qui s'alimenterait, hélas, aux souffrances de nos frères biafrais et nigériens. (Houphouët-Boigny, à Abengourou, 7 août 1968)

La politique interne n'intéresse que moyennement un homme de la stature de Félix Houphouët-Boigny. Il préfère se retrouver sur la scène africaine et internationale. La politique nationale est

reléguée en seconde zone. Quand il s'adresse aux Ivoiriens, son esprit est ailleurs : un problème africain l'interpelle. Les planteurs, les petits commerçants et les éleveurs, ces populations qui représentent les provinces sont des grands enfants qu'il faut défendre et protéger. Ces provinciaux s'intéressent-ils de près à la politique transnationale qui vient leur voler la vedette? Les préoccupations des gens de province sont résolues en un tour de main pour faire place à ce qui intéresse notre locuteur : la politique extérieure.

Félix Houphouët-Boigny a ainsi prévu d'aborder la crise biafraise lors de sa visite en province et c'est ce qui va être fait:

C'est aujourd'hui au tour d'Abengourou d'organiser les manifestations et les réjouissances qui marquent ici, comme dans toute la Côte d'Ivoire, mais avec plus de solennité et d'éclat, notre fête Nationale.

Chef-lieu d'un département prospère, Abengourou est plus que la capitale d'un jour: notre présence à tous dans cette ville manifeste l'importance de la Côte d'Ivoire de l'intérieur, de la Côte d'Ivoire des planteurs, des commerçants, des éleveurs et des fonctionnaires de contact qui, par leur travail et par leur patriotisme, ont contribué à faire de notre patrie un pays où il fait si bon vivre. (Houphouët-Boigny, Abengourou, 7 août 1968)

Nous 5

Nous abordons, pour terminer, le **Nous 5** ou **Nous** transnational souvent peu fréquent dans les discours politiques. Il est avec le **Nous 2** idéologique, le **Nous** prépondérant de la première partie de notre corpus et cela par la dimension politique de l'énonciateur. Il est toujours lié à une invitation : Félix Houphouët-Boigny, convoque d'autres nations aux côtés de la sienne. Il invite ses collègues leaders africains à faire comme lui, à lutter pour la paix et l'unité dans chaque État d'abord, puis sur le plan continental africain. Il est convaincu que cette unité nationale et continentale est la condition indispensable au développement de la jeune Afrique indépendante:

De quoi avons-nous besoin dans l'immédiat?

N'est-ce pas de paix pour que l'indispensable union s'établisse entre nous? N'est-ce pas de paix que nous avons besoin en Afrique pour permettre le développement de nos richesses qui sont grandes et dont certaines ne sont pas encore ou sont peu exploitées? [...].

***Nous** devons arriver à une unité complète à l'intérieur de nos frontières, car c'est cette unité intérieure qui témoignera de notre force, **nous** permettra de jouer notre rôle dans le concert des nations. [...].*

*Au contraire, la seule préoccupation que **nous** devons avoir dans l'esprit, c'est le progrès constant des populations africaines qui ont un long retard à rattraper, qui vivent dans des régions insuffisamment développées et équipées. (Félix Houphouët-Boigny, 7 août 1960)*

Nous 5 est un **Nous** transnational à caractère multiple: c'est l'association de la nation **Nous 4** qui est ainsi concrétisée par son «dialogue» avec d'autres nations. Nous avons la nation **Nous 4** qui invite les nations africaines d'expression française à aller de l'avant, à oublier les sentiments qui pourraient les habiter en tant que peuple qui a été colonisé:

*La France, je l'ai rappelé hier après-midi, après **nous** avoir colonisés, s'est acquittée avec noblesse de cette dette contractée envers l'humanité.*

*Aussi, mes chers frères, n'y a-t-il pas de honte à avoir été colonisés. **Nous** n'avons plus à **nous** attarder dans des plaintes inutiles. **Nous** devons aller de l'avant car, **nous** aussi, **nous** devons apporter au monde notre contribution décisive. (Félix Houphouët-Boigny, 7 août 1960)*

Le même message est de nouveau énoncé mais cette fois il l'étend à tous les peuples africains qui ont été colonisés faisant de **Nous 5** un NOUS à caractère multiple:

Pour cette tâche, tous les Africains d'expression française, tous les Africains se doivent de s'unir, de se concerter afin de soustraire leur pays à de funestes compétitions. [...].

Il importe, ô Africains, de donner l'exemple.

*Armons-**nous** contre la misère, contre les incompréhensions, mais de grâce, ne portons aucune arme contre prochain, parce que c'est notre frère.*

*Chers enfants de chez **nous**, je vous invite à répondre à l'appel de la fraternité.*

*Ne **nous** attardons plus à de vaines lamentations, tous les peuples sont passés par là où nous sommes passés [...].*

*C'est parce que **nous** avons la conviction sincère qu'en réalisant la paix des justes, **nous** assurerons le triomphe final de la fraternité humaine, que je voudrais, ce soir, [...], dire à nos frères africains, de quelque expression qu'ils soient, que le moment est venu de **nous** concerter pour assurer le meilleur devenir de nos pays. (Félix Houphouët-Boigny, 7 août 1960)*

Nous constatons un autre aspect, complexe à notre avis, du *Nous 5* où le *Nous 4* en tant que nation et membre du collectif *Nous 1* (regroupant les membres du Conseil de l'Entente) se fait le porte-parole de ce dernier. En tant que tel, *Nous 5* invite tous les Africains à se joindre à eux à condition qu'ils ne soient pas portés sur des compétitions ou ambitions qui iraient contre l'intérêt des peuples représentés par l'ensemble *Nous 4 et Nous 1*:

Nous souhaitons l'union sincère, la plus étroite entre tous les Africains. Nous la souhaitons pour des raisons de cœur, nous la souhaitons aussi parce qu'il y va de l'intérêt bien compris de tous. [...]. Dans cette association que nous souhaitons la plus large possible, je le répète, il n'y aura pas de place pour des compétitions inutiles, pour des ambitions qui sacrifieraient à l'amour-propre, à l'orgueil, l'intérêt réel des masses laborieuses de nos pays. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

L'importance du *Nous 5* est due au caractère continental africain du combat politique mené par Félix Houphouët-Boigny avant l'indépendance. Il a pris l'habitude à ce moment-là de parler au nom de plusieurs de ses collègues députés africains. L'habitude étant une seconde nature, le leader ivoirien continue plus tard de se voir plus comme porte-parole de l'Afrique francophone que comme leader politique de la Côte d'Ivoire.

Alors que l'indépendance que célèbre son pays ce jour devrait mettre fin à sa fonction de président du mouvement africain, Houphouët n'a manifestement pas l'intention de perdre son influence politique en Afrique. Le caractère supranational de sa politique est présent dans le discours de proclamation d'indépendance. L'énonciateur exprime dans son intervention son besoin d'agrandir son espace politique, comme s'il oubliait l'acte du jour. Tout ce qui vient d'être dit ci-dessus rend complexe l'usage du NOUS dans les discours de notre premier personnage. Cette complexité est due au sens polysémique de ce pronom dans les discours de Félix Houphouët-Boigny. La distinction entre l'un ou l'autre de ce pronom personnel sujet, nous permet d'appliquer à quelques exceptions près l'étude faite par Annie Geoffroy. Cependant, si elle nous aide à mieux surmonter cette difficulté elle ne résout pas toute l'ampleur de ce pronom car *Nous 5* n'est pas compris dans l'étude faite par Annie Geoffroy. C'est pourquoi sa présence dans les discours d'Houphouët-Boigny lui accorde un caractère diffus, une compréhension moins aisée. Son abondance dans la 1^{ère} partie de notre corpus explique que Félix Houphouët-Boigny aime ce genre de discours qui consiste à ne pas trop se mettre en avant tout en s'adressant à un grand nombre de destinataires éparses plutôt qu'à des groupes clairement déterminés.

Cela tient de l'existence d'une spécificité de la politique étrangère de la Côte d'Ivoire de ce dernier. Dans son discours africain, il s'adresse tantôt à l'Afrique ouest-africaine, tantôt à l'Afrique francophone, tantôt à l'Afrique dans sa globalité. La dimension extranationale de sa politique va continuer au-delà des indépendances. Cet aspect de sa politique est relevé plus tard par de grandes personnalités politiques à la remise du prix international Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix par l'UNESCO, le 18 mai 1993 à l'Académie de La Haye, au siège de ladite organisation à Paris:

D'abord, le président du jury, l'Américain Henry Kissinger a justifié en termes éloquents le choix de l'Académie par le fait qu'il est temps d'accorder une place plus importante au droit international dans la solution des conflits mondiaux parce que nous sommes dans un monde nouveau caractérisé [...], par des conflits ethniques. [...]. Pour le Secrétaire d'État des Pays-Bas, M. Pieter Dankaert, l'attribution du prix Félix Houphouët-Boigny à l'Académie de droit international est plus qu'un symbole parce qu'elle s'inscrit dans une logique bien connue, celle du Président Houphouët-Boigny dont la politique a toujours porté sur le maintien de la paix et de la neutralité en Afrique. [...]. Selon M. Mario Soares, le président Houphouët-Boigny est une personnalité qui a conquis le respect par la lutte qu'il a menée au nom de la cause des peuples colonisés, d'abord, et ensuite, dans la poursuite de la paix et de la bonne entente entre tous les peuples notamment les peuples africains⁴⁸.

⁴⁸ <http://www.dialprod.com/memoire/paix.html> [Consulté le 31 juillet 2014].

II.1.1.4.1.1.1 Tableau récapitulatif du *NOUS* dans le discours de Félix Houphouët-

Boigny

Nous 0	Auto désignation, de modestie ou nous politique.	«[...] Nous pensons que l'union indispensable de l'Afrique doit se réaliser dans le respect de la personnalité de chaque État». (F Houphouët-Boigny, 7/08/1960).
Nous 1	Nous collectif	« Je me dois, avant de nous séparer, de vous faire une confession: au soir de notre lutte commune pour l'émancipation de l'Afrique, le rang solide, compact que nous formions s'est quelque peu désagrégé». (FH Boigny, 7/08/1960)
Nous 2	Nous idéologique	« Nous devons arriver à une unité complète à l'intérieur de nos frontières, [...] ». (FH Boigny, 7/08/1960).
Nous 3	Nous comme fiction dialogique.	« Allons courageux vers notre idéal commun de bonheur, [...] » (FHB, 7/08/1960).
Nous 4	Nation ou le peuple ivoirien.	« [...] Il y a 15 jours exactement, au cours d'une manifestation honorant la ville d'Abidjan, le Maire de notre Capitale disait que le mot magique et bouleversant d'indépendance était, en Côte d'Ivoire, depuis longtemps assimilé. ». (FHB, 7/08/1960).
Nous 5	Nous transnational	« Pour cette tâche, tous les Africains d'expression française, tous les Africains se doivent de s'unir, de se concerter afin de soustraire leur pays à de funestes compétitions ». (FHB, 7/08/1960).

Les rapports de l'État ivoirien avec ses voisins africains sont d'abord orientés de façon à créer un environnement qui permette de préserver et de consolider ses relations extra-africaines au centre desquelles figure la France.

Le leader politique ivoirien est conscient de la dépendance que les circonstances imposent aux pays du Tiers-Monde. Il a besoin de la France sachant que la Côte d'Ivoire ne peut pas, par elle-même, se procurer les capitaux nécessaires à une expansion à la fois rapide et soutenue. C'est pourquoi, en marge de l'indépendance des pays africains, son combat va continuer et va consister à améliorer la vie des populations, à poursuivre et à maintenir la paix

sur le continent. Il ne s'est jamais consacré qu'à la Côte d'Ivoire où il ne permet à personne de lui disputer sa place. Le président français François Mitterrand, qui le connaît depuis bien des décennies, lui rendra un hommage mérité à juste titre:

Le président français François Mitterrand a souligné pour sa part qu'un prix Félix Houphouët-Boigny signifie déjà beaucoup pour ceux qui connaissent depuis de longues années le doyen des chefs d'État africains. Pour lui, il s'agit d'une vie consacrée d'abord à la défense des siens ensuite à l'équilibre de l'Afrique, enfin à la défense de la paix. François Mitterrand a saisi l'occasion pour rappeler les uns et les autres à aider les artisans du droit pour que soient créés, à l'intention des États, les instruments qui leur inspireront la confiance, des procédures qui permettront d'exposer les vues de tous et surtout celles des défenseurs de la paix. Pour tout dire, le président Félix Houphouët-Boigny est un défenseur de la paix et du droit.⁴⁹

Houphouët est aussi conscient que la construction d'une nation est une œuvre de longue haleine, dix, vingt voire cinquante ans. Le pays a besoin d'une aide en capitaux suffisamment importante pour permettre à ses habitants de franchir les obstacles sérieux qui vont s'opposer à son développement. C'est cette analyse qui décide Houphouët à rester dans l'Union française, celle-ci lui fournissant une assistance susceptible de contribuer au progrès social et technique de son peuple. Après l'échec de l'Union française, c'est avec conviction qu'il va de nouveau s'investir dans la Communauté auprès du général de Gaulle. Malgré la suite donnée au projet de Communauté et après avoir passé l'étape tout à fait compréhensible de la déception, le leader ivoirien change son fusil d'épaule. Houphouët-Boigny adopte dès lors, une attitude pragmatique qui va de nouveau le guider : coopérer avec la France par-delà ses évolutions politiques. C'est pourquoi, il va à nouveau faire appel à la France du général de Gaulle quand le besoin se présente:

*C'est parce que nous avons la conviction sincère qu'en réalisant la **paix des justes**, nous assurerons le **triomphe final de la fraternité humaine**, que **je voudrais**, ce soir, en nous séparant, après avoir exprimé tous les sentiments qui nous animent à l'égard de la grande nation qui doit être fière de nous comme nous sommes fiers d'elle : la France, après avoir remercié du plus profond de mon cœur, tous les honorables représentants étrangers, **dire à nos***

⁴⁹ <http://www.dialprod.com/memoire/paix.html> [Consulté le 31 juillet 2014]. Ce nous qui soulignons.

frères africains, de quelque expression qu'ils soient, que le moment est venu de nous concerter pour assurer le meilleur devenir de nos pays. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

La convergence des politiques française et ivoirienne durant la période de la présidence de de Gaulle va connaître une remise en cause sous les présidences des deux successeurs du général: Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing.

L'élection de Pompidou amorce une transformation radicale dans les rapports franco-ivoiriens. Ce président apporte une nouvelle dynamique qui se définit clairement à la fin de l'année 1970 et qui sera poursuivie par le président centriste Giscard d'Estaing.

Dès son arrivée au pouvoir en 1969, la politique africaine de Pompidou se démarque de celle de de Gaulle, l'un de ses principaux objectifs étant de faire de la France une puissance commerciale. À cela s'ajoute la crise pétrolière de 1973 durant laquelle le souci majeur de la France est de préserver un accès aux matières stratégiques que recèle le sous-sol des pays africains en général:

C'est surtout par son attitude nouvelle envers les États non francophones que la politique africaine de Georges Pompidou témoigne de sa logique différente.

S'insérant dans une stratégie de conquête de nouveaux débouchés commerciaux, la politique désormais mise en œuvre s'avère intrinsèquement porteuse d'un affaiblissement des rapports quasi exclusifs que la politique africaine de De Gaulle avait tendu à instaurer entre la France et les États africains francophones. Cette évolution apparaît déjà en filigrane si l'on s'attache à étudier la politique que la France adopte envers le Nigeria dès 1969. Alors que la fédération nigériane était perçue par de Gaulle comme une menace pour l'influence française en Afrique francophone, elle est désormais considérée comme un important partenaire commercial potentiel qui, de plus, dispose de ressources pétrolières non négligeables.⁵⁰

Le changement de la politique française en Afrique francophone en général et en Côte d'Ivoire en particulier, se reflète dans les discours officiels du leader ivoirien. Dans un premier temps, intervient une remise en cause de certains des engagements financiers de l'État français envers les pays francophones (dons, crédits ou allocations aux budgets de fonctionnement) [...]. Cette attitude nouvelle occasionne une série de crises dans les rapports entre l'ex métropole et

⁵⁰ <http://www.cean.sciencespo-bordeaux.fr/page%20perso/etat%20&%20bourgeoisie.pdf> [Consulté le 31 juillet 2014].

ses anciennes colonies. Une renégociation des accords de coopération est entreprise dans la plupart des pays d'Afrique francophone.

La politique ivoirienne, qui exprime d'abord une préoccupation ancienne de stabilisation de son environnement ouest-africain, est différente de celle de la France de l'après de Gaulle, alors entièrement tournée vers l'économie. Les politiques française et ivoirienne relèvent là encore de projets qui pour être différents n'en sont pas moins compatibles:

[...]. En février 1978, la visite de Giscard d'Estaing en Côte d'Ivoire paraît aussi témoigner de la persistance d'importants points de convergence dans les rapports entre les dirigeants des deux États. Condamnant la présence de conseillers soviétiques et de troupes cubaines sur le continent africain, Giscard d'Estaing suggère à nouveau l'établissement d'un pacte de solidarités euro-africaines et la création d'un fonds exceptionnel de promotion de l'Afrique, auquel les États-Unis semblent alors susceptibles de souscrire. Ces propositions, auxquelles Houphouët-Boigny apporte son appui le plus total, rencontreront de nombreuses difficultés dans leur exécution et se verront ainsi remises en cause [...].

Pour être correctement appréhendée dans ses fondements, la détérioration intervenue dans les rapports entre le président ivoirien et son homologue français doit être replacée dans le contexte global d'une évolution des rapports qu'État et entreprises privées françaises entretiennent avec le continent africain et la Côte d'Ivoire.⁵¹

Dorénavant, les aides provenant de la France se réduisent continuellement. Face à la crise de 1980, la Côte d'Ivoire se retrouve seule, abandonnée par sa grande alliée, la France. Le discours prend alors une tournure africaine dans son combat. Le temps où les politiques française et ivoirienne convergeaient est révolu. En fait, il s'agissait de politique basée sur les relations personnelles des présidents de Gaulle et Houphouët-Boigny. L'évolution intervenue depuis 1969 dans les rapports franco-ivoiriens témoignent beaucoup plus d'une transformation des intérêts économiques et stratégiques de la France en Afrique que de l'existence des rapports personnels, incontestablement difficiles, entre dirigeants des deux pays au plus haut niveau :

⁵¹ <http://www.cean.sciencespobordeaux.fr/page%20perso/etat%20&%20bourgeoisie.pdf> [Consulté le 31 juillet 2014]. Ce nous qui soulignons.

*L'Afrique aux Africains ne doit pas être un vain mot. Les Africains doivent compter sur eux-mêmes, l'histoire récente nous apprenant qu'il y a des amitiés qui vous abandonnent dès les premières difficultés [...].*⁵²

Pour le président ivoirien, les conséquences de cette banalisation progressive des rapports avec la France sont d'une portée dépassant largement le cadre de leurs rapports bilatéraux. Cette évolution qu'Houphouët n'avait pas prévue a bouleversé la politique de développement prévue par le chef de l'État ivoirien. Dans les années 1979-1980 les soutiens et garanties apportés par la France pour la commercialisation des produits agricoles de la Côte d'Ivoire sont quasiment inexistantes.

Vingt années après l'accession de la Côte d'Ivoire à l'indépendance, le « pari » ivoirien de participation croissante aux échanges internationaux selon des modalités dont le caractère inégal serait tempéré par le maintien de rapports privilégiés avec la France se voit remis en cause.

Nous avons trouvé, en dehors du sens communément attribué au *nous* qui est celui de modestie (d'ailleurs très peu employé dans notre corpus), d'autres valeurs à ce pronom qui ont plus d'importance aux yeux du locuteur.

II.1.1.4.1.2 Cas du pronom personnel *JE*

Nous pouvons terminer ce chapitre en étudiant le fonctionnement du pronom personnel *JE* qui, comme *NOUS*, joue un rôle important dans la première partie de notre corpus. Émile Benveniste, dans les *Problèmes de linguistique générale* (1966), a mené une étude par rapport aux pronoms personnels *JE/TU*. Il aboutit à cette remarque : pour que l'énoncé ait un sens, il faut que le prédicat soit compatible avec le *JE* émetteur et avec un autre. Ce fait permet à l'analyste de lire la mise en langage d'un trait de la personnalité sociale de l'énonciateur. Cette démarche nous intéresse et nous voulons déterminer dans quelle mesure elle nous sert à étudier le *JE* d'Houphouët-Boigny dans les discours de notre étude.

⁵² <http://www.cean.sciencespo Bordeaux.fr/page%20perso/etat%20&%20bourgeoisie.pdf> [Consulté le 31 juillet 2014].

JE 0 ou JE mono-référentiel

De la recherche de Benveniste sur les marques formelles de l'énonciation est ressortie l'originalité absolue de JE, seule forme totalement mono-référentielle: en effet, pour tout locuteur, TU désigne tout interlocuteur, alors que JE, ne peut désigner que lui-même, en tant que source du procès d'énonciation:

Monsieur le Ministre d'État, vous avez bien voulu rappeler mes quelques rares mérites, le modeste rôle, l'action qu'humblement j'ai menée au service à la fois de l'Afrique et de la France. Je n'ai fait que mon devoir et si j'ai réussi à faire entendre la voix de mon cher pays, c'est à la France que je le dois. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

Lorsque dans l'assemblée le locuteur décide d'adresser un message à son invité personnel. Fidel en amitié, Félix Houphouët-Boigny a invité son professeur de la Faculté de médecine de Dakar, le médecin généraliste Le Dantec aux festivités de l'indépendance de son pays. Nous constatons l'emploi du Je mono-référentiel.

Et c'est avec beaucoup d'émotion que je cherche dans cette salle un homme, un des vôtres, un des nôtres qui, dans sa jeunesse, m'avait enseigné par l'exemple que vivre c'était se donner, et c'est en m'efforçant chaque jour de faire de cet enseignement la loi de mon action, que j'ai pu rendre quelques services à mon beau pays attaché au vôtre à la fois par la raison et par le cœur. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

JE 1 ou JE amplifié

C'est lorsque le pronom personnel **JE** remplit sa fonction qui consiste à toujours dénoter l'émetteur à la différence du **NOUS**. Chez Benveniste le **NOUS** adjoint à cette fonction exceptionnelle de dénotation du sujet d'énonciation, qu'il est seul à partager avec **JE**, une grande capacité dénotative. **NOUS** peut adjoindre des référents très variés au sujet d'énonciation. Il partage donc la spécificité unique du **JE**, et la nie du même pas. Cela fait de JE une marque purement formelle de l'énonciation, totalement interchangeable entre actants du dialogue. Car dire **JE**, c'est, remarque Benveniste, accepter que celui que mon message pose en **TU** se pose à son tour en **JE**. **NOUS** remplit cette même fonction (il dénote toujours l'émetteur), mais à condition d'adjoindre à l'émetteur, divers actants possibles, jamais linguistiquement spécifiés. C'est là où le bât blesse car dans nos discours datant de l'époque du

régime de parti unique, nous constatons que **JE** qui désigne l'énonciateur équivaut à **NOUS** sans pour autant adjoindre d'autres actants à l'émetteur mais plutôt l'amplifie à tel point qu'il glisse aisément vers d'autres sujets qui ne renforcent que sa propre personne :

Un pays qui s'élève, c'est un arbre qui grandit ; si sa croissance doit être encouragée, il faut qu'à tout moment, aussi, le planteur l'entretienne, [...], en sorte que, [...], le plus vite possible, le plus longtemps possible et le plus possible, il produise les plus beaux fruits possibles.

Et tel est bien, en effet, le souci du gouvernement.

Telle est bien, en effet, la tâche que nous avons poursuivie depuis que nous sommes revenus en Côte d'Ivoire à l'issue d'une visite particulièrement enrichissante chez nos frères tunisiens et d'un séjour en Europe et en Amérique qui nous a permis de renforcer les liens d'amitié et les bases de coopération, que nous nous réjouissons de posséder avec certains pays de ces continents. (Félix Houphouët-Boigny, 7 août 1968)

Ici le locuteur s'auto-félicite en utilisant le **NOUS** et ses possessifs puisqu'il n'est pas allé à l'étranger avec tout son gouvernement et encore moins avec tout son parti politique le PDCI-RDA. Mais tout semble s'arrêter dans le pays pendant son absence, parce que c'est lui qui prend les décisions importantes pour que le pays fonctionne d'où l'usage du **NOUS** et (quelque fois son correspondant possessif) **notre** qui amplifient le **JE**. Le président de Côte d'Ivoire est allé négocier lors de ses différents voyages pour élever le niveau de vie de ses concitoyens :

L'amélioration de la condition des travailleurs, d'abord dans ce domaine, en étroite collaboration avec les organismes syndicaux et avec les milieux d'affaires dont j'ai pu apprécier à nouveau la compréhension faite d'intelligence et d'attachement à notre pays, nous avons d'ores et déjà obtenu des résultats assez satisfaisants [...].

Je souligne également que dans notre esprit, ces avantages ne constituent qu'une étape, et que, par conséquent, dans la mesure très probable où notre économie continuera de croître, le gouvernement veillera à ce que les fruits du progrès profitent équitablement aux Ivoiriens : il continuera à faire en sorte que le travail, leur compétence et leur conscience professionnelle soient de mieux en mieux rétribués, que notre jeunesse puisse envisager les carrières commerciales et industrielles dans des perspectives dégagées [...]. (Félix Houphouët-Boigny, à Abengourou, 7 août 1968)

Pour les étudiants, même si ce n'est pas clairement exprimé, nous le comprenons, l'éducation va changer de système. Elle ne doit plus être considérée comme un modèle qui a échoué mais doit être aussi efficace que celle des nations industrialisées et libérales. Il va orienter l'école ivoirienne afin qu'elle soit adaptée aux besoins du pays. Pour cela, il prend exemple sur d'autres pays industrialisés qu'il ne nomme pas par prudence. Mais, comme nous l'avons déjà vu précédemment, tout a été copié sur le modèle français. Mais, se rendant compte qu'il ne marche pas en Côte d'Ivoire, il décide de changer de système. En France les événements de Mai 1968 ont mis à mal le président de Gaulle et son gouvernement. En août 1968 Houphouët-Boigny ne veut pas en rajouter en désapprouvant ouvertement le système éducatif français qu'il a copié sans l'adapter à son pays. Il se contente de dire qu'il l'a importé et que l'origine de ce système vient d'ailleurs. Il ne veut pas s'enfoncer davantage et encore moins fâcher le «Grand Frère» en se démarquant officiellement du modèle français de l'éducation, d'où des circonvolutions diplomatiques du langage:

Pouvons-nous nous satisfaire, dans un pays en voie de développement, d'un appareil éducatif trop cloisonné et encore trop isolé du corps social et de la réalité économique, alors que bien des nations industrialisées le mettent en cause, avant d'y renoncer ?

Or, ce qui est nécessaire, en Côte d'Ivoire, c'est un système qui soit conçu en fonction de nos moyens, certes, mais aussi en fonction de nos besoins, et d'abord en fonction des besoins de la vie professionnelle, qu'elle soit industrielle, commerciale, agricole. (Houphouët-Boigny, 7 août 1968)

Ici, après les revendications salariales des travailleurs qu'il dénie, Houphouët-Boigny propose des améliorations qui ne répondent peut-être pas aux revendications des salariés mais n'ayant pas de syndicat indépendant, Houphouët joue le rôle des syndicats ouvrier et étudiant et propose des solutions. Pour le chapitre universitaire, c'est celui de l'éternel problème d'adéquation entre les filières universitaires et les débouchés. Ce n'est pas simple, L'énonciateur explique qu'il va adapter l'école au marché du travail. Cet amalgame entre **JE** et **NOUS/NOS** est le style très reconnaissable du président Houphouët. Un président qui est le seul maître à bord car remplace le syndicat des travailleurs et celui des étudiants en plus du gouvernement:

Dans ces conditions, et après avoir épuisé les différents recours compatibles avec le maintien de nos libertés, je suis parvenu à la conclusion que, seule, une participation au financement à la fois directe, massive et immédiate de l'État pouvait résoudre en partie ce problème et répondre à l'attente de nos compatriotes.

J'ai, également, pris la décision d'opérer cette intervention et de dégager au plus tôt les moyens budgétaires nécessaires. (Houphouët-Boigny, à Abengourou, 7 août 1968)

Que l'énonciateur dise JE, NOUS/NOS (des fois) les exemples ci-dessus montrent bien qu'il s'agit de lui. Dans l'étude faite par Benveniste, **JE** est la seule forme totalement mono-référentielle. Il n'est pas dans le régime de parti unique interchangeable entre actants du dialogue. **NOUS** désigne l'émetteur sans adjoindre à ce dernier d'autres actants possibles sinon au même énonciateur qui est **JE**. Par conséquent, **NOUS** correspond à un être unique, posé comme un **JE**. C'est donc le locuteur lui-même, tel qu'il se désigne précisément dans l'instance du discours où apparaissent les pronoms personnels **JE** ou **NOUS**. Ces deux pronoms reviennent à la même personne qui énonce la présente instance du discours contenant ces pronoms ci-dessus précités.

JE 2 ou JE dilué

La part du **JE** a beaucoup augmenté depuis le deuxième et le troisième discours alors que son pouvoir a été conforté. Quand l'émetteur du discours emploie **NOUS** pour diluer les responsabilités, le pronom personnel **JE** prend le-dessus. C'est pourquoi, nous disons qu'il est plus difficile au président Houphouët de dissimuler sa part de responsabilité dans la crise du cacao à la fin de son long règne sans partage. Devant la crise économique ivoirienne, Houphouët se retrouve seul. Ses amis à travers le monde l'abandonnent les uns après les autres ou presque et son pouvoir décline. C'est à croire que la politique extérieure de la Côte d'Ivoire est tellement liée aux relations personnelles de son président que c'est tout le pays qui se trouve désorienté quand ces relations se dégradent :

[...]. Vous le savez, nous ne faisons jamais de la discrimination dans ce pays. Je dis que nous avons frappé à toutes les portes, en France, en Europe, en Amérique. Un seul Français a répondu favorablement à notre appel. (Houphouët-Boigny, 12 juillet 1989)

Houphouët-Boigny se retrouve seul face à la crise ivoirienne. Serait-il l'unique artisan de cette crise? Le « dumping productiviste » sans industrialisation du secteur agricole est en partie la conséquence de ce problème sans tenir compte du manque de régularisation du cours du cacao sur le plan international. En tant que premier pays producteur mondial du cacao, la Côte d'Ivoire a la plus grande part de responsabilité. À cela, il faut ajouter la concentration du pouvoir entre

les mains d'une seule personne. Il suffit d'un déplacement du chef de l'État à l'étranger pour que tout s'arrête de fonctionner, à tel point que l'importance du problème amène certains responsables à effectuer le déplacement pour le lui signaler. Sur le plan international, la Côte d'Ivoire ne coopère qu'avec les amis du président, celui qu'on appelle familièrement le «Vieux».

Étant lui-même le moteur qui fait fonctionner les Institutions du pays, il aurait pu créer un organisme comme l'OPEP (l'Organisation des Pays Producteurs du Pétrole) entre pays producteurs de cacao. En dépit de ses contacts personnels, il se retrouve seul et impuissant face aux multiples crises qui frappent les produits d'exportation, principales ressources économiques du pays. L'organisation entre pays producteurs l'aurait obligé à produire selon des quotas imposés. Dans le cadre d'une entente internationale, la politique de la productivité n'aurait pas atteint ce niveau de 1.022.000 tonnes (voir discours Houphouët-Boigny, 12 juillet 1989) parce que régulée:

Quand, au mois de mai, le Responsable de la Caisse de Stabilisation, M. René AMANI, m'a rejoint à Paris pour me dépeindre la situation alors créée au port d'Abidjan, avec des camions chargés de cacao qui n'avaient même pas été payé aux paysans et qui risquait, avec la saison des pluies, de se perdre en moisissure, je n'ai pas hésité : j'ai frappé moi aussi à des portes [...]. Mais il fallait le financement. J'ai trouvé ce financement, [...]. Beaucoup d'amis m'ont soutenu. Ils ont plaint la situation injuste qui est faite à la Côte d'Ivoire. Ces amis ne sont seulement de France mais aussi d'ailleurs.

Malheureusement, il faut l'avouer, le système est très puissant. (Houphouët-Boigny, 12 juillet 1989)

Nous constatons que le **NOUS** de modestie, utilisé lors du premier discours, perd son caractère modeste au fur et à mesure de l'affirmation du pouvoir du président. Quand ce pronom à caractère modeste est utilisé, c'est dans l'intention de diminuer les responsabilités. En effet, l'utilisation du **NOUS** s'inscrit dans le culte de la personnalité et remplace le JE:

[...] C'est le peu que j'ai voulu vous apporter ce matin. Je vous ai dit que le vrai débat se tiendra dans cette même salle, à mon retour de France. Aujourd'hui j'ai tenu à m'adresser à nos paysans. Et j'ai tenu à le faire devant vous tous, parce que nous sommes tous je le répète, fils, frères de paysans. Et nous sommes redevables aux paysans de notre situation, de la situation actuelle de la Côte d'Ivoire. Redevables aux paysans, nous devons les assister, les aider pour l'organisation de leurs G.V.C., pour la gestion des recettes que la Caisse leur verse. (Houphouët-Boigny, 12 Juillet 1989)

Venant d'Houphouët et le sachant ouvert sur le monde extérieur, il est quand même effarant qu'il se laisse surprendre « 5 fois » par la même crise. Ce sont des crises contre lesquelles l'unique remède semble être la résignation. N'est-il pas temps de décrier la Françafrique et de s'en détourner ? La Côte d'Ivoire s'écroule sous le poids du maintien du joug colonial français dans lequel aucune politique de développement n'est autorisée. C'est plus tard que le JE va s'affirmer et nous verrons à quel point son usage est extrêmement personnel.

JE 3 ou JE ayant attiré au pouvoir personnel.

Après trois décennies de pouvoir personnel, le président de la République ne se fait plus d'illusion quant à la situation de son pays. Le pouvoir s'identifie à sa personne dès les premières lignes d'un discours national au soir de sa longue vie politique, sa personnalité omniprésente est palpable. Malgré une efficacité quasiment inexistante, Houphouët-Boigny apprécie les témoignages d'affection de son peuple:

J'ai été profondément touché par les nombreux télégrammes, les lettres et les émouvants appels téléphoniques que j'ai reçus des uns et des autres à l'occasion de la récente indisposition que j'ai vécue. J'y lisais l'inquiétude enregistrée par mes frères devant ce que racontait, sur ma santé, « Radio-Treichville ». Pour ma part, j'ai pris cela comme une grande affection, de respect. Je vous en remercie tous, principalement les auteurs anonymes de ces réactions d'amour. (Houphouët-Boigny, 12 Juillet 1989)

Dans les discours antérieurs, Houphouët refusait de se mettre en avant par l'intermédiaire du pronom personnel NOUS, qu'il utilisait soit pour amplifier le JE ou (JE 1) soit pour diluer le JE (JE 2).

Nous remarquons que dans ses derniers discours, le chef d'État ivoirien ne se voile plus la face et reconnaît son échec à demi-mot. Pour ce qui concerne les différentes crises économiques, il élude sa responsabilité en évoquant une crise mondiale, imprévisible et passagère. À 83 ans, il est en droit d'attendre que les autres fassent le travail à sa place. Depuis plus d'un demi-siècle c'est lui qui se débat pour sortir le pays des difficultés. C'est pourquoi, face à l'échec, il préfère se remémorer son passé héroïque. Ici, l'énonciateur se réfugie dans le passé pour affirmer le **JE**. Serait-il imbu de sa personne ? Avant, il frappait aux portes et obtenait des résultats mais cela correspondait à la période coloniale. Aujourd'hui, alors que le pays est indépendant, les institutions sont-là sans fonctionner et tout est centré sur sa personne. Cette situation finit par se révéler au grand jour. C'est pourquoi nous disons que l'usage du **NOUS** au soir de sa vie

n'est qu'une fausse modestie, ce n'est que le culte de la personnalité pour réaffirmer le **JE**:

[...]. Quand je me reporte à 1932, j'avais 27 ans quand j'ai connu, la première crise de cacao. J'avais réuni les jeunes de la localité et avec eux, nous avons organisé la grève de la vente du cacao. [...]. J'ai frappé, comme vous le savez, à toutes les portes, parce que le devoir des responsables est de rechercher le meilleur moyen à apporter pour une juste rétribution de l'effort de production. [...].

J'ai 83 ans, et j'ai assisté à cinq crises. Les plus grands professeurs d'économie n'ont jamais su prévoir ni l'arrivée ni le départ des crises. Tout le monde les subit. Nous ferons en sorte que nous puissions tirer les leçons de ces dernières crises. Je ne vais pas développer cela ici, mais sachez que nous y travaillons. (Houphouët-Boigny, 12 juillet 1989)

II.1.1.4.1.2.1. Tableau récapitulatif du pronom JE

JE 0	JE mono-référentiel	« [...]. Je n'ai fait que mon devoir et si j'ai réussi à faire entendre la voix de mon cher pays, c'est à la France que je le dois ». (FHB, 7/08/1960).
JE 1	JE amplifié	« [...]. Telle est bien, en effet, la tâche que nous avons poursuivie depuis que nous sommes revenus en Côte d'Ivoire à l'issue d'une visite [...], en Europe et en Amérique [...], que nous nous réjouissons de posséder avec certains pays de ces continents [...] ». (FHB, 7/08/1968).
JE 2	JE dilué	« [...]. Je dis que nous avons frappé à toutes les portes, [...]. Un seul Français a répondu favorablement à notre appel ». (FHB, 12/07/1989).
JE 3	JE ou le pouvoir personnel, le culte de la personnalité.	« [...]. Quand je me reporte à 1932, j'avais 27 ans quand j'ai connu, la première crise de cacao. [...]. J'ai frappé, comme vous le savez, à toutes les portes, parce que le devoir des responsables est de rechercher le meilleur moyen à apporter pour une juste rétribution de l'effort de production [...] ». (FHB, 12/07/1989).

L'emploi pléthorique du pronom personnel NOUS à l'aube de son pouvoir, puis du JE à son crépuscule, met en exergue un aspect de l'évolution du langage idéologique qui entraîne une

modification dans la formulation de l'expression du discours. Il s'éloigne du type même des discours présidentiels de ses contemporains français Charles de Gaulle et François Mitterrand pour épouser des aspects très africains et très ivoiriens.

II.1.1.4.2 Les pronoms possessifs

Les pronoms possessifs renvoient aux différents groupes des pronoms personnels sujets étudiés (NOUS et JE) et sont aussi abondants que les pronoms personnels auxquels ils sont reliés.

II.1.1.4.2.1 Cas des pronoms possessifs *NOTRE/NOS*

Nous avons les syntagmes nominaux (*nos morts, notre lutte, notre allégresse*) qui renvoient au **NOUS I** dans le discours de proclamation de l'indépendance:

Mais cette joie immense ne nous fera pas oublier nos morts illustres. Nous pensons à eux avec reconnaissance et nous nous inclinons avec respect devant tous ceux qui sont morts en héros au cours de notre lutte émancipatrice. Nous les associons à notre allégresse. (Houphouët-Boigny, 7/08/1960).

De même, le syntagme nominal, *notre confusion* se réfère à **NOUS 0** dans la citation suivante:

Je veux dire à Monsieur le Ministre d'État Louis Jacquinot, qui préside avec tant de distinction la délégation française, combien je suis touché, [...], par les termes de son beau discours. Venant d'un homme comme lui dont tout le monde se plaît à reconnaître et à louer la probité intellectuelle et la noblesse de caractères, ces paroles ajoutent à notre confusion. (Houphouët-Boigny, 7/08/1960)

Le syntagme nominal, *notre Capitale* renvoi à une catégorie de *Nous* déjà étudiée:

Il y a 15 jours exactement, au cours d'une manifestation honorant la ville d'Abidjan, le Maire de notre Capitale disait que le mot magique et bouleversant d'indépendance était, en Côte d'Ivoire, depuis longtemps admis, assimilé. (Houphouët-Boigny, 7/08/1960).

Du reste, nous pouvons dire que l'usage du possessif, qu'il inclure un ou des substantifs comme un ou des syntagmes nominaux, appartient à un ou l'autre groupe que nous avons constitué selon l'idéologie dont il est question dans le texte:

- Inclure un substantif au sein du groupe
- Se référer au groupe de partisans ou des adversaires
- Resserrer les liens entre personnes partageant la même idéologie.

L'énonciateur du discours, en s'incluant au groupe, se montre solidaire. Il est soudé aux autres membres du groupe et fait précéder le pronom personnel sujet NOUS au possessif *notre* et vice-versa, marquant ainsi son adhésion totale au groupe dont il est ici porte-parole:

Et c'est notre ami Maurice Yaméogo, le benjamin des leaders africains d'expression française qui a gravi rapidement les étapes [...].

Notre ami Hubert Maga de ce vieux et cher Dahomey, qui a su concilier le régionalisme plus séculaire, auquel le Dahoméen demeure jaloux, à la volonté d'unité que portent ses enfants intelligents. [...].

Si Yaméogo nous rappelle Ouezzin Coulibaly par son courage, sa lucidité, la vivacité de son esprit, Hamani Diori, notre Président du Conseil de l'Entente, est l'image même de celui que nous avons tous pleuré. (Houphouët-Boigny, 7/08/1960)

Nous savons qu'au moment où Houphouët était isolé par les autres leaders africains pour ses prises de positions, ces trois personnes ont été à ses côtés. Parmi elles, le benjamin, Maurice Yaméogo, leader de la Haute-Volta (actuel Burkina-Faso) est entré sur la scène politique après le décès d'un autre ami et compagnon de lutte de la première heure en la personne d'Ouezzin Coulibaly. Des amis, Houphouët-Boigny, en a perdus pendant la lutte émancipatrice, mais le leader de l'ex Haute-Volta, était très proche de lui et ils ont tous regretté sa perte.

II.1.1.4.2.2 Cas des pronoms possessifs mon/mes

Tout comme les précédents pronoms possessifs que nous venons d'étudier, ceux qui correspondent à **JE** se réfèrent à ses différentes valeurs. Nous avons le **JE** mono-référentiel:

Monsieur le Ministre d'État, vous avez bien voulu rappeler mes quelques rares mérites, le modeste rôle, l'action qu'humblement j'ai menée au service à la fois de l'Afrique et de la France. (Houphouët-Boigny, 7/08/1960)

Le syntagme nominal, *mes chers frères* renvoie au **JE** dilué des frères unis par le malheur. C'est ensemble qu'on n'arrive à surmonter les épreuves, d'où le **JE** dilué:

Aussi, mes chers frères, n'y a-t-il pas de honte à avoir été colonisés. Nous n'avons plus à nous attarder dans des plaintes inutiles. [...].

Ne nous attardons plus à de vaines lamentations, tous les peuples sont passés par là où nous sommes passés. (Houphouët-Boigny, 7/08/1960)

L'usage du possessif renforce les liens idéologiques qui le lient avec d'autres leaders. Par l'emploi du syntagme nominal, *mes amis*, il amplifie sa propre personne, son égo. Ici, le leader Houphouët reprend de l'assurance face à ses adversaires car il bénéficie du soutien de ses proches amis leaders:

Nous souhaitons l'union sincère, la plus étroite entre tous les Africains. Nous la souhaitons pour des raisons de cœur, nous la souhaitons aussi parce qu'il y va de l'intérêt bien compris de nous tous. Mais qu'on ne se trompe pas sur les intentions de mes amis et de moi-même. (Houphouët-Boigny, 7/08/1960)

De même, nous avons les syntagmes nominaux suivants : *mon pays, mon pays bien-aimé, peuple de mon pays, mon devoir, mon cher pays*, comme une référence au pouvoir personnel de l'énonciateur en tant que leader Ivoirien :

Voici arrivée, pour Toi, ô mon pays, mon Pays bien-aimé, l'heure tant attendue où ton destin t'appartient entièrement. Peuple de mon pays, laisse éclater ta joie, tu la mérites cette joie. [...]. Je n'ai fait que mon devoir et si j'ai réussi à faire entendre la voix de mon cher pays, c'est à la France que je le dois. (Houphouët-Boigny, 7/08/1960)

II.1.1.5 Le lexique manichéen du discours

L'élection des termes n'est pas fortuite dans les discours politiques car l'utilisation de chaque mot est souvent liée, soit à l'idéologie du parti politique qui en fait usage, soit à la société dans laquelle il est véhiculé. Nous nous exprimons dans une langue qui nous offre un éventail de mots pour exprimer une pensée. Par contre, les termes choisis sont fonction du bagage culturel, de l'idéologie, de l'histoire, de la société ou tout simplement du message que nous voulons transmettre en tant qu'Homme politique. C'est pourquoi, nous disons, que par ses choix de

vocabulaire, le locuteur de tout discours dévoile ses intentions véritables ou prétendues au moment de la prise de parole. Dans la suite de notre étude, nous allons essayer de déchiffrer la raison de la présence de certains termes dans notre texte.

II.1.1.5.1 Unités lexicales qui déterminent les partisans de Félix Houphouët-Boigny

Leader du plus grand mouvement de lutte anticoloniale en Afrique Noire d'expression française, Houphouët a subi des revers pendant son mandat à la direction du RDA, notamment au cours des dernières heures qui ont précédé l'indépendance. Des malentendus entre leaders politiques africains qui ont constitué un obstacle qui a empêché la création des États-Unis d'Afrique que prônait le leader ghanéen Kwamé N'krumah.

Nous avons décidé d'appeler groupe A, les partisans d'Houphouët-Boigny. Sur le plan continental, il s'agit des derniers collègues du RDA qui ont formé avec lui le Conseil de l'Entente, organisation sous régionale regroupant le Niger, le Dahomey (actuel Bénin), la Haute-Volta (actuelle Burkina-Faso) et la Côte d'Ivoire.

Les leaders membres du Conseil de l'Entente à quelques différences près partagent la vision d'Houphouët sur l'Afrique. L'opposition entre le pouvoir central à l'intérieur des Etats prôné par Houphouët et le régionaliste défendu Hubert Maga du Dahomey (actuel Bénin) ne les empêchent pas de s'unir pour s'entraider dans le Conseil de l'Entente:

Je me dois, avant de nous séparer, de vous faire une confession: au soir de notre lutte commune pour l'émancipation de l'Afrique, le rang solide, compact que nous formions s'est quelque peu désagrégé. Car certains des nôtres, impatients, n'ont pas compris la patience calculée de ceux qui veulent s'armer davantage d'efficacité pour assurer le meilleur devenir de leur pays [...]. Notre ami Hubert Maga de ce vieux et cher Dahomey, qui a su concilier le régionalisme plus séculaire, auquel le Dahoméen demeure jaloux, à la volonté d'unité que portent ses enfants intelligents. Maga qui a une mission délicate, difficile à remplir, n'a pas hésité à se joindre à nous dans la croisade pour la liberté des peuples. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

Sur le plan interne, le groupe des partisans ou groupe A est composé des membres du gouvernement, responsables politiques, Préfets et sous-préfets, députés, membres du Conseil Économique et Social:

Nous y sommes tous intéressés.

*De plus, comme il s'agit de régime libéral, quel est celui d'entre vous, du **gouvernement**, de l'**Assemblée Nationale**, du **Conseil Économique**, **responsable politique ou administratif** qui n'ait un frère, un cousin ou un proche qui ne détienne un quota ou une licence lui permettant d'acheter du cacao aujourd'hui, demain du café ou du coton ?[...].*

*Nous subissons la loi de ceux qui savent transformer. Alors où se trouve la solution à nos problèmes ? Vous le savez, c'est la formation de nos jeunes. C'est pourquoi, aujourd'hui, ayant d'abord invité les **cadres**, les **Sous-préfets**, les **Préfets**, les **Secrétaires Généraux** à aider les paysans à trouver la juste rémunération de leur travail, je voudrais m'adresser, dans cette deuxième partie de mon exposé, aux représentants des enseignants, [...]. (Houphouët-Boigny, 12 juillet 1989)*

II.1.1.5.1.1 Tableau récapitulatif des partisans de Félix Houphouët-Boigny.

Externes	Internes
Le régionaliste et leader du Dahomey (actuel Bénin) Hubert Maga et tous les membres du Conseil de l'Entente, le leader gabonais, Léon M'Ba, puis son neveu, Omar Bongo, etc. Les autorités Françaises : le général de Gaulle, Jacques Foccart, François Mitterrand, Jacques Chirac, etc.	Membres de Gouvernement, de l'Assemblée nationale, Préfets et Sous-préfets, Responsables politiques.

II.1.1.5.2 Unités lexicales qui déterminent le groupe B (adversaires).

À travers l'usage répétitif du **NOUS** s'agissant de sa propre personne, puis du NOUS pour les partisans et tous les autres dirigeants africains comme lui, ce pronom acquiert une ampleur qui nous interpelle dans le texte.

Pour la description de sa personne, en plus du **NOUS**, il nous apparaît utile de rajouter le **JE** qui, timidement employé au début de sa prise de pouvoir en 1960, se confond avec **NOUS**

pour se réaffirmer au soir de sa vie politique. Le **JE** devient omniprésent, lui accordant une valeur amplifiée.

Houphouët-Boigny tient dans son discours des propos qui englobent les niveaux africain et ivoirien, un discours qui de par sa trempe politique change l'histoire de ces deux espaces géographiques.

Nous percevons que la répétition du **NOUS** pour se désigner d'abord, plus tous ceux qui partagent son idéologie lui permet de créer la division qui confirme que les autres sont les opposants. Ces adversaires sont aussi bien externes qu'internes à la Côte d'Ivoire. Pour nous orienter, nous avons divisé les unités linguistiques qui expriment le même sentiment négatif à l'endroit des adversaires.

II.1.1.5.2.1 Les adversaires externes.

À propos de la politique africaine, Félix Houphouët-Boigny est pour l'union africaine certes, l'entre-aide, la solidarité entre africains aussi, mais il refuse de dépendre de Dakar par le maintien de l'AOF comme le préconise le leader Sénégalais Léopold Sédar Senghor. La Côte d'Ivoire veut vivre comme un État indépendant afin de réaliser le projet de société qu'il veut pour son pays tout en étant solidaire des autres États africains. Il veut arriver à un libre épanouissement personnel de chaque État au sein de la famille continentale:

Nous pensons que l'union indispensable de l'Afrique doit se réaliser dans le respect de la personnalité de chaque État. Dans une même famille, bien que chacun concoure à la prospérité générale, chaque membre s'efforce de garder sa personnalité, et, si, demain, se réalise, comme nous le souhaitons tous, l'union des continents, cette union ne sera pas pour autant la perte de la personnalité de chacun d'eux. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

Il reconnaît que l'Afrique, en dehors du système AOF (Afrique Occidentale Française) hérité de la colonisation, demeure une famille qui permettra l'épanouissement individuel de chaque membre.

Ses adversaires politiques au sein du RDA sont devenus de plus en plus nombreux car l'adoption, le 23 juin 1956, de la loi-cadre ou loi Defferre donnant l'autonomie aux colonies africaines comme il le voulait, est loin de faire l'unanimité parmi ses pairs africains. Il en fera les frais lors du congrès de Bamako en 1957:

*Je me dois, avant de nous séparer, de vous faire une confession : au soir de notre lutte commune pour l'émancipation de l'Afrique, **le rang solide**, compact que nous formions s'est quelque peu désagrégé. Car certains des nôtres, impatients, n'ont pas compris la patience calculée de ceux qui veulent s'armer davantage d'efficacité pour assurer le meilleur devenir de leur pays.*
(Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

En dehors de l'Afrique d'expression française, son grand adversaire idéologique sera le panafricaniste ghanéen, Kwamé N'Nkrumah qui, ayant remis en cause les souverainetés nationales acquises, soumet sans succès à Houphouët l'idée des États-Unis d'Afrique et sera plus tard soupçonné de soutenir les sécessionnistes du sud-est de la Côte d'Ivoire, région frontalière au Ghana.

Houphouët revendique, avant toute discussion, le respect des territoires hérités de la colonisation d'abord puis la planification des projets. Il y a beaucoup à faire en Afrique, mais soyons réalistes et que l'union se fasse au cas par cas, chacun commençant chez soi :

*Mais pour que la « **Table Ronde** » que nous souhaitons **entre Africains aboutisse** à des résultats concrets et déterminants, nous le disons avec force, **il conviendra que toute idée d'expansionnisme soit bannie de notre entreprise.***

Au contraire, la seule préoccupation que nous devons avoir dans l'esprit, c'est le progrès constant des populations africaines qui ont un long retard à rattraper, qui vivent dans des régions insuffisamment développées et équipées.

Ne visons pas des buts irréalisables, du moins dans un délai rapproché. (Houphouët-Boigny, discours du 7 août 1960)

Le préalable pour Houphouët aussi bien sur le plan africain qu'ivoirien, c'est l'union, la paix, l'entente et le travail de tous à la construction des États et de l'Afrique. Voilà pourquoi tout germe de division devrait être réprimé avec force:

*Nous devons arriver à une **unité complète à l'intérieur de nos frontières**, car c'est cette unité intérieure qui témoignera de **notre force**, nous permettra de jouer notre rôle dans le concert des nations. [...]. **Allons courageux vers notre idéal commun de bonheur, n'hésitons pas en cours de route à piétiner, à écraser, à détruire tout germe de division et de haine qui naîtrait,** alors que nous pourrions, nous Africains, avec le concours d'autres frères africains, et avec le concours de tous les hommes de bonne volonté de ce vaste monde, assurer le règne de la justice.*
(Houphouët-Boigny, discours du 7 août 1960)

Une autre catégorie d'adversaires externes vient de l'occident. En effet, en 1968, année de troubles internationaux, la Côte d'Ivoire n'a pas échappé au phénomène. Des médias étrangers ont fait écho à ces événements, ce qui a irrité le président ivoirien:

Les agences de presse des pays qui nous témoignent une amitié superficielle se sont empressées d'annoncer des grèves générales en Côte d'Ivoire, avec le triste cortège de désordres que l'on sait.

On connaît mal notre Côte d'Ivoire, pays du Dialogue où les pires difficultés peuvent trouver d'heureuses solutions grâce à une franche et fructueuse discussion entre travailleurs et employeurs.

La solidité de nos institutions, la claire conscience de nos responsabilités historiques et, surtout notre sens de l'intérêt général l'ont aisément emporté, durant les semaines écroulées, sur les menées d'une poignée d'irresponsables ou d'inconscients. (Houphouët-Boigny, discours du 7 août 1968)

II.1.1.5.2.2 Les adversaires internes

Dans le premier discours que nous analysons, les adversaires internes ne sont pas spécifiés, nous savons qu'ils sont tous ceux qui constituent des entraves à la politique d'union que Houphouët veut mettre en place en Côte d'Ivoire. C'est donc l'ensemble des sécessionnistes (les Agni du sud-est et les Bété du centre-ouest du pays) et éventuellement les potentiels opposants à sa politique :

Cette recherche de notre unité que je place comme but premier de notre action ne se traduira pas par l'isolement, par un repli sur nous-mêmes. (Houphouët-Boigny, discours du 7 août 1960)

Nous verrons dans d'autres discours de notre corpus que les ennemis peuvent aussi bien être externes qu'internes. D'abord externes : le lot d'adversaires externes est constitué par le groupe des sécessionnistes du sud-est du pays (de 1959 à 1966) et plus tard celui du centre-ouest (en 1970).

Les autres opposants à Houphouët sortent de son propre rang, de son propre parti politique où des nationalistes lui reprochent son excessive politique francophile:

[...]. Toute concurrence politique intérieure est impitoyablement éliminée, démantelée à coups de faux complots. En 1959, le complot dit « du chat noir », où le fétichisme à tête de chat se

mêle à des intrigues matrimoniales, reste anecdotique. Suit en 1961, avec la complicité de Foccart, une série d'arrestations d'étudiants ivoiriens à Paris. Ces coups d'essai débouchent en 1963 sur le « complot des jeunes » et le « complot des anciens » : on l'aura deviné, ces deux assignations successives permettent de ratisser large. La quasi-totalité des hommes politiques mêlés à la lutte anticoloniale et aux débats qui entourèrent l'indépendance sont arrêtés. [...]. Mais l'opposition est brisée. Toute résistance, au pillage intérieur comme à l'aventurisme extérieur, est découragée pour plusieurs décennies. (Verschave 2003: 130-131)

Après la punition infligée aux premiers opposants, le président ivoirien installe un pouvoir sans partage. Les sécessionnistes comme les responsables des mouvements sociaux sont considérés des inconscients et des irresponsables. Il reçoit le soutien sans faille de Paris car le couple franco-ivoirien, passé le désaveu à propos de la forme d'accèsion à l'indépendance s'est reconstitué, plus soudé que jamais.

Nous avons ci-dessous le tableau récapitulatif des adversaires externes et internes d'Houphouët-Boigny.

II.1.1.5.2.2.1 Le tableau récapitulatif des adversaires d'Houphouët-Boigny

Externes	Internes
Le leader panafricain Kwamé N'Nkrumah, (président du Ghana), le défenseur du maintien de l'AOF, le Sénégalais Léopold Sédar Senghor, le leader Guinéen Sékou Touré (auteur du non à la Communauté franco-africaine de 1958), tous les régionalistes en général (sauf le Bénin), quelques médias étrangers. Les leaders africains expansionnistes, etc.	Les nationalistes de son propre parti politique PDCI (Parti Démocratique de Côte d'Ivoire). Les sécessionnistes Agni, (Sud-est) et les Bété (Centre-ouest) de la Côte d'Ivoire. Une poignée d'irresponsables et d'inconscients Ivoiriens. (discours, du 7/08/1968). Tous les régionalistes Ivoiriens.

II.1.1.6 Les influences culturelles dans les discours de Félix Houphouët-Boigny

II.1.1.6.1 L'influence du monde occidental dans les discours de Félix Houphouët-Boigny

II.1.1.6.1.1 L'influence de la culture européenne à travers les discours

Félix Houphouët-Boigny a été à l'école française en Afrique (Côte d'Ivoire et Sénégal). Il a ensuite passé un séjour de quinze ans en France en tant que responsable politique. En Europe, Houphouët-Boigny a été en contact avec d'autres cultures occidentales : européenne et américaine. Ces cultures se reflètent dans son orientation politique. Comme nous le signale Maingueneau, nous pouvons dire que le locuteur a enrichi sa compétence encyclopédique au contact de l'occident:

[...]. Cet ensemble virtuellement illimité de connaissances, ce savoir encyclopédique varie évidemment en fonction de la société où l'on vit et de l'expérience de chacun. Il s'enrichit au cours de l'activité verbale puisque ce que l'on y apprend tombe dans le stock de savoir et devient un point d'appui pour la production et la compréhension d'énoncés ultérieurs.
(Maingueneau 2009: 22)

Le choix de la politique de développement que Félix Houphouët-Boigny veut mettre en place en Côte d'Ivoire en 1960 est empreint de la théorie en vogue à cette époque et qui consiste à hiérarchiser les besoins. L'énonciateur de ce discours très conscient de la tâche qui l'attend veut mener des projets réalisables et à court terme d'abord pour des *satisfactions immédiates* avant de commencer des grands projets dont la réalisation effective peut s'avérer longue.

*[...]. La seule **préoccupation** que nous devons avoir dans l'esprit, c'est le progrès constant **des populations africaines** qui ont un long retard à rattraper, **qui vivent dans des régions insuffisamment développées et équipées.***

*Ne visons pas des buts irréalisables, du moins dans un **délai rapproché.** [...].*

*Nos populations demandent **des satisfactions immédiates.***

Or, de quoi avons-nous besoin dans l'immédiat, notre dignité satisfaite dans l'acquisition de notre indépendance ?

*[...]. N'est-ce pas de paix pour que l'indispensable **union** s'établisse entre nous ? N'est-ce pas de **paix** que nous avons besoin en Afrique pour permettre le **développement de nos richesses** qui sont grandes et dont certaines ne sont pas encore ou sont peu exploitées ?*

[...]. Pensez-vous, peuples africains indépendants, qu'il puisse y avoir pour nous de plus grand dessein à réaliser pour le bonheur de l'homme? (Houphouët-Boigny, discours du 7 août 1960 à Abidjan)

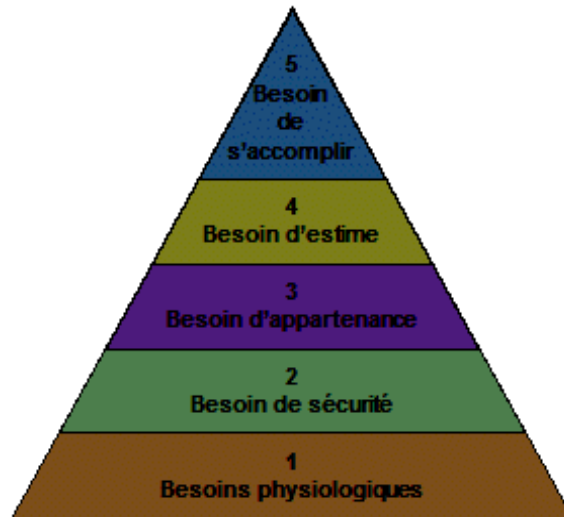
Les grandes lignes de la politique du futur président ivoirien sont notamment influencées par la théorie de la pyramide des besoins humains d'Abraham Maslow (1908-1970). Ce grand psychologue américain est la figure de proue de la psychologie humaniste et Trans personnelle. Sa théorie permet de comprendre la hiérarchie des besoins de l'homme qu'il classe dans un ordre de priorité : besoins physiologiques, besoins de sécurité, besoins d'amour, besoins d'estime et besoins d'accomplissement personnel. Selon Maslow, un individu ne peut se sentir en sécurité (niveau 2) que si sa première préoccupation qui est de trouver à boire et à manger (niveau 1) est satisfaite. C'est pourquoi il affirme que la satisfaction d'un besoin ne peut être réalisée que si les besoins de niveau inférieur sont eux-mêmes satisfaits :

La pyramide des besoins est une théorie élaborée à partir des observations réalisées dans les années 1940 par le psychologue Abraham Maslow sur la motivation. L'article où Maslow expose sa théorie de la motivation, A Theory of Human Motivation, est paru en 1943. Il ne représente pas cette théorie de la motivation sous la forme d'une pyramide, mais cette représentation s'est imposée pour sa commodité.

La pyramide est constituée de cinq niveaux. Nous recherchons d'abord selon Maslow à satisfaire chaque besoin d'un niveau donné avant de penser aux besoins situés au niveau immédiatement supérieur de la pyramide. Sans surprise, on recherche par exemple à satisfaire les besoins physiologiques avant les besoins de sécurité : c'est pour cela que dans une situation où notre survie serait en jeu, nous sommes prêts à prendre des risques, etc.

Cette pyramide est utile en marketing, où elle permet de positionner un produit. Son aspect logique y a sans doute un effet rassurant.⁵³

⁵³ <http://www.businesspme.com/articles/marketing/134/la-pyramide-de-maslow.html>
[Consulté le 10 juillet 2014].



Un exemple de pyramide des besoins de Maslow (image prise sur internet le 10 mai 2014)

Si avec l'indépendance la Côte d'Ivoire a couvert un besoin supérieur qui est la dignité : « [...], notre dignité satisfaite dans l'acquisition de notre indépendance [...]», cette dignité n'a pas de sens tant que ses besoins élémentaires (besoins physiologiques) entre autres qui sont eux de niveau inférieur ne sont pas assurés.

Vue l'urgence des besoins de la population ivoirienne à l'indépendance, le Père de la Nation a choisi d'instaurer un régime fort pour construire dans l'unité le nouvel Etat. Houphouët-Boigny cherche à assurer à sa population ses besoins primaires car indispensables à la survie même de l'Homme. Pour lui, des notions comme le multipartisme ou la démocratie sont de l'ordre de la réalisation personnelle de soi (le sommet de la pyramide) susceptible de s'écrouler sans les fondements de base. Ne cessait-il pas de dire qu'un homme qui a faim n'est pas un homme libre ?

Nous pourrions dire avec Houphouët-Boigny que la satisfaction de la dignité des populations africaines grâce à l'indépendance (niveau 4) peut être éphémère si celles-ci n'ont pas assouvi leurs besoins de niveau 1 (à manger, à boire etc.) et de niveau 2 aspiration de chacun d'entre nous à être assuré de son lendemain physique comme moral: sécurité d'un logement, sécurité physique contre la violence et la délinquance ou encore sécurité médicale et sociale.

Maslow est devenu la référence incontournable en matière des besoins humains mais sa théorie a des limites. Elle ne peut être totalement appliquée au contexte africain car il a identifié un certain nombre de besoins qui sont propres au monde occidental et particulièrement intéressants pour le monde du travail.

Néanmoins le principe de hiérarchie qui s'applique à la désormais célèbre pyramide des besoins, à savoir qu'un nouveau besoin (supérieur) n'émerge que lorsque celui de niveau inférieur a été satisfait ou relativement satisfait, devient une priorité pour Houphouët. Sa politique africaine est adaptée à l'atmosphère qui règne entre les différents leaders africains. Face à la « mésentente cordiale », le leader ivoirien définit les motivations de sa politique :

[...]. Nous devons arriver à une unité complète à l'intérieur de nos frontières, [...]. Trop de problèmes nous sont, en effet, communs, pour que nous ne tentions pas de les résoudre en frères. [...] Mais pour que la « Table Ronde » que nous souhaitons entre Africains aboutisse à des résultats concrets et déterminants, nous le disons avec force, il conviendra que toute idée d'expansionnisme soit bannie de notre entreprise.

Au contraire, la seule préoccupation que nous devons avoir dans l'esprit, c'est le progrès constant des populations africaines [...]. Nos populations demandent des satisfactions immédiates. Nous pensons que l'union indispensable de l'Afrique doit se réaliser dans le respect de la personnalité de chaque État. [...].

Je voudrais, ce soir, en nous séparant, [...], dire à nos frères africains, [...], que le moment est venu de nous concerter pour assurer le meilleur devenir de nos pays. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960 à Abidjan)

La politique africaine d'Houphouët passe par la satisfaction nationale des besoins primaires ou physiologiques (niveau 1) et une partie des besoins de sécurité (niveau 2). Pour cela, il a besoin que le peuple ivoirien fasse des efforts dans l'unité pour plus d'efficacité. La défense du pays est assurée par la France tout comme pour les autres pays africains membres de l'ex-empire franco-africain.

Si ces deux premiers niveaux de besoins, qui constituent la base de la pyramide des besoins de Maslow ne sont pas couverts par les Africains, cela fragiliserait leur unité. Comme la satisfaction des besoins humains élémentaires de l'homme africain revient à chaque État, Houphouët-Boigny voit le projet de l'unité africaine comme réalisable dans le temps et non dans l'immédiat car chaque pays doit se mettre au travail jusqu'à obtenir des résultats sur le plan national avant d'aborder les grands projets d'unité africaine et leur donner sens. Sur ce plan, suite à des réunions avec Senghor, Houphouët-Boigny était fixé sur la thèse de projet de fédération africaine défendue par le leader du Sénégal:

[...]. A la deuxième réunion, nos amis d'Ouagadougou, nos amis de Cotonou ont demandé des précisions sur la répartition des postes de responsabilités entre les différents États

puisqu'au niveau de l'Entente, c'était l'égalité qui était la base. Mais, au niveau de la Fédération, que seraient les responsabilités des uns et des autres ? On a voulu faire de la poésie. On a parlé dans le vague; ce vague n'a pas satisfait et la Haute-Volta nous a rejoints, le Dahomey (Bénin) nous a rejoints. [...], l'ex-Soudan français et le Sénégal, réunis en une fédération dite du Mali. [...]. Il fallait désigner un président [...], ils se sont séparés. Et le Sénégal a dit qu'il avait recouvré son indépendance véritable à partir de cette séparation, parce que le Sénégal allait devenir la colonie du Mali.

Alors, imaginez un seul instant que nous soyons partis ensemble dans l'indépendance avec des gens aussi divers, [...]; qu'est-ce qui serait advenu de cette Fédération ? La lutte intestine, cela aurait été triste ; ou le retard dans l'évolution. (Loucou 1986 Tome 2: 47)

Nous retrouvons l'unité africaine donc au sommet de la pyramide, c'est l'ensemble des besoins psychologiques et affectifs d'ordre supérieur. Ce sont ceux-là qui créent la motivation humaine, celle qui consiste à se regrouper pour se faire respecter et jouer un rôle dans le concert des nations. Mais cette étape est secondaire car vu l'immensité des besoins des peuples africains, l'ex président du Rassemblement Démocratique Africain a choisi d'aller au plus pressé pour consolider les bases de l'indépendance. Pour Houphouët-Boigny, il n'y a pas de dignité ou de liberté pour un peuple qui a faim :

Toute construction au sommet qui ne repose pas sur la base d'un libre consentement ne tient pas. Il suffit qu'au sommet on se sépare pour que tout s'écroule. Et ça a été le cas malheureusement, pour d'autres tentatives qui n'ont pas tenu compte de cette réalité. (Loucou 1986 Tome 2: 43)

La première observation que nous pouvons faire devant une telle pyramide, c'est que, pour que l'unité africaine fonctionne, elle doit avoir une base solide, car une erreur de construction du soubassement entraînera un affaissement de l'ensemble. Comment un chef d'État africain qui ne réussit pas à faire l'unité sur une petite échelle (son pays) peut-il réussir l'unité à l'échelle continentale ?

À chaque étage, une anomalie de construction aura pour conséquence un effondrement des étages situés au-dessus et ainsi de suite jusqu'au sommet. En raisonnant de cette façon Houphouët-Boigny ne fait que rejoindre Abraham Maslow lorsqu'il affirme qu'un besoin nouveau (supérieur) « n » n'émerge que lorsque le(s) besoin(s) inférieur(s) « n-1 » a (ont) été relativement satisfait(s) pour un meilleur fonctionnement de la hiérarchie. Le discours est

exprimé dans un langage soutenu parce qu'il puise ses connaissances dans les grandes théories du monde occidental:

Pour se faire comprendre, Maslow imagine un homme d'affaires voyageant en avion d'un continent à l'autre, ce qui lui permet d'assurer largement sa survie et sa sécurité, et aussi de méditer sur les beautés de l'art romain, ce qui est l'un de ses centres d'intérêt.

Notre homme se trouve ainsi occupé à méditer et donc à satisfaire son besoin de réalisation de lui-même, sommet de la pyramide. Survient un accident technique et le commandant de bord annonce un atterrissage forcé ! À quel « étage » de la pyramide pensez-vous que vont se situer les préoccupations de notre homme d'affaires dans les minutes qui suivent ? [...].

L'être humain a d'abord besoin de survivre (besoin d'air, de sommeil, de protection contre la nature, de nourriture, de boisson, de reproduire l'espèce, etc.).⁵⁴

Au niveau de la politique ivoirienne, Houphouët préfère le progrès dans l'union à la «vraie démocratie» (à la française) telle qu'elle est appliquée dans le monde occidental contemporain. C'est à l'image des grandes nations d'Europe occidentale qui ont connu l'essor économique avant la démocratie sous sa forme actuelle. Il préconise la construction du pays dans l'unité et la paix car seule la stabilité pourrait attirer les investisseurs étrangers, lesquels permettront son développement économique. L'unité du pays est un devoir citoyen qui incombe à tous les Ivoiriens et à tous ceux qui habitent le territoire de la République de Côte d'Ivoire. Houphouët annonce les prémisses d'un régime fort qui ne saurait tolérer aucun germe de division, quitte à ce que ses pairs africains fassent comme lui. D'ailleurs, il n'hésite pas à les inviter à emprunter le même chemin que lui. Sans la paix, il n'y a pas de stabilité et donc pas de développement. Travailler certes, mais dans la paix, condition sine qua none d'une productivité certaine:

Nous redoublerons de travail, car nous avons à compter d'abord avec nos seules ressources et ce travail, c'est dans une discipline accrue, c'est dans une union totale que nous le réaliserons.

*C'est tout simplement la devise de notre chère République que nous nous attacherons à avoir devant les yeux : **Union-Discipline-Travail.***

*Nous devons arriver à une **unité complète à l'intérieur de nos frontières**, car c'est cette unité intérieure qui **témoignera de notre force**, nous permettra de jouer notre rôle dans le concert des nations. [...].*

⁵⁴ <http://www.psychotherapeutes.net/pyramide-de-maslow.htm> [Consulté le 15 juin 2014].

Allons courageux vers notre idéal commun de bonheur, n'hésitons pas en cours de route à piétiner, à écraser, à détruire tout germe de division et de haine qui naîtrait, [...]. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960 à Abidjan).

Houphouët-Boigny prend exemple sur l'histoire des plus grands pays européens, aujourd'hui moteurs économiques de l'Union Européenne. Ces pays ont connu le développement économique avant de pratiquer la «vraie démocratie». La révolution industrielle, qui se déroule entre la fin du XVIIe et le début du XXe siècle dans les pays occidentaux, entraîne un bouleversement sans précédent dans l'histoire : augmentation de la production de masse, amélioration des techniques et accroissement du rôle des banques, etc. Le capitalisme prend un nouveau visage. Mais cette période est aussi marquée par l'apparition du prolétariat, des premières lois sociales et ses socialismes.

La Grande-Bretagne, qui est à la pointe de la révolution industrielle, a une monarchie parlementaire bien éloignée de la démocratie européenne actuelle. L'ensemble des capacités existantes de production (la dotation factorielle) de la Grande-Bretagne est un élément manifeste de sa précocité et de sa supériorité au début de la révolution industrielle. Elle sacrifie l'agriculture au profit de l'industrie. Les efforts ainsi tournés vers l'industrie favorisent la domination industrielle du royaume au sein de l'Europe, au moins pendant une grande partie du XIXème siècle. Londres est une ville incontournable dans le domaine financier; c'est la place la plus importante aussi bien en termes de transactions que pour les reconnaissances de dettes voire pour émettre des actions ou emprunter. Cette place privilégiée est d'autant plus forte que le Royaume-Uni disposant du plus vaste Empire colonial au monde, on y côtoie la majorité des matières premières:

En Europe, au XVIIème siècle, l'Angleterre est une exception à plus d'un titre. Elle fait exception sur le plan culturel. Depuis le traité de Westphalie de 1648, qui stabilise la situation en Europe, en consolidant la France, l'Europe du Nord est stable sur le plan religieux, l'anglicanisme s'impose et se rapproche du protestantisme. Cette partie du monde se détache. Le parlementarisme anglais émerge.

Les conceptions économiques des Britanniques prennent une évolution radicale avec le libéralisme d'Adam Smith, qui reconnaît la valeur économique de l'individu, avec des droits. Le système des corporations disparaît avec l'apparition des brevets. Mais l'Angleterre étant une île, elle s'impose une politique maritime ambitieuse. [...].

*C'est dans ce contexte que naît la révolution industrielle. Sa précocité en Angleterre pose la question de ses origines. Plusieurs facteurs sont avancés: l'empire colonial, la spécialisation industrielle précoce et la puissance financière.*⁵⁵

Sous le Second Empire (régime bonapartiste de Napoléon III de 1852 à 1870), la France devient l'une des premières puissances commerciales et industrielles européennes. L'empereur Louis Napoléon Bonaparte se présente volontiers comme un faiseur de miracles car il est le seul capable, par sa magie politique, d'arracher la France à son inertie et aux vieux démons de la Révolution Française. Il a bénéficié de vingt ans de répit qu'il met à profit pour assainir la ville de Paris ainsi que les autres grandes villes de France. Le paysage français participe à la métamorphose. En effet, la France plante des forêts dans ses déserts et des vignes dans ses garrigues. En faisant confiance à la machine, le Second Empire modernise la vie urbaine. La ville de Paris n'est plus ce qu'elle était : elle n'est plus la ville des boutiquiers du faubourg ni des baladins du marché Saint-Germain mais celle des expositions industrielles, des visites royales et de la douceur de vivre. Napoléon III, anglomane convaincu, est frappé par le retard accumulé par son pays depuis le Premier Empire (régime instauré en France par Napoléon Bonaparte, il débute le 18 mai 1804 et s'achève en avril 1814):

Il était urgent d'imaginer des villes nouvelles: le chemin de fer ne pouvait pas pénétrer dans les anciennes cités, héritées du Moyen Age, qui avaient très souvent conservé leurs enceintes des siècles passés. [...]. Dans les grandes villes on «rectifie la géographie». [...]. Pour diriger des opérations de cette envergure, Napoléon III comptait sur celui que l'on appelait «le roi de Paris», le baron Haussmann. [...]. Haussmann a réalisé les deux grands axes qui traversent Paris de part en part: de la gare de l'Est à l'Observatoire par les boulevards de Sébastopol, de Strasbourg et Saint-Michel: de l'Étoile à la Nation par les Champs-Élysées, la rue de Rivoli. [...]. Le deuxième objectif était de dégager les gares, de les relier les unes aux autres par des voies aérées: de grands boulevards larges de vingt à quarante mètres ont été tracés, ou agrandis, comme le boulevard des Italiens, le boulevard Richard-Lenoir ou le boulevard du Montparnasse. (Miquel 1979: 18-20)

Le Second Empire correspond donc, dans l'histoire de la France, à une période de prospérité économique remarquable. Napoléon III influence le développement des infrastructures et des

⁵⁵ http://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9volution_industrielle [Consulté le 15 juin 2014].

aménagements territoriaux grâce, d'une part, à la stabilité de son régime politique et de l'autre à ses idées et à ses ambitions économiques. «*L'Empire, c'est la paix*», déclare le prince Louis-Napoléon à Bordeaux, avant de monter sur le trône. Il maintient jusqu'au bout le principe de la paix avec l'Angleterre, pays qu'il connaît parfaitement et qu'il aime et qui sera à ses côtés dans les périodes difficiles. Le Second Empire métamorphose complètement l'économie française du XIXe siècle: période de croissance économique et de performances industrielles marquée par le développement des transports, du chemin de fer, de l'agrandissement et de la modernisation des grandes villes françaises surtout Paris. Cette métamorphose de la vie et de la société française touche aussi les campagnes qui se modernisent également.

C'est aussi vrai pour l'Allemagne qui appartient à la deuxième vague des pays ayant connu la révolution industrielle. Devenue aujourd'hui un État démocratique et la première puissance économique de l'Union Européenne, c'est au Second Empire allemand (1871-1918), sous une dynastie d'origine prussienne, que l'Allemagne connaît un grand développement économique. En 1871, elle n'est pas encore une grande puissance économique. Certes plus avancée que la France, elle est largement devancée par le Royaume-Uni. Mais elle dispose de nombreux atouts et au niveau politique, trois empereurs vont se succéder dans la période de 1871 à 1918:

L'Empire allemand a été organisé par la constitution du 16 avril 1871, modifiée le 19 mars 1888. Elle repose, pour une large partie, sur la constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord qui était une œuvre d'Otto Von Bismarck. L'empereur allemand est le chef de l'armée et de la marine, il promulgue les lois et dirige la diplomatie. Il nomme un chancelier impérial (Reichskanzler), qui n'est responsable qu'envers lui, c'est-à-dire qu'il ne dépend pas du Parlement élu. [...]. Trois empereurs se sont succédé de 1871 à 1918. Guillaume Ier (1797-1888), [...] n'avait pas souhaité la couronne impériale et laissa Bismarck assurer la direction de l'Empire, pour se consacrer avant tout à son royaume de Prusse. À sa mort, son fils Frédéric III (1831-1888) monta sur le trône mais ne régna que quelques mois. [...]. Il en alla tout autre pour Guillaume II (1859-1941). [...], qui en 1890, renvoie brutalement Bismarck. Les chanceliers qu'il nommera par la suite ne seront que les instruments dociles de sa volonté.⁵⁶

Dès la première moitié du 19ème siècle, le travail remarquable fait par les souverains allemands permet la création de nombreuses universités techniques qui assurent la formation

⁵⁶ http://fr.wikipedia.org/wiki/Empire_allemand [Consulté le 15 juin 2014].

des ingénieurs pour le besoin de l'industrie. L'arrivée de ces nouveaux débouchés dans l'industrie favorise une symbiose entre chercheurs et grandes entreprises. La puissance de l'industrie allemande est fondée sur l'industrie lourde grâce aux réserves importantes de matières premières dont dispose le Reich. Les progrès techniques font leur entrée aussi bien dans l'industrie notamment dans l'industrie sidérurgique lorraine (1871-1918) que dans l'industrie de moteurs électriques. Dans l'agriculture, le recours aux engrais chimiques fait augmenter les rendements et l'utilisation des machines libère une main d'œuvre qui est progressivement absorbée par l'industrie. Ceci ajouté à l'entrée d'autres capitaux va transformer totalement l'économie du Reich, transformations qui seront palpables dans tout l'Empire :

Enfin, le traité de Francfort, imposant à la France le versement d'un dédommagement de 5 milliards de franc-or, va permettre par l'injection de capitaux nouveaux, la création de nouvelles entreprises. Le rythme de l'industrialisation est rapide, si bien que l'Allemagne rattrape son retard par rapport aux autres pays européens. [...].

Berlin, qui était capitale de la Prusse, devient capitale de la Confédération d'Allemagne du Nord puis capitale de l'Empire allemand en 1871. La ville s'était déjà embellie aux XVIIe et XVIIIe siècles, notamment avec la Charlotteburg, le Palais de Potsdam et avec de nombreux parcs et autres embellissements.⁵⁷

II.1.1.6.1.2. L'influence de la culture française

Félix Houphouët-Boigny clame à tous ce qui le motive à préserver la relation de son pays avec l'ancienne puissance coloniale. Il est reconnaissant à la France pour son héritage culturel qui lui sert de modèle à la construction de son pays :

*[...]. Je voudrais vous rappeler, car il faut que l'Assemblée le sache, il faut que le pays le sache, qu'au moment où, devenus majeurs, nous allons quitter la maison familiale, où nous avons été souvent gâtés, parfois aussi réprimandés –qui aime châtie bien, affirme un dicton – pour aller fonder notre maison à nous, notre foyer à nous, je voudrais vous dire, Monsieur le Ministre d'État, **qu'en quittant la famille française, nous n'avons pas le sentiment d'oublier tout ce que nous avons reçu d'elle. Nous voulons, au contraire, développer, enrichir le lourd***

⁵⁷ http://fr.wikipedia.org/wiki/Empire_allemand [Consulté le 15 juin 2014].

patrimoine qu'elle nous a légué et ce, au bénéfice de notre peuple. (Houphouët-Boigny, discours 7 août 1960 à Abidjan)

La France tient sa culture d'un amalgame de la culture gréco-romaine dont les Français se veulent les héritiers. En traitant cette population de plus évoluée, il reconnaît indirectement la suprématie du pays colonisateur. En même temps, nous disons que ce terme est extrêmement large car il mesure l'évolution par rapport à une échelle de valeurs à laquelle Houphouët-Boigny souscrit. Il est fier d'être l'ami de la France et sur le terrain de la francophilie africaine, seul le leader sénégalais Léopold Sédar Senghor peut le rivaliser car décomplexé de tous préjugés :

La France, est-il mot qui soit, pour nous, plus chargé de richesse et de souvenirs ? Est-il mot qui parle avec plus de justesse, à notre conscience et à notre sensibilité ?

*La France est d'abord, pour nous, la **Patrie de la liberté**, la terre des hommes de bravoure et de fierté qui, tout au long des siècles, n'ont jamais plié au vent de l'injustice, la terre des chants d'espoir et de fraternité qui reprennent toujours, du fond des prisons, les plus opprimés des pays contraints.*

La France est encore, pour les Ivoiriens, le pays largement ouvert aux réalités technologiques et économiques du monde de demain, [...].

Alors, comment ne pas être fier d'être de vos amis, comment ne pas apprécier, chaque jour, la solidité et la diversité de nos relations qu'exprime si chaleureusement notre très active et très vivante politique commune de coopération ? (Houphouët-Boigny, discours du 7 février 1971)

Influencés par leur héritage gréco-romain, les Européens ont tendance à juger les civilisations selon leur capacité à ériger des monuments. Par exemple, leur appréciation de civilisations telles que celles des Aztèques ou des Incas est complètement différente de celle des civilisations des nations d'Amérique du Nord pourtant riches et complexes et plus avancées dans certains domaines, tels que la médecine, que celle des Européens au moment des premiers contacts.

L'orateur épouse ce type de critères de civilisation pour comparer celle d'Europe à celles d'Afrique à un moment où en Afrique presque tout reste à construire et où on ne connaît pas encore d'autres critères d'appréciation qui valoriseraient les peuples africains. La notion de civilisation est relative, mais Houphouët choisit la civilisation européenne et ses préjugés culturels comme référence pour son pays.

Houphouët-Boigny est influencé par la civilisation européenne en matière d'architecture. Il fait construire de nombreux monuments dont le plus phénoménal est celui que

certaines médias européens qualifieront de «Basilique de la brousse»: la plus grande Basilique au monde, située dans son village natal et qu'il offre au Vatican. La forme de son discours et ses actes sont copiés sur le monde occidental, des repères dont il est fier et qu'il souhaite d'ailleurs copier pour améliorer le quotidien de son peuple:

Aussi envisageons-nous non seulement des contacts mais aussi des échanges entre peuples de races, de civilisations différentes, car ces contacts et ces échanges nous ont toujours paru indispensables à améliorer la condition matérielle et morale de nos populations. (Houphouët-Boigny, discours du 7 août 1960 à Abidjan)

Les termes de «peuples de races et de civilisations différentes» qu'utilise Houphouët à cette époque montre qu'il est bel et bien dans une logique européenne où des peuples de races qui n'avaient soi-disant pas de «civilisations» ont été colonisés pour en acquérir une. Ici, serait-il en train d'approuver la colonisation française ? Rien ne nous permet de l'affirmer. Même si Houphouët-Boigny a déploré et combattu les comportements des colons français, il est de ceux qui savent apprécier le côté positif de la colonisation. Aux Africains qui disent que les colons ont divisé l'Afrique pour mieux l'asservir, Houphouët répond à travers une forme de mini bilan de la colonisation:

[...]. Une autre réalité, c'est que ce ne sont pas les colonisateurs qui ont divisé l'Afrique, qui ont balkanisé l'Afrique. Ce sont eux qui ont aidé les Africains à se regrouper pour constituer des Etats et demain des Nations. C'est ça la réalité. [...], comme est bénéfique l'obligation que les colonisateurs ont faite en nous amenant par la force à cultiver le cacao et le café, ça n'a pas été facile au départ. Bien sûr, ils ne nous paient pas comme nous devrions l'être, mais c'est nous les bénéficiaires de cette obligation. (Loucou 1986 Tome 2: 83)

Nous pouvons cependant nous interroger sur la différence entre la colonisation française et la colonisation britannique. Pendant que les Britanniques se contentent d'une colonisation purement économique, les Français mettent en place une colonisation civilisatrice d'assimilation des peuples africains. L'Empire Britannique facilite la propagation des technologies, l'essor du commerce, de la langue et du gouvernement britannique autour du globe. Cette hégémonie contribue à l'extraordinaire expansion économique de la Grande-Bretagne qui renforce considérablement son influence sur l'évolution du monde.

La France, pétrie de valeurs républicaines, se sent, elle, investie d'une mission civilisatrice. Dans le projet de la mise en valeur des colonies françaises, Marius Moutet, (ministre des colonies de mai 1936 à 1938) donne un aperçu de la colonisation française :

Selon son biographe, Jean-Pierre Gratien, «le discours de Moutet est celui d'un socialiste modéré, certainement plus républicain que socialiste. Il continue toujours à montrer son attachement aux valeurs républicaines, à la défense de la IIIème République», c'est «un adepte de la colonisation démocratique»; quelques pages plus loin, l'auteur dit que «Marius Moutet est un assimilationniste convaincu». Il pense que la colonisation doit permettre aux populations «indigènes» de l'empire de devenir un jour français. La République française, fille des Lumières et de Droits de l'Homme, doit avoir une attitude généreuse vis-à-vis des populations colonisées. Sûre de sa mission, elle doit en faire des citoyens qui seront la copie des citoyens de la métropole [...].

Son raisonnement est que, par l'obtention de certains droits politiques, l'«indigène» pourra être initié, peu à peu, à la démocratie, à l'exercice du droit de vote.

Tel est l'homme qui pendant des mois présida au destin des colonies. (Duval 2008: 253)

L'œuvre réglementaire du ministre Marius Moutet se traduit par plusieurs décrets d'importance ; les uns sont assimilés au code du travail indigène et règlent le statut des syndicats et les conditions du salaire minimum, les autres ont trait à la protection de la femme et de l'enfant dans les colonies. Il prend des décisions qui correspondent à son idéal démocratique et humaniste, attitudes qui lui viennent de sa conviction républicaine.

Aujourd'hui, les connaissances scientifiques de l'ADN rendent la notion de race obsolète. De plus, la globalisation atténue les différences entre les peuples.

L'influence occidentale que subit le discours de Félix Houphouët-Boigny est en grande partie d'origine française. Comme tous les leaders africains assimilés, Houphouët-Boigny est un défenseur de la francophonie, aime la France, son histoire, sa culture:

Les paroles si chaleureusement amicales que vous venez d'adresser à la délégation ivoirienne m'ont profondément touché. Je vous en remercie au nom de la Côte d'Ivoire qui, plus encore qu'à l'accoutumée, sera, pendant ces quelques jours, à l'écoute de la France. C'est avec une joie toujours renouvelée que je retrouve votre pays, qui est beaucoup le mien, toujours généreux, toujours courageux, toujours inventif, pays de la douceur de vivre et du travail fécond, de l'audace et de la sagesse, capable d'héroïsme mais épris de paix. (Houphouët-Boigny, en France, 3 mai 1976)

L'influence de la culture française est palpable à travers son mode de vie, de pensée, de parler etc. Le déplacement en France est pour le premier des Ivoiriens non pas un voyage mais le retour chez soi. Dans sa vie, il a été successivement Gaulliste, Pompidolien, Giscardien et Mitterrandien, tous présidents français aussi bien de droite, du centre comme de gauche. Mais c'est surtout avec les présidents de Gaulle et Mitterrand qu'il avait le plus d'affinités. Houphouët-Boigny nous livre un témoignage de ses relations avec François Mitterrand. Ils sont apparentés dans l'U.D.S.R. de René Pleven au début des années 1950:

[...]. Alors que nous étions déjà désapparentés (sic), nous devions assister à l'inauguration de ce port. Lagarosse et les colons sont allés voir Vincent Auriol pour lui demander de m'interdire le retour dans mon propre pays, sous prétexte que le gouvernement local ne pourrait assurer ma sécurité [...]. Mitterrand refusa de me prendre dans son avion. [...], des Français sont allés lui dire : « Prenez garde, Péchoux est en train de vous égarer. L'homme a le soutien de tout son peuple; il faut compter avec lui ». Et Mitterrand à partir de ce jour-là a changé. [...]. Nous avons eu un repas en 1956 après notre victoire. Il a répondu à notre toast en disant : « je n'ai pas de remords, mais j'ai des regrets. Je n'ai pas de remords, parce que mes prédécesseurs m'ont demandé d'appliquer la circulaire qui limite le nombre des élus R.D.A. J'ai laissé faire. J'ai des regrets parce que, vous connaissant mieux, comme je vous connais maintenant, je regrette qu'on ait privé le Parlement français d'homme de votre stature politique ». [...]. Et à partir de ce moment-là, nous avons coopéré étroitement. (Loucou 1986 Tome 2: 27)



Félix Houphouët-Boigny et François Mitterrand en 1957 (voir 40 ans du RDA du coordinateur Loucou 1986 Tome 1: 19).

Nous allons ressortir dans notre corpus les traits significatifs de cette influence. L'histoire nous a enseigné que, quand un peuple a la force économique, politique ou militaire, il a aussi la force culturelle. Sous Louis XIV (1638-1715), le rayonnement de la culture française était tel que le français se parlait partout en Europe et ce jusqu'à la Révolution Française de 1789. De même, la France, en octroyant l'indépendance à ses colonies d'Afrique Noire, était en position de force. Ne dit-on pas en Afrique que : «la main qui reçoit est toujours en-dessous ?» D'aucuns diront que: «celui qui donne est honoré tandis que celui qui reçoit est humilié».

Félix Houphouët-Boigny aime la France qui lui offre sa langue et celle-ci lui sert d'argument politique pour se construire une nation, sur le plan linguistique. Lui-même parlant un dialecte ivoirien parmi tant d'autres donc valorise le français comme langue de communication de masse. La langue française est un outil majeur de sa politique de communication en Côte d'Ivoire qui garde encore le monopole linguistique.

Ce constat nous fait remonter à la France jacobine qui va influencer la politique de Félix Houphouët-Boigny à plus d'un titre : l'unité de la langue et la centralisation d'un pouvoir fort. Il s'est inspiré de la tradition jacobine qui, pendant la Révolution française, a marqué durant une période (1789-1793), l'idéologie révolutionnaire. L'origine de ses idées sur l'exercice du pouvoir lui vient en grande partie de là, où un groupe de révolutionnaires, les jacobins vont influencer personnellement les événements car pour de nombreux auteurs, ils se trouvent à l'origine des États totalitaires :

***Jacobine** au XIIIème siècle. Emprunté du latin médiéval **jacobinus**, dérivé du bas latin **jacobus**, « Jacques ». 1. Sous l'Ancien Régime, nom qu'on donnait familièrement en France aux Dominicains, dont la première fondation parisienne se trouvait rue Saint-Jacques. 2. Hist. Parfois avec la majuscule.*

Nom donné aux membres d'une société politique qui s'établit, au début de la Révolution, dans le réfectoire d'un ancien couvent de dominicains, rue Saint-Honoré, à Paris. Le Club des jacobins jouèrent un grand rôle sous la Convention. Par extension. Se dit d'un partisan intransigeant des principes de la Révolution et, plus spécialement aujourd'hui, dans le langage politique, d'un défenseur déterminé d'un État centralisé et puissant. Un jacobin de cœur et de doctrine. Adjt. L'esprit jacobin. Des idées jacobines.⁵⁸

⁵⁸ <http://www.patrimoine-de-france.org/mots/mots-acade-53-26051.html> [Consulté le 15 juin 2014].

Le régime révolutionnaire français considérait qu'une langue unique pour la République était un élément clef pour l'unification, capable de remplacer l'ancien symbole unificateur qu'incarnait le roi. Par la suite, cette langue unique devient un symbole de la République et de ses valeurs : la démocratie, les droits de l'homme et le progrès.

C'est pour cela que les langues régionales et les dialectes en France étaient considérés comme une menace pour la République et devaient être réprimés et éradiqués. L'association d'idées établie à cette époque entre langues régionales et mentalités arriérées est restée présente dans le débat jusqu'à nos jours.

Nombreux étaient les auteurs qui corroboraient cette théorie. L'enquête de l'Abbé Grégoire, *sa première partie visait la description des dialectes, la deuxième, leur destruction; mais n'avouant qu'à demi son objectif.* (De Certeau, Julia et Revel 1975: 51). Il visait paradoxalement à la conservation et à l'extension progressive des langues et des patois, juste après la révolution.

L'unité linguistique est dans la Constitution Française de la V^{ème} République de 1958 que Félix Houphouët-Boigny a signée. Deux ans plus tard, il s'en inspire, ainsi que celle des États-Unis pour rédiger la première Constitution Ivoirienne de novembre 1960.

Les Français ayant choisi la langue française comme la langue de la République dans l'article 2 de leur constitution, passent à l'acte et œuvrent pour le maintien de celle-ci. Plus tard, ils vont renouveler cet engagement en refusant de signer la Charte Européenne qui est en faveur des langues régionales et minoritaires.

La Constitution de la Côte d'Ivoire est copiée sur le modèle français et épouse les clichés dominants à cette époque sur les langues régionales:

En 1960, Houphouët-Boigny se lance dans la rédaction d'une nouvelle constitution. Il s'inspire de la constitution américaine qui établit un exécutif puissant, et de la constitution française de 1958 qui limite certains pouvoirs du législatif [...]. Il transforme donc l'assemblée nationale en une simple chambre d'enregistrement votant les lois et le budget [...]; les députés sont désignés directement par lui [...], et le PDCI, totalement inféodé au président, doit se contenter de servir comme simple intermédiaire entre les masses populaires et de l'État [...].⁵⁹

⁵⁹ http://www.jesuismort.com/biographie_celebrite_chercher_/biographie-felix_houphoue...
[Consulté le 15 juin 2014].

Le président ivoirien s'est drapé dans la toge républicaine en croyant que les langues régionales pourraient porter atteinte à l'unité de la République et de la Nation Ivoirienne en construction dont il est le principal artisan.

L'idéologie sous-jacente à la constitution d'un État-Nation: «une langue, un peuple, une nation, un État» s'oppose donc à la reconnaissance et à la mise en valeur des langues et dialectes du pays. C'est ainsi que le français comme langue de l'État s'est imposé aux différentes langues maternelles des Ivoiriens par volonté politique, car comme le signale Jean-Louis Calvet dans sa métaphore des langues et des monnaies, « les langues locales à l'image de certaines monnaies sont non convertibles sur le marché aux langues » :

Les zones monétaires, c'est-à-dire les ensembles de pays dont les monnaies sont définies par rapport à l'une d'entre elles (zone dollar, zone sterling...) sont le lieu de relations inégales : lorsque des pays latino-américains comme l'Équateur ou l'Argentine se « dollarisent », ils acceptent du même coupleur subordination aux États-Unis. Parmi ces monnaies, il est, comme le dollar, l'euro ou le yen, qui permettent d'acheter n'importe quelle autre monnaie, de la même façon que l'anglais permet de communiquer partout. Mais il y a des monnaies non convertibles, avec lesquelles on ne peut pas acheter des dollars ou des euros, comme il y a des langues d'usage restreint, des langues non convertibles [...]. On voit que nous sommes confrontés à la valeur en quelque sorte marchande des langues, à un marché aux langues, comme il existe des marchés aux épices, aux fleurs ou aux oiseaux. [...] Sur ce marché, les langues, comme les monnaies, n'ont pas de parité fixe: elles peuvent se déprécier, être dévaluées ou, au contraire, gagner de la valeur. (Calvet 2002: 10)

C'est une République indivisible qui permet à l'État d'assurer l'égalité devant la loi de tous les citoyens. En son temps, le débat sur l'adoption des langues régionales n'étant pas à l'ordre du jour, Houphouët –impose subtilement la langue de Molière, reléguant les langues régionales ivoiriennes au second plan. Les études qui ont été faites sur les 4 dialectes les plus parlés et donc choisis comme langues nationales sont restées lettres mortes. Le père de la Nation a fait le choix du français pour son pays, est-ce une stratégie délibérée, une absence de volonté politique ou encore, une forme d'immobilisme ?

En France la décision des rédacteurs de la Constitution de la Vème République de privilégier le français au profit des langues régionales est initialement motivée par le souci de préserver la langue française face à la langue anglaise.

Ici, ce n'est plus l'argument jacobin qui voit dans les langues régionales une menace pour l'unité de la France, mais la volonté de braver la force d'expansion de l'anglais. La

politique du général de Gaulle qui veut s'émanciper des Anglo-saxons touche aussi le domaine culturel. Malgré toutes ces mesures, le français est aujourd'hui une langue minoritaire en Europe et elle l'est de plus en plus dans le monde. Pourquoi, dans ce contexte, continuer d'étouffer l'épanouissement des langues régionales ?

L'article 1 de la Constitution de la Côte d'Ivoire stipule que : *la langue officielle est le français* et même à l'intérieur de la Côte d'Ivoire, Houphouët-Boigny va s'exprimer en français quitte à envoyer les cadres de chaque région pour mieux faire passer son message auprès des populations des provinces et des villages. Le français lui permet de réussir l'unité linguistique dans son pays, rien ne sera fait pour valoriser les langues régionales sous son règne. Francophile jusqu'au bout des ongles, c'est naturellement qu'il se révèle grand défenseur de la francophonie, et c'est la raison pour laquelle ses adversaires politiques l'accusent d'avoir délaissé la culture ivoirienne au profit de la française. Mettant l'accent sur la scolarisation de tous les enfants ivoiriens, huit ans après l'accession à l'indépendance, la Côte d'Ivoire passe à l'heure du bilan de 5% à presque 50% d'enfants scolarisés selon son premier citoyen :

[...]: près de la moitié de nos enfants ne sont-ils pas désormais scolarisés alors qu'avant notre indépendance, ils n'étaient que 5% ? Les établissements secondaires et techniques ne sont-ils pas multipliés ? (Houphouët-Boigny, discours du 7 août 1968 à Abengourou)

En Côte d'Ivoire, au moment de l'indépendance, le français n'est pas la langue la plus répandue car le taux de scolarisation est faible. Il a néanmoins le privilège d'être la langue de l'enseignement mais n'appartenant à aucun peuple ivoirien en particulier, est-il pour autant source d'union ? Comme nous l'avons dit précédemment, la préférence du français instituée par Houphouët-Boigny, au détriment des langues ivoiriennes, a comme origine la théorie jacobine développée pendant la Révolution française de 1789. La Révolution a mis l'accent sur les droits communs à tous les citoyens, donc la nécessité d'une langue commune à tous les citoyens. Si c'est le français qui a été choisi comme langue commune c'est parce qu'il était déjà largement répandu, utilisé au sein de l'aristocratie et dans les échanges commerciaux, artistiques, littéraires et intellectuels.

Dans cette conception, l'acquisition d'une langue locale, perdue ou existante, relevait d'une liberté personnelle. Cette langue commune apportait la garantie d'une égalité de tous face à l'application de ses droits, à la liberté de déplacements ou encore aux échanges culturels, scientifiques, littéraires, politique, sociaux. Mais l'apprentissage des langues régionales est-il nécessairement source de désunion ?

Des pays frères, comme le Sénégal, le Mali, la Guinée, le Bénin pour ne citer que ceux-là, ont des langues africaines qui côtoient le français et ne sont pas moins unis que les Ivoiriens où l'unité est garantie non pas par la langue mais par la personne du président de la République. Le souhait d'Houphouët est que la construction de la Côte d'Ivoire comme celle des ex colonies francophones se fasse sur le modèle français:

C'est la Côte d'Ivoire qui veut aujourd'hui s'en aller, non pas à l'aventure, mais bâtir sa maison à elle. Je voudrais dire au bon peuple de France, pour le rassurer, qu'instruite par votre exemple, ayant été à l'école de vos vertus, la jeune Afrique indépendante saura se construire un avenir qui soit digne du vôtre. (Houphouët-Boigny, discours du 7 août 1960)

Le jacobinisme, c'est aussi l'indivisibilité de la souveraineté nationale, la vocation de l'État à transformer la société, la centralisation gouvernementale et administrative. C'est l'égalité des citoyens garantie par l'uniformité de la législation, la régénération des hommes par l'école républicaine, ou simplement le goût sourcilieux de l'indépendance nationale. Dans un référendum organisé le 27 avril 1969 portant sur le transfert de certains pouvoirs aux régions et la transformation du Sénat, de Gaulle propose d'introduire des représentants des organisations professionnelles et syndicales au sein des conseils régionaux. Mais la France tient à tel point à cette tradition jacobine que ce référendum se solde par un échec qui sera à l'origine de son départ du pouvoir:

Le non l'a emporté avec 52,41% des suffrages. Le général de Gaulle était à la Boisserie lorsqu'il a reçu les premiers résultats, mais ses proches savaient que, pour lui, la partie était jouée depuis quelques jours. Le 25, à l'issue de son ultime allocution à la télévision, il avait dit : «Tout est foutu» ; il ajoutait un peu plus tard: « Pensez-vous que ça ira, comme sortie ? » Ce matin, il allait voter avec madame de Gaulle à la mairie de Colombey avant de rentrer tous deux pour un petit déjeuner en tête-à-tête à la Boisserie. En arrivant vendredi soir, il avait prévenu la cuisinière : Nous rentrons définitivement. [...] Charlotte, c'est pour de bon ! (Legrand sur De Gaulle 1997: 100)

Dans cette nébuleuse de sens domine toujours la figure centrale de l'autorité publique souveraine et indivisible, dominant la société civile. C'est l'image d'Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire qui, à travers la centralisation du pouvoir, a pu diriger le pays sans partage, ayant contrôle sur tout parce qu'étant seul maître à bord.

Cette influence de la culture française pourrait venir de plus loin, de la période du grand siècle (1594-1715, période rayonnante pour l'histoire de la France). Il est facile de lui trouver des familiarités avec le siècle de la mesure, de la raison, de l'ordre, de l'harmonie. Son pragmatisme politique le situe dans la juste proportion entre le but qu'il poursuit et les forces de l'État qu'il veut créer d'où sa politique des circonstances qu'il essaie habilement de tourner à son avantage. Son goût du concret et son sens des réalités l'ont guidé, ils ont certainement inspiré sa réflexion et motivé son action. Le grand siècle, qui est caractérisé par une longue période de stabilité sociale et de prospérité économique, a permis à la France d'atteindre un prestige jusqu'alors inégalé dans plusieurs domaines.

II.1.1.6.1.2.1 L'influence de la personnalité de de Gaulle sur la politique de Félix Houphouët-Boigny.

Un autre aspect de l'influence française que nous voudrions souligner concerne la personnalité politique du général de Gaulle. Houphouët-Boigny, comme tous ses contemporains (hommes politiques français et leaders africains), a été fortement impressionné par la personnalité du général. Par sa bravoure politique, l'homme du «18 juin 40» avec qui il a eu le privilège de travailler va l'influencer personnellement. C'est pourquoi nous leur trouvons des similitudes dans les choix politiques:

Un de nos amis, le Président Maurice Yaméogo, résumait les sentiments que nous éprouvons tous à l'égard de ce chef illustre, le Général de Gaulle, chargé de tant de gloire, quand il affirmait qu'en libérant les peuples africains d'expression française, le Général de Gaulle était entré dans l'immortalité.

Je voudrais, Monsieur le Ministre d'État, vous demander d'être auprès du Général de Gaulle l'interprète des sentiments affectueux que nous nourrissons à son endroit.

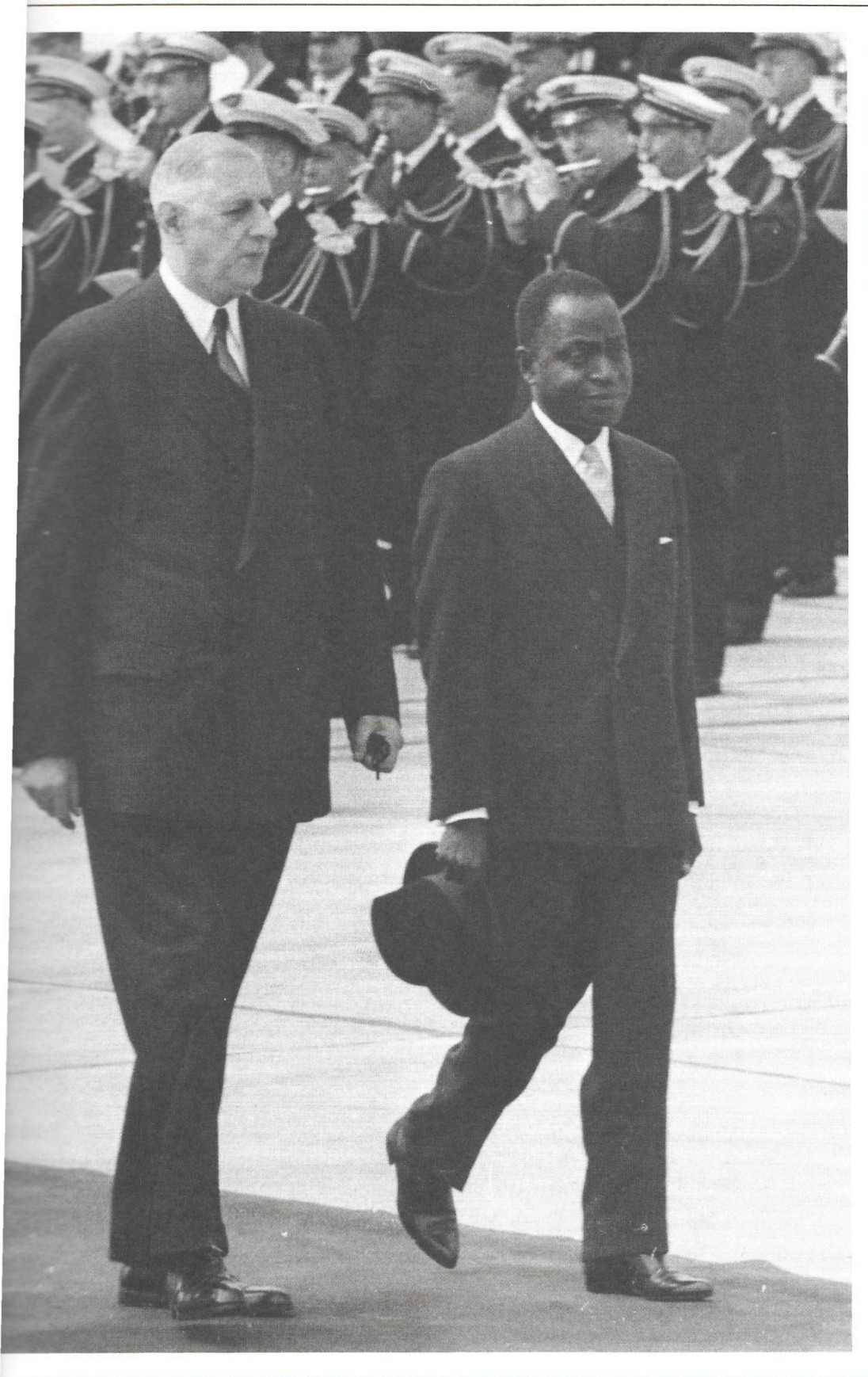
Vous lui direz combien nous sommes attachés à sa personne.

Mais lui direz également qu'en quittant la grande famille française, nous savons «vous ne le dites pas, mais vous le pensez comme nous le pensons» ce n'est pas sans regret de part et d'autre. (Houphouët-Boigny, discours du 7 août 1960)

Félix Houphouët-Boigny considère le général de Gaulle comme le plus grand homme politique de son époque, auprès de qui il a beaucoup appris:

Ce que je puis vous dire, moi qui le connais-il m'a honoré de son amitié- c'est que c'est un des plus grands hommes de notre temps, pour ne pas dire le plus grand [...]. Sous cette écorce dure que les gens qui ne le connaissent pas reconnaissent, bat un cœur en or, fait de principes très chers: fidélité à des principes, fidélité à des amitiés.

Voilà le général de Gaulle [..:]. Il m'a honoré de son amitié, et j'ai pris beaucoup d'exemples, je ne l'imiterai jamais assez, mais j'ai appris beaucoup avec le général de Gaulle, pendant le peu de temps que j'ai servi sous son gouvernement à Matignon, et le peu de temps que j'ai pu, en tant que pays indépendant, avoir des relations avec lui, [...]. (Loucou 1986 Tome2: 69)



Présidents Charles de Gaulle et Félix Houphouët-Boigny (voir dans 40 ans du RDA
du coordinateur Loucou Tome 2, 1986 : 71)

Après la fin de la II^{ème} Guerre mondiale, le général de Gaulle cherche l'unité nationale par la participation de la France à la signature des accords d'armistice, le 8 mai 1945 à Berlin. Comme lui, Houphouët-Boigny cherche à obtenir l'unité nationale en Côte d'Ivoire pour bâtir la nation. Il réussit car tous les hommes politiques Ivoiriens veulent participer à la construction de leur pays. Ainsi, il obtient la dissolution des autres partis politiques d'avant l'indépendance et fait du sien, le PDCI-RDA, l'unique parti sur la scène ivoirienne. Après l'indépendance de 1960, il affirme à l'intérieur comme à l'extérieur du pays qu'il est le garant de la stabilité dans son pays. Il soigne ses relations avec la France qui assure la sécurité de son régime. Il est pour un pouvoir central et veut un exécutif fort, entreprend la construction d'une nation dont la finalité reste l'unité nationale. Houphouët-Boigny se met au-dessus de la mêlée et parle un français châtié pour inviter ses concitoyens à l'imiter. L'État sera le gérant de l'intégration nationale en exigeant de chaque région du territoire, de chaque citoyen et de chaque génération, d'être solidaire les uns des autres. Houphouët sait que la cohésion nationale qu'il veut obtenir n'est jamais totalement à l'abri des forces de désintégration, telles que le tribalisme, l'analphabétisme, le chômage, parce que la nation se construit sur des générations comme toute œuvre de longue haleine. Il veut donner des bases solides : l'unité nationale et un exécutif fort.

En 1945, le général de Gaulle milite pour un exécutif fort. Ne l'ayant pas obtenu, il démissionne un an après. Rappelé plus tard au pouvoir, il pose, comme préalable à son retour, la rédaction d'une constitution qui instituerait un exécutif fort. Ce sera fait dès le 28 septembre 1958 avec l'adoption de la Vème République:

La Constitution de la Vème République est massivement approuvée : 79,2% des suffrages se sont exprimés en faveur du oui en métropole. Le score atteint 96% en Algérie, et dans les territoires et possessions d'outre-mer il est de 93%. Seule la Guinée a voté non. Elle devient indépendante et s'est donc exclu de facto de ce qui va remplacer l'Union française, la Communauté. C'est un triomphe sans surprise pour le général qui y voit la confirmation de la lassitude des Français à l'égard du régime précédent. Du texte adopté, il faut retenir que le précédent, élu par un collège élargi de grands électeurs, voit ses pouvoirs étendus, disposant d'un vaste domaine réservé, alors que ceux du Parlement sont réduits. Il nomme le Premier ministre, peut exercer les pleins pouvoirs et, enfin, recourir au référendum. (Legrand sur De Gaulle 1997: 53)

La position de de Gaulle face au système communiste est sans ambiguïté : il est totalement anticommuniste. Il a prophétisé la chute du système et prôné la normalisation des relations avec ces régimes «transitoires» aux yeux de l'Histoire de façon à jouer le rôle de pivot entre les deux blocs. En ce qui concerne l'Europe, de Gaulle est partisan d'une «Europe des nations», où celles-ci doivent conserver leur pleine souveraineté. Il est hostile à l'idée d'une Europe supranationale. En désaccord avec l'orientation prise par la construction européenne, la France va pratiquer la «politique de la chaise vide» de juin 1965 à janvier 1966:

Le 14 décembre 1965, de Gaulle déclara: « Bien entendu, on peut sauter sur sa chaise comme un cabri en disant l'Europe ! L'Europe ! L'Europe ! Mais cela n'aboutit à rien et cela ne signifie rien.» Pourtant, c'est bien l'Europe qui fixe le cadre de son ambition, une Europe qui va même « de l'Atlantique à l'Oural », gommant d'un trait le provisoire rideau de fer. En effet, le pivot de la politique étrangère française est le rapprochement avec l'autre poids lourd du continent: l'Allemagne. C'est le vieux rêve de la diplomatie française que répète ici de Gaulle, en tournant le dos aux «Anglo-saxons».⁶⁰

Houphouët ne veut pas d'une Afrique supranationale mais plutôt d'une Afrique des nations, une Afrique solidaire dans sa diversité dont l'unité, pour qu'elle soit effective, doit se faire progressivement sans faire perdre à chaque État sa singularité.

Le premier président ivoirien croit en l'unité africaine mais il est trop rigoureux pour rêver et c'est fort de sa connaissance de la mentalité africaine qu'il pense qu'elle n'est pas réalisable à court terme. Houphouët-Boigny souhaite un projet qui soit mûrement réfléchi, susceptible de se réaliser à long terme et dans des conditions précises, afin que chaque État puisse s'épanouir, s'affranchir de la tutelle d'un autre pour préserver son identité nationale tout en étant solidaire des autres :

[...]. Senghor qui est un grand homme à nous, un grand érudit, ne connaît pas l'Afrique. [...]. Je vais vous dire une chose : pendant toute la lutte coloniale, une bonne partie des fonds qui servaient à alimenter la caisse de la Fédération ne venait pas de la France. Ce sont les recettes prélevées au niveau de nos territoires qui les constituaient, [...]. Mais, néanmoins, les bases n'étaient pas préparées à cette solidarité. La masse devait maintenir cette cohésion, si elle était responsable. Elle ne l'est pas. [...].

⁶⁰ http://fr.wikipedia.org/wiki/Charles_de_Gaulle [Consulté le 15 juin 2014].

Voilà les raisons pour lesquelles, connaissant mieux les hommes parce que je suis resté dans le pays jusqu'à l'âge de quarante ans avant d'aller en France, les autres sont restés en France et ne sont revenus ici qu'après quarante ans. De bonne foi, ils ne connaissent pas l'Afrique, ils sont excusables. Mais moi, conduisant des peuples, je n'ai pas le droit d'entraîner des frères dans des guerres fratricides ! (Loucou Tome 2: 43 et 47)

Il faut d'abord se mettre au travail compte tenu de l'urgence des besoins des populations africaines. Il faut faire du concret graduellement dans chaque nation africaine avant de passer au niveau continental. Tous les projets doivent être conçus avec une dose de réalisme, et doivent être réalisables à court terme avant de se lancer dans de grands projets lointains. Il faut que les leaders africains soient plus responsables dans leur conception de l'unité africaine afin qu'elle soit effective et il faut un travail de fond qui est une tâche de longue haleine :

Au contraire, la seule préoccupation que nous devons avoir dans l'esprit, c'est le progrès constant des populations africaines qui ont un long retard à rattraper, qui vivent dans des régions insuffisamment développées et équipées.

Ne visons pas des buts irréalisables, du moins dans un délai rapproché.

Certes, dans la vie des peuples, il faut sans cesse considérer l'avenir, même le plus lointain. L'Afrique est le pays des rêves, dit-on. Mais en Afrique l'action talonne le rêve.

Nos populations demandent des satisfactions immédiates. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

Félix Houphouët-Boigny développe des relations stables entre le continent africain et les pays occidentaux au sein desquels la France occupe une place primordiale. Avec les pays limitrophes, Houphouët-Boigny entretient une politique de bon voisinage. La diplomatie ivoirienne préconise la pratique du dialogue dans toutes les instances internationales. Elle joue un rôle actif dans la recherche de règlements négociés des conflits africains. Le président de Côte d'Ivoire, principal inspirateur et acteur de cette diplomatie, est le médiateur et conciliateur reconnu en Afrique et hors du continent. Maintes fois, il se retrouve seul à essuyer les railleries de nombres de ses pairs africains qui dénigrent sa politique de dialogue. Les sommets africains sont le cadre idéal pour ce genre de manifestations où il se retrouve souvent seul à défendre sa vision politique, ce qui l'amène à boudier certains sommets africains sans que cela n'entame en rien sa volonté de poursuivre sa politique. C'est pourquoi il est le premier chef d'État africain à entamer le dialogue avec l'Afrique du Sud sous l'apartheid, au nom d'une philosophie personnelle.

Du côté américain, le geste est des plus apprécié. Le secrétaire d'État américain Chester Crocker, en Afrique du Sud constate: *L'Afrique s'implique dans un engagement constructif.* Houphouët a-t-il eu raison trop tôt ?

À l'image du général de Gaulle qui préférait la consolidation des relations franco-allemandes à l'entente transatlantique dominée par les anglo-saxons, Houphouët-Boigny préfère la politique d'entente ouest-africaine qu'il croit réalisable à court terme au cas par cas, à l'unité continentale. Ceci explique le fait qu'il mette un dynamisme particulier à la création du Conseil de l'Entente en mai 1959, premier témoignage important de sa politique de solidarité africaine :

Fidèle à ses convictions, Félix Houphouët-Boigny lance l'idée de « l'Entente », au sein de laquelle les Etats membres de la Communauté organiseront la coopération et la solidarité entre les anciens territoires de l'Afrique occidentale française, sans création d'institutions de caractère souverain.

Cependant, dans chaque Etat, les Assemblées locales se transforment en « Constituantes », et on assiste à des revirements spectaculaires : la Haute-Volta et le Dahomey renoncent au projet « Mali » pour rejoindre « l'Entente ».

En définitive, le Mali réunira uniquement le Sénégal et le Soudan, avec le support du parti de la « Fédération africaine », qui remplace le P.R.A. Le Mali ne tardera pas à réclamer des transferts de compétences et des attributs de souveraineté. (Loucou 1986 Tome 1: 91)

Ainsi que nous l'avons précédemment démontré, il s'agit pour le leader ivoirien de préserver le maintien des relations étroites entre la France et la Côte d'Ivoire, point de focalisation des rapports au sein de l'institution sous régionale. Par-delà l'accession à la souveraineté internationale, le Conseil de l'Entente conservera ce souci fondamental d'instaurer un climat de confiance propice à l'afflux d'aide et de capitaux privés occidentaux au sein des États-membres. Cette structure souple va s'avérer d'autant plus essentielle dans le processus de diffusion de l'influence française en Afrique de l'Ouest dans laquelle le président ivoirien occupe une position enviable de leadership incontestable.

Ce pragmatisme politique amène Félix Houphouët-Boigny à pardonner déceptions et trahisons auxquelles il a dû faire face dans sa carrière politique. Pour réussir à imposer l'indépendance aux partisans de l'égalité de la Communauté franco-africaine, le général de Gaulle utilise un vieux et banal stratagème bien connu en politique : diviser pour mieux régner. C'est donc délibérément qu'il met Houphouët-Boigny et Léon M'Ba (leader du Gabon) fervents

défenseurs de la Communauté devant le fait accompli en accordant l'indépendance à l'ensemble formé par le Sénégal et le Soudan français (actuel Mali).

Quand nous pensons au combat politique de de Gaulle pour se libérer de l'influence anglo-saxonne, nous croyons que c'est avec du recul qu'il comprit que le temps sera l'indomptable adversaire de la Communauté maintenue dans son état actuel. En d'autres termes, le président des Français caresse un rêve difficile à réaliser face à son ministre ivoirien de la politique africaine qui défend plutôt l'égalité. De façon plus pragmatique et aussi plus réaliste, de Gaulle sait donc qu'à long terme les revendications fondamentales de ces Africains et de leurs populations finiront par se réaliser un jour. Tenir l'Empire franco-africain en 1958, c'est donc parier sur la contagion libérale, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le suffrage universel. Autrement dit, plaquer un schéma européen sur une réalité coloniale et espérer des institutions légitimes et démocratiques qui permettent d'associer les destins des peuples. Le général comprend que le désir de liberté des Africains des années 40 et 50, désir trop longtemps opprimé par les autorités coloniales finirait par être inévitable. C'est discrètement qu'il décide de neutraliser ses « adversaires trop avertis en politique », mettant en œuvre une stratégie d'affaiblissement. Contrairement à ce que l'histoire nous fournit comme information, à qui devons-nous l'indépendance fictive de l'Afrique imposée par une volonté franco-française aux partisans de l'égalité dans la Communauté franco-africaine: à la sécession des uns ou à la balkanisation attribuée au leader ivoirien ?

Ceci nous montre qu'au départ, les grandes envolées de l'union des Africains ne sont que pure démagogie, chaque leader menant sa politique personnelle. Houphouët n'en est pas dupe, comme nous le montre le témoignage ci-dessous :

Dans mon livre, j'expose la façon dont le Général s'y prit pour atteindre ce but, négociant en sous-main, durant l'automne-hiver 1959-1960, notamment avec Léopold Sédar Senghor et Modibo Kéita. Au terme de pourparlers secrets, il leur accorda l'indépendance pleine et entière, le tout sans passer par un référendum dans les États concernés, [...]

Mieux encore, de ces négociations très privées entre De Gaulle, Senghor et Keita, il ressortit que, devenue indépendante, la Fédération du Mali, groupant le Sénégal et le Soudan français, toucherait davantage d'argent de la France qu'elle n'en recevait jusque-là dans le cadre de la Communauté [...]. Loin de recevoir les foudres du Général comme Sékou Touré à peine un an plus tôt, les sécessionnistes se voyaient ainsi accorder une véritable « prime à

l'indépendance ». Autant dire que le chef de l'État français, en principe, garant de la Communauté, encourageait sa dislocation à coups de millions de francs [...]»⁶¹

Bien entendu, cet arrangement s'est fait à l'insu de tous, et surtout des autres dirigeants africains et en particulier aux dépens des défenseurs de l'égalité (dont Houphouët-Boigny et Léon M'Ba) que le Général accula à la sécession.

Une fois affaiblis, ils se voient imposer les conditions de l'indépendance. C'est malgré lui qu'Houphouët-Boigny accepte la souveraineté nationale de la Côte d'Ivoire qu'il dit vide de sens sans une indépendance économique. En accordant l'indépendance aux colonies d'Afrique Noire, l'homme de la France libre veut se « désengager » du fardeau que celles-ci représentent pour son pays. Mais en même temps, il refuse de « lâcher » les jeunes États africains dans la réalité. En effet, la décolonisation permet d'esquiver efficacement une forte présence de noirs en France. Mais le « largage » vise, aussi à organiser le néocolonialisme car si les États africains restaient liés à la métropole dans un cadre strictement démocratique, le colonialisme finirait par mourir de sa belle mort.

En effet, dans le jeu démocratique favorisé par le nouveau contexte international, qui appelle les peuples à disposer d'eux-mêmes, l'exploitation des peuples d'outre-mer ne perdurerait pas. Ne serait-ce que par la sanction des urnes, les citoyens d'Afrique autant que ceux de la métropole, seraient contraints tôt ou tard à évoquer le problème de leur égalité. La République recommandant l'égalité de tous les citoyens, les populations privées de celle-ci allaient y avoir droit, soutenues dans leurs revendications par des Français pour qui les lois de la République devaient être appliquées à tous. Les autorités françaises de l'époque savent pertinemment qu'à long terme une telle iniquité « l'inégalité contenue dans la Communauté franco-africaine » déjà décriée par certains leaders africains ne pourrait tenir longtemps d'où la tournure brutale et inespérée que donne le Général à la Communauté au grand dam de ses proches collaborateurs africains et de tous ceux qui s'y sont attachés : les fervents défenseurs de l'Afrique française. C'est plus tard que De Gaulle expliquera discrètement les raisons qui ont motivé sa décision :

Les murs ayant des oreilles, c'est à voix basse qu'il confia d'ailleurs à Alain Peyrefitte, en juillet 1962: « [...] vous savez, c'était pour nous une chance à saisir: nous débarrasser de ce fardeau, beaucoup trop lourd maintenant pour nos épaules, à mesure que les peuples ont de plus

⁶¹ <http://www.bakchich.info/article543.html> [Consulté le 15 juin 2014].

en plus soif d'égalité. Nous avons échappé au pire ! [...]». Hommes à la lucidité proverbiale, le Général savait que ce qui guettait la Communauté franco-africaine, une fois lui, de Gaulle, disparu (et son grand-âge plaçait cette échéance, au plus tard, à moyen terme), c'était que les Africains obtinssent ce qu'ils avaient toujours réclamé: l'égalité.⁶²

Malgré ce désaccord politique, son estime pour le président ivoirien reste intacte, le général de Gaulle lui reconnaît ses qualités d'homme politique:

« [...] Le général de Gaulle, néanmoins, ne cessera de manifester une grande estime à l'égard du chef d'Etat ivoirien. Dans ses «Mémoires d'espoir», il portera sur lui ce jugement flatteur : « [...] Cerveau politique de premier ordre, de plain-pied avec toutes les questions qui concernent non seulement son pays, mais aussi l'Afrique et le monde entier, ayant chez lui une autorité exceptionnelle et, au-dehors, une indiscutable influence et les employant à servir la cause de la raison». (Loucou 1986 Tome 1: 505)

Certes, le président des Français aurait probablement souhaité, dans un monde théorique, qu'une Communauté française continuât d'exister. Seulement, il aurait voulu qu'elle demeurât sous la domination exclusive de la France métropolitaine, avec une Afrique en définitive vassalisée. Cette même conception a sous-tendu les agissements de la France lors des événements en Algérie. Pour le général, les Algériens sont différents des Français et il ne fallait pas leur proposer l'alternative de l'intégration. En un mot, l'Algérie française n'est pas envisageable. Il n'est pas surprenant qu'en privé le général de Gaulle tienne des propos parfois nettement racistes. Paris, 5 mars 1959, le général de Gaulle ne croit pas à l'intégration des Algériens. Il s'en ouvre à Alain Peyrefitte :

Les musulmans, vous êtes allés les voir ? Vous les avez regardés, avec leurs turbans et leurs djellabas ? Vous voyez bien que ce ne sont pas des Français ! Vous croyez que le corps français peut absorber dix millions de musulmans ? [...]. Mon village ne s'appellerait plus Colombey-les-Deux-Églises mais Colombey-les-Deux-Mosquées [...]. Nous sommes [...] avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne. (Legrand sur De Gaulle 1997: 57-58)

Ou encore dans une de ses petites phrases parlant de l'intégration des Algériens, de Gaulle montrait qu'il craignait vraiment pour l'avenir de son pays:

⁶² <http://www.bakhich.info/article543.html> [Consulté le 15 juin 2014].

Avez-vous songé que les Arabes se multiplieront par cinq puis par dix, pendant que la population française restera stationnaire ? [...]. Vous voyez un président arabe à l'Élysée ?
(Legrand sur De Gaulle 1997: 57-58)

Et pour qu'une « certaine idée de la France » soit possible comme il l'entend, le Général est loin de vouloir mettre un terme au colonialisme. La prétendue décolonisation, orchestrée par lui, avec la complicité de la majorité de la classe politique métropolitaine, vise en réalité la poursuite de l'exploitation de l'Afrique. Autrement dit, les prétendues « indépendances » sont conçues, dès l'origine, comme de véritables tremplins du néocolonialisme.

Pour certains membres et agents du gouvernement français, ce n'est pas une bonne chose que la métropole abandonne sa mission civilisatrice et elle doit plutôt continuer son œuvre en accompagnant main dans la main ses « protégés » jusqu'à leur maturité. De sorte que l'indépendance est définie dans une interdépendance institutionnalisée : cas de l'armée, de la monnaie et du commerce extérieur. En effet, de Gaulle est convaincu que les liens de l'interdépendance ne peuvent venir qu'après l'indépendance. La décolonisation est organisée selon cette vision d'interdépendance. C'est également cette même vision qui a orienté sa politique algérienne:

[...]. Plus les Algériens seront libres, plus ils seront unis à la France. Il veut l'indépendance dans une interdépendance institutionnalisée par une Communauté. Mais « les liens de l'interdépendance ne peuvent venir qu'après l'indépendance, et, je le précise, à la demande des intéressés ». « On ne bâtit rien, on ne reconstruit rien sinon sur la base préalable de l'interdépendance. C'est ensuite que des liens pourront être renoués. Si l'on n'agit pas ainsi, tout sera pourri ». L'interdépendance est certaine, l'association ne l'est pas. [...].

La France n'entreprendrait pas une Algérie qui n'offrirait rien en échange de ce qu'elle aurait à demander, car « l'Algérie nous coûte, c'est le moins que l'on puisse dire, plus qu'elle ne nous rapporte ». Elle regrouperait ses ressortissants et protégerait ses intérêts pétroliers, abandonnant à son triste sort l'Algérie qui a plus besoin de la France que l'inverse.⁶³

C'est pourquoi les premiers dirigeants sont tous des « amis de la France » et seront, à cette condition, soutenus économiquement, financièrement, politiquement et militairement par les

⁶³ http://guy.perville.free.fr/spip/article.php3?id_article=136 [Consulté le 15 juin 2014].

différents présidents Français, en marge de leur idéologie politique. C'est le principe qui a orienté la politique de coopération. Mais elle n'a pas été organisée sur des bases d'égalité à cause de son intolérable caractère de rapport exclusif avec l'ex puissance coloniale.

Cette ambivalence de la politique française à la veille de l'indépendance de ses colonies a sa contrepartie sous d'autres formes en Afrique. En effet, les dirigeants africains sont convaincus d'être perdus sans l'aide de la France, qu'ils n'hésitent pas à solliciter régulièrement. Les relations entre les deux camps sont si ambiguës qu'une personne étrangère au système n'y comprend rien. C'est le résultat direct de la politique de proximité accompagnée d'un mélange des genres qui a prévalu dans ces cinquante dernières années.

Tout ce processus consiste à organiser la continuité dans le changement sans le risque d'une invasion du territoire français:

En ce sens et paradoxalement, serais-je tenté d'ajouter en reprenant une célèbre formule de Lénine, on pourrait dire que la décolonisation, loin d'être une défaite du capitalisme, fut en réalité son « stade suprême », doublé d'un autre stade suprême : celui d'une forme rampante du racisme. UN choix réactionnaire décidé par un « officier de filiation nationaliste et conservatrice, voire monarchiste » (Pierre Viansson-Ponté), aux yeux de qui la France était « avant tout une nation de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne [...].

De vous à moi, chers lecteurs, ce qui me frappe, à vrai dire, [...] c'est que la thèse qui prévaut encore exclusivement aujourd'hui est celle du général de Gaulle en personne, telle qu'il la « servit » [...], aux journalistes et au monde entier, lors de sa conférence de presse du 11 novembre 1959. Conférence de presse au cours de laquelle il fit mine de fustiger les partisans de l'abandon, alors qu'au même moment, il négociait secrètement l'indépendance de la Fédération du Mali [...] avec Léopold Sédar Senghor et Modibo Kéita, [...].⁶⁴

L'émancipation de l'Afrique noire française et de l'Algérie ouvre la voie à une politique concernant l'ensemble du Tiers-Monde. Le choix des modalités de l'indépendance revient à la France qui doit se faire le champion de toutes les indépendances : en dépit de ses limites, ses moyens d'action font d'elle la partenaire naturelle de tous les pays qui, soit accèdent à la souveraineté nationale, soit doivent la préserver, ou encore ont à se défendre des grandes hégémonies. Telle est désormais la politique française.

⁶⁴ <http://www.bakhich.info/article543.html> [Consulté le 15 juin 2014].

Ce qui inspire de Gaulle dans son action internationale comme du reste, dans sa vision du destin historique de la France, c'est la conviction que l'ultime réalité, dans l'histoire et dans les sociétés, c'est la nation. C'est donc dans un enchaînement logique qu'il défend la neutralité du Cambodge et du Laos, qu'il condamne la guerre américaine au Vietnam, qu'il s'oppose à l'expansion territoriale d'Israël et condamne son initiative de guerre de 1967. Le président de Gaulle reconnaît la volonté d'émancipation du Québec et se lance dans une politique de coopération ouverte aux États de tous régimes. De même, la reconnaissance de la Chine communiste dès le 27 janvier 1964 va dans ce sens ainsi que son voyage dans le bloc de l'Est en juin 1966. Les relations de la France sous de Gaulle avec les États-Unis est des plus délicates car, en dehors des vraies crises comme celles de Berlin (en 1961) et de Cuba (en 1962) qui vont réunir les deux pays, la France prend ses distances:

C'est ainsi qu'il ne voyait dans les idéologies que le masque ou l'instrument des entreprises ou des ambitions nationales : les intérêts nationaux devaient finir par avoir le dernier mot. De là son diagnostic sur le monde communiste : il envisage, dès 1959, que Chine et Russie en viendraient à s'opposer. Il en déduisait la politique à mener : il fallait avoir avec tous les États communistes des rapports d'État à État, et contester toute l'idée de bloc à l'Est, comme on le ferait à l'Ouest. On ne s'inspirerait que de l'intérêt de la France, mais en prenant en considération le fait que ses partenaires ne s'inspireraient aussi que de leurs intérêts nationaux.

Passé les crises de Berlin en 1961 et de Cuba en 1962, et la fin de la guerre d'Algérie ayant mis un terme à une source de tension entre la France et les pays socialistes, de Gaulle s'engage dans la voie qu'il s'était fixée : la reconnaissance de la Chine populaire, un grand périple en Union soviétique, le triptyque « détente-entente-coopération » marquant désormais les relations avec l'Est, furent autant d'étapes dans cette voie.⁶⁵

Une autre raison amène sans doute le général de Gaulle à rompre unilatéralement avec la Communauté franco-africaine. Dans les années 1950, des voix anticolonialistes encouragent l'abandon des colonies qui reviennent chères à la métropole afin de centrer la politique sur les besoins métropolitains. La figure de proue de cette pensée est le journaliste chroniqueur Raymond Cartier (journaliste français, né à Niort en 1904 et mort en 1975) dont les chroniques qui portent sur l'actualité internationale et la géopolitique font le succès. Reconnu comme une voix officieuse de la France, son anticolonialisme pragmatique et argumenté est souvent

⁶⁵ http://www.gaullisme.fr/politic_etrangere.htm [Consulté le 15 juin 2014].

caricaturé par un public ne retenant que quelques phrases chocs. Son anticolonialisme réaliste souligne que la France doit privilégier son propre territoire (la métropole) avant de s'occuper de ses colonies. Tout naturellement, il soutient avec force la construction européenne, rédigeant plusieurs articles et livres sur l'Europe. Ce sentiment est assez répandu à l'époque. Il apparaît que la possession de ces territoires est désormais un handicap pour la France et pour son rang de grande puissance. Le courant de pensée qui s'en suit porte son nom : «le cartiérisme.» :

Le cartiérisme est un courant d'idées qui, à la fin des années 1950 en France, estimait que les colonies coûtaient trop cher, et qu'il valait mieux financer «la Corrèze avant le Zambèze». Le mot vient du journaliste à Paris-Match Raymond Cartier.

« Le colonialisme a toujours été une charge en même temps qu'un profit, souvent une charge plus qu'un profit. Dans les conditions et sous les servitudes politiques, c'est plus vrai que jamais ».Paris-Match, 18 août 1956.

L'expression est encore utilisée aujourd'hui pour qualifier, souvent de façon péjorative, l'opposition aux politiques publiques d'aide au développement. [...].

Il faut signaler que la formule « plutôt la Corrèze que le Zambèze », si elle a l'avantage de la concision et de la rime, est fautive historiquement parlant « le Zambèze n'a en effet jamais été une colonie française.⁶⁶

Nous constatons que l'influence du courant cartiériste s'est exprimée dans la politique africaine de la France au moment de l'octroi de l'indépendance.

En juillet 1962 au sujet du projet de l'élu du Gabon, de Gaulle confie à son Secrétaire d'Etat Alain Peyrefitte :

[...]. Vous savez, c'était pour nous une chance à saisir : nous débarrasser de ce fardeau, beaucoup trop lourd maintenant pour nos épaules, à mesure que les peuples ont de plus en plus soif d'égalité. Nous avons échappé au pire ! [...]

Au Gabon, Léon M'Ba voulait opter pour le statut de département français. En pleine Afrique équatoriale ! Ils nous seraient restés attachés comme des pierres au cou d'un nageur ! Nous avons eu toutes les peines du monde à les dissuader de choisir ce statut. Heureusement que la plupart de nos Africains ont bien voulu prendre paisiblement le chemin de l'autonomie, puis de l'indépendance.⁶⁷

⁶⁶ http://fr.wikipedia.org/wiki/Raymond_cartier [Consulté le 15 juin 2014].

⁶⁷ <http://www.bakchich.info/article543.html> [Consulté le 15 juin 2014].

De Gaulle lui fait cette confiance après avoir accordé la souveraineté aux colonies de l'Afrique Noire. Il est sûr d'avoir fait une bonne affaire en se débarrassant littéralement des leaders africains qui militent pour l'égalité dans la Communauté franco-africaine. Sa réflexion nous montre qu'il lui a fallu employer les grands moyens pour arriver à ses fins. Tout ce que nous venons de voir démontre que de Gaulle avait une certaine idée de la France. Comme lui, le président ivoirien va construire son idée de la Côte d'Ivoire à la seule différence que le leader politique européen a les moyens de sa politique alors que son homologue africain doit faire la politique de ses moyens.

La stabilité intérieure de la Côte d'Ivoire mais aussi celle de son environnement régional et continental font figure de composantes intégrales de la politique de développement d'Houphouët. Le développement harmonieux de la Côte d'Ivoire dépend de deux facteurs majeurs: d'une part des investisseurs Français et de la main-d'œuvre qualifiée française, et d'autre part de la bonne relation de la Côte d'Ivoire avec la France.

Félix Houphouët-Boigny n'est pas le genre de dirigeant qui suit l'opinion d'autrui car il a une forte personnalité et le potentiel pour frayer son propre chemin. Il est de ceux qui guident leur peuple, une locomotive à laquelle sont précautionneusement attachés les wagons de la nation. Il a donc un projet auquel il tient et même si les autres ne comprennent pas toujours où il va et que sa réalisation est difficile, Houphouët-Boigny s'y accroche. Il sait qu'il ne se trompe pas et trouve qu'il serait malhonnête de sa part de ne pas vivre ce en quoi il croit.

C'est autour de ces aspects qu'Houphouët-Boigny construit la diplomatie active ivoirienne avec une conscience aiguë des contraintes qui sont les siennes dans les rapports interafricains fréquemment turbulents évoqués par lui-même. Cette façon de diriger va converger avec la politique africaine de de Gaulle. C'est ainsi que mutuellement ils vont se laisser influencer:

Ce n'est qu'à partir de 1964 que, si l'on croit divers témoignages, une évolution sensible intervient dans les rapports que le président ivoirien entretient avec Jacques Foccart et le général de Gaulle. Ce dernier, un an auparavant, a fourni à Houphouët-Boigny des assurances fermes quant au soutien que les troupes françaises basées à Port-Bouët, près d'Abidjan, pourraient lui apporter au cas où la stabilité de la Côte d'Ivoire serait menacée par une intervention ghanéenne ou un coup d'État. À compter de cette période, les politiques africaines de la France et de la Côte d'Ivoire vont se soutenir mutuellement. Selon le témoignage de Jacques Baulin, conseiller du président Houphouët-Boigny de 1963 à 1969, les

*rapports entre le président ivoirien et Foccart témoignent d'une collaboration étroite qui culmine pendant la guerre civile du Nigeria. [...], un représentant du secrétaire général pour les Affaires africaines et malgache est chargé durant cette période d'assurer un lien permanent entre l'Élysée et la présidence ivoirienne, où il dispose également d'un bureau.*⁶⁸

Si le président des Ivoiriens peut exercer une influence non négligeable sur la définition de la politique africaine de de Gaulle, c'est avant tout, parce que le président français sait que les objectifs convergent. La Côte d'Ivoire reste fermement aux côtés de la France dans la lutte contre le communisme en Afrique, son président s'attaquera à l'expansion de cette idéologie en recourant à l'aide de la France. En pleine guerre froide, la France gaulliste, alliée du camp occidental, souhaite éviter la propagation du communisme dans ses ex colonies.

C'est toutefois la crise nigériane qui fournit le meilleur exemple de la convergence, mais aussi de l'autonomie et des finalités distinctes des politiques africaines de la France et de la Côte d'Ivoire sous la présidence de de Gaulle. La politique française en Afrique se voit dans l'intervention dans la guerre du Biafra, qui constitue selon le gouvernement français une menace pour l'influence de son pays en Afrique francophone. Quant à son collègue ivoirien, la crise biafraise affaiblirait l'ordre socio-économique de la sous-région et menacerait sa sécurité:

[...]. Il y va de l'avenir de l'ensemble africain qu'une politique aveugle pratiquée par les alliés anglo-saxons de la France risque de jeter dans une situation extrêmement dangereuse avec la maléfique influence à terme des Arabes révolutionnaires d'Algérie et d'Égypte et de l'implantation de leurs alliés communistes russes et chinois au cœur de ce continent où jusqu'ici chrétiens, animistes et musulmans ont vécu en termes excellents, en collaboration fraternelle.

*Nous craignons vraiment qu'il n'en soit plus ainsi demain quand le fanatisme arabe aura gagné les frères musulmans et quand les Arabes révolutionnaires auront définitivement tourné leurs regards vers les communistes. Nous craignons pire : un autre Vietnam avec des conséquences plus funestes dans cet immense continent où les armes conventionnelles seront impuissantes pour conclure une guerre. Vous pouvez encore aider l'Afrique. Ne manquez pas, je vous en supplie, de le faire.*⁶⁹

⁶⁸ <http://www.cean.sciencespobordeaux.fr/page%20perso/etat%20&%20bourgeoisie.pdf> [Consulté le 15 juin 2014].

⁶⁹ <http://www.cean.sciencespobordeaux.fr/page%20perso/etat%20&%20bourgeoisie.pdf> [Consulté le 15 juin 2014].

Dans le conflit nigérian, comme dans nombre de conflits africains des années 1960, la Côte d'Ivoire a fait figure d'interlocuteur et d'intermédiaire naturel de la politique française sans pourtant conserver un jeu politique autonome.

Pour le futur chef d'État ivoirien, les maître-mots des pays nouvellement indépendants restent donc liberté, dignité, souveraineté et coopération. Selon lui, la règle d'or de la survie pour les peuples anciennement sous domination coloniale est de «*rester nous-mêmes*» dans un monde où se multiplient les occasions d'aliénation. Nous retrouvons ce bon sens, le sens des réalités chez de Gaulle : « Les choses étant ce qu'elles sont ! ».

Ainsi, c'est presque sans le vouloir que la Côte d'Ivoire accède à la souveraineté internationale en août 1960 par une nouvelle orientation de la politique coloniale de la France, une évolution qu'Houphouët-Boigny ignorait en tant membre du gouvernement français. Nous le découvrons dans une confidence faite à son biographe Siriex:

Le 21 mai 1959 j'allais annoncer à Michel Debré notre décision en ce qui concernait la Côte d'Ivoire. Puis j'allais voir le Général de Gaulle. On me présente comme un valet de l'influence française, lui dis-je en substance. On dit partout que je suis à la remorque du gouvernement français (37). On m'a acculé à la révolte.

Aussi, mon général, je suis obligé de vous annoncer que les pays de l'Entente ont décidé de demander leur indépendance (38). (Amondji 1984: 180)

En Côte d'Ivoire où Houphouët-Boigny peut exercer son autorité sans partage, il manifeste sa volonté de ne point suivre les opinions mais de se contenter de collecter des idées pour la réalisation de son projet national. C'est ainsi qu'il construit une nation à base d'un patchwork idéologique car, à l'image de Gaulle, il a une « certaine idée » de la Côte d'Ivoire et de la nation qu'il veut bâtir. Il a un projet de société au centre duquel il place l'Homme, et qui n'est donc pas uniquement matériel, mais qui trouve son équilibre entre la tradition africaine et la modernité avec la participation effective de la communauté des Ivoiriens.

Des arrangements mutuels ont été à l'origine des rapports complexes du couple franco-ivoirien dans lesquels la langue de bois sous le régime du parti unique occupe une place de choix :

[...]. Au surplus, en acceptant de ne pas nous armer, nous donnerons un exemple unique au monde qui comprendra l'inutilité de la course aux armements.

Pensez-vous, peuples africains indépendants, qu'il puisse y avoir pour nous de plus grand dessein à réaliser pour le bonheur de l'homme ? (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

Une fois la guerre d'Algérie terminée (1954-1962), de Gaulle lance réellement la politique étrangère de la France pour promouvoir la grandeur de la France. Il frappe un grand coup lorsqu'il prend la décision spectaculaire, en 1966, de retirer son pays du commandement militaire intégré de l'OTAN, expulsant les bases américaines de son territoire, tout en restant membre de l'Alliance atlantique. Ainsi, il tourne le dos aux Anglo-Saxons et se rapproche de l'autre poids lourd du continent européen : l'Allemagne.

Après avoir constaté que le Royaume-Uni était lié aux États-Unis et refusant de subir leur hégémonie (allié mais pas vassal), de Gaulle privilégie la piste de l'entente franco-allemande. Les relations entre les États-Unis et son pays sont tendues mais le président des Français tient à accorder à la France une position particulière dans le concert des nations. Sa politique d'armement nucléaire est perçue du côté américain comme une source de tensions supplémentaire dans les années 1960.

Décalé par rapport à la jeunesse de son pays qui se révolte en 1968, le président français a ses « Godillots », tout comme Houphouët a ses « houphouétistes ». Tous deux, à la fin de leur vie politique, ont perdu la lucidité qui les a toujours accompagnés et a contribué à faire d'eux de véritables monstres sacrés de la politique. Quand en 1990, dans les rues d'Abidjan, la population crie : « Houphouët, voleur ! », le président ne perçoit que l'ingratitude des manifestants à qui il exprime son amertume :

Tout ce que j'ai construit à Yamoussoukro, précisons-le, ne m'appartient pas. Les hôtels appartiennent au parti, donc à l'Etat. La Maison du parti, la Fondation Houphouët-Boigny, etc., sont des édifices appartenant à l'Etat [...]. Je n'ai pas construit Yamoussoukro pour en faire la capitale. Je voulais montrer ce qu'un Africain peut faire pour son pays quand il en a les moyens. Je me suis trouvé dans des conditions exceptionnelles [...]. Et les gens qui ignorent l'utilisation de notre argent crient : « ils ont volé, ils ont volé » [...]. Comment ? Vous qui n'avez rien, mais que ma politique a permis de sortir du trou, c'est vous qui allez maintenant me traiter de voleur ? (Grah Mel 2003: 834-835)

Il faut que tous ceux qui, à un moment de leur vie, ne comprennent plus la jeunesse, sachent que l'université est un lieu de formation et de créativité qui épouse les idées de son temps. C'est pourquoi les universités, partout dans le monde, souhaitent la démocratisation de

l'État, la lutte contre le chômage, de meilleures conditions de logement, de transport, de restauration, d'études et de liberté par le respect des franchises universitaires.

De la vie de de Gaulle, nous retenons certes celle d'un homme au charisme immensément exceptionnel mais aussi celle d'un homme aux contradictions épiques : l'état de l'Afrique francophone post-décolonisation en est pleinement tributaire. Le pacte colonial va étouffer les nouvelles nations indépendantes d'Afrique noire déjà économiquement faibles et techniquement inexistantes :

L'Encyclopédie Universelle Larousse (2006) décrivant le pacte colonial parle de « La conception mercantiliste de la colonisation qui visait à l'enrichissement de la métropole.

Il stipulait: l'interdiction totale ou partielle du marché colonial aux produits étrangers; l'obligation d'exporter les produits coloniaux exclusivement ou principalement vers la métropole; l'interdiction pour la colonie, de produire des objets manufacturés, son rôle économique se bornant à celui de productrice de matières premières et de débouché commercial; le traitement de faveur accordé par la métropole aux produits coloniaux accompagnés d'une aide politique, militaire, culturelle et souvent économique, fourni par la Métropole. (E. Gbagbo 2007: 403-404)

Conclusion :

Paré du prestige que lui a conféré son attitude pendant la Seconde Guerre mondiale, de Gaulle s'identifie à une France éternelle. Il incarne une légitimité historique pour son pays, ce qui lui permet de poursuivre son but : la garantie de la grandeur et de la puissance de la nation française.

Héritier du bonapartisme selon des critiques, en raison de l'utilisation qu'il fit du référendum et de sa volonté de donner à la France un exécutif fort, il impose sa vision d'un président «au-dessus des partis» et d'une certaine indépendance nationale. Ce souci d'indépendance nationale et de grandeur de la France est au centre de ses préoccupations lors de l'octroi de l'indépendance aux pays africains. Ayant compris que la détente des relations internationales éloignait le monde d'une troisième guerre mondiale, il ajuste sa politique. De nouveau au pouvoir en 1958, passés les premiers moments de tergiversations, de Gaulle adapte ses propos aux options de ses interlocuteurs et finit par entreprendre une révision générale de sa politique.

À l'indépendance des pays d'Afrique, le pacte colonial se transforme en une forme de coopération humiliante assez complexe entre la France et ses ex-colonies. C'est la françafrique, système nébuleux mis en place au lendemain de la souveraineté nationale des anciennes colonies françaises d'Afrique qui lui permet de préserver son «pré-carré» ou «chasse-gardée».

Si une page a été tournée par le grand vent de l'histoire, il appartient dorénavant aux ex-membres de la Communauté franco-africaine d'en écrire une autre, celle du destin de tous ces pays, similaire dans son ensemble.

Globalement, dans la politique du général de Gaulle sur le continent africain prédominent des considérations d'ordre stratégique et politique ainsi que des mobiles économiques et financiers.

En Côte d'Ivoire, de Gaulle mène conjointement avec Félix Houphouët-Boigny une politique africaine convergente. Cette convergence de la politique de ces deux grands hommes durant le mandat de de Gaulle naît d'une compatibilité de leurs objectifs à court et moyen termes : préserver l'influence française dans la sous-région et empêcher la présence de communistes Russes et Chinois au cœur du continent et éviter que les Arabes révolutionnaires d'Algérie et d'Égypte ne gagnent les frères musulmans d'Afrique noire avec leur fanatisme religieux. Ces aspects communs de leur politique africaine seront remis en cause par les successeurs du général. L'outil culturel du néocolonialisme a été sans aucun doute l'utilisation de la langue de bois pour endormir la conscience des populations africaines dont les sources d'information étaient à l'époque limitées aux médias de l'État.

La nouvelle génération en Afrique est pour la diversité des partenaires et prône une coopération sur la base de l'égalité avec l'ex-puissance coloniale. Les présidents africains actuels ne se reconnaissent pas dans la françafrique aujourd'hui jugée caduque. Ils réclament la révision immédiate des accords signés par leurs aînés. Un tel positionnement porte un coup à la politique africaine de la France.

II.1.1.6.2. L'influence africaine dans les discours de Félix Houphouët-Boigny

Nous avons démontré que le caractère africain est moins visible dans les premiers discours d'Houphouët-Boigny. Au début de l'indépendance, la forme et le fond des discours sont plus copiés sur les modèles français. Quand les grandes lignes ne viennent pas de la cellule africaine de l'Élysée, le niveau de langue est le même que celui des discours français contemporains. Les discours sont donc plus occidentaux et moins africains parce que la Côte d'Ivoire indépendante,

n'a comme modèle de société moderne que celui de la France. Houphouët-Boigny veut construire la société ivoirienne à partir de son héritage culturel français:

C'est la Côte d'Ivoire qui veut aujourd'hui s'en aller, non pas à l'aventure, mais bâtir sa maison à elle. Je voudrais dire au bon peuple de France, pour le rassurer, qu'instruite par votre exemple, ayant été à l'école de vos vertus, la jeune Afrique indépendante saura se construire un avenir qui soit digne du vôtre. (Houphouët-Boigny, discours du 7 août 1960)

Francophile de premier ordre, il reste fidèle dans ses discours au modèle français qui le fascine, à sa culture, à sa langue. C'est pourquoi l'Afrique est moins présente dans les discours des premières années de l'indépendance de son pays.

C'est un homme fait d'un alliage complexe, un homme universel qui demeure profondément africain et singulièrement ivoirien. Il a beau copier le modèle français à la perfection, en août 1960 Houphouët, qui a 54 ans, est déjà en Afrique un «grand-père». Un certain style très africain fait tache d'huile dans la copie conforme du discours français. C'est d'abord le genre grand-père qui conte ses histoires autour du feu de bois à ses petits-enfants. Ce style, Houphouët va le garder jusqu'à la fin de sa vie politique (voire sa vie tout court). C'est sa façon à lui de rendre vivants ses repères africains et le discours soit prend une tournure des plus mystiques, soit se pare de sagesse et de connaissance. Cas où le discours devient une sorte de code dont seuls les initiés détiennent les clefs. Trois exemples choisis successivement en 1960, 1968 et 1989 confirment cela :

[...]. Et c'est avec beaucoup d'émotions que je cherche dans cette salle un homme, un des vôtres, un des nôtres qui, dans sa jeunesse, m'avait enseigné par l'exemple que vivre c'était se donner, et c'est en m'efforçant chaque jour de faire de cet enseignement la loi de mon action, que j'ai pu rendre quelques services à mon beau pays attaché au vôtre à la fois par la raison et par le cœur. (Houphouët-Boigny, discours du 7 août 1960)

Deuxième exemple dans son discours en province en 1968, en plein miracle ivoirien, la cour immédiate au président est née, une classe de privilégiées :

[...]. Avec tous les responsables de la nation, avec tous les éléments informés de la situation réelle de notre économie, avec tous ceux qui connaissent ou qui devinent la rigueur des lois de la coopération et de la concurrence internationales, j'affirme à nouveau que, pour le moment du moins, nous ne pouvions aller au-delà sans tarir la source même de notre prospérité, sans

compromettre très rapidement le sort de nos travailleurs et, à travers eux, celui de la nation tout entière, et sans réduire à néant les légitimes et hautes ambitions que nous nourrissons pour nos enfants. (Houphouët-Boigny, discours à Abengourou, 7 août 1968)

Et enfin le troisième et dernier exemple ci-dessous :

[...]. Un seul Français a répondu favorablement à notre appel. Il est jeune, très actif comme vous l'avez lu dans « Le Monde » en parcourant sa biographie. Il s'agit de M. VARSANO dont nous avons tous connu ici le père, pour Sucres et Denrées. (Houphouët-Boigny, 12 juillet 1989)

Ensuite, nous avons l'aspect humanitaire de son discours. Le mot « fraternité » revient de façon si excessive que l'on s'étonne qu'il ne fasse pas partie de la devise ivoirienne. Est-ce pour éviter la copie conforme de celle de la France : Liberté, Égalité, Fraternité ?

Il est vrai qu'en tant qu'Africain, les termes fraternité ou frère ont plus de valeur que pour un Européen, car cela recouvre une valeur symbolique. Dévastés pendant des siècles par l'esclavage, exploités par la colonisation, les Africains sont unis plus que jamais par l'histoire qui continue de les accabler même après les indépendances. Une sorte de solidarité et de fraternité est née au sein de ce peuple voire de cette race en général qui a tant souffert. Mieux que d'autres peuples, il peut comprendre le sens multiple du mot «frère». La fraternité ne prend sans doute son sens le plus élargi que dans sa connotation africaine.

Qui plus qu'Houphouët-Boigny, président du grand mouvement anticolonial sur le continent africain qu'a été le Rassemblement Démocratique Africain (RDA), peut se sentir frère de tous les Africains ? Dans l'exemple qui suit, le mot «frères» s'adresse à l'ensemble des Africains qui viennent d'accéder à l'indépendance. Le leader ivoirien veut les booster et leur redonner dignité tout en les encourageant à relever d'autres défis. Il galvanise les populations africaines pour qu'elles ne se sentent pas frustrées d'avoir été colonisées. Elles ne sont pas les seules à être passées par-là.

De nombreux pays ont été colonisés en Europe : la France, l'Espagne, une partie de la Germanie (le long du Rhin : sud et sud-ouest de l'Allemagne), l'Angleterre (sans l'Écosse), tout le bassin méditerranéen a été colonisé par les Romains puis assimilé. Le continent américain a été colonisé du nord au sud. Les Balkans ont été sous domination turque. Que des peuples ont été colonisés dans ce monde, il n'y a donc pas à en avoir honte tout au contraire, il faut assumer ce fait et passer à autre chose :

Aussi, mes chers frères, n'y a-t-il pas de honte à avoir été colonisés. Nous n'avons plus à nous attarder dans des plaintes inutiles. Nous devons aller de l'avant car, nous aussi, nous devons apporter au monde notre contribution décisive. [...].

Les destinées de notre pays seront donc conduites, les fenêtres largement ouvertes sur le monde. Il est naturel, nous le croyons, que nous portions un soin attentif et particulier à nos rapports avec les États africains frères.

Trop de problèmes nous sont, en effet, communs, pour que nous ne tentions pas de les résoudre en frères. [...]. Nous pourrions, nous Africains, avec le concours d'autres frères africains, et avec le concours de tous les hommes de bonne volonté [...], assurer le règne de la justice. [...]. Je voudrais ce soir, [...], dire à nos frères africains, de quelque expression qu'ils soient, que le moment est venu de nous concerter pour assurer le meilleur devenir de nos pays. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

Pour Houphouët-Boigny, les mots « fraternité » ou « frère » appartiennent à la culture nationale, la culture africaine. C'est pourquoi, par-delà l'indépendance du continent noir africain, son pays cesse d'être un État avec ses propres frontières, pour être un pays frère pour les autres États voisins. En effet, les premiers leaders africains devenus dirigeants de leurs pays respectifs partagent le même sens élargi de frère ou fraternité. Ayant été embarqués dans la même galère, ayant mené la même lutte émancipatrice contre les colons, les leaders africains se voient comme membres d'une famille élargie. Les rapports qui les unissent sont plus profonds que ceux qui peuvent les séparer. Le leader ivoirien, ayant été à la tête de leur mouvement, devient avec l'indépendance, non plus le collègue, mais le grand frère, le sage, et il se comporte ainsi. Pour lui, «frère», c'est la notion de l'homme fraternel qui résout le perpétuel conflit culturel opposant les peuples africains à l'individualisme occidental comme modèle de société. Pour Houphouët, l'Africain doit être solidaire de son frère, lui manifester la «vraie solidarité.» :

[...] C'est cette solidarité qui est à la base de notre action et quand je voulais donner comme exemple de solidarité, le Conseil de l'Entente, je le faisais sans pour autant dénier à d'autres Africains la vertu de rechercher une formule meilleure. Mais nous croyons à la vertu de la nôtre. [...]. C'est parce que nous avons la conviction sincère qu'en réalisant la paix des justes, nous assurerons le triomphe final de la fraternité humaine, que je voudrais, ce soir, en nous séparant, après avoir exprimé tous les sentiments qui nous animent à l'égard de la grande nation qui doit être fière de nous comme nous sommes fiers d'elle: la France, après avoir remercié du plus profond de mon cœur, tous les honorables représentants étrangers, dire à nos frères africains, de quelque expression qu'ils soient, que le moment est venu de nous concerter pour assurer le meilleur devenir de nos pays . (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

Félix Houphouët-Boigny n'aura de cesse de rappeler dans ses discours la fraternité ouest-africaine qui chemine parallèlement à l'hospitalité ivoirienne. Il laisse de côté l'idée de la citoyenneté ivoirienne, mieux, il l'étouffe autant que possible pour valoriser le vivre ensemble entre Ivoiriens et étrangers. Rien ne semble, dans cette atmosphère, laisser craindre la menace d'une citoyenneté nationale d'ailleurs jamais évoquée en son temps.

Un cas où la référence à la tradition africaine est notable, c'est celui de l'utilisation des dictons. Pour un Africain, la présence de pensées, proverbes ou dictons dans le discours oral ou écrit est preuve de sagesse et de connaissance. Nous devons à Houphouët des pensées devenues célèbres qui pourraient résumer à elles seules tout son combat politique: « La paix, ce n'est pas un vain mot, c'est un comportement [...] » et « l'Homme qui a faim, n'est pas un Homme libre [...] ». Au début des années 1960, les dictons évoqués sont plutôt ceux généralement connus en France. Il va leur ajouter plusieurs autres dictons, issus de son expérience personnelle ou de la tradition africaine.

Le jour de la proclamation de l'indépendance de la Côte d'Ivoire, dans son discours programme, Houphouët met l'accent sur la réconciliation avec la France en minimisant le traitement qui a été infligé aux africains pendant la colonisation:

Je voudrais vous rappeler, car il faut que l'Assemblée le sache, il faut que le pays le sache, qu'au moment où, devenus majeurs, nous allons quitter la maison familiale, où nous avons été souvent gâtés, parfois aussi réprimandés –qui aime châtie bien, affirme un dicton –pour aller fonder notre maison à nous, notre foyer à nous, je voudrais vous dire, Monsieur le Ministre d'État, qu'en quittant la famille française, nous n'avons pas le sentiment d'oublier tout ce que nous avons reçu d'elle. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

D'ailleurs, l'approche d'Houphouët des relations internationales a été le plus souvent essentiellement géoéconomique : « Quelle est, pour le continent, la meilleure alliance, celle qui soit génératrice de progrès, donc susceptible de renforcer l'Afrique ? ».

Cette question à notre sens est essentielle pour l'ex président du RDA, à tel point qu'elle a pris le pas sur l'idéologie, contrairement à d'autres leaders africains qui ont une tendance quasi théologique dans ce domaine. Bien entendu, le Président ivoirien asservit toutes les autres considérations et peut-être même son amour-propre à cette émergence économique de l'Afrique, avec comme vaisseau amiral la Côte d'Ivoire.

Cette indispensable coopération, surtout avec l'occident détenteur du savoir et des biens, est l'axe autour duquel s'ordonne tout le reste de sa politique. Il exhorte ses frères (les autres leaders africains) à mener une politique qui vise à améliorer le bien-être de leurs populations. Pour y arriver, les uns comme les autres doivent éviter les querelles intestines, les incompréhensions et les guerres car la priorité première, est de s'armer contre la misère de l'Afrique, tous, ensemble, enfants, jeunes et vieux, main dans la main comme des frères :

[...]. Ce que nous voulons rechercher tous ensemble, et que nous devons obtenir tous ensemble, c'est la paix entre nous, la paix entre nous, Africains, pendant que ceux qui se disent grands, parce qu'ils ont la faculté de détruire, s'ils le veulent, le genre humain, cherchent, sans y croire, à désarmer.

Il importe, ô Africains, de donner l'exemple.

Armons-nous contre la misère, contre les incompréhensions, mais de grâce, ne portons aucune arme contre notre prochain, parce que c'est notre frère.

Chers enfants de chez nous, je vous invite à répondre à l'appel de la fraternité.

Allons courageux vers notre idéal commun de bonheur, [...]. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960)

L'influence culturelle africaine devient plus importante au soir de sa longue vie politique. Face à une défaite cuisante, l'énonciateur joue sur des registres qu'il connaît bien : celui d'éveilleur des consciences des Africains et sur celui de l'appel à la sensibilité du peuple ivoirien. La place que la société africaine accorde aux chefs et aux aînés pourrait lui servir, donc Houphouët ne voulant pas perdre la face devant son peuple malgré ce grand échec et voulant continuer à être respecté et aimé en appelle à la tradition africaine.

Ainsi, quand survient la 5^{ème} crise du «roi cacao», qui affaiblit pour de bon le pouvoir du «Vieux», le chef d'État ivoirien évite-il la rencontre avec les planteurs. Lorsque les planteurs ont finalement effectué le déplacement à Yamoussoukro, la capitale politique du pays, le président reste prudemment à Abidjan, la capitale économique. Faut-il en conclure que c'est une stratégie politique ou une faute protocolaire?

Après la rencontre manquée avec les planteurs, le chef d'État s'explique :

Aujourd'hui je serai très bref. Quelle est la grave préoccupation de l'heure ? C'est celle de nos paysans. Je les avais invités à me rencontrer à Yamoussoukro. Ils s'étaient tellement empressés de le faire qu'ils m'ont devancé dans mon village, dans ma concession. Malheureusement, dans la nuit, j'ai souffert d'une indisposition, et mes médecins, les mêmes qui m'ont suivi depuis que

je suis de retour en Côte d'Ivoire, m'ont déconseillé le déplacement. (Houphouët-Boigny, discours du 12 juillet 1989)

La forme et le fond de ce discours sont complètement décalés par rapport à un système occidental, surtout dans la façon de présenter les choses. En racontant lui-même et dans ses moindres détails la maladie dont il a souffert, Houphouët déroge à la règle du protocole occidental. Cette façon de procéder serait tout à fait inadmissible en France, même pour des présidents de sa génération. En Europe, un chef de gouvernement ne parle jamais personnellement de sa maladie. C'est un porte-parole qui communique à la presse l'information, réduite à son strict nécessaire. Le médecin privé du président peut venir corroborer l'information pour lui donner une valeur médicale.

Quelques exemples peuvent illustrer ce fonctionnement. Ainsi, jamais dans la vie du général de Gaulle il n'a été question de communiquer sur son état de santé. Nous savons qu'il est parti du pouvoir en avril 1969 après un échec politique qui précédera sa démission.

La maladie de son successeur, Georges Pompidou (président de la France de 1969 à 1974), est niée à coup de déclarations officielles, même quand l'effet de la maladie se lit sur son visage. Il continue, malgré son état, à remplir ses fonctions. Il effectue ainsi un voyage officiel à l'étranger trois semaines avant sa mort. Cette mascarade sur la santé du président n'est pas sans effet dans le milieu politique de l'époque. La polémique qui suit l'annonce de son décès concernant le secret tenu autour de sa maladie amène la classe politique française à «convenir» que les futurs présidents de la République auront désormais le devoir de rendre compte de leur état de santé:

Dans les derniers mois de sa vie, sa maladie de Waldenström et les corticoïdes déforment son visage. Malgré la rumeur concernant sa santé, les déclarations officielles font état de « simples gripes ». On annonce le 2 avril 1974 sa mort dans son studio de l'île Saint-Louis. Il a été emporté par une septicémie foudroyante. Une polémique se développe alors au sujet du secret tenu autour de sa maladie et la classe politique « convient » alors que les futurs présidents de la République devront rendre compte de leur état de santé [...].⁷⁰

Un autre cas d'école des plus remarquables est celui concernant le président François Mitterrand. Déjà malade lors de sa campagne électorale de 1981, il a publié des bulletins de

⁷⁰ http://fr.wikipedia.org/wiki/Georges_Pompidou [Consulté le 15 juin 2014].

santé réguliers mais mensongers jusqu'à la fin de son deuxième mandat. Or, en France comme en Europe, un candidat malade ne se présente pas. Et s'il le fait, il y a de grands risques qu'il ne soit jamais élu à cause de son état de santé.

Autant d'exemples qui prouvent que l'attitude du président Houphouët-Boigny ne serait pas envisageable dans un pays démocratique sous peine d'être désavoué par son propre parti et poussé à la démission par l'opposition.

Comme le signale Dominique de Maingueneau, nous disons que le président Félix Houphouët-Boigny maîtrisant le contexte africain produit un discours de circonstance illustrant la domination de l'activité verbale dans sa double dimension de production et d'interprétation des énoncés : « maîtrise de la langue, connaissance du monde, aptitude à s'inscrire dans le monde à travers la langue ». Houphouët-Boigny dominant ces trois grandes instances des lois du discours qui interviennent dans l'activité verbale, les adapte au contexte africain pour faire passer son message :

La maîtrise des lois du discours et celle des genres de discours (la compétence générique) sont les composantes essentielles de notre compétence communicative, c'est-à-dire de notre aptitude à produire et à interpréter les énoncés de manière appropriée aux multiples situations de notre existence. Cette aptitude ne fait pas l'objet d'un apprentissage explicite, nous l'acquérons par imprégnation, en même temps que nous apprenons à nous comporter en société. La maîtrise de la compétence communicative ne suffit évidemment pas pour participer à une activité verbale. D'autres instances doivent être mobilisées pour produire et interpréter un énoncé. Il faut, bien sûr, une compétence linguistique, la maîtrise de la langue considérée. Il faut en outre disposer d'un nombre considérable de connaissances sur le monde, une compétence encyclopédique. (Maingueneau 2009: 21)

Pour une fois qu'il a dérogé à ses habitudes en déplaçant les heures de repas et en se passant de l'indispensable sieste, à plus de 80 ans après une vie politique active de plus de quatre décennies, il accuse le coup et c'est bien normal. Seulement, lorsqu'on sent peser la fatigue tout en étant seul aux commandes sans même un Premier ministre à ses côtés pour la politique interne, cela fait désordre et pourrait mettre en doute la capacité du président à assumer ses fonctions. Mais ici, Houphouët-Boigny n'est nullement inquiet pour son maintien à son poste, pire, il cherche même à se faire plaindre:

[...], la maladie étant arrivée sur un terrain affaibli parce que comme vous le savez, pendant trois mois, j'ai pris mes repas entre 14 heures et 15 heures la journée, 21 heures et

22 heures la nuit. Je me suis passé, malgré moi, de l'indispensable sieste. Et, c'est sur ce terrain affaibli que j'ai été atteint. (Houphouët-Boigny, discours du 12 juillet 1989)

Ici, Houphouët ne donne pas l'image d'un chef de gouvernement mais plutôt d'une personne qui règne, comme dans un système monarchique. Or, dans une monarchie, le peuple n'attend pas du roi qu'il soit toujours en bonne santé. Son état de santé peut même inspirer la compassion de ses sujets. C'est une personne dont la position est liée à ce qu'elle représente et non ce qu'elle fait. L'apparition publique du monarque, père de ses sujets, après une maladie peut être destinée à rassurer ces derniers. La personne du roi, même malade, incarne l'autorité bienveillante qui met fin aux querelles et ramène la paix dans le royaume.

En Europe, nous avons l'exemple des monarchies parlementaires comme le Royaume-Uni, dans laquelle l'exécutif, le Premier Ministre et son Gouvernement, sont responsables devant le Parlement. De nos jours, la Reine Elisabeth II règne mais ne gouverne pas, « the Queen reigns, but she doesn't rule », même si elle est impliquée dans les affaires de l'État:

*Elle nomme officiellement le Premier Ministre, **the Prime Minister** ; elle choisit toujours pour ce poste le leader du parti majoritaire. Elle prononce le discours de la Reine, **the speech from the throne**, qui ouvre en grande pompe la session parlementaire et donne les grandes lignes des orientations politiques du gouvernement en place. Elle est à la tête de tous les services de l'État : l'armée, **the army**, l'administration, **the Civil Service**, et l'église, **the Church**. Elle est donc chef de l'Église anglicane et doit élever ses enfants dans cette religion. Elle est à la tête du **Commonwealth**». [...] Malgré les divers scandales privés qui ont entouré la famille royale et une certaine mise en cause de son principe, la monarchie demeure cependant pour les Britanniques un symbole d'unité et de stabilité.⁷¹*

Nous venons de voir l'exemple d'une souveraine régnante mais qui ne gouverne pas. C'est seulement pour ce qu'elle représente qu'elle pourrait être en mesure de recevoir compassion ou sympathie de ses sujets et cela pourrait être compréhensible.

Dans notre discours, ce qui est dérangeant, c'est le fait qu'un chef d'État glisse vers un statut de souverain régnant qui nous fait dire que le discours du président Félix Houphouët-Boigny se situe dans un cadre africain. Ici, le Père-fondateur de la Côte d'Ivoire donne l'image d'un personnage régnant légitime qui a des ennuis de santé et qui s'attend à recevoir compassion

⁷¹ 40 leçons pour parler anglais, la méthode tout en un, éd. Pocket, juin 2008: 197.

ou sympathie de ses sujets. Cette conduite serait logique si Félix Houphouët-Boigny se présentait non pas comme un Père de la Nation mais comme un grand-père n'occupant qu'une place honorifique. Il serait alors un homme sans pouvoir politique mais reconnu et aimé par son peuple pour son action passée pour son pays. Son état de santé n'aurait pas d'impact sur la vie politique en cours dans son pays et pourrait inspirer l'empathie des citoyens ivoiriens. Or, il n'en est rien !

Félix Houphouët-Boigny reste, en dépit de son grand âge (83 ans en 1989 date de l'énonciation du discours), le maître absolu, chef d'État incontesté, premier gouvernant de son pays. Et loin de vouloir se faire reléguer comme grand-père, il se veut toujours comme père et leader de la nation ivoirienne. Pendant ses quelques jours de maladie, l'absence d'Houphouët à des rendez-vous importants en Côte d'Ivoire et en Afrique aurait pu ternir l'image de son pays.

La Côte d'Ivoire a-t-elle été gouvernée pendant l'absence de son président ? Houphouët est conscient que même s'il est représenté, cela ne produit pas les mêmes effets. Il donne de son pays l'image d'un État qui arrête de fonctionner quand son président est malade ou simplement absent. Même si cela n'arrive pas souvent, ce fait n'est pas positif. Il le sait, c'est pourquoi il exprime sa peine :

J'ai été très peiné parce que, pour la première fois, j'ai dû me résoudre à manquer certains rendez-vous très importants: d'abord GBADOLITE, où nous devions traiter, entre chefs d'Etat, du problème angoissant de l'Angola ; ensuite Ouagadougou, pour le sommet annuel de la CEDEAO ; enfin, c'est avec beaucoup de peine que je n'ai pu assister au Congrès organisé par l'UNESCO à Yamoussoukro sur le thème si cher de «La paix dans l'esprit des Hommes» on aurait même pu ajouter aussi: «dans le cœur des Hommes. (Houphouët-Boigny, 12 juillet 1989)

Cette singularité des discours du président ivoirien, difficile à comprendre pour un occidental, renvoie à la mentalité et aux traditions africaines. Nous voyons ressortir de ces discours les caractéristiques de chefs ou rois locaux dont le pouvoir repose plutôt sur le prestige et sur la sagesse que sur le dynamisme et la condition physique.

Dans les pays démocratiques, où les ennuis de santé d'un président ou d'un chef de gouvernement soulèveraient des inquiétudes quant à sa capacité à assumer sa charge, le premier responsable ne parle pas officiellement de sa santé. François Mitterrand a caché sa maladie pendant quatorze ans et lorsqu'elle est devenue visible, il est entré dans la négation tout simplement : «non je ne suis pas malade» répondit-il à la question sur son état de santé. Au

contraire, comme pour conjurer le sort qui s'abat sur lui et montrer ses capacités à assumer ses fonctions, Mitterrand se lance dans la politique des «grands travaux», serait-ce l'intention secrète de conférer à son promoteur qu'il est l'image du «grand homme d'État» qu'il ne pouvait plus être physiquement ?

*L'histoire n'est pas bonne fille et ne s'en laisse pas conter. Avec elle, il faut être à l'heure. Tout retard est sanctionné. La chute du mur de Berlin en 1989 mit notre homme dans le vent. Il ne devait pas retrouver son assise. Il est vrai que la maladie commençait à tarauder, comme j'avais pu le constater lors de mes visites à Paris et de ses bagages à New York, où je notais que le docteur Gubler, toujours dans l'ombre du président, portait de plus en plus de matériels médicaux. Les dernières années du deuxième septennat furent cruelles pour lui et pénibles à observer ainsi que j'ai pu moi-même le constater. Comme Byzance avait eu ses « empereurs du crépuscules », nous avons un président crépusculaire. Sur le visage fardé du monarque, tous les vernis craquaient, alors que sa santé chancelait. J'admirais sa force de caractère face à l'adversité, mais je constatais combien sa maladie le minait.*⁷²

Officiellement, François Mitterrand a nié sa maladie et a travaillé durant ses deux mandats pour ne pas manifester ce caractère d'impuissance qu'offre toute personne malade et a assumé son rôle jusqu'au bout. Toujours quelque peu disant sur sa santé, le surnom « Florentin » lui allait comme un gant. Ses amis le lui donnèrent en référence à l'art de l'esquive, illustré sous la Renaissance (période allant de la fin du XIV siècle, dit Trecento jusqu'au début du XVI siècle dit Cinquecento, elle marqua la transition entre le Moyen-âge et l'Époque moderne en Europe) par des natifs de Florence.

Ce fut l'avis de ses détracteurs pour qui le surnom évoqua plus l'intrigue et le cynisme politique. Dans les dernières années de son deuxième septennat, alors même qu'il lui était devenu difficile de nier sa maladie, le président socialiste français profite des cérémonies de vœux du 6 janvier 1995 pour affirmer qu'il : «remplirait ses fonctions jusqu'à la fin». Sa ténacité à assumer ses devoirs rattachés à son rang de premier citoyen français a fait taire les opposants et journalistes quitte à parler longuement de ce sujet après sa mort:

⁷² http://www.jeuneafrique.com/jeune_afrique/article_jeune_afrique.asp?art_cle=LIN04... [Consulté le 15 juin 2014].

Dès l'annonce de sa mort, le défunt ne faisant plus peur, son image déjà craquelée s'est altérée sous l'effet d'une surprenante accélération. Alors qu'à l'habitude, autour d'un cercueil, la critique s'efface quelques heures pour laisser la place au chœur plus ou moins sincère des louanges, ici l'effet contraire a joué et, dois-je le dire, m'a quelque peu choqué. Jean-Marie Colombani et Régis Debray dans le Monde, Jean d'Ormesson dans le Figaro, Alain Genestar dans le Journal du dimanche s'en sont pris à celui qui avait tellement et si longtemps voulu être roi.

*Reste à savoir maintenant ce que sera avec le recul du temps le jugement de l'Histoire. J'incline pour ma part à penser que l'homme de la Nièvre, s'il a été, comme l'ont écrit à satiété ses admirateurs, un prodigieux personnage de roman, a fait perdre beaucoup de temps à la France.*⁷³

Nous venons de voir, dans les critiques faites à l'endroit de François Mitterrand après sa mort, que lorsque la réalité de l'état de santé d'un gouvernant est dévoilée, les citoyens estiment qu'un état de santé dégradé entraîne une perte d'efficacité. Dans le cas de la France, il faut préciser que selon la Constitution de la Vème République, le chef de l'Etat est aussi le chef direct des Armées et à ce titre décideurs ultime de l'emploi de l'Arme Nucléaire. Ceci est une raison de plus de s'inquiéter de la santé physique et psychologique du chef de l'Etat.

Nous trouvons des exemples semblables dans les États communistes où la maladie du chef est cachée volontairement par son entourage pour assurer la stabilité politique. Ce fut le cas du leader politique et président Brejnev dans l'ex Union Soviétique dont la mort n'a été rendue publique que quelques jours après son décès.

Pour revenir au président ivoirien, l'absence de «petite sieste» qui pourrait être le signe d'une maladie n'est que paternalisme car nous pensons qu'il récupère cette image traditionnelle du chef africain. D'habitude, Houphouët s'exprime dans un français académique mais dans le dernier discours de notre corpus le concernant, c'est surtout le papa qui a été malade qui parle. Les phrases sont courtes et le style familier, c'est pourquoi nous disons qu'il est dans le registre émotionnel, comme pour se rapprocher de son peuple. De plus, le président Houphouët-Boigny dit ne s'être pas éloigné du téléviseur, comme pour scruter la réaction de son peuple. Par « Radio-Treichville » il entend la forme locale de propagation des rumeurs.

⁷³ http://www.jeuneafrique.com/jeune_afrique/article_jeune_afrique.asp?art_cle=LIN04... [Consulté le 15 juin 2014].

Cette façon familière de s'étaler longuement sur son état de santé donne donc un caractère éminemment africain à son discours. En plus, ici, c'est Houphouët qui s'oublie en tant que président de la République pour revêtir sa fonction de père ou de monarque qui remercie au passage les manifestations d'affection, de respect de ses «enfants» ou de ses «sujets» Ivoiriens qui se sont faits du mauvais sang pour lui pendant sa maladie:

J'ai été profondément touché par les nombreux télégrammes, les lettres et les émouvants appels téléphoniques que j'ai reçus des uns et des autres à l'occasion de la récente indisposition que j'ai vécue. J'y lisais l'inquiétude enregistrée par mes frères devant ce que racontait, sur ma santé, « Radio-Treichville ». Pour ma part, j'ai pris cela comme une grande manifestation d'amitié, d'affection, de respect. Je vous en remercie tous, principalement les auteurs des lettres anonymes de ces réactions d'amour. (Houphouët-Boigny, discours du 12 juillet 1989 à Abidjan)

Nous voyons à travers ses discours qu'Houphouët-Boigny est un homme qui a une grande culture. Il connaît bien l'Occident, le capitalisme, le communisme, l'Afrique, son pays la Côte d'Ivoire et peut à tout moment utiliser l'un ou l'autre de ces registres en fonction des destinataires de son message et surtout du contexte.

Dans l'extrait suivant, il tourne l'aveu d'impuissance en sa faveur sur le ton d'un constat de fin de vie. Pour ce qui concerne le combat pour une rémunération juste du travail des planteurs, il ne peut plus rien faire contre le système malgré le soutien de ses amis. Il faut se résigner et accepter la situation telle qu'elle est:

Malheureusement, il faut l'avouer, le système est très puissant. On vend du « papier-cacao ». On joue avec ce « papier ». C'est très difficile d'admettre qu'on joue avec le travail des autres. Cela est triste, mais c'est la réalité. [...] (Houphouët-Boigny, 12 juillet 1989)

Ce n'est rien de nouveau, le chef de l'Etat ivoirien sait que jamais l'Occident n'acceptera de payer à des prix justes les produits des pays pauvres. Le président Houphouët-Boigny n'est pas dupe, il est conscient que cette situation n'est pas prête de changer. Même si le président Houphouët déplore cette injustice que vivent les pays du sud, que fait son gouvernement pour parvenir à un prix plus juste ? Nous pensons qu'il se contente de dénoncer pour la nième fois le problème pour se sortir d'affaire vis-à-vis des Ivoiriens:

Voyez-vous, je suis un des hommes qui dénoncent chaque jour la détérioration des termes de l'échange, le bas prix offert à nos produits agricoles, miniers, minéraux, mais je ne

me fais pas d'illusions. Tant que nos jeunes ne seront pas suffisamment formés pour transformer sur place tout ou partie de nos matières premières, nous amuserons la galerie en disant à ces hommes qui vivent précisément de cette spéculation, que, si elle continue, si son esprit continue dans nos relations, elle ne nous permettrait pas à nous autres d'avancer. Alors, pour ces jeunes -nous avons raté l'ère industrielle, ce n'était pas de notre faute, même nos anciens maîtres l'ont aussi ratée- aujourd'hui, il y a une nouvelle ère qui s'annonce : l'ère informatique, et nous voulons que nos jeunes gens s'insèrent dans cette ère-là pour qu'il y ait la réponse à toutes nos préoccupations d'égalité. (Loucou 1986 Tome 2: 31)

Dans son premier discours en 1960, Houphouët-Boigny parle de la formation des jeunes pour relever le défi économique. En 1968, il cherche d'autres formes d'éducation car celle copiée sur la France ne s'est pas révélée concluante, ne reflétant pas la réalité de la Côte d'Ivoire:

Pouvons-nous nous satisfaire, dans un pays en voie de développement, d'un appareil éducatif trop cloisonné et encore trop isolé du corps social et de la réalité économique, alors que bien des nations industrialisées le mettent en cause, avant d'y renoncer ? Or, ce qui est nécessaire, en Côte d'Ivoire, c'est un système qui soit conçu en fonction de nos moyens, certes, mais aussi en fonction de nos besoins, et d'abord en fonction des besoins de la vie professionnelle, qu'elle soit industrielle, commerciale, agricole, administrative, enseignante ou médicale. (Houphouët-Boigny, à Abengourou, 7 août 1968)

La formation de la jeunesse est dorénavant orientée vers les besoins de la nation. Cette politique est à son honneur car nous sommes à huit années de l'indépendance, les erreurs du départ peuvent être rattrapées si les bonnes décisions sont prises après constat d'échec. Mais le président Houphouët n'a cessé de déplorer les injustices infligées aux producteurs des pays pauvres, nous sommes tentés de nous demander, mais où sont les solutions préconisées ? A-t-il vraiment l'intention de rectifier le tir ?

Eh bien non ce n'est pas le cas, puisque plus de vingt années plus tard, la situation reste inchangée. Houphouët-Boigny a parlé de la formation des jeunes en 1960 et huit ans plus tard, il évoque des réformes dans le secteur de l'éducation pour mieux l'adapter aux besoins de la société ivoirienne. Vingt et un ans plus tard, il remet à nouveau en question l'éducation mais non plus pour l'adapter aux besoins du pays mais pour lui donner une dimension idéologique. Dorénavant, les enseignants vont enseigner et éduquer les élèves et étudiants. C'est cela l'enseignement « made in Côte d'Ivoire » que veut le « Vieux » Houphouët et qui est censé résoudre le problème du pays. Celui qui, par le passé, était le défenseur des planteurs, fait de

ces derniers les responsables de l'échec de son régime car n'étant pas eux-mêmes éduqués, ils n'ont pas été capables d'éduquer leurs enfants qui constituent la grande partie des jeunes.

La jeunesse n'ayant pas pu relever le défi de l'indépendance économique, une nouvelle mesure s'impose et pour la réaliser il a besoin des enseignants :

*C'est notre travail, dans le sérieux, dans l'assiduité, qui pourrait, demain, permettre à la Côte d'Ivoire d'échapper à la deuxième douloureuse oppression, l'oppression économique. [...]. Aujourd'hui, à l'université, la plupart de nos étudiants sont venus du pays profond, cela honore la Côte d'Ivoire, [...]. **Mais ceux-là, malheureusement, n'ayant pas été eux-mêmes éduqués, ne peuvent pas assurer l'éducation de leurs enfants. Il vous revient, à vous enseignants, non seulement d'enseigner, mais aussi et surtout d'éduquer. Il faut que nos enfants sachent, je viens de le définir; que le défi ne peut être relevé que par ceux qui savent transformer. Ce sont nos enfants, nos petits-enfants, nos arrière petits-enfants qui pourront le faire. Et ils ne pourront y arriver que grâce à vous enseignants. Vous devez faire en sorte que, depuis le primaire, l'enfant soit fixé sur l'objectif à atteindre. Bien sûr, il ne doit pas s'oublier, mais il doit penser d'abord à l'État.** (Houphouët-Boigny, 12 juillet 1989)*

Le président ivoirien joue sur la fibre émotionnelle parce que dans les faits, il a échoué par rapport aux discours précédents où des dispositions étaient prévues pour résoudre le problème de l'enseignement en l'adaptant aux besoins de la nation. Maintenant, ajouter l'éducation à l'enseignement est une vision idéologique de l'enseignement, censée répondre à la dépendance économique de la Côte d'Ivoire. Si des remèdes ont été apportés après le constat fait en 1968, ils n'ont pas servi à grande chose, le diagnostic n'étant pas le bon.

L'économie reste dépendante de l'agriculture qui n'est ni mécanisée ni industrialisée et reste insuffisamment diversifiée. Mais en se lançant plutôt dans l'augmentation de la production d'un ou deux produits phares, Houphouët a contribué à saturer le marché mondial et a provoqué ainsi la baisse des prix des produits agricoles exportés par son pays.

Face aux conséquences de cette politique, nous notons surtout des dérapages linguistiques dans sa fonction de chef d'État. Houphouët se comporte comme un petit chef local aux pouvoirs limités qui paye de sa personne pour défendre son peuple auquel il donne des explications très décalées par rapport à la réalité des marchés mondiaux:

[...]. J'ai frappé, comme vous le savez, à toutes les portes, [...], en France, en Europe, en Amérique. Un seul Français a répondu favorablement à notre appel. [...].

M. VARSANO connaît la Bourse de New-York, de Chicago, de Paris dont dépendent les prix de nos matières premières. [...] Il nous a pris une première fois 400.000 tonnes de cacao dont 200.000 tonnes stockées en Europe et 200.000 tonnes vendues. Il a traité dans son magasin 40.000 tonnes. Et, quand nous avons eu sur les bras, 622.000 tonnes de plus, nous lui avons demandé s'il pouvait les prendre. Mais ses activités débordent le cadre de la Côte d'Ivoire et le cacao, car il fait aussi du sucre à Cuba, également du riz. Il ne pouvait donc, seul, résoudre notre problème. Il nous a pris tout de même 500.000 tonnes de cacao. [...] Il nous reste encore quelques 5.000 tonnes dans la région de San-Pedro [...]. Mais le transport de San-Pedro à Abidjan est trop onéreux. (Houphouët-Boigny, discours du 12 juillet 1989)

Alors que dans sa jeunesse, il avait fait preuve de dynamisme et de compétences économiques au niveau local, on est en droit de se demander si en tant que chef d'Etat, il n'avait pas dépassé son seuil de compétence sur le plan économique. À sa décharge, il faut bien rappeler qu'il n'avait pas de formation économique et que ce n'est pas le modèle français qui pouvait l'éclairer sur le mécanisme complexe des marchés dominés par les Anglo-saxons:

Houphouët fait de son mieux pour exécuter ses charges le plus efficacement possible. Ainsi que le prévoient les attributions de sa fonction, il s'implique dans le contrôle de l'action des chefs de village, veille au bon déroulement de la levée de l'impôt auprès de 7 857 habitants de son territoire, s'occupe de la répartition des charges collectives [...]. Il avait certes appris à exécuter des tâches dans la vie de médecin. Ici, il a en plus l'occasion d'éprouver sa capacité d'écoute, d'arbitrer des différends, de satisfaire ou de freiner des ambitions, [...].

Mais il consacre également beaucoup de temps à ses plantations. Il avait prétendu un jour qu'il ne pouvait pas être à la fois chef de canton, docteur et planteur. On vient de voir qu'il a sans cesse mené de front ses obligations de chef de canton et des activités de médecin. Il n'a pas plus négligé la vie de planteur, bien au contraire, pendant ses six années de présence dans son village natal. (Grah Mel 2003: 184)

Un autre aspect de l'africanité du discours a trait à l'âge du locuteur. Dans nos traditions africaines, plus le chef est vieux, plus il est aimé car la maladie tout comme la vieillesse ne diminuent en rien le respect qu'on porte à la personne du chef et n'entament pas son pouvoir. Plus une personne est âgée, plus sa parole est prise en considération parce qu'elle est pleine de connaissance et de sagesse. Amadou Hampaté Bâ, écrivain et ethnologue malien (1900-1991) ne déclarait-il pas à la tribune de l'UNESCO en 1960 qu'« en Afrique, un vieux qui meure est une bibliothèque qui brûle » ?

Cela vient de la tradition orale où la personne qui a vécu longtemps a eu le temps d'accumuler un savoir qui en fait une référence, d'où le respect que les Africains portent aux personnes âgées. Dans les sociétés traditionnelles, le fait d'atteindre un âge avancé est aussi le signe d'une forme de bénédiction. De par son vécu et ses connaissances qu'il partage avec tous, le président ivoirien remplit les conditions du sage et c'est avec joie qu'il prodigue des conseils à ceux qui veulent bien l'écouter :

Homme de dialogue, Houphouët-Boigny est resté un être profondément humaniste. Amadou Hampaté Bâ, cet autre monument de l'Afrique, dira de lui : « Il sait toujours pardonner. Il se met à l'écoute de tout le monde. Il a une patience d'apôtre, un courage de lion, un cœur de tourterelle. Celle-ci ne se bat jamais. Elle roucoule. Si vous lui lancez une pierre, elle s'envole et va roucouler ailleurs. Il en est de même pour Houphouët. Si vous voulez l'écouter, il vous donnera des conseils. Dans le cas contraire, il vous en demandera. Si vous ne lui en donnez pas, il ne vous en voudra pas. Il n'est pas prêt à haïr.⁷⁴

Son grand âge est un atout dans sa politique africaine et il occupe une place de choix parmi nombre de ses pairs sur le continent qui lui vouent respect et considération. Tant pour sa place d'ex dirigeant du RDA que de père de l'indépendance de son pays, que de doyen et que pour son vécu, il est respecté de tous sur le Continent. Il est l'ami de la plupart des présidents francophones de la région au début de l'indépendance: Hamani Diori du Niger, Hubert Maga du Dahomey (actuel Bénin) ; Émile Derlin Zinsou, du Bénin ; Maurice Yaméogo de la Haute-Volta (actuel Burkina-Faso) ; et Koffi Busia du Ghana. Avec le souverain marocain, le Roi Hassan II, des différends à cause de la Mauritanie ont surgi mais ils finissent par être de grands amis. De même avec le président zaïrois (actuel République Démocratique du Congo) Mobutu Sese Seko, des différends pour son attitude jugée trop conciliante avec le leader katangais Moïse Tschombé finissent aussi par s'estomper. Pour Houphouët-Boigny, Omar Bongo qui est président du Gabon (successeur et neveu de son vieil ami Léon M'Ba) est comme un fils. Il a la même attitude paternelle envers le président malien Moussa Traoré et le burkinabé Blaise Compaoré. Autant il se méfie de Senghor pour les coups et trahisons qu'il a pu en recevoir, autant il a une confiance aveugle en la personne du président Abdou Diouf avec qui il entretient une relation de père à fils et reste attaché au peuple frère du Sénégal.

⁷⁴ <http://www.dialprod.com/memoire/paix-html> [Consulté le 20 juin 2014].

Le terme de « vieux » dénote de l'affection et du respect alors qu'en Europe, « vieux » a une connotation négative et n'est plus guère employé pour cette raison. On veut mettre à la retraite un homme trop âgé, surtout s'il occupe une fonction publique.

Même Laurent Gbagbo ne se soustrait pas à cet élan de tendresse, ce qui prouve que la tradition africaine a pris le pas sur la rivalité idéologique :

En novembre 1992, Laurent, qui préparait une émission à laquelle il avait été convié à la télévision ivoirienne, fut invité la veille de celle-ci à rencontrer le président de la République. L'ancien ministre Camille Alliali, chargé d'organiser cette rencontre, avait envoyé le préfet Débrouchard porté le message à Laurent. Voulant se concentrer sur la préparation de cette émission, Laurent demanda et obtint le report de cette rencontre au lendemain de l'émission. Le 6 novembre, il se rendit donc à l'audience du président Houphouët-Boigny. Lors de cette réunion avec le Président, Laurent constata que le « Vieux » avait attentivement suivi le débat télévisé. Il en fit même des commentaires très positifs et lui donna sa version ou sa vision des faits, chaque fois qu'il avait considéré la réponse de Laurent insuffisante. (E. Gbagbo 2007: 153-154)

Par contre, dans les démocraties occidentales, l'âge d'un homme politique en poste de responsabilité est dénoncé dès que ce dernier montre le moindre signe de faiblesse. La politique de prestige qu'a menée de Gaulle à la tête de son pays ne lui épargne guère des critiques pendant les moments de difficultés sociales, économiques et financières, et en particulier pendant les événements de mai-juin 68:

Pendant près d'un mois, de Gaulle, d'ordinaire si ferme et sûr de lui, donne l'impression que la situation lui échappe, et ne parvient à enrayer la crise qu'en juin 1968, lorsque les élections législatives, provoquées par la dissolution de l'Assemblée nationale élue l'année précédente, donnent une écrasante majorité aux gaullistes. Malgré cette victoire, le régime paraît ébranlé, et la majorité présidentielle commence à se diviser. De Gaulle remplace Pompidou par Maurice Couve de Murville au poste de Premier ministre, [...], organisant un référendum sur la réforme du Sénat et la régionalisation. La victoire du « non » provoque, comme il l'avait annoncé, sa démission, qui est effective le 27 avril 1969. Ainsi prenait fin la carrière politique d'un homme certain d'avoir été investi d'une mission exceptionnelle (« C'était à moi d'assumer la France », écrivait-il dans ses mémoires) et qui pendant trente ans avait dominé la vie politique française.⁷⁵

⁷⁵ http://fr.ca.encarta.msn.com/encyclopedia_761563271_3/Gaulle_Charles-de.html [Consulté le 20 juin 2014].

La situation se dégrade rapidement et laisse apparaître un abîme d'incompréhension entre le vieux général et la jeunesse française. Ici, il n'est nulle question de respect pour l'âge du général ni de gratitude pour son œuvre au service de la France. Par rapport à l'Afrique, on a l'impression d'être sur une autre planète :

De l'avis de ses propres partisans, de Gaulle a été complètement surpris par une crise qu'il ne prévoit pas et ne comprend pas. Indifférent aux revendications étudiantes et à la « crise de civilisation » qu'elles révèlent, il ne voit là au mieux qu'un gigantesque chahut de jeunes qui ne veulent pas passer leurs examens, au pire une contestation de l'autorité de l'État à faire cesser sur-le-champ. Dans les premiers jours de mai, ses seules consignes sont de réprimer brutalement les manifestations étudiantes, contre l'avis de plusieurs de ses ministres qui conseillent l'apaisement. Mettant de l'huile sur le feu, le Général contribue de fait à l'escalade d'un conflit qu'il aurait été facile de circonscrire.

À son retour anticipé de Roumanie le 18 au soir, de Gaulle déçoit jusqu'à des fidèles inconditionnels en apparaissant dépassé et flottant, sans cette vivacité et cette efficacité de réaction qui le caractérisent d'habitude.⁷⁶

Lors des événements de mai 68 en France, le général de Gaulle n'était pas malade ni plus âgé que son homologue ivoirien mais n'ayant pas été capable de ramener la paix sociale avec rapidité et efficacité, son grand âge est mis en cause.

C'est au vu de tout ce qui a été dit concernant ses pairs français qui sont ses modèles en politique, que nous pouvons affirmer que même s'il utilise la langue française, Houphouët-Boigny joue vraiment sur la fibre africaine. Il continue à se servir de la langue française comme moyen par lequel il véhicule son message mais le fond et la forme de celui-ci sont de moins en moins français pour devenir de plus en plus africain voire spécifiquement ivoiriens. Nous voyons la traduction littérale de l'expression orale africaine à travers la forme et le fond de ses expressions : Houphouët est face à un grand échec qu'il avoue à demi-mot en le tournant en sa faveur mais surtout, il ressasse ses actions héroïques passées comme : « quand j'étais jeune j'ai fait telle ou telle chose, aujourd'hui étant vieux, vous comprenez, la tâche vous incombe » tout

⁷⁶ http://fr.wikipedia.org/wiki/Charles_de_Gaulle [Consulté le 20 juin 2014].

en insistant sur le fait qu'il n'a pas l'intention de partir en retraite car il n'est pas en manque de projet pour la Côte d'Ivoire:

J'ai 83 ans, et j'ai assisté à cinq crises. Les plus grands professeurs d'économie n'ont jamais su prévoir ni l'arrivée ni le départ des crises. Tout le monde les subit. Nous ferons en sorte que nous puissions tirer les leçons de ces dernières crises. [...].

Est-ce que nous citoyens Ivoiriens, nous avons fait ce que nous devons ? Est-ce que nous avons assisté nos braves paysans ? La plupart d'entre eux sont des analphabètes. Vous avez le devoir de les aider. Vous ne devez pas permettre que 200, 300 tonnes de produits de ces paysans soient emmagasinés, dans la ville où vous vous trouvez, par un homme qui ne paie pas [...]. Vous avez manqué de vigilance.

Quand je me reporte à 1932, j'avais 27 ans quand j'ai connu la première crise de cacao. J'avais réuni les jeunes de la localité et avec eux, nous avons organisé la grève de la vente du cacao. (Houphouët-Boigny, 12 juillet 1989)

La crise sociale en France est à l'origine de la chute du président de Gaulle qui a alors 77 ans. En Côte d'Ivoire, le président Houphouët-Boigny assiste à sa 5^{ème} crise du cacao à 83 ans et il n'est nullement inquiet pour son avenir politique. Il assume ses fonctions de chef d'État quand il n'est pas malade, mais c'est surtout en père de la nation et d'une certaine façon en chef de famille qu'il quitte la Côte d'Ivoire pour se rendre en France sur invitation du président François Mitterrand : « [...]. J'ai cru de mon devoir de [...]. »

Ce traitement familial avec le peuple ivoirien est encore un trait de la tonalité africaine du discours. C'est un peu une façon de traiter ses concitoyens comme des enfants, le père laissant des consignes avant son départ de la maison. Il invite quelques Ivoiriens pour un mini discours avant son déplacement à Paris et promet un grand débat à son retour. Il se comporte aussi comme un monarque traditionnel local qui, avant de sortir de chez lui, laisse des consignes à sa cour immédiate, l'autorisant à gérer les affaires courantes pendant son absence:

À la veille de me rendre à Paris, sur l'aimable invitation du Président MITTERRAND, à participer à la Commémoration du Bicentenaire de la Révolution française et de la Déclaration des Droits de l'Homme. J'ai cru de mon devoir, de vous rencontrer ce matin pour traiter, très brièvement, quelques problèmes qui nous préoccupent. En vous promettant qu'à mon retour, aura lieu un grand débat, devant une assistance encore plus nombreuse, sur la situation politique, économique et sociale de la Côte d'Ivoire. [...].

Je vous ai dit que je serai bref, parce qu'à mon retour nous tiendrons une réunion devant une assistance plus élargie, pour que chacun d'entre vous, librement, nous dise ce qu'il pense de la politique de notre cher pays, de son économie, du social, afin qu'ensemble, nous recherchions les moyens de faire en sorte que cette Côte d'Ivoire, que je considère comme bénie de Dieu, puisse évoluer vers un bonheur partagé. (Houphouët-Boigny, discours du 12 juillet 1989)

L'âge d'Houphouët est aussi son atout politique en dehors du continent africain. Au Moyen-Orient, entre Arabes et Israéliens, il est écouté pour son grand âge et ses conseils, sortis tout droit des traditions africaines, sont des plus appréciés. Parmi les Chefs d'État africains, Houphouët-Boigny est de loin le dirigeant le plus admiré en Israël comme nous l'apprend l'homme politique Israélien Shimon Pérès :

[...]. Le 6 juillet 1994, nous étions trois : le Premier Ministre Itzhak Rabin, le Chef de l'OLP, Yasser Arafat, et moi-même, sur le podium de l'UNESCO à Paris, lors de la remise du Prix UNESCO pour la paix, portant le nom du Président Félix Houphouët-Boigny [...].

Nous avons tous apprécié ses sages conseils, toujours accompagnés de proverbes et adages de la tradition africaine. Il était pour nous tous comme une source d'eau claire et profonde, source de sagesse d'où nous puisons la force de continuer dans la seule et unique voie: la voie de la paix !

De Jérusalem, capitale d'Israël, je vous adresse à vous qui êtes assemblés à Yamoussoukro, une promesse solennelle, celle de perpétuer l'héritage que nous a légué Itzhak Rabin, de continuer dans la voie qu'il avait tracée, la voie de la paix.

Je sais que le «Vieux» nous entend : je le vois, hochant la tête ; je l'entends nous dire, de sa voix tranquille. Oui, mes enfants, vous êtes sur le bon chemin !⁷⁷

Houphouët a su mener une politique d'ouverture vers Israël tout en gardant le contact avec des personnalités palestiniennes, tel qu'Issam Sartouï (chirurgien et n°2 de l'OLP, assassiné le 10 avril 1983 au Portugal lors du congrès de l'International Socialiste), modéré, il était pour le dialogue avec Israël. Aujourd'hui, nous percevons mal la ténacité qu'il a fallu à ce «*petit chef d'État d'un petit pays*» africain pour aller à l'encontre des idées reçues et de l'idéologie dominante. Combien de gens approuvent ses décisions d'alors ? Pas beaucoup, certes !

Mais les plus opposés n'ont pas forcément tort. Ils ne sont pas sur la même longueur d'onde que le président ivoirien, c'est pourquoi, au moment où le monde, y compris l'Afrique,

⁷⁷ <http://unesdoc.Unesco.org/images/0011/00118460Fo.pdf> [Consulté le 20 juin 2014].

se déchire à cause du problème israélo-palestinien, Houphouët-Boigny demeure contre vents et marées, l'homme du dialogue. Il dit en substance à ses détracteurs d'alors:

*La Côte d'Ivoire n'est ni avec Israël contre les Arabes, ni avec les Arabes contre Israël. La Côte d'Ivoire est pour la paix définitive au Moyen Orient.*⁷⁸

C'est en jouant encore sur son âge qu'il se permet cette amnésie sélective, sinon comment comprendre que quelqu'un qui a été médecin en Afrique puis ministre de la santé sous la IV^{ème} République en France parle des antibiotiques comme des remèdes contre la fièvre.

En Afrique, les oublis ou les erreurs d'une personne âgée s'arrêtent au stade de la raillerie, sans plus. En 1989, Houphouët est très lucide. Il le reste jusqu'à la fin de sa vie mais sa préoccupation majeure consiste à faire pérenniser sa mémoire après sa mort. Donc, c'est en voulant laisser à la postérité l'image d'un homme de paix, que depuis 1989 un prix pour la recherche de la paix parrainé par l'UNESCO porte son nom. Prix entièrement subventionné par des fonds extrabudgétaires apportés par la Fondation Félix Houphouët-Boigny.

Sa véritable préoccupation n'est plus la politique interne ivoirienne qui a certainement souffert de l'absence de contrepouvoir, mais plutôt son image dans l'Histoire. Il se consacre à l'aspect de son mandat qu'il aime le plus, et où il peut briller, la politique internationale:

Ce prix qui porte « le nom du Président Félix Houphouët-Boigny, doyen des chefs d'État africains, apôtre infatigable de la paix, de la concorde, de la fraternité et du dialogue pour résoudre tout conflit à l'intérieur comme à l'extérieur des États », est attribué chaque année par un Jury international, composé de onze personnalités originaires des cinq continents, qui décernent un chèque de 122000 euros.

*Le prix Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix a été accordé respectivement à Nelson Mandela, président du Congrès national africain (ANC) de l'Afrique du Sud et Frederik Willem De Klerk, président de la République sud-africaine en 1991, à l'Académie de droit international de La Haye au Pays-Bas en 1992, à Yitzhak Rabin Premier ministre de l'État d'Israël, Shimon Peres, Ministre des affaires étrangères de l'État d'Israël et Yasser Arafat, Président de l'Autorité nationale palestinienne en 1993, à S.M. Juan Carlos Ier, Roi d'Espagne et Jimmy Carter, ancien président des États-Unis d'Amérique en 1994 [...].*⁷⁹

⁷⁸ <http://www.dialprod.com/memoire/paix.html#polémique> [Consulté le 20 juin 2014].

⁷⁹ http://www.jesuismort.com/biographie_celebrite_chercher/biographie-felix_houphoue... [Consulté le 20 juin 2014].

À 83 ans, « le puits de sagesse » Houphouët-Boigny n'est pas encore épuisé car il continue d'abreuver ses interlocuteurs de tous ordres, de sagesse africaine. Il est comme toute personne célèbre qui veut laisser une bonne image à la postérité afin que ses idéaux servent à l'humanité. Pour ses interlocuteurs hors le continent africain, Houphouët-Boigny joue sur d'autres registres : il s'attarde sur les faits, persiste sur le dialogue sans se décourager. C'est le prix qui porte son nom et qui est financé par un budget personnel parrainé par l'UNESCO qui rendra ses idéaux universels de paix immortels. L'égyptien Boutros Boutros-Ghali alors secrétaire général des Nations-Unies l'a maintes fois sollicité pour intervenir dans les conflits africains, il en témoigne :

[...]. J'ai eu, par la suite, de nombreuses conversations avec Félix Houphouët-Boigny. Je lui ai demandé, à plusieurs reprises, d'user de son influence pour apaiser certains différends interafricains. Je le tenais informé des crises qui secouaient notre continent et qu'il a suivies, jusqu'au bout, avec la plus grande attention. L'étendue de sa culture, sa connaissance de l'histoire, son intuition politique étaient les garants de la justesse de ses analyses et de la pertinence de ses conseils. Et j'ai pu mesurer alors ce qui faisait la grandeur de la personnalité de Félix Houphouët-Boigny: parce qu'il était profondément africain, il avait su accéder à l'universel. C'est ce témoignage personnel que je voulais aujourd'hui, à Yamoussoukro, renouveler devant vous, en hommage à notre grand disparu.⁸⁰

Pour ce qui est de la politique nationale, il la contrôle sans opposition, et il est certain de bien connaître les Ivoiriens. Houphouët-Boigny affirme, au cours de la soixante et unième session du Conseil Économique et Social qui s'est tenue le 30 juin 1976 à Abidjan, la capitale économique ivoirienne, sa connaissance de l'homme Ivoirien qu'il considère comme une partie de lui-même:

Cette minute revêt pour moi une toute particulière solennité et je ressens aujourd'hui une inhabituelle et profonde émotion.

Je me suis battu toute ma vie et le ferai jusqu'à ce que mes forces m'abandonnent pour la dignité de l'homme, de l'homme Ivoirien d'abord, bien sûr, puisqu'il est de ma

⁸⁰ <http://unesdoc.Unesco.org/images/0011/00118460Fo.pdf> [Consulté le 20 juin 2014].

chair, mais aussi parce qu'il est pour moi l'exemple le plus proche et le mieux connu de cette partie de l'humanité à qui ne sont pas encore assurés, dans toute leur jouissance, les droits que la déclaration universelle lui attribuait il y a vingt-huit ans.
(Houphouët-Boigny, 30 juin 1976 à Abidjan)

Houphouët s'adresse à des interlocuteurs qu'il connaît, transmet son message de façon à toucher émotionnellement la catégorie destinée, voilà pourquoi il s'empêtre parfois dans des explications, dans des détails, alors qu'il aurait pu justifier son absence à la rencontre avec les paysans par quelques simples mots comme : «pour des raisons médicales».

En Europe, un président qui parlerait de sa sieste manquée pour programme surchargé serait mal perçu. Mais nous sommes ici en Afrique où Houphouët veut dire à son assistance qu'il est un homme encore robuste. S'il a été malade, c'est parce qu'il travaille beaucoup et qu'il ne peut plus faire son indispensable sieste. Il a 83 ans certes mais il veut faire croire que ce n'est pas l'âge qui explique sa faiblesse physique mais l'excès de travail. Pour être plus crédible, il joue sur l'affectif : «la paix dans l'esprit des hommes». Il va encore plus aux sources de l'émotion et propose «la paix dans le cœur des hommes». Houphouët reste aussi dans un registre populaire et même familial : «je suis donc resté à la maison» mais je fais quand même l'effort aujourd'hui de venir vous voir avant de me rendre en France. Il aurait dû s'exprimer devant une assemblée de paysans s'il n'avait pas été malade, mais il s'adresse aujourd'hui donc à une assemblée tierce qui n'est pas touchée directement par le problème de ceux qui ont véritablement construit la Côte d'Ivoire :

[...] Mes médecins, les mêmes qui m'ont suivi depuis que je suis de retour en Côte d'Ivoire, m'ont déconseillé le déplacement. J'ai dû leur obéir. Ils m'ont administré un produit que je ne supporte pas, mais qu'ils considèrent comme indispensable: des antibiotiques.

La fièvre est tombée, mais j'étais fatigué, la maladie était arrivée sur un terrain affaibli parce que, comme vous le savez, pendant trois mois, j'ai pris mes repas entre 14 heures et 15 heures la journée, 21 heures et 22 heures la nuit. Je me suis passé, malgré moi, de l'indispensable sieste. Et c'est sur le terrain affaibli que j'ai été atteint. (Houphouët-Boigny, 12 juillet 1989)

Nous sommes face à un discours tellement familier qu'il nous donne l'impression d'être dans une réunion de famille où chacun connaissant la faiblesse physique du patriarche sera plus sensible aux raisons qui sont à l'origine de son absence à la réunion avec les paysans dans son

village. En occident, un tel discours est simplement impensable ou serait l'occasion d'une véritable levée de boucliers

La sieste, le président Houphouët-Boigny l'a toujours faite, même quand il était plus jeune, quoi de plus normal qu'il soit malade à 83 ans après trois mois sans sieste, car il croule sous l'excès de travail. En 1946 à Bamako, avant la création du Rassemblement Démocratique Africain (RDA), Houphouët, le médecin s'est imposé une discipline : faire la sieste pour récupérer et assumer ses responsabilités :

[...]. C'étaient les premières difficultés rencontrées au niveau de Paris. D'autres nous attendaient dans la capitale de l'ex-Soudan français, aujourd'hui Mali.

*Quel ne fut pas notre étonnement **quand faisant la sieste chez mon ami le vétérinaire Louis Sangaré, mon ancien condisciple de l'Ecole de Médecine de Dakar, Barbé, d'Arboussier et Ladjid Sidibé vinrent me trouver en disant : « Tout est perdu. Fily Dabo harangue la foule sur la place du marché, demandant non seulement que le Soudan français ne s'associe pas au Congrès, mais demandant au peuple soudanais, au peuple de Bamako, de nous chasser de la capitale ».** [...] J'ai refusé de rejoindre Abidjan tête baissée ; j'ai demandé à aller sur la place du marché. [...], les Maliens m'ont entendu, et durant ma longue carrière politique, jamais je n'ai été aussi acclamé, applaudi, que ce jour-là, sur la place du marché. (Loucou 1986 Tome 2 : 11-12)*

En définitive, le président ivoirien travaille trop, sa maladie n'est que la conséquence de trois mois de travail non-stop, la vie marathonnienne d'homme d'État qu'il a menée a fini par avoir raison de sa santé, il en fait les frais. Dans ce fonctionnement, on découvre trois racines politiques. La première est africaine ; c'est le système traditionnel de dialogue suivi d'adhésion. L'adhésion est aussi pratiquée dans les démocraties populaires des pays de l'Europe de l'Est, chez les communistes qu'il a côtoyé dans les années quarante. La deuxième racine est l'« alliance tactique » utilisée lors de la lutte contre les abus de la colonisation. Enfin, la troisième racine est la démocratie républicaine comme elle a été définie dans le monde occidental, surtout en France. Pour ce qui est de la Côte d'Ivoire démocratique, il la remet à plus tard. Le R.D.A, quoi qu'aidé à ses débuts par les communistes Français, devient un mouvement démocratique. En dépit des heurs et des malheurs vécus par ce mouvement, Houphouët-Boigny parvient à le conduire à la victoire et bénéficie de la confiance de la majorité de ses collègues députés africains en métropole et des populations africaines locales grâce à ses qualités personnelles de meneur d'hommes. Aujourd'hui, à l'heure du bilan, il se débarrasse de tout ce qui vient d'ailleurs pour rester profondément africain. Car si les autres racines

politiques ont été découvertes au cours de sa vie, l'africaine est intrinsèquement liée à sa naissance et à son appartenance au peuple africain.

C'est pourquoi il choisit d'être africain et ivoirien. Mais pas n'importe quel citoyen : il redevient le chef coutumier qu'il était, une fonction qui ne dépend pas des circonstances de la vie ni d'aucun effort personnel mais dont il a hérité à la naissance. Il n'a pas été anobli, il est né noble. Il préfère perdre les autres fonctions qui sont encore dans sa mémoire, parce que rattachées à sa personne, mais il choisit celle qui lui est innée car elle lui permet de garder la tête haute. Houphouët-Boigny redevient l'authentique chef coutumier, refusant toute fonction moderne dont celle de médecin, la toute première qu'il ait occupé. Cela pourrait-il expliquer l'amalgame qu'il fait concernant : « les antibiotiques qui font tomber la fièvre quelques instants après [...] » ?

Il restera ce chef coutumier jusque dans la mort. En effet, lorsqu'il décède en décembre 1993, sa dépouille est accueillie par les chefs coutumiers et rois africains (avec à leur tête le roi du Ghana) lors des cérémonies officielles. Mais le corps du disparu est ensuite remis à sa famille et aux dignitaires Akoués afin qu'il soit enterré comme un roi, dans l'intimité familiale et dans la plus pure tradition akouée.

Également roi des Akoués, Félix Houphouët-Boigny a reçu à Yamoussoukro, sa terre natale où il a choisi de mourir et d'être enterré, un adieu à sa dimension, entre tam-tams et grandes orgues. Salué, lors de la levée du corps, par les rythmes baoulés, le « père de la Nation », mort le 7 décembre à quatre-vingt-huit ans dans le fauteuil présidentiel qu'il occupait depuis trente-trois ans, a été accueilli par [...], les chefs coutumiers de la région, avec, à leur tête, le roi Ashanti de Kumassi (Ghana).

La cérémonie religieuse catholique a été présidée par Mgr Bernardin Gantin, évêque béninois délégué du pape Jean-Paul II. [...].

À l'issue de l'office religieux, Houphouët-le-Président est redevenu Houphouët-le-Roi. Son corps devait être remis à sa famille et aux dignitaires Akoués, avant d'être inhumé sans témoins étrangers dans le caveau familial.⁸¹

C'était la dernière volonté d'Houphouët de retourner à la tradition africaine à sa mort. Cela confirme qu'au soir de sa vie, le père de la Nation ivoirienne s'était dépouillé de ses autres fonctions pour ne garder que la traditionnelle, l'authentique, celle qui le définit le mieux. Cette

⁸¹[Http://www.jesuismort.com/biographie_celebrite_chercher/biographie-felix_houphoue...](http://www.jesuismort.com/biographie_celebrite_chercher/biographie-felix_houphoue...) [Consulté le 20 juin 2014].

fonction africaine à laquelle il était profondément attaché était la source des idées qui firent de lui un grand homme politique. Ce choix se reflète dans l'expression de ses discours.

En conclusion, la forme des discours d'Houphouët-Boigny est française et le fond est africain. Houphouët était bien lucide en 1989 lorsqu'il prononce le dernier discours de la première partie de notre corpus. Mais face à l'ampleur de son échec, il joue sur le registre africain. Alors qu'en Europe on réclamerait la démission d'un gouvernement malade ou incompetent, en Afrique, on s'attendrait sur le sort de celui qui aurait pu prendre une retraite méritée et servir de conseiller à ses successeurs. Les capacités de l'homme en politique ont dépassé les frontières ivoiriennes et africaines et ceux qui le connaissaient témoignent de la dimension extranationale de son combat. Cela nous permet d'affirmer qu'une retraite n'aurait pas été synonyme d'arrêt de travail pour Félix Houphouët-Boigny.

Houphouët l'Ivoirien, l'Africain, l'entrepreneur, le parlementaire, le ministre du général de Gaulle, le syndicaliste, le chef de parti, le chef d'État, le chef coutumier, les différentes fonctions du premier président ivoirien sont toutes présentes devant nous. À la fin de sa vie, face à son échec devant la 5^{ème} crise de cacao, le président cherche à recevoir compassion ou sympathie et tombe dans la nostalgie :

[...]. Je me suis battu toute ma vie et le ferai jusqu'à ce que mes forces m'abandonnent pour la dignité de l'homme, de l'homme Ivoirien d'abord, bien sûr, puisqu'il est de ma chair, [...]. (Houphouët-Boigny, discours du 30 juin 1976 à Abidjan)

Le retour aux sources est le choix qui s'impose de lui-même au sage africain. S'il ne sait plus comment surmonter l'oppression économique imposée par le néocolonialisme français au pays qu'il aime, il préfère que son peuple le plaigne au lieu de se voir rejeter par ce dernier. La sagesse populaire africaine ne dit-elle pas que : « quand tu ne sais pas où tu vas, rappelle-toi d'où tu viens ? ». Le président ivoirien n'oublie pas d'où il vient. Le côté ivoirien prend le pas sur ses multiples fonctions car c'est grâce au poids des traditions qu'il est sûr de recevoir la compréhension et le pardon de ses frères. C'est pourquoi, il fait délibérément ce retour aux sources, c'est son lieu de refuge certain. Ce caractère africain est si présent dans le dernier discours d'Houphouët que nous pouvons nous demander dans quelle mesure celui-ci n'est-il pas un discours africain simplement traduit en français ?

II.1.1.7 L'influence de la religion dans les discours de Félix Houphouët-Boigny

Houphouët-Boigny est originaire de la tribu animiste des Akoués. Son père Houphouët lui donne le prénom symbolique Dia, qui signifie homme magicien ou prophète. Au contact de la religion chrétienne, Houphouët opte pour le catholicisme qui est à ses yeux symbole de modernité. Il voit dans la religion chrétienne une solution face à l'islamisation forcée qui se pratique dans le nord du pays avant la colonisation. Il se fait baptiser et adopte le prénom français Félix pour donner l'exemple. Paradoxalement, sa première épouse est une musulmane mais Houphouët-Boigny choisit d'éduquer ses enfants dans la foi catholique.

La religion est pour lui la porte de sortie de l'animisme pratiqué par sa famille et dans lequel il a baigné pendant son enfance. Il garde cependant un profond respect de la tradition animiste qui perdure de nos jours malgré la conversion massive de la population ivoirienne aux religions chrétienne et musulmane. La foi chrétienne lui permet-elle d'échapper à son destin ou de moderniser son destin d'homme magicien ou prophète ou encore guérisseur, destin dû aux circonstances de sa naissance ?

Nous savons qu'Houphouët-Boigny a été médecin et planteur avant d'être ce grand homme politique qui a beaucoup voyagé dans le cadre de ses fonctions.

Dans son combat pour l'émancipation des peuples africains et ivoiriens, nous pensons qu'il n'est pas insensible à l'appel à la paix du message des différents prophètes. En effet, les prophètes harristes ou «prophètes des lagunes» lui recommandent la lutte pacifique pour le bien de la Côte d'Ivoire et lui apprennent que le choix du futur dirigeant du pays est déjà fait par Dieu lui-même: « tu es la personne choisie par Dieu et le combat doit être mené dans la paix ». Étant pacifique de nature, Houphouët est conforté dans ses idées par ces recommandations «célestes». Le rôle joué par les prophètes harristes dans la politique ivoirienne d'avant l'indépendance donne à l'histoire de la Côte d'Ivoire une inspiration religieuse qui pourrait paraître étrange vue de l'extérieur. Ce fait contribue à la constitution de l'identité ivoirienne présente dans le discours politique.

En 1990, à l'initiative d'un des fils du prophète, auteur d'une thèse d'État en sociologie du développement, Houphouët-Boigny rend un vibrant hommage à un des premiers prophètes ivoiriens. Papa Nouveau (de son vrai nom «Dagri Najva), fondateur de l'Église «Papa Nouveau», une Église dissidente de la mouvance harriste dont l'originalité de la mission, «mission de libération des Noirs» a frappé particulièrement le Père de la Nation ivoirienne:

Papa Nouveau fait partie de la race des « prophètes purs » déclarait Houphouët-Boigny en septembre 1990. Il était de fait un prophète typiquement ivoirien, liant un fort ancrage local et ethnique-réhabilitant, comme le dit J.-P. Dozon, une « ethnie à part entière » -et une vocation à parler au nom de Dieu pour tous les Ivoiriens, conjuguant les valeurs des cultes traditionnels de fécondité (au point de prôner la polygamie et de tolérer l'adultère) et l'ouverture vers la modernité et le développement (par la création d'écoles et de dispensaires), soutenant enfin, dès les années 1930, le mouvement nationaliste et pratiquant la bonne entente avec les Blancs.⁸²

Papa Nouveau est l'exemple type de la gestion des ambivalences et des contradictions de la situation qui font la force du prophétisme ivoirien. D'abord simple pêcheur (comme certains disciples de Jésus) de la lagune au sud de la Côte d'Ivoire, il se voit confier « une mission de libération des Noirs » en 1937, mission poursuivie de façon ininterrompue pendant soixante-quatre ans. Il a prédit deux destins présidentiels à Félix Houphouët-Boigny et à Laurent Gbagbo dont les discours font l'objet de notre étude :

Il annonce l'indépendance du pays et l'arrivée au pouvoir présidentiel d'Houphouët-Boigny, son double « lettré », dès 1945, comme le certifie le texte officiel de la déclaration prophétique de 1937 mis au point par les clercs de son Église.

Il reste enfin celui qui, à l'image d'Harris, a fait de la prison pour avoir « prédit » un monde où Noirs et Blancs seraient égaux (« en mangeant à la même table »). [...].

Houphouët lui a rendu hommage, Bédié l'aurait courtoisé et, plus récemment, le général Guéï, écarté du pouvoir, se serait réfugié auprès de lui pour solliciter ses conseils. Il a enfin prédit un destin présidentiel à Laurent Gbagbo.⁸³

Dans une telle ambiance, où religion et combat politique vont de pair, l'action politique et l'acte de foi pour Félix Houphouët-Boigny ne font qu'un. Bingerville est son chemin de Damas. Il reçoit le baptême, dans cette ville qui a aussi été capitale des prophètes harristes. Serait-ce un signe ou une coïncidence de plus dans l'influence religieuse qui a façonné la personne et la vie politique d'Houphouët ?

⁸² <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/087069.pdf> [Consulté le 20 juin 2014].

⁸³ <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/087069.pdf> [Consulté le 20 juin 2014].

Bingerville fut son chemin de Damas. Il y reçut du Révérend Père Gorju le baptême chrétien. Depuis lors, il vécut sa foi chrétienne en plénitude et en vérité. On sait le serment qu'il fit de ne jamais verser le sang humain en conformité avec l'un des dix commandements: tu ne tueras point. La foi, c'est aussi les œuvres de charité du président ivoirien en Côte d'Ivoire et à l'extérieur. On connaît surtout les mosquées, les temples, les cathédrales et la basilique qu'il a bâtis. Ces maisons de Dieu, trait d'union entre ciel et terre, ont contribué imperceptiblement mais inexorablement au maintien de la paix dans notre pays ! Comme jadis les églises et cathédrales du Moyen-Âge occidental transformèrent une époque caractérisée par la rudesse des mœurs et le fracas des armes. Un peu comme notre Afrique actuelle qui a un besoin impérieux de paix.⁸⁴

Malgré la diversité religieuse en Côte d'Ivoire pendant la période coloniale, Houphouët sait contourner les difficultés virtuelles avec habileté. Appartenant à la première génération des convertis au catholicisme, il passe des alliances politiques et entame un dialogue spirituel avec les autres confessions. Des parties des discours d'Houphouët font penser à une homélie par la présence récurrente des thèmes comme paix, frère, fraternité, entre autres dans son discours de déclaration de l'indépendance de son pays:

Ce que nous voulons rechercher tous ensemble, et que nous devons obtenir tous ensemble, c'est la paix entre nous, la paix entre nous, Africains, pendant que ceux qui se disent grands, parce qu'ils ont la faculté de détruire, s'ils le veulent, le genre humain, cherchent, sans y croire, à désarmer.

Il importe, ô Africains, de donner l'exemple.

Armons-nous contre la misère, contre les incompréhensions, mais de grâce, ne portons aucune arme contre notre prochain, parce que c'est notre frère [...]

Permettez-moi, en terminant, de vous demander, à tous, de partager ma foi inébranlable dans un monde meilleur, un monde de Paix, un monde de Liberté, un monde de Fraternité». (Houphouët-Boigny, discours du 7 août 1960 à Abidjan)

En tant que père de la nation, il y a des passages du discours où Houphouët se substitue à Dieu le Père pour les Ivoiriens, c'est-à-dire, celui qui pourvoit aux besoins quotidiens de ses enfants et leur assure protection et bien-être. C'est aussi la preuve qu'il est le seul maître à bord du bateau « Ivoire » au point que ses visites à l'étranger, avec ou sans quelques membres de son

⁸⁴ <http://fondation-fhb.com/index.php?nom=preshb> [Consulté le 20 juin 2014].

gouvernement, sont synonymes de l'absence totale du pouvoir. Le travail ne reprend véritablement qu'avec son retour:

Un pays qui s'élève, c'est un arbre qui grandit; si sa croissance doit être encouragée, il faut qu'à tout moment, aussi, le planteur l'entretienne, le taille, veille à ne pas favoriser telles branches par rapport à d'autres et fasse en sorte que, le plus vite possible, le plus longtemps possible et le plus possible, il produise les plus beaux fruits possibles.

Et tel est bien, en effet, le souci du gouvernement.

Telle est bien, en effet, la tâche que nous avons poursuivie depuis que nous sommes revenus en Côte d'Ivoire à l'issue d'une visite particulièrement enrichissante chez nos frères tunisiens et d'un séjour en Europe et en Amérique qui nous a permis de renforcer les liens d'amitié et les bases de coopération, que nous nous réjouissons de posséder avec certains pays de ces continents. (Houphouët-Boigny, discours du 7 août 1968 à Abengourou)

En conclusion, à la décolonisation en 1960, Houphouët-Boigny se retrouve à la tête d'un pays fragilisé par la religion. Le nord est dominé par les musulmans, le sud par les chrétiens, auxquels il faut ajouter de part et d'autre une présence relativement importante de population animiste et dans l'ensemble un peuple parlant une soixantaine de langues. L'habile Houphouët joue sur plusieurs registres. De par son rang de chef coutumier, il observe le respect des rites traditionnels (ce qui contente les animistes). Chrétien tolérant et homme de nature calme et pacifique, il tend la main aux musulmans qui contribuent aussi à l'émancipation du peuple ivoirien. C'est donc en incarnant la paix païenne entre animistes, la tolérance entre chrétiens et musulmans que le message de paix est effectif en Côte d'Ivoire. L'appel à la fraternité et au dialogue sont constamment présents dans ses discours. Houphouët porte en lui ce rapport permanent à la religiosité d'un homme pour qui le combat national, africain puis international revêt une dimension sacrée. Il use de sagesse pour éviter les éventuelles tensions qui pourraient naître de ces différentes religions. Pendant 33 ans, il parvient à contenir, avec fermeté parfois, les gènes de la guerre religieuse en bâtissant temples, mosquées et églises pour les différentes communautés, encourageant à maintes reprises l'entente inter religieuse.

La politique de mise en valeur des potentialités du pays entraîne une immigration massive vers la Côte d'Ivoire de nombreux africains, majoritairement musulmans, fuyant des régions de pays limitrophes du nord frappées par la sécheresse ou l'avancée du désert. La forte personnalité politique de Félix Houphouët-Boigny, sa connaissance de l'Afrique, de son peuple

et de la mentalité de celle-ci lui permettent de d'assurer la cohabitation des citoyens ivoiriens et étrangers vivant sur son sol.

Partisan de «bonnes» relations entre Africains, puis entre l'Afrique et la France, Houphouët invente en 1955, l'expression «France-Afrique». Mais ces relations sont dévoyées par l'égoïsme des uns et par la soumission des autres. Au final, les premiers dirigeants africains se retrouvent victimes consentantes d'un système prévisible mais dont ils n'ont peut-être pas mesuré l'ampleur ni la force destructrice à long terme pour le continent africain.

II.1.1.8 Le langage de la presse sous le parti unique

Nous l'avons mentionné, l'activité politique en Côte d'Ivoire entre 1960 et 1990 est animée par un seul parti: le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (le PDCI). Après la conquête du pouvoir politique, le mot d'ordre principal de ce parti, et donc du pays, est l'effort de tous pour la construction nationale. La télévision ivoirienne naît le 7 août 1963 de la volonté du président Félix Houphouët-Boigny de faire de la presse un instrument de cette politique de développement national. La télévision devient le meilleur moyen d'information de masse. Des programmes télévisés sont préparés et destinés à la population rurale d'où provient la richesse nationale. La radio et la presse écrite voient le jour pour le même objectif : la construction de la nation car la presse ne cherche pas à informer son public mais à le sensibiliser à la cause nationale.

De 1960 à 1990, durant 30 ans, l'espace médiatique ivoirien appartient au parti unique et c'est son premier dirigeant qui définit le rôle de la presse en Afrique :

[...]. Mais, dans nos pays africains, si la Presse et l'Information ont eu, au moment de la lutte pour l'indépendance politique, un rôle d'éveil des consciences des hommes au bénéfice de ces admirables devises que sont la liberté, l'égalité et la fraternité, elles sont devenues les supports des réalités visibles, des problèmes concrets, des espérances raisonnables : c'est-à-dire que la Presse et l'Information sont maintenant des moyens indispensables et nécessaires de la bataille pacifique pour le développement, dont le but est le bonheur de l'Homme ivoirien inséparable du bonheur de l'Homme africain ; je dirai de tous les hommes car l'Ivoirien se veut le frère de tous les hommes. (Houphouët-Boigny, allocution du 24 novembre 1975 à Abidjan)

Il est inutile de signaler que les moyens de communication sont sous contrôle direct ou indirect du pouvoir politique en place. Les médias ivoiriens doivent parler le même langage que les responsables politiques. Les grandes lignes sont tracées par le premier des Ivoiriens à l'endroit de toutes les couches sociales de la Nation. Il faut utiliser un langage de paix, d'unité, d'amour et inciter à l'effort de tous pour bâtir le bateau « Ivoire ». C'est un langage qui contribue à la stabilité politique du pays. Le président ivoirien définit la nature des messages que les journalistes doivent transmettre à la population:

[...]. La condition de réussite de toute politique de développement repose pour une part majeure sur leur capacité de production ; celle-ci à son tour étant conditionnée par une claire compréhension des options et de l'action du Parti et du Gouvernement.

La nature même des informations qui sont diffusées dans notre pays tiennent, de plus en plus, davantage compte des aspirations du monde rural et de sa lutte quotidienne contre le sous-développement, vu l'importance de ce monde dans la vie, les équilibres et les succès de la Côte d'Ivoire car il en est l'artisan. (Houphouët-Boigny, allocution du 24 novembre 1975 à Abidjan)

Le contenu de l'information sous le parti unique suit la ligne politique du parti. Elle est construite pour donner l'illusion de refléter l'aspiration des masses paysannes, moteur du développement national. L'information en Côte d'Ivoire obéit au doigt et à l'œil à cette nouvelle éthique et contribue à l'efficacité effective de la ligne générale du PDCI-RDA.

Au cours d'un entretien avec le journaliste, sociologue et consultant ivoirien Raphaël Lakpé, nous avons la confirmation du rôle du journaliste dans la Côte d'Ivoire d'Houphouët-Boigny :

Doctorante: Peut-on parler de liberté d'expression en Côte d'Ivoire sous le parti unique?

Raphaël Lakpé: Pour ce qui est de notre pays, le concept de liberté d'expression est assez nuancé, avec la façon de procéder du président Houphouët qui consiste à expliquer les choses avant de les imposer, nous les journalistes, nous n'avons pas eu l'impression de travailler sous la menace. En effet, sous le parti unique, nous avons le devoir d'apporter notre contribution à la construction nationale. Nous devons informer la population tout en ayant à l'esprit la préservation de la cohésion nationale, véhiculer les idéaux du parti au pouvoir : les programmes et les grandes lignes de la politique du

gouvernement étaient nos priorités. Le pays connaissait un certain essor économique, un bien-être social dans l'ensemble avec ce sentiment de vivre dans une société de paix de telle sorte que nous faisons attention à ce qu'il fallait dire pour préserver et développer cela sans avoir l'impression de vivre dans un climat de stress permanent.

Au final, même si nous étions tenus à une certaine rigueur, l'atmosphère qui régnait dans le pays, cette sensation de bien-être, faisaient qu'on travaillait sans vraiment se sentir enchaînés. On travaillait et on était heureux de participer au développement de notre pays».

Doctorante: N'est-ce pas tuer le métier de journaliste, le fait que l'État vous donne une ligne de conduite ou aller toujours dans le même sens que la politique du gouvernement ?

Raphaël Lakpé: Sous le parti unique, les journalistes étaient plus attirés par les sports. Le journalisme sportif était de loin le moyen de refuge où l'exercice de la profession était des moins contraignantes par absence de l'emprise du pouvoir sur cette partie de l'information.

Pour revenir à votre question de savoir si le contrôle a tué le journalisme, je dirai que non car la nature ayant horreur du vide, le système a développé d'autres aspects du métier comme je viens de vous le signaler.⁸⁵

Après l'indépendance, il n'y a pas de presse privée en Côte d'Ivoire. Les médias sont mis en place par le chef de l'État pour soutenir sa politique de construction nationale. Les journalistes sont tous des agents de l'État travaillant dans des organes de presse régis par l'administration qui les subventionnent et dont les responsables sont nommés par le représentant de l'unique parti politique en la personne du ministre de l'information. C'est ce dernier qui, sur proposition en conseil des ministres fait nommer ses administrés. Cette situation prévaut de 1960 à 1990:

Voix d'Afrique soulignait à l'issue du séminaire du PDCI-RDA sur la Presse et l'information, tenu du 15 au 19 décembre 1976 à Yamoussoukro: «Le PDCI-RDA a préexisté à l'État dont il fut le fondateur et demeure l'animateur [...]». En effet, à cette époque, l'État en tant qu'institution politique et administrative se trouvait confondu avec le parti et vice versa. La conséquence de cette confusion était que le pouvoir politique, entre les mains du PDCI-RDA,

⁸⁵ Annexe I, interview réalisée par nos soins à Abidjan, Côte d'Ivoire, d'octobre à novembre 2007.

*parti unique, avait une forte emprise sur les rubriques des organes d'information même si leur contrôle et leur orientation écartaient toute censure directe. Dans un tel contexte, le communicateur professionnel cherchait toujours, la possibilité ou l'opportunité de passer telle information sans s'écarter de la ligne générale du parti.*⁸⁶

Dans cette logique, les journalistes sont de facto membres du parti unique (puisque le PDCI-RDA est l'État et représente donc l'ensemble des citoyens) et sont tous employés par le parti. La confusion entre le parti unique et l'État est vite faite ce qui favorise l'émergence d'un nouveau langage de la presse ivoirienne. L'information est verticale, les axes principaux correspondent aux grandes lignes fixées par le gouvernement du parti unique.

À partir du moment où les journalistes, comme les autres citoyens, sont tous militants du PDCI-RDA, les instances du parti veillent à la diffusion de l'information, seul le journalisme sportif échappe à ce contrôle:

Et, l'on était alors tenté d'avancer, que les meetings politiques ainsi que les congrès ou réunions de toute organisation autorisée, étaient de véritables canaux et cadres de communication des aspirations des citoyens à l'attention des animateurs du parti. [...].

*Ce cadre d'expression plurielle, irrégulier, illustre la dépendance des journalistes du pouvoir politique central, contrairement à l'exercice du journalisme dans les pays occidentaux multipartistes. [...]. **La confusion entre l'État et le parti unique d'alors entraînait de fait la complicité informationnelle entre communicateurs politiques et communicateurs professionnels** à l'instar du mode de circulation de l'information au service de l'État dans les anciennes Démocraties populaires de l'Europe de l'Est ou encore aujourd'hui à Cuba, en Corée du Nord, en Mongolie ou en Chine Populaire. Il existe la même pratique dans les sociétés politiques traditionnelles, terroir de l'élite politique africaine en général et ivoirienne en particulier.*⁸⁷

⁸⁶ http://documents.irevues.inist.fr/bitstream/2042/14825/1/HERMES_2000_28_245.pdf [Consulté le 20 juin 2014].

⁸⁷ http://documents.irevues.inist.fr/bitstream/2042/14825/1/HERMES_2000_28_245.pdf [Consulté le 20 juin 2014].

Conclusion partielle :

L'information sous le parti unique est davantage descendante qu'ascendante car les décisions émanant des instances du parti sont transmises à la population à la fois par les journalistes et par les responsables du parti.

Les informations ascendantes sont plutôt étouffées et parfois réprimées à la base parce qu'elles sont très souvent des revendications sociales, économiques et plus tard politiques. Les revendications proviennent souvent des syndicats d'enseignants qui apparaissent comme un pouvoir relativement autonome. Ces revendications politiques surviennent surtout suite à l'affaiblissement du régime provoqué par les différentes crises économiques des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix.

De ce fait, les enseignants sont vus comme des opposants au régime d'Houphouët-Boigny et comme eux, tous ceux qui manifestent sont jugés comme déstabilisateurs de l'État de Côte d'Ivoire, des ennemis de la paix. Ils sont craints au même titre que la presse étrangère qui ne marche pas dans cette logique de construction nationale et qui publie les manifestations provenant des rues d'Abidjan :

*[...] Les agences de presse des pays qui nous témoignent une amitié superficielle se sont empressées d'annoncer des grèves générales en Côte d'Ivoire, [...]. Notre sens de l'intérêt général l'ont aisément emporté, durant les semaines écroulées, sur **les menées d'une poignée d'irresponsables ou d'inconscients** [...], loin des rêveries anachroniques qui, sapant la confiance en Côte d'Ivoire, en éloigneraient les investisseurs, la réduiraient à son seul et insuffisant potentiel, et auraient tôt fait de nous engager sur la voie de la régression.*

Pour leur part, dans leur immense majorité, les travailleurs de Côte d'Ivoire savent choisir les avantages et les assurances d'un emploi stable et progressivement amélioré et ils savent repousser les facilités démagogiques qui, en quelques mois engendreraient la hausse du coût de la vie, la mévente, le chômage et la fuite des indispensables capitaux extérieurs vers des pays plus accueillants, qui n'attendent, peut-être que nos erreurs pour les attirer.
(Houphouët-Boigny, 7 août 1968 à Abengourou)

II.2 Les discours de Laurent Gbagbo.

II.2.1 Analyse critique d'un discours de Laurent Gbagbo

Pour notre analyse, nous nous intéresserons à l'étude faite par la linguiste Ruth Wodak qui analyse d'un point de vue historique le discours tout en tenant compte de celle faite par Norman Fairclough qui met l'accent sur les changements socioculturels exprimés par l'acte linguistique (Calzada 2003: 2) à travers l'Analyse Critique du Discours (ACD). Ces deux visions de l'analyse nous interpellent d'autant plus que la période de notre étude correspond à des périodes de bouleversements de tous ordres de la vie politique en Côte d'Ivoire. Ces changements ont lieu à un moment clé de la vie sociale et institutionnelle du pays. Cet ensemble constitue une ressource de références pour l'étude du langage à travers les discours politiques en général mais surtout pour les questions du discours de rupture ainsi que pour l'étude des pratiques langagières de celui qui est *de facto*, l'un des plus importants leaders d'opinion de l'Afrique des années 1990 à 2010. Ces changements intervenus en Côte d'Ivoire eurent des répercussions dans d'autres pays africains. Si nous nous basons sur le fait que le langage est un outil essentiel de communication pour tous, il l'est aussi pour la politique comme pour le traducteur. À l'heure de la globalisation où l'accès à l'information est à la portée de tous, notamment en Afrique (pour ceux qui savent lire), la jeunesse africaine se passionne pour ces politiques qui osent combattre le néocolonialisme. La langue illustre le mieux ce changement de cap que nous percevons à travers les discours politiques actuels. Les partis politiques issus du système uni partisan, tentent de s'adapter au nouveau contexte politique africain pour survivre. Cette évolution des mentalités des hommes politiques en Afrique est aussi riche sur le plan du langage, que cette mutation soit voulue ou se soit imposée à eux. Mais le vrai changement, la grande révolution du langage dans les discours politiques prend effet à partir de 2000, période où des partis de l'opposition accèdent au pouvoir d'État. C'est le cas en Côte d'Ivoire du FPI (Front populaire ivoirien) de Laurent Gbagbo. Arrivé au pouvoir suite aux élections d'octobre 2000, le nouveau président socialiste prône une politique d'innovation en usant d'arguments politiques contre le système néocolonial français. Mais en quoi consiste l'idéologie ? Selon Fairclough, c'est l'ensemble des représentations, des opinions partagées par un groupe d'individus. (Schäffner et al. 1996 :2). Notre personnage, Laurent Gbagbo, leader de son parti et président de la IIème République de Côte d'Ivoire, est le personnage qui incarne le mieux

cette nouvelle politique qui métamorphose le langage. Ses discours reflètent la nouvelle orientation du pouvoir politique ivoirien que nous venons de mentionner.

II.2.1.1 Présentation du locuteur

Né le 31 mai 1945 à Gagnoa au centre-ouest de la Côte d'Ivoire, en pays Bété, Laurent Gbagbo obtient le baccalauréat, puis une licence d'histoire à l'université d'Abidjan en 1969. Il est professeur d'histoire-géographie l'année suivante. C'est en milieu enseignant qu'il se sensibilise au syndicalisme qui influence son enseignement jugé «subversif» par les autorités compétentes. Ce geste lui vaut deux années de prison au début des années 70 mais n'altère nullement sa volonté de dénoncer les injustices.

En 1974, il entre comme chercheur à l'Institut d'histoire, d'art et d'archéologie africaine (IHAA) de l'université d'Abidjan. Il est nommé directeur de cet Institut six ans plus tard mais ne perd rien de son engagement syndical. Il est considéré en 1982 comme un actif artisan de l'agitation estudiantine. Se sentant menacé par le régime d'Houphouët, il part en exil en France. De retour en Côte d'Ivoire en 1988 il est élu secrétaire général du Front populaire ivoirien (FPI), parti d'opposition dont il avait créé l'embryon six ans plus tôt. Il obtient une défaite honorable aux présidentielles de 1990 face au père de la Nation. C'est son plus grand fait d'armes car il acquiert en légitimité politique auprès de l'opinion publique ivoirienne ce qui le place inexorablement sur la scène politique. Laurent Gbagbo devient alors le chef de file de l'opposition à la politique du président Houphouët-Boigny dans une Côte d'Ivoire qui renoue avec le pluralisme politique:

[...], l'élection, à la fin du dépouillement des bulletins de vote, [...], Houphouët-Boigny fut proclamé vainqueur; Gbagbo perdant avec 18,3% des voix. [...]. Cela étant dit, ces élections ont été enrichissantes pour la Côte d'Ivoire qui intégrait ainsi, pour la première fois, le multipartisme à travers des élections. L'apprentissage des exigences du multipartisme n'a pas été une chose aisée pour le PDCI-RDA, parti unique, qui avait dirigé sans contre-pouvoir la Côte d'Ivoire de 1960 à 1990. (E. Gbagbo 2007: 135-136)

Ces élections présidentielles mettent fin à des décennies de parti unique. Comme il l'a annoncé dans son programme de campagne, le premier président socialiste veut une nouvelle politique de coopération avec la France, il veut passer du statut de tuteur à celui du partenariat. Nous chercherons à montrer le rôle que joue la langue française à travers ce vent nouveau qui souffle

sur la vie politique ivoirienne. Changement qui reçoit l'assentiment de la population dans son ensemble et le soutien manifeste de la jeunesse, la véritable force politique du président Laurent Gbagbo.

II.2.1.2 La macrostructure du texte.

Le contenu essentiel et global d'un texte concret constitue sa macrostructure qui correspond aussi au résumé du contenu essentiel du texte à un niveau global supérieur (voir II.1.1.2.). La macrostructure est importante pour expliquer l'organisation de la structure globale sémantique et pragmatique des textes. Tout en sachant que chaque communauté linguistique organise et distribue son espace textuel selon ses propres caractéristiques et nécessités, cet aspect est source de notable confusion entre des perspectives différentes. C'est le cas des discours politiques ivoiriens qui, en s'adaptant plus à la réalité de la société ivoirienne et africaine pourraient paraître confus voire incompréhensibles à l'étranger.

II.2.1.2.1 Contexte historique et contenu du discours

Le texte que nous voulons analyser porte sur le discours d'investiture de Laurent Gbagbo premier président de la 2^{ème} République de Côte d'Ivoire, le 26 octobre 2000 (Annexe III) à Abidjan.

Nous nous trouvons à un moment important de l'histoire de ce pays :

Après la mort du père de la nation ivoirienne, le 7 décembre 1993, comme prévu dans la Constitution, le président de l'Assemblée nationale, Monsieur Henri Konan Bédié assume l'intérim du pouvoir jusqu'à la fin du mandat en cours en octobre 1995. À la fin de cette période, des élections démocratiques sont organisées. Laurent Gbagbo alors chef de l'opposition appelle au boycott actif de l'élection présidentielle du 22 octobre 1995 pour protester contre le code électoral mais il se présente aux élections législatives quelques mois plus tard où il est réélu dans sa circonscription. Le mandat du président Bédié premier successeur d'Houphouët est interrompu par le premier coup d'État militaire que connaît la Côte d'Ivoire le 24 décembre 1999. Cet événement est paradoxalement salué par le démocrate et chef de l'opposition Laurent Gbagbo. La transition militaire de dix mois qui s'en suit se solde le 22 octobre 2000 par des élections présidentielles entre le chef de la junte, le général Robert Guéï et le candidat socialiste Laurent Gbagbo. Des candidats tous aussi importants que redoutables sont éliminés par une Cour Suprême obéissant au doigt et à l'œil au nouvel exécutif. Le F.P.I. a pris ses précautions

dès la fermeture des bureaux de vote pour faire échouer toute tentative de tricheries électorales comme nous le signale Mme Simone Ehivet Gbagbo dans son livre *Paroles d'honneur* paru en 2007:

Le FPI s'était bien équipé pour avoir rapidement en sa possession les résultats de tous les bureaux de vote sur toute l'étendue du territoire. Nous en avons collecté la majorité très rapidement de sorte que, très vite, nous avons su que Laurent gagnait ces élections sans ambages avec près de 60% des voix. (E. Gbagbo 2007: 209)

Suite à son élection dans des conditions «*calamiteuses*», Laurent Gbagbo le «*démocrate*» prononce le 26 octobre 2000 son discours d'investiture avec le souvenir plus que présent des événements des derniers jours. Le contexte susmentionné est dominant dans son message et lui donne un caractère particulier. Le contexte historique de ce discours est à l'origine de multiples troubles que vit la jeune République de Côte d'Ivoire.

Les contestations viennent aussi de l'extérieur d'où la faiblesse du nouveau régime qui doit sa survie au soutien temporaire de ses camarades socialistes français alors à la tête du gouvernement de cohabitation de 1997 à 2002:

Le péché originel de son régime le liera encore davantage à la France, qui est déjà sa seconde patrie, et à la gauche française, son autre famille. «Notre camarade Gbagbo est président de la Côte d'Ivoire», a exulté Michel Rocard, le 25 octobre, au colloque sur «les nouvelles frontières du socialisme» [...]. C'est donc Paris qui fera taire les critiques qui fusent à Bruxelles («une présidentielle volée», juge le commissaire européen au développement, Paul Nielson) ou à Johannesburg («Le processus électoral était illégitime et la chose la plus correcte à faire est de tenir maintenant de véritables élections démocratiques en Côte d'Ivoire», fait valoir le président sud-africain, Thabo Mbeki). Au nom de la «stabilité» à Abidjan, l'Élysée se rallie à Matignon.⁸⁸

Une fois affranchie l'étape des formalités d'usage de ce genre de discours et dans ce cas exceptionnel de l'évocation du souvenir des morts, place fut faite à l'énumération des points saillants du programme de son mandat. En résumé, le véritable changement réside dans la politique intérieure: il y aura une refondation de la société ivoirienne qui en quelque sorte tourne

⁸⁸ <http://www.france-mail-forum.de/fmf29/pol/29smith.html>

[Consulté le 20 juin 2014].

le dos à la politique de privilège avec la France. C'est une refondation économique qu'il faut à la Côte d'Ivoire dans ce monde «moderne». La refondation de la société ivoirienne se fera sentir sur le plan militaire (plutôt tardif), politique, économique et culturel. C'est une politique de gauche que le Président compte mener et si les pays voisins s'inquiètent compte tenu du nombre pléthorique des leurs en Côte d'Ivoire, il les rassure. Il ne veut pas se fâcher avec ses collègues et voisins. La politique sous régionale ne va pas changer et les engagements internationaux de la Côte d'Ivoire non plus. Au final, le seul domaine qui ne sera pas refondé est la politique étrangère sauf en ce qui concerne la France:

La Côte d'Ivoire ne faillira pas à ses engagements internationaux. Nous savons en particulier la mission historique qui est la nôtre dans le projet d'intégration sous-régionale en Afrique de l'Ouest. Je tiens à assurer tous les pays de la sous-région de mon engagement personnel à œuvrer non seulement pour la consolidation des liens historiques qui existent entre la Côte d'Ivoire et ses voisins, mais aussi pour tracer ensemble les voies de notre avenir commun. Le monde a changé et avec lui la politique. On ne fait plus et on ne peut plus faire la politique comme avant. Laurent Gbagbo, discours du 26 octobre 2000 à Abidjan.

II.2.1.2.2 La structure thématique : la rupture du néocolonialisme.

L'acte communicatif véhicule un message pour un objectif bien précis, c'est un tronc auquel peuvent se greffer d'autres messages secondaires. Ici, le message capital serait la refondation de la nation ivoirienne qui passe par une rupture multiple des relations avec la France, l'ex-puissance coloniale. Le concept d'intention, connu sous diverses formes selon les auteurs revient comme projet antérieur à la conception du discours. Comme nous fait remarquer dans l'Enonciation (Kerbrat-Orecchioni 2013 : 199) que, si bien des discours contemporains dénie le concept d'intention sur la mise en forme verbale d'un projet signifiant, il est tout même présent sous de nouveaux habillages:

L'intenté, c'est «ce que le locuteur veut dire», le contenu de sa «pensée», qui s'actualise en discours sous forme de signifié). Même si l'on admet avec certains que dans certains types de textes, tout se joue dans cet «incipit» que constitue la phrase d'ouverture (pour Doubrovsky, 1971, la phrase inaugurale de la Recherche, ce sésame qui permet de franchir le seuil de l'univers textuel, fonctionne en quelque sorte comme la matrice génératrice de l'œuvre entière),

ou dans la sélection d'un mot-thème que le reste du texte se contenterait de pragmatiser, même dans de telles perspectives limites, s'il l'abandonne ensuite à l'énoncé lui-même qui s'auto-génère, l'auteur a bien tout au moins l'initiative du choix décisif de ce «germe vital de l'œuvre». Chez d'autres, c'est à la composante pragmatique qu'il revient de récupérer le concept d'intentionnalité [...]. (Kerbrat-Orecchioni 2013: 199-200)

II.2.1.2.3 Définition et origines de la rupture

II.2.1.2.3.1. Définition

Nous entendons par rupture, la fin de la continuation ou de la réalisation d'une chose. La rupture est donc l'action par laquelle une chose est rompue ou l'état d'une chose est rompu.

Nous entendons par rupture, au sens figuré, une division qui se produit entre des personnes qui étaient unies par traité ou par des liens d'amitié. Dans ce cas, la rupture peut être complète, ouverte, manifeste ou déclarée.

De même, l'annulation ou l'interruption des traités et des actes publics ou particuliers, donc l'action qui consiste à considérer comme nul un engagement en s'opposant à sa continuité est une rupture.

Nous disons avec le sculpteur et plasticien français d'origine hongroise Nicolas Schöffer (1912-1992) que la rupture arrive par l'usure:

Dans l'évolution de chaque phénomène, arrive un moment où la saturation, l'épuisement amènent l'inertie.

L'intervention opportune d'une force ou d'une énergie formulée, si minime soit-elle, peut provoquer la rupture, à condition d'être communicable et diffusable, c'est-à-dire que la force ou l'énergie, formulées en propositions concrètes dans un langage nouveau et au moyen d'une technique inédite, entrent d'emblée dans le circuit du complexe humain en éliminant rapidement les vestiges du phénomène précédent.⁸⁹

La rupture intervient pour ce qui nous concerne du constat de l'épuisement d'un système mis en place en Côte d'Ivoire après les négociations entreprises entre Houphouët-Boigny et les autorités françaises dans le cadre de l'octroi de l'indépendance formelle.

⁸⁹ <http://www.olats.org/Schoffer/defrupt.htm>

[Consulté le 30 juin 2014].

Ces dernières, malgré le dialogue patiemment mené dans son long combat politique pour son pays ne purent accorder la vraie indépendance, capable de lui permettre de mener une politique de développement économique alors que sa qualité de bâtisseur lui est reconnue. Suite à l'indépendance, Houphouët-Boigny mène une politique couverte par la langue de bois. Une réalité que rejette la nouvelle génération aussi bien les hommes et femmes politiques que le peuple, qui voient en ce système l'origine de tous leurs maux.

II.2.1.2.3.2. Les origines de la rupture

Nous pouvons situer les origines de la rupture d'avec la politique néocoloniale en Côte d'Ivoire à la fin des années quatre-vingt et au début des années quatre-vingt-dix avec le retour du multipartisme. Ce contexte est à l'origine sociale de la pratique discursive dont les conditions ci-dessus mentionnées se perçoivent à travers les discours politiques des opposants au régime de Félix Houphouët-Boigny depuis 1990 sur la scène politique ivoirienne.

Tout est parti de la volonté affichée par une nouvelle classe d'hommes politiques de rompre avec les «complexes plus ou moins avérés» et les obstacles qui ont toujours émaillé les efforts fournis épisodiquement par Houphouët-Boigny pour parvenir à une coopération saine et mutuellement bénéfique avec la France.

Plusieurs décennies après l'indépendance, toutes les anciennes colonies sont restées perméables et soumises à l'influence et à la domination de l'ex puissance coloniale. La remise en cause du néocolonialisme que fait cette nouvelle génération d'Africains part de ce constat. L'opposition ne s'explique pas la politique «docile» de ses aînés. Pour elle, c'est ce comportement qui les éloigne de plus en plus de la réalité quotidienne de leurs concitoyens et les empêche d'agir.

En Côte d'Ivoire, le pouvoir de Félix Houphouët-Boigny s'essouffle suite aux multiples crises économiques qui soulignent l'incapacité du régime à y faire face.

Le chef de l'État est abandonné par ses «amis» de l'Hexagone car pris dans un nouveau contexte international favorable à la démocratie dans le monde:

[...]. J'ai frappé, comme vous le savez, à toutes les portes, parce que le devoir des responsables est de rechercher le meilleur moyen à apporter pour une juste rétribution de l'effort de production. [...].

J'ai dit que nous avons frappé à toutes les portes, en France, en Europe, en Amérique. Un seul Français a répondu favorablement à notre appel. [...]. Il nous a pris une première fois 400000 tonnes de cacao dont 200000 tonnes stockées en Europe et

200000 tonnes vendues. [...]. Et, quand nous avons eu sur les bras, 622000 tonnes de plus, nous lui avons demandé s'il pouvait les prendre. Mais ses activités débordent le cadre de la Côte d'Ivoire et le cacao, [...]. Il ne pouvait donc, seul, résoudre notre problème. Houphouët-Boigny, discours du 12 juillet 1989 à Abidjan.

En face, se positionne une opposition de moins en moins discrète et de plus en plus bouillonnante, prête à prendre les affaires en main. La pression nationale et l'absence de soutien en Occident obligent Houphouët-Boigny à obtempérer autorisant le retour au multipartisme en avril 1990 (pourtant inscrit dans la Constitution ivoirienne en 1960) jusqu'alors refusé par le père de la nation :

Le 30 avril 1990, le pouvoir du PDCI fait un nouveau pas. Il capitule et procède enfin à la réforme politique réclamée par tout le monde. Houphouët-Boigny proclame le multipartisme et sauve ainsi le pouvoir [...]. Décidément le monde bougeait. Coup sur coup, on enregistrait la dislocation du bloc soviétique avec pour conséquence la chute du mur de Berlin ; la disparition de l'URSS, une des deux superpuissances ; la libération de Nelson Mandela en février 1990 après vingt-sept ans de prison. Et maintenant on assistait à l'avènement du multipartisme en Côte d'Ivoire, une des têtes de pont du néocolonialisme en Afrique.

Le 30 avril 1990 a représenté une étape cruciale, une importante bataille gagnée pour l'avènement de la démocratie dans notre pays. (E. Gbagbo 2007: 128-129)

Au début des années 2000, Laurent Gbagbo au pouvoir demande de revoir le dispositif de coopération et de réformes hérité du pacte colonial. Cette démarche était d'autant plus impérieuse que la misère gagnait du terrain dans la population. C'est une Côte d'Ivoire «new-look», dirigée par un président décomplexé, suffisamment «saoul» pour dire ses quatre vérités au roi du «pré-carré» africain en la personne du président des Français Jacques Chirac. Laurent Gbagbo est dorénavant aux commandes d'un pays majeur qui veut prendre son «indépendance totale». Il a, pour arme politique, la communication massive, directe et franche avec le peuple. Pour le nouveau président ivoirien, le soutien total des siens passe par la révélation des dessous de la politique néocolonialiste de ses prédécesseurs. Il compte sur la détermination des jeunes et de toutes les classes des défavorisées de l'ancien parti unique qui ne se fait pas attendre. Parmi eux, nombreux sont les chômeurs diplômés. Certains sont de retour d'Europe et d'autres sortent des grandes écoles d'Abidjan et de Yamoussoukro (villes de références universitaires en Côte d'Ivoire). Ils sont très perméables au message de rupture du leader de gauche d'autant plus

qu'ils tirent tous «le diable par la queue». Les jeunes qui ne croient plus en la politique des dirigeants d'hier trouvent en Gbagbo leur nouveau leader et la libération de l'information leur permet de mettre le doigt sur le mal ivoirien, sans tabous. Le constat de l'échec de la politique néo coloniale amène à envisager une alternative politique passant par la rupture avec l'ancienne voie. Le temps est venu de mettre fin à la politique du tutorat avec l'ex puissance coloniale pour pratiquer celle du partenariat. Celle-ci consiste à élaborer une nouvelle stratégie de coopération bilatérale bénéfique aux deux pays: France et Côte d'Ivoire et en même temps de renforcer la politique de coopération multilatérale.

II.2.1.2.4 La langue au service de la rupture politique

Laurent Gbagbo veut faire de la Côte d'Ivoire une nation démocratique, moderne, prospère et solidaire. La nouvelle donne consiste à se prendre en charge, à montrer sa maturité politique par le respect de soi-même, de ses institutions afin de se faire respecter par les autres. Il prêche par l'exemple :

Si nous ne nous respectons pas, personne ne nous respectera. Si nous ne respectons pas les textes que nous avons-nous-mêmes votés, personne ne les respectera à notre place. Je m'engage à vous dire que nous ne réécrivons pas une autre Constitution. Et nous ne ferons pas une autre élection présidentielle. Je n'ai pas voulu m'installer à la présidence de la République avant cette cérémonie qui est officielle [...]. Je veux lutter contre l'idée qui veut qu'on n'organise pas les élections pour les perdre. (Gbagbo, 26 octobre 2000)

C'est le genre de discours qui fascine la jeunesse ivoirienne qui aspire, plus que tout, au changement dans un pays où un seul parti a été au pouvoir pendant quatre décennies. L'envie de changement est certainement moins visible de Paris que d'Abidjan. La soif de nouveauté de la population ivoirienne a été une surprise pour les grandes nations démocratiques par sa volonté de soutenir les militaires. Le peuple salue le coup d'État militaire du 24 décembre du général Robert Guéï et ajoute à son nom le prénom «Noël» comme symbole de leur cadeau de Noël, avant de le rejeter. Les dix mois de durée du gouvernement des militaires suffisent au peuple pour reporter son choix sur un civil dès que l'occasion se présente. Les jeunes sont alors plus déterminés à vivre une nouvelle ère politique incarnée par le comportement atypique du président Gbagbo. Ce dernier l'ayant compris, l'exploite à sa guise.

Jeune Afrique/L'Intelligent : « Vous êtes finalement un président atypique? »

Laurent Gbagbo: « Sans doute ! Cela rend quelque peu difficile ma position. Cette difficulté ne vient d'ailleurs pas des Africains, mais des étrangers. Ces derniers ont une vision tronquée et surannée de notre continent, mais aussi de ses dirigeants. Être atypique, à leurs yeux, ne consiste pas seulement à s'habiller, comme je l'ai toujours fait, en tenue décontractée, de sortir incognito du palais certains soirs pour me rendre dans les quartiers populaires ou de refuser de sacrifier au conformisme ambiant. Le simple fait d'avoir des idées novatrices, d'adopter une approche alternative des problèmes du continent et de la manière de les résoudre leur déplaît énormément [...]. »⁹⁰

Le président Gbagbo a une nouvelle conception de la fonction du chef d'État de son temps. Il est élu par son peuple parce que son programme répond à leurs attentes. Il tient à sa mise en application et cela passe par la rupture avec le néocolonialisme. Il veut mener le combat concomitamment sur deux fronts: la lutte pour l'instauration de la démocratie et pour l'indépendance vraie de la Côte d'Ivoire. Son programme, ses valeurs démocratiques de gauche heurtent la sensibilité des nostalgiques de la françafrique.

Laurent Gbagbo parle sans complexe des choses qui étaient hier encore considérées comme taboues. Il en parle crûment car il est de ceux qui bousculent les normes et qui dérangent. Son agitation est d'autant plus insupportable que l'on craint que cela ne fasse tâche et ne se propage dans le « pré carré français ». Qu'à cela ne tienne ! Chirac voit d'un mauvais œil l'excitation du nouveau venu sur la scène politique ivoirienne et africaine. Les idées innovatrices font de son pays le précurseur de la politique anti néocoloniale sur le continent. Les jeunes ivoiriens, grands soutiens de Laurent Gbagbo donnent du fil à retordre au président Chirac, car faute d'avoir bien appréhendé les grands bouleversements nés sur le continent africain depuis 1990, le président des Français s'y est mal pris. Le sentiment forcené anti Gbagbo de Chirac veut masquer ces bouleversements pourtant évidents en Côte d'Ivoire et en Afrique. Pendant qu'il reproche à son homologue ivoirien de «manipuler la jeunesse de son pays», il refuse au même moment de voir de plus près ce qui est en train de se passer en Côte d'Ivoire. La langue française n'est pas en marge de tous ces changements sociétaux car les jeunes affectionnent le parler

⁹⁰ http://www.jeuneafrique.com/jeune_afrique/article_jeune_afrique.asp?art_cle=LIN

[Consulté le 30 juin 2014].

familier de leur président et comme de bons imitateurs, ils finissent par dépasser leur maître. Tout en parodiant l'histoire française qu'ils connaissent à la perfection, ils utilisent le jargon religieux évangélique (à la mode dans le milieu politique actuel) pour répliquer:

*[...]. Toute chose à une fin. La France même a connu son invasion et après, elle s'est défaite [...] des envahisseurs. Les nazis et Hitler ont marché sur la France. Ils sont allés déjeuner à la Bastille. Nous, on n'est pas là-bas...mais on connaît votre histoire. Voilàà, ils ont marché sur la France. Et le Général de Gaulle a appelé à la résistance depuis Londres ; [...] il a appelé à la résistance. De la même façon, le Président Laurent Gbagbo nous appelle [...] à la résistance. [...]. Nous ne sommes pas à la solde du Président Laurent Gbagbo. Nous sommes des résistants. Voilàà ! Nous sommes des résistants à la solde de notre République [...] qui est en train d'être tenaillée par des colons des temps anciens. (**Applaudissements**). Nous sommes des résistants [...]. Ici, là personne n'a une arme ici. C'est par la parole que nous allons désarmer la France [...]. Par la parole, [...] nous allons désarmer la France. Nous allons mettre fin à tout ça, [...].⁹¹*

Manifestement les habitants attendent des candidats à la présidence de la République des projets politiques courageux et veulent voir leur capacité à défendre l'indépendance et les intérêts de la nation afin de sortir le pays du marasme économique et social. Laurent Gbagbo a un instinct politique très sûr dans les années 1990 lorsqu'il prononce publiquement des discours enflammés contre la politique néocolonialiste de son prédécesseur Houphouët-Boigny. Il réitère ce type de propos lors de son premier discours en tant que chef de l'État ivoirien:

Le monde a changé et avec lui la politique. On ne fait plus et on ne peut plus faire la politique comme avant. Gbagbo, 26 octobre 2000.

II.2.1.2.5 La langue au service de la rupture économique.

Les accords économiques signés entre la Côte d'Ivoire et la France sont très contraignants et empêchent l'économie ivoirienne de se développer. Dans ce système, l'aide destinée à la coopération qui provient de France est détournée à d'autres fins. Soit qu'elle serve au

⁹¹ http://www.fasopo.org/publications/legscolonial2_rib_1206.pdf

[Consulté le 30 juin 2014].

financement occulte des partis politiques français soit qu'elle reste entre les mains de quelques élites locales. Toujours est-il que cette aide destinée au développement ne sert pas à lutter contre la pauvreté qui sévit dans le pays :

[...]. Les dépenses affectées à cet effet furent rassemblées sous l'appellation «aide publique au développement» (APD). La France y consacre annuellement quelques 40 milliards de francs, soit environ 6 milliards 97 millions d'euros. Loin d'œuvrer pour le développement de l'Afrique, l'APD a en réalité plusieurs fonctions: soutenir financièrement les régimes «amis» de la France, aider à vendre un certain nombre de productions françaises réalisées par quelques grandes entreprises, avec des marges confortables et une redistribution aux partis politiques français, et maintenir et si possible étendre l'influence de la France en Afrique. Elle est aussi un adjuvant au détournement des ressources africaines, [...]. Le reste de l'APD sert à de la promotion commerciale, à la défense de la francophonie, [...] au prestige de la France. [...]. Selon Verschave, «on peut considérer que 30 à 40 % du total de l'APD est carrément détourné, et que moins de 4 % sert à des actions de lutte contre la pauvreté.»⁹²

Houphouët-Boigny entretenait une coopération exclusive avec l'ancienne puissance coloniale. Cette politique perdure jusqu'en 2000 quand Laurent Gbagbo au pouvoir veut perturber l'ordre établi depuis des décennies. Il met, entre autres, en cause les marges exorbitantes des multinationales françaises et l'exclusivité dont elles bénéficient en instituant des appels d'offres internationaux. Une nouveauté en Côte d'Ivoire et dans la majeure partie de l'Afrique !

Le nouveau dirigeant parle d'une remise à plat de la politique économique de la Côte d'Ivoire. Il veut la révolutionner pour la rendre compétitive sur le marché international:

C'est par la refondation économique que la côte d'Ivoire sortira de l'économie de rente pour négocier sa place dans le monde moderne. Gbagbo, 26 octobre 2000.

Alors que l'économie ivoirienne est basée essentiellement sur le secteur primaire, le secteur secondaire est quasiment inexistant et le secteur tertiaire très faible et trop dépendant du secteur primaire. Monsieur Gbagbo pense qu'il est temps de promouvoir une politique d'industrialisation, surtout tournée vers la transformation des produits agricoles. Parallèlement

⁹² <http://www.historia-actuel.com/hao/volumes/volume1/Issue17/esp/v1i17c12.pdf>

[Consulté le 30 juin 2014].

à cela, il veut faire de l'opérateur économique ivoirien un véritable partenaire du processus dans son intégralité : de la production à la transformation puis à l'exportation et ouvrir dans le pays de nouveaux secteurs économiques. Pour cela, il lui faut multiplier les partenaires économiques et tendre la main aux géants émergents dont la Chine et l'Inde. Mais la mise en application de son programme est la goutte d'eau qui fait déborder le vase:

[...]. Très vite, bien au contraire, les éclairs, le tonnerre, la tempête se déchainent, la France proteste. Et elle proteste d'autant plus fort que Laurent s'est autorisé à faire un voyage en Chine pour intéresser ce grand géant au développement de son pays. Et puis l'Inde aussi arrive et fait ses propositions. Elle s'intéresse à tout un tas de choses : à l'anacarde, aux nouvelles technologies, etc. Crimes de lèse-majesté ! Le «pré carré» de la France est en danger. Les grandes théories de la mondialisation ne sont pas valables pour nos pays !!! Nous, nous devons demeurer sous tutelle des ex-puissances coloniales. (E. Gbagbo 2007: 234-235)

Le discours de Laurent Gbagbo fit rapidement des adeptes dans une Côte d'Ivoire frappée par une crise économique de grande ampleur. De plus, le pays était sans véritable leader politique car les héritiers du Père de la nation, encore obnubilés par leurs ambitions personnelles, n'étaient pas parvenus à surmonter leurs différends. Dans son discours d'investiture, Gbagbo explique sa vision politique et annonce son intention de faire désormais jouer la concurrence entre les groupes industriels français et étrangers en Côte d'Ivoire. Il dévoile au peuple ivoirien et à sa jeunesse aux abois les raisons de l'agitation de Paris. Au passage il leur révèle le contenu des contrats offerts aux entreprises françaises par des «amis africains» sans appels d'offres et leurs conséquences sur l'économie locale. Il n'avait peut-être pas tort de le faire mais ces révélations entraînent dans le cadre de dossiers dits sensibles mais aussi de droit privé. En effet, moins le peuple est informé et plus paisiblement perdure le système mis en place. En les divulguant à la population de cette façon, le président Gbagbo porte un coup dur au néo-colonialisme français en Côte d'Ivoire, ce qui ne passe pas inaperçu du vivant de Jacques Chirac alors dernier gardien du temple:

Notons que ces multinationales obtenaient et continuent traditionnellement d'obtenir leurs marchés africains sans appel d'offres. En effet, les contrats sont offerts par les « amis africains ». Ce fut le cas, entre autres, des marchés de l'eau et de l'électricité en Côte d'Ivoire qui furent offerts à Bouygues par Alassane Ouattara alors qu'il était Premier ministre de Félix Houphouët-Boigny. Aujourd'hui, la mainmise économique française en Afrique reste évidente. À titre d'exemple, on estime que les entreprises

françaises détiennent plus de 40 % de la richesse ivoirienne. [...]. Par exemple, concernant la construction du troisième pont d'Abidjan et de l'aéroport de San-Pedro, l'appel d'offres public remit en cause les intérêts du groupe Bouygues en Côte d'Ivoire au profit d'une entreprise chinoise et d'entreprises sud-africaines (le gouvernement ivoirien estimait que l'offre de Bouygues pour la construction du pont était trois fois supérieure à celle de la Chine).⁹³

Dans les années 1960 à 1980, il n'y avait pas (ou peu) de chômeurs parmi les personnes diplômées, la situation a changé à l'époque de Gbagbo en 2000. Le système scolaire fabrique de plus en plus de chômeurs qui sont friands des messages de Laurent Gbagbo. Ses discours parlent autant à plusieurs catégories professionnelles qu'aux chômeurs. Se définissant comme un homme de la rue et l'aîné de tous les jeunes de son pays, il récolte dans le vivier qu'est la jeunesse, plus de sympathisants que ses adversaires politiques:

Les systèmes éducatifs apparaissent également inadaptés aux besoins sociaux, aux perspectives d'emplois et aux exigences des économies nationales. L'école en Afrique s'est développée sur le modèle colonial destiné à former les cadres de l'administration. Or, les programmes d'ajustement structurels ont brisé le lien entre école, université et emploi dans le secteur public et les systèmes éducatifs africains, isolés du monde de la production, n'ont pas pu s'adapter [...]. Ils « produisent » aujourd'hui des scolarisés, diplômés ou non, condamnés au chômage, qui constituent une force sociale insatisfaite et déstabilisante au plan politique. (Michaïlof 1993: 25)

La diffusion des débats à l'Assemblée nationale donnait lieu à des simulations de ces derniers sur les places publiques surnommées la «Sorbonne» au plateau (quartier des affaires) et à Yopougon-Sideci (en banlieue) le «Parlement». Dans ces assemblées, certains jeunes s'érigent en grands orateurs épousant le style du président: le parler direct, captivant et chaleureux accompagné de gestes semblables à celui de l'ivoirien commun. Des assemblées animées par des jeunes diplômés expliquent à la population le mal de la Côte d'Ivoire et bien sûr accusent la France du président Chirac d'être responsable de tous leurs maux. Quant au bout de deux années de mandat du président Laurent Gbagbo éclate une grande crise politico-militaire, des voix s'élèvent de partout à Abidjan comme dans les villes de province pour accuser le président

⁹³ <http://www.historia-actuel.com/ha0/volumes/volume1/Issue17/esp/v1i17c12.pdf>

[Consulté le 4 juillet 2014].

des Français de vouloir évincer leur héros à cause de sa politique économique. Au moment où la transition politique est en débat à l'ONU au sujet de la Côte d'Ivoire, «Sorbonne et Parlement» locaux se multiplient et ne désemplissent guère. Un véritable terreau pour l'appropriation de la langue française. Ci-dessous, des passages d'un des grands orateurs de rues surnommé «Michel Barnier» pour ses talents diplomatiques, (allusion faite à l'homme politique français du même nom, ministre des Affaires Étrangères de 2004 à 2005), chauffant ainsi la foule :

*[...]. Nous allons mettre fin à tout ça [...] et coopérer maintenant avec la France d'égal à égal. Les temps des contrats juteux, des contrats à un franc symbolique, à la famille Bouygues sont terminés. Maintenant, c'est appel d'offres. **Thabo Mbeki vient avec son dossier, Vladimir Poutine, Jacques Chirac, Tony Blair, Georges Bush, tout le monde ! Avec notre pétrole, vous nous proposez combien ? Afrique du Sud, 44%, bon toi tu attends un peu ; France 20% : mets-toi derrière ; Russie 50%, États-Unis 52%, ça me plaît : tenez ! (Applaudissements).** C'est comme ça nous allons maintenant discuter et donner au plus offrant. Nous allons donner maintenant au plus offrant parce que ce n'est pas normal que nous soyons pauvres dans un pays riche [...]. Le Président Gbagbo a décidé de mettre fin à tout ça⁹⁴.*

La crise politico-militaire est une occasion d'accuser à tort ou à raison la France de Chirac. Ce sentiment d'ingérence supposée ou vraie de l'ex puissance coloniale dans la crise politico-militaire en Côte d'Ivoire entraîne un mouvement spontané d'une population qui se sentit acteur de son propre destin. Si au temps d'Houphouët-Boigny le peuple n'avait pas accès à l'information et donc ne se souciait de rien, maintenant tout est su. Les relations secrètes entre la Perle des Lagunes et la Seine sont déballées à coup d'informations lapidaires et de slogans de tous ordres. D'aucuns disent que c'est une stratégie politique volontairement exploitée par les dirigeants du Front Populaire Ivoirien (parti du président Gbagbo). C'est ainsi que les manifestants apprennent, ahuris, qu'une partie du territoire ivoirien et pas des moindres continue d'être louée à la France après 40 ans d'indépendance:

*[...]. **On louait le Palais présidentiel, le palais de l'Assemblée nationale, la Primature, le bloc ministériel, le terminal à conteneur de Vridi, [...] tout ça était loué.***

⁹⁴ http://www.fasopo.org/publications/legscolonial2_rib_1206.pdf

[Consulté le 4 juillet 2014].

*Et on versait de l'argent à la France. Et le Président Gbagbo Laurent est arrivé; il dit bon! Votre affaire de location, ça c'est avec Houphouët-Boigny. [...] On louait même les routes. À savoir même si la langue française que je parle n'est pas louée (**Rires et Applaudissements**). En tout cas, l'indépendance vraie, nous n'avons pas eu, on nous a menti. Nous n'étions pas indépendants. Nous étions libres avec des chaînes aux pieds, très suivis de près par le maître. Est-ce qu'avant on pouvait parler devant un maître ? On tremblait.⁹⁵*

Les jeunes s'organisent en comités de sympathisants du Front Populaire Ivoirien pour sensibiliser la population aux enjeux politiques et au combat de leur héros qui lutte pour acquérir une vraie indépendance de la Côte d'Ivoire. Pour cela, ils lui accordent un soutien indéfectible et ne veulent plus être en marge des décisions concernant l'avenir de leur nation ce qui transforme la crise politico-militaire en une crise identitaire. L'Ivoirien se sent trahi par les précédents dirigeants, il exprime un fort sentiment national jusque-là jamais manifesté dans le pays. Nul besoin de préciser que même si la France peut appliquer sa politique néocoloniale en Afrique c'est à travers des pouvoirs locaux dévoués à sa cause. Comme par le passé, sans le soutien des chefs d'État africains, la françafrique aurait fait long feu. Une commission spéciale fut mise sur pied: la «cellule africaine» de l'Élysée, créée à cette fin au moment des indépendances. C'est une organisation qui entretient les réseaux françafriques. La maxime la mieux partagée par les différents hommes politiques de l'Hexagone demeure : «La France n'a pas d'ami, elle a des intérêts à protéger» perdue:

Tous les successeurs du président de Gaulle, de Georges Pompidou à Jacques Chirac, ont entretenu des réseaux parallèles (réseaux des fils et neveux de Valéry Giscard d'Estaing, de Charles Pasqua et de son fils Pierre, du fils aîné du président François Mitterrand surnommé «Papamadit» etc., ; [...], la confusion, une familiarité domestique louchant vers la privauté : la progéniture de présidents, ministres et généraux rejoignent volontiers la ronde des trafics) permettant de poursuivre cette politique françafrique .⁹⁶

⁹⁵ http://www.fasopo.org/publications/legscolonial2_rib_1206.pdf

[Consulté le 4 juillet 2014].

⁹⁶ <http://www.historia-actual.com/hao/volumes/volume1/Issue17/esp/v1i17c12.pdf>

[Consulté le 4 juillet 2014].

D'un commun accord les autorités politiques de gauche comme de droite à Paris rejettent Laurent Gbagbo à cause de sa volonté de faire la politique autrement:

Il y a eu la lune de miel. Mais des moments d'hésitation. Il y a eu des heures de doute. Et aussi le repli. La politique de la France envers la Côte d'Ivoire s'est caractérisée, ces dernières années, par une alternance de bonnes et de mauvaises périodes. Il y a eu le soutien pas trop criard du gouvernement socialiste de Lionel Jospin, lors de l'insurrection militaro-civile qui a porté Laurent Gbagbo au pouvoir. Puis, a suivi la désaffection. Écartelé entre les accointances idéologiques et matérielles de certains de ses patrons avec le président Gbagbo [...], le Parti socialiste français avait pris ses distances, son ancien Premier secrétaire, François Hollande, traitant Laurent Gbagbo de « peu fréquentable ». La Droite en France s'est, à son tour, rangée du côté de la circonspection en observant, avec quelques moments d'agacement, le tango de Laurent Gbagbo sur la résolution de la crise [...] ⁹⁷

II.2.1.2.6 La langue sur le plan de la rupture militaire

Dans son discours d'investiture du 26 octobre 2000, le président Gbagbo consacre la priorité à la refondation de l'armée. Il remet donc l'horloge en 1960, avant la nation fondée par son prédécesseur Houphouët-Boigny. Nous nous apercevons que l'ennemi de la Côte d'Ivoire est à l'intérieur d'elle-même : c'est son armée, voilà pourquoi le nouveau chef d'État parle de la réconciliation de celle-ci avec la nation. Cela a un précédent car l'armée n'ayant pas joué son rôle qui est celui d'assurer la sécurité du pays se trouve être un véritable danger pour la nation, pour la sécurité des personnes et des biens. Celle censée être la « grande muette » doit être désormais plus responsable. L'armée a échoué dans sa mission, un échec dont les conséquences sont encore visibles. Dorénavant, elle devra assumer sa mission en respectant les droits des individus et en aidant au développement du pays:

J'accorderai la première priorité à la refondation du système de défense et de sécurité. Afin de réconcilier la Nation avec son armée et assumer la sécurité des personnes et des biens, conditions indispensables de la garantie des droits de la personne humaine et à la prospérité économique. (Gbagbo, 26 octobre 2000)

⁹⁷ <http://www.lepatriote.net/lire/9f9ce84a-adc3-46d4-a742-72f0614b60a3.aspx>

[Consulté le 4 juillet 2014].

L'armée ivoirienne ne doit pas se mêler de politique, ainsi que de règle dans les pays démocratiques. Mais en Côte d'Ivoire la démocratie était entre les mains d'Houphouët qui avait aussi le contrôle de l'unité de la nation et de sa défense. Les factions s'installèrent dans l'armée suite aux palabres survenues au sommet de l'État à sa mort. La majorité demeure républicaine mais il suffit de quelques divisions internes pour pourrir un corps. De ce fait, le premier président aimait à répéter: «Pas d'armée, pas de coup d'État !».

Ces divisions aboutissent au premier coup d'État de décembre 1999 mais le gouvernement de la junte militaire est désavoué par la population suite aux exactions commises par les soldats. Le peuple ne s'est pas senti protégé par son armée. Les idées du président pour repositionner l'armée ne sont pas suivies par des actes, car une fois installé au pouvoir, il voit l'ampleur des besoins et suit la logique du président Houphouët qui consiste à utiliser les moyens de l'armée à des fins autres que militaires. En réalité, le président et son gouvernement ne font pas de la refondation de l'armée la première priorité mais attribuent à celle déjà existante une nouvelle mission. Elle va devoir assumer dorénavant son rôle dans le processus de développement national :

[...]. Dans notre programme de gouvernement, nous considérons que, la Côte d'Ivoire étant un pays sous-développé, les Forces armées devaient être principalement impliquées dans le processus de développement national. Nous concevions l'armée plus comme un instrument de développement que de défense nationale au sens strict du terme, prête à être utilisée dans les grands chantiers communautaires et les travaux d'équipements publics.

Les bataillons du génie militaire allaient donc être beaucoup plus sollicités par le pouvoir FPI que les bataillons.

Nous attendions également de l'armée que, d'une certaine manière, elle aide à assurer l'intégration et la cohésion nationale par l'éducation civique et morale des citoyens, principalement des jeunes scolarisés ou déscolarisés.

Cette option impliquait un retour à l'armée de conscription [...]. (E. Gbagbo 2007: 229)

II.2.1.2.7 La langue au service de la rupture néocoloniale sur le plan culturel

La coopération culturelle impulsée par le général de Gaulle et ses successeurs en Afrique (création des centres culturels français dans les anciennes colonies, sommets France-Afrique,

Francophonie) permet implicitement à la France de continuer à jouer un rôle culturel moteur en Afrique. De ce fait, la culture ivoirienne est restée accessoire dans le programme du parti unique. Un secrétariat dédié à cet effet voit le jour plus d'une décennie après l'indépendance et occupe une place secondaire dans les différents gouvernements d'Houphouët-Boigny et de son successeur immédiat de 1960 à 1999. Les enseignants luttèrent pour faire vivre la culture africaine et ivoirienne dans les programmes scolaires à travers leurs syndicats. Ils sont d'ailleurs les rares à avoir politiquement refusé de s'affilier à l'Union Générale des Travailleurs de Côte d'Ivoire (UGTCI) à cause de son rattachement au parti unique. Les syndicats d'enseignants font fléchir l'hermétisme de ce gouvernement qui finit par réduire la mainmise culturelle française sur les programmes d'enseignement:

De 1970 à 1973, j'étais étudiante en lettres modernes à l'Université de Côte d'Ivoire. Je me souviens encore de nos rêves et de nos joies lorsque nous recevions des enseignements sur la littérature africaine et l'histoire de l'Afrique. Cette époque-là a connu les grands combats pour l'ivoirisation des programmes d'enseignement dans toutes nos écoles et notre université. Des enseignants français, à l'esprit noble et riche, telle que ma patronne de thèse, Liliane Kesteloot, nous ont accompagnés dans cette lutte ; d'autres coopérants, par contre, offusqués par cette revendication « irréversible » ont préféré quitter le pays. (E. Gbagbo 2007: 61-62)

Laurent Gbagbo historien de formation et homme de culture cherche à redynamiser ce secteur. La culture n'est pas ressortie dans son premier discours mais c'est un domaine qui connaît un véritable épanouissement que même la guerre ne peut estomper:

Le gouvernement a inauguré le Palais de la Culture construit avec l'aide de la Chine et en a confié la gestion à un couple d'artistes de réputation internationale, Ayala et Sidjiri Bakaba. Laurent crée également l'Académie des Sciences, des Cultures, des Arts d'Afrique et des Diasporas Africaines (ASCAD), institution qui va exister pour la première fois dans notre pays. Pour encourager les créateurs, en 2001, à la célébration de la fête nationale, Laurent choisit de décorer des artistes. Une forte sensibilisation serait menée, en vue de développer l'esprit de conversation et de préservation des biens culturels, de manière à susciter un vaste mouvement en faveur des musées. Pour la première fois dans l'histoire de la Côte d'Ivoire, les murs de la résidence du chef de l'État et de certains bureaux du palais présidentiel sont habillés par des tableaux de peintres ivoiriens. (E. Gbagbo 2007: 237)

II.2.1.3 La microstructure du texte.

La microstructure d'un texte se réfère à la disposition de l'ordre grammatical des phrases, c'est aussi en résumé, le style. Dans la microstructure des discours prononcés par le président Laurent Gbagbo, il existe des conventions plus ou moins fixes semblables à celles d'autres discours politiques. Mais le style de l'émetteur passe à l'improvisation lorsqu'il a la possibilité de manipuler significativement certains paramètres pour se rapprocher de son destinataire.

II.2.1.3.1 La cohésion lexicale et la cohérence

II.2.1.3.1.1 La cohésion lexicale

Dans leur étude, Halliday et Hassan (1976) incluent l'utilisation de différents types de répétition du lexique tel que les synonymes, les généralités, les différents liens cohésifs qui peuvent exister dans un texte cohérent. Dans notre discours apparaissent des petites phrases, des explications, des synonymes et un niveau de langage très familier qui est en décalage avec la solennité de l'événement, mais le président Gbagbo n'en a cure. La raison qui le pousse à s'exprimer de la sorte est qu'il veut s'assurer d'être bien compris par son peuple. Ce choix est assumé, il est en conformité avec sa politique de rupture, tout est en cohésion avec son public habituel. Son message ne s'adresse pas en priorité aux personnalités présentes le jour de son investiture à la tête de l'État ivoirien mais à tout son peuple. C'est pourquoi le présent élu met les points sur les i, vus les perturbations qu'a connues la Côte d'Ivoire après la proclamation des résultats des présidentielles. Il est impératif que le ton soit tantôt conciliant, tantôt catégorique:

Aujourd'hui, l'élection présidentielle est terminée. Au moment où je prends officiellement fonction. J'appelle au rassemblement de tous les Ivoiriens et au respect des principes et des valeurs qui font la grandeur de notre Nation : le pardon, la tolérance et la solidarité [...]. Si nous ne nous respectons pas, personne ne nous respectera. Si nous ne respectons pas les textes que nous avons-nous-mêmes votés, personne ne les respectera à notre place. Je m'engage à vous dire que nous ne réécrivons pas une autre Constitution. Et nous ne ferons pas une autre élection présidentielle. Je n'ai pas voulu m'installer à la présidence de la République avant cette cérémonie qui est officielle.
(Gbagbo, discours du 26 octobre 2000 à Abidjan)

S'il se met lui-même en avant : «je n'ai pas voulu m'installer à la présidence de la République avant cette cérémonie qui est officielle [...]», il fait passer le message suivant : si le président de la République en tant que premier citoyen du pays respecte la Constitution, il invite les autres à s'y conformer aussi. Il est à l'image de celui qui instaure l'Etat de droit. C'est pourquoi, il entend refermer la parenthèse des désordres et des élections: la vie doit continuer après l'élection. Il va falloir retrousser les manches et se mettre au travail: «Aujourd'hui, l'élection présidentielle est terminée [...]».

Le président Gbagbo de par sa fonction possède le langage autorisé. Alors qu'aujourd'hui il prend ses fonctions, il réunit les conditions sociales de l'efficacité du discours rituel selon Bourdieu dans « Ce que parler veut dire » (Bourdieu 2004: 107) :

En fait, l'usage du langage, c'est-à-dire aussi bien la manière que la matière du discours, dépend de la position sociale du locuteur qui commande l'accès qu'il peut avoir à la langue de l'institution, à la parole officielle, orthodoxe, légitime. C'est l'accès aux instruments légitimes d'expression, donc la participation à l'autorité de l'institution, qui fait toute la différence.
(Bourdieu 2004: 107)

Le président Gbagbo s'adapte à son public et cette volonté l'amène à faire un choix de style qui n'est pas habituel pour un chef d'État : «Les **démocrates** et les **républicains** doivent respecter les règles de l'Art». Les deux termes expriment fondamentalement la même chose à une exception près:

*Un démocrate est une personne attachée à la démocratie (du grec «*démokratia*», de «*dêmos*», peuple ; 1361). 1. La démocratie est un système politique, une forme de gouvernement où l'autorité émane du peuple ; Etat ayant ce type de gouvernement : la démocratie peut présenter des aspects variés d'un pays à l'autre. Dans une démocratie, il est entendu que tous les citoyens naissent libres et égaux en droits. 2. Démocratie populaire, régime des pays socialistes d'Europe de l'Est [...].* (Larousse 1977: 495)

Une démocratie est donc une doctrine politique d'après laquelle la souveraineté doit appartenir à l'ensemble des citoyens. De même, un républicain est une personne attachée à une république :

*République (latin *respublica*; v. 1400). 1. Forme de gouvernement dans lequel le peuple exerce sa souveraineté par l'intermédiaire d'élus qui exercent le pouvoir législatif, et dans lequel le président est élu soit directement par le peuple, soit par ses*

représentants : Une république fédérale, populaire, socialiste (contraire Monarchie) [...].
(Larousse 1977: 1542)

Une république est donc une forme de gouvernement où le pouvoir et la puissance ne sont pas détenus par un seul, et dans lequel le chef de l'Etat n'est pas héréditaire. La démocratie étant plus large que la république, nous en déduisons que c'est un effet de style du locuteur Gbagbo qui estime la nécessité d'être plus explicite quand il est face à une jeune république démocratique pour mieux se faire comprendre par ses destinataires. Ceci est en parfaite relation avec l'intentionnalité de l'énonciateur qui produit pour ses destinataires un discours cohérent, transmis au moyen d'un texte cohésif. En s'exprimant de telle sorte, le président Gbagbo situe tout le monde dans le contexte du jour et donne un maximum d'information afin que les destinataires récupèrent commodément la cohérence sous-jacente.

II.2.1.3.1.2 La cohérence.

La compréhension du contexte historique et social qui sont à la base de la production d'un texte nous permet de mieux l'interpréter (voir II.1.1.3.1.2). Le contexte est riche et complexe car pleins de rebondissements. Ceci explique l'abondance des implicites qui répondent à l'histoire récente qui a précédé à l'avènement de la 2ème République de Côte d'Ivoire. Le connaître nous permet de mieux comprendre les discours de Monsieur Laurent Gbagbo qui en est son premier président. Nous pensons comme Fairclough que la compréhension globale d'un texte peut aussi se faire de bas en haut et vice-versa. (Fairclough 1992 :81). Dans cette perspective, ne connaître que la forme du français tel qu'il est utilisé en France, pourrait amener des lecteurs et traducteurs à trouver certains discours ivoiriens actuels incompréhensibles tant la connotation africaine ajoutée à la spécificité ivoirienne sont présentes dans les récents discours:

Un homme ne se renie pas. Un homme qui est un homme, quand il a dit qu'il va faire quelque chose, il le fait, surtout quand il s'agit de l'honneur d'une tierce personne. Moi je n'ai rien, mais je n'ai que l'honneur. Et je m'efforce de vivre et de lutter sans haine. Je m'efforce de vivre et de combattre sans nuire. Je ne hais personne. C'est pourquoi, je marche, je marche et je marcherai toujours. (Gbagbo, discours du 26 octobre 2000).

Le professeur Jacques Le cavalier contribue activement à l'expérimentation et à l'élaboration du programme *Arts et Lettres* et en devint son coordonnateur provincial de 1996-1997. Selon

son étude, il affirme que la clarté du message est différente de la cohérence du texte car ce ne sont pas des qualités du même ordre que le code linguistique. Il pense que la cohérence est la nouvelle forme du mythe de la clarté de la langue. Notre recherche prouve qu'il n'est pas le 1^{er} à abonder dans ce sens car cela pourrait être le choix pour lequel le président Laurent Gbagbo a visiblement opté.

Cette liberté de choix n'aurait pas pu être possible au 18^{ème} siècle puisque la clarté du message allait de pair avec la cohérence du texte pour éviter de corrompre la langue française.

Dans son discours sur *l'universalité de la langue française (1784)*, le comte de Rivarol lançait :

[...]. Ce qui distingue notre langue des langues anciennes et modernes, c'est l'ordre et la construction de la phrase. Cet ordre doit toujours être direct et nécessairement clair. Le français nomme d'abord le sujet du discours, ensuite le verbe qui est l'action, et enfin l'objet de cette action : voilà la logique naturelle à tous les hommes ; [...].

*La syntaxe française est incorruptible. C'est de là que résulte cette admirable clarté, base éternelle de notre langue ; ce qui n'est pas clair n'est pas français ; ce qui n'est pas clair est encore anglais, italien, grec ou latin. Pour apprendre les langues à inversion, il suffit de connaître les mots et leurs régimes ; pour apprendre la langue française, il faut encore retenir l'arrangement des mots. On dirait que c'est d'une géométrie tout élémentaire, de la simple ligne droite, [...] qui ont présidé aux langues grecque et latine. La nôtre règle et conduit la pensée ; [...]*⁹⁸

Il y a de la clarté dans les discours du président Laurent Gbagbo, suffisamment de clarté et de cohérence pour se faire comprendre par son public et par toute personne parlant français.

Cependant nous remarquons que sur ce plan linguistique, le travail de traducteur peut s'avérer plus difficile dans ces conditions d'autant plus que les discours du président Laurent Gbagbo sont tout sauf lisibles pour un étranger. La lisibilité, désigne (Bourque 1989: 139) *est une aptitude qu'a le texte à se laisser lire, à se faire comprendre. C'est-à-dire une habileté qu'aurait un objet à motiver une pratique (la lecture), et à promouvoir un processus (la compréhension)*. Cette définition pourtant très large, implique que toute personne qui lit un texte doit pouvoir reconnaître dans le texte les signes qui permettent sa compréhension. Alors qu'en dehors de son principe de communication conventionnelle, les discours du président ivoirien, même s'ils sont clairs, contiennent des zones incohérentes. Il ne fait pas de la cohérence un objectif prioritaire,

⁹⁸ www.site-magister.com/vocabcd2.htm#axzz3ivQok3LL

[Consulté le 16 août 2015].

par contre il fait en sorte que son message s'adapte à son public. Les propos du président ivoirien sont incohérents pour le Français non initié à l'usage du nouveau langage du discours politique ivoirien. De même, si l'élite ivoirienne ne veut pas perdre un mot du nouveau registre présidentiel, il est impératif qu'elle s'attèle à son décryptage. C'est chose faite pour le peuple qui s'est approprié cette nouvelle langue qui permet au nouveau chef d'Etat de se fondre dans le peuple et dans sa jeunesse, seuls destinataires habituels de son message:

*Seydou Diarra a dirigé le gouvernement précédent avec **compétence et avec honneur**. Quand il a senti la dérive, je l'ai appelé. J'ai dit, grand-frère viens nous aider. [...]. Il m'a dit **ne t'en fais pas, je suis en voiture, je m'en vais à la présidence**. Quelques temps après, je l'ai rappelé, il m'a dit **je suis en train de faire mes bagages, je m'en vais. Je ne peux plus rester après ce que j'ai entendu**. Cet homme, Seydou Diarra, **mérite d'être salué et mérite d'être honoré**. (Gbagbo, 26 octobre 2000).*

Certains propos semblent ne pas tenir ensemble, la logique échappant à un auditeur habitué au français académique:

***J'ai une pensée pour tous les réfugiés**. Tous ceux qui, surpris par la guerre, se sont réfugiés dans les pays voisins. **Un rêve pour les Ivoiriens**. Des **Ivoiriens réfugiés** ? C'est au contraire la Côte d'Ivoire qui était la terre qui accueillait tous les réfugiés de l'Afrique de l'Ouest et d'ailleurs. Aujourd'hui, **une seule nuit a bouleversé toutes ces donnes**. (Gbagbo, discours du 7 février 2003).*

C'est l'Ivoirien qui d'habitude accueille chez soi l'étranger venu des pays voisins et d'ailleurs pour des raisons diverses et variées. Aujourd'hui, c'est lui qui perd tous ses repères en une nuit en devenant un réfugié, n'est-ce pas plutôt une situation de catastrophe ou de cauchemar que de rêve ?

Nous avons aussi des passages du discours où nous rencontrons des expressions assez lourdes du genre :

*Les **aspects les plus saillants** dans le texte de Marcoussis, **en ce qui concerne ce qui n'est pas bon**, ce sont les **parties où il est en contradiction avec la Constitution de Côte d'Ivoire**. (Gbagbo, 7 février 2003).*

De même, la phrase suivante relève du manque de logique que nous venons de souligner et qui consiste par exemple à tirer des conclusions avant de faire des analyses. Il se défait de son statut de chef d'État pour donner raison aux manifestants dans la rue avant de reprendre à nouveau son rôle de président d'un pays en crise :

C'est pourquoi je dis que si je n'étais pas président de la République, je serais dans la rue avec vous, et vous avez raison. C'est pourquoi, avant d'entreprendre toute analyse, je voudrais préciser [...]. (Gbagbo, 7 février 2003).

Nous relevons aussi des expressions qui sont devenues très franco-africaines ou plus spécifiquement franco-ivoiriennes :

La refondation sociale est une exigence éthique et politique pour assurer le bien-être des populations partout où elles se trouvent et quelles que soient leurs occupations. [...]. Je voudrais ici rendre hommage à mes concurrents, [...]. (Gbagbo, 26 octobre 2000).

Avec l'expression *leurs occupations*, le président Gbagbo adopte un registre familier car de nos jours, dans les discours politiques en France, il serait plutôt question de d'utiliser des termes comme: *toutes les catégories socioprofessionnelles ou toutes les couches de la population*. Cette expression englobe toute la population puisque par exemple les retraités ont des occupations sans pour autant avoir un emploi. Une occupation n'est donc pas un emploi. En plus d'être un terme décalé par rapport à l'événement, il laisse de côté une frange de la population et nous savons que ce n'est pas l'intention du président Gbagbo car cette politique sociale **est une exigence éthique et politique**.

Le mot *concurrent* est étymologiquement parlant, correct, mais en France actuellement, le terme a pris un sens économique. En lieu et place, nous avons le candidat victorieux rendant hommage aux candidats malheureux ou simplement aux autres candidats.

C'est pourquoi nous disons que concernant le style, c'est Gbagbo lui-même qui a choisi ce registre familier et décalé pour imposer une image à travers laquelle les mots explicites le disputent aux implicites:

Je voudrais saluer les officiers de police, les officiers de gendarmerie, les officiers des FANCI qui sont venus d'eux-mêmes me voir pour dire qu'ils se mettent à ma disposition étant entendu qu'ils étaient au courant des résultats du scrutin. Monsieur le Chef d'État-

major, je vous dis de transmettre, à toutes les armées, mes remerciements, mes félicitations. [...]. Les chefs traditionnels enfin, je voudrais terminer par vous.

*Vous qui êtes dans les villages, vous qui êtes dans les quartiers ; **allez dire que mon rêve pour ce pays c'est qu'on fasse ça toujours, [...].*** (Gbagbo, discours du 26 octobre 2000).

II.2.1.3. 2 Le seuil de l'incommunicabilité

De 1960 à 2000, la Côte d'Ivoire demeure la vitrine de la politique française en Afrique. Paris veut continuer d'influencer la politique ivoirienne malgré l'arrivée de nouveaux hommes politiques qui s'opposent à la ligne politique à la tête de l'État de Côte d'Ivoire. Il ressort de cette analyse, un véritable conflit de générations entre ce pays africain qui veut s'émanciper et la France qui a du mal à lui accorder plus de liberté. Lorsqu'en octobre 2000, Laurent Gbagbo arrive au pouvoir, à Paris le changement ne s'est pas encore opéré. Le locataire de l'Élysée, le président Jacques Chirac se reconnaît comme l'un des « fils » d'Houphouët-Boigny et appartient à la vieille garde. Il a connu la colonisation et les premières décennies de l'indépendance des pays africains. Chirac a l'habitude de dicter de la cellule africaine de l'Élysée la conduite des chefs d'État africains. Il tient à préserver la politique africaine comme sa chasse-gardée. De plus, il a encore des amis personnels en Afrique auxquels il est très attaché et avec lesquels les règles du jeu n'ont guère changé. Les Africains le savent, le président Chirac aime l'Afrique, même trop et donc mal au goût de ses opposants. Au fil des prises de parole de l'homme politique Chirac, les Africains décèlent dans cet amour excessif, des résidus tenaces d'un paternalisme désuet. Quand il déclare en 1989 à Abidjan, au grand soulagement de Félix Houphouët-Boigny, que : « L'Afrique n'est pas mûre pour la démocratie » au moment où pour la première fois le Père de la nation ivoirienne est publiquement contesté par son peuple, une rupture est consommée. Ce faux pas de celui qui est alors encore maire de Paris est le point de départ de son divorce avec l'opposition ivoirienne. Chirac l'Africain perd dès lors l'estime de milliers d'Africains constitués dans leur grande majorité par des populations qui n'ont pas connu la colonisation. La vague de la démocratie est aux portes de ce continent, donc ruser dès lors avec ses propres principes démocratiques comme il le fait, c'est se discréditer soi-même et mépriser sa propre civilisation.

Le président des Français veut continuer en 2000, soit quarante ans après l'indépendance, l'instrumentalisation des chefs d'État de l'Afrique francophone malgré la présence de nouveaux dirigeants. Certains parmi ces jeunes dirigeants renouent avec le projet initial de libération économique, politique et culturelle de l'Afrique. Vouloir préserver au 21^{ème} siècle cette

politique sans tenir compte de ces nouveaux paramètres, c'est faire preuve de cécité politique. Aimer et défendre la démocratie chez soi et en même temps la refuser à d'autres sous prétexte qu'ils ne sont pas « mûrs », relève du paternalisme le plus rétrograde. Or, la mentalité des citoyens ivoiriens a beaucoup changé. La majorité de sa population est jeune et plutôt décomplexée face à la population occidentale qu'elle a toujours copiée. C'est parce qu'elle se compare à la jeunesse des pays européens qu'elle veut faire comme elle : se prendre en charge. Mais ce processus en Afrique passe par une politique démocratique et responsable. Les jeunes veulent choisir leurs dirigeants et en faire des chefs d'État libres et capables de changer le système néocolonial en vrai partenariat entre leur pays et l'ex-puissance coloniale. Mais Chirac ne l'entend pas de cette oreille et lorsque Laurent Gbagbo se met à réaliser son programme de campagne, il commence par traiter son homologue ivoirien comme un inférieur au grand dam de ce dernier:

*Laurent Gbagbo ne mâche pas ses mots. Dans une interview, le président ivoirien fustige les relations tumultueuses qu'il a entretenues avec Jacques Chirac. Selon des informations rapportées par Le Figaro et Le Parisien, **Laurent Gbagbo estime que le président français ne le traite pas comme un chef d'État** : « Un jour, il m'a accueilli par cette phrase : alors Laurent, ça va ? Il faut cesser d'infantiliser les rapports entre la France et l'Afrique. Chirac m'a toujours traité comme un sous-préfet », relate-t-il au cours de l'interview». Je suis le chef d'État élu d'un pays indépendant. Chirac se trompe d'époque. Moi, on ne me parle pas comme ça !⁹⁹*

À partir de ce moment, le discours du président français nie complètement l'évolution de la réalité africaine et ivoirienne. Il fallait s'attendre à ce qu'un jour l'Afrique voulût s'émanciper de l'ex puissance coloniale et que ce désir finît par se concrétiser:

Dans ce registre, je voudrais revisiter une réflexion de Mgr Hippolyte Simon sur les relations entre l'Église et la France dans son livre : Vers une France païenne ? (Cana, 1999). L'archevêque de Clermont-Ferrand y écrit ceci : «La France avait, comme toute fille, vocation à s'émanciper un jour de sa mère (l'Église) et le fait que cette émancipation se soit souvent mal passée ne signifie pas qu'elle n'aurait pas dû avoir lieu». Si on veut appliquer cela aux relations entre la France et ses ex-colonies, on dira

⁹⁹ <http://tf1.Ici.fr/infos/monde/afrique/0,,3511830,00-chirac-toujours-traite-comme-sous-prefet.html>

[Consulté le 4 juillet 2014].

que les Africains ne peuvent pas dépendre éternellement de la France et que même si elle s'exprime mal comme en Côte d'Ivoire avec les dérapages dont les patriotes ont pu se rendre coupables, leur volonté de substituer le partenariat au tutorat ne devrait nullement choquer ou susciter une levée de boucliers en France [...].¹⁰⁰

Dans ce seuil d'incommunicabilité que nous voulons mettre en exergue, l'usage de la langue reste le même mais les mots n'ont plus le même sens selon qu'on se place dans un camp ou dans l'autre. Une fois élu à la magistrature suprême en mai 1995, le président Chirac rappelle Jacques Foccart, le concepteur de la françafrique pour continuer sa politique africaine. La mort de ce dernier le 17 mars 1997 marque indéniablement le crépuscule d'une époque déjà condamnée. Les rapports entre l'Afrique et la France perdent alors de l'intensité, d'autant plus qu'avec la cohabitation, le Premier ministre socialiste inaugure le slogan «ni ingérence ni indifférence».

Le gouvernement dirigé par Lionel Jospin tente de refonder les liens avec le continent africain, une page semble être tournée. Mais l'on n'en a pas définitivement fini avec «l'Afrique à papa». Réélu en 2002 avec une majorité confortable et un parlement revenu à droite, Chirac s'implique de nouveau dans la politique africaine comme par le passé. Mais hélas, il ne va plus reconnaître ce continent qu'il a toujours aimé: certains opposants des années 1990, maintenant au pouvoir, manifestent avec zèle leur volonté d'émancipation. Si la France veut reprendre son ancienne politique, en face l'autre camp refuse de se soumettre à ses diktats. Dans cette affaire, un constat est aussi sans équivoque: La France n'est pas la seule responsable du manque de développement de ses anciennes colonies car des hommes politiques locaux sont également tenus pour coresponsables par leur population.

Comme le président Chirac ignore le contexte nouveau de la politique en Côte d'Ivoire, son homologue ivoirien en joue et ramène la crise politico-sociale sur le terrain linguistico-politique pour gagner la bataille entre son pays et l'ex-puissance coloniale. La position défendue par chaque président varie en fonction de la réaction du peuple ivoirien (tout le peuple ou les partisans du président Gbagbo). Lorsque les deux présidents sont pris au piège par la réaction inattendue du peuple ivoirien, chacun ajuste sa politique comme il peut :

¹⁰⁰ <http://www.notrefrique.net/Politique/Article50-php>

[Consulté le 4 juillet 2014].

Quand je suis rentré chez moi, un de mes amis m'a dit : « Est-ce que le peuple qui est dans la rue, selon toi, a tort d'être dans la rue ? ». Je lui ai dit : « Non ! Et si je n'étais pas président de la République, je serais avec eux à la place de la République.

Je comprends votre colère. [...].

-L'armée de Côte d'Ivoire, la gendarmerie de Côte d'Ivoire, la police de Côte d'Ivoire ne seront pas désarmées. Cet aspect qui se trouve dans le texte de Marcoussis mais qui a été nuancé dans les annexes a fait l'objet de plusieurs coups de fil et de plusieurs démarches de la part du gouvernement français. Qui m'a rassuré que c'était une mauvaise lecture et qu'il n'a jamais été dans l'intention de ceux qui ont rédigé ce document que nos forces de défense et de sécurité soient désarmées. Donc, je vous rassure qu'il n'est pas du tout question que les FANCI, la gendarmerie et la police de Côte d'Ivoire soient désarmées.

Que cela soit clair pour tout le monde ! (Gbagbo, 7 février 2003 à Abidjan).

II. 2.1.3.3 Le quiproquo et l'allusion

II.2.1.3.3.1 Le quiproquo

Depuis les années 90, l'ampleur du chômage n'a cessé d'influencer les programmes politiques des responsables ivoiriens. La Côte d'Ivoire, comme pays d'immigration pour la sous-région, souffre du nombre sans cesse croissant d'étrangers sur son sol. De plus, l'absence de politique économique rend l'avenir moins lisible pour les jeunes qui représentent un poids démographique bien plus important que dans les pays européens, dû à la combinaison d'une espérance de vie faible et d'un taux de fécondité élevé. Dans cette atmosphère, les politiques pour parvenir au pouvoir d'État multiplient les voies et moyens pour se disputer l'électorat des jeunes, certains passant par des surenchères populistes et d'autres, en manque d'arguments, utilisant des raccourcis ethniques ou religieux. Mais, il semble qu'à Paris le choix est déjà fait sans tenir compte de la jeunesse d'un peuple aux abois. La France de Jacques Chirac place Laurent Gbagbo dans son collimateur alors qu'il représente pour cette tranche de la population le seul capable de relever le défi. Il est celui qui a mis le doigt sur leurs problèmes et a préconisé des solutions. Bien que les deux chefs d'État utilisent le même vocabulaire, la même langue, les mots n'ont plus les mêmes significations parce que guidés par les intérêts de leurs pays respectifs. Toutefois, Laurent Gbagbo a l'avantage du terrain où se déroule l'action et oriente son discours selon l'évolution du conflit sur place. Cette situation prend de l'ampleur dans la politique de résolution de la crise ivoirienne entreprise par la France.

Quand les autorités françaises tentent de «**tordre le bras de Gbagbo**» en janvier 2003 selon le mot prêté à Dominique de Villepin, chef de la diplomatie française, alors qu'il avait déclaré soutenir la légalité institutionnelle du président ivoirien, Abidjan vit ce changement d'opinion comme une mise au pilori de son président. Les caisses de l'État sont vides pendant la crise et ce sont les Ivoiriens, qui pour la première fois, organisent les élections par des collectes de fonds propres sans apport de l'extérieur. De ce fait, la population vit le geste de la France comme une humiliation nationale et il s'en suit une manifestation violente dans les rues de la capitale économique. Pis, elle se retourne aussi contre son président et lui interdit de rentrer au pays avec le nouveau Premier ministre choisi sous la pression des autorités politiques françaises.

Mais Laurent Gbagbo choisit de rentrer tout de même précipitamment à Abidjan qui est à feu et à sang pour rassurer le peuple et aussi la France inquiète pour ses ressortissants. Sur place, le président Gbagbo dit comprendre la colère populaire et joue sur un nouveau registre à ce jour inédit: la fibre nationale. Alors qu'il est déjà, à tort, accusé par Paris d'influencer les jeunes patriotes, il comprend qu'il peut aussi compter sur son peuple et va en user. Lorsque pour tenter de mettre fin aux manifestations, il parle de «**vider la rue**» d'Abidjan, Paris entend que Laurent Gbagbo manipule effectivement les «30 000 voyous dénombrés dans les rues» d'Abidjan, selon son ministre de la Défense Michèle Alliot-Marie.

C'est en véritable tacticien qu'il réussit à ramener la crise dans le champ bilatéral franco-ivoirien, s'adjugeant ainsi la rente nationaliste face au «méchant colonisateur hexagonal». Les troubles à Abidjan viennent le conforter dans son choix de ne jamais appliquer les accords signés sur le territoire français, car imposés par les autorités politiques du pays hôte. Les «accords de la honte» selon Abidjan ne sont pas applicables en l'état car conclus dans des conditions humiliantes. Gbagbo continue de bénéficier du soutien indéfectible des jeunes patriotes et du clan présidentiel, mais surtout de celui d'une société civile éprise de paix, mais pas à n'importe quel prix. Alors qu'à la télévision française, des chefs rebelles s'affichent comme ministres de la Défense et de l'Intérieur, Abidjan est en ébullition à l'idée de les voir rentrer au pays.

Certains militaires de la zone gouvernementale sortent des casernes pour rejoindre les manifestants. Abidjan accuse la France d'avoir été juge et partie depuis le début de la crise en septembre 2002. Pendant que Gbagbo s'accroche à la Constitution pour sauver sa tête, Paris revoit ses exigences à la baisse:

[...]. L'armée de Côte d'Ivoire, la gendarmerie de Côte d'Ivoire, la police de Côte d'Ivoire ne seront pas désarmées. Cet aspect qui se trouve dans le texte de Marcoussis

mais qui a été nuancé dans les annexes a fait l'objet de plusieurs démarches de la part du gouvernement français. Qui m'a rassuré que c'était une mauvaise lecture et qu'il n'a jamais été dans l'intention de ceux qui ont rédigé ce document que nos forces de défense et de sécurité soient désarmées. (Gbagbo, discours du 7 février 2003 à Abidjan).

Gbagbo explique à qui veut l'entendre que : le terme de démocratie, tel qu'il est compris ici en Europe est refusé en Afrique car un dirigeant africain qui se veut démocrate et qui exprime des idées nouvelles contraires à celles du néocolonialisme est aux yeux des autorités françaises, un président atypique. À la question du magazine Jeune Afrique l'Intelligent, le président Laurent Gbagbo met le doigt sur cette contradiction purement politique. Encore une fois il accuse, sans nommer «la chiraquie» :

JAI : « Vous êtes finalement un président atypique ? »

Laurent Gbagbo : « Sans doute ! Cela rend quelque peu difficile ma position. Cette difficulté ne vient d'ailleurs pas des Africains, mais des étrangers. Ces derniers ont une vision tronquée et surannée de notre continent, mais aussi de ses dirigeants. Être atypique, à leurs yeux, ne consiste pas seulement à s'habiller, comme je l'ai toujours fait, en tenue décontractée, de sortir incognito du palais certains soirs pour me rendre dans les quartiers populaires ou de refuser de sacrifier au conformisme ambiant. Le simple fait d'avoir des idées novatrices, d'adopter une approche alternative des problèmes du continent et de la manière de les résoudre leur déplaît énormément [...]».¹⁰¹

L'ex puissance coloniale est sans doute la seule du monde occidental prête à courir les risques d'un engagement sur le terrain en Afrique. Mais elle est aussi la moins bien placée pour traiter ce conflit de décolonisation. Une revendication nationaliste occultée par «l'houphouëtisme» resurgit de plus belle après la mort du Père de la nation. Paris l'a peut-être vu venir mais n'a pas su apprécier la complexité de la crise ivoirienne. La France croit à la belle époque du réseau françafrique où il lui suffisait de donner des consignes aux nouveaux chefs d'Etat africains pour qu'ils lui obéissent, même après la mort du géniteur de ce réseau, Jacques Foccart:

¹⁰¹ http://www.soirinfo.com/article.php3?id_article=4537

[Consulté le 4 juillet 2014].

Après la mort du père des réseaux franco-africains en 1997, Me Robert Bourgi en a hérité. Un legs qui se justifie. [...]. Fils d'un grand commerçant libanais installé de longue date à Dakar et ami de Jacques Foccart, Robert Bourgi a été élevé dans la relation franco-africaine. Il en connaît les rutilances et les ombres, les protagonistes et les comparses, les épigones aussi. [...].

Aussi, quand «Laurent» (Gbagbo) est arrivé à la tête de l'Etat ivoirien, Robert Bourgi a-t-il fait passer des messages plus codés que ceux du chiffre diplomatique. La veille d'un voyage de «DDV», comme il l'appelle, il était déjà à Abidjan en train d'expliquer à «Laurent» ce que le ministre allait lui demander, le lendemain. Un précieux gain de temps, sinon plus. Car «Bob» sait parler aux Africains, dans le langage fleuri qu'il affectionne et qui puise «autant aux sources du cœur qu'à celles de la raison. (Glaser, Smith 2005: 264)

C'est pourquoi les accords de Marcoussis, même s'ils sont pétris de bonnes intentions, sont voués à l'échec dès lors qu'ils sont patronnés par la France et négociés sur son sol. Mécaniquement, Paris ne peut pas échapper au piège pour n'avoir pas pris les dispositions nécessaires en amont. Au final, le camp gouvernemental et celui des rebelles accusent, tour à tour, le «grand frère français arbitre» de jouer un double jeu, exprimant ainsi la même attraction-répulsion pour l'ancienne puissance coloniale. Dès lors, les autres tentatives de la France pour ramener la paix en Côte d'Ivoire suscitent des commentaires passionnés du genre : Paris veut de nouveau coloniser Abidjan. Le gouvernement du président Laurent Gbagbo se sort au mieux des accords de Marcoussis grâce au soutien de son peuple. La France accuse de plus belle Gbagbo d'attiser la fièvre nationaliste antifranaise qui l'amène à évacuer ses ressortissants et à questionner le maintien de ses troupes en Côte d'Ivoire. Double jeu ou contrainte duale entre diplomatie et réalité locale ?

Laurent Gbagbo sauve son pouvoir grâce aux manifestations de soutien dans les rues d'Abidjan.

Lorsque le jeudi 4 novembre 2004, la pression monte de nouveau d'un cran entre Abidjan et Paris après le bombardement d'un camp français par l'armée ivoirienne qui voulait en découdre avec les rebelles. Les représailles de la France sont immédiates et disproportionnées. La destruction de la flotte aérienne locale d'origine russe, le contrôle des points stratégiques de la capitale économique dont l'aéroport, les ponts et l'hôtel Ivoire suscitent l'indignation de la nation. Une partie de la population d'Abidjan perçoit le geste comme une déclaration de guerre, une guerre néocoloniale, et les commentaires sont souvent orientés par les autorités ivoiriennes. Pour elles, la France tombe le masque et montre son vrai visage en soutenant les rebelles. Quand Paris parle de bombardement injustifié de ses soldats par l'armée

ivoirienne, Abidjan évoque la connivence de la France avec les rebelles, seule raison de leur présence dans les camps français. Pendant que Laurent Gbagbo demande une enquête internationale dirigée par la France pour déterminer les faits, il est surpris encore une fois par la réaction de la population qui va au-delà de celle organisée par ses partisans. Suite à ce constat, il modifie définitivement sa tactique politique et se sert de cette nouvelle arme (la fibre nationaliste) pour combattre son homologue français. La population s'en prend aux ressortissants français et parfois à leurs biens tandis que l'armée française riposte et tue des manifestants ivoiriens:

[...]. En représailles, dans l'heure, Jacques Chirac ordonne la destruction de tous les avions militaires ivoiriens. Très vite, [...], les images des appareils [...], tournent en boucle à la Radiotélévision ivoirienne (RTI), sur fond d'hymne national. À vingt et une heures, le «général» Charles Blé Goudé, le principal chef de file des « patriotes », apparaît sur les écrans. Il appelle les dormeurs « à se réveiller » et les dîneurs « à arrêter de manger » pour aller « libérer la Côte d'Ivoire qui n'est pas un quartier de Paris ». [...] Voulez-vous mourir dans la honte ou mourir dans la dignité ? [...]. Le mardi 9 novembre 2004, [...], un détachement français ouvre le feu- tirant quelques deux mille projectiles en une minute- sur une foule de « patriotes » [...] la présidence faisant état de soixante-sept morts et de mille deux cent cinquante-six blessés. N'avançant pas pour sa part aucun chiffre, donnant l'impression de ne pas se soucier des morts ivoiriens, la France perd la bataille de la communication. (Glaser, Smith 2005: 16-17)

Finalement, le face-à-face Paris-Abidjan tourne au désastre pour de nombreux Français qui avaient partagé pendant des décennies le quotidien des Ivoiriens. Leur départ entraîne la fermeture et le pillage de nombreuses entreprises, dégradant encore plus l'économie et l'emploi. La Côte d'Ivoire de son côté compte ses morts parmi les jeunes manifestants. Le bras de fer franco-ivoirien occulte aussi la profondeur de la guerre de succession d'Houphouët-Boigny et du jeu trouble d'un Chirac ignorant la réalité locale ou refusant de la reconnaître. Si la forme du problème ivoirien dépend beaucoup du style un tant soit peu « provocateur » de son nouveau président, le fond est le résultat d'un système néocolonial caduc que les Ivoiriens dans leur majorité refusent de continuer à accepter :

La France n'a pas seulement prétendu « coopérer au développement » de ses anciennes colonies, elle a voulu continuer à les « tenir » militairement, financièrement et culturellement -pour préserver son rang et l'accès à certaines ressources (uranium,

pétrole, etc.). La prolongation de cette relation étouffante est incompatible avec le concept de coopération.

La France a certes promu les accords de Lomé- cette ouverture de l'Europe acquise grâce à la conviction de ses commissaires (Cheysson, Pisani). Mais ils ont été partiellement gâchés par les interférences du clientélisme franco-africain, ce qui a renforcé les réactions de déception ou de défiance envers la coopération européenne. (Vershave 2003: 351-352)

Le peuple ivoirien se méfie de la politique française envers son pays, même si la France place son action dans le cadre onusien ou dans celui des organisations continentales comme l'Union Européenne ou l'Union Africaine pour éviter d'être taxée de néocolonialiste ou de paternaliste, le résultat est le même : Abidjan demeure suspicieuse.

C'est dans ce cadre que fut mandaté le président sud-africain Thabo MBEKI pour réconcilier les antagonistes ivoiriens. Seul médiateur africain non francophone et pour le moins novice des rouages de la politique française en Afrique, il essuya les critiques du président Jacques Chirac pour sa « méconnaissance de la psychologie ouest africaine ». En effet, pour sortir la Côte d'Ivoire de la crise, Thabo MBeki voulut mener objectivement sa mission, stratégie qui le conduisit à des avancées majeures dans la résolution de la crise ivoirienne : le travail ainsi accompli satisfaisant les deux camps. Mais l'exaspération exprimée par Chirac devant un succès probable du médiateur sud-africain fut interprétée par le pouvoir socialiste ivoirien comme une volonté du président français de vouloir intervenir personnellement dans la crise ivoirienne afin de tout contrôler:

[...]. On a entendu ainsi à Dakar Jacques Chirac railler et critiquer la médiation de Thabo Mbeki, la seule qui ait pourtant été menée de façon respectueuse, objective et impartiale alors que les accords de Marcoussis légitimaient et avantageaient outrageusement la rébellion. Chirac disait notamment que le président sud-africain ne maîtrisait pas la psychologie des Africains de l'Ouest, ce qui, de mon point de vue, est prétentieux et ridicule.¹⁰²

Pour les Ivoiriens, une telle réflexion est synonyme d'injures venant d'un nostalgique de l'Afrique néocoloniale. Chirac continue de croire que toute manifestation de rues à Abidjan est poussée par Laurent Gbagbo alors que nous venons de démontrer que même si cela peut parfois

¹⁰² <http://www.notrefrique.net/Politique/Article50.php>

[Consulté le 4 juillet 2014].

être vrai, ce n'est pas toujours pas le cas. Certaines mobilisations sont tout simplement spontanées et surprennent même le président Gbagbo avant qu'il ne s'en serve à son avantage. C'est pourquoi nous disons que la connaissance du terrain profite au président ivoirien qui fit une meilleure lecture des mouvements sociaux pour sortir gagnant de son duel avec son homologue français.

Le 14 novembre 2007, dans le cadre de la préparation des activités de sa Fondation, l'ancien président français Jacques Chirac réaffirme ses pensées à propos de Laurent Gbagbo:

L'exécutif français est plus versatile : tantôt Paris considère le pouvoir de Laurent Gbagbo comme «légal», voire «légitime»; tantôt, aux moments paroxystiques de la crise, Jacques Chirac dénonce le «climat de haine qui est entretenu à Abidjan», voire la «dérive fasciste» du régime ivoirien. Mais aucune conséquence n'est tirée de ces dénonciations, sauf -à titre individuel- par plusieurs gestionnaires du dossier qui préservent soigneusement des copies de tous les documents officiels, pour leurs archives personnelles. (Glaser, Smith 2005: 15-16)

II. 2.1.3.3.2 L'allusion

L'allusion est une référence non littérale et non explicite qui exige la compétence du lecteur pour être identifiée. L'allusion dont nous parlons ici est plutôt pratiquée par le président Gbagbo dans le duel de langage qui l'oppose au président Chirac. Nous avons remarqué à travers les discours et les interviews que, lorsque Laurent Gbagbo mentionne l'Europe, il ne parle en fait que de la France et spécifiquement de la France dirigée par le président Jacques Chirac.

Le président ivoirien ne veut pas en réalité d'une guerre ouverte avec l'ex puissance coloniale car il la sait perdue d'avance, tant les forces en présence sont en sa défaveur. Mais il s'est rendu compte d'une chose : il y a comme un sursaut national qui pousse les Ivoiriens à manifester leur ras-le-bol contre certaines décisions élyséennes lorsqu'ils se sentent humiliés par l'attitude du président français depuis le début de la crise politico-militaire en 2002.

Laurent Gbagbo n'a pas toutes les cartes en mains, même s'il bénéficie du soutien indéfectible de ses partisans, celui de l'ensemble de la population est bien plus variable et incertain. Le soutien national est assuré lorsque la crise politico-militaire que traverse la Côte d'Ivoire est transformée en un affrontement de « guerre coloniale » face à l'ancienne puissance colonisatrice. C'est un jeu dangereux que le grand stratège politique qu'est Gbagbo n'hésite pas à jouer pour changer la donne en sa faveur. Mais il est conscient que la voie choisie est étroite

et glissante, d'autant plus qu'il a besoin de la France pour assurer la sécurité de l'État qu'il dirige. C'est par l'allusion qu'il accuse implicitement la France de Chirac sans en parler de manière explicite, alors que son homologue français, étant dans le déni de l'Afrique moderne, s'adresse directement à Laurent Gbagbo et à son gouvernement comme par le passé. Par l'allusion, nous assistons à une forme de discours entre deux bêtes politiques que tout oppose. Le président ivoirien refuse de jouer le jeu de ses prédécesseurs, il est chef d'État d'un régime présidentiel et il entend conserver ses prérogatives, n'en déplaise à Paris. Le registre de langue de son discours s'accorde à l'atmosphère ambiante et lui assure le soutien du peuple ivoirien :

*Il y a, comme cela, quelques points où on a essayé de faire glisser notre régime présidentiel vers un régime parlementaire. [...]. J'entends prendre toutes les responsabilités qui sont contenues dans la Constitution. C'est pourquoi je vous dis, **le texte de Marcoussis ne sera pas considéré comme une Constitution bis.** [...].*

*Nous n'allons **pas dessaisir le peuple de ses prérogatives** en matière de référendum et nous n'allons **pas dessaisir l'Assemblée nationale de ses prérogatives** en matière de vote des lois. (Gbagbo, discours du 7/02/2003 à Abidjan).*

D'abord surpris par la réaction spontanée des Abidjanais, Laurent Gbagbo tente de reprendre la main en s'appuyant sur le peuple et galvanise plus que jamais ses troupes :

*Aujourd'hui, depuis que cette guerre a éclaté, **le peuple me donne une troisième légitimité en étant présent quotidiennement dans la rue pour expliquer qu'il a voté un homme et qu'il soutient cet homme-là. Qu'il a mis en place un pouvoir et qu'il soutient ce pouvoir-là. Tel est le message que vous faites parvenir au monde.** [...]. **Je crois que, souvent, les gens ne perçoivent pas bien ce qui se passe en Afrique et en Côte d'Ivoire. Mais, c'est une révolution démocratique. La partie visible de cette révolution a commencée en 1990.** (Gbagbo, discours du 7/02/2003 à Abidjan).*

À coups de résolutions, par l'intrusion de l'ONU déléguant les pouvoirs du président ivoirien aux différents premiers ministres désignés sous son influence, la France chiraquienne fait tout pour affaiblir un chef d'État prompt à brandir l'étendard de la « deuxième décolonisation ». Laurent Gbagbo demande à tous les Français ayant pris un billet retour simple vers leur patrie dans des conditions catastrophiques, de revenir en Côte d'Ivoire, leur pays d'adoption. Dans son message, il n'oublie pas de faire la morale à son « ennemi » du bord de la Seine :

M. Ulysse Gosset : « Quel est le message que vous adressez à ces Français expatriés, qui vivaient en Côte d'Ivoire, qui sont partis ? Vous leur dites : « Venez, c'est calme » ? »

Laurent Gbagbo : « Je dis : venez chez vous parce qu'à part ces quelques malheureux militaires français dont on nous a signalé la mort sur le front là-bas, et pour lesquels je demande une enquête qui n'a jamais pu avoir lieu, je demande qu'on élucide ça, aucun Français n'a été détrossé en Côte d'Ivoire, aucun Français n'a été pillé, aucun Français n'a été tué, chassé».

M. Ulysse Gosset : « Il y a quand même eu de graves incidents. Des Français ont été molestés et d'autres choses graves. Vous le savez bien [...]».

Laurent Gbagbo : « Oui, mais je vous ai restitué le contexte, mais sur ça, je ne me sens pas coupable, pas du tout ! ».

M. Ulysse Gosset : « Pour l'avenir, vous leur dites : Il est temps de revenir en Côte d'Ivoire » ? ».

Laurent Gbagbo : « Voilà ! Il est temps de revenir chez vous. C'est pourquoi, Monsieur Gosset, je vous dis que les hommes qui font de la politique doivent être toujours sérieux et toujours responsables. En effet, **chaque homme qui fait la politique est responsable des millions de vies, et les gens ne savent pas que les mots qu'ils prononcent, les phrases qu'ils prononcent peuvent amener à des débordements.** Il faut que, de part et d'autre, que nous soyons responsables ».¹⁰³

Il évite tant qu'il le peut de nommer son homologue français. Mais une fois le mandat de celui-ci terminé, il rit de lui pour lui avoir résisté. Le retrait de Jacques Chirac de la politique a influencé la courbe des velléités de la crise en Côte d'Ivoire vers le bas. La tendance actuelle

¹⁰³ <http://appablog.wordpress.com/2008/06/05/laurent-gbagbo-president-de-la-cote-d%E2%80%99ivoire-interview-a-france-24/>

[Consulté le 4 juillet 2014].

est en la faveur de son homologue ivoirien. Les «ennemis» d’hier se sont mués en négociateurs chevronnés pour le retour de la paix:

Mais, comme le rapporte Guy Labertit, ancien «monsieur Afrique» du PS et ami de vingt-cinq ans de Laurent Gbagbo, ce dernier se flatte de constater que «Chirac est parti mais que lui-même est toujours là». Quant au parrain de la rébellion, le président burkinabé Blaise Compaoré, il s’est mué en médiateur, élaborant avec l’aide de ses parrains Libyens un accord de paix entre deux ennemis qui sont, par bien des aspects, des jumeaux. L’alliance de Laurent Gbagbo avec Guillaume Soro, leader de la rébellion des Forces nouvelles (FN) devenu en mars son Premier ministre, a assis l’ancien opposant socialiste dans son statut de maître du jeu ivoirien.¹⁰⁴

Laurent Gbagbo n’a jamais été aussi fort et sûr de sa force que depuis la fin du mandat du président Chirac. Il a retrouvé tous ses pouvoirs accordés aux ex Premiers ministres sous l’influence française. Si aujourd’hui, il délègue certaines de ses prérogatives à l’actuel Premier ministre c’est sans aucun sentiment d’humiliation. Celui qui estime que «Paris doit cesser de mettre son nez dans les affaires ivoiriennes» est plutôt décidé à faire des concessions à l’actuel Premier Ministre issu d’une initiative ivoiro-ivoirienne dans l’intérêt supérieur de la Nation. Maintenant que Chirac est parti du pouvoir il n’hésite plus à le critiquer publiquement, pis, il le nargue. Pour lui, ce dernier et son ancien ministre des Affaires Étrangères Dominique de Villepin n’ont eu de cesse de le chasser du pouvoir. Il ajoute qu’aujourd’hui que ceux-là ne sont plus aux commandes alors que lui, il est toujours là et mieux assis depuis leur départ. Il ne passe plus par quatre chemins pour parler de son ex-homologue et saisit l’occasion qui lui est offerte pour lancer une flèche à ses camarades socialistes français qui se désolidarisent de lui non pas par idéologie mais par ambition personnelle:

RFI : «Il y a quelques mois déjà, Jacques Chirac est parti et Sarkozy est arrivé à la présidence française. Qu’est-ce que ça change pour vous, pour la Côte d’Ivoire et la France ?».

¹⁰⁴ <http://news.bigroberto.com/actualite-africaine/cotedivoire-articles-06.html>

[Consulté le 4 juillet 2014].

Laurent Gbagbo : «Ça a changé beaucoup de choses. Chaque matin, la France ne répète plus que le problème de la Côte d'Ivoire, c'est Gbagbo Laurent. Et ça, déjà, ce n'est pas symbolique. C'est un acte très fort, palpable. **Je respire mieux et je dors mieux, depuis que Chirac n'est pas là et qu'il est remplacé par un autre**».

RFI : «Il vous empêchait de dormir?».

Laurent Gbagbo : « **Ah ! Oui ! Parce qu'il avait une curieuse façon de voir.** Il pensait que c'était le président élu par les Ivoiriens qui est le problème pour la Côte d'Ivoire. Quelqu'un qui raisonne comme ça, qu'est-ce qu'il veut ? Il ne veut pas de la démocratie. S'il y a la démocratie aujourd'hui en Côte d'Ivoire, on ne peut pas dire que, moi, je ne suis pour rien dans l'avènement de la démocratie en Côte d'Ivoire. Je me suis battu. J'ai connu la prison, j'ai connu l'exil. Alors, quand un chef d'État français, malgré cela, dit qu'il faut éjecter celui qui a été élu, je pense qu'il y a un problème quelque part ».

RFI : « Comment vous expliquez que vos amis de l'Internationale socialiste vous éjectent aussi et éjectent votre parti ? ».

Laurent Gbagbo : « **Notre parti n'a pas été éjecté. Affi N'guessan, qui est le président du FPI, est vice-président de l'International socialiste.** Ce sont des Français, **des socialistes français, qui, en tant que Français et non pas en tant que socialistes, ont crié.** Mais, ça, je ne leur répons pas pour le moment. J'attends le moment où nous parlerons ».¹⁰⁵

II.2.1.3.4 Le principe de Coopération

Le langage étant une activité sociale de caractère conventionnel, émetteur et destinataire disposent de moyens par lesquels le message et la réception de celui-ci coïncident afin qu'il y ait communication (voir II.1.1.3.4). Selon Henry Widdowson (1983a) le texte constitue un moyen qui sert à établir la convergence entre les connaissances de l'émetteur et celles du

¹⁰⁵ http://www.soirinfo.com/article.php3?id_article=4537

[Consulté le 4 juillet 2014].

destinataire (pour ce qui est de l'acte communicatif). Le modèle du discours est une combinaison de l'implicite et de l'explicite, fait qui permet aux destinataires habituels de comprendre les différents aspects du message que veut leur transmettre le président. Il y a communication quand le modèle du destinataire coïncide avec celui de l'émetteur du message. Ici, Laurent Gbagbo est en terrain conquis, il n'y a pas de raison que son message ne soit pas compris:

*Nous sommes engagés ensemble dans une révolution démocratique. Je crois que, souvent, les gens ne perçoivent pas bien ce qui se passe en Afrique et en Côte d'Ivoire. Mais, c'est une révolution démocratique. **La part visible de cette révolution a commencé en 1990.** Mais ça été une gestation longue, difficile, douloureuse où certains de nos camarades de combat ont perdu la vie. **Nous autres qui sommes devant vous aujourd'hui, nous sommes les survivants de ce combat.*** (Laurent Gbagbo, discours 7 février 2003 à Abidjan).

II.2.1.3.5 L'intentionnalité

Ici, l'émetteur produit un discours cohérent, il n'a pas besoin de détours linguistiques comme ceux utilisés pour s'adresser à l'autorité supérieure ou à ses homologues présidents. Son message est uniquement adressé à son peuple même s'il y a d'autres personnes présentes au moment où il prononce son discours.

Laurent Gbagbo délivre un message bien défini dans un contexte connu par son destinataire à travers lequel il est persuadé de se faire mieux comprendre. Nous remarquons que le modèle du discours est une continuation de dits et de non-dits. C'est en fait une représentation dans laquelle l'implicite permet de produire un sens total qui comprend tous les niveaux de compréhension du message. Les destinataires dans ce cas précis disposent de connaissances en amont leur permettant une parfaite appropriation du message:

*J'ai dit aussi que **je voudrais réparer un tort, parce qu'en janvier 2000, quand nous formions le premier gouvernement de transition, il y a eu des tractations entre les dirigeants du CNPS et moi-même à propos du dosage.*** (Gbagbo, discours du 26 octobre 2000 à Abidjan).

II.2.1.3.6 La syntaxe.

Face à l'adversité du pouvoir parisien, Laurent Gbagbo se pose en président de tous les Ivoiriens. Il est à la tête d'un État multilingue dont le français est par excellence la langue de communication officielle. Dans celle-ci, il glisse volontairement des termes d'usage local. Ici par exemple, nous remarquons la présence de formes linguistiques habituellement en usage dans les milieux évangéliques africains:

Moi je n'ai rien, mais je n'ai que l'honneur. Et je m'efforce de vivre et de lutter sans haine. Je m'efforce de vivre et de combattre sans nuire. Je ne hais personne. C'est pourquoi, je marche, je marche et je marcherai toujours. (Gbagbo, discours du 26 octobre 2000 à Abidjan).

Le combat en Côte d'Ivoire est certes politique, mais face à l'inégalité des forces en présence et surtout celles supposées soutenues par l'étranger, le gouvernement socialiste ivoirien adopte une stratégie de combat qui échappe au laïc et au socialiste (sa famille politique) français. Le couple présidentiel ivoirien se ressource dans les prières qui sont à l'origine des références bibliques dans les propos des dirigeants.

Nous pouvons aussi penser que le président Gbagbo bouscule la syntaxe pour jouer au citoyen ordinaire. Ses discours sont inspirés par le langage parlé, sa marque de fabrique héritée de l'époque où il était dans l'opposition et qui fait sa réussite auprès de certaines couches de la population.

Devenu président, nous pourrions croire que Laurent Gbagbo va cesser de parler le français familier afin de s'exprimer comme l'intellectuel qu'il est. Comme nous l'indique Bourdieu dans « Ce que parler veut dire » (Bourdieu 2004 : 63), c'est parce que le locuteur Gbagbo, qui est un universitaire, a la légitimité linguistique qu'il peut se permettre de s'exprimer de façon familière sans courir aucun risque d'être jugé à tort :

On voit en passant que les stratégies de subversion des hiérarchies objectives en matière de langue comme en matière de culture ont de bonnes chances d'être aussi des stratégies de condescendance réservées à ceux qui sont assez assurés de leur position dans les hiérarchies objectives pour pouvoir les nier sans s'exposer à paraître les ignorer ou être incapables d'en satisfaire les exigences. Si le béarnais (ou, ailleurs, le créole) vient un jour à être parlé dans les occasions officielles, ce sera par un coup de force de locuteurs de la langue dominante assez pourvus de titres à la légitimité linguistique (au

moins aux yeux de leurs interlocuteurs) pour qu'on ne puisse pas les soupçonner de recourir à la langue stigmatisée faute de mieux». (Bourdieu 2004: 63)

À l'exception d'un ministre de la Santé dans le gouvernement d'Houphouët-Boigny qui pour des raisons sanitaires (campagnes de sensibilisation des mères de toutes les couches sociales) s'est servi du français populaire, aucun homme politique ne s'était exprimé dans un français de niveau populaire en Côte d'Ivoire. Il n'a pas inventé cette forme d'expression empruntée au registre relâché avec un brin d'argot ivoirien (nouchi), mais il est le premier à l'introduire dans la sphère politique. C'est pourquoi nous voyons dans l'affichage de la liberté de langage du discours présidentiel de Monsieur Laurent Gbagbo comme une forme de reconnaissance identitaire. La présence des mots et petites phrases du jargon « nouchi » enrichit ses discours et les rend plus vivants, lui permettant de ratisser large dans l'électorat populaire. Cette langue (le nouchi) est basée sur des phrases courtes. Les mots sont tirés des différentes langues et dialectes locaux. Fortement basé sur le français, ces mots proviennent aussi d'autres langues étrangères comme l'anglais et l'espagnol :

Le nouchi est un mélange de français et de plusieurs langues de Côte d'Ivoire, il est apparu au début des années 1980. Il était à l'origine parlé par des jeunes citadins mal scolarisés ou délinquants, ne maîtrisant pas bien la langue française. Le nouchi était pratiqué par eux surtout aux abords des marchés, des gares, des cinémas avant d'être véhiculé dans la plupart des couches sociales. De langue de voyous, le Nouchi est devenu la langue de la comédie populaire ivoirienne, voire de la musique ivoirienne. C'est aussi la langue de la « débrouille » dans les quartiers pauvres d'Abidjan. « Nou », en malinké, signifie « le nez », tandis que « chi » veut dire poil. Cela donne en un mot, « poil de nez » donc « moustache » pour désigner le méchant, à qui tout le monde voulait ressembler. Un « nouchi », c'est un homme fort, craint de tous et qui n'a peur de rien ni personne.¹⁰⁶

Le « nouchi » est un langage de jeunes. Le parler de nos jours, traduit le fait que l'on est « cool ou branché ». De plus, la capacité d'adaptation du président Gbagbo aux différentes couches sociales le rapproche davantage du langage familial. Les patriotes qui sont les sympathisants du président Gbagbo sont des jeunes. Introduire du langage courant dans ses discours est un

¹⁰⁶ fr.wikipedia.org/wiki/Nouchi

[Consulté le 4 juillet 2014].

clin d'œil qu'il leur fait. Bien qu'il ait été enseignant, le côté pédagogique du discours politique ne l'attire guère. Il cherche à être naturel, quoi de plus normal !

Soyez persévérants, vous m'avez soutenu 10 ans, je n'étais rien et, aujourd'hui, vous m'avez fait Président de la République. Vous n'allez pas gâter votre travail de 10 ans.
(Gbagbo, discours du 9 janvier 2008 à Assikoi).

Dans l'exemple ci-dessus tiré de son 3ème discours, cette phrase: «**Vous n'allez pas gâter votre travail de 10 ans**» (Laurent Gbagbo, 9 janvier 2008) nous interpelle. C'est un discours de province adressé à des sympathisants du village d'Assikoi (dans la région d'Adzopé, Est du pays), son fief électoral. À Assikoi, le président Gbagbo est chez lui et veut parler directement aux villageois. Même s'il est accompagné par une délégation dans laquelle on compte les cadres de la région membres de son parti, le Front Populaire Ivoirien, d'autres personnalités originaires du village et des environs ont certainement aussi effectué le déplacement pour écouter le message présidentiel. Mais les vrais destinataires de son message sont les villageois : les chefs traditionnels, les agriculteurs, les petits commerçants, des jeunes décrocheurs du système scolaire qui sont revenus s'installer au village et enfin les instituteurs du village. Le président ne parlant pas le même dialecte que ses hôtes s'exprime dans un langage populaire pour mieux se faire comprendre par tous. Par moments nous pouvons croire que ce type de niveau de langage s'impose à lui s'il veut éliminer des intermédiaires entre son public et lui. Mais nous sommes en droit de penser qu'il en joue, tant ce choix plaît aux patriotes dans les villages comme à Abidjan.

Ancien professeur d'université, le président Gbagbo est reconnu comme étant un tribun hors pair, virtuose du langage direct. Le plus souvent, c'est dans les discours improvisés qu'il se laisse aller, comme emporté par les applaudissements de ses sympathisants. Faut-il y voir une forme d'empathie avec son public ou une stratégie pour « faire peuple » ? Il s'exprime comme un homme de la rue, c'est un langage de publiciste fait pour ne laisser personne indifférent. Quand il s'exprime de façon plus académique, c'est son origine modeste qu'il revendique comme pour mieux souligner son ascension sociale:

Il faut que l'on montre qu'un enfant de pauvre peut révolutionner son pays.
(Gbagbo, discours du 9 janvier 2008 à Assikoi).

Il est capable de jouer sur plusieurs registres de langue qui lui permettent de s'adresser aussi bien à ses pairs qu'au peuple. Quand il est en face d'un aveu d'impuissance, il établit une connivence et dilue sa responsabilité:

Et j'aime bien l'expression qu'a utilisée Thabo Mbeki à Paris. Il a dit que : Nous les Africains, nous sommes venus à Paris parce que nous n'avons pas trouvé de solution en Afrique. C'est là notre drame. (Gbagbo, 7 février 2003 à Abidjan).

Mais lorsqu'il se retrouve seul face à la réaction de colère inhabituelle du peuple ivoirien, il cherche à trouver des boucs-émissaires :

*Depuis l'adoption de ce texte, la CEDEAO, l'Union africaine, l'Union européenne, l'ONU nous appellent pour dire : **Ce n'est pas grave.** Acceptez le texte et, après, on fera les aménagements indispensables. Sinon, nous sommes avec vous. **On ne peut pas vivre comme si nous étions en vase clos.*** (Gbagbo, discours du 7 février 2003 à Abidjan).

Il est évident que dans l'exemple ci-dessus, il emprunte à la Communauté internationale, le registre qu'il croit être le sien.

Du vulgaire au châtié en passant par le familier, il s'est même créé un nouveau registre hétérogène qui est le style oral mélangé au style écrit. Il écorche volontiers le français pour faire comme «monsieur tout le monde» et pour affirmer l'authenticité ivoirienne de la langue, une forme de liberté chez le président Gbagbo.

II.2.1.3.7 L'intertextualité

Il est question, dans l'extrait suivant, de la présence d'une autre personne à qui le locuteur fait référence dans son discours. C'est lorsqu'il se positionne comme porte-parole de cette dernière que nous parlons d'intertextualité (voir II.1.1.3.5) car les discours s'inscrivent aussi dans le principe de textes historiques. Aborder dans le même sens, la présence de la hiérarchisation du mot *frère*, dans le premier discours de la deuxième partie de notre étude, nous renvoie au parler africain. L'usage du mot « frère » consiste à créer un lien de rapprochement direct et communautaire entre différentes personnes. De plus, le locuteur l'accompagne du tutoiement qui est une forme qui renforce ce caractère familier et donc fraternel entre les personnes concernées :

J'ai dit grand frère viens nous aider. Il y a des petits frères de l'armée qui sont venus me voir ; avec eux, nous n'avons pas pu arrêter la dérive. Il y a des évêques, il y a les pasteurs avec qui nous n'avons pas pu arrêter la dérive, grand frère aide-nous. (Gbagbo, 26 octobre 2000 à Abidjan).

Dans l'exemple qui suit le locuteur nous rapporte ce qui a été dit par un tiers. Cet exemple entre dans le cas de l'intertextualité indirecte :

Quand je suis rentré chez moi, un de mes amis m'a dit : « Est-ce que le peuple qui est dans la rue, selon toi, a tort d'être dans la rue ? » Je lui ai dit: « Non ! Et si je n'étais pas président de la République, je serais avec eux à la place de la République. (Gbagbo, 7 février 2003 à Abidjan).

Dans notre corpus, la plupart de l'intertextualité que nous avons est souvent liée au caractère porte-parole des deux personnages de notre étude avec information sur la source de ce qu'ils rapportent :

Nous ne sommes pas seuls. Toute la communauté internationale nous regarde. Depuis l'adoption de ce texte, la CEDEAO, l'Union africaine, l'Union européenne et l'ONU nous appellent pour dire : Ce n'est pas grave. Accepter le texte et, après, on fera les aménagements indispensables. Sinon, nous sommes avec vous. (Gbagbo, discours du 7 février 2003 à Abidjan).

II 2.1.3.8. Les conjonctions de coordination

Dans les conjonctions de coordination abonde la particule adversative *mais*, dont l'utilisation souvent abusive dénature le sens du message:

*Les démocrates et les républicains doivent respecter les règles de l'Art. **Mais** une fois qu'elle est faite, je prendrai mes responsabilités. **Mais** en même temps chers amis, chers compatriotes, je tends la main à tout le monde. (Gbagbo, discours du 26 octobre 2000 à Abidjan).*

Le 2^{ème} *mais* qui est de trop de notre point de vue donne l'impression d'un texte qui a été retouché une fois écrit donc plus proche de l'oral. Nous pourrions le mettre sur le compte d'un tic du locuteur. Dans les discours politiques habituels, ces genres de répétition ont tendance à disparaître au moment de la transcription. Est-ce une faute de style? Ou peut-être bien la marque d'un style personnel du président ? Dans tous les cas, la présence du *mais* de trop abaisse le niveau du discours car il rend difficile sa compréhension.

Cette conjonction est prépondérante dans les discours du président Laurent Gbagbo:

Mais, en tout cas, moi en tant qu'homme, je ferai tout ce que je peux pour mériter toujours votre confiance. Quand je dis que je salue le peuple, je salue le peuple dans sa globalité. Mais, je salue les jeunes, mobilisés comme jamais [...].

Mais, c'est une révolution démocratique. La partie visible de cette révolution a commencé en 1990. Mais, ça été une gestation longue, difficile, douloureuse où certains de nos camarades de combat ont perdu la vie [...].

Malgré une propagande haineuse qui se déchaîne contre la Côte d'Ivoire, certains disent la vérité et le droit. Ils refusent de partir parce qu'ils sont en sécurité en Côte d'Ivoire.

Mais, même d'autres qu'on contraint quasiment à partir partent, mais parlent. (Gbagbo, discours du 7 février 2003 à Abidjan).

Un type de « mais » introduit une idée contraire à celle qui a été dite.

Le président qui a choisi de s'adresser directement au peuple profite de ce temps de parole pour s'excuser auprès de ce dernier qui a été écœuré par l'attitude de leurs représentants à Paris. Le président se démarque de ces personnalités « irresponsables » auprès peuple ivoirien après les avoir excusées:

Je vous demande pardon au nom de toutes les erreurs qui ont pu être commises à Marcoussis ou à Paris. Je vous demande pardon pour tout ce qui a pu vous heurter. Mais sachez qu'en ce qui me concerne, tout ce que j'ai fait, c'est en pensant à vous que je l'ai fait. (Gbagbo, discours du 7 février 2003 à Abidjan).

Un autre type de « mais » est la conjonction qui marque une transition, en tête de phrase. Le président Laurent Gbagbo marque sa différence avec les «personnalités irresponsables» du peuple ivoirien. En tant que chef d'Etat, il est allé à Paris pour défendre son peuple. Lui est donc un homme responsable.

II.2.1.3.9 Le lexique

La cohésion du texte dépend du choix et de la fréquence des mots. Dans nos discours, la présence régulière des synonymes et de certains termes constitue leur champ lexical.

Avant la crise que traverse la Côte d'Ivoire et qui perdure, les mots récurrents dans les discours politiques du président Laurent Gbagbo tournaient autour de son programme de campagne: **La refondation**, elle devait s'appliquer à tous les niveaux.

La situation de crise fait apparaître le 2ème champ lexical autour Du concept de paix.

Nous sommes en 2000, au moment où le président Gbagbo prononce son discours d'investiture. Il revient d'abord à l'année 1960 au moment où naissait la Côte d'Ivoire en tant que nation libre et souveraine et présente la Côte d'Ivoire de 2000 comme un phœnix, un pays qui renaît de ses cendres. Même s'il a déjà existé en tant que Nation, aujourd'hui il renaît comme une Nation moderne, prospère, démocratique et solidaire. Les mots clefs sont :

-refondation et démocratie.

Le président appelle à la refondation de son économie, de son armée et de sa société. La vraie démocratie passe par le respect des Institutions: plus personne ne sera au-dessus de la loi.

Nous constatons de nombreux synonymes tels que: Ivoiriennes et Ivoiriens, le peuple de Côte d'Ivoire, les Ivoiriens, habitants, gouvernement, république.

-Gouvernement

Il se doit d'être démocratique et républicain. Les adjectifs démocrates et républicains vont de pair dans le gouvernement socialiste de la IIème République ivoirienne. Démocratie est pour le deuxième personnage de notre étude synonyme de développement.

-Réconciliation

Elle sera accompagnée du mot nation. Il est impérieux pour les Ivoiriens qu'il y ait une politique de réconciliation à cause des événements survenus après les élections présidentielles.

-Dialogue

Il sera accompagné du mot « direct » : c'est un dialogue entre des frères Ivoiriens ennemis. L'intervention externe n'étant pas toujours bénéfique pour la reconquête de l'unité nationale, les autorités du pays décident de se prendre en charge sous l'initiative du chef de l'État.

-Paix, unité nationale

Ces mots lourds de sens pour le premier président, sont aujourd'hui repris par son successeur dans un contexte différent. Si Houphouët les employait de façon préventive en son temps, ils servent de nos jours à calmer des velléités. C'est ici, l'usage du «sérum» contre celui du «vaccin» auparavant.

-Réunification

Elle fait référence au pays qu'il souhaite unifier par la pacification de la nation.

-Redéploiement

C'est celui de l'administration afin de rendre effectif l'unicité du territoire.

-Unicité

Elle est associée aux finances de l'Etat, pour une meilleure gestion des biens publics. Mais l'unicité ne peut se faire sans le dépôt des armes.

-Le désarmement

Il ne concerne que les milices, les factions ou les rebelles.

-Le pardon

Les Ivoiriens doivent se pardonner les uns les autres afin de pouvoir vivre un nouveau projet de société qui passe par les urnes.

Conclusion : Nous voulons souligner que la compréhension de la relation de chaque sous thème avec le thème principal, permet de cerner le fonctionnement de la macrostructure du discours. Cette étape franchie évite ou atténue les mauvaises interprétations du texte au moment de sa traduction. La tension entre la jeunesse ivoirienne, ce fort sentiment « anti français » au moment de la crise est parti de là : de la nouvelle politique du président ivoirien dont la stratégie de communication consiste à ne rien cacher au peuple. Dans les années 90, la présence française restait largement acceptée par les Ivoiriens malgré la crise économique que traversait le pays. À la fin de l'année 2000, l'élection de Laurent Gbagbo au pouvoir met à mal cet équilibre par sa politique de réformes refusées par Paris. Sa politique de décolonisation ayant pour but de s'émanciper du « big brother » français lui vient peut-être de l'exemple donné par le général de Gaulle en son temps pour s'affranchir de l'OTAN. Mais son style novateur est perçu aux bords de la Seine comme « provocateur ». Laurent Gbagbo agace le pouvoir politique français par son franc-parler. Mais sa stratégie de communication le rend populaire dans son pays alors qu'il est perçu comme populiste ailleurs. Quand Paris pour le punir le boude, il regarde du côté chinois, indien et américain au grand dam de la France. Les entreprises françaises implantées sur le sol ivoirien s'inquiètent de l'attitude du nouveau chef d'État ivoirien. Quant à Jacques Chirac le locataire de l'Élysée, en tant que dernier gardien du temple françafrrique et «proche» d'Houphouët-Boigny, il fronce les sourcils, mécontent de l'attitude dérangeante du nouveau venu dans le pré carré français en Afrique. Il interpelle « gentiment » son homologue ivoirien:

*À l'époque, déjà rvolue, où Chirac parlait encore de son homologue ivoirien Laurent Gbagbo, il n'était pas rare qu'il l'admoneste en ces termes: **Mais enfin, Laurent, regarde donc ce que tu as fait du pays d'Houphouët !**¹⁰⁷*

¹⁰⁷ http://www.sauverledarfour.org/depeches_lire.php?id=586

[Consulté le 4 juillet 2014]

La rupture que prône Laurent Gbagbo est totale et manifeste sur plusieurs aspects : politique, économique et culturel sans vraiment assurer ses arrières. C'est en cela que réside la spécificité de l'homme : de bonnes idées avec une forte dose d'improvisation.

En effet, pour mener à bien sa politique, il lui aurait fallu d'abord restructurer de fond en comble l'armée, sachant qu'une des origines de la dépendance du régime d'Houphouët-Boigny était l'absence d'une armée crédible. Pourtant nous constatons que la rupture militaire est une vraie-fausse rupture qui ne remet l'organisation militaire en question que deux ans plus tard, au moment de la crise politico-militaire en septembre 2002.

Malgré l'opposition farouche de Chirac, les anicroches dans la mise en application du programme de Gbagbo, les controverses sur la gestion française de la crise politico-militaire ivoirienne et l'exercice du pouvoir de Gbagbo n'ont pas érodé la popularité du président ivoirien. Mieux, les jeunes continuent d'approuver son action. De plus, plusieurs secteurs de la population, de concert avec la jeunesse, admirent le courage de leur président. Ils voient en lui leur homme providentiel.

II.2.1.4 Expressions grammaticales reflétant le caractère manichéen du discours.

II.2.1.4.1 Les pronoms personnels.

Par l'emploi des pronoms personnels, le locuteur sépare ses partisans que nous dénommons groupe **A** de ses éventuels adversaires ici représentés par le groupe **B**.

Pour distinguer les **A** des **B**, nous sommes amenés à étudier d'abord l'idéologie défendue par le président Gbagbo suite à l'étude préalable du fonctionnement des pronoms personnels et de leurs correspondants, les pronoms possessifs contenus dans les discours.

Dans le corpus nous avons constaté que des pronoms personnels qui habituellement répondent aux normes de la grammaire classique changent dans le discours, imposant du coup, une relecture.

L'utilisation pléthorique par l'énonciateur du pronom *nous* et de ses correspondants possessifs *notre/nos/* puis les *je et vous* nous interpelle.

II.2.1.4.1.1 Cas du pronom personnel Nous

De même que pour notre première analyse, nous nous sommes basés sur l'étude faite par Annie Geoffroy qui à partir d'une hypothèse générale sur la désignation, a examiné l'exception

apparente que constitue le pronom personnel *nous*. Il s'agit du *nous* à partir d'un corpus de discours de Robespierre pendant la Révolution Française et dont les différentes valeurs constituent le pivot par excellence du discours politique. Nous essayerons de démontrer comment ces valeurs attribuées au *NOUS* d'Annie Geffroy pourraient s'appliquer aux discours prononcés par le président Laurent Gbagbo.

Le NOUS 0

Il est appelé communément *nous* de modestie ou *nous* politique. Il est peu fréquent dans les discours de la deuxième partie de notre corpus. Son usage est dû au besoin que ressent le nouveau président élu de rassurer la communauté internationale au sein de laquelle il aura du mal à se faire une place :

Je voudrais exprimer les remerciements de la Côte d'Ivoire à la communauté internationale dont l'intérêt pour notre pays et l'amitié pour le peuple ivoirien nous ont particulièrement fait chaud au cœur durant la difficile et pénible transition.

La Côte d'Ivoire ne faillira pas à ses engagements internationaux. Nous savons en particulier la mission historique qui est la nôtre dans le projet d'intégration sous-régionale en Afrique de l'Ouest.

Je tiens à assurer tous les pays de la sous-région de mon engagement personnel à œuvrer non seulement pour la consolidation des liens historiques qui existent entre la Côte d'Ivoire et ses voisins, mais aussi pour tracer ensemble les voies de notre avenir commun. (Gbagbo, discours du 26 octobre 2000 à Abidjan).

Le *NOUS 0* a pour fonction première de reprendre le nom du président Gbagbo en tant que locuteur car c'est lui qui annonce sa politique internationale. Sous son mandat, il est responsable de la politique que va mener son pays sur le plan national et international. Visiblement, il choisit la continuité dans le changement, la politique internationale ne souffrira pas de la refondation de la nation. Le *nous* de modestie c'est lui, il est le grand démocrate élu dans des «conditions calamiteuses» mais qui n'a aucune envie de reprendre les élections comme le réclament les partisans de ses adversaires. C'est pourquoi, la position qui suit confirme la personne du *nous* politique:

Je m'engage à vous dire que nous ne réécrivons pas une autre Constitution. Et nous ne ferons pas une autre élection présidentielle. Je n'ai pas voulu m'installer à la présidence

de la République avant cette cérémonie qui est officielle. Les démocrates et les républicains doivent respecter les règles de l'Art. Gbagbo, discours du 26 octobre 2000 à Abidjan.

Des faits historiques, extra-discursifs permettent aussi d'interpréter le nous comme recouvrant le seul locuteur. Démonstration faite dans l'exemple ci-dessous où le président Gbagbo change de statut car il passe de l'état de victime d'hier dans l'opposition à être à l'honneur aujourd'hui:

*[...]. La partie visible de cette révolution a commencé en 1990. Mais ça été une gestation longue, difficile, douloureuse où certains de nos camarades de combat ont perdu la vie. Certains ont été gagnés par le découragement et ont abandonné la lutte. **Nous** autres qui sommes là devant vous aujourd'hui, **nous** sommes les survivants de ce combat. Et c'est à juste titre que vous **nous** rendez honneur pour toutes les privations que **nous** avons subies, pour toutes les humiliations que **nous** avons subies et pour tout le parcours épineux que **nous** avons fait. Gbagbo, discours du 26 octobre 2000 à Abidjan.*

Le NOUS 1

NOUS 1 est aussi appelé *nous* collectif. Il correspond au cas où l'interlocuteur parle au nom d'un groupe. Il s'érige en porte-parole de ce groupe « statutaire » ayant une existence extra-discursive explicitée dans le titre et/ou le courant du discours. Le locuteur ayant donc acquis le statut de porte-parole, l'exerce au nom de son appartenance à celui-ci :

*Seydou Diarra, je l'ai connu dans les méandres de ma vie mais j'avais déjà entendu parler de lui et **nous** avons passé de longues soirées ensemble chez lui à discuter, à manger, à refaire le monde ; lui avec son expérience d'aîné, moi avec mon expérience de chef de parti. [...].*

*J'ai dit grand frère vient **nous** aider. Il y a des petits frères de l'armée qui sont venus me voir ; avec eux, nous n'avons pas pu arrêter la dérive [...]. Gbagbo, 26 octobre 2000 à Abidjan.*

Le président de la République veut être du côté de tous ceux qui souffrent des conséquences de la crise. Il tient d'abord à rassurer tous les Ivoiriens réfugiés dans les pays voisins qu'ils ne sont pas oubliés. Le retour au pays est organisé mais s'il est lent c'est à cause des moyens limités dont dispose le pays. Monsieur Gbagbo adresse un message d'apaisement à la Nation toute entière:

*[...]. Je voudrais leur dire que **nous** avons mis en place des mécanismes de retour pour les ramener au pays. [...]. C'est la lenteur des moyens que logistiques que **nous** avons mis en place. C'est la rotation des avions. C'est pourquoi ils semblent être oubliés. [...]. **Nous** ne sommes pas seuls. Toute la communauté internationale **nous** regarde. Depuis l'adoption de ce texte, la CEDEAO, l'Union africaine, l'Union européenne, l'ONU **nous** appellent pour dire : Ce n'est pas grave. Acceptez le texte et, après, on fera les aménagements indispensables. Sinon, **nous** sommes avec vous. [...]. (Gbagbo, discours du 7 février 2003 à Abidjan).*

Le **NOUS 2**

C'est un « *nous* » à valeur idéologique ou partisane. Les dénommés « X » n'ont pas avec le « JE » une association statutaire mais plutôt un partage au niveau de la communauté d'idées. Unis donc par un ensemble d'idées, par un mode de pensée similaire, ils se reconnaissent comme tels. L'usage de ce pronom s'oppose dans le discours politique par principe à celui du *vous*, censé représenter l'adversaire. Ce qui permet à « **NOUS 2** » de regrouper tous les « bons » qui sont en fait l'ensemble de ceux qui ont en commun l'idéologie du FPI (Front Populaire Ivoirien). Le président Gbagbo rend hommage aux candidats malheureux modérés. Il fait de la pédagogie auprès de ses partisans pour ramener la paix : son intégrité morale et physique fut épargnée pendant la campagne par ses adversaires.

Si cette étape avait été comprise par les candidats eux-mêmes et leurs sympathisants, nous croyons que le président ne serait pas revenu là-dessus parce qu'un tel propos ne serait pas pertinent. Visiblement il y a des progrès à faire à ce sujet par les hommes politiques en Côte d'Ivoire dans leurs différents partis :

*Je voudrais ici rendre un hommage à mes concurrents, Mel Théodore, maire de Cocody, qui en pleine campagne électorale m'a rencontré à Bonoua et m'a embrassé. Je voudrais ici rendre un hommage à Nicolas Dioulo. **Nous** n'avons jamais entendu dire qu'il nous a lancé une quelconque flèche.*

Je voudrais rendre un hommage au professeur Wodié Francis. Jamais il ne m'a attaqué durant cette campagne électorale. (Gbagbo, discours du 26 octobre 2000 à Abidjan).

Gbagbo n'a pas encore atteint la moitié de son mandat que la Côte d'Ivoire commence sa descente aux enfers. Elle traverse une crise politico-militaire aux multiples conséquences. Le

président ivoirien a recours à ses partisans. Il partage avec eux une histoire commune, un engagement et une mémoire communs. Certains des leurs (cadres du parti) sont morts pour eux et ils ont le devoir de ne jamais les oublier. Il va solliciter moult fois les siens pour fidéliser leur soutien et sauver son poste:

*Je suis avec vous, je ne vous trahirai pas. **Nous** sommes engagés ensemble dans une révolution démocratique. [...]. Je suis avec vous, **nous** sommes ensemble et jamais je ne vous trahirai. [...].*

*Parmi les morts, il faut distinguer ceux qui, comme Boga Doudou n'ont pas eu la chance de s'enfuir. [...]. **Nous** ne les oublierons pas. Et **nous** ne pouvons pas les oublier et **nous** ne devons pas les oublier. Victimes d'une barbarie sans nom, sans aucune justification, ils sont morts pour **nous**. Ils sont morts parce qu'on voulait **nous** tuer **nous** tous. (Gbagbo, 7 février 2003 à Abidjan).*

Dans sa politique de quête de la paix, le président socialiste reprend confiance en son terroir électoral et devient régionaliste à souhait. **Le nous 2** suit la tendance. La population d'une des provinces du pays qui le soutient en dehors de sa province d'origine fait l'objet d'une visite présidentielle. Le message du président Gbagbo au cours de sa visite à Assikoi (6ème et dernier discours de notre corpus) prend une allure de campagne électorale:

*Ici, dans le Département d'Adzopé, **nous** avons déjà donné un département. [...].*

*Un jour dans le département d'Adzopé, j'ai été très triste de lire dans *Fraternité-matin* quelqu'un qui fabrique de fausses pièces d'identité et qui les vend. Mais, c'est honteux pour **nous** les enfants d'Adzopé. Parce que, depuis qu'Adzopé m'a adopté, ici, j'ai plus que des amis, j'ai des frères. Quand on voit quelque chose de mauvais sur Adzopé, cela rejaillit sur **nous** tous. [...].*

*Soyez persévérants, vous m'avez soutenu 10 ans, je n'étais rien et, aujourd'hui, vous m'avez fait Président de la République. Vous n'allez pas gâter votre travail de 10 ans. **Nous** devons continuer pour faire le travail pour lequel vous m'avez élu. Il faut que l'on montre qu'un enfant de pauvre peut révolutionner son pays. (Gbagbo, discours du 9 janvier 2008 à Abidjan).*

Le NOUS 3

NOUS 3 ou fiction dialogique, il est assez répandu dans la deuxième partie de notre corpus. Habituellement utilisé à l'oral, le **NOUS 3** permet au locuteur de s'unir aux allocutaires dans

des actions communes. En effet, l'énonciateur (**JE**, **NOUS 0**, **Nous 1**, **Nous 2**) qui dans les faits est le « nous » sujet absent en surface permet de s'unir soit dans un être, soit dans un fait ou soit dans une action en commun avec ses allocutaires. Il donne une valeur impérative à la phrase. Il est facile à reconnaître parce qu'il s'agit d'un *nous* à venir, qui ne devient réel que lorsque l'ordre exprimé par le verbe de l'opération est accompli après l'énonciation.

Alors que **NOUS 1** et **NOUS 2** sont la conséquence d'un acte qui a déjà eu lieu, **NOUS 3** n'existe pas en dehors du strict échange oral. De plus, **NOUS 3** a la particularité de s'identifier facilement sans paraître explicitement mais parce qu'il unit l'énonciateur et ses allocutaires historiques dans l'action:

*[...]. Ceux qui ont trébuché, qui se sont trompés et qui sont tombés, **donnons-leur la main pour les relever mais ne leur **tirons pas dessus**. Parce qu'en politique, il y a deux voies : il y a la trahison qui est un acte volontaire et il y a l'erreur qui est un acte involontaire. Si quelqu'un trahit, alors, **tirons-lui dessus**. Mais si quelqu'un n'a pas trahit et qu'il s'est trompé même de bonne foi, **tendons-lui la main pour le relever**. (Gbagbo, discours du 7 février 2003 à Abidjan).***

Le **NOUS 3** se présente assez souvent dans les discours pour atténuer une critique, il fait suite à une situation de violence précédente pour ramener le calme. Les valeurs dialogiques du **NOUS 1** sont seulement mimées alors que le **NOUS 3** n'existe que par pure fiction politique. C'est ce que nous appellerons un pseudo-dialogue qui n'admet pas d'échange, mais qui impose. Aucun allocutaire ne va interrompre l'orateur, parce que le discours, de structure inégalitaire par excellence, stimule l'échange communicatif seulement dans les faits:

*[...]. **Essayons !** [...]. **Essayons ça !** [...]. Chers compatriotes, **faisons** preuve de patience, un peu de patience. **Faisons** preuve de tolérance. J'ai appelé au rassemblement, il n'y a pas de rassemblement sans tolérance. **Essayons** ce nouveau remède. [...].*

*On n'a pas été guéri, c'est pourquoi on est encore là. Et j'aime bien l'expression qu'a utilisée Thabo Mbeki à Paris. Il a dit que : « nous les Africains, nous sommes venus à Paris parce que nous n'avons pas trouvé de solution en Afrique ». C'est là notre drame. Donc **essayons** ce médicament et **faisons** en sorte qu'il nous guérisse. [...]. **Allons au travail !** [...].*

***Faisons** preuve de tolérance ! **Faisons** preuve de confiance les uns dans les autres ! (Gbagbo, discours du 7 février 2003 à Abidjan).*

Le NOUS 4

NOUS 4 ou « **nous** » national et son élargissement, se réfère à l'ensemble des Ivoiriens, au territoire national, à la République de Côte d'Ivoire, à toute la nation ivoirienne. C'est un « **nous** » qui fait référence au peuple de Côte d'Ivoire. Il est souvent renforcé par ses correspondants possessifs:

*Avec la cérémonie d'investiture de ce jour, **nous** sommes à une étape décisive pour sortir de la transition inaugurée par le coup d'État du 24 décembre 1999.*

*La transition a connu des moments douloureux qui ont profondément affecté la Nation. [...] À ceux qui ont payé de leur vie pour **notre** liberté et aux blessés, dont certains sont marqués pour le reste de leurs jours, pour que la Côte d'Ivoire devienne un pays démocratique, **nous** leur devons l'hommage de la République.*

*Ils trouveront dans **nos** cœurs, la reconnaissance éternelle de la Nation toute entière. Aujourd'hui, la Côte d'Ivoire, **notre** pays, honore un rendez-vous essentiel avec son destin. (Gbagbo, discours du 26 octobre 2000 à Abidjan).*

Le « **nous** » national se construit prioritairement sous sa forme possessive pour déterminer son appartenance aux Institutions de la République de Côte d'Ivoire, à un territoire commun, à une histoire commune. Le peuple ivoirien a fait adopter par référendum la II^{ème} Constitution de son histoire, celle qui a permis l'organisation des élections présidentielles. Les conséquences des manifestations survenues suite à la proclamation des résultats sont encore visibles dans le pays. Au moment de son discours de prise de pouvoir, le président Gbagbo exhorte tous les citoyens ivoiriens à prendre leurs responsabilités:

*C'est dans **notre** volonté de respecter les échéances démocratiques que le monde jugera la maturité politique de la Côte d'Ivoire. [...]. Si **nous** ne **nous** respectons pas, personne ne **nous** respectera. Si **nous** ne respectons pas les textes que **nous** avons-**nous**-mêmes votés, personne ne les respectera à **notre** place. [...].*

Les chefs traditionnels enfin, je voudrais terminer par vous. Vous qui êtes dans les villages, vous qui êtes dans les quartiers ; allez dire que mon rêve pour ce pays c'est qu'on fasse ça toujours, c'est que tous les cinq ans quelqu'un puisse être élu, qu'un autre puisse partir et le ciel ne nous tombera pas sur la tête». (Laurent Gbagbo, 26 octobre 2000 à Abidjan).

Il est impératif que les Ivoiriens se reconnaissent dans les lois qu'ils ont eux-mêmes votés et qu'ils ont le devoir de respecter. Le respect des institutions d'un pays est un devoir national, il s'impose à tous ceux qui ont choisi de vivre dans ledit pays. Le respect de nos propres institutions nous rend forts face à l'adversaire, dit le président Laurent Gbagbo:

*Il y a, comme cela, quelques points où on a essayé de faire glisser **notre** régime présidentiel vers un régime parlementaire. Mais, **nous** ne sommes pas dans un régime parlementaire. **Nous** sommes dans un régime présidentiel et la clé de voûte de toutes les institutions, c'est le président de la République. J'entends conserver toutes les prérogatives que la Constitution met à ma disposition. [...].*

***Nous** n'allons pas dessaisir le peuple de ses prérogatives en matière de référendum et **nous** n'allons pas dessaisir l'Assemblée nationale de ses prérogatives en matière de vote des lois. (Gbagbo, discours du 7 février 2003 à Abidjan).*

Le NOUS 5

NOUS 5 ou nous transnational est peu fréquent dans les discours politiques en général comme il l'est ici dans la deuxième partie de notre étude. Il est toujours lié à une invitation formulée par **NOUS 4**. Le locuteur en tant que représentant de la nation qu'il va diriger, invite d'autres nations aux côtés de la sienne.

Sa présence dans les discours est intimement liée à la personnalité politique du président. Il est moins important dans la deuxième partie de notre étude parce que le président Gbagbo bien qu'il soit populaire dans son pays ne l'est pas sur le plan continental en comparaison avec son prédécesseur, premier protagoniste de notre étude. Comme référence au **NOUS 5**, nous avons le message concernant la politique extérieure et surtout africaine. Dans cette même logique de rassemblement, il prône la continuité dans le changement. Nous pourrions réduire la politique africaine à l'espace sous régional ouest africain. Avec les pays voisins immédiats, il souhaite une politique pacifique. Il les rassure tout en manifestant sa contribution à la politique d'intégration sous régionale qui pourrait être interprétée comme une invitation à cet effet:

La Côte d'Ivoire ne faillira pas à ses engagements internationaux. Nous savons en particulier la mission historique qui est la **nôtre** dans le projet d'intégration sous-régionale en Afrique de l'Ouest.

Je tiens à assurer tous les pays de la sous-région de mon engagement personnel à œuvrer non seulement pour la consolidation des liens historiques qui existent entre la Côte

*d'Ivoire et ses voisins, amis aussi pour tracer ensemble les voies de **notre** avenir commun.* (Gbagbo, discours du 26 octobre 2000 à Abidjan).

L'usage du « **nous 5** » chez Laurent Gbagbo est moins confus que chez Houphouët-Boigny parce qu'il est destiné à des groupes clairement définis, ce qui rend le caractère plus précis. Cela tient au fait que non seulement il manque d'expérience en politique internationale mais aussi au fait que ce n'est pas son principal centre d'intérêt, sa priorité première étant la politique nationale. Sur ce plan beaucoup reste à faire parce que Félix Houphouët-Boigny n'ayant pas de concurrent sur ce terrain a géré le pays à l'abri d'un contre-pouvoir. Le nouveau président invite tous les citoyens à respecter la Constitution qu'ils ont eux-mêmes voté ; donc personne ne sera plus au-dessus de la loi dorénavant en Côte d'Ivoire. Il s'attend à recevoir des critiques de l'opposition. L'absence de contrôle a laissé des disparités régionales bien profondes dans l'histoire de la Côte d'Ivoire au temps de son prédécesseur. Aujourd'hui le nord accuse le sud de son absence de politique de développement. C'est avec Gbagbo que nous constatons ces faits quand deux ans après son arrivée au pouvoir il fait le point des négociations qui ont lieu en France et dont les accords signés ont enflammé Abidjan. Le président met le doigt sur un des malaises ivoiriens:

*Ils disent qu'ils occupent **60% du territoire**. Je n'ai pas fait de calculs pour savoir exactement le pourcentage du territoire qu'ils occupent. Mais ce qui est certain, c'est que nos forces armées, notre gendarmerie, notre police ont réussi à sécuriser 90% de l'outil de production. **Les 90% de l'outil de production économique se trouvent sous contrôle des forces gouvernementales.** C'est pourquoi la Côte d'Ivoire continue de vivre normalement. Ce qui est certain, c'est que **nos forces de défense et de sécurité ont réussi à sécuriser 82% de la population. Voilà la vérité.** C'est ça la vérité et c'est pour ça que **le coup d'État aussi a échoué.** Voilà, chers amis, pourquoi je dis honneur et gloire à nos forces armées, à nos forces de sécurité.* (Gbagbo, discours du 7 février 2003 à Abidjan).

II.2.1.4.1.1 Tableau récapitulatif de *NOUS* dans le discours de Laurent Gbagbo

Nous 0	Nous politique ou de modestie.	« Je m'engage à vous dire que nous ne réécrivons pas une autre Constitution. Et nous ne ferons pas une autre élection présidentielle ». (Laurent Gbagbo, 26/10/2000).
Nous 1	Nous collectif ou porte-parole	« J'ai dit grand frère, viens nous aider. Il y a des petits frères de l'armée qui sont venus me voir ; avec eux, nous n'avons pas pu arrêter la dérive [...] ». (Laurent Gbagbo, 26/10/2000).
Nous 2	Nous idéologique.	« Je voudrais ici rendre un hommage à Nicolas Dioulo. Nous n'avons jamais entendu dire qu'ils nous a lancé une quelconque flèche ». (Laurent Gbagbo, 26/10/2000).
Nous 3	Nous pseudo-dialogue ou nous dialogique.	« [...]. Essayons ! [...]. Essayons ça ! [...]. Chers compatriotes, faisons preuve de patience. Un peu de patience. Faisons preuve de tolérance. [...]. Essayons ce nouveau remède [...] ». (Laurent Gbagbo, 26/10/2000).
Nous 4	Nous nation, peuple de côte d'Ivoire.	« À ceux qui ont payé de leur vie pour notre liberté et aux blessés, dont certains sont marqués pour le reste de leurs jours, pour que la Côte d'Ivoire devienne un pays démocratique, nous leur devons l'hommage de la République. [...] ». (Laurent Gbagbo, 26/10/2000).
Nous 5	Nous transnational.	« Je tiens à assurer tous les pays de la sous-région de mon engagement personnel à œuvrer non seulement pour la consolidation des liens historiques qui existent entre la Côte d'Ivoire et ses voisins, amis aussi pour tracer ensemble les voies de notre avenir commun ». (Laurent Gbagbo, 26/10/2000)

II.2.1.4.1.2 Cas du pronom personnel *Je*

À contrario de la première partie de notre étude où le pronom qui dominait dans les débuts des discours est le nous car le père de la nation se posait en rassembleur avant de s'affirmer. Lorsque le pouvoir devient personnel, l'usage du je s'impose de lui-même comme dans tous les régimes de partis uniques.

Dans un régime multipartiste comme celui que connaît la Côte d'Ivoire depuis 1990, la rareté du pronom nous fréquent dans les discours politiques de Laurent Gbagbo, a suscité notre intérêt. La nature ayant horreur du vide, nous voudrions comprendre la préférence accordée à d'autres pronoms et l'intérêt de ces choix. Le linguiste français Émile Benveniste (1966) a mené une étude dans laquelle il s'est penché vers d'autres pronoms tels que « **JE/TU** » qui pourrait bien nous être utile. Cette étude est menée dans le cadre des problèmes de linguistiques générales. Il en vient à une remarque qui donne un sens à l'énoncé. Pour y parvenir, il faut que le prédicat soit compatible avec le « **JE** » émetteur et avec un autre. Ce qui permet à l'analyste de lire la mise en langage d'un trait de la personnalité sociale de l'énonciateur. Cette démarche nous intéresse et nous voulons déterminer dans quelle mesure, elle nous sert à étudier le « **JE** » ou autre pronom différent du nous dans les discours de Laurent Gbagbo.

Le JE 0 ou JE mono-référentiel

Il apparaît dans la recherche faite par Benveniste sur les marques formelles de l'énonciation, l'originalité absolue de « **JE** », seule forme totalement mono-référentielle. En effet pour tout locuteur, « **TU** » désigne tout interlocuteur, alors que « **JE** », ne peut désigner que lui-même en tant que source du procès d'énonciation :

Je ressens en ce moment comme une reconnaissance pour la Côte d'Ivoire, la naissance d'une Nation moderne, prospère, démocratique et solidaire.

C'est avec assurance et détermination que j'accepte de tenir la fonction de Président de la République que la volonté de notre peuple me confère en cet instant solennel.

Je voudrais tout d'abord remercier les Ivoiriennes et les Ivoiriens qui ont porté leur choix sur ma personne le 22 octobre 2000 et assurer tous les habitants de ce pays quelles que soient leurs origines, leurs opinions ou leurs convictions politiques et religieuses que le président de la République est à la disposition de toutes et de tous, c'est-à-dire au service de la Côte d'Ivoire.

Je prends ici solennellement l'engagement de respecter le contrat moral qui me lie à la Côte d'Ivoire et aux Ivoiriens depuis de si nombreuses années et au nom duquel vous m'avez élu. (Gbagbo, discours du 26 octobre 2000 à Abidjan).

Le JE 1 ou JE non amplifié

Le pronom personnel « JE » remplit sa fonction première qui est de dénoter l'émetteur. Puis, comme celui que fait « nous » chez Benveniste, adjoint à cette tâche de dénotation du sujet d'énonciation, qu'il est seul à partager avec « JE », une grande capacité dénotative. « Nous » peut, au sujet d'énonciation, adjoindre des référents très variés. Il partage en cela la spécificité unique réservée au « JE », puis la nie en lui adjoignant d'autres référents. Ce qui fait du « JE », une marque purement formelle de l'énonciation, totalement interchangeable entre actants du dialogue car dire « JE », c'est, remarque Benveniste, accepter que celui que mon message pose en « TU », ait la possibilité de se poser à son tour en « JE ». « Nous » remplit cette même fonction (il dénote toujours l'émetteur), mais lui adjoint plusieurs actants possibles, jamais linguistiquement spécifiés. Et c'est là où le « JE » non amplifié est en conformité avec l'étude faite par Benveniste alors que la première partie de notre travail ne s'y prêtait pas. C'est pourquoi nous l'avons appelé le « JE » amplifié (fréquent sous les forts régimes à parti unique) :

Seydou Diarra a dirigé le gouvernement précédent avec compétence et avec honneur. Quand il a senti la dérive, je l'ai appelé, j'ai dit grand frère, viens nous aider. Il y a des petits frères de l'armée qui sont venus me voir ; avec eux, nous n'avons pas pu arrêter la dérive, grand frère aide-nous. (Gbagbo, discours du 26 octobre 2000 à Abidjan).

Le JE 2 ou JE dilué

Le « **JE** » continue d'être prépondérant dans les discours du président Gbagbo et se dilue dans le « **NOUS** » pour étouffer les actes intolérables commis par son administration. C'est en rejoignant ceux qui ont fauté qu'il peut moraliser la société sans s'attirer des foudres. Ce qui ne l'empêche pas de se laver les mains comme Ponce Pilate. Il est aussi responsable (comme tous les hommes politiques ivoiriens) de ce qu'est devenue la société ivoirienne dans son processus de démocratisation. Laurent Gbagbo en tant que premier citoyen et grand défenseur de la démocratie pourrait avoir sa part de responsabilité. Mais il se contente de reconnaître son incapacité à faire face au fléau que représente la corruption, d'ailleurs plus personne ne fait bien

son travail sauf lui, peut-être ? La corruption est abusive et est devenue comme ce cancer en phase terminale dont les métastases se sont répandues dans tout l'organisme humain. La corruption critiquée sous le régime d'Houphouët est devenue monnaie courante sous son régime. Dans cette affaire, le drame, c'est qu'il ne travaille pas comme chef d'État d'un pays démocratique avec plein pouvoir mais comme un petit provincial limité, incapable de se procurer le minimum vital quotidien et qui ne se laisse guider que par sa tradition :

Ce dialogue direct, il est dans nos mains, c'est nous-mêmes qui le faisons. Et, nous continuons jusqu'aux élections, parce que les élections nous arrangent. [...]. On entend ici, un tel ou une telle vole dans son cabinet, dans la direction que l'on lui a confiée, sur la route [...]. J'entends le peuple pleurer, j'entends le peuple gronder. Mais, il faut que le peuple comprenne que je ne suis ni sourd ni aveugle. [...]. Aujourd'hui, ma priorité, c'est de faire la paix définitivement ; c'est de faire des élections qui vont mettre un terme définitif à la crise. Je ne peux donc pas courir après deux écureuils. Un proverbe de chez nous les bété de Gagnoa dit ceci : « Si tu veux manger ta banane braisée avec de la viande, il ne faut pas chasser deux écureuils à la fois. Parce que, à vouloir les attraper tous les deux, tu mangeras ta banane sans viande ». Je ne veux pas manger ma banane sans viande. C'est pourquoi, je poursuis seulement la paix et l'élection qui en est la marque achevée. (Gbagbo, discours du 9 janvier 2008 à Assiko).

Nous constatons que l'évolution de l'usage de « JE » mono-référentiel au départ est à bout de souffle en seulement huit années de mandat. La situation n'est pas triste en Côte d'Ivoire ! C'est la désillusion totale, l'État démocratique a démissionné. Pendant que dans le monde occidental, les gouvernements soucieux de contrôler les flux migratoires multiplient les mesures pour la sécurité de leurs citoyens de peur de susciter l'émergence de partis d'extrême droite, en Côte d'Ivoire c'est le contraire qui est envisagé. Parce qu'une politique qui maîtriserait l'immigration serait à l'origine de tous les maux du pays, maintenant portes et fenêtres du pays seront ouvertes à l'immigration. C'est la politique à courte vue car le non contrôle de l'immigration causera demain des problèmes d'ordre multiple plus importants en créant cet appel d'air. Mais la priorité du gouvernement Gbagbo est ailleurs car le président préfère palier au plus urgent, noyant sa responsabilité dans le nous collectif pour ne pas se mettre en avant. Ce nous est un « JE » à l'opposé du « JE » mono-référentiel du départ car affaibli par le poids de la difficulté de la fonction présidentielle en période de longue crise politico-sociale. C'est pourquoi nous l'appelons « JE » dilué car c'est lui et lui seul qui fait appliquer son programme au gouvernement dirigé par son Premier ministre:

Nous avons pris cette mesure, d'abord, parce qu'elle arrange nos amis qui viennent habiter chez nous, ensuite parce qu'elle nous arrange. S'il n'y a plus de cartes de séjour, il n'y a plus d'attaques, plus de fraudes sur les cartes d'identité nationale. (Gbagbo, discours du 9 janvier 2008 à Assikoï).

II. 2. 1.4.1.2.1 Tableau récapitulatif du **JE**

JE 0	<i>JE 0 ou Je mono-référentiel.</i>	« Je ressens en ce moment comme une renaissance pour la Côte d'Ivoire, la naissance d'une nation moderne, prospère, démocratique et solidaire ». (Laurent Gbagbo, 26/10/2000).
JE 1	JE 1 ou JE non amplifié	« Quelques temps après, je l'ai rappelé, il m'a dit, je suis en train de faire mes bagages, je m'en vais. Je ne peux plus rester après ce que j'ai entendu ». (Laurent Gbagbo, 26/10/2000).
JE 2	JE 2 ou JE dilué	« Nous avons pris cette mesure, d'abord, parce qu'elle arrange nos amis qui viennent habiter chez nous, ensuite parce qu'elle nous arrange ». (Laurent Gbagbo, 26/10/2000).

II.2.1.4.1.3 Cas particulier du **VOUS**

Le pronom personnel *vous* qui d'ordinaire désigne le camp adverse dans le discours politique (parce qu'opposé au *nous idéologique*) a un caractère bien particulier dans les discours de Laurent Gbagbo, car en constituant le pouvoir collégial avec le **JE**, il est légitimé. C'est le véritable détenteur officiel du pouvoir qui est représenté par le **JE**. Du côté de l'Élysée, ils prétendent que **JE** manipule **VOUS**, la réalité n'est pas si simple :

Les conditions calamiteuses de son élection au poste de président de la République ne lui donnent pas un pouvoir légitime. Il est contesté sur le plan international sans trop pouvoir se défendre. Mais sur le plan national, ses partisans investissent les rues pour le légitimer, gestes maintes fois répétés chaque fois que le poste du président est menacé. Depuis, les deux camps (*je et vous = nous*) forment un couple fusionnel qui surmonte bien des difficultés dans une confiance mutuelle. *Je et vous* vont souvent de pair avec parfois leurs référents possessifs :

Depuis toujours, je vous connais et vous me connaissez. Je crois que c'est cela que certains ne perçoivent pas. Je vous connais, vous me connaissez. Jamais, je ne vous ai trahis, jamais je ne vous trahirai. Je me rends compte que vous-mêmes, jamais vous ne m'avez trahi.

Vous m'avez accompagné à Paris dans une escorte émouvante. Les cris de joie le disputaient aux larmes. Depuis Cocody jusqu'à l'aéroport, vous étiez massés le long de la route. Quand je suis revenu précipitamment de Paris, à 23 heures passées, vous étiez encore là, présents le long de la route m'encourageant à résister, m'encourageant à tenir; depuis l'aéroport jusqu'à Cocody, vous étiez encore là. Je vous suis reconnaissant car, ça, c'est le prix du travail que nous faisons ensemble. Ce prix-là est au-dessus de tous les prix. (Gbagbo, discours du 7 février 2003 à Abidjan).

En Côte d'Ivoire comme dans de nombreux pays en Afrique se pose de façon récurrente le problème de légitimité du pouvoir d'État. Les nouveaux chefs d'Etat africain sont souvent relégués au rang d'aventuriers médiocres et surtout à la loyauté aléatoire. C'est avec un air mélangé de paternalisme et de supériorité que les pères de la françafrique du bord de la Seine opinent sur la succession des premiers chefs d'État africains:

Oh, bien sûr, Machin n'est pas exempt de reproches. Mais que voulez-vous, il n'y a personne en face- Avec, à la clef, cette alternative pipée très en vogue à l'Élysée: C'est lui ou le chaos. Ce sera donc, souvent, lui et le chaos.¹⁰⁸

Laurent Gbagbo au pouvoir suscite les craintes de Paris : loyauté aléatoire envers la France. Pis ! Il va plus loin. Il préfère la rupture avec la France et perd le soutien de Paris. Mais il trouve sa légitimité dans les manifestations de rue de ses partisans, les jeunes patriotes. Résultat : il tient son pouvoir de la rue et l'exerce avec la rue d'où le terme de l'exercice collégial du pouvoir d'État. Ceci fait du pronom « vous », pronom désignant d'ordinaire les adversaires dans les discours politiques habituels, un « vous » ayant la même valeur que le « nous idéologique ». Ce « vous idéologique », le président Gbagbo le trouve au sein du peuple mais il le distingue : le peuple qui défend globalement le pays par pur sentiment national quand il se sent humilié par l'attitude paternaliste du locataire de l'Élysée. Le reste du peuple constitué de jeunes patriotes

¹⁰⁸ http://www.sauverledarfour.org/depeches_lire.php?id=586

[Consulté le 14 juillet 2014].

mobilisés à sa cause, ses partisans qui légitiment son pouvoir. Ces jeunes et lui, ont une histoire commune, ils partagent les mêmes idées, ils défendent les mêmes valeurs, et ce, depuis 1990:

Depuis 1990, vous n'avez cessé de m'apporter votre chaleur, votre soutien. C'est Dieu seul qui pourra vous remercier. [...]. Quand je dis que je salue le peuple, je salue le peuple dans sa globalité. Mais, je salue les jeunes, mobilisés comme jamais. Les femmes, les travailleurs, tout ce monde-là qui vient de démontrer encore la légitimité que j'ai à exercer ce pouvoir. La première fois que le peuple de Côte d'Ivoire m'a donné une légitimité, c'était le 22 octobre (2000 ndlr), en votant massivement pour moi.

Plus de 59% des voix. C'est un score très large. La deuxième fois qu'il m'a donné la légitimité, c'est au moment où on a voulu détourner ce vote. Le peuple est descendu massivement dans les rues pour y chercher ce qu'il m'avait donné dans les urnes. C'est-à-dire le pouvoir d'État. Aujourd'hui, depuis que cette guerre a éclaté, le peuple me donne une troisième légitimité en étant présent quotidiennement dans la rue pour expliquer qu'il a voté un homme et qu'il soutient cet homme-là [...]. (Gbagbo, discours du 7 février 2003 à Abidjan).

Conclusion : Nous pensons que le président Laurent Gbagbo est dans la dégradation des institutions car seul fonctionne le pouvoir exécutif à coups de décrets présidentiels. Le Parlement n'existant plus, c'est le pouvoir judiciaire qui est à son tour transformé en marionnette. Une sorte de destruction du pays où l'on occupe le peuple à s'en prendre à autrui comme responsable de son malheur avant de se retourner le couteau contre soi-même. Ici, après avoir regardé trop loin, on s'aperçoit que l'ennemi, c'est dans le peuple qu'il faut le chercher. Dès lors, on s'en prend à sa propre police et gendarmerie, pour ne pas voir ce que font le président et ses proches. À côté des embrayeurs de personnes (Nous/Je/Vous), il existe des parties du discours présidentiel où nous constatons l'effacement volontaire voire prudent du locuteur des embrayeurs de personnes. L'élément «on» présente un certain nombre de caractéristiques :

-il représente toujours à un être humain (à la différence d'un vrai pronom comme il...);

-il occupe toujours la fonction de sujet ;

-il ne varie ni en genre ni en nombre et constitue, du point de vue morphologique, une troisième personne.

Il est d'une très grande polyvalence ; sa référence varie selon la manière dont il est mobilisé à l'intérieur d'un processus énonciatif particulier. Selon les contextes, il peut

s'interpréter comme référent à l'énonciateur, à la non-personne, que ce soit un individu, un groupe ou un ensemble flou (= «les gens»). Il présente en effet la particularité de référer à une subjectivité (un être humain, une conscience) [...]. Autrement dit, ce qui est désigné par «on» est appréhendé comme subjectivité, mais avec une sorte d'effacement des frontières entre les positions de première, deuxième et troisième personnes. (Maingueneau 2009: 107-108)

Face à l'échec, nous constatons que le président Laurent Gbagbo, au lieu de s'accrocher à des valeurs démocratiques et républicaines pour lesquelles il s'est toujours battu, s'est tourné vers des valeurs primaires: la délation, les rumeurs, les «on dit».

:

*Quand **on** voit quelque chose de mauvais sur Adzopé, cela rejaillit sur nous tous. **On** dit que « les gens n'ont pas de papiers. Les cartes de séjour coûtent trop chers, c'est pourquoi **on** leur fait de fausses cartes d'identité».*

Aujourd'hui, la carte de séjour est supprimée, donc, il n'y a pas de prétexte pour fabriquer de fausses cartes d'identité. Monsieur le DGPN, je vous adresserai une lettre, la semaine suivante, pour vous dire qu'il y a encore des policiers qui fatiguent les gens sur la route en leur demandant des cartes de séjour. Si cela est avéré, ce sont les policiers qui sont en infraction, parce qu'ils vont contre un décret pris par le président de la République et je ne veux plus voir cela. (Gbagbo, discours du 9 janvier 2008 à Assikoi).

Ces trois « on » ci-dessus ne renvoient pas aux mêmes individus. Le premier a une valeur générale, il permet d'intégrer la population du département d'Adzopé à un ensemble dont ne s'exclut pas l'énonciateur du discours. Quant au deuxième et au troisième « on », ils se réfèrent uniquement aux populations du département d'Adzopé. C'est dans ledit département que «quelqu'un», ayant estimé que les étrangers ne sont pas en règle à cause du prix élevé de la carte de séjour, décide d'en faire afin de les revendre à prix abordable. Le locuteur peut se présenter comme extérieur à l'opération de falsification de documents même s'il se sent comme fils de ce département.

Même si Houphouët-Boigny avait été confronté à la même crise, le vernis n'aurait pas craqué, parce qu'il n'est pas un homme de la rue et qu'il a dit préférer l'ordre à la justice. Dans le désordre, rien ne peut être construit, aucun bon projet n'a de chance d'être réalisé. La preuve, le programme alléchant du président du changement conçu pour parfaire équitablement le développement du pays a écorché l'image d'une Côte d'Ivoire censée être moderne. C'est habituel en l'Afrique, que des autorités chantent des lendemains meilleurs pour se retrouver

dans la régression totale. À contrario, alors qu'en Asie, les pays émergents se multiplient, les pays africains sombrent dans la misère, les uns après les autres. Ils sont tous sous perfusion de l'aide internationale car ils sont malheureusement incapables de subvenir aux besoins primaires de leurs populations. Mais dans ce chaos, une seule chose a certainement évolué, c'est l'expression du discours. La langue française à l'image de toutes les autres langues vivantes s'est adaptée aux bouleversements socio-politiques qu'a connus la Côte d'Ivoire et s'est enrichie de nouveaux termes et expressions.

II.2.1.5 Le discours manichéen

Ruth Wodak professeure à l'université de Vienne (Autriche) disait que le choix des termes n'est pas fortuit dans un discours politique. Il sert à identifier l'idéologie qui se cache derrière le message transmis. La langue comme véritable instrument de l'idéologie politique offre à l'énonciateur un éventail de mots pour exprimer sa pensée. Les mots choisis sont donc fonction du message que l'on veut véhiculer. Ils permettent aussi de définir le bagage culturel de celui qui s'en sert à moins qu'il ne soit qu'une stratégie de communication :

Political groups need their own language and portray themselves via this language ; they define their territory by means of their language ; they signal their ideology through certain slogans and stereotypes ; their ideological structure is joined together in a certain way and so is their argumentation. Dependent on rules and programs respectively, this use of language may serve to produce provocation, or to incite reflection, or to effect the emergence of a ghetto. (Wodak 1989 volume 7: 137)

De plus, par les termes choisis, les uns sont proches et sont vus comme les bons et les autres qui n'épousent pas le message transmis sont nommés les mauvais. C'est la raison pour laquelle, pour cette partie de notre travail, nous allons définir les groupes des mots appartenant ou non aux partisans du président Gbagbo. Au fur et à mesure que les événements se succèdent en Côte d'Ivoire, nous voyons apparaître d'autres « ennemis » sur la scène politique locale.

II.2.1.5.1 Unités lexicales qui déterminent les partisans de Laurent Gbagbo

La caractérisation de ces deux mondes se reflète à travers l'utilisation des termes par le locuteur. Nous avons appelé groupe A (les partisans du président) les bons par mesure de commodité:

Les Ivoiriennes et les Ivoiriens qui ont porté leur choix sur ma personne le 22 octobre 2000. (Gbagbo, discours d'investiture du 26 octobre 2000 à Abidjan).

II.2. 1.5.1.1 Tableau des partisans de Laurent Gbagbo

Internes	Les membres de son parti, les jeunes patriotes, tous les frustrés de l'ancien régime en général, puis, la population de sa région, celle de la population d'Adzopé, les chrétiens évangéliques.
Externes	Les nouveaux dirigeants africains, notamment les présidents de Guinée et du Ghana, puis plus tard Paul Kagamé, Dos Santos, Kadhafi, certains socialistes français. Des autorités chinoises, indiennes et américaines.

II.2.1.5.2 Unités lexicales qui définissent le groupe B

Nous savons que le président Gbagbo n'est pas le choix de tout le peuple. Nous avons dénommé (groupe A) tous les partisans du président Gbagbo et B le groupe des opposants et leurs sympathisants. Mais une fois élu, il devient le président de tous les Ivoiriens et habitants de Côte d'Ivoire:

[...], assurer tous les habitants de ce pays quelles que soient leurs origines, leurs opinions ou leurs convictions politiques et religieuses que le président de la République est à la disposition de toutes et de tous, c'est-à-dire au service de la Côte d'Ivoire. (Gbagbo, discours d'investiture du 26 octobre 2000 à Abidjan).

II.2.1.5.2.1 Les adversaires externes.

Suite à ces élections tenues dans des « conditions calamiteuses », une frange de la population ayant établi sa base dans les pays frontaliers du nord de la Côte d'Ivoire prend les armes. Laurent Gbagbo s'adresse à elle en accusant une puissance étrangère de la soutenir:

Je crois que c'est cela que certains ne perçoivent pas. [...].

Je crois que, souvent, les gens ne perçoivent pas bien ce qui se passe en Afrique et en Côte d'Ivoire. Mais, c'est une révolution démocratique. La partie visible a commencé en 1990. (Gbagbo, 7 février 2003 à Abidjan).

II.2.1.5.2.2 Les adversaires internes

Parmi les adversaires internes se trouvent les candidats malheureux, ils sont nommés dans le discours d'investiture du président. Mais il oublie volontairement de mentionner ceux dont la Cour Constitutionnelle a annulé la candidature et qui sont des adversaires « sérieux » ou des poids lourds car dirigeants d'hier, ils ont un potentiel de sympathisants très important. Leurs partisans profitent du chaos qui a suivi la proclamation des résultats pour occuper les rues et réclamer une autre élection. Pour ces « mauvais » démocrates et républicains, il est des plus intransigeants. Les «petits candidats» eux, sont plutôt bien vus par lui car ils ne font pas d'histoire, à ceux-là, il les salue. Ce sont Mel Théodore, maire de Cocody, Nicolas Dioulo, le Professeur Wodié Francis, tous des opposants aimables. Dans le groupe d'opposants non aimables se trouve le général Guéï qui a voulu s'emparer du pouvoir malgré les résultats des urnes:

*Je m'engage à vous dire que **nous ne réécrivons pas une autre Constitution. Et nous ne ferons pas une autre élection présidentielle.** Je n'ai pas voulu m'installer à la présidence de la République avant cette cérémonie qui est officielle. **Les démocrates et les républicains doivent respecter les règles de l'Art.** (Gbagbo, 26 octobre 2000 à Abidjan).*

II.2.1.5.2. 2.1 Tableau regroupant les adversaires de Laurent Gbagbo

Internes	Les candidats éliminés aux présidentielles et leurs sympathisants, les candidats malheureux, les groupes rebelles,
Externes	Les présidents africains amis de la France, le président Jacques Chirac, les entrepreneurs français en Côte d'Ivoire.

II.2.1.6 Les influences dans les discours de Laurent Gbagbo.

II.2.1.6.1 L'influence de la culture occidentale

L'influence occidentale est principalement française avec des idées américaines dans les discours du deuxième personnage de notre étude.

II.2.1.6.1.1 L'influence américaine dans les discours de Laurent Gbagbo

Je veux lutter contre l'idée qui veut qu'on n'organise pas les élections pour les perdre. Les grands pays développés sont développés parce que chez eux, ils organisent les élections et ils les perdent. Il faut que cela soit. C'est en cela Messieurs les ambassadeurs que je vous aiderai à faire des formations pour que les gens comprennent que gagner n'est pas quelque chose de forcé. (Gbagbo, 26 octobre 2000 à Abidjan).

Nous avons déjà démontré que cette réflexion qui consiste à penser que démocratie et développement vont de pair, est une idée fondamentalement américaine. L'historien Laurent Gbagbo, auteur d'une thèse de troisième cycle à l'université Paris VII dont le thème est: «Les ressorts socio-économiques de la politique ivoirienne (1940-1960)», a fait son choix quant à la forme de développement. Le premier modèle de politique de développement qui s'offre à la Côte d'Ivoire est celui qui se pratique en France alors qu'il semble être celui du développement par démocratie progressive. Les pays de l'Europe occidentale ont connu la révolution industrielle avant la démocratie sous sa forme actuelle. Mais ce modèle ne semble pas parler au président Laurent Gbagbo. Dans notre monde moderne la notion de démocratie est plus ancienne aux États-Unis qu'elle ne l'est ailleurs, le pays passe pour en être le meilleur élève au monde. Pour ce qui concerne la Côte d'Ivoire, en tant que pays du tiers-monde, la démocratie, pour qu'elle puisse déboucher sur le développement, selon Monsieur Gbagbo doit avant tout se conjuguer avec une vraie indépendance:

Journaliste : «Diriez-vous que la priorité aujourd'hui, pour les Africains, c'est la lutte pour la démocratie ou pour l'indépendance ?».

Laurent Gbagbo : «Il faut mener le combat concomitamment sur ces deux fronts. Qu'est-ce que la démocratie dans une nation assujettie ? Qu'est-ce l'indépendance dans un pays où les gens ne sont pas libres de s'exprimer ? C'est le mariage entre

l'indépendance et la démocratie qui fonde les nations fortes. La démocratie aide une nation indépendante à développer ses secteurs vitaux, son économie [...]»¹⁰⁹.

Il n'était pas sans savoir que l'application d'une telle vision du combat politique allait faire grincer des dents dans le milieu politique français. Son accession au pouvoir de l'État coïncide avec le changement de la politique africaine des États-Unis.

Avant l'an 2000, l'Afrique était plus un problème européen qu'américain et la présence militaire américaine en Afrique subsaharienne était modeste. Tant Washington que Moscou ont soutenu la décolonisation, au nom du «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes». En Afrique, l'Amérique est intervenue plus tardivement que les autres pays occidentaux sur la base du respect des «zones d'influence» de ses partenaires européens, alliés du bloc capitaliste pendant la guerre froide. Elle n'intervenait que quand il y avait un risque réel ou supposé de prise de contrôle du continent par l'URSS, cas où elle se substitue aux relatives «petites puissances» pour gérer la décolonisation:

Ainsi, Washington intervient au Congo en 1960 et finit par soutenir le général Mobutu qui, pourtant, n'était pas son favori au départ. Dans le sud, en Angola, en Namibie et au Mozambique, l'Amérique intervient très indirectement, via l'Afrique du Sud, à partir de 1975 quand le Portugal se désengage.

Dans un contexte de retrait des petites puissances, l'action américaine repose sur le principe d'opposition à l'URSS. John Fitzgerald Kennedy instaure une «politique africaine» mais fondamentalement, il s'agit là plus d'une politique antisoviétique que d'une véritable politique africaine. L'Afrique, à l'instar des autres régions du monde, n'est alors qu'un terrain d'affrontement¹¹⁰.

Le continent africain apparaît alors comme situé dans un « angle mort » de la politique extérieure de ce premier grand État démocratique du monde.

Cependant, le contexte géopolitique a été profondément remanié depuis l'effondrement du bloc soviétique et plus tard les attentats du 11 septembre 2001. L'intérêt pour l'Afrique s'accroît dans

¹⁰⁹ http://www.jeuneafrique.com/jeune_afrique/article_jeune_afrique.asp?art_cle=LIN

[Consulté le 14 juillet 2014].

¹¹⁰ http://www.cain.info/article_p.php?ID_ARTICLE=AFCO_207_0007

[Consulté le 14 juillet 2014].

la politique extérieure américaine. Dorénavant, quelques un des mythes fondateurs des États-Unis se tournent vers le continent africain:

Tout d'abord le mythe de la « destinée manifeste » avance l'idée que leur destin historique est de défendre la liberté de conscience dans le monde et que Dieu les accompagne dans cette démarche. Pour Thomas Woodrow Wilson, l'Amérique a une responsabilité particulière à l'égard de la communauté internationale et se doit de défendre la démocratie. Dans le contexte de la guerre froide naissante, Harry S. Truman considère que son pays doit « aider les peuples libres à préserver leurs institutions » et, à cet effet, durcit la guerre froide. B. Clinton reprend le thème de la mission américaine en faveur de la démocratie chère à Wilson et Truman, en avançant l'idée de « l'élargissement de la démocratie » ; cette doctrine concerne directement l'Afrique [...].¹¹¹

La mentalité américaine consiste à aider les plus démunis à se relever afin de leur permettre de faire du «business», une idée qui plaît au nouveau président ivoirien.

Laurent Gbagbo sait que pour que la démocratie en Côte d'Ivoire continue à évoluer de façon apaisée, elle doit être accompagnée par une politique de développement économique. Pour y parvenir son pays a besoin de l'aide extérieure pour se restructurer afin d'entreprendre une réelle politique de développement. Il lui faut également s'ouvrir à d'autres horizons et multiplier ses partenaires économiques. Il veut surfer sur le nouveau chemin que prend la politique américaine pour l'Afrique:

[...], depuis 1990, l'enjeu géopolitique se déplace et l'enjeu économique s'affirme comme primordial. De 1990 à 2001, [...], Washington structure une politique africaine selon trois axes : la lutte contre l'islamisme radical qui gagne du terrain, la conquête du marché africain (sous couvert de politique en faveur du développement et de la démocratie) et la prévention du sida. A partir de 2001, l'Afrique prend une nouvelle dimension, et l'accent est désormais mis sur la lutte contre le terrorisme islamiste moyen-oriental (accordant une fonction stratégique de base arrière à l'Afrique), [...]. L'aide totale des États-Unis à l'Afrique devrait atteindre 8,7 milliards de dollars d'ici à 2010, soit le double de son mandat de 2004. En outre, l'initiative présidentielle de lutte contre

¹¹¹ Idem. [Consulté le 15 juillet 2014].

le paludisme (PMI), lancée en 2005, [...] aurait aidé, déjà 25 millions d'Africains à combattre le paludisme [...].¹¹²

Le partenariat américano-africain a pour finalité de permettre aux Africains eux-mêmes de vaincre la pauvreté grâce à une croissance économique. Le Gouvernement américain, sous la présidence de Georges W. Bush multiplie des actions sur le continent noir visant à lutter contre la pauvreté grâce à la stimulation de la croissance économique. Il soutient les gouvernements qui s'engagent à gouverner avec justice, à investir dans leur société et à encourager la liberté économique.

II.2.1.6.1.2 L'influence française dans les discours de Laurent Gbagbo.

L'influence de la culture française est palpable dans les discours de Laurent Gbagbo. Pour ce qui concerne notre corpus, cette influence pourrait provenir de la Révolution française (1789) en passant par la période de la Deuxième République (1848-1852).

La Révolution de 1789 a donné un destin « essentiel » à la France en mettant fin au système de monarchie où le pouvoir était absolu et détenu par le roi de droit divin.

La Côte d'Ivoire indépendante en 1960 bascule dans une vraie fausse République où le président Félix Houphouët-Boigny gouverne de main de maître avec le parti unique. La 1ère République connaît peu d'évolutions au niveau politique en 40 ans (une forme d'élections libres aux municipales et aux législatives dans les années 1980 et le coup d'État militaire du 24 décembre 1999) ont précédé la naissance de la 2ème République :

Aujourd'hui, la Côte d'Ivoire, notre pays, honore un rendez-vous essentiel avec son destin. L'histoire aura voulu que l'investiture du premier Président de la deuxième République se tienne au seuil du 21^e siècle. (Gbagbo, 26 octobre 2000 à Abidjan).

L'intitulé de la deuxième République de Côte d'Ivoire n'est qu'une copie de l'habitude française qui consiste à numéroter les Républiques. Aujourd'hui, au moment où la fille aînée de la politique française en Afrique inaugure sa seconde République, la France, depuis 1958 en est à sa Vème.

¹¹² <http://appablog.wordpress.com/2008/02/17/usa-bush-afrique-la-politique-africaine-des-etats-unis-un-partenariat-sans-parallele/>

[Consulté le 14 juillet 2014].

C'est une coutume française qui remonte au temps de la Révolution où il y eut une 1^{ère} Constitution rédigée par l'Assemblée Constituante qui créa une monarchie constitutionnelle parce que les constituants voulurent suivre au départ le modèle anglais avant de le rejeter. Ensuite, survint la destitution du Roi Louis XVI (Versailles 1791-Paris 1793) et son exécution (21 janvier 1793). Dans la foulée, avant de céder la main à la Convention, les constituants créèrent la 1^{ère} Constitution Républicaine suivie par le Directoire où l'exécutif était dirigé par des directeurs. En réalité, la 1^{ère} République ne dura que quelques années.

La 1^{ère} République française connaît à son tour une série d'évolutions pour faire de plus en plus de place à Napoléon et à l'exécutif avec l'institution du : Triumvirat, le Consulat, le Consulat à vie et l'Empire.

En fait, sous le vocable de 1^{ère} république, ce sont plusieurs constitutions regroupées à un rythme effréné :

Régime politique de la France de 1792 à 1804. Proclamée par la Convention le 21 septembre 1792 (1^{er} jour de l'an I), la République reçoit une première Constitution, dite «de l'an I» : très démocratique, celle-ci n'est pas appliquée. La Constitution de 1795 ou de l'an III, qui fonde le Directoire, est d'esprit nettement conservateur. Quand, par le coup d'État des 18 et 19 brumaire an VIII (novembre 1799), Bonaparte renverse le Directoire, il établit le Consulat, qui maintient en droit mais non en fait le régime républicain : celui-ci prend fin avec la proclamation de l'Empire (18 mai 1804). (Dictionnaire Encyclopédique Larousse 1979: 1205)

Au printemps 1848, dans presque toute l'Europe, les peuples se révoltent contre les monarchies. En France, Louis-Philippe abdique le 24 février 1848:

En France, Louis-Philippe abdique le 24 février 1848 et le lendemain, le Gouvernement Provisoire proclame la II^{ème} République. Ses premières mesures s'inspirent de la Grande Révolution, mais cherchent d'emblée à aller plus loin. La liberté individuelle devient un droit pour tous : rétablissement de la liberté de réunion et de la presse, abolition de l'esclavage – tous les habitants des colonies devenant des citoyens français à part entière- Le principe d'égalité politique fait, quant à lui, un grand pas en avant avec l'instauration du suffrage universel, cependant réservé aux hommes de plus de vingt et un ans. En outre, c'est dans le domaine social que la Deuxième République accomplit sa plus grande œuvre, avec le

*souci de créer une démocratie sociale et de militer pour l'avènement d'une fraternité universelle.*¹¹³

La IIème République de Côte d'Ivoire comme son ancêtre française est née dans la violence. Le Coup d'État du 24 décembre 1999 met au pouvoir le général Robert Guéï, son gouvernement dure dix mois de « dictature militaire » mais faute d'un homme providentiel ou d'un «dictator» au sens romain antique du terme: « comme Cincinnatus qui rend le pouvoir après l'accomplissement de sa mission » ou comme le fit Georges Washington après la fin de la guerre d'indépendance américaine Le général Guéï n'entend pas sa mission de cette façon et doit être chassé du pouvoir par le peuple.

Bien qu'un siècle et demi séparent la 2ème République française de celle de la Côte d'Ivoire nous trouvons tout de même des similitudes dans leurs histoires respectives. Après des décennies de régimes autoritaires, la monarchie constitutionnelle s'écroule au printemps 1848. La IIème République permet le rétablissement de la démocratie en France avec l'intention de créer une démocratie sociale. Ici, nous voyons que l'historien qu'est Laurent Gbagbo parle à travers le chef de l'Etat ivoirien qu'il est devenu.

Après quatre décennies d'un régime fort au pouvoir en Côte d'Ivoire, le premier président socialiste est en droit d'espérer pour son pays un État démocratique et social comme le peuple français lors de la révolution de 1848.

La IIème République de Côte d'Ivoire a une naissance douloureuse qui la projette dans l'âge adulte avec sous le bras son projet d'avenir bien défini:

République de l'intégration nationale, du développement équilibré, de la solidarité et de la démocratie. (Gbagbo, 26 octobre 2000 à Abidjan).

Parlant de la spécificité de la IIème République ivoirienne, Laurent Gbagbo l'a décrite en ces termes:

Je ressens en ce moment comme une renaissance pour la Côte d'Ivoire, la naissance d'une Nation moderne, prospère, démocratique. (Gbagbo, 26 octobre 2000 à Abidjan).

¹¹³ <http://www.asssemblée-nationale.fr/histoire/histoire-1848.asp>

[Consulté le 14 juillet 2014].

Laurent Gbagbo ne se contente pas seulement de copier le modèle français pour son pays mais il veut réformer de fond en comble la nation construite par Félix Houphouët-Boigny en 1960. C'est pourquoi, plus tard dans ce même discours, le terme «refondation» fait son apparition de façon répétitive, il parle d'une renaissance reniant par ce geste verbal la nation fondée par le premier président ivoirien. Une nouvelle ère commence en Côte d'Ivoire comme cela l'a été pour la France en 1848 ; une nation démocratique et sociale est née. Le président Gbagbo promet de faire du social, quoi de plus normal pour un président socialiste ? Enfonce-t-il une porte ouverte ? Ou critique-t-il indirectement le parti unique voulu et encouragé par son prédécesseur Félix Houphouët-Boigny?

II.2.1.6.1.2.1 L'influence de la personnalité du président de Gaulle

Laurent Gbagbo n'a ni travaillé avec de Gaulle ni fait partie du combat politique des pères de la nation du continent africain. Il est historien et homme politique, il a fait des études universitaires en France et s'est marié en premières noces avec une française. Comme Houphouët-Boigny, il a subi l'influence de la culture française qui s'est imprégnée dans son combat politique. Parmi les hommes politiques de l'histoire contemporaine française, de Gaulle est de loin celui qui a le plus marqué les politiques de l'Afrique francophone. En Côte d'Ivoire où de Gaulle reste une référence en politique, nous sommes tentés de croire que Laurent Gbagbo est plus sensible au caractère « fonceur de de Gaulle » et à sa politique pour la grandeur de la nation française.

Gbagbo se définit aussi comme un enfant de la rue, ce qui a donné l'occasion à ses adversaires politiques l'occasion de le traiter de « loubard ». C'est une caractéristique commune à bon nombre d'enfants de la rue vivant dans la débrouille. D'ailleurs, il s'en sert comme d'une arme politique pour braver l'interdit:

Fils d'une famille pauvre, membre d'une ethnie minoritaire, il a fait de sa vie une épopée. « Mon père était sergent dans l'armée française. Il a versé son sang en France, où il a été blessé après avoir réussi à s'évader d'un camp allemand. Le capitaine de son peloton, qui s'appelait Laurent, est mort dans ses bras, en lui soufflant: prends la tête et continue. C'est en son souvenir que j'ai reçu mon prénom ». [...] Déménageant de ville en ville, au gré des affectations, le foyer ne résiste pas longtemps à l'inconstance paternelle. Après la naissance de Jeannette, en 1948, le couple se sépare, la mère élève

seule ses enfants. « Depuis toujours, Laurent a dû se débrouiller seul, d'où son côté voyou », affirme un témoin de l'époque.¹¹⁴

Ses actions menées en Côte d'Ivoire à son arrivée au pouvoir sont critiquées de façon virulente à Paris. Mais Laurent Gbagbo n'en a cure, il a un caractère bien trempé et refuse de changer sa ligne politique qui va à l'encontre du système néocolonial qu'il a toujours décrié dans l'opposition et stipulé dans son programme de campagne. L'homme, nous le savons courageux et bagarreur, ne prête pas attention à ces critiques acerbes. Laurent Gbagbo est un peu « provocateur » sur les bords, de plus, il ne veut pas abandonner le programme politique pour lequel il est élu, son honneur en dépend. Pour le reste, il compte sur la jeunesse et tous les laissés-pour-compte de la société ivoirienne. Dans le cas contraire, il assumera ses erreurs car elles font partie du combat politique. Le général de Gaulle commettait souvent des erreurs toutes aussi bien volontaires qu'involontaires. Lorsqu'en visite d'État au Québec le 25 juillet 1967 afin, officiellement, de prendre part aux festivités entourant l'expo 67 [...], de Gaulle provoque l'indignation des autorités fédérales canadiennes. D'abord fraîchement accueilli par l'autorité canadienne venue à sa rencontre qui a feint de ne pas parler français alors que des foules l'acclamaient au-delà de toutes ses espérances. Il marque à jamais l'histoire de la fraction canadienne du peuple français par ses propos:

*A l'hôtel de la ville de Montréal, le général de Gaulle n'y tenait plus. Négligeant la volonté du maire Jean Drapeau, et grâce à la miraculeuse apparition à point nommé d'un micro, il s'est présenté au balcon et devant la foule en liesse qui le réclamait a osé cette comparaison : « Je vais vous confier un secret que vous ne répéterez pas. Ce soir ici, et tout le long de ma route, je me trouvais dans une atmosphère du même genre que celle de la Libération. » La foule hurle de joie ! Le délire enflé encore quand de Gaulle conclut : « **Vive Montréal ! Vive le Québec ! Vive le Québec libre !** » **La presse anglophone de ce matin fulmine contre de Gaulle, cette « bête puante avec laquelle il est inutile d'engager un concours de crachat » ! Le pouvoir central est à peine plus aimable. Conséquence : de Gaulle a annulé son déplacement à Ottawa et rentrera ce soir à Paris.***
(De Gaulle 1997: 92)

¹¹⁴ <http://www.france-mail-forum.de/fmf29/pol/29smith.html>

[Consulté le 14 juillet 2014].

Bien sûr, l'intention du général de Gaulle n'était pas de provoquer un «clash» entre le Québec et le pouvoir anglophone du Canada. Mais par son geste, il a voulu regonfler les «Français du Québec» face à leurs voisins anglo-saxons. La réaction du président français a contribué à faire changer les mentalités canadiennes des deux communautés : les Québécois se sentent soutenus par la France d'un côté et de l'autre le gouvernement fédéral canadien traite avec plus de sérieux les revendications des Français du Canada.

Les gaffes faisaient partie intégrante de son combat politique, du moins celle faite au Québec était préméditée:

Charles de Gaulle a dit à Xavier Deniau, au moment d'embarquer à Brest, «Ils vont m'entendre là-bas, ça va faire des vagues ! ». Une semaine auparavant, se confiant à son gendre : « Je compte frapper un grand coup ?ça BARDERA ; Mais il le faut. C'est la dernière occasion de réparer la lâcheté de la France». Puis, plus tard, dans l'avion du retour, se confiant à Bernard Dorin : «Ce qui vient de se produire, c'est un phénomène historique qui était peut-être prévisible mais qui a pris des formes que seul l'événement pouvait préciser. Bien entendu, j'aurais pu, comme beaucoup d'autres, m'en tirer par quelques courtoisies ou acrobaties diplomatiques, mais quand on est le Général de Gaulle, on ne recourt pas à des expédients de ce genre. Ce que j'ai fait, je devais le faire».

Le gouvernement d'Ottawa dut dès cette époque traiter avec une attention particulière les revendications du Québec qui, fort de cet encouragement qui laissait présager un soutien fort de la France si besoin, commença à parler de faire sécession»¹¹⁵

De Gaulle sait bien que les critiques ne vont pas l'épargner mais il tenait à se venger de ses alliés d'hier, les anglo-saxons qui n'étaient pas vraiment ses amis. Sur les critiques de son geste, il eut à peu près ces mots:

IL y a trois catégories de gens que cela va embêter. Les diplomates, mais bon, eux on s'en occupe, les journalistes, mais eux on s'en fout car ils n'écrivent pas l'Histoire, et puis les Anglo-saxons. Eux ne m'ont jamais aimé, alors [...].

¹¹⁵ http://fr.wikipedia.org/wiki/Charles_de_Gaulle

[Consulté le 14 juillet 2014].

Lors de sa traditionnelle conférence de presse de fin d'année, à l'Élysée, Charles de Gaulle justifia une fois de plus son geste d'éclat par un discours engagé, ponctué par un solennel «allons, allons, pour eux aussi, il faut que la France soit la France.»¹¹⁶

Le geste du général consistait bel et bien à faire bouger les choses au Canada, à donner confiance et soutien aux Français du Québec. Par une déclaration comme « Vivre le Québec libre », il confesse en privé : « Je leur ai fait gagner 30 ans ».

Cet exemple est devenu aujourd'hui un cas d'école en théorie des jeux politiques. Mais de Gaulle en a fait d'autres sur le plan local. Comme quand il nargue ses adversaires après sa victoire au référendum portant sur l'élection du président de la République au suffrage universel en 1962. S'agissant de ses adversaires, il dit (de Gaulle 1997: 73) que *les soi-disant chefs des soi-disant partis auraient préféré continuer à jouer à la belote. Mais moi, je les ai obligés à jouer au poker. Et là, je suis le plus fort.*

L'historien Laurent Gbagbo, en tant qu'homme de la rue, aime visiblement autant la forme que le fond des actions politiques du président de Gaulle avec une attirance particulière pour la première. Dominique de Villepin Premier ministre du président Chirac effectue une visite à Abidjan où il est pris à parti par les sympathisants du président Laurent Gbagbo car le chef de la diplomatie française a tenu des propos désobligeants à son égard. Ce geste a nourri bien des commentaires dans les milieux politiques à Abidjan comme à Paris mais le président ivoirien n'explique pas la raison de l'accueil qu'il a réservé au Premier ministre français. En réponse au journaliste de Jeune Afrique/L'Intelligent qui a voulu en savoir plus, le président Gbagbo répond sans détour :

Journaliste : «Selon plusieurs témoins, le chef de la diplomatie française Dominique de Villepin vous aurait parlé de manière cavalière [...]».

Laurent Gbagbo : « Ne m'obligez pas à tenir des propos désobligeants sur ce monsieur ! Je préfère m'en tenir à ce que je viens de vous dire : à Kléber, je n'étais pas content, mais pas du tout [...]».

¹¹⁶ http://fr.wikipedia.org/wiki/Charles_de_Gaulle

[Consulté le 14 juillet 2014].

Journaliste : « Début Janvier, vous avez laissé certains de vos partisans manifester bruyamment dans la cour du palais présidentiel contre la présence de Villepin à Abidjan, était-ce un acte prémédité ?

Laurent Gbagbo : « Soyons sérieux ! Ceux qui racontent de telles inepties sont soit de mauvaise foi, soit des apprentis politiciens. Si Villepin est venu en Côte d'Ivoire, c'est avec mon accord. J'aurais bien pu n'en rien faire, ne pas m'entretenir avec lui ou demander à mon ministre des Affaires étrangères de le recevoir [...]. À partir du moment où j'accepte qu'il fasse le déplacement, il n'y avait aucune raison que je lui réserve pareil accueil. Ceux qui me connaissent savent que je ne m'embarrasse pas d'artifices ni de faux-semblants [...]»¹¹⁷.

Si le manque d'une véritable armée en Côte d'Ivoire, dans un premier temps était compréhensible face à la précarité du pays en 1960 et compte tenu du nombre des besoins divers et variés de la population, les conséquences à terme de l'absence d'une armée professionnelle ne sont pas négligeables. Elle a favorisé la dépendance du pays vis-à-vis de l'ex-métropole. Il a fallu attendre des années après l'indépendance avant de penser à se constituer une petite armée pour, ne serait-ce que palier aux premiers moments d'une agression avant de lancer un SOS à la France.

Le général de Gaulle, en militaire bien avisé avait compris que sans une véritable armée pour se défendre, son pays allait toujours dépendre de l'intervention des Américains. Il a alors entrepris une politique de défense incluant la création d'une force de frappe malgré les critiques de l'opposition et contre la volonté américaine qui trouvait que la France n'était pas de taille pour ce défi:

Convaincu de l'importance stratégique de l'arme nucléaire, de Gaulle poursuit le développement de celle-ci, sous la protestation de l'opposition qui n'y voyait qu'une bombinette [...]. Le rôle des États-Unis dans cette affaire paraît étrange. D'abord farouchement hostiles à l'idée même que la France devienne une puissance nucléaire, les États-Unis concluent, un peu vite, que la France n'est pas de taille pour ce défi technologique. Kennedy avait ensuite promis une aide dans le domaine nucléaire suite au

¹¹⁷ http://www.jeuneafrique.com/jeune_afrique/article_jeune_afrique.asp?art_cle=LIN

[Consulté le 14 juillet 2014].

*soutien français sur les affaires de Berlin et de Cuba, mais ne tint pas sa promesse [...]. Puis, Kennedy proposa à de Gaulle de lui donner des missiles Polaris, comme il l'avait fait avec le Royaume-Uni. Mais de Gaulle refusa, déclarant qu'il voulait que la France se bâtisse elle-même une armée. Cette réaction surprit Kennedy et Macmillan. La question nucléaire empoisonna les relations franco-américaines durant toutes les années 1960. Il fallut attendre Richard Nixon pour trouver un premier président américain clairement gaullien*¹¹⁸

François Mitterrand s'oppose de façon plus que virulente à la « bombinette » de de Gaulle qui se fit le plaisir de confier la supervision du projet à Jacques Mitterrand, petit frère de son adversaire socialiste. Son réalisme politique l'amène à l'exécution de son projet et pour ceux d'entre les Français qui ne comprenaient pas son importance comme François Mitterrand, il les nargue après avoir mis son frère à la tête de son plan de défense nationale. Ainsi, dit le général plus tard parlant des deux frères Mitterrand « **Ce que l'un critique, l'autre l'assurera** ».

Nous retrouvons pareilles provocation dans les relations de Laurent Gbagbo avec les autorités françaises qui lui sont hostiles, il les nargue. Parlant de Jacques Chirac et de son ex-Premier ministre, Dominique de Villepin, il rappelle à tout va que ses ennemis d'hier ont perdu la bataille, celle qui consiste à l'évincer du pouvoir. Ils ont voulu le faire partir du fauteuil présidentiel ivoirien mais c'est plutôt eux qui ne dirigent plus la France. Au cours d'une interview accordée à l'hebdomadaire Jeune Afrique, où il a été amené à parcourir les bientôt cinq années de crise que vit son pays, le président de Côte d'Ivoire a fait étalage de son franc-parler. L'homme est, il faut bien se l'avouer, moins adepte de la langue de bois que ses prédécesseurs.

Jeune Afrique : « Au cours des cinq années de crise, vous avez eu affaire à de nombreux interlocuteurs, africains ou non. Lequel vous a le plus déçu ? »

Laurent Gbagbo : « Jacques Chirac ».

Jeune Afrique : « D'où vient cette inimitié entre vous ? »

¹¹⁸ http://fr.wikipedia.org/wiki/Charles_de_Gaulle

[Consulté le 14 juillet 2014].

Laurent Gbagbo : « Mais je n'en sais rien ! Je n'avais rien contre lui au départ. C'est lui qui m'en voulait ».

Jeune Afrique: «Comment avez-vous vécu son départ ? Comme une page qui se tourne?

Laurent Gbagbo : « La page des relations entre la France et l'Afrique s'est déjà tournée avec ce qui s'est passé en Côte d'Ivoire mais aussi, par exemple, avec la rupture des relations entre le Rwanda et la France, ce qui ne s'était jamais vu. Une autre ère s'ouvre aujourd'hui. Et nous autres Africains devons-nous asseoir autour d'une table pour la préparer et réfléchir à de nouvelles relations ». ¹¹⁹

Conclusion partielle :

La rupture est manifeste sur tous les plans, certains plus accentués que d'autres.

Nous sommes partis de la langue de bois comme outil idéologique du néo-colonialisme français en Afrique et en Côte d'Ivoire. La langue de bois privilégiait la surface du discours au détriment du fond, l'endoctrinement était repris par les médias de l'État.

La fin de la guerre froide marque des changements de l'ordre politique international: la France a moins besoin de soutenir vaille que vaille les premiers chefs d'État africains car leurs pays ne risquent plus de basculer dans le camp communiste. Houphouët-Boigny en fait les frais et se dépouille de sa langue de bois pour s'adresser aussi bien aux Ivoiriens qu'à ses pairs africains dans un langage de vérité tout en jouant son rôle de précurseur d'idées.

Il accepte la démocratie en Côte d'Ivoire sur la pression conjuguée des bailleurs de fonds et de la rue. La rupture au niveau du langage est totale grâce à l'apparition des partis politiques, accompagnée du parler direct de certains leaders locaux. La multiplicité des moyens d'information privée et des médias publics emboîtent le pas au pluralisme politique par souci d'audience. Dès lors, la langue de bois même si elle n'a pas disparu dans les discours politiques, n'est plus privilégiée.

II.2.1.6.2 L'influence africaine dans les discours de Laurent Gbagbo

¹¹⁹ http://cotedivoire-pr.ci/index.php?action=show_page&id_page=529&lang=fr

[Consulté le 14 juillet 2014].

L'influence africaine est palpable dès les premières lignes du discours d'investiture du président Laurent Gbagbo. Quand bien même le texte est écrit en français, la forme et le fond restent très africains. Contrairement à son prédécesseur qui est parti d'un discours franco-français pour tendre vers un discours africain au soir de sa vie, Laurent Gbagbo garde sa forme d'expression d'opposant. À le lire, il donne l'impression que son discours d'investiture n'a pas été suffisamment préparé mais plutôt improvisé ou que le discours écrit au préalable a été retouché par lui, produisant un langage hétérogène. Tout discours officiel comme un message à la nation a une certaine marge de manœuvre mais lorsqu'il est question d'un discours d'investiture dont l'audience compte de hautes instances nationales et internationales, le caractère du discours international s'impose avec un niveau de langue châtié:

Je ressens en ce moment comme une renaissance pour la Côte d'Ivoire, la naissance d'une Nation moderne, prospère, démocratique et solidaire. [...].

La campagne électorale est achevée. L'élection est achevée. Ce pays ne ressemble pas à ce pays. La Côte d'Ivoire que j'ai connue quand j'étais enfant. Des bagarres, des violences, des morts, pour rien. (Gbagbo, 26 octobre 2000 à Abidjan).

Passer du solennel au populaire dans de telles circonstances n'est pas habituel dans le langage politique, mais c'est du «Gbagbo». C'est le style même du locuteur qui s'éloigne des normes internationales du discours officiel pour épouser cette spécificité propre à lui, une liberté qu'il tient à préserver. Dans ce même registre, il a tendance à utiliser des synonymes lorsqu'il élève son niveau de langue:

*Je m'engage à vous dire que nous ne réécrivons pas une autre Constitution. Et nous ne ferons pas une autre élection présidentielle. Je n'ai pas voulu m'installer à la présidence de la République avant cette cérémonie qui est officielle. **Les démocrates et les républicains doivent respecter les règles de l'Art.*** (Gbagbo, 26 octobre 2000 à Abidjan).

La République est un système dans lequel, les responsables sont élus mais ce n'est pas automatiquement démocratique: cas des républiques démocratiques communistes qui ne sont pas des Etats démocratique.

La démocratie est plus générale puisqu'elle s'applique aussi bien à des Républiques qu'à des monarchies constitutionnelles à partir du moment où les gouvernants sont choisis librement par le peuple. Dans la République, nous avons la chose publique ou RES publica, système dans lequel les affaires de l'État sont pour tout le monde et donc tous les postes de gouvernement sont occupés par des citoyens élus.

Les démocrates et les républicains doivent respecter les règles de l'Art », est un message qui s'adresse à ceux qui réclament de nouvelles élections. C'est aussi et surtout un discours à l'endroit des patriotes (ses partisans) pour les rassurer qu'il est à la barre et va y rester. La IIème République qu'il inaugure ce jour sera une vraie république celle où « un pouvoir anonyme, plus ou moins collectif, en tout cas largement dépersonnalisé et désacralisé, va remplacer le règne d'un homme. (Agulhon 1973: 3)

La Ière République, est à l'image d'un seul homme, le président Houphouët-Boigny qui a présidé aux destinées de la Côte d'Ivoire pendant trente-trois ans comme un monarque régnant et gouvernant. Ses successeurs immédiats n'ont pas évolué vers une transformation en profondeur de la gouvernance. Laurent Gbagbo veut être celui qui apporte le changement car dans cette république qui sera démocratique et sociale personne ne sera au-dessus de la loi.

Deux fois de suite, l'emploi du terme « mais » apparaît soit comme un effet de style soit comme une faute grammaticale:

***Mais** une fois qu'elle est faite, je prendrai mes responsabilités. **Mais** en même temps chers amis, chers compatriotes, je tends la main à tout le monde. (Gbagbo, 26 octobre 2000 à Abidjan).*

Est-ce la conséquence du passage de la forme écrite du discours à l'oral?

Cette anomalie entre le discours officiel ivoirien de l'actuel président et les autres discours conventionnels ou européens rend sa perception diffuse pour un occidental. Il lui sera difficile voire impossible de le comprendre car même écrite en français, l'oralité à laquelle l'Afrique est traditionnellement attachée fait son apparition dans son discours officiel à caractère national et international, dénaturant la solennité de l'événement. Nous voyons ressortir l'image d'un conteur d'histoires avec des hauts et des bas dans la tonalité pour intéresser son auditoire afin de le rendre plus attentif.

Si le discours d'investiture qui a un caractère hautement solennel est à ce niveau familial, que sera donc d'un discours adressé à la Nation voire uniquement à ses partisans?

Le premier discours (son discours d'investiture du 26 octobre 2000) n'est que le point de départ de ce que nous pourrions appeler le style du nouveau président.

Le 7 février 2003, le président s'adresse à la nation au cours d'un message pédagogique pour calmer le peuple fou de rage après la signature des accords de Marcoussis (en France) :

*Certains soldats caporaux prennent la fuite et sont accueillis au Burkina Faso et hébergés dans des villas de la présidence de la République. Ce sont eux qu'on retrouvera dans les tentatives de coups d'État, de janvier 2001 à septembre 2002. Ibrahim Coulibaly qui prend le pseudonyme IB, acronyme de Ibrahima Balde, un chef de guerre sierra léonais qu'il considérait comme son modèle ; Oumar Diarrassouba alias Zaga Zaga tué dans les combats dès les premières attaques en septembre 2002 ; **Koné Messamba, frigoriste, Tuo Fozié, cuisinier dans l'armée, qui seront tous deux promus ministres après la signature des accords de Marcoussis !***

Ces noms-là sont mêlés au sang versé des Ivoiriens et nous remettent en mémoire les massacres, les viols, les pillages, toutes les laideurs et les atrocités de la guerre si souvent occultés par la communauté internationale et les médias internationaux. (E. Gbagbo 2007: 191)

Ces nominations ont pour effet de piquer au vif la fierté nationale qui débouche sur de gigantesques manifestations de rue. Le peuple interdit au président Gbagbo, retenu à Paris, de rentrer au pays dans l'état actuel des choses. Les Ivoiriens se sont sentis humiliés de voir à la télévision, des rebelles s'attribuer des postes de ministères régaliens comme l'Intérieur et la Défense. De retour à Abidjan, c'est en véritable enseignant que Laurent Gbagbo tente de raisonner et de convaincre le peuple et c'est sur ce terrain national que l'homme cultive de plus belle sa personnalité :

[...]. Donc, je vous rassure qu'il n'est pas du tout question que les FANCI (Force Armée Nationale de Côte d'Ivoire), la gendarmerie et la police de Côte d'Ivoire soient désarmées.

*Le deuxième point, c'est que je n'ai pas encore formé de gouvernement. Donc, il n'est pas question de dire que tel ministère appartient à tel ou que tel autre ministère appartient à tel autre. **Les ministères sont attribués lorsque le président de la République, de par les pouvoirs que vous lui avez donnés en l'élisant, pouvoirs confirmés par la Constitution,***

signe le décret nommant le gouvernement de la République. Je n'ai nommé aucun gouvernement. À partir de ce moment, je peux reprendre le texte des accords de Marcoussis et en parler.

Les textes de Marcoussis, nous pouvons en parler à l'aise. (Gbagbo, 7 février 2003 à Abidjan).

Ici, nous avons l'impression que le président s'adresse à des enfants. Il leur parle pour leur faire comprendre les bases du protocole de formation d'un gouvernement républicain. Cela relève de l'apprentissage de la république car à travers l'exemple ci-dessus nous sommes en droit de penser que les destinataires de son message ne possèdent pas le minimum de connaissances dans le domaine de la formation d'un gouvernement et de la fonction présidentielle.

Sa façon personnelle d'insister sur les points importants, c'est de procéder par des répétitions ou par des reformulations, de même que par le maintien d'un niveau moyen de langage. Son prédécesseur Houphouët avait des relais et donc gardait son style châtié alors que Laurent Gbagbo se met en avant pour s'adapter à son auditoire en martelant les mots:

*Il faut que les Ivoiriens, une fois pour toute, tournent le dos à la guerre ; tournent le dos aux coups d'État ; à la tentation de prendre le pouvoir par les armes. Mais, en tout cas, en ce qui me concerne, vous connaissez mon cas. **Quand quelqu'un veut prendre le pouvoir par les armes, je ne suis pas d'accord avec lui ; je suis contre lui. Quand quelqu'un tourne le dos à la démocratie, pour emprunter la voie des putschs et de la guerre civile, je suis contre lui.** C'est pourquoi, chers amis, je suis venu vous demander de vous mobiliser, pour que plus jamais, la guerre n'advienne dans notre pays. Voici le message que je suis venu vous porter.* (Gbagbo, 9 janvier 2008 à Assikoi).

Le président se sent mal à l'aise car la situation que traverse son pays le touche de près. Il sait qu'il est le point de mire de toute cette mascarade de guerre néocoloniale que connaît la Côte d'Ivoire. Ayant fait feu de tout bois dans l'opposition pour arriver au pouvoir, il est rattrapé par ses alliances sur le dos de son pays, sinon, comment comprendre l'intrusion maladroite de plusieurs présidents africains, héritiers de la françafrique dans la crise ivoirienne ?

Son parti, le Front Populaire Ivoirien (FPI) a été «nourri» aux mamelles de la françafrique. Certaines des personnalités politiques africaines qui ont financé son parti politique dans l'opposition, ont mal vécu le retournement politique du président socialiste ivoirien. De plus, elles appartiennent toutes au réseau françafricain qu'il décrit aujourd'hui:

L'Afrique de jour, l'Afrique de nuit : alors que son parti adhère à l'internationale socialiste, Laurent Gbagbo signe des reçus à la cheville ouvrière des «réseaux Foccart», [...]. L'actuel président ivoirien ne fait pas mystère des subsides qu'il a reçus quand il était dans l'opposition. «Je disais : va chercher 50 millions de francs CFA, 1 million de francs français chez Bongo, ou 20 millions – 400 000 francs chez Blaise Compaoré», le président du Burkina Faso. L'ordre s'adressait alors à un ami d'enfance de Laurent, Louis Dacoury-Tablé, porteur de valises pour convoyer les fonds secrets du FPI. [...]. «Blaise nous a financés pendant dix ans», confirme Louis Dacoury-Tablé. «Laurent l'a trahi en rompant, en 1998, le Front républicain», l'alliance conclue, dans l'opposition, avec le parti d'Alassane Ouattara. [...].¹²⁰

Certains membres des groupes rebelles étaient des fidèles alliés du président Gbagbo. D'autres en sont devenus les parrains des rebelles. C'est pourquoi nous disons qu'il est l'homme des stratégies dangereuses. Les rebelles lui reprochent son manque de parole, ou le traitent de « boulangier » pour rouler tout le monde dans la farine, Laurent Gbagbo rétorque: «ce n'est pas parce que Blaise m'a payé que je lui vendrais mon pays». Trop de stratégies politiques nuisent à la politique. De plus, la forme de l'acquisition du pouvoir peut le renforcer ou l'affaiblir. Pour reprendre ses propres termes, le président Laurent Gbagbo est arrivé au pouvoir « **dans des conditions calamiteuses** », c'est le péché originel qui a jalonné son mandat.

Jean-Pierre Olivier de Sardan (anthropologue français et nigérien né en 1941 dans le Languedoc est actuellement professeur d'anthropologie à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales de Marseille) connaît très bien la politique africaine. Il nous donne son avis qui pourrait s'appliquer au cas de la Côte d'Ivoire:

Ce n'est pas, comme des idéologues naïfs le croient, d'un manque d'expérience politique dont l'Afrique souffre, mais plutôt d'un excès de stratégies politiciennes. Pour la Côte d'Ivoire, ces stratégies démontrent une préférence pour l'habillement juridique et constitutionnel. (Le Pape, Vidal 1999-2000: 306)

Pourquoi vendre son âme au diable et se rétracter après ? L'excès en toute chose nuit et le problème de la Côte d'Ivoire est dû à l'excès de stratégies de ses acteurs politiques. Dès lors, les autres problèmes qui viennent s'y greffer, ceux qui consistent à diviser le pays entre le Nord

¹²⁰ <http://www.france-mail-forum.de/fmf29/pol/29smith.html>

[Consulté le 14 juillet 2014].

et le Sud ou entre chrétiens et musulmans ne sont que les résultats des arguments montés de toutes pièces ou grossis par certains hommes ambitieux en manque d'arguments politiques et emportés par leurs ambitions inassouvies. Le président Gbagbo s'affiche comme le défenseur de la démocratie dans son pays et se drape dans Constitution. Il réussit son coup parce que les Ivoiriens habitués à la paix se sont levés dans leur majorité contre tous ceux qui, pour quelques raisons que ce soit, ont pris les armes pour tuer et détruire leur pays, fruit d'une construction nationale de tous ses habitants étrangers et nationaux. Par leur acte, ils ont permis à Laurent Gbagbo d'être l'homme de la situation, celui qui sort du lot parmi ceux qui dirigent ou qui prétendent diriger la nation ivoirienne. Place est faite au jeu de ping-pong entre ces différents camps : les uns accusant les autres d'être à l'origine de ce qu'est devenu la Côte d'Ivoire du début du 21ème siècle. Au journaliste de l'Hebdomadaire Jeune Afrique, Laurent Gbagbo fait sa propre analyse de la crise ivoirienne:

Journaliste : «L'exclusion des gens du Nord, l'ivoirité, l'ethnicisme et les clivages religieux sont souvent présentés comme les racines du mal ivoirien. Partagez-vous cette analyse ? »

Laurent Gbagbo : « Tout ce qui s'est passé depuis la mort d'Houphouët (en décembre 1993) n'est que le résultat d'une guerre contre ses héritiers. Tous les facteurs que vous citez ne sont que les conséquences et non les causes de cette guerre. Bédié et Ouattara se battent pour le pouvoir depuis 1993. Ce qui a mené au coup d'État de 1999. Mais, aujourd'hui, nous avons montré que ce n'est pas parce que l'on tente un coup d'État que l'on renverse un régime. C'est pourquoi je devais tenir, résister ne pas m'enfuir. Il fallait faire la démonstration aux Ivoiriens que prendre les armes ne donne pas le pouvoir ».¹²¹

Aucun homme politique ivoirien n'a hérité du patriarche Houphouët l'art très africain du dialogue, de l'écoute patiente, de la palabre apaisée. De plus, avec la bénédiction de Paris pour exercer le pouvoir d'État, Houphouët-Boigny n'avait besoin d'aucune autre aide ni en Afrique ni en Côte d'Ivoire. Même s'il avait besoin du soutien de son peuple, il était conscient que sa

¹²¹ http://cotedivoire-pr.ci/index.php?action=show_page&id_page=529&lang.fr

[Consulté le 25 juillet 2014].

légitimité politique dépendait moins des Ivoiriens que des autorités françaises. Il a alors ménagé les deux camps jusqu'à la fin pour se maintenir au pouvoir.

Sans exception, tous les grands leaders politiques ivoiriens ont, par leurs actes, contribué à la situation de crise que traverse le pays. Mais c'est celui qui est aux commandes qui est le plus exposé et qui prend le vent de plein fouet. Seulement, il est difficile de cacher la réalité à des Ivoiriens écœurés par toute cette mascarade.

Maintenant que le peuple a facilement accès à l'information quand il le souhaite, il est de plus en plus attiré par la politique. La stratégie du président consiste à se défausser sur les autres. Rejeté par les Français et légitimé par la rue, il veut préserver le soutien du peuple (surtout celui de ses partisans qui lui sont indéfectibles) qui par sentiment national se met de son côté quand l'occasion se présente et qui fait indéniablement sa force:

Quand je dis je salue le peuple, je salue le peuple dans sa globalité. Mais, je salue les jeunes, mobilisés comme jamais. Les femmes, les travailleurs, tout ce monde-là qui vient de démontrer encore la légitimité que j'ai à exercer ce pouvoir. [...] Je suis avec vous, je ne vous trahirai pas. Nous sommes engagés ensemble dans une révolution démocratique. [...] Je ne sais pas tricher. Je ne suis pas un tricheur. Donc j'accepte, effectivement, l'esprit et le cadre général de l'accord de Marcoussis. [...] Je vous comprends. Mais j'ai fait une analyse. J'ai dit, pour l'instant, gardons le soutien de la communauté internationale. [...] C'est pour vous que j'ai fait ce compromis. J'ai dit tantôt que la Constitution s'appliquera. [...] Je vous l'ai déjà dit. Je ne suis ni planteur, ni industriel, ni commerçant. Mon seul intérêt [...], que vous ayez ce que vous n'avez jamais eu. [...]. (Gbagbo, 7 février 2003 à Abidjan).

Face à l'échec, le chef de l'État devient un petit provincial de Gagnoa son département natal, naturellement limité dans sa marge de manœuvre et qui se contente de se procurer péniblement son pain quotidien. On est déjà bien loin des lendemains qui chantent!

C'est pourquoi, il voit et entend les plaintes du peuple qui l'a élu, mais ne peut pas satisfaire tous leurs besoins qui sont divers et variés. Au cas où les Ivoiriens l'ignoraient, le président Gbagbo fidèle à lui-même leur dit le mal qui ronge le pays à savoir la corruption qui règne sous toutes ses formes!

Les dessous de table se vivent au quotidien car le racket des policiers n'est que la partie visible de l'iceberg dans ce qui est de la corruption des fonctionnaires:

Je ne peux donc pas courir après deux écureuils. Un proverbe de chez nous les bétés de Gagnoa dit ceci: «Si tu veux manger ta banane braisée avec de la viande, il ne faut pas chasser deux écureuils à la fois. Parce que, à vouloir les attraper tous les deux, tu mangeras ta banane sans viande». Je ne veux pas manger ma banane sans viande. C'est pourquoi, je poursuis seulement la paix et l'élection qui en est la marque achevée. Les policiers ne sont pas les seuls à faire du racket. Quand tu vas dans un bureau et que l'on te prend de l'argent pour faire un papier auquel tu as droit, ce n'est pas du racket ? (Gbagbo, 9 janvier 2008 à Assikoi).

L'excuse est belle, je ne suis plus président de tous les Ivoiriens mais président des Bétés de Gagnoa donc mon pouvoir se limite à ça. Conséquence, il ne peut faire que ce que fait un Bété de Gagnoa adepte du système « D ». Il se contente de manger sa banane braisée avec de la viande de préférence. La banane est le « sandwich local » le plus répandu dans les régions forestières en Côte d'Ivoire. C'est l'image d'un président diminué qui se retrouve avec les siens, et au moins il est sûr d'être soutenu par eux, n'en déplaie au reste de la population!

La tribu en Afrique est encore l'essence même de la politique, malheureusement!

Houphouët-Boigny avait un discours plus rassembleur, même si dans les faits on pourrait lui reprocher un certain favoritisme au profit des proches de ses compagnons de lutte et des personnes de sa tribu.

Laurent Gbagbo passe en révision le combat du peuple bété de Gagnoa et s'affiche comme le dernier de cette liste. Mais pour avoir appris des erreurs de ses aînés, il est parvenu au pouvoir, le propulsant ainsi à la place des grands vainqueurs:

Dans le Guébié, il s'est proclamé héritier de personnalités de bords politiques différents : «Chaque fois que je suis ici, je pense à Biaka Boda, je pense à Dignan Bailly, je pense à Djédjé Capri, je pense à Kragbé Gnabé [...]. Moi, je ne suis que l'héritier de cette longue liste [...]». Quand on sait que Biaka Boda était un compagnon de lutte de Félix Houphouët-Boigny, donc militant du PDCI-RDA et que Dignan Bailly était socialiste et adversaire politique d'Houphouët et que Kragbé Gnabé a pris les armes en 1970 pour une transition brutale au multipartisme, comment peut-on se réclamer de tout ce monde en même temps ? [...]. «Je suis aujourd'hui ici à Gagnoa, où les événements de 1970 ont été douloureux. Près d'ici, du lieu où nous parlons, se trouvent des fosses

communes» [...]. Le cas Kragbé Gnagbé n'aura servi qu'à galvaniser les ardeurs des militants FPI du pays bété.¹²²

Ce genre de propos venant du président le dessert énormément parce qu'ils consistent à réveiller les vieilles rancœurs et n'apaisent pas les esprits d'un peuple encore meurtri par l'histoire. Ces populations continuent d'attendre depuis 1970 les corps de leurs parents pour les enterrer dignement afin de faire leur deuil. Les plaies demeurant ouvertes au moment où la Côte d'Ivoire panse des blessures plus récentes, n'est-il pas recommandé des propos plus apaisants ?

L'unification du pays pour mettre fin définitivement à la guerre civile afin d'aller aux élections devrait être prioritaire sur tout argument de campagne. À ce propos, est-il besoin de rappeler des vieilles querelles (Gagnoa 1970) aussi douloureuses soient-elles par un responsable politique et qui plus est, un chef de l'État en exercice ?

Le président prête le flanc à ses détracteurs qui le désignent comme premier responsable de la guerre civile de 2002:

Ceux qui étaient là quand je suis arrivé ici en 1990, m'ont écouté. Je leur ai dit d'essuyer leurs larmes. Je ne serai jamais celui qui vient pour faire ruminer un passé, celui qui vient pour attiser les haines et les vengeances. [...]. Rappelons que Djédjé Capri, dans les années 50, était le président de l'Assemblée constituante. [...]. À l'entrée de la ville de Gagnoa, ses partisans ont fait descendre du camion, un militant du PDCI du nom de Sékou Baradji, qui arrivait de Sinfra. Ils l'ont battu à mort. Emprisonnés et transférés à Abidjan, ils ont reçu la visite de leur leader, Djédjé Capri. Quand ce dernier leur pose la question de savoir ce qui s'est passé, fièrement, ils ont tous crié, oui c'est nous qui l'avons tué parce qu'il n'était pas d'accord avec toi. Alors Djédjé Capri reprend la parole et leur dit : « Non, ce n'est pas lui que vous avez tué, mais c'est moi. C'est ma carrière politique que vous avez brisée à jamais. À cause de vous, je ne serai jamais plus rien dans ce pays ». C'est ce qui se passa.¹²³

Au début, la communication précédait les actes car Laurent Gbagbo élu président de la République était le président de tous les Ivoiriens.

¹²² <http://news.abidjan.net/article/index.asp?n=313796>

[Consulté le 25 juillet 2014].

¹²³ Idem.

Aujourd'hui, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts, certains segments de la population perdent espoir. À l'extérieur, une bataille médiatique le discrédite et fragilise de plus en plus son pouvoir, c'est alors que Gbagbo se tourne vers ses parents bétés de sa ville natale. N'est-ce pas dans la douleur qu'on attend le plus de ses proches ? Le natif de Gagnoa entreprend la démarche de rafraîchir la mémoire des siens parce que le cas Kragbé Gnagné, dirigeant bété qui prit les armes en 1970 pour réclamer le multipartisme, reçut une réponse musclée du gouvernement de Félix Houphouët-Boigny soutenu par la France. Ce cas, servit à galvaniser les ardeurs des militants FPI du pays bété. À l'Ouest comme au sud-est du territoire ivoirien, des peuples se sentent victimes du gouvernement de Félix Houphouët-Boigny pour diverses raisons. Mais les hommes politiques préfèrent, au nom de l'unité nationale faire table rase du passé même si cette violence continue de hanter le parti de feu Félix Houphouët-Boigny. Remettre sur la scène politique les massacres de l'Ouest de 1970 au moment où le pays est scindé en deux : sud au gouvernement et nord appartenant aux rebelles, est-ce la meilleure manière de solliciter leur soutien?

Nous mettons une telle orientation du discours politique national sur le fait de l'instabilité du pouvoir de Gbagbo, car la récente maturité politique du peuple ivoirien ne réussit pas à le rassurer vraiment. Quiconque connaît la politique francophone africaine sait que la légitimité du pouvoir d'État continue de dépendre beaucoup de Paris. Il est dans ces conditions indispensable de se rallier le plus grand nombre de gens pour envahir les rues d'Abidjan si nécessaire. C'est pourquoi, le président cherche à consolider la fidélité de ses électeurs:

[...]. Mais, c'est honteux pour nous les enfants d'Adzopé. Parce que, depuis qu'Adzopé m'a adopté, ici, j'ai plus que des amis, j'ai des frères. [...]. Soyez persévérants, vous m'avez soutenu 10 ans, je n'étais rien et, aujourd'hui, vous m'avez fait Président de la République. Vous n'allez pas gâter votre travail de 10 ans. [...]. Il faut que l'on montre qu'un enfant de pauvre peut révolutionner son pays. [...]. Je suis venu vous saluer, peuple Akyé, peuple de tous les changements. [...]. En 1990, j'ai vu les Akyé me soutenir. Et je me suis dit : « Mais qu'est-ce que je leur ai donné ? ». Alors, j'ai cherché, j'ai interrogé et c'est en ce moment-là que j'ai appris tout ce que vous avez subi, tout ce que l'on vous a fait subir. Je suis là pour qu'un Ivoirien soit égal à un autre Ivoirien. Je suis là pour qu'un Ivoirien ait les mêmes droits qu'un autre Ivoirien. Je suis avec vous, soyez avec moi. (Gbagbo, 9 janvier 2008 à Assikoi).

Laurent Gbagbo tient son discours dans une logique d'élection, il se préoccupe de son sort et appelle ses électeurs à être vigilants. A partir de ce moment-là, il ne s'adresse PLUS qu'à un

groupe d'électeurs fidèles qu'il cherche à remotiver et non à tout le peuple dont le vote est fluctuant. C'est pourquoi nous ne voyons nulle part, le président faire appel à l'unité nationale dans son 3ème discours. Il ne tient pas un discours de pardon et de paix, encore moins de réconciliation nationale comme au début de son mandat. C'est comme si la communication s'était substituée aux actes à partir du moment où le discours ne reflète pas la réalité du peuple mais consiste à récupérer des électeurs. La période de violence profite à ce genre de discours qui éloigne un dirigeant du chemin de la sagesse qui veut qu'un chef soit toujours dans la retenue. Ses adversaires jouent aussi sur les failles du président Gbagbo. Ils l'associent à une personne qui aime la guerre.

Du temps du père de la nation, la paix faisait partie intégrante du quotidien des Ivoiriens. La paix disait-il : « **Ce n'est pas un vain mot, c'est un comportement [...]** ».

Laurent Gbagbo accède au pouvoir dans le sang et il en demeure entaché. Depuis, le terme de « guerre » est devenu comme un leitmotiv du discours du pouvoir. Le journaliste sociologue-consultant, Raphaël Lakpé, ex journaliste au quotidien «La Voie» journal du FPI (parti du président) est aujourd'hui passé à l'opposition. Il est journaliste au Patriote, journal du RDR (parti d'Alassane Ouattara), il fait l'analyse suivante:

Mille morts à gauche, mille morts à droite, moi j'avance. Son discours permanent de confrontation, de défiance nous vaut la crise militaro-politique que vit la Côte d'Ivoire. Pour lui, les élections sont des moments de guerre (encore et toujours) : «Aujourd'hui, la guerre est finie. La guerre que nous faisons maintenant, c'est la guerre avec les papiers. Si tu n'as pas de papiers, tu n'as pas de fusil. [...], quand on connaît la fragilité de la cohésion sociale et qu'on est le président de la République, soucieux de la tranquillité de ses concitoyens, peut-on prononcer de telles paroles ? [...].

Dans les discours, on ne voit nulle part, le chef de l'État appeler les Ivoiriens à l'union. On ne voit nulle part présenter l'élection présidentielle comme une pratique normale en démocratie. Bien au contraire, le discours se termine sur un appel à la guerre comme avait commencé le mandat présidentiel de Laurent Gbagbo. Après, ses partisans iront chercher ailleurs, le vrai père de la guerre en Côte d'Ivoire.¹²⁴

Nous avons ensuite, l'aspect humain du discours où l'utilisation du mot « frère » est présentée sous forme hiérarchique. Sous cette forme, nous dénotons son influence africaine.

¹²⁴ <http://news.abidjan.net/article/index.asp?n=313796>

[Consulté le 25 juillet 2014].

Il est vrai que pour un africain, la notion de fraternité a plus de valeur que pour un européen. Pour Laurent Gbagbo, le terme est porteur d'une plus grande valeur symbolique que concitoyen ou compatriote, parce que les militaires ivoiriens et le premier ministre ne sont ses frères qu'à des degrés différents, le critère de sélection étant l'âge et non les liens de famille. Pendant le coup d'État de décembre 1999 il joue le rôle de centralisateur d'informations:

*Seydou Diarra a dirigé le gouvernement précédent avec compétence et avec honneur. Quand il a senti la dérive, je l'ai appelé, j'ai dit **grand frère** viens nous aider. Il y a des **petits frères** de l'armée qui sont venus me voir ; avec eux, nous n'avons pas pu arrêter la dérive. Il y a les évêques, il y a les pasteurs avec qui nous n'avons pas pu arrêter la dérive, **grand frère** aide-nous. Il m'a dit ne t'en fais pas, je suis en voiture, je m'en vais à la présidence. Quelques temps après, je l'ai rappelé, il m'a dit, je suis en train de faire mes bagages, je m'en vais. Je ne peux plus rester après ce que j'ai entendu. (Gbagbo, 26 octobre 2000 à Abidjan).*

Malgré tout, la fraternité de Laurent Gbagbo reste restreinte par rapport à celle de Houphouët-Boigny qui, de par son rôle en Afrique était frère de tous les habitants de Côte d'Ivoire, frère de tous les Africains et frère de son prochain. Avec le président Houphouët-Boigny, on a assisté à une dimension universelle de la fraternité. La fraternité du président élu de la IIème République de Côte d'Ivoire commence à Abidjan et se régionalise. Nous la trouvons là où il se sent adopté par la population. Il est le petit frère de l'ex-premier ministre Seydou Diarra et grand frère des militaires. Il devient tout simplement frère du peuple originaire d'Adzopé car il se sent « enfant ou fils » de cette région de l'est de la Côte d'Ivoire où il compte de nombreux sympathisants:

*Un jour dans le département d'Adzopé, j'ai été très triste de lire dans *Fraternité-matin* quelqu'un qui fabrique de fausses pièces d'identité et qui les vend. Mais, c'est honteux pour nous les enfants d'Adzopé. Parce que, depuis qu'Adzopé m'a adopté, ici, j'ai plus que des amis, j'ai des frères. Quand on voit quelque chose de mauvais sur Adzopé, cela rejaillit sur nous tous. (Gbagbo, 9 janvier 2008 à Assikoi).*

Domaine des discours où la référence à la tradition africaine est également notable, c'est celui de l'utilisation des dictons. Les peuples africains n'étant pas des peuples d'écriture, ils ont développé l'art de la parole d'une manière toute spéciale. Pour n'être pas écrite, leur littérature n'en est pas moins belle et riche.

Pour un africain, la présence de pensées philosophiques, de proverbes ou de dictons dans les discours oraux ou écrits les rendent éloquents. Certains en raffolent plus que d'autres mais les dictons occupent une place de choix dans les discours africains. Pourtant le président Gbagbo n'en est pas friand contrairement à son prédécesseur et en général ses discours en sont exempts.

II.2.1.7 L'influence de la religion dans les discours de Laurent Gbagbo

En Côte d'Ivoire c'est dans les années 30 que les Églises évangéliques américaines à travers des messagers et pasteurs africains (voir I.4 : le rôle de la religion dans le combat pour l'indépendance) font leur entrée sur le territoire. Mais une fois l'indépendance acquise, la volonté du président Houphouët-Boigny de faire une politique d'unité aussi politico-sociale que religieuse conduit le réveil et le développement des églises protestantes dans la discrétion.

II.2.1.7.1 L'influence de la religion protestante dans la vie politique en Côte d'Ivoire de 1990 à 2010

Les années 90 marquent la faiblesse du régime de Félix Houphouët-Boigny, le rétablissement du multipartisme et la sortie de l'ombre des églises protestantes qui cherchent à gagner plus de terrain.

Et c'est à partir des années 2000 qu'elles se mêlent de politique, se rangeant du côté du pouvoir en place dans leur grande majorité.

Cependant, le protestantisme n'est pas dans son milieu naturel en Côte d'Ivoire et en Afrique francophone car il n'a pas de légitimité reconnue comme dans les pays anglophones africains. Il entre sur le territoire ivoirien par l'intermédiaire d'un africain (voir I.4.2: rôle de l'église protestante en Côte d'Ivoire) avant d'être récupéré par des Ivoiriens.

Cet impérialisme religieux n'est pas sans conséquence: il est à la base, entre autres, de graves dérives sectaires.

Les difficultés économiques que connaît la Côte d'Ivoire ont parallèlement renforcé la relation des chrétiens avec leur Dieu.

D'abord les jeunes chrétiens catholiques avec l'aide du Renouveau charismatique développent un rapprochement quotidien plus étroit avec Dieu. Il se traduit par l'organisation de groupes de prière de jour comme de nuit car les jeunes ne se contentent plus de la messe dominicale. La recherche spirituelle se répand dans le pays: effusion de l'Esprit, intercession, écoute spirituelle

et enseignement deviennent des mots branchés. Ces groupes sont toute de suite encadrés par les responsables de l'Eglise catholique pour éviter les dérives sectaires.

Quant aux Eglises protestantes évangéliques à cause de leurs diversités et sans un leader officiel reconnu, l'encadrement ne s'y est pas opéré de façon efficiente. De 1990 à 2000, elles jouent également un rôle de refuge économique : un lieu d'écoute, de partage. Mais c'est aussi un véritable lieu de prise de conscience politique. Les Eglises protestantes évangéliques prêchent un Évangile qui touche la population, surtout sa couche la plus nécessiteuse. Ce sont des sermons de proximité et de prospérité qui promettent des revenus meilleurs, donc un avenir plein d'espoir à ceux qui ont foi en Dieu. Les pasteurs leur apprennent à recourir à des exorcismes pour chasser l'esprit qui bloquerait leur réussite. Radio Espoir (radio catholique qui émet à partir d'Abidjan) donne souvent la parole à des intervenants marqués par le Renouveau: les charismatiques passionnés passent à l'antenne pour partager leurs émotions et les rendre contagieuses. La soif de formation religieuse explique les effectifs imposants de laïcs qui se pressent à la formation théologique donnée le mercredi soir à l'Université catholique d'Afrique de l'Ouest à Abidjan. Cet engouement religieux échappe à la vigilance du pouvoir politique et grignote des pans de son monopole d'influence. Sur ce plan justement, Houphouët-Boigny qui tenait l'unité de la nation entre ses mains, ne se rend peut-être pas compte qu'elle lui échappe. Suite à la grève des étudiants de l'Université d'État d'Abidjan, certains leaders du syndicat des étudiants sont arrêtés et mis en prison. Une violence qui agace de plus en plus la FESCI (Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire), puissant mouvement de protestation sociale.

Pendant qu'ils lancent des appels au calme, les dirigeants de la FESCI rencontrent les trois responsables des principales confessions religieuses: catholique, protestant méthodiste et l'islam pour intervenir en leur faveur auprès du président Houphouët-Boigny. C'est ainsi que le cardinal Yago, le président des méthodistes et l'imam qui est à la tête du Conseil national islamique œuvrent pour la libération des prisonniers. Sans le vouloir, les étudiants viennent de mettre sur pied le Forum des confessions religieuses, une institution qui fonctionne encore aujourd'hui et qui dépossède le Père de la Nation de son titre de modérateur des relations inter-religieuses. Désormais, les responsables religieux se prennent en charge, les grands leaders se fréquentent fraternellement, assistant même aux offices religieux des uns et des autres, un phénomène bien visible pendant les fêtes chrétiennes et musulmanes.

Quand Mgr Agré s'envole pour Rome afin d'y recevoir ses insignes de cardinal, il est accompagné de plusieurs membres de ce Forum tous responsables de ces confessions religieuses. Ces accompagnateurs sont agréablement surpris par l'accueil que leur réserve le

Vatican. De retour en Côte d'Ivoire, ils s'empressent d'en témoigner sur les antennes publiques. Le comportement de ces leaders va d'ailleurs favoriser des mariages inter-religieux dans le pays.

II.2.1.7.2. L'influence de Dieu dans le discours de Laurent Gbagbo.

Le couple Gbagbo se convertit au protestantisme en 1970. A la fin des années 90 leur vie spirituelle sort de sa sphère privée pour se mêler du combat politique. Ancien séminariste et son épouse ancienne catholique engagée (présidente de la JEC: Jeunesse Estudiantine Catholique) au Lycée dans les années 60, Laurent et Simone Gbagbo se laissent entourer par des pasteurs évangéliques. Ce nouveau choix du couple fait jaser bien au-delà des frontières ivoiriennes et africaines.

En effet, l'exposition de leur conversion au protestantisme est vue comme un message politique envoyé à l'ancienne puissance coloniale. Les médias français comme les autorités politiques voient la main américaine qui tente de s'imposer dans ce qui est depuis toujours, leur chasse-gardée. D'un autre côté, il semble effectivement que l'Amérique de George Bush cherche à conquérir le pays par la foi. Présente dans la vie quotidienne américaine, la foi est une arme efficace que le gouvernement de George Bush fils brandit dans un continent où les peuples sont réputés très spirituels. La politique d'ordre nouveau que prône le couple Gbagbo au pouvoir conforte Paris dans ses allégations:

Le président ivoirien et son épouse, très radicale dans sa volonté de bâtir le royaume de Dieu sur terre, ont adhéré à l'Eglise évangélique Four square, d'origine américaine [...]. Un personnage d'un charisme météorique, Kacou Sévérin, a été leader de Four square en Côte d'Ivoire, jusqu'à sa mort dans un accident de voiture, à trente-sept ans, le vendredi 13 avril 2001, un vendredi saint [...]. L'une de ses prédications, la résurrection du pays après l'avènement d'un «premier président chrétien», est devenue l'article de foi du pentecôtisme national, qui inspire la présidence ivoirienne. Pour cette mouvance, [...] «Seconde République» fondée par Laurent Gbagbo n'est pas l'Etat laïc prévu par la Constitution mais une conversion collective, le baptême de tous par l'Esprit (Saint donnant accès à la vérité révélée. Dès lors, les épreuves politiques subissent une dramatisation christique, [...]. L'élu du peuple est devenu l'élu de Dieu. (Glaser, Smith 2005: 260-261)

Avec le retour du multipartisme en Côte d'Ivoire, les discours de l'opposition sont bien suivis par la population, conjugués au martèlement des prêches dans les églises évangéliques de proximité. Les fidèles africains et ivoiriens perçoivent le pacte colonial qui lie leurs pays à l'ex-

puissance coloniale comme une trahison des Pères des Nations africaines. Pour sa part, Houphouët-Boigny est rendu responsable de la situation économique catastrophique que traverse le pays pour ne s'être jamais opposé de façon virulente et officielle à la politique néocoloniale qui était infligée à la Côte d'Ivoire. Il lui est également reproché de s'être manifesté tout au long de sa vie comme un grand partisan de la Côte d'Ivoire française. Houphouët était habitué aux grandes envolées, au langage bien choisi et volontiers académique dans un pays où le taux de scolarisation était encore très faible. La population de son époque était manifestement moins friande de la politique à laquelle elle ne comprenait rien à part le petit groupe de technocrates qui lui vouaient respect et considération.

La donne change car le multipartisme permet favorise l'arrivée d'hommes et de femmes sur la scène politique dont le langage plus accessible rend la politique plus attrayante à la population. C'est à ce moment-là que les Églises évangéliques jouissent d'un engouement grandissant dans le pays. Ces Églises sont considérées par de nombreux Ivoiriens comme appartenant à un mouvement religieux vivant, dynamique, joyeux, laissant libre cours à la spontanéité, aux chants et à des célébrations festives. Certaines pratiques sont également, au moins dans la forme, proches des rituels animistes toujours présents dans l'inconscient des convertis. Elles mettent l'accent sur une profession de foi personnelle et se caractérisent, entre autres, par la sanctification, les miracles, les guérisons et les prophéties.

En d'autres termes, l'orientation spirituelle du candidat Gbagbo et son élection en octobre 2000 à la présidence de la République ont conforté ses partisans et d'autres Ivoiriens dans l'idée que Dieu l'a choisi pour diriger la Côte d'Ivoire et que ce même Dieu prend de nouveau le contrôle du pays après le premier coup d'État sans effusion de sang. De prétendues prophéties viennent corroborer l'opinion de tous ceux qui voient en Laurent Gbagbo leur espoir et le nouvel homme providentiel de la Côte d'Ivoire:

Dans «Notre Voie», le journal de son parti, un prédicateur évangéliste révèle «le choix de Dieu». Il veut Gbagbo à la tête de la Côte d'Ivoire grâce, dit le message divin «aux prières de son épouse». À l'initiative de cette dernière, et depuis l'arrivée au pouvoir de «l' élu» de Dieu, des députés ivoiriens ont constitué un groupe de prières qui se réunit tous les mardis dans la matinée. Le Prophète Koré Moïse, basketteur et homme d'affaires repent, tient lieu de chapelain du président. Quant à Cyprienne Flumuku, «ministre internationale de la grâce de Dieu », elle a créé une association d'aide aux démunis branchée sur les finances de l'État.¹²⁵

¹²⁵ <http://www.recherches-sur-le-terrorisme.com/Analysesterrorisme/cote-ivoire-gbagbo.html>

Les troubles subvenus aux lendemains des élections amènent le couple présidentiel à manifester de plus en plus leur nouvelle foi. Depuis, le pouvoir à Abidjan est devenu un enjeu christique. Convaincue que son époux est l'élu de Dieu pour la Côte d'Ivoire ou jouant des superstitions populaires, Madame Gbagbo exercerait une influence supposée ou avérée qui pousserait son mari à prendre le pouvoir pendant la confusion qui règne à Abidjan après la proclamation des résultats d'octobre 2000. Et c'est au travers de cette phrase : **«L'élu du peuple ne peut le céder au roi des ténèbres»**, prêtée à la Première Dame et qui sonne comme une sommation à son époux à prendre le pouvoir, que nous percevons la place de Dieu dans la gestion du pouvoir politique. Mais ce choix du couple ne fait pas l'unanimité parmi leurs proches collaborateurs:

L'élu du peuple ne peut le céder au roi des ténèbres. C'est Simone qui lui a mis ça dans la tête. C'est elle la folle de Dieu», prétend un proche du couple. L'épouse du président n'a pas donné suite aux demandes d'entretien du Monde, pour s'en expliquer. [...]. «C'est elle qui va de chapelle en chapelle, qui a fait venir des évangélistes américains, qui a imposé- dans un État laïc- une séance de prière à l'Assemblée nationale ?» où elle préside le groupe parlementaire du FPI, accuse l'intime de la présidence. «Ce n'est quand même pas elle qui raccroche tous les matins le tableau du pécheur contrit sur le bureau du président», proteste une amie de Simone.¹²⁶

À écouter l'entourage du couple présidentiel, il n'y a pas que l'épouse qui facilite la présence massive des chrétiens évangéliques dans le sillage du président. Mais ce dernier fait de la religion protestante un atout pour sa politique. Des prières de bénédiction précèdent les conseils des ministres et les sessions parlementaires. Dans l'entourage politique du président Gbagbo, même si certains de ses proches sont manifestement contre cette présence, nous n'avons pas de retour que quelqu'un s'y soit ouvertement opposé. Des missions sont confiées à des proches qui sont d'ailleurs très influents au Palais présidentiel ivoirien. Ces proches sont issus soit du cercle familial ou de celui des amis qui jouent un rôle politico-religieux ou des deux réunis :

[Consulté le 25 juillet 2014].

¹²⁶ <http://www.france-mail-forum.de/fmf29/pol/29smith.html>

[Consulté le 25 juillet 2014].

Laurent Otéro Zirignon. Personnalité discrète, est dans le sillage de Laurent Gbagbo. Président du conseil d'administration de la Société ivoirienne de raffinage (SIR), il est aussi président du conseil général de Gagnoa. Il fait partie de ceux qui donnent les conseils sur la gestion de la manne pétrolière, dont l'opacité donne du tournis à toutes les institutions financières internationales.

Sarata Touré-Zirignon, épouse de Laurent Otéro Zirignon. Elle voit Laurent Gbagbo tous les jours. Elle occupe le poste de directeur de cabinet adjoint au palais. En réalité, c'est elle la véritable patronne. En cette qualité, elle participe à toutes les audiences présidentielles. Elle est la lobbyiste attitrée de Gbagbo dans les cercles d'influence américains, notamment le célèbre Black caucus du Sénat, les puissantes Églises évangéliques et actionne les puissants cabinets de lobbys américains.¹²⁷

La nouvelle «orientation spirituelle» du couple convainc Paris que la politique que le chef de l'État ivoirien met en œuvre depuis son arrivée au pouvoir se fait au profit des Américains. C'est pourquoi, pour l'Élysée, c'est la main des services secrets américains qui est perçue. Mais la Première Dame de Côte d'Ivoire dément avec virulence ces accusations et incrimine la rumeur, une des stratégies de déstabilisation du régime de son époux:

Dans la lignée des rumeurs de la calomnie, on a beaucoup dit que les Églises évangéliques étaient venues des États-Unis pour coloniser de nouveau l'Afrique et qu'elles représentaient une sorte de faux nez de la CIA. Ces billevesées ne m'intéressent pas, ce qui m'importe, c'est la Foi : « Ce qui m'importe, c'est que chacun puisse un jour éprouver ce que j'éprouve, quel que soit le chemin qui l'y conduira ; que chacun se rende compte que Dieu existe, qu'il a créé l'homme et qu'il l'appelle sans cesse à le rejoindre. Le chemin est là, lumineux, et pourtant nous sommes nombreux à passer devant lui sans le voir : Au bout de la patience, il y a le ciel. (E. Gbagbo 2007: 45)

Mme Simone Gbagbo tente de neutraliser en vain ce qu'elle appelle rumeurs et calomnies. Dans l'entourage du couple présidentiel, s'épanouissent pourtant des pasteurs dont les relations s'étendent aux États-Unis. C'est un grand réseau de pasteurs «New-Look» ou pasteurs à l'américaine rompus à s'immiscer dans les affaires à caractère international :

¹²⁷ [Http://news.abidjan.net/article/?n=246375](http://news.abidjan.net/article/?n=246375)

[Consulté le 25 juillet 2014].

[...]. Le tout-Abidjan chuchote le nom de son «gourou». Le président dément par voie de presse que le pasteur Moïse Koré soit son «Raspoutine». Ingénieur de télécommunications, [...], le fondateur de la mission évangélique Shekina Glory n'a en effet rien en commun avec le «débauché» -Raspoutine- de la cour tsariste. Néanmoins, après la sanglante tentative de coup d'Etat du 19 septembre 2002 [...], c'est bien lui qui lui sert de missi dominici dans les affaires les plus secrètes. Dans un long entretien titré «Le peuple de Dieu en Côte d'Ivoire» et publié, les 13 et 14 septembre 2003, par le journal du parti présidentiel Notre Voie, Moïse Koré s'en est expliqué: «Je ne suis pas arrivé à la présidence parce que je le voulais; c'est Dieu qui m'a envoyé là-bas. La responsabilité qui m'a été confiée par l'Eternel est de veiller sur la bonne santé spirituelle du chef de l'Etat [...]. En tant que pasteur, il est ma brebis. Et je lui indique comment il doit marcher, selon ce que Dieu m'a enseigné, c'est tout». (Glaser, Smith 2005: 260)

Au même moment, la France qui prône la laïcité républicaine est dirigée par Jacques Chirac dont le comportement face à la Côte d'Ivoire et à son président est perçu comme «arrogant» et «méprisant» par le peuple ivoirien. Chirac montre des signes manifestes de décalage par rapport à la réalité du pays et accuse son président de xénophobie. Il lui fait des procès d'intention avec l'appui des médias français. Face à cette avalanche de critiques, les jeunes ivoiriens soutiennent de toutes leurs forces le président et son épouse sur le plan national. Sur le plan spirituel, le couple présidentiel est bien encadré par ces pasteurs «New-Look» qui sont de riches hommes d'affaires et des intellectuels sans aucun complexe d'infériorité vis-à-vis de l'ex puissance coloniale. Dans leurs prêches, ils ne cessent de rappeler la légitimité du combat politique que mène le président Gbagbo tout en lui prêtant un sens spirituel.

La proximité du pasteur Moïse Koré avec le président Gbagbo le met au cœur des intrigues du pouvoir : il est accusé d'avoir dirigé des missions d'achats d'armes en Israël et dans certains pays d'Europe de l'Est. Ancien basketteur professionnel, M. Koré est un pasteur évangélique qui connaît aussi le métier des armes pour avoir fréquenté l'École militaire de Bingerville (Sud de la Côte d'Ivoire). Il aurait de même participé à l'achat d'armes pour les Forces Armées Nationales de Côte d'Ivoire (FANCI) pendant le conflit. Il reconnaît accompli deux missions bien ponctuelles sur la demande du chef de l'Etat Laurent Gbagbo, ce qui ne fait pas de lui son conseiller officiel:

[...]. Moïse Koré est également proche de l'Église «Born-Again Christian» de l'administration Bush. Depuis, les conseils de ministres en Côte d'Ivoire sont précédés de bénédicités et le pasteur Koré officie comme conseiller politique du président Gbagbo. La

*nouvelle «orientation religieuse» du couple Gbagbo pourrait partiellement expliquer la politique que le chef de l'État ivoirien met en œuvre depuis son arrivée au pouvoir en 2000, à savoir le rejet de l'ancienne puissance coloniale au profit des intérêts nord-américains. Ainsi, il paraît évident que l'Amérique joua un rôle non négligeable dans la décolonisation de l'Afrique francophone. En y introduisant ses missions protestantes et en y encourageant la création d'un clergé indigène, elle participa à l'émergence d'un sentiment national à la prise de conscience des peuples africains de leur «maturité religieuse et politique. Aujourd'hui, elle continue sa croisade évangélique, [...], souvent à des fins politiques comme le montre le cas ivoirien.*¹²⁸

Dans l'opposition, Laurent Gbagbo a privilégié la défense de ses idées dans son combat politique. Il continue à le faire dans les deux premières années de son mandat présidentiel. C'est pourquoi d'aucuns disent que face au «gangstérisme» qu'il subit de la part de la françafrique, il semble avoir opté pour un christianisme de combat comme parapluie politique. Dans cette guerre, le Christ joue un nouveau rôle : celui d'un « Christ sheriff » qui fait son entrée dans la crise que traverse la société ivoirienne et y laisse son empreinte linguistique:

***Ce retour des araignées à croix obéit au même principe hydraulique en vertu duquel nous soutenons avec Michel Onfray que la décrue du christianisme va de pair avec la crue du socialisme.** (cf. *La sagesse tragique. Du bon usage de Nietzsche*, Paris, Librairie Générale Française 2006, p.23). [...]. *Derrière feu le mur de Berlin, on construit aujourd'hui des églises, dans toutes les villes d'Europe, on ouvre des mosquées. En Afrique, beaucoup de gouvernements menacés de coups d'État par le gangstérisme international de la Françafrique, optent pour les Eglises évangéliques [...]. Fin du christianisme tranquille. Laissons de côté les croyants qui se tournent vers le Ciel et ses fictions, sacrifient aux mythes et aux fables, parce que George W. Bush et Nicolas Sarkozy (Jacques Chirac), aux commandes politiques dans ce XXI siècle, les ont trahis, leur ont menti, les ont floués. [...]. Je suis plutôt étonné d'assister à ce même mouvement dans ce petit monde de dirigeants politiques africains, décrue du politique, crue du religieux.*¹²⁹*

¹²⁸ MERLE, Marcel (1967) « Les Églises chrétiennes de la décolonisation », Cahiers de la Fondation nationale des Sciences Politiques n° 151: 27.

¹²⁹ <http://pakejean16.spaces.live.com/blog/cns!6B92FACECF5D15B3!373.entry>

[Consulté le 31 juillet 2014].

Force est de reconnaître que nombre de dirigeants africains convertis à l'Église évangélique, sont aussi pour la plupart des adeptes du libéralisme politique, d'où la décreue du socialisme mais crue de la religion. Ils s'éloignent de l'essence même du socialisme et sur ce plan l'Afrique n'est pas l'exception.

En effet, depuis le début de la crise en septembre 2002, les discours du président Gbagbo s'achèvent par des bénédictions comme sous le « néolibéralisme théocratique » de George Bush. De nos jours, les chefs d'État africains essayent de mener de front leur foi avec leur engagement politique. La préférence de l'un au détriment de l'autre varie selon le contexte politique du moment: décreue du politique ou crue du religieux et vice-versa. L'interférence religieuse dans les discours du président Gbagbo est manifeste aux oreilles sensibles à ce type de langage:

*Le chemin de la paix, il est difficile à trouver. Ce n'est pas un chemin aisé ; ce n'est pas une route bitumée, large, avec six couloirs. C'est une piste qu'on ne perçoit pas quelquefois ; rocailleuse, sablonneuse, pleines d'épines. C'est cela le chemin de la paix. [...]. Ceux qui ont **trébuché**, qui se sont trompés et qui sont **tombés**, donnons-leur la main pour les **relever mais ne leur tirons pas dessus**. Parce qu'en politique, il y a deux voies : il y a la trahison qui est un acte volontaire et il y a l'erreur qui est un acte involontaire. **Si quelqu'un trahit, alors, tirons-lui dessus. Mais si quelqu'un n'a pas trahit et qu'il s'est trompé même de bonne foi, tendons-lui la main pour le relever.** (Gbagbo, 7 février 2003 à Abidjan à Abidjan).*

C'est un discours moral à forte connotation religieuse. Le président s'éloigne du combat politique habituel qu'il transforme en combat religieux, avec à l'appui le jargon peu compréhensible du langage évangélique qui consiste à insérer des références bibliques dans le langage quotidien. C'est une pratique des moins fréquentes chez les chrétiens catholiques mais dont raffolent les chrétiens évangéliques. Le président Laurent Gbagbo est de plain-pied dans l'irrationnel biblique lorsqu'il décide de ce qui est un acte volontaire et de ce qui est un acte involontaire. De ce fait, entre l'erreur et la trahison, la ligne est vite franchie. Quand il recommande que le peuple tire sur celui qui a trahi, n'est-ce pas un appel à la violence bien peu compatible avec le christianisme?

Cette affirmation vise à la récupération à partir du moment où il dit de tendre la main à ceux qui se sont trompés pour les relever après avoir martelé qu'il n'a jamais trahi et qu'il ne trahira

jamais ses partisans. Il explique que des personnes comme lui, méritent qu'on leur donne la main quand elles se trompent.

Posant au dirigeant d'une démocratie qui se veut égalitaire, socialement solidaire et favorable au pauvre, mais aussi liée par l'amour évangélique, Laurent Gbagbo apparaît ainsi comme l'héritier de Jésus Christ. Tout comme Jésus et le Père ne font qu'un, c'est tout naturellement que Laurent Gbagbo se fait passer tantôt pour le Fils et tantôt pour le Père. Défenseur de l'humanité et d'un Droit de Justice, il est populaire auprès des jeunes et des défavorisés et reste politiquement soutenu par ces derniers mais bien sûr isolé sur la scène internationale. En tant que père, il raisonne ses «enfants». Il comprend leur colère et s'affiche comme leur protecteur : sa parole de vérité en fait émanerait d'un vrai «prophète». Conscient de l'impérieuse unification du pays qu'il dirige, il a recours au discours charismatique classique:

*Je vous comprends. Mais j'ai fait une analyse. J'ai dit, pour l'instant, gardons le soutien de la communauté internationale. Elle me pousse à aller vers un compromis. **Je fais ce compromis. C'est pour vous que j'ai fait ce compromis.***

*J'ai dit tantôt que la Constitution s'appliquera. **Laissez Seydou Diarra faire ses consultations et me proposer un gouvernement. Votre rempart. C'est que la dernière signature, c'est toujours moi. C'est ça votre rempart. Un document que je n'ai pas signé n'est pas valable. Donc vous avez l'assurance que votre homme, votre frère est là et qu'il veille sur vos intérêts. [...].***

Que Dieu bénisse la Côte d'Ivoire. (Gbagbo, 7 février 2003 à Abidjan).

Celui qui est perçu comme «manipulateur» et dénoncé comme tel par ses ennemis sait qu'il ne peut réaliser tout seul la paix ni empêcher les violences et la misère parmi son peuple. Il parodie le Christ en transmettant un message d'espoir à ceux qui en ont besoin: les affligés, les pauvres, les malades. C'est à eux qu'il apporte son message de paix, d'amour et de fraternité. Le prétendu «prophète» lègue son message aux générations futures, à charge pour eux de l'accomplir:

Je suis venu vous apporter la paix. [...]. C'est pourquoi, chers amis, je suis venu vous demander de vous mobiliser, pour que plus jamais, la guerre n'advienne dans notre pays. Voici le message que je suis venu vous porter. [...]. Alors, évidemment, quand vous faites des doléances, mais, la doléance elle est une. Elle est la tranquillité d'abord, elle est la paix pour que nous puissions faire tout ce dont nous avons besoin. [...].

Aujourd'hui, la carte de séjour est supprimée, donc il n'y a pas de prétexte pour fabriquer de fausses cartes d'identité. [...].

Nous avons pris cette mesure, d'abord, parce qu'elle arrange nos amis qui viennent habiter chez nous, ensuite parce qu'elle nous arrange. S'il n'y a plus de cartes de séjour, il n'y a plus d'attaques, plus de fraudes sur les cartes d'identité nationale. [...].

Que Dieu vous bénisse. Que Dieu bénisse la Côte d'Ivoire. (Gbagbo, 9 janvier 2008 à Assikoi).

II.2.1.8 Le langage de la presse ivoirienne à l'ère du multipartisme.

Autant sous le parti unique de 1960 à 1990 l'information était sous le contrôle des médias de l'État (ce qui ne garantissait pas nécessairement son objectivité), autant le retour au multipartisme n'a pas fait changer la donne de façon remarquable.

La fin de l'environnement sociopolitique monolithique en Côte d'Ivoire et l'apparition des médias privés n'ont pas fait évoluer l'information sur le plan qualitatif. Le passage de l'information du système de parti unique au pluralisme politique est resté au stade de la continuité dans la pluralité. En effet, les différents journaux qui apparaissent à partir des années quatre-vingt-dix sont à la base des journaux d'opinions diverses appartenant aux multiples partis politiques. À ce titre, ils défendent l'idéologie de leurs partis, de telle sorte que l'information centralisée d'hier se décentralise pour épouser l'idéologie politique dont elle dépend:

*[...] le 30 avril 1990, le président Houphouët-Boigny, contre toute attente des militants de son parti, annonçait le retour au pluralisme politique tel que stipulé dans la Constitution de la République de Côte d'Ivoire, adoptée le 4 décembre 1958. **Les canaux «formels» de l'information des sociétés politiques traditionnelles avant 1960, comme entre 1960 et 1990, et encore de nos jours, sont autant de réseaux puissants de soutien à l'action de tous les partis politiques tant au pouvoir que de l'opposition. Ces canaux «formels» traditionnels restent vivaces en Côte d'Ivoire. En effet, ils sont toujours les relais des leaders et prescripteurs d'opinions pour consolider les soutiens politiques acquis ou pour accéder au pouvoir. Malgré le pluralisme des idées politiques exprimées à travers les instruments de diffusion collective que sont la presse écrite et la communication directe de voisinage de manière constante et quotidienne, le paysage médiatique en matière de liberté d'expression se trouve privilégié***¹³⁰

¹³⁰ http://documents.irevues.inist.fr/bitstream/2042/14825/1/HERMES_2000_28_245.pdf

[Consulté le 31 juillet 2014].

Le retour au multipartisme provoque un bouleversement spectaculaire et synchronise les deux espaces : médiatique et politique. Le dénommé printemps de la presse ivoirienne, est aussi le printemps des partis politiques. Bien que les médias publics (presse écrite, radio et télévision) soient encore sous contrôle de l'Etat après 1990, la radio et la télévision amorcent un début d'ouverture vers les autres partis politiques pendant que les journaux de l'opposition développent un nouvel esprit plus libéral, plus démocratique. Les médias du parti unique, alors gardiens du temple depuis les années 1960, desserrent leur étau. La chape de plomb a donc volé en éclats sous l'effet de la concurrence et de la course à l'audience.

Avec le multipartisme, les mentalités changent grâce à l'action conjuguée des journalistes et de la maturité des hommes politiques. La notion de liberté d'expression de la presse est en nette progression. L'accès des populations aux nouvelles technologies de l'information oblige ainsi la presse écrite à jouer le jeu si elle veut rester crédible:

En revanche, la radio et la télévision connaissent quelques débuts d'ouverture plurielle à des opinions contradictoires. Le rapport de l'Union européenne, Télévision et Démocratie en Afrique, publié en septembre 1996, fait état de ce constat.

Le coup d'État du 24 décembre 1999 a vu, pour la première fois dans l'histoire de la Côte d'Ivoire indépendante, la mise en place d'un gouvernement militaire de transition ouvert [...]. L'une des propositions novatrice de la Conférence consultative constitutionnelle et électorale des mois de février et mars 2000, a été de mettre en place la Haute Autorité de la communication [...]. Aussi l'Information et le pouvoir politique en Côte d'Ivoire vont-ils connaître des mutations profondes qui seront accélérées par l'exposition des populations aux nouvelles technologies de l'information et de la Communication d'une part, et d'autre part, par un nouvel ordre politique plus libéral, plus transparent et plus démocratique à l'instar du système politique occidental.¹³¹

Mais la liberté d'expression à peine instaurée est dévoyée par une certaine presse adepte de dérives du militantisme, de rumeurs et de sensationnalisme. La plupart des regroupements ou partis politiques recherchent un support pour conférer à leurs discours plus de visibilité et certainement, plus de lisibilité. Mais nombre de journaux privés, confrontés à des difficultés de

¹³¹ http://documents.irevues.inist.fr/bitstream/2042/14825/1/HERMES_2000_28_245.pdf

[Consulté le 31 juillet 2014].

trésorerie et de gestion, vont à la recherche d'un «sponsor» privé qui sera en même temps une sorte de protection pour des lendemains incertains, mais à quel prix? :

*Dans leur majorité, les journaux ivoiriens dits d'information générale sont le terrain d'invectives entre les différentes tendances politiques. L'usage du sensationnalisme, de la rumeur et du chantage est monnaie courante. Si bien qu'à mesure que les tensions politiques s'accroissent, la **confraternité est violemment bafouée et les appels à la haine sont entretenus**. Parmi les quotidiens privés, on peut citer Notre Voie, qui succède à la Voie en 1998, Le Jour plus, Soir Info, le Libéral ou encore L'Inter. Dans ce passage, le quotidien Le Jour, se dégageant des clivages partisans, a longtemps fait figure d'exception, avant d'apparaître comme un quotidien politique proche du RDR d'Alassane Ouattara. Naguère réputé pour son professionnalisme, le Jour s'était imposé comme une référence de la presse privée ivoirienne. Mais le journal a traversé une crise financière et éditoriale qui a opposé devant les tribunaux les actionnaires et le directeur de publication.*¹³²

Nous pouvons affirmer que la diversité des médias a entraîné un certain dynamisme du secteur de la presse qui est aussi manifeste au niveau du langage. La frontière entre les différents registres de langage est poreuse car nous constatons que des journalistes passent du niveau très soutenu du temps du père de la nation au registre familier du président Gbagbo. Nous avons pu le vérifier auprès de certains journalistes dont Monsieur Armand, attaché de Presse au cabinet de l'ex Première Dame et ancien membre du Conseil National de la Presse (CNP) :

Doctorante : «Avez-vous le sentiment que le langage des hommes et leaders politiques influence la formulation des commentaires politiques des journalistes ou à l'inverse, pensez-vous que c'est plutôt la formulation des commentaires politiques des journalistes qui influence celle des hommes et leaders politiques ? Ou les deux ? Commentez votre réponse».

Armand Bohui : « Je trouve que le langage des hommes et leaders politiques influence les journalistes, parce que les hommes de médias n'ont cessé de citer les hommes et leaders politiques. Le président Houphouët a introduit l'expression

¹³² http://fr.wikipedia.org/wiki/M%C3%A9dias_en_C%C3%B4te_d'Ivoire

[Consulté le 31 juillet 2014].

« découragement n'est pas ivoirien », les journalistes mentionnent une phrase célèbre du président Henri Konan Bédié : « Mettez-vous à ma disposition ! ». Feu Robert Guéi a initié le concept de « balayer », Laurent Gbagbo conseille de s'asseoir et de discuter, il dit de faire doucement parce qu'on est pressé, voilà des exemples de commentaires que la presse évoque souvent ». ¹³³

Mais la tendance est plus ou moins perceptible selon le journal et surtout selon le parti politique qui le « sponsorise ». Nous avons approché le journaliste Azo Vauguy, journaliste à Notre Voie, écrivain et critique littéraire pour connaître son avis :

Doctorante: « Avez-vous le sentiment que le langage des hommes et leaders politiques influence la formulation des commentaires politiques des journalistes ou à l'inverse, pensez-vous que c'est plutôt la formulation des commentaires politiques des journalistes qui influence celle des hommes et leaders politiques ? Ou les deux ? Commentez votre réponse ».

Azo Vauguy: « Le langage des hommes politiques et des leaders influence la formulation des commentaires des journalistes. Le plus souvent, ils travaillent dans les organes créés par ces hommes politiques et les hommes de presse donnent échos à leurs discours ». ¹³⁴

Depuis l'arrivée du président Laurent Gbagbo au pouvoir, la liberté de la presse est en nette progression de l'avis des journalistes des différents bords politiques.

Notre analyse nous a permis de voir que le langage journalistique s'enrichit du lexique des hommes et leaders politiques.

L'appropriation des propos tenus par les hommes politiques est comme une référence pour étayer les écrits des journalistes. La presse qui pourrait jouer le rôle d'un quatrième pouvoir reprend souvent les expressions des hommes politiques soit pour leur rappeler leurs promesses soit pour jouer un rôle d'éveilleur de conscience. Le journaliste M. Bakary Nimaga, secrétaire général de la Rédaction du journal «Le Patriote» est un exemple qui illustre notre propos :

¹³³Interview réalisée par nos soins le 20 janvier 2015 à Abidjan.

¹³⁴Interview réalisée par nos soins le 20 janvier 2015 à Abidjan.

Doctorante: «Est-ce qu'il vous arrive de reprendre les termes qui reviennent dans les discours des hommes et femmes politiques dans vos articles?»

Bakary Nimaga : «Bien sûr que dans notre travail quotidien, il nous arrive pour illustrer ou étayer nos écrits, de prendre les termes de ces différentes personnalités politiques comme référence. Le but premier étant de rappeler à ces hommes, les promesses faites au peuple et les engagements pris, surtout lorsqu'ils marquent le pas dans leur réalisation». ¹³⁵

Conclusion: Comme conclusion à cette partie de notre étude, nous pouvons dire que la décolonisation a fait place en Afrique à deux impérialismes occidentaux différents, aussi perfides l'un que l'autre: la France, via sa politique françafricaine, et l'Amérique, via la politique d'évangélisation agressive qu'elle mène sur le continent. Tous les deux contribuent très fortement à accroître les maux multiples et complexes à résoudre dans cette partie du globe. La françafrique est extrêmement bien organisée et son objectif principal est de maintenir sous domination française mais de manière implicite pour le non averti, ses anciennes colonies africaines indépendantes. Ce contrôle de l'Afrique couvre différents secteurs vitaux parmi lesquels la politique, la culture, l'économie et la défense. Cette stratégie visant à garder le continent africain dans la dépendance est rendue possible par la «complicité» des premiers dirigeants africains, tous «amis de la France» à l'exception de la Guinée de Sékou Touré. Elle donne libre cours au pillage des richesses du continent, à l'enrichissement insolent de certains particuliers et à la protection des régimes amis.

Quant à la présence des Eglises évangéliques américaines en Afrique, derrière l'aspect religieux se dissimulent évidemment des fins politico-économiques.

L'Afrique est pauvre dit-on mais aucune puissance occidentale (hors quelques rares initiatives privées) ne cherche à aider les populations à sortir de la pauvreté. Bien au contraire, tous les pays cherchent à l'exploiter avec la complicité de certains de ses fils. Le peuple baigne dans l'ignorance grâce à un langage bien choisi qui maintenant semble de plus en plus désuet.

¹³⁵ Annexe I Interview réalisée par nos soins janvier 2010 à Abidjan.

Troisième partie

III Convergences et divergences entre le langage des discours des présidents Félix Houphouët-Boigny et Laurent Gbagbo de 1960 à 2010

III.1 Convergences entre le langage des discours des présidents Félix Houphouët-Boigny et Laurent Gbagbo

Les convergences linguistiques peuvent paraître imperceptibles vue la différence fondamentale qui existe entre ces deux personnalités. Cependant, elles existent. C'est ce que nous voulons démontrer en analysant leur discours au travers de quatre prismes:

- 1/ La langue au service du syndicalisme militant
- 2/La langue au service d'une vision politique commune
- 3/L'usage de la langue à travers le courage politique
- 4/Le langage religieux à travers le discours politique

III.1.1 La langue au service du syndicalisme militant.

Les deux protagonistes dont le langage fait l'objet de notre étude ont en commun une même fibre syndicale jalonnée d'obstacles divers et variés dus au contexte dans lequel chacun a évolué.

Houphouët, médecin en 1925, commence son combat politique en créant une association nommée l'«Amicale» que les colons font avorter parce qu'ils l'assimilent à une formation syndicale interdite. Privé d'association, Houphouët-Boigny organise une manifestation du monde agricole pour lutter contre l'injustice dont les agriculteurs sont victimes:

Le 26 octobre 1925, Houphouët débute sa carrière en tant que médecin-auxiliaire à l'hôpital d'Abidjan où il fonde une «Amicale» regroupant le personnel médical indigène. L'entreprise tourne court; l'administration coloniale voit d'un très mauvais œil cette association qu'elle assimile à une formation syndicale [...]. Toutefois, faisant preuve de véritables aptitudes professionnelles, il est promu à Abengourou, le 17 septembre 1929, à un poste réservé, jusque-là, aux européens.

À Abengourou, Houphouët est confronté aux injustices dont sont victimes les cultivateurs de cacao indigènes exploités par les colons. Décidé à agir, il prend la tête, en 1932, d'un

*mouvement de planteurs africains [...] Le 22 décembre, il rédige, sous un pseudonyme, un article engagé «On nous a trop volés» qui paraît dans un éditorial socialiste publié en Côte d'Ivoire, le «Traité d'Union».*¹³⁶

L'expérience acquise par cet événement lui permet de murir l'idée qui aboutit à la création du syndicat des planteurs 12 ans plus tard, syndicat dont il devient président. Le Syndicat Agricole Africain (SAA), créé le 3 septembre 1944, regroupe tous les planteurs africains mécontents du sort que leur réservent les colons planteurs. Ils revendiquent de meilleures conditions de travail, une hausse des salaires et l'abolition du travail forcé (voir I.3.1 la création du syndicat agricole africain). Cet engagement aux côtés des planteurs a des conséquences positives et lorsqu'il se projette en politique, Houphouët bénéficie du soutien des membres du Syndicat agricole africain et de la sympathie d'autres Africains.

Son successeur, Laurent Gbagbo, emprunte également la voie du militantisme syndical mais cette fois-ci son action va à l'encontre du gouvernement de Félix Houphouët-Boigny.

Laurent Gbagbo est un syndicaliste actif dans les années 1970 dont l'enseignement est jugé «subversif». Il est privé de liberté pendant vingt-deux mois, dont quinze passés à l'École des Forces armées de Bouaké (centre), 2ème ville de la Côte d'Ivoire. Il en sort plus motivé que jamais, la tête pleine d'idées progressistes au contact des militaires qui le gardaient et avec qui il a fini par sympathiser. L'incident à l'origine de sa privation de liberté est donc le déclic de son engagement politique. C'est pendant le cours d'Histoire et Géographie dans un Lycée d'Abidjan que tout va commencer:

[...] Un jour, dans un cours de terminale D, Laurent décrivait le capitalisme dans le monde et son fonctionnement; l'existence des deux blocs, occidental et soviétique. La fille d'un ambassadeur n'apprécia pas que son professeur ait utilisé le mot «impérialiste» pour qualifier le bloc de l'Ouest et l'interrompit pour protester. Elle se montra tellement incorrecte que, pour mettre fin au désordre créé, Laurent l'expulsa de la classe. [...].

Laurent Gbagbo était menacé d'arrestation pour avoir expulsé de sa classe la jeune fille et refusera de présenter des excuses. [...] Laurent, ne voyant pas où et pourquoi il y avait un problème, refusa catégoriquement de rencontrer l'ambassadeur qui exprimait les mêmes exigences que sa fille. (E. Gbagbo 2007: 88-89)

¹³⁶ http://www.jesuismort.com/biographie_celebrite_chercher/biographie-felix_houphoue...

[Consulté le 31 juillet 2014]

III.1.2 La langue au service d'une vision politique commune continentale

La similitude de leur combat politique pour leur pays et l'Afrique est évidente. Les présidents Félix Houphouët-Boigny et Laurent Gbagbo nourrissent pour la Côte d'Ivoire d'abord et pour l'Afrique les mêmes idées politiques : recherche de voies et moyens pour se prendre en charge. Après la colonisation, l'Afrique déboussolée est en quête de dignité. Le premier président ivoirien privilégie dans son projet de société, l'éducation et la formation des jeunes. Il est pour la valorisation de la terre parce qu'elle est nourricière et aussi pour ces ressources agricoles nationales, susceptibles de garantir l'avenir d'un pays. Houphouët part du principe que seul le progrès économique peut délivrer la Côte d'Ivoire de l'intervention étrangère et procurer la dignité à la population ivoirienne. Cette dignité que ressent tout homme libre passe par la réalisation de soi. Dans le cas contraire, notre liberté sera illusoire disait-il.

Le combat qu'il entreprend, qui a façonné son type de langage, Houphouët-Boigny le définit en 1976 à l'occasion de l'ouverture de la première partie de la Soixante et Unième Session du Conseil Économique et Social des Nations-Unies à Abidjan:

[...]. Je me suis battu toute ma vie et le ferai jusqu'à ce que mes forces m'abandonnent pour la dignité de l'homme, de l'homme ivoirien d'abord [...].
(Houphouët-Boigny, discours du 30 juin 1976 à Abidjan)

Laurent Gbagbo définit le sien lors d'un entretien accordé à l'hebdomadaire Jeune Afrique, suite à une question portant sur le débat autour de la colonisation de la France en Afrique.

Journaliste: «Quel regard portez-vous sur le débat autour de la colonisation française ?»

Laurent Gbagbo: «C'est avant tout un débat franco-français [...]».

Journaliste: «Ce n'est pas l'avis d'Abdelaziz Bouteflika, qui réclame la repentance de la France [...]».

Laurent Gbagbo: «L'histoire de la Côte d'Ivoire n'est pas celle de l'Algérie. Nous n'avons connu ni la même colonisation ni la même lutte pour l'indépendance.

J'admire beaucoup le Président Bouteflika. Ses exigences font partie de la continuité de la lutte pour l'indépendance de son pays, à laquelle il a grandement participé. Pour revenir à votre question initiale, il faut reconnaître que **la colonisation a été une défaite majeure pour les Africains. Aujourd'hui, nous devons remonter la pente. Mais nous ne devons pas attendre de ceux qui, hier, nous ont vendus comme esclaves ou colonisés qu'ils nous réhabilitent ou nous rendent notre dignité. C'est le point de vue de l'historien que je suis et c'est mon combat en tant qu'homme politique.** »¹³⁷

Félix Houphouët-Boigny lutte pour l'indépendance politique de l'Afrique noire francophone. Il l'obtient en partie (voir contexte historique de l'indépendance I.5.1). Puis il entreprend avec beaucoup de bon sens et de patience son plus dur combat. Selon ses propres termes, l'indépendance économique (de la Côte d'Ivoire et de l'Afrique) reste son combat de tous les instants:

La première partie de mon combat m'a permis d'obtenir, grâce au courage de mes compagnons de lutte et à l'appui de mes compatriotes, la liberté de mon Pays. Le mouvement irrésistible de libération des dominations étrangères s'est étendu et généralisé et le temps n'est plus lointain où chaque peuple de la terre jouira de son indépendance politique.

Mais cette victoire retentissante n'était qu'un tremplin pour une lutte plus difficile encore et plus longue, et, qui est loin d'être terminée: celle que nous menons désormais pour notre indépendance économique et sociale. (Houphouët-Boigny, discours du 30 juin 1976 à Abidjan)

La lutte pour l'indépendance économique et sociale, durement et patiemment menée par le Père de la Nation ivoirienne sans succès définitif, est reprise par son successeur Gbagbo.

Les deux présidents ivoiriens se rejoignent sur la vision politique de l'unité africaine. Pour eux, l'effectivité de l'union de l'Afrique ou les États-Unis d'Afrique demeure sous réserves de certaines conditions. Houphouët est pour l'unité par palier, mais avant tout, il invite chaque leader politique à d'abord obtenir la paix chez lui et à respecter les frontières héritées de la

¹³⁷ http://cotedivoire_pr.ci/index.php?action=show_page&id_page=529&lang=fr
[Consulté le 31 juillet 2014].

colonisation. Ses conseils sont : mettons-nous au travail pour le bien de nos peuples respectifs qui en ont grand besoin et unissons-nous par étapes afin que notre union soit durable, efficace, sincère, solidaire et ne fasse pas perdre à chaque État sa personnalité.

Houphouët déconseille l'unité africaine dans la précipitation car les «mésententes cordiales» qui existent entrent leaders africains à la veille de l'indépendance ont entraîné la méfiance au sein du groupe. Il veut lui donner des chances de mener à bien le projet d'union et propose de privilégier l'unité sur des bases saines.

Comme à son habitude, Houphouët suit ses idées en méprisant l'emploi des faux-fuyants ou des subterfuges. Il applique des principes dont il a l'habitude : hauteurs de vues, fermeté de desseins, vision prospective des choses et paix.

Dans ses propos souvent incompris dominant deux piliers essentiels: Hauteurs de vues et Paix:

[...]. Nous devons arriver à une unité complète à l'intérieur de nos frontières, car c'est cette unité intérieure qui témoignera de notre force, nous permettra de jouer notre rôle dans le concert des nations. [...]. Nous pensons que l'union indispensable de l'Afrique doit se réaliser dans le respect de la personnalité de chaque État. Dans une même famille, bien que chacun concoure à la prospérité générale, chaque membre s'efforce de garder sa personnalité, et, si, demain, se réalise, comme nous le souhaitons tous, l'union des continents, cette union ne sera pas pour autant la perte de la personnalité de chacun d'eux. Nous souhaitons l'union sincère, la plus étroite entre tous les Africains. Nous la souhaitons pour des raisons de cœur, nous la souhaitons aussi parce qu'il y va de l'intérêt bien compris de nous tous. (Houphouët-Boigny, discours du 7 août 1960 à Abidjan)

Houphouët-Boigny est-il en avance sur son temps ou est-il un « balkanisateur » non avisé ou est-il manipulé par les autorités politiques françaises?

Par une fausse assimilation avec la situation qui prévaut dans les Balkans, on a usé et abusé du terme de balkanisation. Mais l'Histoire vient nous confirmer qu'Houphouët-Boigny est trop averti et trop rigoureux pour ignorer la portée de «la mésentente cordiale» entre dirigeants africains à l'époque des indépendances. C'est parce qu'il sait que dans pareilles circonstances, ses propositions et sa voix ont peu de chance d'être entendues, qu'il décide de faire son choix et c'est en affirmant qu': «une hirondelle ne fait pas le printemps» qu'il est suivi par d'autres leaders ouest-africains.

Lors du XIIIe Congrès de l'Union Internationale des Journalistes et de la Presse de Langue Française qui s'est tenue à Abidjan, le 24 novembre 1975, l'occasion est donnée à Houphouët-Boigny de démontrer qu'il connaît la psychologie de son peuple. Nous comprenons mieux les

raisons qui l'ont conforté dans ses propos. Il veut se donner les moyens pour la réalisation de ses projets et préfère parer au plus urgent:

[...]. Ce que l'Ivoirien veut, c'est le partage de la richesse et non de la misère, et pour ce faire il doit avant tout contribuer à créer ses richesses. Ainsi, parviendrons-nous, peu à peu, à donner à cette lutte pour une meilleure justice sociale et pour des équilibres régionaux plus effectifs, la vigueur et l'efficacité souhaitées. Ainsi, nous pourrons continuer de nous attacher à la promotion d'une société sachant garder ses traditions, mais résolument ouverte aux courants de pensée et aux influences de progrès du monde moderne. (Houphouët-Boigny, discours du 24 novembre 1975 à Abidjan)

D'ailleurs, la colonisation qui a divisé pour mieux étendre sa domination sur ses ex colonies, n'a pas préparé les voies pour une union de l'Afrique. Et s'il n'y a pas de fatalisme historique, il y a par contre, une logique des processus qui est plus forte que la volonté des hommes. Houphouët-Boigny l'a perçue : il sait qu'il est irréaliste de vouloir construire immédiatement de grands ensembles régionaux et à fortiori continentaux. C'est tout simplement mettre la charrue avant les bœufs et courir à l'échec (I.5.1 ou contexte historique).

Applaudi par les uns, souvent bafoué par les autres, le temps étant le véritable juge, Houphouët est aujourd'hui perçu comme un homme en avance sur son époque et logique dans son raisonnement.

Entre le refus de l'intégration immédiate des pays du continent africain du président Félix Houphouët-Boigny avant 1960 et celui de son successeur Laurent Gbagbo en 2007, l'eau a coulé sous les ponts mais les conditions d'une telle politique ne sont pas encore réunies.

Le nouveau président ivoirien n'est point friand de la langue de bois. Il dit sans détour que la création des États-Unis d'Afrique n'est pas pour demain tant que les comportements de certains des pays membres restent inchangés. Mais cette fois-ci, il n'est pas obligé de faire cavalier seul car le président sud-africain Thabo Mbeki partage ses idées.

L'idée de la mise sur pied d'un gouvernement uni sur le continent africain est officiellement lancée lors du 9ème sommet de l'Union Africaine (UA) en juillet 2007 à Accra (capitale du Ghana). Le document prévoit à terme la création des États-Unis d'Afrique comme objectif visé par l'Union Africaine. Les présidents ivoiriens et sud-africains pensent qu'il faut travailler en amont pour mener à bien un tel projet. C'est pourquoi tous deux préconisent d'abord le renforcement des organismes sous régionaux et l'organisation progressive de l'intégration continentale. La colère manifeste du président Alpha Omar Konaré du Mali, alors président en

exercice de l'Union Africaine, ne se fait pas attendre. Sont-ils les nouveaux «balkanisateurs» de l'Afrique? Leur réaction réhabilite-elle le défunt Félix Houphouët-Boigny?

Journaliste: «Le dernier sommet de l'Union Africaine (UA), début juillet à Accra, a accouché d'une souris pour ce qui est de l'intégration africaine. Croyez-vous aux États-Unis d'Afrique?

Laurent Gbagbo : «Je pense, comme Thabo Mbeki, qu'il nous faut d'abord travailler au renforcement des unions régionales sur le continent : UEMOA, CEDEAO, SADC, UMA, etc. Nous passons notre temps à créer des institutions sans donner les moyens de leurs ambitions et ne cessons de réclamer aux pays occidentaux qu'ils financent nos projets. Il faut, une fois de plus, que nous nous prenions en main. Nous ne sommes même pas capables de mettre en place des opérations de maintien de la paix sur le continent, certains États ne paient pas leurs cotisations alors qu'ils ont de l'argent. Nous quémardons l'aide des autres. Pourtant, l'Afrique a des moyens, du pétrole, des matières premières, des minerais. Alors, avant les États-Unis d'Afrique, commençons par le commencement».

Journaliste: «Vous comprenez le ras-le-bol exprimé par le Président de la Commission de l'UA, Alpha Oumar Konaré?»

Laurent Gbagbo: «Je ne souhaite pas personnaliser ce débat. Et j'aimerais bien que l'on sache ce que l'on veut faire de l'UA avant de se dire «vite, vite, il faut avancer, il faut passer aux États-Unis d'Afrique». **Que veut-on faire réellement ? Où veut-on aller ? À quoi doit servir cette institution ?**

Une fois ce préalable rempli, nous verrons. **L'Europe ne s'est pas construite en cinq ans ni en dix.** Il ne faut pas s'impatienter. Doucement, nous sommes pressés». ¹³⁸

Le principal artisan de ce projet est le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi qui prône sa réalisation de manière à éviter une marginalisation du continent dans la politique internationale.

¹³⁸ http://cotedivoire_pr.ci/index.php?action=show_page&id_page=529&lang=fr

[Consulté le 31 juillet 2014].

La conception même d'une telle intégration des pays africains est une idée noble qui doit être entendue par tous, encore faut-il lui donner consistance.

III.1.3 L'usage de la langue à travers le courage politique

Les deux présidents ivoiriens sont des hommes politiques courageux qui vont jusqu'au bout de leurs idées quand ils ont la ferme conviction qu'elles valent la peine d'être défendues.

Houphouët-Boigny connaît des débuts difficiles en politique dans les années 30, marqués par un mélange d'hésitations et de changement de stratégies. D'aucuns qualifieraient cette période vécue par Houphouët de moments de faiblesse dans ses actions politiques ou de politique de tango : «un pas en avant et deux en arrière» car Houphouët s'adapte aux situations pour plus d'efficacité, d'après lui-même. C'est ce qu'il qualifie de technique du «Boigny» qui signifie le «Bélier» dans plusieurs dialectes du groupe ethnique Akan auquel il appartient. C'est la voie choisie par Houphouët qui consiste à reculer devant les obstacles qu'il rencontre en politique pendant la colonisation pour mieux les enfoncer dans son combat.

Il adopte définitivement ce nom qui devient son 2ème nom, Houphouët le «boigny» devient Houphouët-Boigny.

Les présidents Félix Houphouët-Boigny et Laurent Gbagbo sont des nationalistes et des patriotes, chacun en son temps. Le premier pendant la colonisation au sein du mouvement R.D.A. qui regroupait un ensemble de leaders africains tous nationalistes:

[...]. La troisième chose que je voudrais dire quand même dans ce prolongement, et pour revenir au débat sur l'idéologie, c'est que, pour moi, le R.D.A. Était un rassemblement de nationalistes et de patriotes. Je pense que s'il y a une idéologie du R.D.A. qui prédomine et qui dépasse toutes les divergences idéologiques au sens où nous entendons l'idéologie politique, c'est cela- l'idéologie nationaliste- qui est le fondement du R.D.A. et qui doit être l'élément de sa continuité. (Loucou 1986 Tome 2: 151)

Chaque fois qu'ils veulent améliorer la condition de vie de leurs peuples, les autorités françaises les traitent d'antifrançais. Puis commence la bataille médiatique pour les déstabiliser politiquement.

Des projets d'Houphouët à l'Assemblée nationale française avant les indépendances sont rejetés dans cette même logique quand il se dit inquiet de l'évolution des territoires et de la faible représentation des députés des territoires d'outre-mer.

De l'Union française, le leader du RDA veut qu'elle aille au-delà d'un simple marché ou de la présence d'une base militaire ou une menace séparatiste. Mais des parlementaires à Paris craignent d'être envahis par leurs collègues africains. Houphouët explique à l'Assemblée nationale les raisons qui motivent sa démarche:

*Houphouët-Boigny [...] ajoute que le mandat de député n'est pas une fin en soi mais un moyen de contribuer à l'évolution des territoires : «Nous prétendons être les artisans d'une union sincère entre le peuple de France et les autres peuples de l'Union : **«Il ne faut pas qu'il y ait deux politiques, une métropolitaine démocratique et une coloniale réactionnaire»**. Et il conclut que : Quand nous vous demandons de briser l'oppression politique et économique dont nous sommes souvent victimes, **nous ne vous demandons pas de nous libérer de la France, mais d'une infime minorité de Français, hélas!** Combien puissants qui oublient trop souvent **dans notre territoire qu'ils sont les descendants des révolutionnaires sublimes de 1789 et 1848 [...]**. La France n'a aucun intérêt à nous laisser attendre encore dans les bras de la misère et de l'ignorance.¹³⁹*

À la fin des années 50, Houphouët-Boigny privilégie le dialogue dans ses actions politiques et construit son image.

Face à la situation préoccupante causée par le système de l'apartheid, le «Vieux» choisit le dialogue et s'y tient malgré l'opposition des responsables africains:

[...]. Le Dialogue, qui ne demande qu'une ferme volonté réciproque et qui peut résoudre bien des problèmes. C'est lui qui fait apparaître aux partenaires aux intérêts opposés, mais décidés à conserver ensemble pour mieux se connaître, sur quels points leurs intérêts contradictoires se rejoignent et même se complètent, car les négociations ne peuvent se dénouer que dans la compréhension la plus profonde des intérêts communs. Elles ne se dénoueront pas dans l'appel à une sensibilité qui n'a que peu à voir dans ce genre de discussions et ne peut tout au plus conduire qu'à des concessions partielles insatisfaisantes pour l'essentiel, qui est la conscience de la rencontre dans l'égalité et la dignité. (Houphouët-Boigny, 30 juin 1976)

¹³⁹ <http://www.assemblée-nationale.fr/histoire/biographie/IVRepublique/houphouet-boigny-felix-18101905.asp>

[Consulté le 31 juillet 2014].

Bien qu'il condamne l'apartheid, Houphouët tient un langage de lucidité et de cohérence qu'il est le seul à défendre. Mais il ne désarme pas, au contraire il fustige les dirigeants de l'Afrique du Nord pour leur double jeu: condamner l'apartheid et pratiquer l'esclavage chez eux, malgré son abolition dans le monde:

Les Arabes ont razzié l'Afrique subsaharienne pendant treize siècles sans interruption. La plupart des millions d'hommes qu'ils ont déportés ont disparu du fait des traitements inhumains. Cette douloureuse page de l'histoire des peuples noirs n'est apparemment pas définitivement tournée. La traite négrière a commencé lorsque l'émir et général arabe Abdallah ben Saïd a imposé aux Soudanais un bakht (accord), conclu en 652, les obligeant à livrer annuellement des centaines d'esclaves. La majorité de ces hommes était prélevée sur les populations du Darfour. Et ce fut le point de départ d'une énorme ponction humaine qui devait s'arrêter officiellement au début du XXe siècle.¹⁴⁰

La politique étrangère du leader ivoirien a la particularité de créer la surprise parmi ses pairs. Pourtant, aussi bien en Afrique qu'à l'extérieur, elle reste un enseignement inspiré par l'humanisme mais aussi par des préoccupations nationales concrètes:

Avant tout, elle ne veut jamais être, si peu que ce soit, une soumission aux forces des événements. Elle ne saurait davantage résulter d'un contournement malicieux des faits. Dominer les circonstances pour les utiliser était son ambition permanente, en vue de sociologiquement souhaitables pour les peuples amis qui pourraient être directement ou indirectement concernés. [...]. Houphouët-Boigny sera parmi les plus vilipendés de ceux qu'on considérerait alors comme les pires ennemis du continent: anticomuniste, néocolonialiste, balkanisateur, etc.

*Malgré tout, ces épithètes ne semblent avoir ému le Président ivoirien que très modérément, puisqu'il lancera plus tard, sur un ton goguenard: «**Le grand balkanisateur c'était moi!**»¹⁴¹*

¹⁴⁰ <http://www.amazon.fr/g/%C3%Anocide-voil%C3%A9-Enqu%C3%AAta-historique/dq/2070119580>

[Consulté le 31 juillet 2014].

¹⁴¹ http://www.africaline.com/CI/nouvelle.asp?no_nouvelle=296295

[Consulté le 31 juillet 2014].

La lutte pour l'indépendance économique et sociale, durement et patiemment menée par le Père de la Nation ivoirienne sans aboutissement définitif, est reprise de façon différente par son successeur. Le président Gbagbo est de ceux qui pensent que la politique néocoloniale française en Afrique continue à cause de la complicité des chefs d'Etat africains. Il refuse de se laisser manipuler une fois au pouvoir et veut mener sa propre politique qu'il juge salutaire pour la société ivoirienne:

C'est par la refondation économique que la Côte d'Ivoire sortira de rente pour négocier sa place dans le monde moderne. (Gbagbo, discours du 26 octobre 2000 à Abidjan)

La situation de guerre civile et la scission du pays en deux (Nord rebelle et Sud gouvernemental) empêchent l'application de son programme. Mais en dépit de son échec, une page est tournée en Côte d'Ivoire et dans l'histoire du néo-colonialisme français en Afrique.

Au niveau africain, il se brouille avec Omar Bongo, président du Gabon et «protégé» du président Houphouët. C'est dans le tempérament de l'homme qui consiste à dire tout haut ce que nombre de personnes pensent tout bas. Surnommé affectueusement «woody» qui signifie «garçon» en bété (son dialecte) par les siens, Gbagbo est le premier dirigeant africain à aller au-delà de la critique. Non seulement, il donne de la voix contre la politique menée par l'ex puissance coloniale en Côte d'Ivoire, mais il tente d'appliquer une politique alternative (voir II.2 de notre étude). C'est pourquoi il est, pour de nombreux Ivoiriens et Africains, leur héros pour son courage politique. Cette posture du président Gbagbo est à l'origine du langage de rupture dans les discours du deuxième personnage de notre étude. Ce langage de rupture est un point incontournable de la 2ème période de notre étude (2000 à 2010).

Au final, Gbagbo fait l'amère constat qu'il faut revenir au dialogue que prônait son prédécesseur Houphouët-Boigny pour faire bouger les mentalités afin d'aboutir à une vraie coopération franco-ivoirienne apaisée dans l'intérêt des deux peuples avec de nouveaux hommes politiques. Le courage de Félix Houphouët-Boigny rejoint ici le sens que Jean-Jaurès donne à ce mot lorsqu'il écrit que:

Le courage n'est pas de laisser aux mains de la force la solution des conflits que la raison peut résoudre. [...]. Le courage c'est de ne pas livrer sa volonté au hasard des impressions et des forces. [...].¹⁴²

¹⁴² http://bakwaba.club.fr/Felix_Houphouet_Boigny.html

III.1.4 Le langage religieux à travers le discours politique

Les discours des deux personnages sont fortement marqués (davantage Houphouët-Boigny que Laurent Gbagbo) par l'élément religieux, ce qui les éloigne des discours politiques français de la même période (1960-2010).

Si l'élément religieux n'est pas abondant dans le premier discours de Laurent Gbagbo comme il l'est dans le discours fondateur de la Nation du 7 août 1960, une seule évocation suffit pour se faire une idée de la place qui sera réservée à la religion dans le discours du deuxième personnage de notre étude. En France, un président ne dirait jamais que Dieu a quelque chose à voir dans son élection, encore moins s'il est socialiste.

Alors que le premier président voyait Dieu à travers l'Homme universel, le président Gbagbo se pose comme l'élu de Dieu qui aurait incité le peuple à le choisir:

«C'est Dieu qui place les hommes à la tête d'un pays. Il délègue son pouvoir au peuple et quand le peuple s'exprime, nous devons nous incliner, vox populi, vox dei».
(Gbagbo, discours du 26 octobre 2000 à Abidjan)

L'évocation de la religion dans les discours d'Houphouët-Boigny lui permet de donner un sens à son combat. Dans un de ses nombreux discours ayant trait à ce thème, il affirme ceci:

*De nos jours, plus sans doute qu'au cours des époques successives qu'a traversées l'humanité, la paix mondiale est indivisible. La prospérité mondiale l'est aussi, et la paix et la prospérité du monde sont également confondues. **Que les troubles ou guerre s'installent en une partie quelconque du globe ne peut plus, à l'heure actuelle, nous laisser indifférents.** La civilisation contemporaine est celle de l'universel et les souffrances de tels ou tels hommes et de tel ou tel peuple sont nôtres, désormais, elles sont aussi, susceptibles de devenir pleinement **si, faute d'avoir su, à temps, éteindre l'incendie, l'humanité constate trop tardivement qu'elle n'a même plus les moyens de la limiter.**¹⁴³*

[Consulté le 31 juillet 2014].

¹⁴³ <http://fondation-fhb.com/index.php?nom=preshb>

[Consulté le 31 août 2014].

Dirigeant d'un pays qui doit se construire, le fondateur de la Nation ivoirienne a besoin de paix ; c'est pourquoi il va recourir au dialogue afin de négocier en frère avec les autres. Il souhaite vivre la solidarité par paliers (exemple sous régional du Conseil de l'Entente) au vu des besoins énormes qui s'imposent à toutes les anciennes colonies tout en se gardant de mener une politique d'expansion. Garder le territoire hérité de la colonisation est la condition pour atteindre l'unité nationale, sous régionale, régionale, continentale:

Il est naturel, nous le croyons, que nous portions un soin attentif et particulier à nos rapports avec les États africains frères. Trop de problèmes nous sont, en effet, communs, pour que nous ne tentions pas de les résoudre en frères. (Houphouët-Boigny, discours du 7 août 1960 à Abidjan)

Tous ceux qui ont approché Félix Houphouët-Boigny s'accordent à dire que son humanisme était une véritable source de pensée et d'action:

Félix Houphouët-Boigny était bien trop grand pour ne pas être profondément humain. Homme d'une grande netteté d'esprit. Malgré sa générosité et son penchant pour la clémence, nul moins que lui n'était dupe des hommes et des mots. «Le petit homme à la tête d'un petit État», c'est ainsi qu'il aimait se qualifier.¹⁴⁴

Quant au président Laurent Gbagbo, il passe du rôle de Dieu à celui du «fils» de Dieu lorsqu'en déplacement dans la région d'Adzopé (Est du pays) il dit qu'il est porteur de paix au peuple akyé comme le Christ:

*Je suis venu vous demander de soutenir la paix. La paix, c'est la prospérité; la paix c'est le développement. **Je suis venu vous apporter la paix.** Nous ne pouvons rien dans ce pays et partout ailleurs, tant que nous n'avons pas la paix.* (Gbagbo, 9 janvier 2008 à Assikoi)

¹⁴⁴ http://bakwaba.club.fr/Félix_Houphouet_Boigny.html

III.2 Divergences entre le langage des discours des présidents Félix Houphouët-Boigny et Laurent Gbagbo

Nous avons trouvé à travers nos recherches quatre domaines fondamentaux qui séparent les deux hommes sur lesquels nous avons porté notre attention:

- 1/Le rapport à la langue française
- 2/ Différence de terminologie concernant leurs politiques de développement respectives.
- 3/La langue au service d'une idéologie.
- 4/Le registre de langue selon le positionnement du locuteur par rapport au (x) destinataire (s).

III.2.1 Le rapport à la langue française

Houphouët-Boigny ne perçoit pas la langue française comme issue de la domination d'un peuple sur le sien. De ce fait, elle cesse d'être la langue du colonisateur pour être un véritable vecteur de communication de masses dans son pays. À ceux qui lui reprochent d'être francophile, il rétorque de façon décomplexée:

Je prends notre petite Côte d'Ivoire. Nous avons soixante tribus, nous ne nous comprenions pas. [...]. Ce sont eux qui nous ont regroupés, pour faciliter leur administration, peut-être pas dans notre intérêt, mais le résultat est bénéfique. [...]. Jeunes gens, n'ayez pas honte, ne soyez pas complexés d'avoir été colonisés ! Tout le monde est passé par la colonisation, il faut que vous le sachiez ! Nos anciens maîtres eux aussi ont été colonisés. Ils ne s'appelaient pas au départ des Français, c'étaient des Gaullois ! Et ils ont adopté la langue de leurs maîtres, de leurs conquérants. Alors, ne soyons pas complexés ! Ce qui importe, ce n'est pas le passé, c'est l'avenir. C'est vers cet avenir que vous devez vous tourner, vous les jeunes. Ne pleurez pas sur le passé. Retenez-le pour l'histoire. Faites en sorte que cela ne se répète plus ! [...]. (Loucou 1986 Tome 2: 83)



Gouvernement Guy Mollet, 1^{er} février 1956, premier rang, second à partir de la gauche Félix Houphouët-Boigny (voir 40 ans du RDA du coordinateur Loucou 1986 Tome 2: 23)

La langue française est un élément inhérent de sa prolifique carrière politique. Il a appris à s'exprimer comme un Parisien dans les différents gouvernements où il a exercé.

Pour sa future fonction de Père de la Nation ivoirienne, Félix Houphouët-Boigny veut donner l'exemple en s'exprimant dans un langage académique. Comme un intellectuel et un homme politique de son rang, Houphouët parle comme ses contemporains français.

Pierre Bourdieu nous l'a bien signalé dans son livre «Ce que parler veut dire», que l'énonciateur doit épouser les actes d'institution et s'y maintenir car tous les destins sociaux enferment «*ceux qu'ils distinguent dans les limites qui leurs sont assignées et qu'ils leur font reconnaître*». Dans les «*actes d'institution*» nous devenons ce que nous sommes:

L'héritier qui se respecte se comportera en héritier et il sera hérité par l'héritage, selon la formule de Marx ; c'est-à-dire investi dans les choses, approprié par les choses qu'il s'est appropriées. Sauf accident, bien sûr : il y a l'héritier indigne, le prêtre qui jette le froc aux orties, le noble qui déroge ou le bourgeois qui s'encanaille. On retrouve la limite, la frontière sacrée.
(Bourdieu 2004: 128)

Félix Houphouët-Boigny ne déroge pas, il est de ceux qui épousent la formule qui sous-tend la «magie performative de tous les actes d'institution». L'introduction de son discours de l'Indépendance du 7 août 1960 (1er discours de notre corpus) est très lyrique (ligne 1 à 8), un peu à la manière des grands discours d'André Malraux (Paris 3 novembre 1901-Créteil 23 novembre 1976). Écrivain et homme politique français, André Malraux a été deux fois ministre sous de Gaulle : ministre de l'Information en 1945 puis des Affaires culturelles de 1958 à 1969. Houphouët-Boigny ayant été ministre d'Etat de Gaulle de 1958 à 1960 connaissait André Malraux à l'époque où il prononçait son discours solennel de l'indépendance de son pays. Nous constatons l'influence de l'écrivain à travers la plume du médecin et homme politique ivoirien:

*Voici arrivée, pour toi, ô mon pays, mon pays bien-aimé,
L'heure tant attendue où ton destin t'appartient entièrement.
Peuple de mon pays, laisse éclater ta joie, tu mérites cette joie.
Tu as souffert plus que tout autre, en patience, longtemps.
Mais ta souffrance n'a pas été vaine.
Tu as lutté, mais pas inutilement, puisque la victoire, tu la connais aujourd'hui.
Le besoin de dignité que tu portais en toi, le voilà enfin satisfait.
Tu es libre, et, avec fierté, tu entres dans la grande famille des Nations. (Houphouët-Boigny,
7 août 1960)*

Le discours de 1960 a subi, dans sa forme, l'influence du style français de l'époque. Il épouse l'art oratoire classique de l'après-guerre, celui pratiqué par de Gaulle lors de son discours de libération de Paris des mains des nazis, prononcé à l'hôtel de ville le 25 août 1944:

Pourquoi voulez-vous que nous dissimulions l'émotion qui nous étreint tous, hommes et femmes, qui sommes ici, chez nous, dans Paris debout pour se libérer et qui a su le faire de ses mains. Non ! Nous ne dissimulerions pas cette émotion profonde et sacrée. Il y a là des minutes qui dépassent chacune de nos pauvres vies. Paris ! Paris outragé ! Paris brisé ! Paris martyrisé ! Mais Paris libéré ! Libéré par lui-même, libéré par son peuple avec le concours des armées de la France, avec l'appui et le concours de la France entière, de la France qui se bat, de la seule France, de la vraie France, de la France éternelle.

Eh bien ! Puisque l'ennemi qui tenait Paris a capitulé dans nos mains, la France rentre à Paris, chez elle. Elle y rentre sanglante, mais bien résolue. Elle y rentre, éclairée par l'immense leçon, mais plus certaine que jamais, de ses devoirs et de ses droits [...]».¹⁴⁵

Dans le fond comme dans la forme, cette partie (ci-dessus mentionnée) de ce discours solennel, qui reste célèbre pour son contexte historique (proclamation d'indépendance de la Côte d'Ivoire), l'est aussi pour ses accents christiques au vibrant appel à la manifestation de joie et de dignité du peuple ivoirien ressemble à celui de de Gaulle prononcé à la libération de Paris le 25 août 1944.

Si le respect du français le plus académique paraît se justifier en 1960, son usage dans notre corpus du dernier discours de Félix Houphouët-Boigny prononcé le 12 juillet 1989 est plus révélateur du rapport qu'Houphouët entretient avec la langue française tout au long de sa vie. Comme nous l'avons vu plus haut (description de sa maladie), le fond du discours de Félix Houphouët-Boigny inclut des termes typiquement ivoiriens alors que la forme demeure strictement franco-française.

À la différence d'Houphouët-Boigny, Laurent Gbagbo allie à un fond africain une forme incluant le français tel qu'il est utilisé par les ivoiriens contemporains :

¹⁴⁵ www.charles-de-gaulle.org/pages/espace-pedagogique/le-point-sur/les-textes-a-connaître/discours-de-lrsquohotel-de-ville-25-aout-1944.php

[Consulté le 27 août 2015].

fonction, j'appelle au rassemblement de tous les Ivoiriens et au respect des principes et des valeurs qui font la grandeur de notre Nation : le pardon, la tolérance et la solidarité. [...]. La campagne électorale est achevée. L'élection est achevée. Ce pays ne ressemble pas à ce pays. La Côte d'Ivoire que j'ai connue quand j'étais enfant. Des bagarres, des violences, des morts, pour rien. (Gbagbo, 26 octobre 2000 à Abidjan).

Cette différence dans les formes souligne la politique de rupture de Laurent Gbagbo avec son prédécesseur et avec la France.

Alors que Félix Houphouët-Boigny ne reniera jamais sa culture française métropolitaine, Laurent Gbagbo utilise une langue ivoirienne en cours de formation à partir du français. Ce qui marque l'émergence d'une culture linguistique proprement ivoirienne.

III.2.2 Différence de terminologie concernant leurs politiques de développement respectives.

Félix Houphouët-Boigny n'a pas d'idéologie, il se laisse guider par l'expérience de la vie qu'il a acquise et son ouverture d'esprit a fait de lui un homme plus pragmatique qu'idéologue. À les entendre comme à les lire, les discours du 1^{er} président nous plongent en partie dans le système marxiste. Houphouët justifie le régime de parti unique mis en place en Côte d'Ivoire comme une nécessité du moment. Pour lui, la démocratie dans les années 60 n'était pas une priorité et risquait d'entraîner le pays dans le chaos à cause de son manque de maturité politique et du faible niveau d'alphabétisation:

[...]. Grâce à moi, la Côte d'Ivoire a échappé aux déchirements que connaissent bien des pays. « Ôte-toi de là pour que je m'y mette » : est-ce que vous ne constatez pas cela tous les jours? [...]. Est-ce que vous croyez que c'est cela que vous destinez à l'Afrique ? [...]. Alors, évitons tout ce qui peut nous diviser. Cela commence par les hommes. Il n'y a pas de solutions aux problèmes posés par les hommes, par les oppositions entre les hommes. On pourra trouver des solutions pour les problèmes politiques, les problèmes économiques, les problèmes sociaux, mais jamais vous ne trouverez de solution aux problèmes de personne. C'est la raison pour laquelle je refuse pour mon pays une politique qui mène au déchirement, à la guerre civile ; non, je ne le ferai pas ! (Loucou 1986 Tome 2: 47 et 49)

Au vu des besoins des populations nouvellement indépendantes, l'heure doit être à l'unité dans le travail, dans la construction du pays. Sa vision politique tranche totalement avec celle de son principal successeur Gbagbo. Celui-ci place au premier plan la politique par rapport au développement économique car pour lui, le développement économique est la résultante de l'action politique alors que pour Houphouët-Boigny au contraire c'est le développement économique qui à terme doit apporter la liberté politique:

À Dakar, au sommet de la Francophonie, devant mes pairs, j'ai cru devoir rappeler une banalité. [...]. Nous parlons tous de pays [...], pourquoi les uns sont développés et les autres ne le sont pas, [...]?

C'est parce que cela est simple qu'on n'y réfléchit pas suffisamment. Or, la solution de nos problèmes dépend de cette classification des pays développés et des pays en développement. [...]. «Le pays développé, c'est celui qui sait transformer les matières qu'elles soient d'origine minière, minérale ou agricole, qu'elles soient nationales ou importées, en produits nécessaires aux besoins nationaux ou à l'exportation». Voilà le pays développé. Le pays en développement, c'est malheureusement notre cas à nous, c'est celui qui, malgré ses richesses potentielles [...], est dans l'impossibilité de transformer ses matières premières. (Houphouët-Boigny, discours du 12 juillet 1989 à Abidjan)

Houphouët se place dans la logique historique des pays d'Europe occidentale qui ont connu la révolution industrielle et ont pratiqué la démocratie progressivement jusqu'à prendre ses formes actuelles.

Pour Laurent Gbagbo, l'alternance politique est source de développement économique car tous les pays contemporains développés sont des démocraties:

Je veux lutter contre l'idée qui veut qu'on n'organise pas les élections pour les perdre. Les grands pays développés sont développés parce que chez eux, ils organisent les élections et ils les perdent. Il faut que cela soit. C'est en cela Messieurs les ambassadeurs que je vous aiderai à faire des formations pour que les gens comprennent que gagner n'est pas quelque chose de force. (Gbagbo, discours du 26 octobre 2000 à Abidjan)

Dire que c'est la démocratie qui permet le développement d'un pays est une vision américaine alors que nous savons que les pays d'Europe occidentale ont eu un autre cheminement. En effet, la République Fédérale Américaine a été fondée à l'aube de la Révolution Industrielle et ainsi les Américains n'ont pas connu d'autres régimes pendant leur développement. Au contraire, au

début de la Révolution Industrielle, la France a connu divers régimes non démocratiques tels que le Second Empire et l'Allemagne est restée un Empire largement autocratique jusqu'en 1918.

Laurent Gbagbo marque sa rupture avec son prédécesseur dont la politique était copiée exclusivement sur l'Europe du XIXe siècle et principalement sur la France de la Révolution Industrielle.

À l'époque de Laurent Gbagbo, aux lendemains de la Guerre Froide, l'idée qu'un pays démocratique serait plus attractif pour des investisseurs étrangers et dans une condition plus favorable au développement interne est une idée largement répandue que l'exemple de la Chine vient cependant contredire.

Par contre, si nous nous référons à la pyramide de Maslow sur l'évolution des besoins de l'homme, peut-on vendre des produits culturels à des gens qui ont faim?

La démocratie ne peut que s'appuyer sur une population qui a couvert ses besoins élémentaires de niveau inférieur: nourriture, logement, éducation, santé.

Avant d'aspirer à posséder des choses plus immatérielles telles que la liberté de circuler, la liberté d'expression, les droits de l'homme, la justice, il faut d'abord satisfaire les besoins matériels.

Le besoin d'évolution et d'accomplissement sont primordiaux pour chacun d'entre nous dans tous les domaines de la vie, mais il faut franchir de nombreuses étapes avant d'y parvenir. La pyramide de Maslow propose donc un modèle de hiérarchisation des besoins humains afin de leur donner une base solide car une anomalie de construction à chaque étage entraîne un effondrement du système.

L'opposition entre les deux hommes au niveau de ces priorités est aussi liée au décalage dans le temps. En dépit de ces manquements réels ou supposés, le régime d'Houphouët-Boigny a permis un développement réel satisfaisant au moins en partie les besoins élémentaires et ouvrant la voie aux besoins supérieurs dans la pyramide de Maslow : (Voir exemple du taux d'alphabétisation ou évolution du PIB de la CI). Ainsi en 2000 il devient possible d'évoquer le bien-être plutôt que des besoins primaires :

La refondation sociale est une exigence éthique et politique pour assurer le bien-être des populations partout où elles se trouvent et quelles que soient leurs occupations.
(Gbagbo, discours du 26 octobre 2000 à Abidjan)

III.2.3 La langue au service d'une idéologie

Ayant été approché par les autorités de l'ex puissance coloniale, Houphouët-Boigny sait que pour se maintenir au pouvoir il faut être accepté par Paris. Il explique à ses «amis» français l'intérêt du parti unique pour la stabilité en Côte d'Ivoire. Ce fait lui permet de s'assurer une présidence à vie.

À la différence du président Félix Houphouët-Boigny le spectre du pouvoir illégitime accompagne le mandat de son successeur Laurent Gbagbo qui refuse de jouer le «jeu» de la France. Il doit son pouvoir à la rue, son principal électorat. À l'international, il se rapproche de ses pairs africains qui de plus en plus refusent l'influence française dans leurs pays :

Journaliste: « Vous entretenez de bonnes relations avec des chefs d'État africains qui échappent à l'orbite française. Citons, entre autres, Dos Santos, Kagamé, Conté ou Kadhafi. Est-ce un hasard? ».

Laurent Gbagbo: «Cela n'a rien à voir. **Conté m'a assuré de son amitié, je la lui rends.** De plus, la Guinée est un pays voisin et le seul frontalier en qui je pouvais avoir confiance. **Je partage avec Kagamé certaines idées, c'est un fait.** Il m'a invité après une réunion du Conseil de paix et Sécurité de l'Union africaine pour mieux comprendre le dossier ivoirien. Il avait l'impression qu'on «nous tournait en bourrique». **Il faut dire qu'il a été excédé par l'attitude de l'ambassadeur de France à Kigali, qui, à la veille d'une réunion importante à Addis-Abeba, a appelé le ministre rwandais des Affaires Étrangères pour lui dicter la ligne à adopter [...]. Comme moi, il pense que le temps où l'on pouvait dire aux Africains «faites ceci, faites cela» est révolu.** Quant à Dos Santos, il m'a beaucoup aidé. Nos soldats n'avaient pas d'armes, il nous en a fourni ».

Journaliste: « Et Mouammar Kadhafi ? »

Laurent Gbagbo : «**Il fait également partie de ceux qui ont cherché à mieux comprendre notre crise.** Lors d'une réunion de la Cens-Saad (Communauté des

États sahélo-sahariens, à **Bamako, il m'a considérablement soutenu**. Depuis, nous entretenons de bons rapports». ¹⁴⁶

Les deux premiers discours d'Houphouët-Boigny sont basés sur le langage néocolonial. Dans son dernier message à la Nation ivoirienne en 1989 (son 3^{ème} et dernier discours de notre corpus), même si Houphouët s'est fondu dans son peuple suite à l'abandon de ses amis occidentaux, il ne renie pas officiellement le système néocolonial qui a étouffé l'économie de son pays. Il préfère passer le relais à la jeunesse:

Nous subissons la loi de ceux qui savent transformer. Alors où se trouve la solution à nos problèmes? Vous savez, c'est la formation de nos jeunes. (Houphouët-Boigny, discours du 12 juillet 1989 à Abidjan)

Laurent Gbagbo prône la rupture de la politique néocoloniale. Culturellement c'est la langue qui s'enrichit. Si sur le plan politique et économique les résultats de son action sont moins perceptibles (car il a passé la majeure partie de son mandat à rechercher la paix), sur le plan culturel il a fait évoluer le français parlé par les hommes politiques.

Face aux difficultés, le président Laurent Gbagbo se tourne vers ses plus fidèles électeurs : les jeunes patriotes, le peuple Akyé et les électeurs de sa région natale de Gagnoa. Pour le coup, le discours de 2008 semble moins bien travaillé et ressemble à une improvisation plutôt qu'à un message écrit pour être lu. Il interpelle directement les forces de l'ordre : la police et la gendarmerie. C'est un mélange de modernité et de tradition. Son message est bien marqué par l'oralité avec cette expression sortie tout droit de la sagesse populaire bété :

Si tu veux manger ta banane braisée avec de la viande, il ne faut pas chasser deux écureuils à la fois. Parce que, à vouloir les attraper tous les deux, tu mangeras ta banane sans viande. (Gbagbo, discours du 9 janvier 2008 à Assikoi)

Lorsque Félix Houphouët-Boigny est face à l'échec, il se tourne vers le peuple et s'exprime dans un français plus direct donc moins langue de bois. Son discours de 1989 (3^{ème} discours) amène les Ivoiriens à lui être reconnaissants d'où le regard vers son passé glorieux.

¹⁴⁶ <http://cotedivoire-pr.ci/index.php?action=show-page&id-page=529&lang=fr>

[Consulté le 31 août 2014].

Quant à Laurent Gbagbo, il se tourne vers ses plus fidèles électeurs parmi le peuple. Au moment où Laurent Gbagbo prononce son 3ème discours le 9 janvier 2008, la Côte d'Ivoire est un pays divisé depuis Septembre 2002. Mais entre-temps que de gâchis! Que de temps perdu! Le bilan est catastrophique car la misère a gagné du terrain parmi le peuple. La Côte d'Ivoire a perdu sa prospérité et les moyens de se développer. Les projets restent lettre morte dans les cartons des différents ministères et la population ne croit plus aux lendemains qui chantent promis par le président Gbagbo. L'insécurité règne dans le pays où explose la corruption à tous les niveaux. Le pays sombre dans la dépression dans l'attente de nouvelles élections qui pourraient peut-être être les premières élections démocratiques dans le pays. Nombreux sont les Ivoiriens qui regrettent l'époque Houphouët et on entend souvent dans les rues: «Avec le Vieux nous avons la paix et nous avons à manger, nos enfants allaient à l'école». Face à ce tableau qui vient d'être dépeint, le président Gbagbo revient à la méthode du Père de la Nation parant la paix de toutes les vertus qui contrastent avec les conséquences de la guerre:

Nous ne pouvons rien faire dans ce pays et partout ailleurs, tant que nous n'avons pas la paix. C'est pourquoi je suis venu vous dire, aujourd'hui, nous tous, nous avons vu ce que la guerre nous amène. La guerre amène la misère, la pauvreté, la maladie ; la guerre amène les pleurs, la désolation. Il faut que les Ivoiriens, une fois pour toute, tournent le dos à la guerre ; tournent le dos aux coups d'État ; à la tentation de prendre le pouvoir par les armes. [...]. Voici le message que je suis venu vous porter. Un message d'espoir, de paix, de développement et un message de prospérité. Alors, évidemment, quand vous faites des doléances, mais, la doléance elle est une.

Elle est la tranquillité d'abord, elle est la paix pour que nous puissions faire tout ce dont nous avons besoin. (Gbagbo, discours du 9 janvier 2008 à Assikoi)

Après dix ans de multipartisme, les élections calamiteuses d'octobre 2000 empêchent l'actuel président ivoirien Laurent Gbagbo d'appliquer son programme politique. Il revient alors aux fondamentaux de son prédécesseur : dialogue et négociations, non pas pour maintenir l'unité de la nation dans la paix et la stabilité afin de revenir au développement mais pour la reconquérir.

Depuis la chute du mur de Berlin en 1989, symbolisant la fin de la guerre froide et la disparition du système des blocs, la question même de l'idéologie est devenue plus poreuse, même si quelques rares pays dans le monde font exception.

A ce niveau, nous voyons qu'Houphouët est en avance sur son temps. Pour preuve, les pays dits émergents se développent dans le cadre d'un hyper capitalisme débridé souvent taxé de

« capitalisme sauvage ». La Chine communiste ne l'est plus économiquement. Elle se réclame d'un système politique communiste tout en faisant des ouvertures vers des pays capitalistes pratiquant ainsi une économie qui lui rapporte d'énormes richesses dont elle se sert pour maintenir son régime politique communiste.

En fait, la réforme économique de la République Populaire de Chine a certes permis au pays de connaître une croissance économique sans égale, mais le nouveau libéralisme économique ne s'est pas accompagné d'une libéralisation politique. L'entrée de nouvelles technologies de communication et d'information amène le gouvernement chinois à durcir le système de contrôle de sa population alors même que le pays manifeste sa volonté d'entrer dans l'OMC (Organisation mondiale du commerce) en 2000.

Les hommes politiques de l'époque d'Houphouët-Boigny ont plutôt tendance à faire passer l'ordre avant la justice. Nous constatons que le Père de la Nation ivoirienne est de cet avis qui est une idée traditionnellement classée à droite. La gauche en général dit préférer faire passer la justice avant l'ordre. Cependant, l'exemple de la Chine montre que le clivage droite/gauche en la matière devient de plus en plus indiscernable depuis 1990. Désormais l'économie prend le pas sur l'idéologie, un phénomène qui met au premier plan la « realpolitik ». De quelque bord qu'il soit, un régime doit avant tout assurer le bien-être économique de la population ou au moins de certaines de ses couches qui en retour le soutiendront. Ce qui prouve qu'Houphouët-Boigny est un politique doté d'une grande lucidité dans le sens où sa vision d'homme politique privilégie le traitement pragmatique et réaliste des problèmes.

De nos jours, les hommes politiques qui n'ont pas encore intégré les changements politiques commencés dans les années 1990 ont toutes les difficultés pour se maintenir au pouvoir car les idéologies traditionnelles ne sont plus garantes de succès. Même s'il s'adresse correctement à son électorat, un homme politique qui mène une politique aux antipodes des attentes du peuple qu'il prétend représenter, s'éloigne de ses électeurs qui finiront par manifester leur mécontentement à travers les urnes.

Nous avons aussi un cas d'école dans un domaine autre que l'économie : l'exemple de la défaite du socialiste Lionel Jospin aux présidentielles françaises de 2002 pourrait nous servir pour étayer notre propos. Son ministre de l'intérieur Jean-Pierre Chevènement, un homme très à gauche mais de la gauche traditionnelle républicaine affirme que: «le droit républicain doit être respecté». Or Jospin n'a pas vu monter la crainte des Français face à l'image de laxisme qui le caractérise alors que la droite mettait l'accent sur la sécurité dans sa campagne. Jean-Pierre Chevènement, en désaccord très marqué sur les questions sécuritaires avec le candidat officiel de son parti, démissionne de son poste ministériel et se présente aux présidentielles de

2002. Par ce geste, il affaiblit l'électorat socialiste qui doit se partager entre les deux candidats du parti. Ceci a pour conséquence immédiate l'élimination au premier tour des candidats de gauche, laissant Jacques Chirac et le Jean-Marie Le Pen en face à face au deuxième tour.

Jospin dans son programme électoral évite les questions qui fâchent mais qui pourtant sont essentielles aux yeux des français. La loi des 35 heures est passée sous silence, la question des retraites est reportée à plus tard. Enfin, sa campagne n'évoque guère la question du chômage qui est pourtant à nouveau en forte croissance. Et pour mieux s'éloigner des problèmes sociaux, Jospin dit aux Français qui le savaient socialiste, qu'il ne l'est plus. Au-delà de son éloignement des réalités de la société française du moment, le candidat des socialistes commet une erreur de langage idéologique de grande ampleur qui sera à la base du divorce entre sa famille politique et lui.

La présentation de sa personne (le fait de révéler sa particularité d'homme de gauche au sein de sa propre famille politique alors qu'il est Premier ministre socialiste) provoque l'incompréhension de la gauche. Les électeurs de l'autre camp découvrent avec surprise leur adversaire renier son appartenance socialiste. L'électorat de gauche ne pouvait qu'être surpris ou blessé par certaines déclarations de ce candidat:

*[...]. Enfin, sa conception du débat social contemporain, et donc de la structure des rapports de force idéologiques en 2002, révèle une posture de résignation sociale bien loin, semble-t-il, des attentes de l'électorat, et surtout ignorante des clivages de la société française.[...]. Le 21 février, deux jours après avoir annoncé sa candidature, Lionel Jospin vient sur les plateaux du journal télévisé de France 2 et y fait une déclaration surprenante: «**Je suis socialiste d'inspiration mais le projet que je propose au pays, ce n'est pas un projet «socialiste»** [...] Comment le définiriez-vous?*

*Je pense qu'il est une synthèse de ce qui est vraiment nécessaire aujourd'hui c'est-à-dire la modernité [...]*¹⁴⁷

L'homme politique français qui l'a bien compris est le candidat Jacques Chirac qui, lors de la campagne du premier quinquennat de la Vème République, sort gagnant en doublant par la gauche Lionel Jospin. Le candidat de droite a montré le visage de quelqu'un qui partage les

¹⁴⁷ <http://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2003-4-page-101.htm>

[Consulté le 31 août 2014].

difficultés que vivent ses concitoyens et se pose en défenseur de son peuple en adaptant son programme de campagne à leurs attentes:

[...]. Femmes: -Égalité professionnelle: Favoriser le dialogue des partenaires sociaux notamment sur l'égalité des salaires et l'accès aux responsabilités. Promouvoir une véritable égalité dans la fonction publique [...]. -Garde des enfants: Mieux adapter les horaires des crèches et augmenter le nombre. Augmenter les aides pour la garde des enfants à domicile. Créer une «allocation de libre choix» pour rétablir une égalité entre garde collective et individuelle [...]. -Fracture sociale:-Baisse des charges sociales en faveur des salaires compris entre 1 et 2 fois le SMIC, [...]. -[...] Impôts: -Baisse de 33% de l'impôt sur le revenu sur cinq ans (ramené à 27,7% le 21 mars), 5% la première année. [...]. -Négocier avec Bruxelles des baisses ciblées de TVA pour la restauration et les industries culturelles. [...]. Insécurité: -Création d'établissements scolaires spécialisés pour les élèves plusieurs fois exclus pour des actes graves. [...].¹⁴⁸

Cette vision pragmatique de la politique constatée chez Houphouët et qui se retrouve chez Chirac semble être absente dans les propos du président Laurent Gbagbo lorsqu'il dit reprendre le combat politique de Félix Houphouët-Boigny l'a où il l'a laissé, c'est-à-dire en 1950 : période qui coïncide avec l'annonce de la séparation des leaders du Rassemblement Démocratique Africain avec le parti communiste français. Les élus du RDA veulent collaborer avec les autorités françaises afin de préparer la relève dans les colonies (voir chapitre I.3.3.3.2 : Évolution du Rassemblement Démocratique Africain.

C'est le départ chez Laurent Gbagbo d'une vie politique critiquée et marquée par l'inconstance dans les propos. Il soutient le coup d'État du 24 décembre 1999 en Côte d'Ivoire qu'il qualifie d'un acte salutaire.

Au cours d'une interview accordée à l'hebdomadaire Jeune Afrique du 19 septembre 2007, à la question du journaliste sur l'origine du mal ivoirien, la réponse du président Laurent Gbagbo ne nous aide pas à mieux le comprendre.

La crise politico-militaire que traverse alors la Côte d'Ivoire tire aussi son origine de la faillite des tactiques opportunistes et antidémocratiques des hommes politiques ivoiriens pour accéder au pouvoir :

¹⁴⁸ <http://www.despromesses.com/content/view/13/26>

[Consulté le 31 août 2014].

Journaliste : «L'exclusion des gens du Nord, l'ivoirité, l'ethnicisme et les clivages religieux sont souvent présentés comme les racines du mal ivoirien. Partagez-vous cette analyse ?».

Le président Laurent Gbagbo: « **Tout ce qui s'est passé depuis la mort d'Houphouët (en décembre 1993)**, n'est que le résultat d'une guerre contre ses héritiers. **Tous les facteurs que vous citez ne sont que les conséquences et non les causes de cette guerre. Bédié et Ouattara se battent pour le pouvoir** depuis 1993. **Ce qui a mené au coup d'État de 1999**. Mais, aujourd'hui, nous avons montré que ce n'est pas parce que l'on tente un coup d'État que l'on renverse un régime. C'est pourquoi je devais tenir, résister, ne pas m'enfuir. Il fallait faire la démonstration aux Ivoiriens que prendre les armes ne donne pas le pouvoir».

Vu le rôle important que joue la Côte d'Ivoire dans la sous-région ouest-africaine et en Afrique, le combat du président Gbagbo éveille des passions sur le continent. Laurent Gbagbo est un homme qui, au-delà de sa forte personnalité, condense un rêve, une lutte. Pour des milliers de jeunes Ivoiriens et de la jeunesse africaine, il est le seul homme politique africain capable de combattre le système néocolonial français. Mais les obstacles qu'il a rencontrés changent son regard sur son prédécesseur Houphouët-Boigny:

Journaliste : « Avez-vous changé au contact du pouvoir ? »

Laurent Gbagbo : « J'ai évolué mais je conserve les mêmes idées ».

Journaliste: « Et jugez-vous différemment Houphouët?»

Laurent Gbagbo: « Je comprends plus facilement certains de ses choix ou de ses actes. Ce n'est pas pour autant que j'aurais fait comme lui »¹⁴⁹.

La différence entre le langage des discours des deux chefs d'État réside également dans la dimension nationale et internationale de leur combat et de leur relation avec la France. Pour le

¹⁴⁹ http://cotedivoire_pr.ci/index.php?action=show_page&id_page=529&lang=fr

[Consulté le 24 octobre 2014].

premier président, en termes de communication, pas de français relâché. Il privilégie les « grands-messes » à la façon de de Gaulle où il développe son art oratoire: congrès, débats, conférences nationales avec la présence des journalistes nationaux, africains et occidentaux. Les journalistes nationaux s'expriment aussi dans un français tout aussi châtié. Dans une Afrique où le taux d'alphabétisation est peu élevé, il a pris l'habitude en dehors des grands-messes de s'adresser à une poignée de cadres de son parti représentatifs des différentes régions du pays qui à leur tour sont chargés d'informer la population dans son ensemble. Toute la presse appartient à l'État: la télévision, la radio et les journaux jouent le jeu du parti unique. Ce canal de transmission permet au «Vieux» de maintenir son niveau de français.

Dès que l'occasion se présente, Houphouët se targue de l'excellente relation franco-ivoirienne. Les deux premières décennies de l'indépendance pourraient être qualifiées de l'âge d'or de la langue de bois dans le discours politique ivoirien. Époque où le non-dit est plus important que le message adressé explicitement au peuple. Lors de la visite officielle du président Georges Pompidou en Côte d'Ivoire en février 1971, le père de la nation ivoirienne lève légèrement le voile sur les dessous de la décolonisation à l'origine de son langage politique:

Ayant eu l'honneur de siéger avec vous en 1958 au Comité Constitutionnel qui a consacré l'indépendance de nos pays, je peux porter témoignage de la part essentielle que vous avez prise dans la courageuse et lucide politique de décolonisation voulue et définie par votre illustre prédécesseur, le Général de Gaulle.[...]. Depuis l'accession de notre pays à l'indépendance, dans les conditions que vous savez, nous nous sommes attachés, sans nuage particulier, à consolider et à embellir la très belle et très lumineuse Maison de l'Amitié et de l'Entraide Franco-Ivoirienne.

Nous sommes un vieux couple heureux, d'amis fidèles et sans drame, et notre histoire est belle parce qu'elle s'est nourrie de compréhension et d'estime réciproques, et notre histoire est féconde parce qu'elle s'enrichit, chaque jour, de contacts et de pensées nouveaux, et notre histoire est sereine, car elle est celle d'une certaine joie de vivre et d'être ensemble, en harmonie, devant les grands problèmes de ce temps. (Houphouët-Boigny, 7 février 1971 à Abidjan)

Pour répondre aux attaques des opposants à sa politique francophile, Houphouët-Boigny explique que c'est son réalisme qui a primé et non pas son obéissance aveugle aux autorités françaises:

Il faut donc se mettre en mesure de pouvoir présenter la défense de ses intérêts de façon à la fois mesurée et convaincante sans quoi on ne sera même pas écouté. Mais que l'on ne s'y trompe pas, c'est là un conseil de réalisme, ce n'est pas une politique de résignation.
(Houphouët-Boigny, 30 juin 1976 à Abidjan)

Si pour le développement de son pays, les résultats obtenus par sa politique restent pour une partie des ivoiriens en-deçà des attentes, Houphouët-Boigny n'a pas ménagé ses efforts que nous découvrons à travers ses propos qui nous résumant sa pensée politique:

Il faut de la part de celui qui veut faire quelque chose en faveur du développement de son pays un engagement personnel total. Rien ne se fait de valable sans la foi et « la foi qui n'agit pas, est-ce une fois sincère? ». Il ne s'agit pas de jouer les Polyeuctes ni les iconoclastes. La foi de l'autre est également une foi respectable. Mais il est essentiel de se donner entièrement à ce que l'on fait, de ne pas se laisser aller au découragement, de tirer les leçons de ses insuccès et de renforcer sa foi de ses réussites, de la confronter à celle des autres et de ne pas se laisser distraire par l'accessoire ou l'accidentel. On sait, dès le départ, que la tâche est difficile et que les résultats seront lents mais quelle satisfaction à chaque réussite, quel encouragement à persévérer ! Il doit être désormais bien clair à l'esprit de tous que la force brutale n'est plus un moyen de résoudre les conflits. (Houphouët-Boigny, 30 juin 1976 à Abidjan)

C'est en appliquant toutes ces réflexions qu'il va construire sa politique étrangère basée sur l'entretien quasi familial de relations de coopération avec la France à travers les différents gouvernements de la Vème République, toutes idéologies confondues.

Pour lui, la France est comme son deuxième pays et c'est tout à fait naturellement qu'il tisse des relations d'amitié personnelles en marge du cadre purement politique de la coopération bilatérale entre les deux pays. C'est une relation ambiguë d'amitié sincère et de relations d'intérêts politiques dont le côté humain émerge au moment des obsèques du «Vieux» auxquelles assistent de très nombreuses personnalités politiques françaises de toutes tendances politiques. Au-delà de la politique, il y a l'humain et ses relations d'affection et de respect et c'est souvent au moment où un homme politique fait son dernier voyage que ces sentiments peuvent enfin s'exprimer avec sincérité.

Le déplacement massif de la France à Yamoussoukro a été qualifié de «République absente» par la presse française.

La France rend un ultime hommage au grand homme politique africain, commente un journaliste ce jour-là:

L'affection ne se décrète pas. Elle se mérite [...]. Le 7 février 1994 donc, Yamoussoukro [...], est devenu le temps d'une demi-journée, non seulement la capitale de l'Afrique, mais aussi un peu celle de la France, celle du monde [...]. Hommes politiques de gauche, de droite, du centre, ils ont presque tous fait le déplacement de Yamoussoukro. À bord de deux avions : un Airbus et un Concorde. Autour du président français François Mitterrand, le Premier ministre Édouard Balladur, plusieurs membres du gouvernement. Mais aussi l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing, tous les anciens Premiers ministres de ces quinze dernières années : Jacques Chirac, Raymond Barre, Pierre Mauroy, Laurent Fabius, Michel Rocard, Édith Cresson. Au total, une délégation officielle française forte de plus de 77 personnes. Là aussi du jamais vu sur notre continent [...].¹⁵⁰

La différence entre les deux hommes politiques est palpable quand nous regardons le comportement des journalistes. Alors même que les presses internationale et africaine ménageaient le «Vieux» dans ses articles même après sa disparition, aujourd'hui, Laurent Gbagbo est victime d'un véritable «gbagbo bashing» en France.

Alors que son prédécesseur entretenait des relations assidues avec les grands de ce monde (la Reine d'Angleterre et le président de la République française), nous nous apercevons que la politique internationale du président Gbagbo se limite à l'Afrique.

D'ailleurs, depuis que la crise a éclaté en Côte d'Ivoire en 2002, les autorités françaises comme les médias français, surpris de l'ampleur des faits font des commentaires qui discréditent le président Laurent Gbagbo:

D'ailleurs, depuis que celle-ci a éclaté, la plupart des médias et politiciens français ne cessent de poser la même question : «Comment est-on passé du miracle ivoirien sous Houphouët-Boigny à la guerre civile sous Laurent Gbagbo ?» Ils ne cessent de comparer les deux hommes, faisant passer le premier pour un «sage», un génie politique ou encore un symbole de paix et qualifiant le second de truqueur d'élections

¹⁵⁰ <http://www.dialprod.com/memoire/temoignage.html>

[Consulté le 24 octobre 2014].

(bien qu'il fut légalement élu en octobre 2000), de personnalité «infréquentable», [...].¹⁵¹

La rupture avec la France est aussi marquée par la « désacralisation » que le président Laurent Gbagbo fait subir à la fonction présidentielle. Le président socialiste ivoirien met les vêtements d'un citoyen ordinaire dans des actes officiels et se trouve en décalage avec les costumes trois pièces de l'ex premier président. Ceci, pour faire passer un message: il est et reste un citoyen normal. D'aucuns diraient qu'être chef d'État n'est pas une fonction normale. Qui d'autre que son épouse pourrait mieux nous décrire le nouveau style présidentiel? :

Laurent marque sa gouvernance par un style différent. Dès le lendemain de son élection, il refuse de voir sa photo affichée partout en public: «En arrivant dans un pays, quand je vois la photo du président à l'aéroport, je me dis qu'on est en dictature», a-t-il déclaré. Il s'imposera également un nouveau style vestimentaire vite adopté par l'ensemble du pays. Exit le costume trois pièces ! [...].

Laurent a un programme, le FPI y a travaillé plusieurs années de suite et c'est sur ce programme qu'il a été élu. (E. Gbagbo 2007: 217-218)

Chaque président choisit de s'exprimer dans un même langage (le français) mais dans des registres différents. Ils sont cependant tous deux compris par le peuple car la Côte d'Ivoire comme d'autres pays africains ont adopté la langue du colonisateur comme langue officielle à l'indépendance:

«When in the 1960s independance came for most of these African colonies, not surprisingly the language of the European occupiers was already ingrained in these societies as the language of politics and administration, of large enterprises, of the sciences and the national media ». (De Swaan 2001: 99)

Le contexte historique ayant conditionné le mode de transmission du message à la nation (taux d'analphabétisme élevé à l'indépendance): verticale ou indirecte en 1960, horizontale ou directe en 2000.

¹⁵¹ <http://www.historia-actual.com/hao/volumes/volume1/Issue17/esp/v1i17c12.pdf>

[Consulté le 24 octobre 2014].

Les deux chefs d'État ne raisonnent pas avec les mêmes calendriers. Houphouët-Boigny fait des projets à longs termes. Le volet économique de l'Indépendance, qui est à l'origine des crispations de sa relation avec la maison France, est réservé aux futures générations dans son discours de proclamation d'Indépendance en août 1960:

Oh ! Certes, notre jeunesse ardente et fière, intelligente, poursuivra et obtiendra, dans tous les domaines, des progrès sensibles qui puissent faire envie.

Mais ce que nous devons apporter de plus à ce monde déchiré, c'est notre amour sincère de la Paix et de la Justice. (Houphouët-Boigny, 7 août 1960 à Abidjan)

Ce raisonnement demeure intact en 1975, ce qui a amené des leaders africains et de nombreux Ivoiriens, dont des intellectuels à traiter la patience du «Vieux» d'immobilisme politique ou de victime consentante du néo-colonialisme français dans son pays. Mais Houphouët-Boigny continue de croire en la génération future pour résoudre le problème du développement économique:

*Nous devons nous persuader que **le développement d'un pays n'est pas une affaire d'années, mais celle de plusieurs générations d'hommes et de femmes responsables, marchant d'un même pas vers un seul et même but, à la recherche à chaque moment du meilleur par rapport au bon, du durable par rapport au passager, du moins coûteux en moyens humains, matériels et financiers par rapport à ce qui l'est plus.** (Houphouët-Boigny, 24 novembre 1975)*

Quasiment trois décennies après la première déclaration de 1960, encore au pouvoir, il reporte le combat économique aux calendes grecques, raisonnement basé sur la patience à tout prix. Décidément, Houphouët-Boigny est pour l'éternité de l'action.

Nous constatons un problème de temporalité chez le Père de la Nation. Alors qu'il est devant un échec symbolique, il fait des projets pour un avenir lointain. Il y a nettement un problème de projection dans le temps lié à la personne de l'homme qui a affaibli son régime au soir de sa vie politique. Pour relever le défi du sous-développement, le constat est vite fait : les aînés ayant échoué, les jeunes aussi, le locuteur mise sur leurs petits-enfants et leurs arrières petits-enfants. Pour atteindre cet objectif, c'est au doyen de ceux qui ont échoué de donner les derniers conseils aux générations futures:

C'est notre travail, dans le sérieux, dans l'assiduité, qui pourrait, demain, permettre à la Côte d'Ivoire d'échapper à la deuxième douloureuse oppression, l'oppression économique. Nous ne le ferons pas dans la rancœur. Non ! Nous tendrons la main, et nos petits-enfants devront tendre une main fraternelle même à ceux qui ont méprisé leurs parents et leurs aînés par égoïsme. Il faut qu'ils soient les frères des autres, pour qu'ensemble ils réalisent le vrai marché, non pas le marché étriqué de douze États, mais le marché de ce grand Continent africain, si riche en potentialités. Nos enfants et les enfants des autres, tous, ensemble, devront valoriser nos richesses pour le grand marché Nord-Sud sur une base équitable, dans le respect des intérêts en présence.
(Houphouët-Boigny, 12 juillet 1989 à Abidjan)

Nous voyons encore une fois que Félix Houphouët-Boigny s'inscrit dans le long terme de ce combat lorsqu'il emploie les expressions suivantes:

C'est notre travail, dans le sérieux, dans l'assiduité, [...]». «Nous tendrons la main, et nos petits-enfants devront tendre une main fraternelle même à ceux qui ont méprisé leurs parents et leurs aînés par égoïsme. (Houphouët-Boigny, 12 juillet 1989 à Abidjan)

Laurent Gbagbo au contraire, vise l'immédiateté. Le deuxième président de notre étude n'entre pas dans le cadre de l'image d'Épinal des présidents africains « amis » de la France. Il incarne la rupture, un l'engagement qu'il a pris vis-à-vis des Ivoiriens pour sortir le pays de la tutelle de l'ex-puissance coloniale.

À la place du président Houphouët, Laurent Gbagbo aurait perdu les nerfs et peu importe la manière, il aurait tapé du poing sur la table et crié son ras le bol. Cette décision courageuse de sa part d'affronter le problème épineux de la rupture unilatérale du néocolonialisme économique est à l'origine de la nouvelle formulation des discours politiques du pouvoir ivoirien. Dans le quotidien français «France Soir» du 7 juin 2008, Laurent Gbagbo répond à la question d'un journaliste sur son régime et sur le volet des droits de l'homme:

Journaliste : « On présente votre régime comme timide défenseur des libertés [...]».

Laurent Gbagbo : « Le directeur de cabinet d'Houphouët, jusqu'à sa mort, a été un Français d'origine martiniquaise. Le secrétaire général du gouvernement, c'était un Français. La secrétaire particulière d'Houphouët était une Française. Le directeur financier que j'ai nommé, moi en 2000, à la présidence de la République, c'est le premier directeur financier ivoirien nommé à ce poste. Ce combat, pour que chaque ministère ne soit plus dirigé par des Français, il plaît ici. La Côte d'Ivoire n'a pas à se comporter en 2005 comme en 1960».

Ou encore quand on lui demande s'il avait des problèmes personnels avec Jacques Chirac, il répond avec détails à l'appui:

*«On ne se cause plus depuis novembre 2004, on peut garder de très bonnes relations et en finir avec l'ère coloniale, avec les rapports de colonisateurs à colonisés».*¹⁵²

Spontané, à la différence d'Houphouët-Boigny qui préfère l'ordre à la justice en consacrant un temps considérable au dialogue, Laurent Gbagbo est un homme qui perd vite patience lorsqu'il constate de l'injustice. Notre étude a montré que de 1960 à 2008, il n'est pas le seul à refuser une telle situation sur le fond. C'est dans la forme que réside la différence fondamentale dans les formulations des discours entre les deux présidents de Côte d'Ivoire.

Félix Houphouët-Boigny s'attache à la paix et à l'union sans lesquelles il n'y a pas de développement en Côte d'Ivoire et en Afrique. Ses propos sont en général valables pour les pays d'Afrique et du Tiers-Monde. Comme ces populations ne vivent souvent que de l'agriculture et de l'exploitation d'éventuelles matières premières, le manque d'entreprises industrielles rend la guerre économiquement encore plus désastreuse que dans les pays développés. À partir de la révolution industrielle, les conflits en Europe occidentale (ou dans le monde occidental) loin d'être une cause d'appauvrissement sont un moteur de développement industriel. En 1914, l'aviation était encore à l'étape du cerf-volant à moteur. En 1918, il y avait plus de progrès accompli qu'il n'y en aurait eu en vingt ou trente ans de paix. Il a souvent suffi de quelques bruits de bottes en Europe pour que des recherches soient accélérées dans le domaine industriel.

¹⁵² <http://www.mwinda.org/article/francafrique.html>

[Consulté le 24 octobre 2014].

Nous avons en Europe le cas d'un pays illustrant notre propos. L'Allemagne qui est à l'origine de la Deuxième Guerre mondiale (de 1939 à 1945) est amputée d'une partie de son territoire et doit verser des réparations très coûteuses aux vainqueurs. Grande perdante de cette guerre, elle subit l'humiliation de l'occupation des puissances victorieuses. Le contexte de la Guerre froide entraîne la création de deux États indépendants séparés en 1949 par les deux idéologies politiques qui dominaient le monde à cette période. La République fédérale d'Allemagne (RFA) à l'Ouest, conserve un modèle d'économie libérale. La République démocratique allemande (RDA) à l'Est est une démocratie populaire socialiste. La RFA que dirige le chrétien-démocrate Konrad Adenauer (1949 à 1963) connaît une croissance économique fulgurante qui la hisse parmi les premières puissances mondiales. En 1949 le mandat du premier chancelier de la République fédérale d'Allemagne (RFA) est consacré à l'intégration de son pays en Europe. Sa politique européenne le rapproche du général de Gaulle. La politique de réconciliation franco-allemande relance la construction de l'Union européenne.

Signature du traité de l'Élysée (22 Janvier 1963). Le général de Gaulle et le Chancelier Adenauer se font les artisans de la réconciliation du peuple allemand et du peuple français. Ce traité met fin à une rivalité séculaire entre les deux pays et ouvre la voie à la création d'une politique de coopération.¹⁵³

Un pays africain qui subirait une défaite comme celle qu'a connue l'Allemagne, serait condamné à vivre dans la misère sans pouvoir se reconstruire et sa survie dépendrait de l'aide internationale. D'ailleurs, la quasi-totalité des pays africains, ayant subi ou non la guerre, sont sous perfusion de l'aide de la Communauté Internationale. Tous ces pays connaissent un retard de développement important, à de rares exceptions près, alors qu'aujourd'hui, l'Allemagne s'est reconstruite, est devenue membre fondateur de l'Union européenne et premier pays contributeur au budget européen.

Nous venons de voir le cas d'un pays occidental ébranlé par la guerre et qui, non seulement a refait surface mais s'y est maintenu en occupant les premières places parmi les grandes puissances mondiales.

Bien sûr, pour des pays agricoles comme le sont la quasi-totalité des pays du tiers-monde, lorsqu'on investit dans l'achat d'armes aux Occidentaux le peu d'argent mis de côté, le

¹⁵³ TDC (Textes et Documents pour la Classe) Bimensuel Thématique 1er Octobre 2003, L'Allemagne en mutation, n°861: 19

développement court le risque de ne plus jamais redémarrer après un conflit et les exemples pullulent malheureusement partout en Afrique. La paix que recherche le Père de la Nation ivoirienne et qui est synonyme de développement se trouve être justifiée. L'Afrique, victime de l'histoire avait besoin plus que tout autre continent de la paix pour se construire intérieurement et extérieurement. C'est le constat d'un homme d'État africain réaliste que de vouloir construire la paix et d'inviter ses pairs leaders africains à lui emboîter le pas afin que l'Afrique puisse mener sa politique de développement. C'est à coup sûr un langage de vérité et de lucidité:

De quoi avons-nous besoin dans l'immédiate ?

N'est-ce pas de paix pour que l'indispensable union s'établisse entre nous ? N'est-ce pas de paix que nous avons besoin en Afrique pour permettre le développement de nos richesses qui sont grandes et dont certaines ne sont pas encore ou sont peu exploitées ? [...]. Pensez-vous, peuples africains indépendants, qu'il puisse y avoir pour nous de plus grand dessein à réaliser pour le bonheur de l'homme ? (Houphouët-Boigny, 7 août 1960 à Abidjan)

L'exemple de l'Allemagne nous confirme qu'Houphouët-Boigny est plus que réaliste lorsqu'il dit que les pays africains ont besoin de paix pour se construire. La guerre pour les pays africains qui viennent d'accéder à l'indépendance serait une calamité de plus. L'Afrique a été saignée par la traite négrière, a souffert de la colonisation qui l'a amenée à prendre part aux deux guerres mondiales. Aujourd'hui, l'indépendance qu'elle célèbre (la partie francophone) est vide de sens et fait craindre l'aube d'une autre forme de colonisation : devenir les jouets des blocs antagonistes. C'est pourquoi, Houphouët-Boigny cherche contre vents et marées à éviter la guerre. Il consacre des jours à palabrer, à dialoguer et à négocier pour trouver ou préserver la paix et son langage est rempli de mots autour du thème de la paix.

Contrairement Laurent Gbagbo qui n'a pas la même patience enrichit son langage de termes en relation avec la guerre. Ses adversaires l'accusent de se servir du contexte de crise que connaît la Côte d'Ivoire comme prétexte pour prolonger son quinquennat (qui a duré dix ans), les conditions n'étant pas réunies pour organiser de nouvelles élections présidentielles. Il utiliserait cette situation de crise également comme instrument politique pour justifier la nouvelle feuille de route de son gouvernement:

*[...]. Aujourd'hui, la guerre est finie. La guerre que nous faisons maintenant, c'est la guerre avec les papiers. Si tu n'as pas de papiers, tu n'as pas de fusil. C'est cela nos fusils aujourd'hui. Je vais vous aider.*¹⁵⁴

Pour Félix Houphouët-Boigny, les maître-mots des pays nouvellement indépendants restent donc : liberté, dignité, souveraineté et coopération. Pour lui, la règle d'or de la survie pour les peuples anciennement sous domination coloniale est de : « **rester nous-mêmes, dans un monde où se multiplient les occasions d'aliénation** ».

Le champ lexical, le style, la forme, disons le niveau de langue a priorité sur la « richesse » de ce qui pourrait être bientôt appelé le français ivoirien sous l'ère Gbagbo.

Le discours d'Houphouët sur la paix et le dialogue concernait aussi ses compatriotes. Pour lui, le dialogue est nécessaire pour parvenir à la cohésion de la société ivoirienne et à la paix. Il professe en substance que:

La paix est le préalable des préalables, qui conditionne impérativement, sur le plan intérieur comme dans le cadre de nos relations internationales, la réalisation et la consolidation de tout ce qui caractérise à mes yeux, le fait ivoirien.

De plus, son entourage lui obéit au doigt et à l'œil, et la présence de son épouse Marie-Thérèse à ses côtés, n'est que symbolique. Le premier couple présidentiel est resté très secret sur sa vie privée grâce à une communication finement maîtrisée.

Si Marie-Thérèse Houphouët-Boigny est quasi invisible sur la scène politique, nous constatons la forte présence de Simone Éhivet Gbagbo. Députée et vice-présidente de l'Assemblée nationale, ses prises de position à l'hémicycle et hors de l'hémicycle provoquent dans les médias nationaux et étrangers des commentaires forts contradictoires. Admirée en Côte d'Ivoire et en Afrique, son parcours politique fort respectable est un modèle pour bien des jeunes filles qui se lancent en politique sur le continent africain. Femme de pouvoir, l'épouse du président Gbagbo mérite son surnom de « Hillary Clinton des Tropiques ». Elle est vue de France comme le bras droit du pouvoir Gbagbo, pouvoir que le président partagerait aussi avec Charles Blé Goudé, le «**général de la rue**» responsable des jeunes patriotes. Ces deux présences collatérales

¹⁵⁴ <http://news.abidjan.net/article/index.asp?n=313796>

[Consulté le 24 octobre 2014].

sur la scène politique soulignent le processus de rupture de la vie politique ivoirienne du président Gbagbo par rapport à Félix Houphouët-Boigny et la France.

III.2.4 Un registre de langue selon le positionnement du locuteur

Nous voulons parler du positionnement du locuteur par rapport au destinataire dans les discours politiques. Le discours est placé entre le langage et le monde. Les pratiques de cet univers sont multiples : verbales, orales ou écrites. Comme nous le signale Maingueneau (2009 : 100), à travers ces pratiques, les hommes sont amenés à construire leur univers social et leurs identités par le positionnement:

Cette notion se rapporte à l'instauration et au maintien d'une identité énonciative. Avec une valeur peu spécifiée, on souligne par là le fait qu'à travers l'emploi de tel vocabulaire, de tel registre de langue, de telle variété dialectale, de tel genre de discours, un locuteur indique comment il se situe dans un espace conflictuel: en utilisant la lexie « lutte des classes » on se positionne comme de gauche, en parlant sur un ton didactique et avec un vocabulaire technique on se positionne comme expert, etc.

Dans un champ discursif, le positionnement correspond à la délimitation d'une identité énonciative : un mouvement dans le champ littéraire, un parti dans le champ philosophique, etc. Plus exactement, le positionnement désigne à la fois les opérations par lesquelles cette identité énonciative se pose et se maintient dans un champ discursif et cette identité même. En effet, une identité énonciative n'est pas fermée et figée, elle se maintient à travers l'inter discours par un travail incessant de reconfiguration de ses frontières [...]. (Maingueneau 2009: 100-101)

L'être humain ne saurait se détacher de son éducation et de ses origines. Félix Houphouët-Boigny parle comme le noble qu'il est et non comme un homme des milieux populaires.

Le discours sert de présentation de soi à travers ce qu'on donne implicitement. Selon Maingueneau (2009 : 60), tout discours, oral ou écrit, suppose un éthos :

[...]. La problématique de l'éthos est proche de celles de la « présentation de soi » (demeanor) ou de la « gestion de l'identité » (identity management) d'E. Goffman (1973). Il faut néanmoins garder à l'esprit que l'éthos est une construction faite par le destinataire à partir des indications données par l'énonciation. Il arrive donc souvent que le destinataire ne construise pas l'éthos visé par le locuteur : on peut vouloir projeter

l'image d'un homme sérieux et être perçu comme ennuyeux. [...]. (Maingueneau 2009: 60)

Houphouët-Boigny se retrouve tout seul face à un terrible désaveu : il est incapable de trouver une solution à la 5ème crise de cacao. Avec le temps, le langage du discours est en nette évolution chez le premier président. Cela produit un discours moins solennel qui le met moins en valeur et laisse apparaître des signes d'un pouvoir affaibli.

Dans cette 3ème allocution, même si le style n'est plus pompeux, le locuteur demeure très paternaliste. Le message est homogène : un brin de pédagogie, un raisonnement clair et concis. Certains de ses propos restent toujours d'actualité aussi bien dans les pays d'Europe occidentale comme l'orientation de l'école.

Houphouët-Boigny recherche la formation adéquate pour la jeunesse afin de répondre au problème épineux du sous-développement en Côte d'Ivoire et en Afrique. Par quelle formation la jeunesse peut-elle arriver à transformer les matières premières agricoles en produits finis ? La Côte d'Ivoire et le reste de l'Afrique sont loin d'avoir résolu ce problème économique. Les phrases sont courtes, la forme est bien française, toute personne qui parle français comprend ce que veut dire Houphouët-Boigny sans avoir la moindre idée du contexte historique.

Le style de Laurent Gbagbo est hétérogène car il passe du discours politique classique à un registre inhabituel. L'introduction de cette forme de langage dans le discours d'investiture présidentielle le rend moins accessible aux non-initiés. Même s'il tient compte des particularités et des traditions de son peuple en adaptant son message, le président Gbagbo s'éloigne des codes du discours international. À ce propos, nous avons approché le maire de Brumath (Alsace, France), M. Etienne Wolf, à qui nous avons demandé son avis sur les discours des deux présidents ivoiriens. Si le langage des discours de Félix Houphouët-Boigny est habituel à son époque, son avis est plus nuancé quand à celui du président Gbagbo.

Doctorante : « M. le maire comment percevez-vous les discours des président Houphouët-Boigny et Laurent Gbagbo ? »

M. Etienne Wolf : « Le président Houphouët-Boigny s'exprime comme ses contemporains présidents français, Charles de Gaulle et François Mitterrand. Je ne pense pas qu'à l'époque, le peuple comprenne tout son message.

Les discours du président Laurent Gbagbo sont de bons discours parce que son peuple le comprend. C'est ce que tout homme politique cherche.

Mais lorsque le message a un caractère aussi bien national qu'international comme son discours d'investiture, le manque d'homogénéité ne permet pas à des personnes de l'extérieur de mieux comprendre son message. »¹⁵⁵

L'objectif du président Gbagbo est de poursuivre un idéal qui est différent de celui de Félix Houphouët-Boigny. Il veut montrer à ses concitoyens qu'un enfant de la rue peut diriger son pays. Son nouveau langage, ajouté à son comportement de président normal accentuent son image de l'homme commun auquel les classes populaires peuvent s'identifier :

Moi je n'ai rien, mais je n'ai que l'honneur.

C'est un message qu'il adresse à ses partisans quand il s'étend sur la pauvreté de sa famille. C'est une volonté de mettre en avant ses origines modestes dans le but de se rapprocher de son public. Il touche les mères de Côte d'Ivoire de toutes sensibilités politiques confondues de même que toute la population des démunis:

Nous, c'est à cause de l'école gratuite que nous sommes allés à l'école. C'est à cause de l'école gratuite que nous avons pu aller à l'école. Quand j'étais à l'école primaire, moi et ma petite sœur qui est là, on n'avait rien. Et le système scolaire, était tel que qu'au début de l'année, on te donnait tous les livres dont tu avais besoin et tu signais. Mais, ces livres, tu avais l'obligation d'en prendre soin. A la fin de l'année, tu les rendais avant d'aller en congé.

Pendant qu'on préparait ce meeting, vous avez découvert une photo que j'ai prise quand j'étais au CM2, sans chaussures. C'est pour vous montrer que j'étais d'une famille pauvre. Et je suis fier que « Magic System » ait chanté tout à l'heure.¹⁵⁶

Quand nous lisons la locution prépositionnelle « à cause de », nous nous attendons à une conséquence négative des faits, alors que Laurent Gbagbo et sa sœur ont pu être scolarisés grâce à la gratuité de l'école. Est-ce un refus viscéral de la colonisation qui l'amène à s'exprimer de la sorte ? Nous savons qu'il est né en 1945, la Côte d'Ivoire n'est indépendante qu'en 1960, Laurent

¹⁵⁵ Interview réalisée par nos soins en mars 2014 à Brumath en Alsace.

¹⁵⁶

www.academia.edu/3815746/Manoeuvres_de_persuasion_électorale_dans_les_discours_de_Laurent_Gbagbo

[Consulté le 29 août 2015].

Gbagbo était en CM2 avant 1960, donc pendant la colonisation. Dire qu'il a été scolarisé « à cause de l'école gratuite » est une faute grammaticale mais le message est passé et son public ne lui tient pas rigueur.

Le professeur Coulibaly, linguiste ivoirien parle de l'autographie, un terme qu'il emprunte à Pascale Delormas pour exprimer l'attitude du président Gbagbo. Selon Delormas:

L'autographie renvoie à l'idée d'une écriture qui met en scène le moi. [...].

C'est le lieu privilégié de l'élaboration d'une image de soi et de ce fait comme l'expression d'un positionnement dans la communauté.¹⁵⁷

Le parallèle qui est fait par le linguiste ivoirien, c'est qu'à travers le langage de son discours le président Gbagbo cherche à mettre l'accent sur sa personne, sa légitimité de grand homme politique:

Les discours de Laurent Gbagbo revêtent le caractère d'une autographie dans la mesure où il s'y attèle à auréoler sa personne de tous les attributs de crédibilité, de légitimité historique, du capital social et politique nécessaire pour diriger le pays. En un mot, son discours décline l'image du principe parfait qui doit présider aux destinées du pays pour le bonheur de tous.¹⁵⁸

Dans sa seconde allocution du 7 février 2003, c'est un message livré directement au peuple dans une situation de crise. Le président Gbagbo incarne la Côte d'Ivoire et dit la parole de la Nation. Il rappelle le lien presque charnel entre le peuple et lui. Les temps sont graves et le président martèle ses mots: répétitions, dramatisation pour faire passer son message :

Nous sommes ensemble». «Jamais, je ne vous ai trahis, jamais je ne vous trahirai ». «Je me rends compte que vous-mêmes, jamais vous ne m'avez trahi ». « Les cris de joie le disputaient aux larmes. Gbagbo, 7 février 2003.

¹⁵⁷www.academia.edu/3815746/Manoeuvres_de_persuasion_électorale_dans_les_discours_de_Laurent_Gbagbo

[Consulté le 29 août 2015].

¹⁵⁸

www.academia.edu/3815746/Manoeuvres_de_persuasion_électorale_dans_les_discours_de_Laurent_Gbagbo

[Consulté le 29 août 2015].

Le 3ème discours du président Laurent Gbagbo semble moins bien travaillé mais c'est peut être un choix délibéré du locuteur. Il est en Province et privilégie le français oral à un discours officiel écrit pour être lu. Son allocution semble être improvisée pour plus de proximité avec son public. Le président donne plus l'impression d'un candidat en campagne que celle d'un président en fonction. Il cherche à fidéliser son électorat Akyé d'Assikoi:

Soyez persévérants, vous m'avez soutenu 10 ans, je n'étais rien et, aujourd'hui, vous m'avez fait Président de la République. Vous n'allez pas gâter votre travail de 10 ans. Nous devons continuer pour faire le travail pour lequel vous m'avez élu. (Gbagbo, discours du 9 janvier 2008 à Assikoi)

Ce français familier qui par moments est plus proche de celui communément appelé français de « Moussa », « nouchi » ou français de la rue et qui amuse les Ivoiriens n'est pas répandu en politique parce qu'aucun homme politique, aucune personnalité ivoirienne n'utilise ce niveau de langage dans les actes officiels. Il est relégué au niveau familial et amical :

Aujourd'hui, nous ne sommes plus à l'époque où on dit : « Qui est ton père ? Ton père, c'est qui ? Qui sont tes parents ? ».

Nous, quand nous étions jeunes et que nous allions voir certains amis, on nous demandait à la porte : « Toi, tu es de quelle famille ? ». On répondait : « Je n'ai pas de famille. C'est moi-même ma famille ». Mais, aujourd'hui, et d'après le chant de « Magic System », on ne dit plus : « qui est ton père ? ». On dit qui est ton fils ? On dit : « Voilà le père de Gbagbo, de Traoré, de Drogba, d'un tel ou d'un tel autre.¹⁵⁹

En effet le président peut se permettre de parler un français moyen sans courir le risque de perdre la face car c'est un universitaire et ses compétences linguistiques lui sont reconnues. Mais c'est plutôt par stratégie politique qu'il opte le choix de s'exprimer de la sorte. À ce propos, dans son livre *Ce que parler veut dire* (Bourdieu 2004: 63) Bourdieu parle de *stratégie de subversion et une forme de condescendance* :

159

www.academia.edu/3815746/Manoeuvres_de_persuasion_électorale_dans_les_discours_de_Laurent_Gbagbo

[Consulté le 29 août 2015].

[...]. On voit en passant que les stratégies de subversion des hiérarchies objectives en matière de langue comme en matière de culture ont de bonnes chances d'être aussi des stratégies de condescendance réservées à ceux qui sont assez assurés de leur position dans les hiérarchies objectives pour pouvoir les nier sans s'exposer à paraître les ignorer ou être incapables d'en satisfaire les exigences. (Bourdieu 2004: 63)

Laurent Gbagbo nous fait savoir qu'il est l'homme politique ivoirien qui fait régner la justice dans le pays. Pour lui, seul compte la méritocratie. Par ces procédés langagiers, il crée une certaine attirance de son auditoire vers sa propre personne. À travers son éthos, le destinataire doit projeter l'image d'un homme qui est venu transformer la société ivoirienne de sorte à donner à chacun sa chance. Et si lui, venant de famille, alors qu'il allait à l'école sans chaussures est devenu le premier citoyen de son pays, il redonne de l'espoir tant aux pauvres comme aux délaissés qui n'en ont plus.

Le langage du discours est en nette évolution d'un président à l'autre dans l'ensemble et plus encore chez un même président au cours du temps. Est-ce par soucis d'efficacité que les experts en communication ont conseillé au président Houphouët-Boigny d'adopter un style plus dépouillé ? La population avait-elle besoin d'entendre ce que le locuteur avait à lui dire sous cette forme, plus authentique ?

La différence entre les deux hommes est notable au niveau linguistique.

Sous Houphouët-Boigny, il n'était pas question d'une quelconque « créolisation » supposée ou avérée de la langue française en politique. Laurent Gbagbo utilise un langage plus sensible qu'intelligible, sa stratégie d'allier efficacité et style fait de lui un homme moins adepte de la langue de bois en même temps qu'il devient une idole pour les jeunes. La population des quartiers défavorisés et tous les laissés pour compte s'identifient à lui. Ne se revendique-t-il pas sa situation d'enfant de pauvre comme atout politique ?

Il faut que l'on montre qu'un enfant de pauvre peut révolutionner son pays. [...]. Je suis là pour qu'un Ivoirien ait les mêmes droits qu'un autre Ivoirien. Je suis avec vous, soyez avec moi. (Gbagbo, discours du 9 janvier 2008 à Assikoi)

Ceci étant, le nouveau langage discursif présidentiel scelle, pour beaucoup la rupture de la dépendance politico-culturelle héritée de la colonisation.

Grâce au président Laurent Gbagbo, le français vient enrichir le patrimoine culturel de notre pays, il n'est plus perçu comme la langue du dominateur, imposé au dominé (vecteur de

domination culturelle) mais devient un moyen de communication qui unit toute la Côte d'Ivoire. L'évolution des quatre langues choisies pour être enseignées voit dans celle de Molière un modèle vers lequel elles pourraient s'orienter, faisant cohabiter plusieurs langues plutôt que de se rivaliser :

Why has the former colonial language maintained its central position so tenaciously in most African countries ? It coexists in some countries with a domestic mother tongue shared by almost the entire population, in others with a native language that is spoken by the overwhelming majority as either a first or a second language, and in still other countries it functions side by side with three or four different indigenous, vehicular languages. [...].

Finally, there are countries of the third type, where several indigenous languages are current, but none of them comes anywhere near a majority position. This is the case in many African countries, [...]. (De Swaan 2001: 99-100)

Pour la Côte d'Ivoire, qui n'a pas de langue nationale par absence de volonté politique et par crainte de l'explosion du pays, la représentation de la constellation des langues met le « nouchi » au même niveau que les quatre langues autochtones les plus parlées.

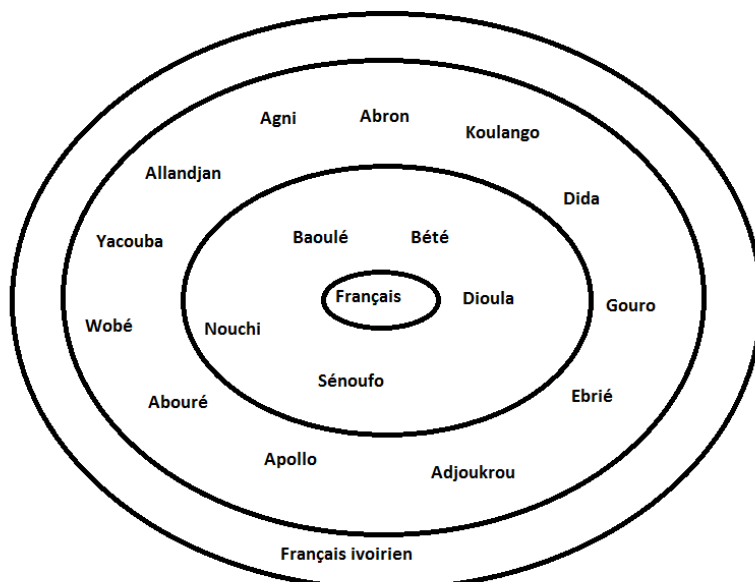


Tableau de constellation des langues en Côte d'Ivoire fait à partir du modèle de De Swaan.

La politique cesse donc d'appartenir à une classe de privilégiés. Vulgarisée, elle n'est plus un secret pour personne. Le langage utilisé a besoin d'être épuré, décrypté pour le rendre accessible à tout traducteur étranger, parce que le discours est de moins en moins français et de plus en plus ivoirien. C'est en cela que notre étude est pertinente, car elle contribue à l'efficacité du travail des traducteurs, interprètes et de toute personne étrangère à la nouvelle expression langagière ivoirienne. Notre étude facilite donc la compréhension des textes pour toute personne non habituée aux milieux ivoiriens. Dans ce nouveau langage, les références bibliques abondent et peuvent paraître étranges à des européens plus habitués à ce que la religion reste dans le cadre privé.

Conclusion partielle:

Félix Houphouët-Boigny a un langage qui est empreint de grands courants de générosité, de tolérance, d'amour, de fraternité, de dialogue et de quête de paix. La cohérence, la constance des convictions et des certitudes ont ponctué ses choix, ses actes politiques et son expression linguistique.

L'ère Gbagbo inaugure une forme de langage relâché, accessible au peuple dans sa diversité. Avec le président Laurent Gbagbo, une nouvelle forme d'expression fait son entrée dans le discours politique ivoirien, mais il est moins bien adapté à une communication internationale. C'est à la base un langage familier, enrichi de mots et expressions du quotidien des Ivoiriens issus des langues et dialectes locaux et étrangers.

Gbagbo inaugure son mandat avec des mots comme: « refondation », « décentralisation », « Assurance maladie universelle », « refondation sociale » puis « réconciliation nationale ». La Côte d'Ivoire sombre dans la crise de 2002 et le paysage politique ivoirien s'habitue progressivement à son nouveau langage de période de troubles: « les assaillants », « les rebelles », « la guerre », « les réfugiés nationaux », « la recherche de la Paix », « guerre et pauvreté ».

Tout compte fait, les deux premiers présidents de la première et de la deuxième République de Côte d'Ivoire ont tous deux reçu l'influence française. Le biculturalisme influence leur vie, leur combat politique et leur expression linguistique bien que différemment. Félix Houphouët-Boigny part en France en 1945 pour son mandat de député de la colonie de Côte d'Ivoire, il a d'autres missions d'homme politique de 1945 à 1960. De son expérience d'homme qui a côtoyé le pouvoir, il se sent dans la peau d'un meneur d'hommes, de ceux qui

déblayent le chemin pour rendre les lieux habitables. En tant que fondateur de la Nation ivoirienne, il donne l'exemple par son français métropolitain.

Ce n'est pas le cas de son adversaire Laurent Gbagbo qui, dans son exil en France (1982-1988) vit loin du pouvoir. Gbagbo exerce deux mandats de député (de 1990 à 2000) en Côte d'Ivoire en tant que leader de l'opposition.

La vision qu'ont l'un et l'autre du pouvoir et de l'opposition est différente.

Dans la relation de la Côte d'Ivoire avec la France, Houphouët voit le verre à moitié plein et cherche patiemment mais sûrement à le remplir au mieux par son savoir-faire avec les autorités françaises. C'est un chemin ardu, parsemé de coups de colère contenue, de dialogue dans la patience à l'international. En Côte d'Ivoire, il entretient un pouvoir fort et sans partage sur le plan national, centralisé autour de sa personne. Il tient entre ses mains l'unité du pays. Quant à la sécurité, elle est confiée aux bons soins de la France d'où l'origine d'un langage adapté dans lequel prime la langue de bois. C'est à ce prix qu'il a pu préserver la relation amicale, cordiale et fraternelle avec l'ex puissance coloniale qui lui assura la longévité de son pouvoir et la paix en Côte d'Ivoire.

Laurent Gbagbo au contraire voit le verre ni à moitié vide ni à moitié plein, il crie juste son exaspération, impatient, il veut changer cette situation qui n'a que trop duré ! D'où les slogans de développement socio-économique, l'utilisation d'un français moyen qui lui permet de se faire comprendre directement par toutes les couches sociales. Sans intermédiaire, le nouveau langage plaît et fait vite des adeptes surtout parmi les jeunes.

Gbagbo n'est pas le Père de la Nation et n'est donc pas responsable de l'éducation des Ivoiriennes et des Ivoiriens. Mais Il veut bien en être le grand frère et en tant que tel, il peut se permettre d'être familier et direct avec la fratrie.

Chaque président agit selon son éducation, sa culture, sa formation, sa vision du monde et ses convictions personnelles. La personnalité de chacun a marqué pour beaucoup la fonction présidentielle. Ils ont tous deux façonné la langue française sur le plan national.

Mais il existe une différence fondamentale entre les deux chefs d'État : le premier (Houphouët-Boigny) avait une Nation à construire et le second (Laurent Gbagbo) a sous les yeux un modèle (une Nation déjà construite) qu'il peut critiquer mais qu'il doit améliorer.

Félix Houphouët-Boigny est parti de rien pour bâtir la Nation ivoirienne avec toutes les contraintes du contexte néocolonial bien connues de nos jours. Nous savons qu'en fait Laurent Gbagbo admire les personnalités de « pères de la nation » dont Houphouët-Boigny fait partie bien qu'il ne soit pas nommément cité dans l'interview suivante.

Concernant les choix politiques assumés par Félix Houphouët-Boigny, nous concluons avec la réponse de Laurent Gbagbo au cours de l'interview qu'il a accordée à l'hebdomadaire Jeune Afrique:

Jeune Afrique: «Avez-vous un modèle dans la vie? »

Laurent Gbagbo: «J'admire tous ceux qui ont tracé une route, sans repère, sans recette, sans précédents pour les aider. Ainsi de George Washington, de Lénine, de Gandhi ou des pères de la nation, en général».¹⁶⁰

Actuellement nous n'avons pas assez de recul pour estimer la pérennité du langage introduit par Gbagbo dans le milieu politique. Mais nous pouvons d'ores et déjà affirmer que Laurent Gbagbo a marqué culturellement le français tel qu'il est parlé actuellement en Côte d'Ivoire.

¹⁶⁰ http://cotedivoire-pr.ci/index.php?action=show_page&id_page=529&lang=fr

[Consulté le 4 janvier 2015].

Conclusion générale

La connaissance du monde occidental est un atout politique pour celui qui a une parfaite maîtrise de la société traditionnelle ivoirienne.

Félix Houphouët-Boigny fait preuve d'une grande netteté d'esprit en jouant avec habileté de l'étroite marge de manœuvre laissée aux petites nations en voie de développement dans le système des relations internationales dominé par les grandes puissances. Le statut d'indépendance formelle mais pas totale dont jouit son pays, à l'image de tous les autres États du tiers-monde, est un véritable obstacle à son épanouissement économique, politique, culturel et militaire.

Sa clairvoyance politique l'amène à faire bien des concessions, souvent malgré lui.

En dépit de quelques désaccords dans ses rapports avec la France, il comprend la nécessité de préserver des relations étroites avec l'ex puissance coloniale qui ont continué à figurer au centre même de la stratégie ivoirienne de développement.

Lorsque que le couple franco-ivoirien file le parfait amour, le langage est plus franco-français de même que les dictons utilisés : « [...], qui aime châtie bien ».

Sur la base de ce rapprochement, Houphouët-Boigny élabore la politique extérieure de la Côte d'Ivoire de sorte à soutenir ses ambitions de leadership en Afrique de l'Ouest. C'est pourquoi, nous disons que le premier chef d'État ivoirien a mené une politique de bon sens, pragmatique dans les limites imposées par le système néocolonial français en Côte d'Ivoire et en Afrique francophone. Il est cohérent dans la forme et le fond de ses propos. Le fond du discours est plus souvent conditionné par le contexte socioculturel et situationnel de la Côte d'Ivoire.

L'autre facteur de l'évolution du langage du discours politique est mis sur le compte des retombées de sa politique. Au début de son mandat en 1960 (1er discours, 7 août 1960), le pouvoir est un peu hésitant, Houphouët privilégie l'emploi du NOUS collectif. Puis il s'affirme devant sa relative réussite dans les années fin 60 à fin 70 (2ème discours, 7 août 1968).

À la fin des années 80, abandonné par la France dans la crise qui secoue fortement la Côte d'Ivoire, Houphouët adopte un langage revendicatif. Il décrit la dégradation des termes de l'échange et se tourne davantage vers les pays africains frères qui subissent la même loi. En bon africain qui étaye ses propos avec des dictons Houphouët-Boigny dit que : « Si impossible n'est pas français, découragement n'est pas ivoirien ».

Il se fait petit devant l'échec symbolique sur la commercialisation du cacao, « l'impérialisme occidental » cause sa perte. Il se rapproche alors de son peuple au crépuscule de sa vie. Aux occidentaux qui lui suggèrent la démocratie et plus de libertés dans son pays alors qu'ils

continuent d'étouffer son économie, Houphouët rétorque que pour un Africain, il y a plusieurs formes de liberté dont la plus urgente est d'ordre primaire : «L'homme qui a faim n'est pas un homme libre».

C'est la fin des grandes envolées discursives, place est faite aux phrases courtes, aux aveux d'impuissance à peine voilés d'un pouvoir personnel moribond. Houphouët se débarrasse du superflu, il reste avec ce qui lui revient de droit, la noblesse de son sang. Il veut la paix par-dessus tout : « La paix, ce n'est pas un vain mot, c'est un comportement » dira-t-il. L'homme de la haute aristocratie ivoirienne devient humble et digne devant l'échec. Il est en droit d'attendre l'affection du peuple pour qui il s'est battu toute sa vie. Pour ce qui est de la langue française, il sauve les apparences : le fond est africain mais la forme reste française. Jamais il reniera ses deux cultures ni s'efforce de jouer à Monsieur tout-le-Monde. Il parle un langage châtié non seulement par conscience de son rang mais aussi par vision politique. Il a, par son exemple contribué à la construction de la nation ivoirienne, à l'instruction du peuple ivoirien pour qui il s'est donné en exemple. Quand la relation franco-ivoirienne n'est pas au beau fixe, le président Houphouët modère son langage qui devient plus vrai. Tout en épousant un langage dépouillé de toute démagogie, il devient l'éveilleur de conscience du peuple africain et du peuple ivoirien d'abord en les invitant à se prendre en charge. Il appelle la jeunesse à se préparer pour le développement économique du continent tout en se reposant sur les valeurs africaines: la solidarité entre peuples africains frères.

Malgré son amour pour son pays et sa capacité de bâtisseur reconnu, le développement de la Côte d'Ivoire est en deçà des attentes de son peuple, aspect de sa politique exploité par l'opposition.

Dans un monde où la globalisation favorise le brassage linguistique, ce nouveau contexte mondial nous oblige à nous rapprocher, à nous enrichir mutuellement en apprenant à connaître l'autre, sa langue, sa culture.

Nous disons donc qu'à l'heure de la mondialisation, la politique linguistique qui consiste à se rapprocher des tendances occidentales pour s'y accommoder devrait s'étendre à l'Afrique où la traduction comme l'interprétation restent des métiers moins répandus. C'est pourquoi nous disons que notre étude pourrait permettre aux intermédiaires culturels d'éviter des contresens et éviter des incidents diplomatiques dans les institutions internationales.

Pour les futurs traducteurs et interprètes ivoiriens, étudiants ou universitaires en général, notre travail pourrait aider à évaluer avec plus de certitude ces différents aspects au moment de l'exercice de leur profession.

Notre travail pourrait servir aux politiques au moment de rédiger ou de prononcer les discours, qu'ils veuillent utiliser un registre familier et populaire pour se rapprocher du peuple ou un registre plus officiel et académique pour, par exemple, s'adresser à la scène internationale. Entre ces deux extrêmes, il est également possible de dériver de notre travail tout un dégradé de registres en fonction de la personnalité du locuteur, des circonstances et de l'auditoire.

Vecteur d'influence culturelle en Côte d'Ivoire depuis la colonisation, la langue française a conservé cette fonction pendant quatre décennies après l'indépendance côtoyant au quotidien plus d'une soixantaine de dialectes sans perdre le monopole.

Ils sont nombreux, les Ivoiriens qui pensent que sous Houphouët, grand défenseur de la francophonie, les langues régionales ont été victimes d'un ostracisme au profit de la langue du colonisateur. De nombreux pays africains, ex colonies françaises, ont une langue nationale qui côtoie le français, cas du Bénin (fongbé), du Sénégal (wolof) ou du Mali (bambara), ce n'est pas le cas de la Côte d'Ivoire.

De l'indépendance jusqu'en 2000, le français parlé en Côte d'Ivoire avait divers degrés dont les principaux sont le bas français ou le « nouchi » qui est une sorte de « petit nègre » enrichi par des mots issus des langues locales et étrangères. Il est surtout parlé par la population non scolarisée sur les places publiques : marchés, bars, dans les petites villes et villages. Ensuite le français moyen, parlé par les petits fonctionnaires des villes et les élèves. Enfin le français soutenu est utilisé par les membres du gouvernement, les enseignants, le monde universitaire (grandes écoles comprises), les cadres ou l'élite. La langue française, comme toute langue vivante, est en constante évolution. Mais si pendant quatre décennies la langue française en Côte d'Ivoire a évolué en conservant sa forme occidentale, le fond s'est adapté au contexte historique du discours.

Les élections d'octobre 2000 qui inaugurent l'ère du socialiste Laurent Gbagbo favorisent l'entrée du français familier (écrit) et du français « nouchi » (oral) dans ses discours. Ainsi, se référant à une situation d'hypocrisie entre deux personnes, une tierce personne peut les désigner du doigt en disant « Nian ! Nian ! Les gens n'aiment pas les gens » (« Regarde ! Regarde ! Les gens ne s'aiment pas »). Pour une salutation amicale, les deux poings se choquent en disant « Prends mon gbô ». Ce fait valorise les langues et les dialectes locaux en même temps qu'il permet au français ivoirien d'accéder aux discours politiques. L'arrivée au pouvoir du socialiste Laurent Gbagbo a donc changé la donne linguistique.

L'homme de la rupture des relations de subordination économique de son pays avec la France est aussi celui de la rupture avec la langue du colonisateur. C'est pourquoi il épouse les

mutations actuelles de la société ivoirienne et crée un nouveau lien social accueillant un public de plus en plus large et chaleureux.

Nous pourrions dire que le Président Laurent Gbagbo, qui introduit dans ses discours improvisés des expressions et des mots provenant des langues locales ou simplement du français familier, est en train de créer un nouveau langage en Côte d'Ivoire. Une autre forme de français voit le jour dans les discours politiques. Elle était autrefois réservée aux jeunes. La classe politique en a fait usage dans des cas exclusifs de campagnes de sensibilisation par le ministère de la santé sous le dernier gouvernement d'Houphouët-Boigny (début 90). Cette campagne avait la force de n'appartenir à aucune classe de privilégiés et était comprise de toutes les mères de Côte d'Ivoire.

Le style du Président Gbagbo dans l'opposition consiste à s'exprimer dans un franc-parler familier pour atteindre un large public. Une fois aux affaires, ce style ne change pas, il lui donne davantage de connotation politique : sortir du discours conventionnel pour exprimer sa liberté et sa caractéristique de simple citoyen parmi ses concitoyens. Cette sortie du discours traditionnel crée un phénomène nouveau qui fait immédiatement des adeptes. Cette nouvelle manière de transmettre le message plaît à la jeunesse, amuse le peuple et propulse la reconnaissance des langues locales et des dialectes dans l'univers politique ivoirien. Le président Gbagbo n'hésite pas à utiliser des mots et expressions toutes faites tantôt dans le français châtié tantôt dans le familier:

*Depuis l'adoption de ce texte, la CEDEAO, l'Union africaine, l'Union européenne, l'ONU nous appelle pour dire : « Ce n'est pas grave. Acceptez le texte et, on fera les aménagements indispensables. **Sinon, nous sommes avec vous** ». **On ne peut pas vivre comme si nous étions en vase clos.** Gbagbo, discours du 7 février 2003 à Abidjan.*

La façon de procéder du président Laurent Gbagbo a l'avantage de changer le destin du français qui cesse d'être vu comme un vecteur culturel de domination et le restitue dans sa fonction de moyen de communication enrichi par les mots du terroir. C'est ce qui lui accorde un caractère identitaire, qui lui assure une pérennisation dans un pays où le français est le plus répandu dans l'enseignement. Il demeure la langue la plus parlée sur le plan national et reste contributif de l'unité nationale.

Les langues régionales appartenant au patrimoine culturel de la Côte d'Ivoire connaissent une nouvelle jeunesse. Elles deviennent plus dynamiques et apportent une exceptionnelle richesse au patrimoine linguistique de la nation, sans remettre en cause la place

du français. Les quatre langues choisies: le baoulé, le bété, le dioula et le sénoufo, pour être enseignées se réfèrent au modèle français: des dictionnaires bilingues français/langues locales voient le jour.

En cherchant à se faire comprendre par la rue, symbole de sa force, le Président Gbagbo est l'acteur majeur de ce qui est en train de devenir «le français ivoirien» qui semble répondre aux attentes d'une société multilingue à la recherche de son unité linguistique.

Sous l'ère Gbagbo la culture française s'enrichit de la culture africaine pour continuer à suivre le même chemin, celui de l'épanouissement du métissage culturel en Côte d'Ivoire, terre d'immigration.

Le français est utile à la politique ivoirienne mais son utilisation dans les discours nationaux a autant d'avantages que d'inconvénients. Il permet de s'adresser à tout le monde à la fois. Mais dans un jeune pays où le taux de scolarisation est très faible au moment de l'Indépendance, il se pose un problème de compréhension. Le français glisse alors vers un moyen de communication entre élites et se coupe de la masse paysanne alors qu'il devrait servir de langage fédérateur.

C'est pourquoi, le français est vu par une partie de la population comme langue de privilégiés, opinion qui est encore présente de nos jours et qui explique le succès du français du président Gbagbo parmi les jeunes.

L'Ivoirien se définit linguistiquement comme appartenant à un pays qui est à la fois multilingue et monolingue.

C'est pourquoi nous disons que notre travail pourrait permettre aux peuples francophones de comprendre le nouveau français ivoirien qui est en train de naître.

Le langage franco-ivoirien d'aujourd'hui, aura-t-il un jour droit de cité comme le français de France, le français belge, le romand ou le français québécois? C'est souhaitable pour la francophonie, l'unité ivoirienne et reconnaissance du fait culturel ivoirien.

BIBLIOGRAPHIE

- Agulhon, Maurice (1973) *1848 ou l'apprentissage de la république, 1848-1852, Histoire de la Seconde République*, Paris: Seuil.
- Amondji, Marcel (1984) *Félix Houphouët-Boigny et la Côte d'Ivoire, l'envers d'une légende*, Paris: Karthala.
- Benveniste, Emile *Les problèmes de linguistique générale*, Paris: Gallimard.
- Bourdieu, Pierre (2004) *Ce que parler veut dire*, Paris: Fayard.
- Bourges, Hervé (2006) *Léopold Sédar Senghor, Lumière Noire*, Alsaba, Italie: Mendès Destins.
- Brunschwig, Henri (1999) *Le partage de l'Afrique Noire*, Paris: Flammarion.
- Caldas-Coulthard, Carmen Rosa *News as social practice: a study in critical discourse analysis*. Florianópolis, Brazil: UFSC.
- Calvet, Louis-Jean (2002) *Le marché aux langues. Essai de politique linguistique sur la mondialisation*, Paris: Plon.
- Charolles, Michel (1988) *Les études sur la cohérence et la connexité textuelles depuis la fin des années 1960*, Havre: Publication Univ. Rouen.
- Chouliaraki, Lillie & Fairclough, Norman (1999) *Discourse in late modernity, Rethinking Critical Discourse Analysis*, Edinburgh: University Press.
- De Certeau, Michel; Julia, Dominique; et Revel, Jacques (1975) *Une politique de la langue*, Paris: Gallimard.
- De Cock, Barbara (2006) 'The European Union and the Organisation Internationale de la Francophonie: organisation on a joint mission or friendly opponents?' *Journal of Language and Politics*, 5, 3: 385-413.
- De Swaan, Abram (2001) *Words of the world. The Global Language System*, Cambridge: Polity Press.
- Dictionnaire encyclopédique Larousse (1979) Paris: Larousse.
- Dictionnaire Larousse de la langue française, lexis (1977), Paris: Larousse.
- Djereke, Jean-Claude (2001) *L'engagement politique du clergé catholique en Afrique noire*, Paris: Karthala.
- Documentation par l'image (2000) *De la Colonisation à l'émergence du Tiers-Monde*, Paris: Nathan/HER.
- Dozon, Jean-Pierre (2003) *Frères et sujets, la France et l'Afrique en perspective*, Mayenne,

- France: Flammarion.
- Duval, Eugène-Jean (2008) *Aux sources officielles de la colonisation française 1870-1940*, Paris: L'Harmattan.
- E. Gbagbo, Simone (2007) *Paroles d'honneur, la Première Dame de Côte d'Ivoire parle*, Géménos, France : Pharos/Jacques-Marie Laffont, Ramsay.
- Fairclough, Norman (1992) *Discourse and Social Change*, Cambridge: Polity Press.
- Fairclough, Norman (2001) *Language and power*, Harlow, U.K: Longman.
- Fairclough, Norman & Wodak, Ruth (1997) *Language as social practice*, Amsterdam: John Benjamins.
- Gbagbo, Laurent (1983) *Côte d'Ivoire, pour une alternance démocratique*, Paris: L'Harmattan.
- Gbagbo, Laurent (1991) *Côte d'Ivoire, agir pour les libertés*, Paris: L'Harmattan.
- Gbagbo, Laurent (2002) *Sur les traces des Bété*, Abidjan: PUCI.
- Geffroy, Annie (1985) *Les nous de Robespierre ou le territoire de l'impossible*, Paris: PUF.
- Glaser, Antoine & Smith, Stephen (2005) *Comment la France a perdu l'Afrique*, Paris: Calmann-lévy.
- Gousseff, Catherine (1993) *Le Monde entre guerre et paix, Découvertes Junior*, Paris: Gallimard-Larousse.
- Grah Mel, Frédéric (2003) *Félix Houphouët-Boigny, Biographie*, Paris: Du Cerap Maisonneuve & Larose.
- Grice, H.P. (1979) *Logique et conversation, Communications n°30*, Paris: Seuil.
- Grimmer, Claude (2008) *La vie des enfants, 1968 dans le monde*, Paris: La Martinière.
- Halliday, M. A. K. et Hassan, R. (1976) *Cohesion in English*, London: Longman.
- Historia n° 700 avril 2005, Paris: SA Sophia Publications.
- Houphouët-Boigny (1975) Félix *Allocution du 24 novembre 1975*, Abidjan: Fraternité-Matin.
- Houphouët-Boigny, Félix (1976) *Discours prononcé le 3 mai 1976 à Paris*, Paris: Fraternité-Matin.
- Houphouët-Boigny, Félix (1976) *Discours prononcé le 30 juin 1976 à Abidjan*, Abidjan: Fraternité-Matin.
- Kerbrat-Orecchioni, Catherine (2013) *L'Enonciation, de la subjectivité dans le langage*, Paris: Armand Colin.
- Le Bart, Christian (1998) *Le discours politique*, Paris: Presses Universitaires de France.
- Legrand, Jacques (1997) *Charles de Gaulle (Chroniques de l'Histoire, les personnages du XXe siècle)* [Paris]: Chronique.
- Lelorrain, Anne-Marie (1994) *L'histoire du monde, de l'Angleterre victorienne à la Grande*

- Guerre de 1862 à 1918*, Paris: Larousse.
- Le Pape, Marc & Vidal, Claudine (2001) *Côte d'Ivoire: l'année terrible, 1999-2001*, Paris: Karthala.
- Loucou, Jean-Noël (1986) *40 ans du Rassemblement Démocratique Africain*, 2 vols, Paris: CEDA.
- Loucou, Jean-Noël (1992) *Le multipartisme en Côte d'Ivoire*, Abidjan: Neter.
- Mahounon, M. (2009) *La CEDEAO dans les crises et conflits ouest africain*, Cornell University, Thèse de doctorat en sciences politiques soutenue à l'IRERIE 'Institut de Recherches et d'Etudes en Relations Internationales et Européennes.
- Maingueneau, Dominique (2009) *Les termes clés de l'analyse du discours*, Lonrai, France : Seuil.
- Marcheteau, Michel; Berman, Jean-Pierre; Savio, Michel; et Peters, Jo-Ann (2008) *40 leçons pour parler anglais, la méthode tout en un*, Malesherbes, France: Pocket.
- Merle, Marcel (1967) *Les Églises chrétiennes de la décolonisation*, Cahiers de la Fondation nationale des Sciences Politiques, n° 151: 27.
- Meyer, M. and Wodak, Ruth (2001) 'Critical Discourse Analysis: History, Agenda, Theory, and Methodology'. In Meyer, M. & Wodak, R. *Methods of Critical discourse analysis*, London: Sage, 1-33.
- Michaïlof, Serge (1993) *La France et l'Afrique, vade-mecum pour un nouveau voyage*, Paris: Karthala.
- Miquel, Pierre (1979) *Le Second Empire*, France: André Barret.
- Naciones Unidas (1998) *Carta de las Naciones Unidas y Estatuto de la Corte Internacional de Justicia*, Nueva York, Departamento de Información Pública de las Naciones Unidas.
- P.D.C.I. (1980) *VIIème congrès*. Abidjan: Fraternité-Hebdo Éditions.
- Piault, Colette (1975) *La religion du prophète Atcho*, Paris: Hermann.
- TDC (*Textes et Documents pour la Classe*) (2003) Bimensuel Thématique Octobre 2003, 'L'Allemagne en mutation'.
- Van Dijk, T. A. y Kintsch, W. (1983) *Strategies of discourse comprehension*, New York: Academic Press.
- Van Leeuwen, Theo (1993) 'Genre and Field in Critical Discourse Analysis: A Synopsis', in *Discourse & Society*, 4 (2): 193-223.
- Verschave, François-Xavier (2003) *La Françafrique, le plus long scandale de la République*, Paris: Stock.

Widdowson, Henry (1983) *English in the world « teaching and learning the language and literatures*. Cambridge: University, Press Cambridge.

Williams, R. (1977) *Marxism and Literature*. Oxford: Oxford University Press.

Wodak, Ruth (1989) *Language, Power and Ideology, Studies in Political Discourse*. Amsterdam/Philadelphia: John Benjamins.

Site internet (à titre informative, susceptibles d'être changés avec le temps)

1/ <http://fr.wikipedia.org/wiki/Alsace-Lorraine> [Consulté le 10 mai 2014].

2/ <http://semen.revues.org/8540> [Consulté le 5 juillet 2015].

3/ <http://fr.wikipedia.org/wiki/N%C3%A9gritude> [Consulté le 10 mai 2014].

4/ http://fr.wikipedia.org/wiki/Discours_sur_le_colonialisme [Consulté le 10 mai 2014].

5/ http://fr.wikipedia.org/wiki/Fran%C3%A7ois_Mitterrand [Consulté le 10 mai 2014].

7/ http://www.missionsafricaines.net/index.php?id=article&cHash=f540be0f&tx_ttnews%5Btt_news%5D=113 [Consulté le 10 mai 2014].

8/ <http://www.reseauivoire.net/africain/article34/William-wade-harris-et-le-harrisme.html>
[Consulté le 12 mai 2014].

9/ <http://www.google.fr/Search?hl=fr&q=William+wade+harris&aq=o&oq=William+Wade>
[Consulté le 12 mai 2014].

10/ <http://socio-anthropologie.revues.org/document449.html> [Consulté le 12 mai 2014].

11/ www.expression.fr/expressions/langue-de-bois.php [Consulté le 19 juillet 2015].

12/ http://www.jesuismort.com/biographie_celebrite_chercher/biographie-felix_houphoue
[Consulté le 15 mai 2014].

13/ http://meticebeta.univ-montp3.fr/litteraturepicaresque/lazarillo/page_02.htm
[Consulté le 20 juillet 2014].

14/ http://fr.wikipedia.org/wiki/John_Perkins [Consulté le 10 mai 2014].

15/
[http://fr.wikipedia.org/wiki/Communaut%C3%A9_fran%C3%A7aise_\(f%C3%A9d%C3%A9ration\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/Communaut%C3%A9_fran%C3%A7aise_(f%C3%A9d%C3%A9ration))
[Consulté le 10 mai 2014].

16/ <http://fusionnisme.blogspot.com/> [Consulté le 10 mai 2014].

17/ <http://fr.wikipedia.org/wiki/Indig%C3%A9nat> [Consulté le 10 mai 2014].

- 18/ <http://matchafa.quebecblogue.com/category/afrique-africa/cote-divoire/> [Consulté le 10 mai 2014].
- 19/ <http://survie-france.org> [Consulté le 10 mai 2014].
- 20/ <http://www.senat.fr/rap/r05-450/r05-4501.html> [Consulté le 10 mai 2014].
- 21/ www.multitudes.net/Penser-le-politique-avec-Simondon/ [Consulté le 12 mai 2014].
- 22/ www.lattice.cnrs.fr/sites/itellier/poly_ling_/linguistique006.html [Consulté le 27 juillet 2015].
- 23/ www.herodote.net/7_août_1960-evenement-19600807.php [Consulté le 30 juillet 2015].
- 24/ <http://www.afriquechos.ch/spip.php?article3768> [Consulté le 30 juillet 2014].
- 25/ <http://www.dialprod.com/memoire/paix.html> [Consulté le 31 juillet 2014].
- 26/ <http://www.cean.sciencespobordeaux.fr/page%20perso/etat%20&%20bourgeoisie.pdf> [Consulté le 31 juillet 2014].
- 27/ <http://www.businesspme.com/articles/marketing/134/la-pyramide-de-maslow.html> [Consulté le 10 juillet 2014].
- 28/ <http://www.psychotherapeutes.net/pyramide-de-maslow.htm> [Consulté le 15 juin 2014].
- 29/ http://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9volution_industrielle [Consulté le 15 juin 2014]
- 30/ http://fr.wikipedia.org/wiki/Empire_allemand [Consulté le 15 juin 2014].
- 32/ <http://www.patrimoine-de-france.org/mots/mots-acade-53-26051.html> [Consulté le 15 juin 2014].
- 33/ http://fr.wikipedia.org/wiki/Charles_de_Gaulle [Consulté le 15 juin 2014].
- 34/ <http://www.bakchich.info/article543.html> [Consulté le 15 juin 2014].
- 35/ http://guy.perville.free.fr/spip/article.php?id_article=136 [Consulté le 15 juin 2014].
- 36/ http://www.gaullisme.fr/politic_etrangere.htm [Consulté le 15 juin 2014].
- 37/ http://fr.wikipedia.org/wiki/Raymond_cartier [Consulté le 15 juin 2014].
- 38/ http://fr.wikipedia.org/wiki/Georges_Pompidou [Consulté le 15 juin 2014].
- 39/ http://www.jeunefrique.com/jeune_afrique/article_jeune_afrique.asp?art_cle=LIN04... [Consulté le 15 juin 2014].
- 40/ http://fr.ca.encarta.msn.com/encyclopedia_761563271_3/Gaulle_Charles-de.html [Consulté le 20 juin 2014].
- 41/ <http://unesdoc.Unesco.org/images/0011/00118460Fo.pdf> [Consulté le 20 juin 2014].
- 42/ <http://www.dialprod.com/memoire/paix.html#polémique> [Consulté le 20 juin 2014].
- 43/ <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/087069.pdf> [Consulté le 20 juin 2014].
- 44/ <http://fondation-fhb.com/index.php?nom=preshb> [Consulté le 20 juin 2014].
- 45/ http://documents.irevues.inist.fr/bitstream/2042/14825/1/HERMES_2000_28_245.pdf

- [Consulté le 20 juin 2014].
- 46/ <http://www.france-mail-forum.de/fmf29/pol/29smith.html> [Consulté le 20 juin 2014].
- 47/ <http://www.olats.org/Schoffer/defrupt.htm> [Consulté le 30 juin 2014].
- 48/ http://www.jeunefrique.com/jeune_afrique/article_jeune_afrique.asp?art_cle=LIN
[Consulté le 30 juin 2014].
- 49/ http://www.fasopo.org/publications/legscolonial2_rib_1206.pdf [Consulté le 30 juin 2014].
- 50/ <http://www.historia-actuel.com/hao/volumes/volume1/Issue17/esp/v1i17c12.pdf>
[Consulté le 30 juin 2014].
- 51/ <http://www.lepatriote.net/lire/9f9ce84a-adc3-46d4-a742-72f0614b60a3.aspx>
[Consulté le 4 juillet 2014].
- 52/ www.site-magister.com/vocabcd2.htm#axzz3ivQok3LL [Consulté le 16 août 2015].
- 53/ <http://tf1.Ici.fr/infos/monde/afrique/0,,3511830,00-chirac-toujours-traite-comme-sous-prefet.html>
[Consulté le 4 juillet 2014].
- 54/ <http://www.notrefrique.net/Politique/Article50-php> [Consulté le 4 juillet 2014].
- 55/ http://www.soirinfo.com/article.php?id_article=4537 [Consulté le 4 juillet 2014].
- 56/ <http://appablog.wordpress.com/2008/06/05/laurent-gbagbo-president-de-la-cote-d%E2%80%99ivoire-interview-a-france-24/> [Consulté le 4 juillet 2014].
- 57/ <http://news.bigroberto.com/actualite-africaine/cotedivoire-articles-06.html> [Consulté le 4 juillet 2014].
- 58/ fr.wikipedia.org/wiki/Nouchi [Consulté le 4 juillet 2014].
- 59/ http://www.sauverledarfour.org/depeches_lire.php?id=586 [Consulté le 4 juillet 2014]
- 60/ http://www.cain.info/article_p.php?ID_ARTICLE=AFCO_207_0007 [Consulté le 14 juillet 2014].
- 61/ <http://appablog.wordpress.com/2008/02/17/usa-bush-afrique-la-politique-africaine-des-etats-unis-un-partenariat-sans-parallele/> [Consulté le 14 juillet 2014].
- 62/ <http://www.asssemblée-nationale.fr/histoire/histoire-1848.asp> [Consulté le 14 juillet 2014].
- 63/ http://fr.wikipedia.org/wiki/Charles_de_Gaulle [Consulté le 14 juillet 2014]
- 64/ http://cotedivoire-pr.ci/index.php?action=show_page&id_page=529&lang=fr [Consulté le 14 juillet 2014].
- 65/ <http://www.france-mail-forum.de/fmf29/pol/29smith.html> [Consulté le 14 juillet 2014].
- 66 <http://www.recherches-sur-le-terrorisme.com/Analysesterrorisme/cote-ivoire-gbagbo.html>

[Consulté le 25 juillet 2014].

67/ <http://pakejean16.spaces.live.com/blog/cns!6B92FACECF5D15B3!373.entry>

[Consulté le 31 juillet 2014].

68/ http://documents.irevues.inist.fr/bitstream/2042/14825/1/HERMES_2000_28_245.pdf

[Consulté le 31 juillet 2014].

69/ http://fr.wikipedia.org/wiki/M%C3%A9dias_en_C%C3%B4te_d'Ivoire

[Consulté le 31 juillet 2014].

70/ <http://www.assemblée-nationale.fr/histoire/biographie/IVRepublique/houphouet-boigny-felix-18101905.asp>

[Consulté le 31 juillet 2014].

72/ <http://www.amazon.fr/g%C3%A0cide-voil%C3%A9-Enqu%C3%AAt-historique/dq/2070119580>

[Consulté le 31 juillet 2014].

73/ http://www.africaline.com/CI/nouvelle.asp?no_nouvelle=296295 [Consulté le 31 juillet 2014].

74/ http://bakwaba.club.fr/Felix_Houphouet_Boigny.html [Consulté le 31 juillet 2014].

75/ www.charles-de-gaule.org/pages/espace-pedagogique/le-point-sur/les-textes-a-connaître/discours-de-lrsquohotel-de-ville-25-aout-1944.php [Consulté le 27 août 2015].

76/ <http://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2003-4-page-101.htm> [Consulté le 31 août 2014].

77/ <http://www.despromesses.com/content/view/13/26> [Consulté le 31 août 2014].

78/ <http://www.dialprod.com/memoire/temoignage.html> [Consulté le 24 octobre 2014].

79/ <http://www.historia-actual.com/hao/volumes/volume1/Issue17/esp/v1i17c12.pdf> [Consulté le 24 octobre 2014].

80/ <http://www.mwinda.org/article/francafrique.html> [Consulté le 24 octobre 2014].

81/ <http://news.abidjan.net/article/index.asp?n=313796> [Consulté le 24 octobre 2014].

82/ www.academia.edu/3815746/Manoeuvres_de_persuasion_électorale_dans_les_discours_de_Laurent_Gbagbo [Consulté le 29 août 2015].

Annexe

I/ Les interviews

Au cours d'un entretien avec le journaliste, sociologue et consultant ivoirien Raphaël Lapké nous renseigne sur le rôle du journaliste dans la Côte d'Ivoire de Félix Houphouët-Boigny.

Interview réalisée par nos soins à Abidjan, Côte d'Ivoire, octobre 2007.

I-1 Question aux Journalistes

1/ Doctorante : Est-ce qu'il y avait la liberté d'expression sous le parti unique ?

Journaliste Raphaël Lapké : «Il faut, avant tout se situer dans le contexte qu'était le nôtre à cette époque, d'autant plus que sous le parti unique la dynamique de communication était **la participation de tous à l'effort de construction nationale**. Les médias, je veux dire la Presse, la Télévision et la Radio appartenaient à l'État et devaient leur apparition sur la scène publique pour accompagner la mission du gouvernement dirigé par le président Félix Houphouët-Boigny.

Ainsi, l'édification de la nation ivoirienne a compté entre autres, sur le rôle participatif des journalistes. Dès lors, qu'il s'agisse de la Télévision, de la Radio, de la Presse écrite voire même de la communication directe de voisinage, les gens étaient obnubilés par ce devoir national, de telle sorte que, les messages produits à travers les rubriques des organes d'information reflétaient l'uniformité de pensée. L'agent émetteur ou le journaliste se conformait à la ligne du parti.

Au final, l'information était descendue, du sommet du parti unique aux journalistes puis aux destinataires qui recevaient une information univoque, parce qu'orientée par l'appareil politique pyramidal. Le pouvoir politique central étant celui qui orientait l'information médiatisée ou autre, il apparaît donc comme le fidèle reflet des aspirations des masses, à l'image même du parti au pouvoir qui stipule dans le préambule de son statut comme étant le parti qui représente le mieux l'aspiration des masses. De ce fait, tous les citoyens Ivoiriens étaient de facto membres du parti unique. Tout ce petit détour, pour

faire comprendre que la liberté d'expression en tant que telle, n'existait pas sous le parti unique.»

2/ Doctorante : Peut-on dire que les journalistes travaillaient sous pression de peur d'être sanctionnés ?

Journaliste Raphaël Lakpé : « En Côte d'Ivoire, comme dans les autres pays unitaristes, les organes d'information opéraient dans un contexte sociopolitique particulier qui l'éloignait de la déontologie pure et simple, celle que nous voyons dans les grandes nations démocratiques.

Maintenant, pour répondre à votre question, il me semble nécessaire de rappeler un fait qui est pas plus ni moins une des qualités du premier président ivoirien. En véritable pédagogue et amoureux du dialogue, il nous a fait comprendre le rôle de chacun pour l'intérêt de la nation. Une fois cette étape franchie, on y travaille en faisant gaffe certes, mais on n'avait pas quotidiennement ou du moins pour ce qui me concerne l'impression de travailler sous l'effet d'une pression quelconque. Nous étions contents et fiers que le pays aille bien et que les gens vivent bien car croyez-moi qu'en tant que journaliste, nous étions amenés à visiter les autres pays sur le continent africain et nous comprenions que notre rôle n'était pas si mal que ça. N'empêche que, nous étions plus libres lorsqu'il s'agissait du sport ce qui favorisait une tapée de journalistes sportifs ».

3/ Doctorante : Le rôle de la presse ivoirienne a-t-il changé avec le retour au multipartisme ? La communication se fait-elle de façon professionnelle ?

Journaliste Raphaël Lakpé : « Je vais peut-être vous surprendre, c'est vrai qu'avec le retour du multipartisme, il y a ce qu'on appelle la liberté d'expression mais pour ce qui est du rôle de la presse, le constat qui est fait de nos jours, c'est qu'il y a atomisation du rôle du journaliste qui ne suis malheureusement pas la déontologie. Je m'explique, les journaux étant des journaux d'opinion, appartenant aux différents partis politiques, ils épousent l'idéologie de ces partis, il est dans ces conditions, difficile, de garantir l'objectivité de l'information. De l'idéologie d'un parti, nous sommes à différentes idéologies de la presse.

Il y a, en plus des médias d'État, la presse privée mais à partir du moment où cette presse, cherchant un sponsor, travaille pour un parti politique, dès lors, sa marge de

manœuvre est réduite, difficile de garder une conscience aiguë dans l'exercice de la profession. Sa survie dépendant de son sponsor, est-il libre ? J'ai en souvenir une pensée du « Vieux » Houphouët qui disait ceci : « L'homme qui a faim, n'est pas un homme libre [...] ». Si avant, la confusion entre l'État et le parti unique d'alors favorisait la complicité de l'information entre les instances du parti et les communicateurs professionnels que sont les journalistes, aujourd'hui, cela se pratique à un niveau plus élargi.

4/ Doctorante: Le multipartisme ne permet-il pas le contrôle d'information ? Quand faut-il parler d'information neutre ?

Journaliste Raphaël Lakpé: Pour ce qui concerne les pays du tiers-monde et naturellement notre pays, la Côte d'Ivoire, la neutralité de l'information, je pense que ce n'est pas demain la veille. Pour le meilleur des cas, une petite minorité pourrait la pratiquer, exemple d'une presse privée indépendante des partis politiques, ayant ses propres ressources financières peut prétendre à ça, mais, existe-il, une telle presse, sur l'échiquier national ? Bonne question.

Coup de théâtre, ce sont les médias d'État qui sont en train de se faire une cuire de déontologie depuis les années 1990. Les médias publics s'ouvrent à l'opposition et s'adaptent au nouveau contexte politique suite à la course à l'audimat avec l'arrivée des différents journaux d'opposition, ils dû jouer le jeu de la concurrence.

5/ Doctorante: Quels sont les avantages et les inconvénients de l'apport de nouvelles techniques de l'information ?

Journaliste Raphaël Lakpé: « L'internet a sans aucun doute, révolutionné notre travail dans le sens où nous accédons rapidement aux différentes recherches effectuées : documentation rapide, accès à l'information nationale des autres journaux, internationale en un clic. Résultat de tout ça : le travail s'effectue en un temps record et on obtient une production de masse.

Mais le hic est que les journaux se vendent très peu, nous disputons la primeur de l'information aux internautes qui en plus ont la possibilité de lire autres journaux que les nôtres ».

6/ Doctorante: Qu'est-ce que vous pensez du langage de la presse ? A-t-il évolué ?

Journaliste Raphaël Lakpé: «Le langage a évolué dans le sens où il y a moins de contrôle, on tombe dans un certain laisser-aller.

Le langage était châtié, car pris dans le processus de participation au développement social, à l'effort de construction nationale, d'une part, et d'autre part, à l'aspect auto censure dû aux précautions prises pendant l'exercice de la profession, le langage parlé était soutenu. Depuis les années 1990, les gens ont plutôt tendance à se lâcher, épris par le caractère langagier de certains leaders politiques ajouté à une stratégie de communication et de marketing concernant la vente des journaux, pour atteindre de plus en plus de lecteurs, tendent à se rapprocher du français moyens voire familier qui est d'ailleurs celui parlé par la majorité du peuple ».

- Interview réalisée par nos soins en janvier 2015 à Abidjan.

Questions au journaliste Armand Bohui du journal Notre Voie.

1/ Doctorante : «Dans le corpus ci-joint, pouvez-vous mettre en exergue et commenter des passages qui vous paraissent :

-Trop solennels ? –Trop familiers ?

-Incompréhensibles pour certaines couches de la population ivoirienne ? ».

Armand Bohui :

- Trop solennels

Plusieurs passages des discours de feu Houphouët-Boigny sont effet solennels, surtout dans le discours prononcé suite à la proclamation de l'indépendance.

Paragraphe 1^{er} page 35 : « la France, je l'ai rappelé hier après-midi, après nous avoir colonisés s'est acquittée de cette dette contractée envers l'humanité ». Ce passage est trop solennel et vire même à l'hypocrisie.

Ici, feu Houphouët ne parle qu'au nom de son pays qui vient d'acquérir l'indépendance. Mais non seulement il dédouane la France colonisatrice, mais en plus, il se substitue à tous les peuples colonisés comme s'il avait été mandaté pour parler en leur nom.

De surcroît, il ne démontre pas comment « la France s'est acquittée avec noblesse de la dette qu'elle a contractée envers l'humanité ». On peut aussi se demander, comment rendre la dignité à des peuples qui en ont droit, peut signifier « s'acquitter de la dette contractée » du fait de la colonisation.

Mais il faut comprendre cette intervention du premier président de la Côte d'Ivoire au regard du contexte qui est la fin de la colonisation et la façon dont la Côte d'Ivoire a accédé à l'indépendance. Faut-il rappeler que feu Félix Houphouët-Boigny n'était pas pour la rupture avec la France. Et ce discours est une façon de dire à la France que la Côte d'Ivoire demeurait avec elle.

- Trop familier

Le discours de Laurent Gbagbo à la nation, le 7 février 2003 suite à la signature de l'accord de Marcoussis.

Dernier Paragraphe page 77 : « Maintenant, je vais parler au peuple, à mon peuple [...] jamais trahi ».

Ce paragraphe, on pourrait dire, qu'il est trop familier et qu'il contient une dose de démagogie. Le président Laurent Gbagbo dit : « mon peuple... je ne vous ai jamais trahis et vous ne m'avez jamais trahi [...] ».

N'est-ce pas une prétention de s'attribuer la paternité du peuple ? Par ailleurs, le président Laurent Gbagbo s'il a raison de dire qu'il n'a jamais trahi son peuple, peut se tromper en disant que le peuple ne l'a jamais trahi.

Mais pour qui connaît Laurent Gbagbo et ses relations avec le peuple ivoirien, ces déclarations ne posent aucun problème. En outre, le contexte est connu. Il s'agissait pour Laurent Gbagbo de faire admettre que l'accord de Marcoussis dans l'opinion. Et de faire accepter ceux qui ont les armes contre la patrie. Cela nécessitait de sa part qu'il se sur-

passé. Et l'orateur a sorti le discours direct qui est son arme favorite. Il convient cependant de le dire aussi bien le franc-parler que des actions inédites (comme par exemple arrêter le cortège présidentiel pour saluer une personnalité qu'il a reconnue) constituent « la marque Laurent Gbagbo ».

- Des passages incompréhensibles

Dans les discours de ces deux personnalités, il n'y existe pas de passages incompréhensibles. Les deux hommes sont différents idéologiquement, les thèmes qu'ils développent sont différents, les contextes dans lesquels ils parlent sont différents, Mais tous les discours sont compréhensibles.

II/ Doctorante : « Trouvez-vous que la forme des discours est homogène ? Commentez votre réponse ».

Armand Bohui : « Les discours objets de notre analyse sont homogènes. Parce que les auteurs qui sont des personnalités d'époque différente sont des politiques reconnus pour leur clairvoyance et leur adresse. En outre, les thèmes développés dans les différents discours sont des sujets solennels et d'intérêts national et international. Quand feu Houphouët-Boigny parle de la proclamation de l'indépendance, livre un message à la nation à l'occasion de la fête nationale, et s'attaque aux spéculateurs ; Laurent Gbagbo lui, parle de l'accord de Marcoussis, de la crise que le pays a connue, de la paix que la Côte d'Ivoire recherche.

Il convient aussi de faire remarquer que les différents messages n'ont pas été livrés dans des circonstances d'improvisation, ce sont des discours attendus, préparés pour des occasions officiels. »

III/ Doctorante : Si vous pensez que certains discours manquent d'homogénéité, pouvez-vous donner votre avis sur ce manque d'homogénéité ?

Armand Gohui : « Ces discours ne manquent pas d'homogénéité. »

IV/ Doctorante : Au vu du corpus, avez-vous l'impression que la forme du discours a évolué entre 1960 et 2010 ? Commentez votre réponse.

Armand Bohui : « Vu le corpus, on peut dire que le discours politique a évolué de 1960 à 2003. Dans la forme, d'un style trop solennel, entretenu, enrobé, on est arrivé à un style direct, familier. Dans le fond, les contextes ayant changé, cela implique de plein droit que les thèmes ne soient plus identiques. »

V/ Doctorante : L'évolution éventuelle reflète-elle un changement ou une constance du discours politique en général en Côte d'Ivoire ? Commentez votre réponse.

Armand Bohui : « Cette question est pareille à la précédente. J'ai la même réponse ».

VI/ Doctorante : Si vous pensez qu'il y a évolution du langage dans le discours politique, est-ce d'un président à l'autre ou pour un même président au cours de sa fonction ? Commentez votre réponse.

Armand Bohui : « L'évolution se fait d'un président à un autre et tient surtout compte des problèmes spécifiques que rencontre chaque président ».

VII/ Doctorante : Pensez-vous légitime ou souhaitable que la forme du discours politique en Côte d'Ivoire soit proche du français classique (tel qu'il est parlé en France) ou de celui qui est parlé par les Ivoiriens ? Commentez votre réponse.

Armand Bohui : « A défaut d'avoir une langue nationale, il est souhaitable que la forme du discours soit proche de ce que parlent les ivoiriens. Il convient néanmoins de faire la différence entre le discours officiel des politiques dont la forme est classique et le parler des ivoiriens de la rue. »

VIII/ Doctorante : Avez-vous déjà critiqué la forme du discours politique des présidents Ivoiriens ou avez-vous des exemples d'autres journalistes l'ayant fait ? Si oui, quelles sont leurs raisons ? Commentez votre réponse.

Armand Bohui : « Des critiques du discours ?

Je n'ai jamais fait de critique de discours et je ne connais pas d'œuvre dans ce sens. »

IX/ Doctorante : Avez-vous le sentiment que le langage des hommes et leaders politiques influence la formulation des commentaires politiques des journalistes ou à l'inverse, pensez-vous que c'est plutôt la formulation des commentaires politiques des journalistes qui influence celle des hommes et leaders politiques ? Ou les deux ? Commentez votre réponse.

Armand Bohui : « L'influence des langages.

Je trouve que le langage des hommes et leaders politiques influencent les journalistes. Parce que les hommes de médias n'ont de cesse de citer les hommes et les leaders politiques. Le président Houphouët a introduit l'expression « découragement n'est pas ivoirien », les journalistes mentionnent une phrase célèbre du président Henri Konan Bédié : « Mettez-vous à ma disposition ! ». Feu Robert Guéi a initié le concept de « balayer », Laurent Gbagbo conseille de s'asseoir et de discuter, il dit de faire doucement parce qu'on est pressé... voilà des exemples de commentaire que la presse évoque souvent. »

X/ Doctorante : Pensez-vous que, dans sa formulation, les discours politiques ivoiriens sont influencés par des discours politiques étrangers ? Pays africains ? France ? Etats-Unis ?

Armand Bohui : « Dans leur formulation, les discours politiques ivoiriens sont influencés par les pays avec lesquels ils développent les thèmes de l'intégration, les conflits, le terrorisme, les soucis monétaires [...] ; par la France et les Etats-Unis, concernant la bonne gouvernance, le terrorisme, la démocratie [...] ».

XI/ Doctorante : Au vu du corpus, pouvez-vous citer quelques passages qui vous paraissent les plus éloignés de la culture française et qui pourraient être enracinés dans la culture africaine voire la culture ivoirienne et plus précisément la culture locale de chaque président ? Commentez votre réponse.

Armand Bohui : « À la page 50 avant dernier paragraphe, feu Houphouët parle de « Radio Treichville ». C'est une façon bien ivoirienne de désigner les rumeurs. À la page 86 avant la fin de l'avant dernier paragraphe, le président Laurent Gbagbo cite un proverbe : « Si tu veux manger ta banane braisée avec la viande, il ne faut pas chasser

deux écureuils à la fois [...] ». Ce dicton appartient précisément à la culture Bété dont est issue le président Laurent Gbagbo.

Ce sont deux exemples de spécificité en Côte d'Ivoire. L'un est national et l'autre est local. En les utilisant, chaque orateur a le sentiment de traduire plus singulièrement sa pensée. Ainsi, les récepteurs, ceux à qui le message est adressé y accèdent plus. Parce qu'il y a dans la société ivoirienne des traits d'union. »

XII/ Doctorante : À votre avis, est-ce que l'utilisation du français dans le discours politique de forme proche du « nouchi » ivoirien par un président en fonction peut nuire à l'image de la Côte d'Ivoire au plan international ou au contraire peut-elle servir à exprimer une spécificité ivoirienne et dans ce cas, qu'est-ce qui devrait être entrepris pour rendre cette spécificité populaire moderne compréhensible hors des frontières ivoiriennes ? Commentez votre réponse.

Armand Bohui : « L'utilisation du français proche du « Nouchi » permettra d'exprimer une spécificité. Dans ce cas, il convient de prendre les résultats des études et des recherches qui ont été déjà effectuées sur cette appropriation ou adaptation de la langue qui allie français et langues locales afin de voir comment valoriser cette forme de discours et la rendre plus usuelle.

Cela est de notre point de vue une solution intermédiaire ; l'idéal aurait été de trouver une langue nationale. La raison est simple. Selon les spécialistes, il est quasiment impossible de se développer dans la langue de l'autre. Trouver une langue nationale est donc un impératif de développement.

XIII/ Doctorante : À votre avis, quel sera l'avenir de l'actuel langage du discours politique présidentiel en Côte d'Ivoire ? Commentez votre réponse.

Armand Bohui : « Dans l'état actuel des choses, le discours politique présidentiel épouse la forme classique. Tant que la Côte d'Ivoire n'a pas adopté une langue nationale, il ne court aucun risque ».

XIV/ Doctorante : Pensez-vous que le français comme langue vivante est en voie d'appropriation par le peuple ivoirien qui est en train de créer une nouvelle langue basée sur le français et dans ce cas, quelle devrait être la place d'une telle langue dans les domaines

officiels tels que les discours politiques par rapport au français tel qu'il est parlé en France ? Commentez votre réponse.

Armand Bohui : « Le français en voie d'appropriation, on peut le dire. Seulement les fruits de cette appropriation, « le Nouchi » cohabite avec le français classique, parce que le français est une langue de colonisation et la Côte d'Ivoire est un pays à culture française. »

XV/ Doctorante : Il existe aujourd'hui en Côte d'Ivoire des langues africaines comme : l'Agni, le Baoulé, le Bété, le Dioula, etc., une version locale du français le « nouchi » ivoirien ou le français de la rue et un français classique proche de celui parlé en France. A votre avis, quelle doit être la place de ces trois types de langue et quelle sera leur place respective dans l'avenir en tenant compte du rôle sans cesse grandissant de l'anglais sur le plan international ? Commentez votre réponse.

Armand Bohui : « La place des langues locales, du Nouchi et du français classique. Dans un pays où il n'y a pas de langue nationale, les langues locales sont reléguées au second rang. Quant au Nouchi il vit en parallèle aux deux premières langues. Le français est donc en première ligne parce que c'est un fait de culture : la plus forte phagocyte les autres.»

XVI/ Doctorante : Vous paraît-il aujourd'hui plus important, que le discours politique s'adapte dans sa forme linguistique aux populations ayant le niveau de scolarisation le plus bas ou doit-il au contraire servir d'exemple linguistique en gardant des formes classiques au risque d'être mal compris par ces populations ? Commentez votre réponse.

Armand Bohui : « Le discours politique ne doit pas s'adapter dans sa forme linguistique aux populations qui ont un niveau plus bas. Bien au contraire, il convient de voir dans quelle mesure prendre les dispositions pour que les populations aient le niveau requis pour accéder au discours dans sa forme classique. C'est une charge de l'Etat que de faire en sorte de rendre l'éducation accessible pour tous les concitoyens. »

Réponses du journaliste et écrivain Azo Vauguy, interview réalisée en janvier 2015 à Abidjan.

I/ Doctorante : Dans le corpus ci-joint, pouvez-vous mettre en exergue et commenter des passages qui vous paraissent :

-Trop solennels ? –Trop familiers ?

-Incompréhensibles pour certaines couches de la population ivoirienne ?

Azo Vauguy « Dans son message à la nation du 7 février 2003, le président Gbagbo dit ceci : «<<Maintenant, je voudrais parler au peuple de Côte d’Ivoire. Mon peuple. Que vous dire !

Nous sommes ensemble [...] tout ce monde-là qui vient de démontrer encore la légitimité que j’ai à exercer ce pouvoir ».

Il y a un autre paysage à noter : « Ceux qui ont trébuché et qui sont tombés [...]. Nous n’avons pas le droit d’oublier [...]»

Ces paysages paraissent trop familiers, parce qu’il fallait, en ce moment de détresse, soutenir les uns et les autres tout autant marqués, par l’émotion, en vue de favoriser la solidarité, renforçant ainsi les liens de fraternité.

-Dans son discours après son investiture du 26 octobre 2000.

« Avec la cérémonie d’investiture de ce jour, nous sommes à une étape décisive pour sortir de la transition inaugurée par le coup d’Etat du 24 décembre 1999 [...]. Je me suis engagé devant vous [...]» Ce genre de contexte entraîne bien souvent la solennité du discours et l’on tombe quelquefois dans l’exagération.

Il en est de même dans le discours de Félix Houphouët-Boigny à l’occasion de la proclamation de l’indépendance, le 7 août 1960 : « Voici arrivée, pour toi, o mon pays, mon pays bien aimé, l’heure tant attendue où ton destin t’appartient entièrement [...] et la noblesse de caractères, ces paroles ajoutent à notre confusion [...]»

Ici, Houphouët-Boigny rappelle et tire sa joie du fruit doré que la lutte qu'il engagée ensemble avec la Côte d'Ivoire et ses compagnons a produit.

-En revanche, nous relevons dans ce passage de son discours adressé aux couches socio professionnels.

1989 à Abidjan, une attitude assez familière : « Aujourd'hui, à l'université, la plupart de nos étudiants sont venus du pays profond [...] tendre une main fraternelle, même à ceux qui ont méprisé leurs parents et leurs aînés par égoïsme [...] ». Un appel à la solidarité est presque toujours empreint d'expression de rapprochement que l'on livre simplement mais de façon plus ou moins attractive

-ce sont surtout les discours solennels que les populations comprennent difficilement parce que le discours est porté au 3^e degré ou soutenu. »

II/ Doctorante : Trouvez-vous que la forme des discours est homogène ? Commentez votre réponse.

Azo Vauguy : Tous les discours sont homogènes pour dire que ce sont des messages bien structurés.

III/ Doctorante : Si vous pensez que certains discours manquent d'homogénéité, pouvez-vous donner votre avis sur ce manque d'homogénéité ?

Azo Vauguy : Je pense qu'il y a homogénéité dans les discours.

IV/ Doctorante : Au vu du corpus, avez-vous l'impression que la forme du discours a évolué entre 1960 et 2010 ? Commentez votre réponse.

Azo Vauguy : « Absolument. Les discours avec leur forme ont évolué. A chaque époque, c'est son appréciation de l'environnement qui évolue. 1960, la plupart des pays africains sortent fraîchement du joug colonial trop marqué cherchaient la voie de l'auto-détermination alors que les liens de soumission aux maîtres d'hier n'étaient pas encore rompus. Des années 90 à ce jour, s'est engagée la lutte pour la vraie souveraineté du continent. Nécessairement, le discours a changé ».

V/ Doctorante : L'évolution éventuelle reflète-elle un changement ou une constance du discours politique en général en Côte d'Ivoire ? Commentez votre réponse.

Azo Vauguy : « L'évolution réelle du discours dépend surtout de l'option des dirigeants politiques en vue d'aller dans le sens du changement. Dans les différents discours de Laurent Gbagbo, on relève cette situation. ».

VI/ Doctorante : Si vous pensez qu'il y a évolution du langage dans le discours politique, est-ce d'un président à l'autre ou pour un même président au cours de sa fonction ? Commentez votre réponse.

Azo Vauguy : « Comme je l'ai mentionné déjà, le changement varie d'un président à un autre. Certains présidents sont réfractaires à la démocratie, d'autres veulent sortir du gouffre en pratiquant les vertus de la démocratie ».

VII/ Doctorante : Pensez-vous légitime ou souhaitable que la forme du discours politique en Côte d'Ivoire soit proche du français classique (tel qu'il est parlé en France) ou de celui qui est parlé par les Ivoiriens ? Commentez votre réponse.

Azo Vauguy : « Il serait légitime que la forme du discours du politique en Côte d'Ivoire soit proche du français qui est parlé dans ce pays, car si le discours tenu en forme classique se heurte aux oreilles des ivoiriens, ils seraient incapable de réagir dans les normes souhaitées. Des discours mal compris peuvent entraîner des réactions intempestives. »

VIII/ Doctorante : Avez-vous déjà critiqué la forme du discours politique des présidents Ivoiriens ou avez-vous des exemples d'autres journalistes l'ayant fait ? Si oui, quelles sont leurs raisons ? Commentez votre réponse.

Azo Vauguy : « Le président actuel, pour assister les populations de l'ouest qui ont subi d'énormes pertes au cours de la crise, leur a promis de l'argent pour reconstituer leurs affaires. Or ces populations ont vu leurs lieux de culte désacralisés. Leurs masques ont disparu. Au lieu de mettre l'accent sur les us et coutumes ou la culture du peuple wè, c'est des billets de banque qu'on lui donné à se partager ».

IX/ Doctorante : Pensez-vous que le français comme langue vivante est en voie d'appropriation par le peuple ivoirien qui est en train de créer une nouvelle langue basée sur le français et dans ce cas, quelle devrait être la place d'une telle langue dans les domaines officiels tels que les discours politiques par rapport au français tel qu'il est parlé en France ? Commentez votre réponse.

Azo Vauguy : « le langage des hommes politiques et des leaders influencent la formulation des commentaires des journalistes. Le plus souvent, ils travaillent dans les organes créés par ces hommes politiques et les hommes de presse donnent échos à leurs discours ».

X/ Doctorante : Pensez-vous que, dans sa formulation, les discours politiques ivoiriens sont influencés par des discours politiques étrangers ? Pays africains ? France ? Etats-Unis ?

Azo Vauguy : «dans la mesure où la Côte d’Ivoire vit en harmonie avec la communauté internationale, il est normal que la formulation des discours s’ouvre à la marche des autres Etats, sans négliger les réalités et les exigences du pays ».

XI/ Doctorante : Au vu du corpus, pouvez-vous citer quelques passages qui vous paraissent les plus éloignés de la culture française et qui pourraient être enracinés dans la culture africaine voire la culture ivoirienne et plus précisément la culture locale de chaque président ? Commentez votre réponse.

Azo Vauguy : « Chez Houphouët-Boigny, on retrouve les mêmes choses dans son adresse du 12 juillet 1989 ; « Aujourd’hui, je serai plus bref. Quelle est la plus grande préoccupation de l’heure [...] dans le cœur des hommes. Dans les deux cas, la part de la solidarité villageoise ou la solidarité africaine est remarquable. Et les chefs d’Etat sortent quelque peu du mythe de leur fonction, descendant de la hauteur de l’institution qui fait d’eux des personnes exceptionnelles que certaines personnes élèvent au rang de dieu.

Dans son discours de 2003, nous pouvons relever des mots de Laurent Gbagbo : « J’ai une pensée pour tous les réfugiés [...]. Je les salue et leur dis qu’il n’y a pas plus grand ».

XII/ Doctorante : À votre avis, est-ce que l’utilisation du français dans le discours politique de forme proche du « nouchi » ivoirien par un président en fonction peut nuire à l’image de la Côte d’Ivoire au plan international ou au contraire peut-elle servir à exprimer une spécificité ivoirienne et dans ce cas, qu’est-ce qui devrait être entrepris pour rendre cette spécificité populaire moderne compréhensible hors des frontières ivoiriennes ? Commentez votre réponse.

Azo Vauguy : « Dans ce cas, il faudrait être plus agressif une fois sorti de la Côte d'Ivoire en vue de faire une place remarquable à la spécificité ivoirienne qui se traduisent dans l'emploi du Nouchi. Déjà, avoir une manière spécifique de s'exprimer est un grand pas vers le développement. »

XIII/ Doctorante : À votre avis, quel sera l'avenir de l'actuel langage du discours politique présidentiel en Côte d'Ivoire ? Commentez votre réponse.

Azo Vauguy : « Nous ne voyons pas grande chose. L'utilisation d'une langue de soumission n'apporte rien »

XIV/ Doctorante : Pensez-vous que le français comme langue vivante est en voie d'appropriation par le peuple ivoirien qui est en train de créer une nouvelle langue basée sur le français et dans ce cas, quelle devrait être la place d'une telle langue dans les domaines officiels tels que les discours politiques par rapport au français tel qu'il est parlé en France ? Commentez votre réponse.

Azo Vauguy : « Si les discours politiques étaient dits dans une langue autre que le français comme le nouchi et maîtrisé par les ivoiriens, cela nous mènerait vers l'émergence.»

XV/ Doctorante : Il existe aujourd'hui en Côte d'Ivoire des langues africaines comme : l'Agni, le Baoulé, le Bété, le Dioula, etc., une version locale du français le « nouchi » ivoirien ou le français de la rue et un français classique proche de celui parlé en France. A votre avis, quelle doit être la place de ces trois types de langue et quelle sera leur place respective dans l'avenir en tenant compte du rôle sans cesse grandissant de l'anglais sur le plan international ? Commentez votre réponse.

Azo Vauguy : « Cette démarche dépend de la volonté politique. En Côte d'Ivoire, les enseignements en linguistique appliquée ont mis au point, l'utilisation des langues ivoiriennes depuis très longtemps. Mais la volonté politique ne suit pas. On ignore certainement la valeur de la langue comme véhicule de civilisation.»

XVI/ Doctorante : Vous paraît-il aujourd'hui plus important, que le discours politique s'adapte dans sa forme linguistique aux populations ayant le niveau de scolarisation le plus bas ou doit-il au contraire servir d'exemple linguistique en gardant des formes classiques au risque d'être mal compris par ces populations ? Commentez votre réponse.

Azo Vauguy : « Il est toujours intéressant le peuple évolue vers le sommet. A l'effet de réaliser une combinaison harmonieuse entre les discours politiques dont la forme linguistique s'adapte aux populations ayant un niveau d'alphabétisation moyen, et les formes classiques. Ce dosage apporterait beaucoup d'efficacité ».

-Interview réalisée par nos soins en mars 2014 à Brumath (France).

Doctorante : « M. le maire comment percevez-vous les discours des président Houphouët-Boigny et Laurent Gbagbo ? »

M. Etienne Wolf : « Le président Houphouët-Boigny s'exprime comme ses contemporains présidents français, Charles de Gaulle et François Mitterrand. Je ne pense pas qu'à l'époque, le peuple comprenne tout son message.

Les discours du président Laurent Gbagbo sont de bons discours parce que son peuple le comprend. C'est ce que tout homme politique cherche.

Mais lorsque le message a un caractère aussi bien national qu'international comme son discours d'investiture, le manque d'homogénéité ne permet pas à des personnes de l'extérieur de mieux comprendre son message. »¹⁶¹

¹⁶¹ Interview réalisée par nos soins en mars 2014 à Brumath en Alsace.

II/ Résumé des enquêtes

Questions en Côte d'Ivoire et en France

1/ Dans le corpus ci-joint, pouvez-vous mettre en exergue et commentez des passages qui vous paraissent :

- Proches du discours politique en France ? -

Eloignés pour des Français et Franco-français (Français de souche) ? Veuillez tenir compte de l'époque à laquelle ces différents discours ont été prononcés et comparez-les aux discours français contemporains.

2/ Au vu du corpus, avez-vous l'impression que la forme du discours a évolué entre 1960 et 2010 ? Commentez votre réponse.

3/ Pensez-vous que, dans sa formulation, les discours des présidents Ivoiriens sont influencés par des discours politiques étrangers ? France ? Etats-Unis ? Pays africains ? Commentez votre réponse.

4/Du point de vu de la langue, quel est le président que vous comprenez le mieux? Justifiez votre réponse.

5/ A votre avis, l'évolution du discours politique ivoirien des deux présidents (de 1960 à 2010), reste-elle influencée par l'évolution du discours politique des présidents Français (de 1960 à 2010) ou a-t-elle une évolution propre influencée par la culture africaine et ivoirienne ? Commentez votre réponse.

6/ Pensez-vous que le français comme langue vivante est en voie d'appropriation par le peuple ivoirien qui est en train de créer une nouvelle langue basée sur le français et dans ce cas, quelle devrait être la place d'une telle nouvelle langue dans les domaines officiels tels que les discours politiques par rapport au français tel qu'il est parlé en France ? Commentez votre réponse.

7/ Vous paraît-il aujourd'hui plus important, que le discours politique s'adapte dans sa forme linguistique aux populations ayant le niveau de scolarisation le plus bas ou doit-il au contraire servir d'exemple linguistique en gardant des formes classiques au risque d'être mal compris par ces populations ? Commentez votre réponse.

8/ Au vu du corpus, pouvez-vous citer quelques passages qui vous paraissent les plus éloignés de la culture française et qui pourraient être enracinés dans la culture africaine ?

Nous avons enquêté auprès de 100 personnes en Côte d'Ivoire et en France. Les taux de réponse s'élèvent à 75%, soit 75 réponses.

La moyenne est bonne voire très bonne, sans que nous puissions préjuger la qualité des réponses car nous ignorons dans quelles conditions ont été remplies nos questionnaires.

Nous avons posé 8 questions ci-dessus à des ressortissants Ivoiriens, Français et à des personnes parlant français et vivant en Côte d'Ivoire ou en France.

Même si cette enquête ne peut pas être évoquée comme pièce de conviction à notre démonstration (il aurait fallu un échantillon plus important), elle n'en demeure pas moins dynamique.

En effet, les réponses fournies nous permettent de dégager des renseignements sur les populations étudiées.

-Cas de la Côte d'Ivoire :

-cela nous montre l'intérêt de l'ivoirien de satisfaire un besoin linguistique qui permette à l'élite de communiquer avec toute la population. Ce fait nous impacte quand nous savons que la Côte d'Ivoire, contrairement à d'autres pays africains qui ont le français comme langue officielle en plus d'une ou deux langues nationales. La Côte d'Ivoire ne l'a pas fait par volonté politique car des études ont été menées dans ce sens et sont restées lettres mortes.

- Le parler « style créolisation du français » né des suites d'un besoin des populations des faubourgs d'Abidjan pour communiquer, donc pour couvrir un besoin (combler un vide linguistique), est repris et amélioré par le président Laurent Gbagbo qui lui donne une identité.

En Côte d'Ivoire, les jeunes comprennent mieux les discours du président Laurent Gbagbo et donc les préfèrent, alors que leurs parents préfèrent ceux de Félix Houphouët-Boigny. Même ceux qui ne comprenaient pas ses discours, optent sa formulation qui sert de modèle à leurs enfants.

- Cas en France :

-Il ressort de notre enquête en France que si la formulation de l'expression du discours de Félix Houphouët-Boigny est ampoulée et vieillie, il demeure du français de son époque, celui parlé par des présidents de Gaulle et Mitterrand.

-Dans les populations françaises, il ressort que les jeunes de moins de 30 ans préfèrent les discours du président Gbagbo même s'ils disent ne pas tout comprendre, car contenant des expressions dites « locales » pour eux.

-Les personnes de 30 ans et plus préfèrent les discours de Félix Houphouët-Boigny parce qu'ils font un rapprochement avec ceux des présidents Charles de Gaulle et François Mitterrand qu'ils écoutent ou regardent dans des émissions radiophoniques ou télévisuelles.

NB : En France, un homme politique (qui a plus de 30 ans) parmi la population auprès de laquelle j'ai enquêté préfère les discours de Laurent Gbagbo car dit-il : « Chez Houphouët-Boigny, il faut lire entre les lignes et chez Laurent Gbagbo, c'est direct donc je comprends mieux. Quand tu prononces un discours, tu fais passer un message.

Le discours de l'un et l'autre restent influencés par la France et sa culture.

Mais, le discours de portée internationale a un langage policé qui n'est pas respecté par le président Gbagbo, ce qui fait que de l'extérieur (pour celui qui ne va pas régulièrement en Côte d'Ivoire), il perd une partie du message présidentiel de Laurent Gbagbo. Sur ce plan, je n'ai rien à reproché au discours du président Félix Houphouët-Boigny. Lorsqu'on s'adresse à un public local, le discours s'adapte à ce dernier. »

Ces faits nous permettent d'avancer qu'une évolution a été amorcée et c'est là où notre travail est aussi important car il ne se termine pas ici, nous allons continuer, développer, en étendant notre échantillon pour en un champ statistique plus probant. Mais d'ores et déjà, nous avons un bon estimateur ponctuel car diversifié. Nous n'avons pas pris au hasard dans une partie de la population. Les personnes ont été choisies parmi les différentes couches sociales et les résultats obtenus nous montrent que c'est une bonne dynamique à développer.

III.1 Les discours du président Félix Houphouët-Boigny

1/

DISCOURS
DE MONSIEUR HOUPHOUET-BOIGNY
CHEF DE L'ETAT DE CÔTE D'IVOIRE
A L'OCCASION DE LA PROCLAMATION
DE L'INDEPENDANCE

7 août 1960

Messieurs les Présidents et Chefs d'Etat,

Monsieur le Ministre d'Etat, Président de la Délégation
Française,

Excellences,

Messieurs les Députés,

Mesdames et Messieurs,

Voici arrivée, pour Toi, ô mon pays, mon Pays bien-aimé,

L'heure tant attendue où ton destin t'appartient entièrement.

Peuple de mon pays, laisse éclater ta joie, tu mérites cette joie.

Tu as souffert plus que tout autre, en patience, longtemps.

Mais ta souffrance n'a pas été vaine.

Tu as lutté, mais inutilement, puisque la victoire, tu la connais aujourd'hui.

Le besoin de dignité que tu portais en toi, le voilà enfin satisfait.

Tu es libre, et, avec fierté, tu entres dans la grande famille des Nations.

Mais cette joie immense ne nous fera pas oublier nos morts illustres. Nous pensons à eux avec reconnaissance et nous nous inclinons avec respect devant tous ceux qui sont morts en héros au cours de notre lutte émancipatrice. Nous les associons à notre allégresse.

Je veux dire à Monsieur le Ministre d'Etat Louis Jacquinet, qui préside avec tant de distinction la délégation française, combien je suis touché, combien la Côte d'Ivoire est touchée par les termes de son beau discours. Venant d'un homme comme lui dont tout le monde se plaît à reconnaître et à louer la probité intellectuelle et la noblesse de caractères, ces paroles ajoutent à notre confusion.

Monsieur le Ministre d'Etat, vous avez bien voulu rappeler mes quelques rares mérites, le modeste rôle, l'action qu'humblement j'ai menée au service à la fois de l'Afrique et de la France.

Je n'ai fait que mon devoir et si j'ai réussi à faire entendre la voix de mon cher pays, c'est à la France que je le dois.

Et c'est avec beaucoup d'émotion que je cherche dans cette salle un homme, un des vôtres, un des nôtres qui, dans sa jeunesse, m'avait enseigné par l'exemple que vivre c'était se donner, et c'est en m'efforçant chaque jour de faire de cet enseignement

la loi de mon action, que j'ai pu rendre quelques services à mon beau pays attaché au vôtre à la fois par la raison et par le cœur.

Je voudrais vous rappeler, car il faut que l'Assemblée le sache, il faut que le pays le sache, qu'au moment où, devenus majeurs, nous allons quitter la maison familiale, où nous avons été souvent gâtés, parfois aussi réprimandés – qui aime châtie bien, affirme un dicton- pour aller fonder notre maison à nous, notre foyer à nous, je voudrais vous dire, Monsieur le Ministre d'Etat, qu'en quittant la famille française, nous n'avons pas le sentiment d'oublier tout ce que nous avons reçu d'elle. Nous voulons, au contraire, développer, enrichir le lourd patrimoine qu'elle nous a légué et ce, au bénéfice de notre peuple.

La France - je l'ai rappelé hier après-midi - après nous avoir colonisés, s'est acquittée avec noblesse de cette dette contractée envers l'humanité.

Aussi, mes chers frères, n'y a-t-il pas de honte à avoir été colonisés. Nous n'avons plus à nous attarder dans des plaintes inutiles. Nous devons aller de l'avant car, nous aussi, nous devons apporter au monde notre contribution décisive.

Oh ! Certes, notre jeunesse ardente et fière, intelligente, poursuivra et obtiendra, dans tous les domaines, des progrès sensibles qui puissent faire envie.

Mais ce que nous devons apporter de plus à ce monde déchiré, c'est notre amour sincère de la Paix et de la Justice.

Pour cette tâche, tous les Africains d'expression française, tous les Africains se doivent de s'unir, de se concerter afin de soustraire leur pays à de funestes compétitions.

Pour cette tâche, ils doivent s'unir, se concerter afin qu'ensemble ils puissent faire de cette Afrique, vieille et jeune à la fois, la terre de la réconciliation des peuples.

C'est votre vocation.

Un de nos amis, le Président Maurice Yaméogo, résumait les sentiments que nous éprouvons tous à l'égard de ce chef illustre, le Général de Gaulle, chargé de tant de gloire, quand il affirmait qu'en libérant les peuples africains d'expression française, le général de Gaulle était entré dans l'immortalité.

Je voudrais, Monsieur le Ministre d'Etat, vous demander d'être auprès du Général de Gaulle l'interprète des sentiments affectueux que nous nourrissons à son endroit.

Vous lui direz combien nous sommes attachés à sa personne.

Mais vous lui direz également qu'en quittant la grande famille française, nous savons –vous ne le dites pas, mais vous le pensez comme nous le pensons –ce n'est pas sans regret de part et d'autre.

C'est la Côte d'Ivoire qui veut aujourd'hui s'en aller, non pas à l'aventure, mais bâtir sa maison à elle. Je voudrais dire au bon peuple de France, pour le rassurer, qu'instruite par votre exemple, ayant été à l'école de vos vertus, la jeune Afrique indépendante saura se construire un avenir qui soit digne du vôtre.

Il y a 15 jours exactement, au cours d'une manifestation honorant la ville d'Abidjan, le Maire de notre Capitale disait que le mot magique et bouleversant d'indépendance était, en Côte d'Ivoire, depuis longtemps admis, assimilé. Aussi, dignité, à notre besoin d'exister en tant que Nation souveraine, contienne un germe de haine à l'égard de qui que ce soit.

Ayant simplement, en ce jour, la sensation aiguë d'une prise de toutes nos responsabilités, nous voulons considérer notre indépendance comme une contribution à la cause de la paix entre les hommes, et les nations.

Nous savons ce qu'elle comporte pour nous de responsabilités, mais nous les assumerons avec enthousiasme, car nous le répétons, c'est à la cause de la paix que nous souhaitons la consacrer.

Nous redoublerons de travail, car nous avons à compter d'abord avec nos seules ressources et ce travail, c'est dans une discipline accrue, c'est dans une union totale que nous le réaliserons.

C'est tout simplement la devise de notre chère République que nous nous attacherons à avoir devant les yeux : *Union-Discipline-Travail*.

Nous devons arriver à une unité complète à l'intérieur de nos frontières, car c'est cette unité intérieure qui témoignera de notre force, nous permettra de jouer notre rôle dans le concert des nations.

Cette recherche de notre unité que je place comme but premier de notre action ne se traduira pas par l'isolement, par un repli sur nous-mêmes.

La tentation peut-être grande de se croire en possession de toutes les vertus.

Mais la petite expérience qu'il nous a été donné d'acquérir depuis 15 ans de vie politique ne nous a fourni aucun exemple de peuple isolé se suffisant à lui-même.

Les destinées de notre pays seront donc conduites, les fenêtres largement ouvertes sur le monde.

Il est naturel, nous le croyons, que nous portions un soin attentif et particulier à nos rapports avec les Etats africains frères.

Trop de problèmes nous sont, en effet, communs, pour que nous ne tentions pas de les résoudre en frères.

Mais pour que la « Table Ronde » que nous souhaitons entre Africains aboutisse à des résultats concrets et déterminants, nous le disons avec force, il conviendra que toute idée d'expansionnisme soit bannie de notre entreprise.

Au contraire, la seule préoccupation que nous devons avoir dans l'esprit, c'est le progrès constant des populations africaines qui ont un long retard à rattraper, qui vivent dans des régions insuffisamment développées et équipées.

Ne visons pas des buts irréalisables, du moins dans un délai rapproché.

Certes, dans la vie des peuples, il faut sans cesse considérer l'avenir, même le plus lointain.

L'Afrique est le pays des rêves, dit-on. Mais en Afrique l'action talonne le rêve.

Nos populations demandent des satisfactions immédiates.

Or, de quoi avons-nous besoin dans l'immédiat, notre dignité satisfaite dans l'acquisition de notre indépendance ?

C'est d'élever le niveau de vie des populations qui veulent, à bon droit, se sentir les égales des populations les mieux pourvues et plus évoluées.

Dans ce dessein, ne pourrions-nous envisager une union entre peuples africains suivant la formule du Conseil de l'Entente ou celle du Président Sylvanus Olympio ?

De quoi avons-nous besoin dans l'immédiat ?

N'est-ce pas de paix pour que l'indispensable union s'établisse entre nous ? N'est-ce pas de paix que nous avons besoin en Afrique pour permettre le développement de nos richesses qui sont grandes et dont certaines ne sont pas encore ou sont peu exploitées ?

Au surplus, en acceptant de ne pas nous armer, nous donnerons un exemple unique au monde qui comprendra l'inutilité de la course aux armements.

Pensez-vous, peuples africains indépendants, qu'il puisse y avoir pour nous de plus grand dessein à réaliser pour le bonheur de l'homme ?

Nous ne concevons pas, cependant, le destin de notre pays dans le seul cadre du continent noir. Qu'on nous pardonne d'entrevoir, en médecin, le destin de notre pays.

Toute demeure, pour la santé physique et morale de ses habitants, a besoin d'aération, de courants d'air.

En est-il autrement pour la santé des nations ?

Assurément non.

Aussi envisageons-nous non seulement des contacts mais aussi des échanges entre peuples de races, de civilisations différentes, car ces contacts et ces échanges nous ont toujours paru indispensables à améliorer la condition matérielle et morale de nos populations.

Personne ici ne me le pardonnerait si je ne rendais pas un vibrant hommage à nos collègues du Conseil de l'Entente dont l'estime, l'amitié, les encouragements m'ont été si précieux dans le dur combat que nous menons pour l'émancipation de nos peuples.

Je me dois, avant de nous séparer, de vous faire une confession : au soir de notre lutte commune pour l'émancipation de l'Afrique, le rang solide, compact que nous formions s'est quelque peu désagrégé. Car certains des nôtres, impatientes, n'ont pas compris la patience calculée de ceux qui veulent s'armer davantage d'efficacité pour assurer le meilleur devenir de leur pays.

A un moment donné, je me suis senti presque seul, seul au soir du combat, si près du but.

C'est alors que trois admirables combattants m'ont dit : « Tu n'es pas seul, nous sommes à tes côtés et nous t'aiderons pour vaincre tous ensemble. »

Et c'est notre ami Maurice Yaméogo, le benjamin des leaders africains d'expression française qui a gravi rapidement les étapes qui conduisent à la maturité

politique grâce à son courage, à sa vivacité d'esprit et aussi et surtout grâce à sa fidélité aux principes sacrés. Maurice Yaméogo, qui nous rappelle l'irremplaçable Ouezzin Coulibaly, a contribué efficacement à la réussite de l'œuvre d'émancipation que nous fêtons aujourd'hui.

Le Général de Gaulle l'a écrit : « La Haute-Volta est le pays des hommes qui savent ce qu'ils veulent. » Maurice Yaméogo a tenu, comme nous, à assigner à sa politique une fin : l'homme, l'homme que Yaméogo, et nous tous, voulons heureux, fier, digne et frère de tous les autres hommes.

Notre ami Hubert Maga de ce vieux et cher Dahomey, qui a su concilier le régionalisme plus séculaire, auquel le Dahoméen demeure jaloux, à la volonté d'unité que portent ses enfants intelligents. Maga qui a une mission délicate, difficile à remplir, n'a pas hésité à se joindre à nous dans la croisade pour la liberté des peuples.

Si Yaméogo nous rappelle Ouezzin Coulibaly par son courage, sa lucidité, la vivacité de son esprit, Hamani Diori, notre Président du Conseil de l'Entente, est l'image même de celui que nous avons tous pleuré.

Comme ce sage-j'ai nommé Mamadou Konaté- Hamani Diori, c'est la probité même, c'est la modestie faite homme. Mais ce qu'il a de plus précieux et sur quoi je vais conclure, c'est qu'il a le culte à la fois de la confiance et de l'espoir.

Comment peut-il en être autrement chez ce leader qui a la conviction que, dans son immense désert, l'homme, rôti par le soleil de feu, aveuglé par le sable rouge, n'a jamais désespéré parce qu'il sait que quelque part dans cette immensité de sable il y a un homme, un frère, qui lui portera secours.

Je sais la vocation du Niger qu'a si magnifiquement défini notre ami Boubou Hama : espoir, confiance, mais aussi solidarité.

C'est cette solidarité qui est à la base de notre action et quand je voulais donner comme exemple de solidarité, le Conseil de l'Entente, je le faisais sans pour autant dénier à d'autres Africains la vertu de rechercher une formule meilleure. Mais nous croyons à la vertu de la nôtre.

Nous pensons que l'union indispensable de l'Afrique doit se réaliser dans le respect de la personnalité de chaque Etat.

Dans une même famille, bien que chacun concoure à la prospérité générale, chaque membre s'efforce de garder sa personnalité, et, si, demain, se réalise, comme nous le souhaitons tous, l'union des continents, cette union ne sera pas pour autant la perte de la personnalité de chacun d'eux.

Nous souhaitons l'union sincère, la plus étroite entre tous les Africains. Nous la souhaitons pour des raisons de cœur, nous la souhaitons aussi parce qu'il y va de l'intérêt bien compris de nous tous. Mais qu'on ne se trompe pas sur les intentions de mes amis et de moi-même.

Dans cette association que nous souhaitons la plus large possible, je le répète, il n'y aura pas de place pour des compétitions inutiles, pour des ambitions qui sacrifieraient à l'amour-propre, à l'orgueil, l'intérêt réel des masses.

Ce que nous voulons rechercher tous ensemble, et que nous devons obtenir tous ensemble, c'est la paix entre nous, la paix entre nous, Africains, pendant que ceux qui se disent grands, parce qu'ils ont la faculté de détruire, s'ils veulent, le genre humain, cherchent, sans y croire, à désarmer.

Il importe, ô Africains, de donner l'exemple.

Armons-nous contre la misère, contre les incompréhensions, mais de grâce, ne portons aucune arme contre notre prochain, parce que c'est notre frère.

Chers enfants de chez nous, je vous invite à répondre à l'appel de la fraternité.

Ne nous attardons plus à de vaines lamentations, tous les peuples sont passés par là où nous sommes passés.

Allons courageux vers notre idéal commun de bonheur, n'hésitons pas en cours de route à piétiner, à écraser, à détruire tout germe de division et de haine

qui naîtrait, alors que nous pourrions, nous Africains, avec le concours d'autres frères africains, et avec le concours de tous les hommes de bonne volonté de ce vaste monde, assurer le règne de la justice.

Parce qu'au fond, c'est bien de cela qu'il s'agit : la Justice, qui seule peut soutenir la paix, non pas la « Paix des braves », mais la « Paix des justes ».

C'est parce que nous avons la conviction sincère qu'en réalisant la paix des justes, nous assurons le triomphe final de la fraternité humaine, que je voudrais, ce soir, en nous séparant, après avoir exprimé tous les sentiments qui nous animent à l'égard de la grande nation qui doit être fière de nous comme nous sommes fiers d'elle : la France, après avoir remercié du plus profond de mon cœur, tous les honorables représentants étrangers, dire à nos frères africains, de quelque expression qu'ils soient, que le moment est venu de nous concerter pour assurer le meilleur devenir de nos pays.

Permettez-moi, en terminant, de vous demander, à tous, de partager ma foi inébranlable dans un monde meilleur, un monde de Paix, un monde de Liberté, un monde de Fraternité.

Chers compatriotes,

C'est aujourd'hui autour d'Abengourou d'organiser les manifestations et les réjouissances qui marquent ici, comme dans toutes la Côte d'Ivoire, mais avec plus de solennité et d'éclat, notre fête Nationale.

Chef-lieu d'un département prospère, Abengourou est plus la capitale d'un jour : notre présence à tous dans cette ville manifeste l'importance de la Côte d'Ivoire de l'intérieur, de la Côte d'Ivoire des planteurs, des commerçants, des éleveurs et des fonctionnaires de contact qui, par leur travail et par leur patriotisme, ont contribué à faire de notre patrie un pays où il fait si bon vivre.

Ici, comme dans toutes les régions de Côte d'Ivoire, notre développement économique, dans la réalité quotidienne, chacun le perçoit, moins vivement peut-être qu'il ne le souhaiterait, assurément, mais de façon toujours plus manifeste cependant et plus nette, qu'en certains pays d'Afrique.

Grâce à une remarquable conjugaison et de dévouements, nos productions traditionnelles augmentent au point de corriger dans une certaine mesure les effets de la baisse des cours, tandis que leur gamme s'élargit sans cesse.

Il ne se passe pas de mois sans que çà et là, un nouveau chantier s'anime, sans qu'une nouvelle école ou qu'un nouveau dispensaire ne s'ouvre ou ne s'agrandisse, sans qu'une localité ne se transforme. Oui, le progrès est partout, dans tous les domaines, au niveau des personnes ou à celui des collectivités, et ce progrès est conçu, préparé, mis en œuvre et exploité avec ce souci d'information, avec cette volonté de dialogue et cette exigence d'adhésion, qui entrent dans les traditions de notre pays, dans celles de notre jeune Fonction publique, toujours plus proche de ce peuple qu'elle s'attache à comprendre, à aimer, à servir et à élever.

Dois-je souligner que notre capital de confiance s'accroît d'année en année, capital de confiance concrétisé par un nombre croissant d'investisseurs, par la toute prochaine réalisation de deux grands projets : le barrage de Kossou et le port de San-Pedro, des

emprunts consentis à notre pays et, notamment, et c'est très important pour un pays sous-développé l'emprunt réalisé sur le marché financier international.

Capital de confiance que nous tous le devoir de mériter chaque jour davantage par la stabilité et le sérieux dans le travail.

Qui, en ce jour d'allégresse générale, ne se réjouit, enthousiasmé ? La Côte d'Ivoire, depuis ce 7 août 1960 que nous fêtons aujourd'hui, n'a cessé de grandir : elle n'a cessé de devenir plus accueillante et plus douce à chacun de nous, Ivoiriens et Ivoiriennes.

Cependant, notre joie présente se renforce aujourd'hui de sentiments particuliers : du soulagement que nous éprouvons tous en sachant que notre chère Côte d'Ivoire a su éviter les troubles qu'ont connus ces derniers mois maints pays du globe.

Les agences de presse des pays qui nous témoignent une amitié superficielle se sont empressées d'annoncer des grèves générales en Côte d'Ivoire, avec le triste cortège de désordre que l'on sait.

On connaît mal notre chère Côte d'Ivoire, pays du Dialogue où les pires difficultés peuvent trouver heureuses solutions grâce à une franche et fructueuse discussion entre travailleurs et employeurs.

La solidité de nos institutions, la claire conscience de nos responsabilités historiques et, surtout, notre sens de l'intérêt général l'ont aisément emporté, durant les semaines écroulées, sur les menées d'une poignée d'irresponsables ou d'inconscients.

Entre la stabilité politique d'un régime démocratique et les jeux intéressés des factions, le peuple ivoirien n'hésite pas.

Pas plus qu'il n'hésite entre une doctrine économique qui permet à notre pays de tirer le meilleur parti de ses ressources loin des rêveries anachroniques qui, sapant la confiance en la Côte d'Ivoire, en éloigneraient les investisseurs, la réduiraient à son seul et insuffisant potentiel, et auraient tôt fait de nous engager sur la voie de la régression.

Pour leur part, dans leur immense majorité, les travailleurs de Côte d'Ivoire savent choisir les avantages et les assurances d'un emploi stable et progressivement amélioré et ils savent repousser les facilités démagogiques qui, en quelques mois engendraient la hausse du coût de la vie, la mévente, le chômage et la fuite des capitaux extérieurs vers des pays plus accueillants, qui n'attendent, peut-être que nos erreurs pour les attirer.

Enfin, le peuple de Côte d'Ivoire sait mettre en parallèle les sacrifices des planteurs soumis aux incertitudes et aux rigueurs du marché international des produits et les appétits ou les impatiences que quelques privilégiés étalent sans pudeur en prétendant représenter la jeunesse ivoirienne qui, Dieu merci, nourrit, nous le savons déjà, d'autres ambitions.

Est-ce à dire que tout soit acquis, que tout soit parfait, que rien ne puisse ou ne doive être corrigé, augmenté, modifié, amélioré et envisagé ? Est-ce à dire que la stabilité et la croissance sont, non seulement nécessaires, mais suffisantes ? Certes pas.

Un pays qui s'élève, c'est un arbre qui grandit ; si sa croissance doit être encouragée, il faut qu'à tout moment, aussi, le planteur l'entretienne, le taille, veille à ne pas favoriser telles branches par rapport à d'autres et fasse en sorte que, le plus vite possible, le plus longtemps possible et le plus possible, il produise les plus beaux fruits possibles.

Et tel est bien, le souci du gouvernement.

Telle est bien, en effet, la tâche que nous avons poursuivie depuis que nous sommes revenus en Côte d'Ivoire à l'issue d'une visite particulièrement enrichissante chez nos frères tunisiens et d'un séjour en Europe et en Amérique qui nous a permis de renforcer les liens d'amitié et les bases de coopération, que nous nous réjouissons de posséder avec certains pays de ces continents.

C'est ainsi que, depuis cette époque –sans délaissier les travaux ordinaires ni se départir d'une discrétion garante d'efficacité- le parti et le gouvernement ont concentré leurs efforts dans quatre directions essentielles, moins d'ailleurs pour devancer une évolution dont nous pressentions le sens, que pour faire œuvre de justice et de progrès.

L'amélioration de la condition des travailleurs, d'abord dans ce domaine, en étroite collaboration avec les organismes syndicaux et avec les milieux d'affaires- dont j'ai pu apprécier à nouveau la compréhension faite d'intelligence et d'attachement à

notre pays – nous avons d’ores et déjà obtenu des résultats assez satisfaisants : ils concernent aussi bien l’augmentation des rémunérations que le renforcement de la sécurité de l’emploi, le bénéfice de la retraite, étendu à tous les travailleurs y compris les gens de maisons, la suppression des distorsions salariales subsistants entre les différentes parties du pays, ou encore l’ivoirisation, progressive et à tous les niveaux, des entreprises exerçant leurs activités en Côte d’Ivoire.

Une commission paritaire va bientôt établir les bases nouvelles du tableau du SMIG compte tenu de la situation actuelle du pays.

Avec tous les responsables de la nation, avec tous les éléments informés de la situation réelle de notre économie, avec tous ceux qui connaissent ou qui devinent la rigueur des lois de la coopération et de la concurrence internationales, j’affirme à nouveau que, pour le moment du moins, nous ne pouvons aller au-delà sans tarir la source même de notre prospérité, sans compromettre très rapidement le sort de nos travailleurs et, à travers eux, celui de la nation tout entière, et sans réduire à néant les légitimes et hautes ambitions que nous nourrissons pour nos enfants.

Je souligne également que dans notre esprit, ces avantages ne constituent qu’une étape, et que, par conséquent, dans la mesure très probable où notre économie continuera de croître, le gouvernement veillera à ce que les fruits du progrès profitent équitablement aux Ivoiriens : il continuera à faire en sorte que le travail, leur compétence et leur conscience professionnelle soient de mieux en mieux rétribués, que notre jeunesse puisse envisager les carrières commerciales et industrielles dans des perspectives dégagées, que les travailleurs trouvent une entreprise accueillante, fraternelle, humaine, compréhensible et offrant des possibilités de promotion justifiées et que le droit au travail, à la sécurité et à une vieillesse heureuse deviennent des réalités.

En même temps, il s’attachera à exercer sur les prix un contrôle tel que les avantages accordés aux travailleurs ne risqueront pas d’être compromis.

En second lieu, la formation depuis dix ans, c’est-à-dire depuis le moment où la Côte d’Ivoire s’est préparée à assumer rapidement et complètement ses propres destinés, notre pays a accompli de grands efforts en faveur de sa jeunesse.

Efforts coûteux aussi puisqu’ils portent chaque année sur près du quart de notre budget, efforts non seulement indispensables et unanimement acceptés, mais également efficaces : près de la moitié de nos enfants ne sont-ils pas désormais scolarisés alors

qu'avant notre indépendance, ils n'étaient que 5% ? Les établissements secondaires et techniques ne se sont-ils pas multipliés ?

Notre université ne s'est-elle pas créée, puis progressivement agrandie, accueillant un nombre croissant d'élèves et des disciplines, cherchant et trouvant, dans le même temps, maintes réponses aux problèmes spécifiques que l'acquisition du savoir et du « savoir-faire » soulève dans un pays comme le nôtre ?

Mais, là aussi, il faut faire plus, il faut aller plus vite sans doute et plus loin en tout cas.

Pouvons-nous nous satisfaire, dans un pays en voie de développement, d'un appareil éducatif trop cloisonné et encore trop isolé du corps social et de la réalité économique, alors que bien des nations industrialisées le mettent en cause, avant d'y renoncer ?

Or, ce qui est nécessaire, en Côte d'Ivoire, c'est un système qui soit conçu en fonction de nos moyens, certes, mais aussi en fonction de nos besoins, et d'abord en fonction des besoins de la vie professionnelle, qu'elle soit industrielle, commerciale, agricole, administrative, enseignante ou médicale.

Cela suppose que nos écoles, grandes ou petites, et que notre université fonctionnent comme des entreprises industrielles : j'entends, naturellement, comme des entreprises qui fonctionneraient selon des normes modernes, c'est-à-dire, notamment, avec le souci de produire plus et mieux au moindre coût, de fournir avec rapidité et souplesse ce que le marché demande, qui, à partir de cycles au cours desquels l'acquisition des connaissances fondamentales serait renforcée, distribueraient les instruments de formation, en fonction des spécialités recherchées et des niveaux auxquels elles doivent se situer ; qui renonceraient à la notion facile mais appauvrissant des « déchets » pour lui substituer celle des « sous-produits », notamment grâce au renforcement des cellules d'orientation et à la multiplication des structures d'accueil : qui organiseraient des relations constantes entre ces appareils et la nation du travail d'une part, et, à l'intérieur même du système, entre les différentes disciplines ; qui, d'autre part, par un dialogue de tous les instants, transformeraient les matières, les programmes, les enseignements et les diplômes en autant de réalités bien vivantes voulues par tous ceux qui enseignent, par ceux qui apprennent, par ceux qui utilisent et par ceux qui permettent à tout cela d'exister.

C'est, également, à la création progressive de cette école et de cette université que le gouvernement s'attache. Prochainement, le pays pourra juger qu'en cette

matière, il est possible de mettre en place des structures qui seraient à la fois plus humaines et plus efficaces et de créer quelque chose d'essentiellement nouveau et hardi, ce que la Côte d'Ivoire attend pour que l'avenir des jeunes réponde pleinement à leurs espoirs et aux sacrifices de leurs aînés.

Il existe un autre problème qui nous préoccupe au plus haut point : c'est celui du logement dans les villes et plus particulièrement celui qui affecte les salariés disposant de ressources modestes, manœuvres, ouvriers et petits employés du commerce, de l'industrie et de l'administration.

Là encore, depuis l'indépendance, des efforts ont été faits et des milliers de logements ont été construits. Mais ils sont insuffisants et trop chers pour ces modestes bourses.

Cependant, après avoir tenté ou envisagé toutes les solutions, force nous est de reconnaître que nos moyens ne sont pas à la mesure de nos besoins. Ceux-ci ne cessent de croître sous la double poussée de l'urbanisation –phénomène mondial plus particulièrement sensible en Afrique –et d'une croissance économique, qui exige la présence, dans nos principales cités, d'une main-d'œuvre, importante, mais encore trop insuffisamment qualifiée pour accéder à la propriété ou même à la jouissance d'un logement décent.

Dans ces conditions, et après avoir épuisé les différents recours compatibles avec le maintien de nos libertés, je suis parvenu à la conclusion que, seule, une participation au financement à la fois directe, massive et immédiate de l'Etat pouvait résoudre en partie ce problème et répondre à l'attente de nos compatriotes.

J'ai également, pris la décision d'opérer cette intervention et de dégager au plus tôt les moyens budgétaires nécessaires.

Peut-être ceux-ci seront-ils fournis par l'instauration d'une taxe spéciale dont le produit serait affecté au loyer de l'argent, ce qui réduirait d'autant le coût du logement. Cette action de l'Etat exprimerait ainsi la solidarité agissante des différentes couches de la nation, en donnant aux plus favorisées d'entre elles l'occasion de venir en aide aux travailleurs de nos villes.

En tout état de cause, ce problème doit trouver rapidement une solution satisfaisante et il la trouvera.

A l'extérieur, la Côte d'Ivoire poursuivra, toujours par le dialogue, par les contacts personnels, par la tolérance, par la non-ingérence, par la neutralité absolue, une politique orientée vers la paix, la coopération internationale et la réalisation progressive de la fraternité de l'entente, puis de l'unité africaine.

Pour nous depuis quelques mois, un problème a pris le pas sur beaucoup d'autres : parce qu'il s'agit d'un problème africain, parce qu'il touche des peuples qui sont presque nos voisins et qui sont nos frères, et parce que ce problème biafrais nous a vu évoluer, en un an à peine, de l'intérêt à l'inquiétude, et de l'inquiétude à l'angoisse.

La Côte d'Ivoire a adopté à cet égard une position claire, mûrement réfléchie et démocratiquement arrêtée.

Certes, en constatant l'éveil progressif d'une bonne partie de l'opinion internationale, nous pouvons nous féliciter de voir notre attitude partagée par un nombre croissant d'autorités de toutes natures.

Mais nous n'avons que faire d'une satisfaction qui s'alimenterait, hélas, aux souffrances de nos frères biafrais et nigériens.

Non ! En faisant entendre sa voix, la Côte d'Ivoire ne s'est pas soucié de peser les avantages et les inconvénients politiques de sa position. Elle n'a voulu voir que l'aspect humain de ce problème, qui est d'ailleurs, dès l'origine, et de plus en plus, un problème essentiellement humain.

N'ayant aucune part ou intérêt, direct ou indirect, présent ou futur dans ce massacre aux allures de conflit, la Côte d'Ivoire continuera à éveiller la conscience universelle et d'abord la conscience africaine, puisqu'il s'agit de nos frères et qu'il y va de la dignité et de la liberté de l'Afrique.

En effet, si demain, nos frères de l'Afrique méridionale étaient encore opprimés, si leur opposition à des régimes injustes et honteux était une fois de plus étouffée dans le sang, si des nations industrialisées contribuaient indirectement au maintien de cet état de choses, en quelle dérision seraient tournées nos protestations, si aujourd'hui, nous restions

impassibles devant les morts innombrables, qui témoignent –comment peut-on encore en douter ? –de l’existence d’un peuple et de sa volonté d’être considéré comme tel ?

Puisse Dieu éclairer et aider les hommes de bonne volonté pour que la paix, cette paix que nous appelons de tous nos vœux, se réalise bientôt dans ce coin d’Afrique qui nous est cher à tous.

Voilà donc quatre sujets de préoccupations, dont j’ai tenu à vous entretenir et qui, à eux seuls, justifieraient la réunion, dans quelques mois, du congrès national du PDCI, demeurant aujourd’hui ce qu’il était hier, l’irremplaçable creuset où se confrontent les opinions et d’où se dégage l’avenir de la nation.

Qu’il s’agisse de l’amélioration de la condition des travailleurs et de leur logement, c’est-à-dire de leur participation accrue aux résultats de l’expansion nationale ; qu’il s’agisse de l’adaptation de notre école et de notre université aux réalités et aux besoins de ce pays, c’est- à dire du renouvellement profond d’instruments souvent conçus à des époques, dans ces pays, pour des hommes qui ne sont pas les nôtres ; ou qu’il s’agisse, enfin, de notre attitude à l’égard du problème biafrais, c’est-à-dire de l’affirmation encore trop isolée d’une vérité humaine, tout cela, à l’intérieur comme à l’extérieur, manifeste notre volonté de bâtir avec tous nos amis une Côte d’Ivoire plus heureuse, plus fraternelle et plus ivoirienne : tout cela exprime notre souci de faire entendre une voix plus chaleureuse, qui ne doit rien à personne, sinon à tous ceux, Ivoiriens ou non, qui ont fait de notre pays ce qu’il est, pour notre bonheur et notre fierté, une terre de paix, une terre d’hommes.

3/ DISCOURS

DE MONSIEUR LE CHEF DE L'ETAT AUX COUCHES

SOCIO-PROFESSIONNELLES DE LA NATION

A L'OCCASION DE SON MESSAGE DE SOLIDARITE

PRONONCE LE 12 juillet 1989 à Abidjan.

Mes chers compatriotes,

Chers Amis de la Côte d'Ivoire,

Je vous remercie très sincèrement, et du fond du cœur, pour l'intérêt grandissant que vous me portez, pour la confiance que vous n'avez jamais cessé de me renouveler et de me témoigner.

Cela s'est encore traduit, pendant ces derniers mois, par les grandioses manifestations de soutien que vous avez organisées en faveur de l'action que nous menons pour obtenir la juste rémunération du travail et des efforts de nos paysans.

J'ai été profondément touché par les nombreux télégrammes, les lettres et les émouvants appels téléphoniques que j'ai reçus des uns et des autres à l'occasion de la récente indisposition que j'ai vécue. J'y lisais l'inquiétude enregistrée par mes frères devant ce que racontait, sur ma santé, « **Radio-Treichville** ». Pour ma part, j'ai pris cela comme une grande manifestation d'amitié, d'affection, de respect.

Je vous en remercie tous, principalement les auteurs anonymes de ces réactions d'amour.

A la veille de me rendre à Paris, sur l'aimable invitation du Président MITTERRAND, à participer à la Commémoration du Bicentenaire de la Révolution française et de

la Déclaration des Droits de l'Homme, j'ai cru de mon devoir, de vous rencontrer ce matin pour traiter, très brièvement, quelques problèmes qui nous préoccupent.

En vous promettant qu'à mon retour, aura lieu un grand débat, devant une assistance encore plus nombreuse, sur la situation politique, économique et sociale de la Côte d'Ivoire.

Aujourd'hui, je serai très bref.

Quelle est la grande préoccupation de l'heure ? C'est celle de nos paysans. Je les avais invités à me rencontrer à Yamoussoukro. Ils s'étaient tellement empressés de le faire qu'ils m'ont devancé dans mon village, dans ma concession.

Malheureusement, dans la nuit, j'ai souffert d'une indisposition, et mes médecins, les mêmes qui m'ont suivi depuis que je suis de retour en Côte d'Ivoire, m'ont déconseillé le déplacement. J'ai dû leur obéir. Ils m'ont administré un produit que je ne supporte pas, mais qu'ils considéraient comme indispensable : des antibiotiques.

La fièvre est tombée, mais j'étais fatigué, la maladie étant arrivée sur un terrain affaibli parce que, comme vous le savez, pendant trois mois, j'ai pris mes repas entre 14 heures et 15 heures la journée, 21 heures et 22 heures la nuit. Je me suis passé, malgré moi, de l'indispensable sieste. Et, c'est sur ce terrain affaibli que j'ai été atteint. J'ai été très peiné parce que, pour la première fois, j'ai dû me résoudre à manquer certains rendez-vous très importants : d'abord GBADOLITE, où nous devions traiter, entre chefs d'Etat, du problème angoissant de l'Angola ; ensuite Ouagadougou, pour le Sommet annuel de la CEDEAO ; enfin, c'est avec beaucoup de peine que je n'ai pu assister au Congrès organisé par l'UNESCO à Yamoussoukro sur le thème si cher de « **La paix dans l'esprit des Hommes** » **on aurait même pu ajouter aussi : « dans le cœur des Hommes ».**

Je suis donc resté à la maison.

Mais je ne pouvais me rendre à Paris sans vous voir. C'est principalement aux paysans Ivoiriens que je voudrais m'adresser, parce que si je n'avais pas été malade, c'est à eux seuls que j'aurais communiqué ce que je vous livre ce matin.

Mes chers amis,

En allant à Dakar, j'avais déclaré que ce qu'on pouvait attendre de nous, c'est l'effort de production de nos paysans. Ils l'ont accompli au-delà de notre attente, cet effort, faisant passer la Côte d'Ivoire au premier rang des producteurs des produits d'exportation pour l'Afrique, qu'il s'agisse du cacao, du caoutchouc, du coton (3^{ème} rang après l'Egypte et le Soudan), du palmier à huile, du copra, de la banane, de l'ananas. Mais, malgré cet effort, nous sommes gravement pénalisés. Cependant nous ne connaissons pas le découragement. J'ai frappé, comme vous le savez, à toutes les portes, parce que le devoir des responsables est de rechercher le meilleur moyen à apporter pour une juste rétribution de l'effort de production.

Vous le savez, nous ne faisons jamais de la discrimination dans ce pays. Je dis que nous avons frappé à toutes les portes, en France, en Europe, en Amérique. Un seul Français a répondu favorablement à notre appel. Il est jeune, très actif comme vous l'avez lu dans « **Le Monde** » en parcourant sa biographie. Il s'agit de M. VARSANO dont nous avons tous connu ici le père, pour Sucres et Denrées.

M. VARSANO connaît la Bourse de New-York, de Chicago, de Paris dont dépendent les prix de nos matières premières. Il a pratiqué aussi cette spéculation avec les autres. Mais il a cru de son devoir de nous aider. Il nous a pris une première fois 400.000 tonnes de cacao dont 200.000 tonnes stockées en Europe et 200.000 tonnes vendues. Il a traité dans son magasin, 40.000 tonnes.

Et, quand nous avons eu sur les bras, 622.000 tonnes de plus, nous lui avons demandé s'il pouvait les prendre. Mais ses activités débordent le cadre de la Côte d'Ivoire et le cacao, car il fait aussi du sucre à Cuba, également du riz. Il ne pouvait donc, seul, résoudre notre problème. Il nous a pris tout de même 500.000 tonnes de cacao. Quand, au mois de Mai, le Responsable de la Caisse de Stabilisation, M. René AMANI, m'a rejoint à Paris pour me dépeindre la situation alors créée au port d'Abidjan, avec des camions chargés de cacao qui n'avaient même pas été payé aux paysans et qui risquait, avec la saison des pluies, de se perdre en moisissure, je n'ai pas hésité : j'ai frappé moi aussi à des portes.

Et le soir même, nous nous sommes réunis, et M. VARSANO m'a dit : nous prenons encore 40.000 tonnes. Mais il fallait le financement. J'ai trouvé le financement, mais c'est sa mise en place qui a duré 10 à 15 jours.

Aujourd'hui, M. VARSANO a, à lui seul, pris 35.000 tonnes. Il nous reste encore quelques 5.000 tonnes dans la région de San-Pédro. Il ne s'agit plus d'exportation de cacao. Mais de traitement sur place du cacao dans les usines de fabrication de beurre de cacao à Abidjan. Mais le transport de San-Pédro à Abidjan est trop onéreux.

Nous avons dû rechercher et trouver une autre solution. Mais nous ne pouvons pas nous en arrêter là.

Beaucoup d'amis m'ont soutenu. Ils ont plaint la situation injuste qui est faite à la Côte d'Ivoire. Ces amis ne sont pas seulement de France mais aussi d'ailleurs. **Malheureusement, il faut l'avouer, le système est très puissant. On vend du « papier cacao ». On joue avec ce « papier ». C'est très difficile d'admettre qu'on joue avec le travail des autres. Cela est triste, mais c'est la réalité.**

Nous avons cultivé le coton pour lutter contre les disparités régionales. Ce coton est considéré comme « l'or blanc » dans le Nord et le Centre. Malheureusement, une

année après avoir atteint les 300.000 tonnes, alors que nous étions partis avec 6.000 tonnes, c'était la baisse brutale.

M. AMANI a utilisé les fonds du cacao pour soutenir, en faveur de nos frères du Nord et du Centre, le prix du coton : 24 milliards de francs CFA la première année, 19 milliards la 2^{ème} année, 12 milliards cette année. Dieu merci, avec l'évolution heureuse qui s'amorce pour le prix du coton, nous pensons que le soutien n'aura plus lieu cette année. Mais le cacao qui permettait de soutenir les autres produits, a été atteint durement. Rien ne justifiait cette baisse brutale. **Aucun pays développé ne pourrait accepter ce qu'on nous inflige : 70 à 80% de baisse sur nos produits essentiels.** La Caisse a perdu beaucoup d'argent. Elle est en déficit réel. Elle a des dettes. Or, si la Côte d'Ivoire a pu connaître les records de production, c'est d'abord grâce à l'admirable travail de nos cadres de l'agriculture, à la saine gestion de la Caisse de Stabilisation et, pourquoi ne pas le dire, grâce surtout au climat de paix qu'a connu ce pays, ce qui a permis la stabilité du régime.

Force nous est de tenir compte de cette réalité. Aussi ai-je demandé au Ministre de l'Agriculture – c'est de sa compétence et de ses responsabilités – d'annoncer, pour la petite traite, un prix de 250 francs le kilo de cacao consenti aux paysans. Il est clair que si M. VARSANO ne nous avait pas aidés, le prix serait encore descendu au-dessous de cela, mais avec cette différence que, quel que soit le prix que le marché international va offrir à la Caisse, celle-ci versant 250 francs aux paysans, retiendra la différence pour éponger les dettes et le déficit, afin de reprendre le rôle qui a toujours été le sien : celui de soutenir les prix locaux, permettant ainsi au Gouvernement de s'acquitter des dettes intérieures. Cela nous permettra, dans un proche avenir, de renégocier les dettes extérieures dont nous ne pouvons pas actuellement, envisager le remboursement. C'est ce que je tenais à dire à mes frères paysans. Ils ont beaucoup fait pour ce pays. De 1960 à ce jour, ils ont abandonné à l'Etat, les 4/5 de leurs revenus. C'est grâce à ces sacrifices que la Côte d'Ivoire est devenue ce qu'elle est.

Aujourd'hui nous subissons une oppression dramatique. Vous savez bien qu'il y a deux oppressions : l'oppression politique et l'oppression économique. Nous sommes sortis de la première, nous abordons la deuxième, beaucoup plus difficile. C'est pourquoi je m'adresse ce matin aux uns et aux autres ; les paysans vont consentir ce sacrifice. Les prix remonteront.

J'ai 83 ans, et j'ai assisté à cinq crises. Les plus grands professeurs d'économie n'ont jamais su prévoir ni l'arrivée ni le départ des crises. Tout le monde les subit. Nous ferons en sorte que nous puissions tirer les leçons de ces dernières crises. Je ne vais pas développer cela ici, mais sachez que nous y travaillons.

Etant donné ce que perd le paysan, j'ai été très attristé, à mon retour, d'apprendre que les 400 francs le kg n'ont pas été souvent payés à ces braves paysans. Certains acheteurs ont abusé d'eux. Cela est inadmissible.

Nous sommes certes dans un pays à économie libérale : tous les citoyens ivoiriens, à condition qu'ils reçoivent des quotas, peuvent acheter et vendre du café, du cacao, du coton. Mais de grâce, cela doit être fait avec honnêteté.

On nous a signalé la fuite de trois étrangers qui sont partis après avoir emmagasiné quelque 300.000 tonnes de cacao de nos frères.

Cela ne saurait être toléré.

Mais balayons d'abord devant notre maison. Est-ce que nous citoyens ivoiriens, nous avons fait ce que nous devons ? Est-ce que nous avons assisté nos braves paysans ? La plupart d'entre eux sont des analphabètes. Vous avez le devoir de les aider. Vous ne devez pas permettre que 200, 300 tonnes de produits de ces paysans soient emmagasinées, dans la ville où vous vous trouvez, par un homme qui ne paie pas... Vous avez manqué de vigilance.

Quand je me reporte à 1932, j'avais 27 ans quand j'ai connu la première crise de cacao. J'avais réuni les jeunes de la localité et avec eux, nous avons organisé la grève de la vente du cacao. Le Gouverneur qui nous avait aidés, M. MOURFINE, a été limogé. M. RESTE est venu. Après m'avoir écouté, il a réfléchi. Il ne s'agissait pas, en ce temps-là, de marché mondial, mais de marché local. Ce sont nos amis français, paysans comme nous, producteurs de café et de cacao comme nous, qui étaient, en même temps acheteurs, avec le Commerce, et qui nous payaient à nous moins cher nos produits. Le Gouverneur RESTE a écouté nos doléances. Et l'année suivante a redressé la situation. Il nous a même permis d'ajouter une nouvelle production : le café en Côte d'Ivoire.

Si nous souffrons aujourd'hui de la mévente de notre cacao, du moins du bas prix de notre cacao, c'est qu'au départ, nous n'avons pas ressenti cela avec la même acuité qu'aujourd'hui. Nous n'avions, en 1960, que 80.000 de cacao contre 550.000 tonnes au Ghana, 275.000 tonnes au Nigeria. Ces deux pays totalisaient dix fois plus de cacao que la Côte d'Ivoire. Donc, nous n'avons pas souffert de cette baisse-là. Le bois et le café compensaient la perte subie sur notre modeste production de cacao.

Aujourd'hui, les choses ont changé. Notre pays est devenu le plus grand producteur de cacao du monde. Nous atteignons 800.000 tonnes. Avec les 200.000 tonnes de café, on me demande de planter davantage. Mais je ne veux pas. Nous avons atteint 300.000 tonnes de café, et nous avons été pénalisés avec le système des quotas. Nous avons traîné, pendant trois ans, près de 200.000 tonnes de café, hors quota, qu'on demandait à nous racheter au plus bas prix, or le café du quota et le café hors quota se retrouvent dans la même tasse. Nous avons donc refusé. Et nous avons tenu bon.

Trois ans après, « à quelque chose, on peut dire, **malheur est bon** », la chute brutale de notre production faisait passer de 300.000 tonnes à quelques 83.000 tonnes. Nous en avons profité pour écouler le café stocké qui nous avait tant coûté. Et nous sommes restés à 200.000 tonnes, et nous y restons encore. Néanmoins nous avons un million de tonnes (café et cacao confondus) de produits.

Le cacao, quand on nous a demandé de rentrer dans l'Accord, coûtait 1.100 francs à 1.150 francs CFA. Et le café 1.200 francs à 1.300 francs CFA. Nous avons tort d'accepter le chant de sirènes, alors que nous étions sortis de l'Accord, avec les déboires que nous avons connus. Les Américains ne sont pas dans cet Accord de cacao, et nous y sommes revenus pour notre malheur.

Trois mois après, le cacao tombait au-dessous de 400 francs CFA le kilogramme. Aujourd'hui, M. BRA KANON a fait son devoir. Il a dit aux paysans : « Nous vous consentons 250 francs CFA le kilogramme, et la différence, quel que soit le prix du marché mondial, reviendra à la Caisse de Stabilisation ». Si nous avions cédé plus tôt cet argent parfait, comme sont partis les 650 milliards que nous avons perdus. Voilà la différence !

J'ai tenu à m'adresser à vous tous aujourd'hui rassemblés parce que, tous fils et frères de paysans, ce problème nous concerne tous. Nous y sommes tous intéressés.

De plus, comme il s'agit de régime libéral, quel est celui d'entre vous, du Gouvernement, de l'Assemblée Nationale, du Conseil Economique, responsable politique ou administratif qui n'ait pas un frère, un cousin ou un proche qui ne détienne un quota ou une licence lui permettant d'acheter du cacao aujourd'hui, demain du café ou du coton ? Nous sommes donc tous concernés par ce problème.

Il faut que nous fassions l'effort nécessaire pour respecter le différentiel que nous accorde la Caisse. C'est un bénéfice qui couvre nos efforts. Ne prenons pas sur la part des paysans. Ils ont déjà consenti 4/5 de leurs revenus depuis 1960, depuis l'Indépendance, pour nous permettre d'avancer, et nous avons avancé dans la voie du progrès.

A Dakar, au Sommet de la Francophonie, devant mes pairs, j'ai cru devoir rappeler une banalité. Il est bon parfois qu'on renouvelle des banalités qui finissent par s'insérer dans la réalité quotidienne.

Quelle est cette banalité que j'ai rappelée à Dakar?

Nous parlons tous de pays en développement, de pays sous-développés. Mais si l'on posait la question à chacun d'entre vous de dire pourquoi les uns sont développés et les autres ne le sont pas, vous seriez bien embarrassés. C'est pourtant si simple.

C'est parce que cela est simple qu'on n'y réfléchit pas suffisamment. Or, la solution de nos problèmes dépend de cette classification des pays développés et des pays en développement. Je vais donc vous rappeler cette définition si simple, mais si importante : « **le pays développé, c'est celui qui sait transformer les matières premières qu'elles soient d'origine minière, minière ou agricole, qu'elles soient nationales ou importées, en produits nécessaires aux besoins nationaux ou à l'exportation** ».

Voilà le pays développé !

« **Le pays en développement, c'est malheureusement notre cas à nous, c'est celui, malgré ses richesses potentielles – et l'Afrique est de loin le Continent le plus riche en matières naturelles – est dans l'impossibilité de transformer ses matières premières** ».

Nous subissons la loi de ceux qui savent **transformer**. Alors où se trouve la solution à nos problèmes ? Vous le savez, c'est la **formation de nos jeunes**. C'est pourquoi, aujourd'hui, ayant d'abord invité les cadres, les Sous-Préfets, les Préfets, les secrétaires Généraux à aider les paysans à trouver la juste rémunération de leur travail. Je voudrais m'adresser, dans cette deuxième partie de mon exposé, aux représentants des enseignants, depuis le primaire, le secondaire jusqu'au supérieur, au nom du pays : ils ont de lourdes responsabilités dans la construction nationale. Ils ne doivent pas se contenter d'enseigner mais d'éduquer.

Aujourd'hui, à l'université, la plupart de nos étudiants sont venus du pays profond. Cela honore la Côte d'Ivoire qui donne des chances égales à tous ses enfants, obéissant à la loi de l'Évangile : « **Les premiers seront les derniers et les derniers seront les premiers** ». Mais ceux-là, malheureusement, n'ayant pas été eux-mêmes éduqués, ne peuvent pas assurer l'éducation de leurs enfants. Il vous revient, à vous enseignants, non pas seulement d'enseigner, mais aussi et surtout d'éduquer. Il faut que nos enfants sachent, je viens de le définir, que le défi ne peut être relevé que par ceux qui savent **transformer**. Ce sont nos enfants, nos petits-enfants, nos arrière-petits-enfants qui pourront le faire. Et ils ne pourront y arriver que grâce à vous, enseignants.

Vous devez faire en sorte que, **depuis le primaire, l'enfant soit fixé sur l'objectif à atteindre**. Bien sûr, il ne doit pas s'oublier, **mais il doit penser d'abord à l'Etat**. C'est notre travail, dans le sérieux, dans l'assiduité, qui pourrait, demain, permettre à la Côte d'Ivoire d'échapper à la deuxième douloureuse oppression économique. Nous ne le ferons pas dans la rancœur. Non ! Nous tendrons la main, et nos petits-enfants devront tendre une main fraternelle même à ceux qui ont méprisé leurs parents et leurs aînés par égoïsme. Il faut qu'ils soient

les frères des autres, pour qu'ensemble ils réalisent le vrai marché, non pas le marché de douze Etats, mais le marché de ce grand Continent africain, si riche en potentialités.

Nos enfants et les enfants des autres tous ensemble, devront valoriser nos richesses pour le grand marché Nord-Sud sur une base équitable, dans le respect des intérêts en présence.

Je vous ai dit que je serai bref, parce qu'à mon retour nous tiendrons une réunion devant une assistance plus élargie, pour que chacun d'entre vous, librement, nous dise ce qu'il pense de la politique de notre cher pays, de son économie, du social, afin qu'ensemble, nous recherchions les moyens de faire en sorte que cette Côte d'Ivoire, que je considère comme bénie de Dieu, puisse évoluer vers un bonheur partagé.

Mes chers frères,

Hier à Yamoussoukro, au Congrès de l'UNESCO ? Vous avez entonné l'hymne à la paix, dans le cœur et dans l'esprit des hommes. Je voudrais que vous puissiez ajouter un autre refrain, encore plus beau : **c'est le refrain à la solidarité !** Et je m'adresse, là, à tous les cadres ici réunis. **Ensemble nous pouvons beaucoup avec l'aide de Dieu, divisés nous ne pourrons rien.** Il faut que nous fassions confiance, non pas seulement à HOUPHOUET, mais que nous nous fassions tous confiance les uns aux autres !

C'est un devoir national !

Et c'est à la fois, avec beaucoup de gravité et d'amour que je vous demande de cesser de vous laisser diviser par des irresponsables qui voient en chacun d'entre vous l'ennemi de l'autre. Je ne vais pas développer cela, vous le savez. Détournez-vous de ceux-là. Nous avons tous, un devoir commun, c'est de faire de ce pays, de ce beau pays qui sait si bien accueillir, un pays pacifique, prospère, fraternel et qui soit l'égal et le frère des autres pays développés.

C'est le peu que j'ai voulu vous apporter ce matin. Je vous ai dit que le vrai débat se tiendra dans cette même salle, à mon retour de France. Aujourd'hui j'ai tenu à m'adresser à nos paysans. Et j'ai tenu à le faire devant vous tous, parce que nous sommes tous –je le répète –, fils, frères de paysans. Et nous sommes redevables aux paysans de notre situation, de la situation actuelle de la Côte d'Ivoire. Redevables aux paysans, nous devons les assister, les aider pour l'organisation de leurs G.V.C., pour la gestion des recettes que la Caisse leur verse. Ne soyons pas les complices des autres dans l'exploitation de nos propres frères. Je vous fais confiance, faites confiance à la Côte d'Ivoire !

III.2 Les discours du président Laurent Gbagbo

1/ Le premier discours du Chef de l'État après son investiture du 26 octobre 2000

M. le Président de la Cour Suprême,

Mesdames et Messieurs les membres de la Cour,

Excellences Mesdames et Messieurs les ambassadeurs,

Messieurs les officiers généraux,

Messieurs les officiers,

Mesdames et Messieurs les représentants des

Corps constitués,

Mesdames, Messieurs, chers compatriotes.

Avec la cérémonie d'investiture de ce jour, nous sommes à une étape décisive pour sortir de la transition inaugurée par le coup d'État du 24 décembre 1999. La transition a connu des moments douloureux qui ont profondément affecté la Nation. C'est pourquoi, mes premières pensées vont aux victimes des événements de ces derniers jours.

À ceux qui ont payé de leur vie pour notre liberté et aux blessés, dont certains sont marqués pour le reste de leurs jours, pour que la Côte d'Ivoire devienne un pays démocratique, nous leur devons l'hommage de la République. Ils trouveront dans nos cœurs, la reconnaissance éternelle de la Nation toute entière.

Aujourd'hui, la Côte d'Ivoire, notre pays, honore un rendez-vous essentiel avec son destin. L'histoire aura voulu que l'investiture du premier Président de la deuxième République se tienne au seuil du 21^e siècle.

Je ressens en ce moment comme une renaissance pour la Côte d'Ivoire, la naissance d'une Nation moderne, prospère, démocratique et solidaire.

C'est avec assurance et détermination que j'accepte de tenir la fonction de Président de la République que la volonté de notre peuple me confère en cet instant solennel.

Je voudrais tout d'abord remercier les Ivoiriennes et les Ivoiriens qui ont porté leur choix sur ma personne le 22 octobre 2000 et assurer tous les habitants de ce pays quelles que soient leurs origines, leurs opinions ou leurs convictions politiques et religieuses que le président de la République est à la disposition de toutes et de tous, c'est-à-dire au service de la Côte d'Ivoire.

Je prends ici solennellement l'engagement de respecter le contrat moral qui me lie à la Côte d'Ivoire et aux Ivoiriens depuis de si nombreuses années et au nom duquel vous m'avez élu.

Je me suis engagé devant vous et avec vous à réaliser la refondation de la Côte d'Ivoire.

J'accorderai la première priorité à la refondation du système de défense et de sécurité. Afin de réconcilier la Nation avec son armée et assumer la sécurité des personnes et des biens, conditions indispensables de la garantie des droits de la personne humaine et à la prospérité économique.

La refondation sociale est une exigence éthique et politique pour assurer le bien-être des populations partout où elles se trouvent et quelles que soient leurs occupations.

C'est par la refondation économique que la Côte d'Ivoire sortira de l'économie de rente pour négocier sa place dans le monde moderne. Mais tout ceci ne sera possible que par la mise en place d'institutions nouvelles pour bâtir et consolider la vraie démocratie. C'est pourquoi, je tiens au respect du calendrier électoral élaboré dans le cadre de la transition. Les élections prévues se tiendront aux dates déjà fixées.

J'invite en conséquence, les partis politiques à se préparer pour les échéances électorales dont l'élection du parlement prévu pour le 10 décembre 2000.

C'est dans notre volonté de respecter les échéances démocratiques que le monde jugera la maturité politique de la Côte d'Ivoire.

Aujourd'hui, l'élection présidentielle est terminée. Au moment où je prends officiellement fonction, j'appelle au rassemblement de tous les Ivoiriens et au respect des principes et des valeurs qui font la grandeur de notre Nation : le pardon, la tolérance et la solidarité.

Je voudrais exprimer les remerciements de la Côte d'Ivoire à la communauté internationale dont l'intérêt pour notre pays et l'amitié pour le peuple ivoirien nous ont particulièrement fait chaud au cœur durant la difficile et pénible transition.

La Côte d'Ivoire ne faillira pas à ses engagements internationaux. Nous savons en particulier la mission historique qui est la nôtre dans le projet d'intégration sous régionale en Afrique de l'Ouest.

Je tiens à assurer tous les pays de la sous-région de mon engagement personnel à œuvrer non seulement pour la consolidation des liens historiques qui existent entre la Côte d'Ivoire et ses voisins, mais aussi pour tracer ensemble les voies de notre avenir commun.

Le monde a changé et avec lui la politique. On ne fait plus et on ne peut plus faire la politique comme avant.

La deuxième République sera la République de l'intégration nationale, du développement équilibré, de la solidarité et de la démocratie.

Je voudrais ici rendre un hommage à mes concurrents, Mel Théodore, maire de Cocody, qui en pleine campagne électorale m'a rencontré à Bonoua et m'a embrassé.

Je voudrais ici rendre un hommage à Nicolas Dioulo. Nous n'avons jamais entendu dire qu'il nous a lancé une quelconque flèche.

Je voudrais rendre un hommage au Professeur Wodié Francis. Jamais il ne m'a attaqué durant cette campagne électorale.

La campagne électorale est achevée. L'élection est achevée. Ce pays ne ressemble pas à ce pays. La Côte d'Ivoire que j'ai connue quand j'étais enfant.

Des bagarres, des violences, des morts, pour rien.

Si nous ne nous respectons pas, personne ne nous respectera. Si nous ne respectons pas les textes que nous avons-nous-mêmes votés, personne ne les respectera à notre place.

Je m'engage à vous dire que nous ne réécrivons pas une autre Constitution. Et nous ne ferons pas une autre élection présidentielle. Je n'ai pas voulu m'installer à la présidence de la République avant cette cérémonie qui est officielle. Les démocrates et les républicains doivent respecter les règles de l'Art. Mais une fois qu'elle est faite, je prendrai mes responsabilités. Mais en même temps chers amis, chers compatriotes, je tends la main à tout le monde. Aujourd'hui même j'ai invité les responsables du RDR à me rencontrer cette nuit pour discuter. J'ai pris un engagement avec les autres partis à Yamoussoukro devant les Chefs d'État du Togo et du Bénin. Je veux respecter cet engagement d'ouverture. J'ai mes propositions en tête que je vais soumettre cette nuit-même au PDCI-RDA, le plus vieux parti de la Côte d'Ivoire et le plus vieux parti de l'Afrique aujourd'hui, après l'ANC, dont je salue ici les dinosaures. Je vais discuter et j'espère que nous allons trouver des plates-formes communes. Tout de suite, en sortant de cette salle, je me rendrai dans le bureau présidentiel pour signer le décret nommant un nouveau Premier ministre.

Demain matin, le premier gouvernement de la deuxième République sera formé et demain à 15h, ce gouvernement se réunira en Conseil de ministres.

Je voudrais ici devant la Nation toute entière, et devant la représentation diplomatique, rendre hommage à un homme et réparer un tort fait à cet homme. Il s'agit de Seydou Diarra. Seydou Diarra, je l'ai connu dans les méandres de ma vie mais j'avais déjà entendu parler de lui et nous avons passé de longues soirées ensemble chez lui à discuter, à manger, à refaire le monde ; lui avec son expérience d'aîné, moi avec mon expérience de chef de parti.

Seydou Diarra a dirigé le gouvernement précédent avec compétence et avec honneur. Quand il a senti la dérive, je l'ai appelé,

J'ai dit grand frère vient nous aider. Il y a des petits frères de l'armée qui sont venus me voir ; avec eux, nous n'avons pas pu arrêter la dérive. Il y a les évêques, il y a les pasteurs avec qui nous n'avons pas pu arrêter la dérive, grand frère aide-nous. Il m'a dit ne t'en fais pas, je suis en voiture, je m'en vais à la présidence. Quelques temps après, je l'ai rappelé, il m'a dit je suis en train de faire mes bagages, je m'en vais. Je ne peux plus rester après ce que j'ai entendu. Cet homme, Seydou Diarra, mérite d'être salué et mérite d'être honoré.

J'ai dit aussi que je voulais réparer un tort, parce qu'en janvier 2000, quand nous formions le premier gouvernement de transition, il y a eu des tractations entre les dirigeants du CNSP et moi-même à propos du dosage. Et dans la conférence de presse que j'ai faite, j'ai cité Seydou Diarra parmi les militants du RDR. Je me suis trompé. Le lendemain je suis allé chez lui pour dire, en réécoutant la radio, je me suis rendu compte que j'ai cité ton nom grand frère, je te présente mes excuses mais je le ferai devant le public. Deux semaines après, je n'avais pas eu l'occasion de prendre la parole au cours d'un meeting. Donc je ne l'ai pas fait, aujourd'hui où je prends mes fonctions en tant que chef d'État.

Un homme ne se renie pas. Un homme qui est un homme, quand il a dit qu'il va faire quelque chose, il le fait, surtout quand il s'agit de l'honneur d'une tierce personne.

Moi je n'ai rien, mais je n'ai que l'honneur. Et je m'efforce de vivre et de lutter sans haine. Je m'efforce de vivre et de combattre sans nuire. Je ne hais personne. C'est pourquoi, je marche, je marche et je marcherai toujours. Seydou Diarra, reçois ici les excuses de ton petit frère qui est devenu président de la République et merci pour la position courageuse que tu as prise. Je voudrais saluer les officiers de police, les officiers de gendarmerie, les officiers des FANCI qui sont venus d'eux-mêmes me voir pour dire qu'ils se mettent à ma disposition étant entendu qu'ils étaient au courant des résultats du scrutin. Monsieur Le Chef d'État-major, je vous dis de transmettre, à toutes les armées, mes remerciements, mes félicitations. Et un pays ne peut pas vivre sans armée. Nous devons travailler ensemble. Mais l'armée ne doit pas mettre en danger la vie du pays.

Je voudrais saluer la gendarmerie aussi qui, très tôt, a fraternisé avec les patriotes que j'ai appelés dans les rues. Je voudrais saluer enfin la police. Nous allons travailler ensemble ; j'ai des idées très claires, mais j'espère qu'ils enrichiraient mes idées.

Les chefs traditionnels enfin, je voudrais terminer par vous.

Vous qui êtes dans les villages, vous qui êtes dans les quartiers ; allez dire que mon rêve pour ce pays c'est qu'on fasse ça toujours, c'est que tous les cinq ans quelqu'un puisse être élu, qu'un autre puisse partir et le ciel ne nous tombera pas sur la tête.

Je veux lutter contre l'idée qui veut qu'on n'organise pas les élections pour les perdre. Les grands pays développés sont développés parce que chez eux, ils organisent les élections et ils les perdent. Il faut que cela soit. C'est en cela Messieurs les ambassadeurs que je vous aiderai à faire des formations pour que les gens comprennent que gagner n'est pas quelque chose de force. C'est Dieu qui place les hommes à la tête d'un pays. Il délègue son pouvoir au peuple et quand le peuple s'exprime, nous devons nous incliner, vox populi, vox dei.

Vive la Côte d'Ivoire, vive la démocratie, vive la deuxième République.

Je vous remercie.

2/ Message du président Gbagbo à la Nation

Le 7 février 2003

Ivoiriennes, Ivoiriens,

Mes chers compatriotes,

Vous qui nous faites l'amitié d'habiter

La Côte d'Ivoire.

Je m'adresse à vous aujourd'hui comme prévu, une fois de plus, pour parler de la guerre, mais j'espère que c'est pour, cette fois, parler de la fin de la guerre.

Depuis le 19 septembre 2002 en effet, la Côte d'Ivoire, comme vous le savez, a été agressée de façon injuste. C'était pour faire un coup d'État. Ce coup d'État a échoué et ils (les rebelles ndlr) se sont installés à Bouaké où ils ont fait un kyste.

Et ce coup d'État manqué s'est transformé en rébellion armée. Depuis, pour faire la paix, pour obtenir la paix pour mon pays, je vais de pays en pays, de capitale en capitale : Accra, Dakar, Bamako, Lomé, puis Paris, récemment. Au moment où j'étais à Paris, après que les partis politiques et les mouvements rebelles ont fait la réunion de Linas-Marcoussis, vous vous êtes soulevés, de colère. Je n'ai pas attendu une seule seconde, je suis venu aussitôt. Parce que ma place est d'être parmi mon peuple. Quand je suis arrivé, j'ai vu cette colère, j'ai entendu cette colère. J'ai donc décidé de vous parler. Mais, avant de vous parler, j'ai décidé de vous écouter.

Je pense qu'il faut d'abord écouter, comprendre, analyser, avant de parler. C'est pourquoi, tour à tour, j'ai réuni tous ceux qui constituent la force vive de la Nation.

J'ai écouté presque tout le monde. J'ai écouté pendant plusieurs jours. J'ai analysé, et, aujourd'hui, le temps est venu pour moi de dire la parole de la Côte d'Ivoire.

Je voudrais commencer par remercier la communauté internationale. D'abord la CEDEAO, nos voisins, nos amis. Ceux qui sont condamnés à vivre avec nous sur cette portion de terre qu'on appelle l'Ouest africain. Dès les premiers moments de cette crise, ils se sont portés à notre secours. Je les remercie pour leur engagement à nos côtés. Je les remercie pour toutes les dispositions qu'ils ont offertes pour régler pacifiquement cette crise. Je remercie particulièrement celui qui était président de la CEDEAO au moment où cette crise a éclaté, le président Abdoulaye Wade. Je remercie celui qui nous a accueillis le premier pour discuter de la crise ivoirienne : notre voisin, notre ami John Kufuor qui est aujourd'hui président en exercice de la CEDEAO. Je remercie le général Gnassingbé Eyadema qui, pendant près de deux mois, a abrité les pourparlers entre les forces gouvernementales et les forces rebelles.

Je remercie l'Union européenne qui, à travers les chefs d'État successifs qui la dirigent, nous ont apporté leur soutien. Récemment à la Conférence de Paris ; le président de la Commission de l'Union européenne, Romano Prodi, nous a proposé une aide financière importante sitôt la paix revenue. Je remercie, en même temps que l'Union européenne, la France qui, au sein de l'Union européenne, a joué un rôle capital. Un rôle de sécurisation sur le terrain en Côte d'Ivoire. Et un rôle d'agitation à l'intérieur de l'Europe et à l'intérieur du monde pour attirer l'attention des autres nations industrialisées sur le cas de la Côte d'Ivoire. Je remercie, naturellement et enfin, l'Organisation des Nations-unies avec son secrétaire général Kofi Annan, notre frère, notre voisin.

Depuis le début de cette crise, il m'appelle autant de fois qu'il peut faire. Il soutient notre cause. Partout où nous sommes, il est présent. Ou, à tout le moins, il envoie un délégué.

Je lui suis reconnaissant d'avoir attiré l'attention des Nations-unies sur le sort injuste qui nous est fait. Les Nations-unies ont déjà voté deux résolutions. Je leur en suis reconnaissant.

Maintenant, je voudrais parler au peuple de Côte d'Ivoire. Mon peuple. Que vous dire ! Nous sommes ensemble.

Nous sommes ensemble. Depuis toujours, je vous connais et vous me connaissez. Je crois que c'est cela que certains ne perçoivent pas. Je vous connais, vous me connaissez. Jamais, je ne vous ai trahis, jamais je ne vous trahirai. Je me rends compte que vous-mêmes, jamais vous ne m'avez trahi.

Vous m'avez accompagné à Paris dans une escorte émouvante. Les cris de joie le disputaient aux larmes. Depuis Cocody jusqu'à l'aéroport, vous étiez massés le long de la route. Quand je suis revenu précipitamment de Paris, à 23 heures passées, vous étiez encore là, présents le long de la route m'encourageant à résister, m'encourageant à tenir, depuis l'aéroport jusqu'à Cocody, vous étiez encore là. Je vous suis reconnaissant car, ça, c'est le prix du travail que nous faisons ensemble. Ce prix-là est au-dessus de tous les prix. Depuis 1990, vous n'avez cessé de m'apporter votre chaleur, votre soutien. C'est Dieu seul qui pourra vous remercier. Mais, en tout cas, moi en tant qu'homme, je ferai tout ce que je peux pour mériter toujours votre confiance. Quand je dis que je salue le peuple, je salue le peuple dans sa globalité. Mais, je salue les jeunes, mobilisés comme jamais. Les femmes, les travailleurs, tout ce monde-là qui vient de démontrer encore la légitimité que j'ai à exercer ce pouvoir. La première fois que le peuple de Côte d'Ivoire m'a donné une légitimité, c'était le 22 octobre (2000 ndlr), en votant massivement pour moi.

Plus de 59% des voix. C'est un score très large. La deuxième fois qu'il m'a donné la légitimité, c'est au moment où on a voulu détourner ce vote. Le peuple est descendu massivement dans les rues pour y chercher ce qu'il m'avait donné dans les urnes. C'est-à-dire le pouvoir d'État. Aujourd'hui, depuis que cette guerre a éclaté, le peuple me donne une troisième légitimité en étant présent quotidiennement dans la rue pour expliquer qu'il a voté un homme et qu'il soutient cet homme-là. Qu'il a mis en place un pouvoir et qu'il soutient ce pouvoir-là. Tel est le message que vous faites parvenir au monde. Je suis avec vous, je ne vous trahirai pas. Nous

sommes engagés ensemble dans une révolution démocratique. Je crois que, souvent, les gens ne perçoivent pas bien ce qui se passe en Afrique et en Côte d'Ivoire. Mais, c'est une révolution démocratique. La partie visible de cette révolution a commencé en 1990. Mais ça été une gestation longue, difficile, douloureuse où certains de nos camarades de combat ont perdu la vie. Certains ont été gagnés par le découragement et ont abandonné la lutte. Nous autres qui sommes là devant vous aujourd'hui, nous sommes les survivants de ce combat. Et c'est à juste titre que vous nous rendez honneur pour toutes les privations que nous avons subies, pour toutes les humiliations que nous avons subies et pour tout le parcours épineux que nous avons fait. Je suis avec vous, nous sommes ensemble et jamais je ne vous trahirai.

Je vous demande maintenant à vous (parce que les réactions apparaissent ici et là) de ne pas en vouloir aux hommes politiques présents à Marcoussis et en France. Eux tous, quel que soit leur parti, quelles que soient leurs positions, ils étaient animés d'un seul désir : faire revenir la paix. Aucun d'entre eux n'a trahi. Chacun a cru bien faire. C'est à nous aujourd'hui, plus particulièrement à moi, chef d'État d'assumer tout ce qui a été fait par les partis politiques présents à Linas Marcoussis. Je demande aux partis politiques eux-mêmes de ne pas se tirer dessus ; l'heure est au rassemblement pour sauver la Côte d'Ivoire, pour trouver le chemin de la paix. Le chemin de la paix, il est difficile à trouver. Ce n'est pas un chemin aisé ; ce n'est pas une route bitumée, large, avec six couloirs. C'est une piste qu'on ne perçoit pas quelquefois ; rocailleuse, sablonneuse, pleine d'épines. C'est cela le chemin de la paix.

Que partout, chaque homme politique fasse son travail pour trouver le chemin de la paix pour toute la Côte d'Ivoire. Ceux qui ont trébuché, qui se sont trompés et qui sont tombés, donnons-leur la main pour les relever mais ne leur tirons pas dessus. Parce qu'en politique, il y a deux voies : il y a la trahison qui est un acte volontaire et il y a l'erreur qui est un acte involontaire. Si quelqu'un trahit, alors, tirons-lui dessus. Mais si quelqu'un n'a pas trahit et qu'il s'est trompé même de bonne foi, tendons-lui la main pour le relever.

Chers amis, chers compatriotes, ne tirez pas sur vos représentants qui étaient à Linas-Marcoussis. Car je suis convaincu que chacun, en ce qui le concerne, a voulu faire du bon travail. À ce niveau du discours, il nous faut marquer une solidarité avec toutes les victimes de la guerre. Une guerre inattendue, donc une guerre non préparée. Ils sont tous les héros tombés au champ d'honneur. Je parle d'abord évidemment de ceux qui sont morts. Parmi les morts, il faut distinguer ceux qui, comme Boga Doudou n'ont pas eu la chance de s'enfuir. Ceux qu'on a trouvés dans leur lit et qu'on a assassinés froidement. Parce que leur mort était programmée. Dagrou Loula, Dali Oblé, colonel Yodé... Nous ne les oublierons pas. Et nous ne pouvons pas les oublier et nous ne devons pas les oublier. Victimes d'une barbarie sans nom, sans aucune justification, ils sont morts pour nous. Ils sont morts parce qu'on voulait nous tuer nous tous.

Mais ils ne sont pas les seules victimes, il y a eux, il y a leurs épouses, il y a leurs enfants que nous n'avons pas le droit d'oublier.

J'ai une pensée pour tous les réfugiés. Tous ceux qui surpris par la guerre, se sont réfugiés dans les pays voisins. Un rêve pour les Ivoiriens. Des Ivoiriens réfugiés ? C'est au contraire la Côte d'Ivoire qui était la terre qui accueillait tous les réfugiés de l'Afrique de l'Ouest et d'ailleurs. Aujourd'hui, une seule nuit a bouleversé toutes ces données. Des Ivoiriens sont réfugiés au Mali, en Guinée, au Libéria, au Ghana. Je voudrais leur dire que nous avons mis en place des mécanismes pour les ramener au pays.

Je voudrais leur dire que nous avons mis en place des mécanismes pour les ramener au pays. Certains, parce qu'ils n'ont pas encore été ramenés, croient qu'on les a oubliés. Une mère peut-elle oublier ses enfants ? La nation peut-elle oublier ses citoyens ? Non. Ils ne sont pas oubliés. C'est la lenteur des moyens logistiques que nous avons mis en place. C'est la rotation des avions. C'est pourquoi ils semblent être oubliés. Ils rentreront tous. Et les déplacés ! Ces réfugiés des temps modernes qui sont réfugiés dans leur propre pays. Beaucoup d'entre eux ont tout perdu. Les populations étrangères vivant en Côte d'Ivoire, je voudrais leur dire merci. Malgré une propagande haineuse qui se déchaîne contre la Côte d'Ivoire, certains disent la vérité et le droit. Ils refusent de partir parce qu'ils sont en sécurité en Côte d'Ivoire. Mais, même d'autres qu'on contraint quasiment à partir partent, mais parlent.

Cette guerre est absurde et abjecte. En attaquant la Côte d'Ivoire, on a attaqué le cœur de l'Afrique de l'Ouest. C'est aujourd'hui que tout le monde le comprend. En attaquant la Côte d'Ivoire, on attaque le cœur de l'Afrique de l'Ouest. Honneur donc à tous ceux-là qui sont étrangers dont on dit que nous ne les aimons pas et qui estiment qu'ils sont encore mieux dans une Côte d'Ivoire en guerre que dans leur pays d'origine. Et qui sont là. Je les salue et je leur dis qu'il n'y a pas plus grand témoignage que leur présence parmi nous.

Avant d'entrer dans l'analyse sommaire du texte de Marcoussis, je voudrais saluer nos forces de défense et de sécurité qui aujourd'hui sont en première ligne. Les forces de défense et de sécurité, je veux dire l'armée d'abord. L'armée, c'est les forces terrestres, ce sont les forces aériennes, c'est la marine, mais c'est aussi, dans notre organigramme actuel, les sapeurs-pompiers, la gendarmerie, que je salue parce qu'elle a payé beaucoup ; la police qui a été transformée, par la force des choses de police (c'est-à-dire de force de maintien de la paix quotidienne), en force de combat. La BAE (Brigade anti-émeute) notamment, a joué le rôle de combat comme une force militaire. Les douanes, ô les douanes qui nous ont fait tellement honneur que, pendant cette période de crise, elles ont fait des entrées supérieures à nos prévisions d'État de paix. Les eaux et forêts et les sapeurs-pompiers, je les salue d'abord parce qu'ils ont subi l'agression de plein fouet. Le chef d'État-major a été attaqué dans la nuit du 18 au 19 septembre 2002. Ses hommes ont fait front alors qu'une colonne rebelle tentait de couper la route de Bingerville pour les empêcher de venir. Ils ont dégagé le bouchon et sont venus aider les gendarmes enfermés à l'École de gendarmerie.

La gendarmerie. Elle a subi le plus grand choc cette nuit-là. Nuit noire, nuit de tristesse, nuit de larmes. La gendarmerie a été attaquée sur plusieurs fronts. Le domicile du commandant supérieur de la gendarmerie a été attaqué et mitraillé à l'arme lourde. Le célèbre camp de gendarmerie d'Agban a été encerclé et mitraillé. Les rebelles sont même entrés jusqu'à l'intérieur pour tenter de prendre le magasin d'armes et la poudrière et neu-

traliser ainsi ce corps d'élite. Ils ont réussi à se défaire de leurs agresseurs. L'École de gendarmerie a été attaquée à l'arme lourde, des lance-roquettes antichars. Et nos hommes ont néanmoins pris le dessus. La police, la Brigade anti-émeute de Yopougon, a été encerclée et attaquée à l'arme lourde.

Tous ces gens se sont battus vaillamment. Ils ont repoussé l'ennemi et l'ont chassé d'Abidjan. Honneur et gloire à nos forces armées. Aujourd'hui, les rebelles occupent une partie de territoire ivoirien. Ils se répandent dans toutes les radios. Ils disent qu'ils occupent 60% du territoire. Je n'ai pas fait de calculs pour savoir exactement le pourcentage du territoire qu'ils occupent. Mais ce qui est certain, c'est que nos forces armées, notre gendarmerie, notre police ont réussi à sécuriser 90% de l'outil de production. Les 90% de l'outil de production économique se trouvent sous contrôle des forces gouvernementales.

C'est pourquoi la Côte d'Ivoire continue de vivre normalement. Ce qui est certain, c'est que nos forces de défense et de sécurité ont réussi à sécuriser 82% de la population. Voilà la vérité. C'est ça la vérité et c'est pour ça que ce coup d'État aussi a échoué. Voilà, chers amis, pourquoi je dis honneur et gloire à nos forces armées, à nos forces de sécurité.

Maintenant, nous allons parler de l'objet de votre colère. Quand je suis rentré chez moi, un de mes amis m'a dit : « *Est-ce que le peuple qui est dans la rue, selon toi, a tort d'être dans la rue ?* » Je lui ai dit : « *Non ! Et si je n'étais pas président de la République, je serais avec eux à la place de la République* ».

Je comprends votre colère. Parce que, au moment où les discussions n'étaient pas achevées, il était effectivement insoutenable de voir, à la télévision, un rebelle apparaître pour dire qu'il est ministre de la Défense et que son ami est ministre de l'intérieur. C'est ça qui a mis le feu aux poudres. À partir de ce moment-là, plus personne n'a cherché à regarder réellement ce qui se passait et à Marcoussis et à Paris. C'est pourquoi je dis que si je n'étais pas président de la République, je serais dans la rue avec vous, et vous avez raison. C'est pourquoi, avant d'entreprendre toute analyse, je voudrais préciser deux points :

-L'armée de Côte d'Ivoire, la gendarmerie de Côte d'Ivoire, la police de Côte d'Ivoire ne seront pas désarmées. Cet aspect qui se trouve dans le texte de Marcoussis mais qui a été nuancé dans les annexes a fait l'objet de plusieurs coups de fil et de plusieurs démarches de la part du gouvernement français. Qui m'a rassuré que c'était une mauvaise lecture et qu'il n'a jamais été dans l'intention de ceux qui ont rédigé ce document que nos forces de défense et de sécurité soient désarmées. Donc, je vous rassure qu'il n'est pas du tout question que les FANCI, la gendarmerie et la police de Côte d'Ivoire soient désarmées. Que cela soit clair pour tout le monde !

-Le deuxième point, c'est que je n'ai pas encore formé de gouvernement. Donc, il n'est pas question de dire que tel ministère appartient à tel ou que tel autre ministère appartient à tel autre. Les ministères sont attribués lorsque le président de la République, de par les pouvoirs que vous lui avez donnés en l'élisant, pouvoirs confirmés par la Constitution, signe le décret nommant le gouvernement de la République. Je n'ai nommé aucun gouvernement. À partir de ce moment, je peux reprendre le texte des accords de Marcoussis et en parler.

Les textes de Marcoussis, nous pouvons en parler à l'aise. Je voudrais d'abord vous dire qu'il y a une grande différence entre les pourparlers de Lomé et les pourparlers de Marcoussis ; les pourparlers de Lomé ont été organisés par le président Eyadema, coordinateur du Groupe de contact de haut niveau de la CEDEAO sur la Côte d'Ivoire. Il m'a demandé de lui dépêcher une délégation de l'État qui discuterait avec les groupes rebelles. J'ai donc désigné une délégation équilibrée comprenant des membres de tous les partis formant le gouvernement ; comprenant un officier des FANCI, un officier de la gendarmerie et un officier de la police. La discussion a eu lieu pendant deux mois. Mais, l'essentiel, c'était que là était représenté l'État qui discutait directement avec les rebelles.

Pour Linas-Marcoussis, la puissance invitante, c'est-à-dire la France, a invité directement des partis politiques au nombre de sept (7). Ce sont des partis qui ont au moins un élu. Elle a invité aussi trois mouvements rebelles. En droit, je peux donc affirmer que c'est une discussion entre entités privées. Mais je suis le chef de l'État et l'objectif de la discussion, c'était de rechercher la paix en Côte d'Ivoire. Je ne peux donc pas dire que je rejette ce texte, même si l'État n'était pas directement partie prenante dans la discussion. Ce n'est pas possible !

Le texte qui est sorti de Marcoussis est un texte de compromis. Et je l'ai dit à Paris, aucun texte de compromis n'est bon. Tous les textes de compromis que je connais sont tous des mauvais textes avec lesquels il faut faire. Ils sont tous des côtes mal taillées avec lesquelles il faut s'arranger.

Les aspects les plus saillants dans le texte de Marcoussis, en ce qui concerne ce qui n'est pas bon, ce sont les parties où il est en contradiction avec la Constitution de Côte d'Ivoire. Je peux citer, dans le texte de Marcoussis, le fait que le Premier ministre nommé soit inamovible jusqu'en 2005. Cela est en contradiction avec la Constitution qui stipule que le président de la République nomme le Premier ministre et met fin à ses fonctions. Il y a, comme cela, quelques points où on a essayé de faire glisser notre régime de régime présidentiel vers un régime parlementaire. Mais, nous ne sommes pas dans un régime parlementaire. Nous sommes dans un régime présidentiel et la clé de voûte de toutes les institutions, c'est le président de la République. J'entends conserver toutes les prérogatives que la Constitution met à ma disposition. J'entends prendre toutes les responsabilités qui sont contenues dans la Constitution. C'est pourquoi je vous dis, le texte de Marcoussis ne sera pas considéré comme une Constitution bis. Chaque fois qu'il y aura une contradiction entre le texte de Marcoussis et la Constitution, j'appliquerai la Constitution. C'est pourquoi j'ai déjà dit que tout ce qui se trouve dans le texte de Marcoussis pour la transformation de tel article de Constitution ou de telle loi ne peut être considéré que comme des propositions. Nous n'allons pas dessaisir le peuple de ses prérogatives en matière de référendum et nous n'allons pas dessaisir l'Assemblée nationale de ses prérogatives en matière de vote des lois.

Ceci dit, le texte de Marcoussis a été écrit dans l'esprit de trouver une solution à notre problème actuel. D'où il faut remercier tous ceux qui ont travaillé à Marcoussis. Car leur objectif, c'est de trouver la paix et nous, Ivoiriens, aujourd'hui, nous recherchons la paix. Et le reste affirme, d'emblée, le principe de l'intégrité territoriale de la Côte d'Ivoire ; il affirme le respect des institutions de la République. Il restauration de l'autorité de l'État sur

l'ensemble du territoire national, il affirme la condamnation des coups d'État et la voie des urnes comme voie unique pour accéder au pouvoir. C'est pourquoi je vous invite, chers compatriotes, à accepter l'esprit de l'accord de Marcoussis et donc le texte de l'accord de Marcoussis comme base de travail.

Nous ne sommes pas seuls. Toute la communauté internationale nous regarde.

Depuis l'adoption de ce texte, la CEDEAO, l'Union africaine, l'Union européenne, l'ONU nous appelle pour dire : « *Ce n'est pas grave. Acceptez le texte et, après, on fera les aménagements indispensables. Sinon, nous sommes avec vous* ». On ne peut pas vivre comme si nous étions en vase clos.

Je voudrais dire à tous ceux qui nous ont apporté des soutiens et qui sont intervenus auprès de moi durant ces dix derniers jours l'esprit du texte de Marcoussis.

Je ne sais pas tricher. Je ne suis pas un tricheur. Donc j'accepte, effectivement, l'esprit et le cadre général de l'accord de Marcoussis. C'est pourquoi d'ailleurs, à Paris, j'ai signé un décret pour nommer Premier ministre Seydou Diarra, après avoir consulté ceux qui étaient présents à Paris. Je sais que sa nomination irrite beaucoup d'entre vous et que vous êtes fâchés contre moi pour cet acte. Je vous comprends. Vous êtes fâchés pour deux raisons. D'abord parce que je l'ai fait à Paris, même si je l'ai fait dans notre ambassade ; ensuite parce que vous ne vouliez pas que votre gouvernement, qui faisait du si bon travail pour vous change.

Je vous comprends. Mais j'ai fait une analyse. J'ai dit, pour l'instant, gardons le soutien de la communauté internationale. Elle me pousse à aller vers un compromis. Je fais ce compromis. C'est pour vous que j'ai fait ce compromis. J'ai dit tantôt que la Constitution s'appliquera. Laissez Seydou Diarra faire ses consultations et me proposer un gouvernement. Votre rempart, c'est que la dernière signature, c'est toujours moi. C'est ça votre rempart. Un document que je n'ai pas signé n'est pas valable.

Donc vous avez l'assurance que votre homme, votre frère est là et qu'il veille sur vos intérêts. Laissez Seydou Diarra travailler, laissez-le me proposer un gouvernement qui ne heurte pas les Ivoiriens, mais qui puisse travailler pour ramener rapidement la paix en Côte d'Ivoire. Si la nomination de Seydou Diarra peut nous amener la paix, je ne regrette pas de l'avoir nommé. Mais si sa nomination doit aiguïser les contradictions et éloigner de nous la paix, nous le saurons bientôt. Tant qu'on ne l'a pas laissé travailler, on ne peut pas se rendre compte. C'est moi qui vous demande pardon. Je vous demande pardon au nom de toutes les erreurs qui ont pu être commises à Marcoussis ou à Paris.

Je vous demande pardon pour tout ce qui a pu vous heurter. Mais sachez qu'en ce qui me concerne, tout ce que j'ai fait, c'est en pensant à vous que je l'ai fait.

Moi, je n'ai aucun intérêt propre. Je vous l'ai déjà dit. Je ne suis ni planteur, ni industriel, ni commerçant. Mon seul intérêt, c'est que ce mandat que vous m'avez donné, qu'il réussisse et que vous ayez ce que vous n'avez jamais eu. C'est ça qui est mon seul intérêt. Donc je vais

travailler à l'application de l'accord de Marcoussis. Je vais travailler à l'application de l'accord tant que cet accord n'est pas en contradiction avec notre Constitution. On ne fera rien de contraire à ce que vous avez décidé. Au contraire, tout ce que nous allons tenter de faire, c'est une nouvelle tentative pour retrouver la paix. On a essayé Accra.

On a essayé Bamako. On a essayé Lomé. On a essayé Dakar, mais essayons encore Marcoussis et Paris. Essayons ! C'est nous qui cherchons la paix, c'est nous qui sommes demandeurs. C'est notre pays qui est divisé. Nous cherchons, nous cherchons. Essayons ça ! Et si ça marche, et je souhaite que ça marche, parce que nous sommes fatigués de la guerre, si ça marche, eh bien nous aurons tous retrouvé le sourire.

Chers compatriotes, faisons preuve de patience, un peu de patience. Faisons preuve de tolérance. J'ai appelé au rassemblement, il n'y a pas de rassemblement sans tolérance. Essayons ce nouveau remède. On nous a proposé beaucoup de remèdes. Je vous ai indiqué déjà le remède d'Accra, le remède de Dakar, le remède de Lomé, le remède de Bamako.

On n'a pas été guéri, c'est pourquoi on est encore là. Et j'aime bien l'expression qu'a utilisée Thabo Mbeki à Paris. Il a dit que : « *nous les Africains, nous sommes venus à Paris parce que nous n'avons pas trouvé de solution en Afrique* ». C'est là notre drame. Donc essayons ce médicament et faisons en sorte qu'il nous guérisse. S'il nous guérit, c'est tant mieux. S'il ne nous guérit pas, nous essayerons un autre médicament.

Mais, pour le moment, faisons confiance en ce médicament et faisons tout pour qu'il nous guérisse. Qu'il nous sorte de l'état de guerre.

Je suis déterminé à unifier le pays. Je suis déterminé à faire en sorte que l'autorité de l'État s'étende sur la totalité du pays. Je suis déterminé à laisser à mon successeur la totalité du pays telle que je l'aie reçue.

Allez au travail, allez au travail ! Allons tous au travail !

Vous savez que ce qui fait la Côte d'Ivoire, c'est sa capacité à produire les richesses. Si nous sommes encore, c'est parce que nous travaillons. Je vous rappelle que nous sommes quand même le premier producteur de cacao. Je vous rappelle que nous avons 40% des richesses de l'UEMOA.

Nous n'allons pas perdre cela. Allons au travail ! Élèves, étudiants, allez à l'école !

S'il faut que je vous appelle pour défendre la patrie, je vous appellerai. Faisons preuve de tolérance ! Faisons preuve de confiance les uns dans les autres !

Que Dieu bénisse la Côte d'Ivoire.

Je vous remercie.

3/Message du chef de l'Etat aux Ivoiriens en Province

Assikoi, le 9 janvier 2008.

Je suis venu vous demander de soutenir la paix. La paix, c'est la prospérité ; la paix c'est le développement. Je suis venu vous apporter la paix. Nous ne pouvons rien faire dans ce pays et partout ailleurs, tant que nous n'avons pas la paix. C'est pourquoi je suis venu vous dire, aujourd'hui, nous tous, nous avons vu ce que la guerre nous amène. La guerre amène la misère, la pauvreté, la maladie ; la guerre amène les pleurs, la désolation. Il faut que les Ivoiriens, une pour toute, tournent le dos à la guerre ; tournent le dos aux coups d'Etat, à la tentation de prendre le pouvoir par les armes. Mais, en tout cas, en ce qui me concerne, vous connaissez mon cas. Quand quelqu'un veut prendre le pouvoir par les armes, je ne suis pas d'accord avec lui ; je suis contre lui. Quand quelqu'un tourne le dos à la démocratie, pour emprunter la voie des putschs et de la guerre civile, je suis contre lui. C'est pourquoi, chers amis, je suis venu vous demander de vous mobiliser, pour que plus jamais, la guerre n'advienne dans notre pays. Voici le message que je suis venu vous porter. Un message d'espoir, de paix, de développement et un message de prospérité. Alors, évidemment, quand vous faites des doléances, mais, la doléance elle est une.

Elle est la tranquillité d'abord, elle est la paix pour que nous puissions faire tout ce dont nous avons besoin.

Ici, dans le Département d'Adzopé, nous avons déjà donné un département. Ici, à Assikoi, vous avez déjà une sous-préfecture. Mais, chers amis, on peut vous donner 1000 voire 2000 sous-préfets, tant que vous-mêmes, vous ne travaillez pas pour votre prospérité, le gouvernement aura fait un effort en vain. Le Sous-préfet ne remplacera pas le travail de construction de la paix au quotidien. Le Sous-préfet ne remplacera pas le travail de productivité. Donc je vous donne Anapé parce que vous le souhaitez, mais je compte sur vous.

Pour les communes on verra plus tard. Il n'y a pas d'interdits. Un jour dans le département d'Adzopé, j'ai été très triste de lire dans Fraternité-matin quelqu'un qui fabrique de fausses pièces d'identité et qui les vend. Mais c'est honteux pour nous les enfants d'Adzopé. Parce que, depuis qu'Adzopé m'a adopté, ici, j'ai plus que des amis, j'ai des frères. Quand on voit quelque chose de mauvais sur Adzopé, cela rejaillit sur nous tous. On dit que « les gens n'ont pas de papiers. Les cartes de séjour coûtent trop chers, c'est pourquoi on leur fait de fausses cartes d'identité ».

Aujourd'hui, la carte de séjour est supprimée, donc il n'y a pas de prétexte pour fabriquer de fausses cartes d'identité. Monsieur le DGPN, je vous adresserai une lettre, la semaine suivante, pour vous dire qu'il y a encore des policiers qui fatiguent les gens sur la route en leur demandant des cartes de séjour. Si cela est avéré, ce sont les policiers qui sont en infraction, parce qu'ils vont contre un décret par le Président de la République et je ne veux plus voir cela.

Monsieur le Commandant de la Gendarmerie et Monsieur le Directeur Général de la Police Nationale, prenez toutes les dispositions pour que les agents placés sous votre autorité, ne commettent plus ces infractions. Nous avons pris cette mesure, d'abord, parce qu'elle arrange nos amis qui viennent habiter chez nous nous, ensuite parce qu'elle nous arrange. S'il n'y a plus de cartes de séjour, il n'y a plus d'attaques, plus de fraudes sur les cartes d'identité nationale. Et policiers, gendarmes ou autres qui stipulent encore et travaillent comme si la carte de séjour existait, ils travaillent contre un décret présidentiel et contre la Côte d'Ivoire. Et si certains d'entre eux sont saisis, déferez-les, jugez-les et que le juge prononce la condamnation qu'il faut. Il est temps que les Ivoiriens se réveillent et qu'ils comprennent que le salut de la Côte d'Ivoire est entre leurs mains. Ce dialogue direct, il est dans nos mains, c'est nous-mêmes qui le faisons. Et, nous continuons jusqu'aux élections, parce que les élections nous arrangent. Nous n'allons pas être tout le temps les fossoyeurs de notre propre bonheur. On entend ici, un tel ou une telle vole dans son cabinet, dans la direction que l'on lui a confiée, sur la route... Mais, quand nous volons, c'est nous-mêmes que nous volons. J'entends le peuple pleurer, j'entends le peuple gronder. Mais, il faut que le peuple comprenne que je ne suis ni sourd ni aveugle. Mais un chef, il se donne une priorité. Aujourd'hui, ma priorité, c'est de faire la paix définitivement ; c'est de faire des élections qui vont mettre un terme définitif à la crise. Je ne peux donc pas courir après deux écureuils. Un proverbe de chez nous les bête de Gagnoa dit ceci : « Si tu veux manger ta banane braisée avec de la viande, il ne faut pas chasser deux écureuils à la fois.

Parce que, à vouloir les attraper tous les deux, tu mangeras ta banane sans viande ». Je ne veux pas manger ma banane sans viande. C'est pourquoi, je poursuis seulement la paix et l'élection qui en est la marque achevée. Les policiers ne sont pas les seuls à faire du racket. Quand tu vas dans un bureau et que l'on te prend de l'argent pour faire un papier auquel tu as droit, ce n'est pas du racket ?

On voit et on entend. Le chef que vous avez élu, il est à la barre, il est ni sourd, ni aveugle. Il demande tous les jours à Dieu de lui donner la force de conduire le processus de paix jusqu'à son terme. Et le terme le plus achevé, ce sont les élections. Soyez persévérants, vous m'avez soutenu 10 ans, je n'étais rien et, aujourd'hui, vous m'avez fait Président de la République. Vous n'allez pas gâter votre travail de 10 ans. Nous devons continuer pour faire le travail pour lequel vous m'avez élu. Il faut que l'on montre qu'un enfant de pauvre peut révolutionner son pays.

Je suis venu vous saluer, peuple Akyé, peuple de tous les changements. Peuple qui n'a pas peur, peuple qui aime la vérité. En 1990, j'ai vu les Akyé me soutenir. Et je me suis dit : « Mais qu'est-ce que je leur ai donné ? ». Alors, j'ai cherché, j'ai interrogé et c'est en ce moment-là que j'ai appris tout ce que vous avez subi, tout ce que l'on vous a fait subir. Je suis là pour qu'un Ivoirien soit égal à un autre Ivoirien. Je suis là pour qu'un Ivoirien ait les mêmes droits qu'un autre Ivoirien. Je suis avec vous, soyez avec moi.

Que Dieu vous bénisse. Que Dieu bénisse la Côte d'Ivoire.

Je vous remercie.